



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-08

Nouvelles lois

p. 09

Séances publiques n<sup>os</sup> 71 et 72

p. 09-61

Questions au Gouvernement

p. 61-99

2021-2022

# N<sup>o</sup> 25

CHAMBRE  
DÉPUTÉS



## Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-08

Nouvelles lois ..... p. 09

Séances ..... p. 09-61

71<sup>e</sup> séance du jeudi 14 juillet 2022 ..... p. 09-40

72<sup>e</sup> séance du mercredi 28 septembre 2022 ..... p. 41-61

Questions au Gouvernement ..... p. 61-99

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**  
Chambre des Députés  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg  
Tél. 466 966-1

**Impression :**  
Imprimerie Heintz  
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**  
20/03/2023

**Concept et layout :**  
brain&more  
agence en communication,  
Luxembourg



Visite officielle en Espagne

## « L'Espagne et le Luxembourg, unis par un profond sentiment européen »



La délégation parlementaire luxembourgeoise a été reçue par la Présidente du Congrès des Députés espagnol, Mme Meritxell Batet (au milieu).

L'Espagne et le Luxembourg sont des partenaires de longue date qui partagent leur engagement pour une Union européenne forte. Pourtant, la visite du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, le 6 mars 2023 à Madrid était une première. Il était accompagné à cette occasion du Vice-Président de la Chambre, M. Marc Spautz, de M. Claude Wiseler, membre du Bureau, ainsi que du Secrétaire général de la Chambre, M. Laurent Scheeck.

« Je suis fier d'avoir le privilège d'effectuer la première visite d'un Président de la Chambre des Députés auprès du Congrès des Députés », a déclaré M. Etgen face à son homologue, Mme Meritxell Batet, Présidente du Congrès des Députés, la chambre basse du parlement bicaméral espagnol. La visite officielle parlementaire à Madrid s'inscrit dans la volonté de la Chambre des Députés de nouer des liens forts et de dynamiser les relations bilatérales avec les parlements des partenaires historiques du Grand-Duché. Suite à une première visite parlementaire à Londres en mai 2022 depuis des décennies, c'était au tour de l'Espagne, pays qui assurera la prochaine présidence du Conseil de l'Union européenne à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Les stratégies et le fonctionnement de l'Union européenne dans un contexte de crises multiples étaient les principaux sujets des discussions entre les membres de la délégation parlementaire luxembourgeoise et les différents interlocuteurs espagnols : le Secrétaire d'État aux Affaires européennes, M. Pascual Ignacio Navarro Ríos, des membres du Comité mixte de l'Union européenne et leur Présidente, Mme Susana Sumelzo, ainsi que le Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement espagnol, M. Pau Marí-Klose.

Même si l'Espagne et le Luxembourg connaissent des problématiques différentes de par leur situation géographique – l'un se trouvant en périphérie, l'autre dans une position centrale au sein de l'Union européenne – les deux pays « sont unis par un profond sentiment européen et par la conviction que leur destin est intimement lié à celui de l'UE », a affirmé le Président de la Chambre des Députés. Un point de vue confirmé par l'ensemble des interlocuteurs

espagnols qui ont souligné l'importance de défendre les valeurs européennes.

« Face aux multiples crises que nous traversons depuis plusieurs années et qui menacent notre cohésion, la réponse doit être européenne. Je suis ravi de constater que l'Espagne s'engagera en faveur d'une Union européenne renforcée qui aura les capacités et les moyens d'améliorer le quotidien des citoyens de l'Union européenne », a ajouté M. Etgen. Dans ce contexte, la question des suites à donner à la Conférence sur l'avenir de l'Europe, initiative européenne qui invitait l'année dernière les citoyens à dessiner l'avenir de l'UE, a été évoquée. Les interlocuteurs espagnols se sont dits « ouverts » quant à des réformes à mener dans le but de rendre le fonctionnement de l'Union européenne « plus efficace et plus proche des attentes des citoyens ».

Le Président de la Chambre des Députés a également souligné l'importance de la dimension parlementaire de la présidence du Conseil de l'UE. « Nous sommes convaincus du rôle important que peuvent jouer les parlements dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne. » Cette position a été largement partagée par les représentants du Parlement et du Gouvernement espagnols. La Présidente du Congrès a annoncé trois conférences thématiques interparlementaires, en plus des réunions habituelles, qui devraient mettre l'accent sur les menaces contre le parlementarisme, l'égalité entre femmes et hommes et la transition écologique. « Nous vivons un moment européen unique que nous devons saisir pour renforcer l'Union », a constaté Mme Batet.

### Quelles perspectives pour la présidence espagnole du Conseil de l'UE ?

Au cours des différentes entrevues, les députés luxembourgeois se sont renseignés sur les priorités de la présidence espagnole. Un des axes défendus par l'Espagne est l'« open strategic autonomy » de l'Union européenne qui est censé garantir une plus grande indépendance d'approvisionnement énergétique aux membres de l'UE et qui a connu un nouvel essor après la pandémie de Covid-19 et la guerre d'agression russe contre l'Ukraine.

Les efforts des pays européens pour réduire leur dépendance énergétique de la Russie et pour investir dans des alternatives pourraient ainsi ouvrir de nouvelles perspectives de collaboration, ont constaté les députés.

En Espagne, les sources d'énergies renouvelables que sont l'hydrogène, le solaire et l'éolien représentent plus d'un tiers de la production énergétique. L'Espagne s'engage également pour développer davantage les réseaux d'approvisionnement et pour débloquer la possibilité pour les membres de l'UE d'effectuer des achats groupés sur les marchés de l'énergie.

Sous le signe de la guerre en Ukraine, l'agenda de la présidence s'annonce « compliqué », a expliqué le Secrétaire d'État aux Affaires européennes face à la délégation luxembourgeoise. Parmi les défis présentés aux députés figurent la volonté de trouver un consensus concernant la problématique migratoire ainsi que le positionnement stratégique des relations économiques et commerciales des pays européens dans un contexte de conflits géopolitiques, concernant notamment les États-Unis, la Chine et l'Amérique latine.

### 8.000 Espagnols au Luxembourg, « une communauté intégrée de manière exemplaire »

Les députés ont évoqué les liens importants entre les deux pays, créés aussi bien par les ressortissants espagnols installés au Grand-Duché que les ressortissants luxembourgeois installés en Espagne.

Le Luxembourg compte quelque 8.000 résidents de nationalité espagnole, leur nombre ayant doublé depuis 2011. Il s'agit d'« une communauté qui s'est intégrée de manière exemplaire et qui contribue au caractère cosmopolite de notre pays », a affirmé M. Etgen.

Concernant les ressortissants luxembourgeois en Espagne, ils ne sont que 700, mais leur nombre s'agrandit en saison touristique, étant donné que l'Espagne est la troisième destination préférée des Luxembourgeois. Lors d'une rencontre organisée à Madrid, les députés ont eu l'occasion de faire connaissance de quatre résidents luxembourgeois afin de mieux connaître leur quotidien.

Visite officielle en Arménie et en Géorgie

## « Le conflit au Haut-Karabagh ne doit pas tomber dans l'oubli »

C'est à Yerevan, capitale de l'Arménie, qu'a débuté la première partie de la visite officielle d'une délégation luxembourgeoise du Bureau de la Chambre des Députés, sous la conduite de la Vice-Présidente de la Chambre, qui s'est déroulée dans la région du Caucase du 26 février au 1<sup>er</sup> mars 2023. Mme Djuna Bernard était accompagnée à cette occasion de M. Yves Cruchten, membre du Bureau et Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, ainsi que de M. Claude Wiseler et de Mme Martine Hansen, membres du Bureau.

Les députés luxembourgeois ont eu l'occasion de rencontrer plusieurs dignitaires arméniens. Ils ont ainsi pu s'entretenir avec le Président de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie, M. Alen Simonyan, et avec le Premier Ministre arménien, M. Nikol Pashinyan. Ils ont également rencontré le Secrétaire du Conseil de sécurité, M. Armen Grigoryan, ainsi que les représentants du Groupe d'amitié Arménie-Luxembourg de l'Assemblée nationale et des représentants d'organisations non gouvernementales.

### L'Arménie reste menacée dans un contexte géopolitique tendu face à l'Azerbaïdjan

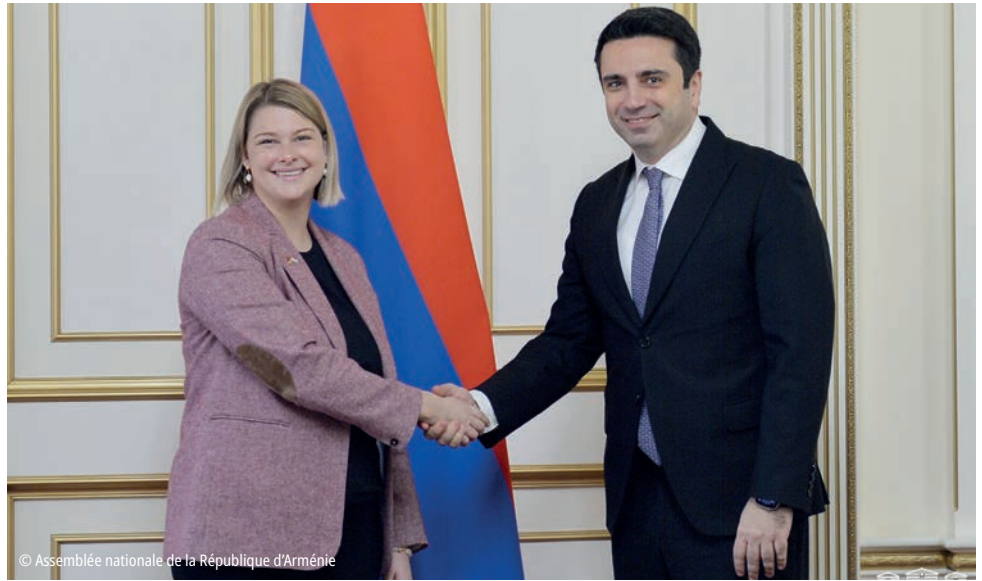
Un sujet est revenu systématiquement lors des échanges : le conflit qui oppose l'Arménie à son voisin, l'Azerbaïdjan, et plus particulièrement les enjeux liés au territoire du Haut-Karabagh. Pratiquement tous les représentants arméniens ont partagé un sentiment : il ne faut pas que la situation internationale actuelle, liée à la guerre en Ukraine, mène à ce que les tensions et la situation humanitaire en relation avec le Haut-Karabagh soient « oubliées » et sortent de la sphère des préoccupations des puissances internationales.

Le blocage de la route d'accès au corridor de Latchine, qui relie l'Arménie et le Haut-Karabagh, a été cité à plusieurs reprises. Ce blocage entraîne, selon les représentants arméniens, une crise humanitaire au Haut-Karabagh. Les députés luxembourgeois ont reconnu à cette occasion que la situation au Haut-Karabagh avait été partiellement éclipsée par la guerre en Ukraine. Ils ont cependant tenu à souligner que la visite officielle qu'ils mènent en Arménie vise à montrer que le Luxembourg ne considère pas le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan comme résolu.



© Assemblée nationale de la République d'Arménie

La délégation parlementaire luxembourgeoise a pu s'entretenir avec des représentants arméniens.



La Vice-Présidente de la Chambre, Mme Djuna Bernard, avec le Président de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie, M. Alen Simonyan

### Que demandent les Arméniens au Luxembourg ?

La Vice-Présidente de la Chambre a tenu à assurer aux différents interlocuteurs arméniens que la position du Luxembourg était claire, affirmant que « nous sommes du côté de l'Arménie et nous voulons une paix qui respecte la souveraineté du pays ».

Questionnés par les députés sur ce qu'ils attendaient de la part du Luxembourg, les représentants arméniens ont affirmé que des initiatives, comme la participation d'un représentant des forces de l'ordre luxembourgeois à une mission civile de l'Union européenne en Arménie, étaient d'une grande aide et avaient un effet dissuasif sur l'Azerbaïdjan, qui serait toujours en train de chercher des raisons pour justifier des interventions supplémentaires dans le Haut-Karabagh et pèserait les conséquences d'éventuelles actions militaires.

Au-delà de cet exemple concret, les représentants arméniens ont affirmé qu'ils attendaient également des acteurs luxembourgeois qu'ils fassent pression sur les

responsables politiques d'Azerbaïdjan afin d'aider à aller vers une résolution du conflit et une stabilisation des relations entre les deux pays.

Les représentants arméniens n'ont pas manqué de saluer plusieurs initiatives luxembourgeoises, notamment deux motions déposées par M. Claude Wiseler et M. Laurent Mosar et adoptées par la Chambre des Députés en 2020. Ces textes sont particulièrement critiques sur le rôle de la Turquie dans le dossier du Haut-Karabagh.

### Les relations avec la Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine

Les relations de l'Arménie avec la Russie ont été abordées au cours de plusieurs échanges entre les députés et les représentants arméniens. Ces derniers ne cachent pas le fait que la Russie dispose de nombreux « points de pression » pour influencer l'Arménie, parmi lesquels la grande dépendance énergétique de celle-ci envers la Russie. Mais il y a aussi une dimension sécuritaire, notamment parce que la Russie dispose de personnel militaire stationné au Haut-Karabagh, qui a jusqu'à présent été présenté comme une force « pacificatrice » censée avoir une fonction de maintien de la paix.

Le Président de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie, M. Alen Simonyan, a affirmé que les Arméniens avaient longtemps pensé que la Russie allait les soutenir dans les différends qui opposent leur pays à l'Azerbaïdjan, mais que cette perception avait changé, notamment parce que la Russie semble désormais entièrement préoccupée par la situation en Ukraine et que sa position était ambivalente en ce qui concerne le Haut-Karabagh. Le Premier Ministre arménien, M. Nikol Pashinyan, a quant à lui souligné qu'il fallait encore « démontrer que la démocratie peut aussi garantir la sécurité du pays » et qu'il voyait dans ce postulat un élément important de sa mission politique.

### La mémoire du Génocide

Une visite au Mémorial Tsitsernakaberd, qui commémore le Génocide arménien, a marqué de par la force du symbole le second jour de la visite. À cette occasion, les députés ont déposé une gerbe en mémoire

des victimes et ont pu assister à une visite guidée. La presse arménienne avait fait le déplacement pour couvrir l'événement. Le Luxembourg a adopté en 2015 une résolution pour reconnaître le Génocide des Arméniens.

**Rencontre avec des organisations non gouvernementales arméniennes**

« Le gouvernement et la majorité parlementaire arméniennes ont besoin de contrepois. » C'est ce qu'ont déclaré en essence les représentants de plusieurs ONG membres du groupement « Article 3 » actives en Arménie lors de leur entretien avec les députés luxembourgeois.

Lors de l'échange, certains des représentants présents à la réunion ont ainsi affirmé que toutes les décisions en faveur de la démocratie prises par le pouvoir politique actuel, qui dispose de 70 % des sièges au parlement, dépendaient du bon vouloir des dirigeants politiques et ne résultaient pas d'un débat avec une véritable opposition démocratique.

Les représentants des ONG ont également égratigné les partis d'opposition arméniens, qu'ils ont qualifiés de « proxys de la Russie ». La vulnérabilité de l'Arménie aux pressions externes, notamment en ce qui concerne ses besoins énergétiques, a également été évoquée. Selon les représentants du groupement « Article 3 », cette vulnérabilité ainsi que d'autres seraient exploitées à des fins d'influence de l'opinion publique, notamment par la Russie, afin de faire croire aux Arméniens que le chemin vers un système plus démocratique était incompatible avec les questions de sécurité. La corruption resterait quant à elle un réel problème en Arménie.

**« L'accès au statut de candidat à l'adhésion à l'UE est un sujet sensible pour la Géorgie »**

La deuxième partie de la visite officielle a conduit les députés luxembourgeois en Géorgie. Ils ont eu l'occasion de débattre des aspirations européennes de cette dernière et d'une initiative législative géorgienne controversée sur la transparence avec des officiels géorgiens.

« Les citoyens géorgiens comprennent difficilement pourquoi les demandes d'adhésion de l'Ukraine et de

la Moldavie à l'Union européenne sont davantage considérées que celle de la Géorgie. Cela crée un sentiment d'injustice. » Avec certaines nuances, le message que portaient les responsables géorgiens – dont le Président du Parlement, M. Shalva Papuashvili – qui ont débattu avec la délégation luxembourgeoise était le même : il existe en Géorgie une certaine frustration quant au fait que la demande d'accès au statut de candidat à l'adhésion à l'UE n'ait pas encore été accordée à la Géorgie. Cette gêne est renforcée par le fait que l'Ukraine et la Moldavie, dont les demandes d'accès au statut de candidat à l'adhésion ont été introduites pratiquement en même temps que celle de la Géorgie (février 2022 pour l'Ukraine, mars 2022 pour la Géorgie et la Moldavie), se sont déjà vu accorder ce statut.

D'autant plus que, comme le soutient M. Papuashvili, la Géorgie serait « très avancée » en ce qui concerne la mise en place des réformes réclamées par l'Union européenne qui lui permettraient d'accéder au statut de candidat. Le Président du Parlement géorgien a néanmoins dit « voir pourquoi » le statut avait été accordé à l'Ukraine dans le contexte de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. La demande des Géorgiens adressée aux députés luxembourgeois était claire : œuvrer pour que le Luxembourg accorde son soutien à la Géorgie dans le cadre de ses aspirations européennes.

La Vice-Présidente de la Chambre des Députés, Mme Djuna Bernard, qui a continué de mener la mission de diplomatie parlementaire du Bureau de la Chambre des Députés en Géorgie, a affirmé que cette dernière « continuerait à avoir le support du Luxembourg pour avancer sur le chemin des réformes nécessaires ». La Commission européenne émettra un avis sur une possible candidature en automne de cette année et le Conseil européen devrait prendre une décision en décembre. Le Vice-Ministre des Affaires étrangères géorgien, M. Alexander Khvtisiasvili, a affirmé lors d'un entretien souhaiter « une appréciation honnête, basée sur le mérite, pour l'automne ».

**Lois sur les financements étrangers : transparence ou recul de la démocratie ?**

Les députés luxembourgeois ont tenu à aborder le sujet d'une réforme législative sensible en Géorgie. Elle

concerne deux projets de loi sur « La transparence sur l'influence étrangère » et « Le répertoire des agents étrangers ». Pour la majorité parlementaire, dont l'initiative émane, il s'agit de créer plus de transparence sur le financement par l'étranger d'organisations actives en Géorgie.

Les textes sont cependant très critiqués, en Géorgie comme au niveau européen et international. Les critiques y voient une dynamique similaire à ce qui s'est passé en Russie, où des organisations comme des médias et des ONG ont été réduites au silence par un nouveau cadre législatif sur les financements étrangers.

M. Yves Cruchten, membre de la délégation et Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile de la Chambre, a tenu à envoyer un message clair à ses interlocuteurs géorgiens : ce texte serait « une fausse bonne idée » – il y aurait d'autres moyens d'assurer plus de transparence – et risquerait même d'être considéré comme une régression sur le chemin européen de la Géorgie.

**Visite à la ligne de front du territoire occupé par la Russie**

En plus des réunions de travail, les députés luxembourgeois ont souhaité se rendre compte de la situation sur le terrain en Géorgie. Ils ont à cet effet rencontré M. Davide Sousa, policier luxembourgeois engagé dans la Mission d'observation de l'Union européenne.

Il s'agit d'une mission non armée et destinée à des fins de maintien de la paix qui est opérée par l'Union européenne en Géorgie et a été mise en place en 2008 suite à la guerre de la Russie contre la Géorgie.

La délégation s'est également rendue, en compagnie des services de sécurité géorgiens, dans le village d'Odzisi, à la frontière du territoire occupé par la Russie suite à la guerre de 2008.

Un membre des services de sécurité a expliqué la situation actuelle aux députés, soulignant que la Russie se sert notamment de la détention illégale de personnes arrêtées dans la zone de séparation pour faire pression sur la Géorgie.



Le Président du Parlement géorgien, M. Shalva Papuashvili (au milieu à droite), a reçu les députés luxembourgeois.

## Visite officielle du Président du Sénat de la République Démocratique du Congo

**« La République Démocratique du Congo a besoin de paix »**

Le renforcement des liens entre la République Démocratique du Congo (RDC) et le Grand-Duché de Luxembourg était un des points discutés lors d'une entrevue des membres du Bureau et des députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile avec une délégation du Sénat de la RDC le 3

mars 2023 à la Chambre des Députés. Les représentants des deux pays se sont montrés intéressés par une coopération parlementaire qui pourra contribuer à renforcer les relations entre les deux États.

La bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et l'établissement d'un État de droit figurent parmi les défis majeurs de la République, a expliqué le Pré-

sident du Sénat de la RDC, M. Modeste Bahati Lukwebo. Il a aussi souligné que son pays visait une situation de paix stable avec les pays voisins, le Rwanda et l'Ouganda. Selon lui, le Luxembourg pourrait soutenir la RDC dans cet engagement en s'exprimant pour la paix. Un député luxembourgeois a voulu savoir quel cadre la RDC privilégierait pour faciliter une situation stable avec ses voisins à la frontière est du pays.

Le Président du Sénat a affirmé qu'un cadre similaire à celui de la Communauté économique des pays des Grands Lacs pourrait être intéressant dans ce contexte. D'après M. Bahati Lukwebo, son pays devrait mettre en place des coopérations bilatérales et multilatérales qui l'aideraient à atteindre l'intégration des communautés.

**Une paix stable pour réaliser des projets communs**

L'exploitation des ressources abondantes, tant du continent africain que de la RDC, devrait être un objectif commun – c'est ce qui est ressorti des discussions entre les parlementaires. Le Président du Sénat de la RDC a par ailleurs affirmé qu'il invite les pays européens à s'engager davantage dans des projets d'investissement au sein de son pays. Une situation de paix stable serait tout de même une des conditions pour réaliser des projets communs.

Le Président du Sénat de la RDC a exprimé son souhait de rapprocher les peuples congolais et luxembourgeois, un objectif que les membres de la délégation luxembourgeoise ont salué.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a accueilli son homologue congolais, M. Modeste Bahati Lukwebo.

## Conférence du Semestre européen et Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)

**Défis économiques et sociaux en période d'incertitude géopolitique**

Coprésidées par le Riksdag suédois et le Parlement européen, la Conférence du Semestre européen ainsi que la Conférence interparlementaire sur la SCEG se sont tenues les 27 et 28 février 2023 à l'hémicycle de Bruxelles. La réponse européenne apportée à la suite de la pandémie et de la guerre actuelle en Ukraine se doit d'être coordonnée et réfléchie, a déclaré la Présidente du Parlement européen, Mme Roberta Metsola, en exhortant les parlementaires à éviter la tentation d'une route protectionniste telle que proposée par certains États. De manière analogue, le Secrétaire général de l'OCDE, M. Mathias Cormann, a rappelé qu'entre 2005 et 2015, les flux migratoires étaient responsables à hauteur de 91 % de la croissance de la population active.

**L'appropriation du cadre de gouvernance économique**

La première session plénière dédiée à la révision du cadre de gouvernance économique a soulevé plusieurs questions : Comment améliorer l'appropriation de ce cadre et quel rôle jouent les parlements nationaux dans ce contexte ? Par quels moyens peut-on accroître l'adhésion des États membres aux règles budgétaires communes ?



De gauche à droite : M. Charles Margue et M. Sven Clement, membres de la délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence interparlementaire sur la SCEG

Selon M. Sven Clement, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence interparlementaire sur la SCEG, le nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) devrait se baser sur la recherche scientifique afin de garantir la durabilité et la viabilité des finances publiques. Le député s'est dit également préoccupé quant aux plans budgétaires à moyen terme qui limiteraient la flexibilité des décideurs politiques. D'après lui, un gouvernement nouvellement élu devrait disposer de la faculté de renégocier les engagements nationaux quant au budget à long terme de l'UE pour qu'il ne soit pas lié aux décisions d'un gouvernement sortant. M. Clement a plaidé pour davantage d'implication des parlements nationaux dans ce processus décisionnel, ceci en vue d'une adhésion accrue des États membres au CFP. L'appropriation des plans nationaux pourrait être atteinte par le biais de négociations avec toutes les parties prenantes démocratiquement élues. En optant pour cette approche, la considération des objectifs primordiaux que s'est donnés la Commission européenne, à savoir la lutte contre le changement climatique et l'indépendance énergétique, en serait garantie.

### La fiscalité touchant au travail à distance

L'absence d'harmonisation des règles fiscales relatives au télétravail – un phénomène certes catalysé par la pandémie, mais non éphémère – était la thématique de la seconde session plénière. Au-delà des aspects fiscaux, le travail à distance est conditionné par d'autres facteurs tels que la technologie, les fuseaux horaires, le droit du travail ou encore le droit lié à l'immigration.

M. Charles Margue, qui a également représenté la Chambre des Députés auprès de la conférence, est intervenu dans ce contexte pour mettre en exergue la spécificité du Grand-Duché en ce qui concerne le télétravail et souligner la distorsion qui existe entre le marché de l'emploi et l'attractivité des entreprises. Le député luxembourgeois a expliqué qu'en ces temps où la mobilité est un facteur non négligeable ayant une incidence sur l'attractivité d'un employeur, un consensus semble se dégager des discussions autour de la semaine dite « de quatre jours » avec un recours à un jour de travail à distance. Il a déploré que le Luxembourg et ses trois pays limitrophes, qui sont

tous membres de l'UE, se voient actuellement défavorisés par rapport aux pays qui ont signé des accords bilatéraux avec des pays tiers, comme c'est le cas de la France avec la Suisse. L'élu luxembourgeois a finalement sollicité la présidence de la conférence pour que le Grand-Duché puisse endosser le rôle de « laboratoire » en matière de télétravail au sein de l'UE.

### Qu'est-ce que le Semestre européen ?

Instauré en 2011, le Semestre européen est un cycle de coordination des politiques économiques, budgétaires, sociales et de l'emploi au sein de l'UE. S'inscrivant dans le cadre de la gouvernance économique, il consiste en un exercice annuel s'étendant sur les six premiers mois de l'année, pendant lesquels les États membres, notamment via les représentants des parlements nationaux, débattent de la convergence de ces politiques.

Réunion conjointe des commissions de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

## Les parlementaires de l'AP-OTAN ont réitéré leur soutien indéfectible à l'Ukraine

Réunis à Bruxelles du 20 au 22 février 2023 pour la réunion conjointe des commissions de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, les parlementaires des États membres de l'Alliance transatlantique, ainsi que de la Suède et de la Finlande, ont exprimé leur soutien sans faille à l'Ukraine, à sa souveraineté, à son

intégrité territoriale, au maintien de la démocratie et son droit à la légitime défense et à l'autodétermination. Ils ont également souligné que la Russie devait être tenue responsable pour tous ses crimes commis en Ukraine, notamment les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

Ce rendez-vous annuel permet aux parlementaires de s'échanger avec les représentants permanents (c'est-à-dire les ambassadeurs) au Conseil de l'Atlantique Nord (CAN) et avec le Secrétaire général de l'OTAN, qui préside également le CAN, M. Jens Stoltenberg.

Les participants à la réunion du CAN ont réfléchi ensemble aux moyens de renforcer le soutien apporté à l'Ukraine et à la mise en œuvre des décisions historiques prises lors du sommet de Madrid en 2022. Les parlementaires ont discuté de la mise en œuvre du nouveau concept stratégique qui prévoit notamment un recentrage sur la défense collective en réaction à la guerre menée par la Russie, la reconnaissance du défi systémique posé par les autoritarismes russe et chinois et le renforcement de la résilience.

La Présidente de l'AP-OTAN et sénatrice française, Mme Joëlle Garriaud-Maylam, a souligné dans son allocution que la guerre menée par le régime russe constituait également une atteinte à la démocratie et à l'ordre international. Partant, elle a rappelé que l'AP-OTAN proposait la création, au sein du siège de l'OTAN à Bruxelles, d'un centre pour la résilience démocratique afin de permettre un échange de meilleures pratiques et l'enrichissement mutuel au regard des normes démocratiques.

Les parlementaires ont évoqué que les gouvernements des Alliés continuaient à livrer des équipements militaires très variés à l'Ukraine et qu'en même temps, l'OTAN fournissait une assistance militaire non létale ainsi qu'une aide humanitaire importantes.

Les participants ont par ailleurs remémoré ensemble le dispositif de dissuasion et de défense (conventionnel et nucléaire) de l'OTAN, les défis posés par la Chine, la lutte contre les « fake news » et les ingérences dans les techniques de l'information.



La Chambre des Députés était représentée par M. Sven Clement, membre de la Commission des sciences et des technologies de l'AP-OTAN. Il était accompagné de M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre.

Journée internationale des femmes

## Un député sur trois est une femme



La Chambre des Députés n'a jamais été aussi féminine : avec 21 députées sur 60 élus, les femmes représentent 35 % des parlementaires à la Chambre des Députés. Dans le classement international de l'Union interparlementaire, le Luxembourg se range ainsi à la 46<sup>e</sup> position sur 186 pays en ce qui concerne la représentation des femmes au sein des parlements. La première position revient au Rwanda qui compte 49 femmes parmi 80 élus parlementaires. Les pays voisins du Grand-Duché se placent au 20<sup>e</sup> (Belgique), 35<sup>e</sup> (France) et 45<sup>e</sup> rang (Allemagne) de ce classement.

### La répartition des femmes au Parlement luxembourgeois

Les groupes et sensibilités politiques siégeant à la Chambre des Députés, à l'exception des sensibilités politiques ADR et Piraten, comptent au moins deux femmes dans leurs rangs :

- 5 femmes sur 21 députés pour le groupe chrétien-social (CSV) ;
- 5 femmes sur 10 députés pour le groupe socialiste (LSAP) ;
- 3 femmes sur 12 députés pour le groupe libéral (DP) ;
- 6 femmes sur 9 députés pour le groupe déi gréng ;
- 2 femmes sur 2 pour la sensibilité politique déi Lénk.

Aucune femme ne représente les sensibilités politiques ADR et Piraten à la Chambre.

### La représentation des femmes dans les différents organes de la Chambre des Députés

Une femme préside son groupe parlementaire au sein de la Conférence des Présidents : Mme Josée

Lorsché pour déi gréng. Mme Djuna Bernard, la plus jeune parlementaire au moment de son assermentation, est Vice-Présidente de la Chambre des Députés.

Sur les 29 commissions parlementaires permanentes et spéciales et sous-commissions, neuf sont présidées par des femmes :

- la Commission de Contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État (Mme Martine Hansen) ;
- la Commission des Pétitions (Mme Nancy Arendt) ;
- la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement durable (Mme Tess Burton) ;
- la Commission des Classes moyennes et du Tourisme (Mme Simone Beissel) ;
- la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense (Mme Stéphanie Empain) ;
- la Commission de la Culture (Mme Djuna Bernard) ;
- la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Mme Diane Adehm) ;
- la Commission du Logement (Mme Semiray Ahmedova) ;
- la Commission de la Mobilité et des Travaux publics (Mme Chantal Gary).

### La première députée à la Chambre des Députés

L'année 1919 voit l'avènement du droit de vote des femmes. Ainsi, les femmes obtiennent les mêmes droits politiques que les hommes. La même année, une femme est élue députée pour la première fois dans l'histoire du Luxembourg. Mme Marguerite Thomas-Clément assurera ce mandat, avec interruption, jusqu'en 1931. Mme Astrid Lulling était la deuxième femme représentant la population luxembourgeoise au Parlement luxembourgeois. En 1989, pour la première

fois, le « premier citoyen » du Grand-Duché est une femme : Mme Erna Hennicot-Schoepges est élue Présidente du Parlement après avoir siégé à la Chambre de 1979 à 1989. Elle restera Présidente jusqu'en 1995.

Mme Lydie Polfer (DP) peut se prévaloir d'une longue carrière politique au niveau national. Elle a été élue une première fois à la Chambre en 1979 et y siège toujours. Lors de son assermentation, Mme Jessie Thill (déi gréng) avait 25 ans et est la plus jeune députée au Parlement de la législature actuelle. Elle a succédé à M. Carlo Back en janvier 2022.

### Un quota pour les listes électorales au Luxembourg

Afin d'améliorer la parité politique au niveau national, il existe depuis 2016 un quota, fixé à 40 %, pour les listes des élections législatives et européennes. La loi introduit des sanctions financières pour les partis qui ne respecteraient pas ce quota. Plus un parti s'écarte du seuil minimal de 40 %, plus grande sera la sanction financière.

### La parité dans les parlements seulement dans 80 ans ?

En 2022, la proportion de femmes parlementaires dans le monde a atteint un taux de 26,5 %, ce qui est une progression par rapport aux années précédentes, selon la dernière édition du rapport de l'Union interparlementaire. Il s'agit cependant d'une progression faible, souligne ce rapport intitulé « Les femmes au parlement en 2022 : regard sur l'année écoulée ».

Il constate que « pour la première fois, il n'existe pas un seul parlement au monde qui ne compte aucune femme parlementaire », mais conclut que le niveau de progression est tellement lent et qu'à ce rythme, la parité hommes-femmes dans les parlements ne sera atteinte que dans plus de 80 ans.



## Adaptation de la subvention de loyer

### 8000B – Projet de loi relative à une subvention de loyer

Le projet de loi a pour objet l'adaptation de la subvention de loyer en élargissant les critères d'accès et en augmentant les montants alloués dans le cadre de ladite subvention.

Il était initialement prévu de transposer toutes les mesures en matière de logement dans le projet de loi initial (n° 8000) ensemble avec d'autres mesures ciblées visant à atténuer les effets des pressions inflationnistes aussi bien sur les entreprises que sur les ménages (cf. Accord Tripartite du 31 mars 2022).

Le présent projet de loi entend introduire anticipativement au 1<sup>er</sup> août 2022 toutes les adaptations relatives à la subvention de loyer qui sont d'ores et déjà prévues par le projet de loi n° 7938 reformant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Dépôt du projet de loi 8000 par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 29/04/2022

Rapporteuse : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »

(Président : M. Gilles Baum) :

05/05/2022 Présentation du projet de loi

24/05/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

Scission du projet de loi 8000 en deux projets de loi distincts : 8000A et 8000B

Travaux de la Commission du Logement

(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

02/06/2022 Présentation du projet de loi 8000B

10/06/2022 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

30/06/2022 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

07/07/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/07/2022

Loi du 22 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 396, page 1

## Mesures pour le cas de crise soudaine sur le marché de l'énergie

### 8020 – Projet de loi portant modification de : 1<sup>er</sup> la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel ; 2<sup>o</sup> la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel et la loi du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, et plus précisément les dispositions autorisant la prise de mesures de sauvegarde temporaire en cas de crise soudaine sur le marché de l'énergie ou de menace pour la sécurité physique ou la sûreté des personnes, des ouvrages électriques ou pour l'intégrité des réseaux.

En effet, en raison de la situation géopolitique actuelle liée à la guerre en Ukraine, les marchés de l'énergie sont sous tension depuis plusieurs mois et il pourrait se produire des ruptures d'approvisionnement – surtout en gaz naturel – dans certaines régions de l'Union européenne dont potentiellement le Luxembourg.

Ces ruptures pourraient mener à l'activation d'un plan d'urgence relatif à la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel du Luxembourg, établi dans le cadre du règlement (UE) 2017/1938 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2017 concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et abrogeant le règlement (UE) 994/2010.

Ainsi, par les modifications apportées aux deux lois précitées, le projet de loi vise à garantir la conformité des mesures de sauvegarde qui pourraient être prises avec les normes constitutionnelles et à éviter tout risque d'insécurité juridique. La compétence de prendre les mesures de sauvegarde temporaires ne reviendra dans ce cas précis pas au Gouvernement, mais ce pouvoir sera confié au Grand-Duc.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 03/06/2022

Rapporteuse : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

06/07/2022 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08/07/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 14/07/2022

Loi du 27 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 408, page 1

## 71<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

### Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** ..... p. 10  
M. Fernand Etgen, Président
2. **Débat d'orientation au sujet de la modernisation et des défis de notre système fiscal (suite)** ..... p. 10  
Débat (suite) : M. Dan Kersch (interventions de M. Sven Clement et M. Marc Goergen | M. François Benoy (interventions de M. Gilles Roth) | M. André Bauler (dépôt de la motion 1) | M. Roy Reding (intervention de M. Michel Wolter) (dépôt de la motion 2) | Mme Nathalie Oberweis (interventions de M. Pim Knaff) | M. Sven Clement (interventions de M. Gilles Baum et M. Dan Kersch) | M. Laurent Mosar (intervention de M. Dan Kersch)
3. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar** ..... p. 26  
Exposé : M. Laurent Mosar
4. **Débat d'orientation au sujet de la modernisation et des défis de notre système fiscal (suite)** ..... p. 27

Débat (suite) : M. Laurent Mosar | M. Gilles Baum

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances (interventions de M. Gilles Roth et M. Dan Kersch) | M. Dan Kersch (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes

Motion 1 : M. Gilles Roth | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motion 2 : M. Roy Reding | M. Marc Goergen | M. Dan Kersch | M. Gilles Baum | Mme Nathalie Oberweis | M. Roy Reding | M. Gilles Roth | M. Dan Kersch

Vote sur la motion 2 modifiée (rejetée)

### 5. 8000B – Projet de loi relative à une subvention de loyer ..... p. 33

Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova

Discussion générale : M. Marc Lies | M. Max Hahn | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8000B et dispense du second vote constitutionnel

**6. 8020 – Projet de loi portant modification de :**

**1<sup>o</sup> la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel ;**

**2<sup>o</sup> la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ..... p. 37**

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy (dépôt de la motion 1) (interventions de M. Michel Wolter et M. Yves Cruchten)

Discussion générale : M. Paul Galles | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8020 et dispense du second vote constitutionnel  
Motion 1 : M. Paul Galles | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen | M. François Benoy

Vote sur la motion 1 (adoptée)

**7. Discours de M. le Président ..... p. 40**  
M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Turmes, M. Henri Kox et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

**1. Ouverture de la séance publique**

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

**2. Débat d'orientation au sujet de la modernisation et des défis de notre système fiscal (suite)**

D'Chamber fiert de Mëtte mat den Diskussiounen am Kader vun der Orientéierungsdebatt iwwert d'Moderniséierung an d'Erausfuerverderunge vun eisem Steiersystem virun. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An als éischte Riedner fir de Mëtten ass den honorabelen Här Dan Kersch agedroen. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

*Débat (suite)*

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Merci, Här President. Mir sinn als LSAP wierklech immens frou, dass dës Steuerdebatt, déi op Initiativ vun der LSAP zustane komm ass an net, wéi dat de Moien iertemlech um Radio gesot ginn ass, well d'Regierung drop hält, dass se stattfënnt, elo hei ka stattfannen.

E grouse Merci un déi zwee Rapporteurs an un all déi, déi dës Debatt mat vill interessantem Input gefidert hunn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Kersch, den Här Clement wëllt Iech schonn eng Fro stellen.

(Brouhaha)

**M. Dan Kersch** (LSAP) | E soll dat roueg maachen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci. Ech hu just eng kleng Fro, Här Kersch. Dir hutt gesot, et wär op Initiativ vun der LSAP an net vun der Regierung gewiescht. Ass d'LSAP dann net méi Member vun dëser Regierung?

(Exclamations)

**M. Dan Kersch** (LSAP) | O, Här Clement, d'LSAP ass nach laang Member vun dëser Regierung an Dir wäert et nach esou schnell net ginn.

(Hilarité)

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dovunner dreemt Dir!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | E grouse Merci, wéi gesot, un déi zwee Rapporteurs an all déi, déi hei wierklech gehollef hunn, dass eppes Konstruktives zustane komm ass.

Eppes ass dës Steuerdebatt mat Sécherheet net: eng Spillwiss fir ze probéieren, eis als Majoritéit

ausernanerzedreiwien. Hei positionéiere sech d'Parteie jo wäit iwwert den Delai oder d'Durée vun dëser Legislatur eraus, an duerfir ass et méi wéi legitim, dass och d'Koalitiounsparteie verschidde Vuen hunn.

Här President, de Sënn vun dësem Debat ass, dass d'Parteie sech kloer positionéieren. De Wieler, deen an eppes méi wéi engem Joer an d'Walkabinn geruff gëtt, soll wëssen, wéi déi eng a wéi déi aner sech wëllen uleeën, fir dësem Land méi Steiergerechtegheet ze verschafen.

An dësem Debat soll sech erausschielien, wien d'Intèrète vu wem verteidegt, an dat ass och gutt esou. Wann et aus bekannte Grënn net méiglech ass, eng grouse Steuerreform ze maachen, wéi se nach am Koalitiounsaccord ugeduecht ginn ass, bleift d'LSAP awer der Meenung, dass am Steierberäich grouse Reformbedarf besteet.

Loosst mech direkt am Ufank soen, dass d'LSAP d'Solution de facilité vun enger einfacher Upassung vun der Steiertabell un den Index net fir richtig fënnt. Déi halfeautomatesch Upassung vun der Steiertabell un den Index, déi mer jo haten, ass Enn 2012 ofgeschaaft ginn, déi de faméisen Artikel 125 jo ofgeschaaft huet.

De Finanzminister war deemools den Här Frieden, de Staatsminister war den Här Juncker an d'Sozialiste waren Deel vun der Regierung an dat, wat se gemaach hunn, hu se gutt gemaach. Eng einfach Upassung vun der Steiertabell un den Index ass ëmmer, ëmmer eng Mesure, déi deene vill hëlleft, déi vill hunn, an deene wéineg hëlleft, déi wéineg hunn. An ech verdäitelen dat un engem konkrete Beispill:

Huele mer zwee Jonggesellen. Deen ee verdéngt de Mindestloun, deen anere kritt fënnefmol de Mindestloun. Wann een déi lescht fënnef Indextranchë géif an d'Steiertabell integréieren, déi zanter der leschter Steuerreform ugefall sinn, 12,5 %, wéi dat de Moie gesot ginn ass, géif dee mam Mindestloun ronn 220 Euro d'Joer manner Steiere bezuelen oder 19 Euro de Mount.

Deen, deen awer fënnefmol de Mindestloun verdéngt, géif ronn 3.580 Euro manner Steiere bezuelen, also bal 300 Euro de Mount. Dat eleng weist, dass dëst net kann de richtige Wee sinn.

Mir sinn duerfir der Meenung, dass esou eng onselektiv Mesure an dësen Zäite vu Multikris ganz einfach net zielführend ass. Dës Kris huet mat sech bruecht, dass déi Leit, déi finanziell manner gutt dru sinn, vun den Auswierkunge vun der sanitärer a sozioökonomescher Kris e gutt Stéck méi haart getraff gi wéi anerer. Duerfir kann d'Äntwert dorobber och nëmme sinn, dass deene Leit och um Steierniveau anescht a méi muss gehollef ginn an net ëmgedrënt. Et geet hei drëms, politesch Choixen ze maachen. Et geet net drëms, Kaddoen ze verdeelen!

Déi richtig Erausfuerverderung ass d'Neierfanne vun enger nohalteger, strukturell gerechter Gesellschaft.

An dozou gehéiert och eng Steierpolitik, déi dës Prioritéit gerecht gëtt.

**Une voix** | Très bien!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | All Steiersystem ass Reveleateur fir d'Konzeptioun vun engem Sozialmodell. Et kéint een och soen: „So mer, wéi ee Steiermodell dass de hues, an ech soen Der, wéi däi Sozialmodell ass!“

De Steiersystem ass an eisen Aen de Krittär par excellence, fir de Gerechtegkeetsgrad vun enger Gesellschaft ze bewäerten. A wann an eiser Gesellschaft ëmmer méi Mesurë mussen – an ech betounen: „mussen“ – geholl ginn, fir déi sozial méi Schwaach ze stäipen, da weist dat ganz kloer, dass mer e Systemfeeler bei eisem Steierwiesen hunn.

Här President, déi mannste bezuele gäre Steieren. Déi meescht hunn awer verstanen, dass et ouni Steieren net geet. Wann awer d'Gefill vun der Gerechtegheet bei der Besteuerung verluer geet, verléiert eisen ugestriefte Solidarmodell all Zoustëmmung, mat allen negative Follgen.

Bei eise Steiervirschléi geet et net drëms, deen een oder aneren ze penaliséieren. Eis geet et eenzeg an aleng drëms, e Gesellschaftsmodell opzebauen, deen nohalteg, solidaresch a gerecht ass. Steieren – an och dat ass de Moie gesot ginn – sinn och fir d'Sozialiste kee Selbstzweck, mee sinn do, fir eng funktionéierend human Gesellschaft, baséierend op de Prinzippe vun de Mënscherechter, iwwerhaapt ze erméiglechen.

Steieren, Här President, hunn och eppes mat „steieren“ ze dinn, am Sënn vun „an déi richtig Richtung lenken“.

Fir eis als Sozialiste muss d'Steierlaascht vun deene klengen a mëttleren Akommes substanzuell erofgesat ginn. Duerfir muss un der Progressivitéit vun der Steiertabell geschafft ginn. Progressivitéit bedeit, dass héich Akommes proportional mat méi engem héije Prozentsaz vun hirem Akommes besteiert gi wéi niddreg Revenuen. Dat ass sozialdemokratesch oder sozialistesche Politik, egal wéi Der et wëllt hunn, a Rengkultur.

Iwwregens ass et interessant ze kucken, wou dës Iddi fir d'éischt méi kloer a méi konsequent duerchgezu ginn ass. An dat war – an dat wäert deen een oder aneren iwwerraschen – an den USA zur Zäit vun der Joerhonnertwenn ëm 1900 de Fall bei der „Gilded Age“-Phas, déi Der alleguerte kennt. An et ass geschitt aus dem Bestriewen eraus, d'Feeler vun deem ale Kontinent, vun deem allen Europa, op deem neie Kontinent net ze widerhuelen an eng méi gerecht Gesellschaft opzebauen.

Iwwregens, an dat wäert der duerno nach vill méi heibanne wonneren, hate mer an den USA téschent de Joren 1932 an 1980 en Duerchschnëtt vum Spëtze-steiersaz vun iwwer 80 %. Dofir ass awer de President

Roosevelt, deen um Ursprung vun dëser Entwécklung stoung, menges Wëssens ni als lénke Sozi ofgestempelt ginn.

Europa ass an deem Sënn och nogezunn, well et sech et net méi konnt anescht erlaben, wann och net iwwerall. Ech betounen „net iwwerall“, well op anere Plazen hu se et gemaach mat deene Spëtzesätz wéi an den USA.

Eréischt mam President Reagan an der Madamm Thatcher an Europa oder a Groussbritannien huet sech d'Steierpolitik radikal geännert. Déi neoliberal Ideologie, opbauend op den These vum der Chicagoer Schoul, huet sech leider weltwäit duerchgesat. Den Dogma war gesat: Manner Steiere bréngen méi Steieren, mam Versprechen, wann ee manner Steieren ophiift, gëtt iwwerall méi geleescht, de Kuch gëtt méi grouss an duerfir geet et jiddwerengem besser.

Här President, haut wësse mer, dass dat net esou war, dass dat alles eng ganz grouss Lige war. Am Géigendeel, et ass zu engem weltwäite Steierdumping komm, deen derzou gefouert huet, dass ganz Staaten hir Sozialsystemer net méi konnte finanzéieren a Milliounen vu Leit an d'Aarmut a souguer an den Doud gedriwwen gi sinn. An trotzdeem gëtt et ëmmer nach Leit, och hei zu Lëtzebuerg, déi eis dat Märchen, wat a ville Versiounen a Variatiounen gezielt gëtt, ëmmer nach weider virgaulen.

Nach kierzlech hunn ech de Sproch héieren: „Trop d'impôt tue l'impôt.“ Dorops gëtt et eigentlech nëmmen eng, souguer empiresch beluechten, Äntwert: „Trop peu d'impôts tuent la cohésion de toute société, tuent des milliers d'humains, des femmes, des vieux, des enfants. Jour par jour, semaine par semaine, année par année !“

D'Sozialisten hätte gär, dass sech duerch d'Ännere vum der Progressivitéit d'Steierlaascht verschiebt: manner ze bezuele fir déi, déi kleng a mëttel Akommes hunn, a méi ze bezuele fir déi, déi vill méi verdéngen.

Mir gleewen also net drun, dass et méiglech ass, eng Steierreform ze maachen, wou jiddweree Gewënn ass. An iwwereng hale mer dat och aus evident Grënn vun der Gerechtegkeet net fir richtig.

Duerfir proposéiere mir, dass bis zu engem besteierbaren Akommes vu 45.897 Euro d'Progressivitéit net mat 2 % an d'Luucht geet, mee mat 1 %. Dat bréngt da selbstverständlech mat sech, dass zousätzlech Tranchë mussen ageféiert ginn, wat de Prinzip vum der Progressivitéit stäerkt.

Méi Steiere fir Héichverdenger. Am Géigenzuch fuerdere mer, dass bei deenen héijen Akommessen d'Progressioun net méi mat 1 % berechent gëtt, mee mat 2 %, dass uewen also och nach sollen Tranchë bäikommen, fir och bei deene ganz héijen Akommessen den Effet vun der Progressioun ze stäerken.

Mir iwwerschaffen uewen d'Amplitude vun de bestoenden Tranchen, mir setzen uewen Tranchë bäi an héijen de Spëtzezielsatz bis op 49 % bei Verdéngschter iwwer 500.000 Euro.

Jo, Här President, ech gesinn hei am Sall scho bei Verschiddene vläicht den Täscherechner am Kapp goen. Eis Propositionen bedeiten effektiv, dass eng Partie Leit an Zukunft misste méi Steiere bezuelen. Si bedeiten awer virun allem, dass déi Allermeeschten, déi net zu de Privilegierten an dëser Gesellschaft gehéieren, manner Steiere mussen bezuelen, weesentlech manner Steieren!

Mat deem vun eis ausgeschaffte Barème géif e Steuerzueler mat der Steierklass 1, deen e Bruttoakommes vu 4.000 Euro de Mount huet, 173 Euro de Mount manner Steiere bezuelen. Hätt en e Brutto vun 12.000

Euro, géif en de Mount 8 Euro méi bezuelen. Et ass also an deem Beräich, wou den Turningpoint ass. Géif déi Persoun awer 25.000 Euro de Mount verdéngen, géif se ronn 500 Euro de Mount méi Steiere bezuelen.

Jo, Här President, mir nennen déi Chifferen hei, well mer gär hätt, dass d'Leit wëssen, wou se mat eis dru sinn. Mir sinn eis bewosst, dass dat déi eng oder aner Wielerstëmm kascht, mee mir wëllen hei éierlech sinn!

Wat d'Besteierung vum Mindestloun ugeet, sinn d'Sozialisten der Meenung, dass déi Revenue bis d'Héicht vum Mindestloun mussen steierbefreit sinn. Dat géif dann och mat sech bréngen, dass allkéiers, wann de Mindestloun géif erhéicht ginn, och de Steierkredit fir Mindestlounbezéier automatesch misst ugepasst ginn.

Wann een dat iwwert dee Wee mécht, suert een iwwerengs derfir, dass wéinst dem Lissage net nëmmen d'Mindestlounbezéier dovunner profitéieren, mee och déi, déi kuerz driwwer leien. An dat wär eng gutt Saach an et géif och keng 1,8 Milliarde kaschten, wéi dat de Moien hei ugedeit ginn ass.

D'Sozialiste wëllen, dass d'Familien, onofhängeg vun hirem Statut, a virun allem Famille mat Kanner, nach besser ënnerstëtzt ginn, wéi dat haut de Fall ass. Duerfir proposéiere mir d'Aféiere vum engem neie Kannersteierkredit, selbstverständlech fir all Kand an engem Stot bis zu engem begrenzte versteierbaren Akommes.

Am Fall, wou zwee Eltere sech d'Gard vum engem Kand deelen, kritt jiddwer Elterendeel d'Hallschent vum deem Crédit d'impôt. Am Fall, wou awer nëmmen een Elterendeel d'Kand à charge huet, kritt deen Elterendeel selbstverständlech de Crédit d'impôt aleng. Et geet drëms, deenen Eltere respektiv Elterendeeler ze hëllef, déi d'Kand effektiv à charge hunn.

Dëst wier eng zousätzlech Hëllef fir déi, déi net an deenen héijen Akommesberäicher sinn, an et wier och keen Zréckfallen an al Denkmustere, wou Famille mat Kanner eege Steierklassen haten. Duerch eeben d'Form vum Steierkredit ass et eng selektiv, cibléiert Moossmat, déi Leit mat Kanner entgéintkënn, déi net zu de Groussverdenger gehéieren.

Här President, déi jonk Berufsfänger hunn et haut besonnesch schwéier. Oft hu si nach e Studentepret ofzebezuelen oder kréie vläicht emol iwwerhaupt kee Pret, fir sech eng Wunneng unzeschaffen, a mussen bei deieren Loyerer hänken oder si mat héijen Zënse konfrontéiert, wa se awer e kleng Pret kréien. Oft schaffe se an engem CDD, si sinn an der Onsécherheet. Alles dat an nach vill méi zu engem Moment, wou se sech wëllen op eege Bee stellen an eventuell eng Famill grënnen.

Duerfir proposéiert d'LSAP e Crédit d'impôt fir Berufsfänger bis 40 Joer. Dëse Crédit d'impôt soll fënnf Joer a maximal monatlech 200 Euro bedroen, deen ab engem bestëmmte Verdéngscht graduellement op Null erofgesat gëtt.

All Statistiken iwwert de Risque de pauvreté weisen, dass virun allem d'Monoparentalle vum Aarmutsrisiko betraff sinn. Duerfir froe mir als LSAP eng konsequent Erhéijung vum Crédit d'impôt monoparental. Dës Erhéijung soll awer ab enger bestëmmter Akommengrenz auslafen. Si soll net Monoparentallen zeguttkommen, déi an héijen Akommensberäicher sinn an dës Erhéijung net brauchen. Duerfir soll awer zukünfteg d'Unzuel vun de Kanner bei der Determinatioun vum Montant eng Roll spillen.

Och de Plaffong vun haut 2.208 Euro, déi ee maximal als Alimenter dierf kréien, fir net vum enger Reduktioun vum Crédit d'impôt betraff ze sinn, muss eropgesat ginn, eiser Iddi no op 4.560 Euro, wat vill méi

der Realitéit vun den effektiv vun de Geriichter geschwaten Alimenter entsprécht.

4.560 Euro Abatement am plaz 4.020, dat ass och de Montant, dee mir proposéiere fir Kanner, déi net zum Haushalt gehéieren, mee déi een awer à charge huet. Esou géif een deen éischte Schrëtt, dee mer 2017 gemaach hunn, och méi un d'Realitéit upassen.

Den neie Steierkredit fir Kanner, d'Revalorisatioun vum Crédit d'impôt monoparental, d'Erhéijung vun deem Abatement, vun deem ech elo grad hei geschwat hunn, sinn dräi wichteg Mesuren, déi mir als LSAP virschloen, fir deenen zousätzlechen Ausgabe Rechnung ze droe fir déi Leit, déi Kanner hunn.

Dëst ass fir eis eng absolutt Prioritéit. Mee mir wëllen awer och de Wittfraen a Wittmänner entgéintkommen, och wann ee fairerweis muss soen, dass si och haut schonn e gewëssene Virdeel hu par rapport zu deenen Elengsteeënden, déi ni bestued oder gepacst waren.

Trotzdeem proposéiere mir, den Zäitraum, wou een nom Ewechfale vum Partner an der Steierklass 2 ka bleiwen, vun dräi op fënnf Joer ze erhéien, éier se dann erëm an d'Steierklass 1a sollte kommen.

Här President, fir d'LSAP ass et am Prinzip egal, wat den Originn vun engem Revenu ass, e misst eigentlech ëmmer op déi nämmelecht Aart a Weis besteiert ginn. Dat ass e wichteg Element vu Steiergerechtegkeet. Et dierf duerfir keng Roll spillen, ob de Revenu aus enger Occupation salariée resultéiert, enger Rent, engem Bénéfice d'une profession commerciale, agricole ou libérale oder ob de Revenu vum Dividenden, Loyeren oder Plus-valuen hierkënn. All Revenue missten am Prinzip déi nämmelecht Steier generéieren.

Haut ass dat an eisem Steiersystem fundamental anescht. Revenuen, déi aus der Aarbecht entstinn, gi vill méi staark besteiert wéi déi Revenuen, déi aus de Capitaux mobiliers entstinn. Et ass bal esou, wéi wann dee gudd Lëtzebuurger Sproch „Vum Schaffen ass nach kee räich ginn“ de Mot d'ordre war bei verschiddene Steiergesetze, déi geschriwwen gi sinn, an dat ass eng fundamental Ongerechtegkeet. Capitaux mobiliers sinn nämmelech zum Deel souguer ganz steierfräi oder profitéieren vun enger forfaitairem oder reduzéierter Impositioun.

Wann de Sproch – an ech hunn en de Moien héieren – „Leeschtung muss sech erëm lounen“ ..., an ech muss soen, ech stinn zu deem Sproch, well ech fannen et e ganz gudd Sproch. Wann een deen eescht hält, da misst et eigentlech ëmgedrëint sinn. En attendant misst een Ustrengunge maachen, fir eng Gläichberechtegung vun de Revenuen ze errechen.

Duerfir proposéieren d'Sozialisten d'Exemptioun vu 50 % bei Dividende vum Associés résidents opzehiewen a se zu 100 % ze besteieren. D'Géigenargument, dass de Betrib jo scho Steiere bezuelt huet, ass net gülteg. Dem Salarié säi Revenu gëtt jo och dem Resultat vum Betrib ugepasst. Seng Pai, déi zu 100 % besteiert gëtt, ass follglech och net op deem Niveau, wéi se et wier, wann de Betrib keng Steiere géif bezuelen. Et gëtt also keen objektive Grond, Dividenden anescht ze besteieren wéi de Salaire.

Ausserdeem gëtt d'Retenue à la source jo och scho vun der Steier an der zweeter Etapp vum Beneficiaire erëm ofgezunn. Och d'Plus-valuen, déi gemaach gi vu Residenten beim Verkauf vu Lëtzebuergeschen oder auslännesche Participatiounen, solle voll besteiert ginn an net wéi bis elo entweder just zu 50 % oder souguer ganz steierbefreit sinn.

Och sollt den arbiträren Abatement vu 50.000 Euro, wann ee méi wéi 10 % vun de Participatiounen während méi wéi sechs Méint hält, ofgeschafft ginn.

Viru Kuerzem – an och dat ass de Moie schonn uge- deit ginn – hu mer eng Prime participative agefouert, souzouen als Alternativ zu de Stockoptions, déi mer zu Recht ofgeschaaft hunn, well Schindluder domat gedriwwen ginn ass.

Déi Prime participative ass – wéi soll ech mech ausdrécken? – a mengen Aen dat méi klengt Iwwel. Si huet virun allem den Nodeel, dass et ëmmer den Employeur ass, deen aleng entscheet, ob ee vun enger staatlecher Steuerreduktioun ka profitéieren oder eeben net.

Deen nammlechte Problem hate mir schonns bei de Stockoptions, déi, genau wéi d'Prime participative elo, haaptsächlech bei de Betriber op der Finanzplaz agesat gi sinn. Si kéint a sech eng gutt Saach sinn, wann ee wierklech a Richtung vu Bedelegung vun alle Salariéen um Betribrésultat géif goen, a Richtung vun enger Kooperativiséierung vun enger circulaire, sozialer Economie.

Duerfir misst de Mechanismus komplett iwwerschaaft an demokratiséiert ginn. Wann dat net geschitt, ass d'Prime participative an eisen Aen à la longue net ze halen. Et geet dobäi schliisslech haut schonn ëm den Déchet fiscal fir de Staat vu ronn 18,5 Milliounen d'Joer.

All d'Argumenter, déi fir Spezialregimenter plädéieren, bréngen d'Attraktivitéit vun der Finanzplaz an de Besoin un Talenter an d'Spill. Ech kann dat novollzéien, Lëtzebuerg brauch Talenter! Mee missten dann net och déi portugisesch Aarbechter, déi eis Haiser a Stroosse bauen, missten net och déi franséisch, däitsch a belsch Infirmieren, déi eis Gesondheet héichhalen, missten net och déi da vun esou Spezialregimenter profitéieren?

A missten net och alleguerten d'Lëtzebuurger Steuerzueler, déi Dag fir Dag eis Wirtschaft a Gesellschaft tout court um Lafenden halen, extra belount ginn? An doriwier eraus hu mir jo e Régime fiscal des salariés hautement qualifiés et spécialisés fir d'Impatriéierten, deen de wierklechen Talenter entgéintkënn. Dat misst an eisen Aen och duergoen.

Här President, all Informatiounen an Expertebeurteilungen, déi mer an der Kommissioun haten, ware vun engem ganz héijen Informatiounswäert. Si waren awer mat Sécherheet net ëmmer onparteiess. Esou war zum Beispill een Expert der Meenung, d'TVA integral bei d'Betribrésbesteuerung bäizerechnen. Dat ass awer esou net nozevollzéien – ech mengen, den Här Roth hat och dorops higewisen –, wann ee weess, dass d'TVA zu engem groussen an entscheidenden Deel vum Consommateur bezuelt gëtt, och wa se iwwert de Betrib opgehewe gëtt.

Et muss een also schonn iwwer eng gewësse Portioun Imaginatioun verfügen, wann ee se wëllt als reng Betribrésbesteuerung definéieren.

Dat selwecht kéint een iwwerengs och vun der Taxe d'abonnement soen, déi jo awer haaptsächlech vun auslänneschen Investisseure bezuelt gëtt, groussen a klengen, an net onbedéngt vun de Lëtzebuurger Entrepreneuren.

De Sënn vun der Übung, deen awer hannendru stoung, dee war natierlech séier verstanen. Et geet dréms ze verschleieren, wat eigentlech net ze niéieren ass. An eise Rapport weist dat och ganz kloer: Et gëtt zanter Joren eng kloer Tendenz, déi weist, dass d'Betribrésbesteuerung beim Gesamtundeel vun eise Steuerrechten zréckgeet, während den Undeel vun der Akommessteuer kontinuéierlech wiisst.

Dat ass den eigentleche Problem vun eiser Steuerpolitik. An ech si frou, dass och den Här Roth de Moien dorop higewisen huet. Ech weess, dass dat awer e Problem ass, deen net nëmmen zu Lëtzebuerg akut ass an

deen och net onbedéngt homemade ass. Dat huet vill mat enger verheerende internationaler Steierkonkurrenz ze dinn, déi zur Folleg huet, dass Betriber zounemend manner Steiere bezuelen, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee quasi iwwerall op der Welt. Soe mer mol, dass Lëtzebuerg an deem Concours bis elo ganz gutt matgemëscht huet, unni méi ze soen. Sou ass d'Betribrésbesteuerung – an och dat kann een am exzellente Rapport noliesen – och zu Lëtzebuerg konsequent erofgesat ginn.

Här President, ech hat virdu vun der Progressivitéit vun der Steiertabell bei de Personnes physiques geschwat a se als Gerechtegkeetsinstrument par excellence duergestallt. A si ass eng vun de sozialsten Errungenschaften vum 20. Joerhonnert.

D'Steierprogressioun bei der Betribrésbesteuerung gëtt et vum Prinzip hier awer net. Mir schaffen hei éischter mat festen Tauxen, déi awer duerch eng Hellewull vun Instrumenter erofgesat ginn. Duerfir ass souguer de Géigendeel vu Progressivitéit bei der Betribrésbesteuerung den Normalfall, während grouss multinational Konzernner ëmmer Weeër sichen a fannen, fir Steieren ze ëmgoen, ass dat fir déi kleng Betriber bal net méiglech. Un dëser Feststellung ännert och d'Tatsaach näischt, dass mer, wéi mer et an enger Sitzung héieren hunn, bal eng ganz grouss Unzuel vun Handwerksbetriber – ech mengen, d'Zuel vun 48 % war genannt ginn – hei zu Lëtzebuerg keng Steiere bezuelen.

Et bleift trotzdeem, dass grouss Betriber mat ganzen Arméie vun héichbezuelten Affekoten, vu Privileegie Gebrauch maachen, déi deene kleng Betriber virent-hale bleiwen. Ech halen och dat fir eng grouss Ongerechtegkeet.

Ech hat virdu gesot: Et gëtt keng Progressivitéit bei der Besteuerung de Betriber. Et ass zu Lëtzebuerg net ganz richtig. Effektiv hu mer 2018 e kleng Gest an déi dote Richtung gemaach. Op Initiativ vun der LSAP ass de Besteuerungssaz vun der Kierperschaftssteuer fir Benefisser bis 175.000 Euro op 15 % gesat ginn, während Benefisser ab 200.000 Euro mat 17 % besteiert ginn.

Een allgemengt Erofsetze vum Kierperschaftssaz vu 15 %, wéi et vu munche Leit gefrot ginn ass, war mat de Sozialisten net ze maachen.

Här President, zanter 2017 ass den Taux d'affichage fir Kleng- a Mëttelbetriber, déi manner wéi 175.000 Euro Benefiss maachen, wann ech mech net total verrecht hunn, vun 29,22 % op 22,8 % erofgesat ginn. Dat ass eng Reduktioun vu bal 22 %: 21,97 %, wa meng Chiffere richtig sinn.

Am Verglach – a just fir dass dat net vergiess gëtt –: Een, deen als Salarié besteiert gëtt mat 100.000 Euro, esou wéi ech virun elo hei gesot hunn ..., e Betriber, deen 100.000 Euro Benefiss mécht, bezilt haut 22.800 Euro an e Salarié emol d'office 30.608 Euro. An dat ass eng automatiséiert Retenue à la source. Dee kritt déi Suen, déi en do ofgehale huet, jo emol net ze gesinn, während et bei dem Betrib eppes ganz anescht ass. Déi allermeeschte Besteuerung leie wäit ënnert deem Taux, deen ech virdu genannt hunn, aus deene Grënn, déi ech och virdu genannt hunn.

Mee komme mer zréck bei de klengen Usaz vu Progressivitéit an der Betribrésbesteuerung, déi mir zu Lëtzebuerg gewot hunn: Et ass e kleng Schrëtt, mee ech mengen, dass e vu grousser Symbolik ass. Well wie vill huet, wie ganz vill huet, muss méi ofginn. A wie manner huet, soll manner ofginn. Dat zielt mat Sécherheet fir d'Privatleit, mee an eisen Ae misst et och fir d'Betriber zielen.

Haut gëtt international eng Diskussioun iwwert eng sougenannten „Übergewinnsteuer“ gefouert. Italien, Groussbritannien an Ungarn hu se schonns agefouert an d'EU-Kommissioun wëllt a kierzester Zäit, wann ech do richtig informéiert sinn, och e Virschlag dozou ausschaffen. D'Iddi ass jo och einfach a logesch. Déi Betriber, déi elo un a wéinst der Kris vill méi verdéngen, solle während enger gewëssener Zäit och méi Steiere bezuelen.

Am Moment gëtt déi Diskussioun e bësse reduzéiert op d'Energiekonzerner gefouert. Ech halen et fir richtig, direkt och Betriber vun der Rüstung mat anzebezeien a souguer alleguerten déi, déi vun der Multikris profitéieren.

Allgemeng muss de Solidaritéitsprinzip zielen. An engem Moment, wou d'Gesellschaft, de Staat, Milliarden ausgëtt, fir ganz Wirtschaftszweiger ze retten, müssen déi Wirtschaftsdeeler, déi floréieren, méi fir d'Allgemengheet ofginn, während déi Betriber, déi méi schlecht do stinn, steierlech sollen entlaascht ginn.

Duerfir plädéiere mir hei klipp a kloer fir en Erofsetze vun der Solidaritéitssteuer fir Betriber, déi manner wéi 175.000 Euro Benefiss maachen, vu 7 % op 4 %. Am Géigenzuch sollen awer déi Gewënnner, déi iwwer 175.000 Euro leien, an Zukunft net méi mat 7 %, mee mat 9 % Solidaritéitssteuer beluecht ginn. Dëst géif deen ugesprachene Progressivitéitseffekt stäerken a wier e kloer Signal a Richtung vun deene klengen a mëttlere Betriber hei am Land.

**Une voix | Très bien!**

**M. Dan Kersch (LSAP) |** D'lescht Woch hate mir hei eng Debatt iwwert d'Kollektivvertragswiesen, dat och zu Lëtzebuerg an eisen Ae muss gestärkt ginn. Mir proposéieren duerfir, en temporäir Steierabatement anzeféieren fir Kleng- a Mëttelbetriber, déi op de Wee ginn, fir hir Salariéen neierdängs a Fonctioun vun engem Kollektivvertrag ze bezuelen an och iwwert dee Wee hir Aarbechtskonditiounen ze reegelen.

D'LSAP steet och fir déi ekologesch an digital Transitioun vun de Betriber. Duerfir soll och hei kuerzfristeg eng steierlech Mesure a Faveur vun de Betriber geschaf ginn. Awer grad well ech haut de Moien zu deem Thema eppes héieren hunn, wëll ech awer och soen, wat dee Virschlag an eisen Aen net beinhalt, nämlech dass an Zukunft steierlech Mesurë solle geholl ginn, fir de Betriber Laptops, Computeren a ganz Informatiksystemer ze bezuelen, déi haut schonns längst Standard sinn. Et geet ëm Erneuerung, et geet net ëm Steierkaddoen.

Steierlech Avantagé sollen och geschaf gi fir feelgeschloen Investissementer an d'Startuppen, déi per Definitioun ëmmer méi riskéiert si wéi Investissementer an de Steen, zum Beispill. Mir brauchen awer déi Investissementer.

Den Teletravail bréngt mat Sécherheet eng Rei Virdeeler, mee awer och Nodeeler. Prinzipiell sinn d'Sozialisten der Meenung, dass d'Virdeeler iwwerwiegen.

Soubal eng méi breet legal Basis geschaf ass, plädéiere mir fir d'Schaf vun engem Abatement, dee sech an der Héicht vun deem kéint beweegen, wat haut fir Cotisatiounen, Assuranceprimen an Debiturszënsen gëllt.

An eisen Aen däerf een awer dann och net déi vergiessen, déi per se keen Teletravail kënnen maachen. Parallell misst och um steierlechen Niveau eppes geschaf ginn, dat si exklusiv entlaascht.

Vill méi wichteg ass et awer, mat deenen direkten Nopeschlänner Arrangementer ze fannen, déi et méiglech maachen, dass d'Frontalieren alleguerten zu deenen nammlechte Bedingungen Teletravail kënnen

maachen, wa méiglech am Beräich vu 25 % vun den Aarbechtsstonnen, wat jo och bei der Sécurité sociale als Limit gëllt.

D'LSAP verteidegt eng ambitiéis Fiskalpolitik, déi op dem Prinzip „pollueur-payeur“ baséiert. Dee Prinzip dierf awer ni déi sozial Dimensioun vergiessen. Wann dat kloer ass, si mir derfir, fir progressiv de Prinzip vum Pollueur-payeur méi staark an der Fiskalpolitik ze verankeren. D'CO<sub>2</sub>-Tax erfëllt all Uspréich vun engem wierkleche Pollueur-payeur-Prinzip, well se evoluéiert a Fonctioun vum Ausstouss vun CO<sub>2</sub> vun enger Aktivitéit. Duerfir soll och iwwer 2023 eraus eng Kontinuitéit bei der CO<sub>2</sub>-Tax spillen.

2021 gouf d'CO<sub>2</sub>-Tax fir d'éischt agefouert. Mat der Revalorisatioun vun engem Steierkredit, deen d'Erhéijung bei deene méi Akommensschwache soll kompenséieren.

Als LSAP besti mir drop, dass all zukünfteg Erhéijungen, also déi, déi no 2023 kommen, mat engem automateschen Mechanismus kompenséiert ginn, deen de Pouvoir d'achat vun deenen zwee ënneschte Quintilë voll an integral garantéiert. A well dat heite jo awer en Debat ass, wëll ech soen, dass eng CO<sub>2</sub>-Tax, déi een an den Indexkuerf setzt, eppes ass wéi en Auto ouni Rieder. Ech hunn en zwar, mee ech kann net domat fueren.

Domadder geet dee ganze Lenkungseffekt verluer an et kéint ee se grad esou gutt ewechloossen. Mir hunn awer de Courage, heihinner ze kommen an ze soen, dass iwwer déi CO<sub>2</sub>-Tax eraus, déi mer fuerderen an och weiderhi fuerderen ... Mir hunn awer och de Courage heihinner ze kommen, dass och an Zukunft offensichtlech ëmweltschiedlech Produite méi héich sollen taxéiert ginn, wéi dat actuellement de Fall ass. Mee och dat kann nëmme geschéien, wann eng méi selektiv Subsidepolitik en place gesat gëtt.

An, verkehrte Welt, Här President, wann ech dem Här Roth de Moie gutt nogelasschert hunn: Mir sinn net der Meenung, dass bei der Subsidepolitik alles perfekt ass.

Mir sinn éischer der Meenung, dass déi Subsidepolitik fir nei nohalteg Technologie verbesserungsfäeg ass. Haut profitéieren ze vill Leit vun där Subsidepolitik, déi sech och ouni Subsidien nei Technologie kéinte leeschten, während déi, déi net esou gutt dru sinn, ze oft mam Fanger am Mond do stinn, well se sech trotz Subsid dat Neit net kënnen leeschten. Dat muss sech ..., dat soll sech änneren.

An där nammlecher Logik kann een och iwwer eng Erhéijung vun Accisen op gesondheetschiedleche Produkter diskutéieren. Och dat dierft an eisen Aen an Zukunft keen Tabu sinn.

Dobäi verléiere mer net aus dem Bléck, dass déi indirekt Steiere par définition net selektiv sinn an am Verhältnis dee kleng Männchen ëmmer méi treffe wéi dee mam décke Portmonni.

Dofir – an dofir ass et och wichteg, fir dat hei ze soen – kéint fir d'LSAP eng Erhéijung vum Héchstsz vun der TVA net a Fro. Mir sinn awer der Meenung, dass een d'Tatsaach, dass elo eng nei TVA-Direktiv do ass, sollt netzen, fir cibléiert erofzuegen bei den TVA-Sätz fir einzel Produiten an Aktivitéiten, zum Beispill bei all den Aktivitéiten, déi a Richtung Économie circulaire ginn oder direkt der ekologescher Transition zeguttkommen. Och den Internet sollt op 3 % erofgesat ginn, well et e wichteg Element ass zum gläichberechtigten Zougang zu Informatioun.

Den Gini-Koeffizient weist eppes ganz kloer. Déi virdru beschriwwen Ongläichheete bei de Revenue gi kloer getoppt vun den Ongläichheete beim Besët, beim Patrimoine also. Do sinn déi Ongläichheeten

nach vill méi flagrant. An d'Tendenz geet verstärkt weider an déi falsch Richtung a riskéiert, d'Cohésion sociale vun eiser Gesellschaft ze ënnergruuen.

E Steiersystem muss een ëmmer als Ganzt kucken. D'Erausbrieche vun engem Element riskéiert ëmmer d'Universalitéit vun engem Steiersystem ze ënnergruuen. Genau dat ass geschitt mat der Ofschaffung vun der Verméigenssteuer am Joer 2006. Déi Ofschaffung ass iwwregens vum deemolege Finanzminister Luc Frieden mat engem Standuvertirdeel fir d'Finanzplaz argumentéiert ginn an hat mat Steiergerechtegkeet ni eppes ze dinn. Et muss een am Nachhinein soen, dass dat e Feeler war, vun deem d'LSAP zwar net den Initiator war, mee awer mat schëlleg. An ech soen dat hei och esou, wéi ech et denken.

En universale Steiersystem muss ëmmer all Forme vu Richesse consideréieren, egal op de Räichtum aus Salaires, Kapitalrevenue oder aus Güter korporeller an inkorporeller Natur entsteet. Mécht een dat net, muss de Steiersystem sech ëmmer erëm virwerfe loossen, dass en net objektiv wier a parteiesch.

Duerfir sinn d'Sozialisten der Meenung, dass d'Verméigenssteuer erëm muss agefouert ginn. Dës Fuerderung entsteet net aus Naid op déi, déi duerch hiert eegent Schaffen oder duerch aner glécklech Émstänn zu héijem Räichtum komm sinn. Eist Uleies ass et, dass en Deel vun deem Räichtum mat der Allgemengeheet gedeelt gëtt, ouni déi dee Räichtum vläicht guer net hätt kënnen produzéiert ginn. An et geet hei mat Sécherheet net drëms, deem kleng Mann oder der Wittfra an de Beidel ze gräifen.

Duerfir soll en héijen – ech betounen: en héijen! – Fräibetrag festgeschriwwen ginn, dee steierfräi bleift. An et geet och net drëms, d'Leit plakeg auszedoen oder de gliesene Bierger ze schafen, wéi et haut de Moie gesot ginn ass, fir e bëssen Angscht ze verbreden. D'Fro ass éischer: Wéi een Argument gëtt et, Leit mat héijen Akommense manner gliesen – fir Ären Ausdruck ze gebrauchen – ze maache wéi d'Majoritéit vun den Otto Normalverbraucher, bei deenen d'Steierverwaltung souwisou all Donnéeën huet.

Iwwregens ass et erstaunlech, dass genau déi, déi fir ëmmer méi Iwwerwachung vum Bierger plädéieren, wann et drëms geet, Sécherheetsdiskussiounen ze féieren, op eemol d'Fräiheit vum Individuum entdecken, wann et drëms geet, fir Donnéeën ze kréien, fir eng méi gerecht Besteuerung hinze kréien.

**Une voix | Très bien!**

**M. Dan Kersch (LSAP) |** Also a Kuerzform: Een, dee seet, d'Sozialiste si fir d'Afféiere vun enger Verméigenssteuer, seet nëmme d'Hallschent vun der Wourecht. Wann en awer seet, d'Sozialiste si fir d'Erëmféiere vun der Verméigenssteuer – d'Betounung läit op „erëm“ – mat engem héije steierfräie Fräibetrag, dee seet d'Wourecht. An et ass evident, dass dat nëmme geet, wann ee fir méi Transparenz suert vis-à-vis vun deem, wat op de Banke geschitt. Zumindest den Artikel 178bis vun der Abgabenordnung muss ersatzlos gestrach ginn, fir esou de Steierverwaltungen ze erlaben, op de Banken an aneren Instituter nozefroen, iwwer wéi ee Verméigen deen een oder anere verfüügt.

Domat si mer nach wäit ënnert engem automateschen Informatiounsaustausch, deen international Standard ass. Esou eng Mesure géif och dem neie Ruff vu Lëtzebuerg guttduen, dat erfollegräich amgaangen ass, sech senger schlechter Renommee ze entleedegen als Steierparadies. Spéitstens no der nächster GAFI-Kontroll – an dat wësst Der alleguerten heibannen –, déi virun der Dier steet, wäert dat Thema Lëtzebuerg Bankgeheimnis fir Residenten erëm duerch d'international Press goen a mir wäerten do mat Sécherheet net Gewinner sinn.

Selbstverständlech sinn och eventuell Scholde bei der Berechnung vun der Base d'assiette vum Impôt de la fortune ofzezéien. Dat zielt awer net fir d'Scholden, déi op Immobilie gemaach ginn. D'Erklärung liwweren ech och direkt no.

Här President, mir wëllen hei bei der Berechnung vun Verméigen de Besët vun Immobilien, wéi gesot, net a Betruecht zéien. Deementsprechend kënnen Scholden op Immobilie selbstverständlech och net ofgezu ginn.

Als LSAP si mer nämlech der Meenung, dass de Wunnproblem, dat zentraalt Thema vun der Lëtzebuerg Politik duerstelt. An duerfir kann een deem och net mat enger einzelner Moosnam begéien. An duerfir mécht meng Partei eng ganz Rei vu steierleche Propositionen, wat d'Wunnen ueget. Haut schwätze mer, wéi gesot, iwwer déi steierlech. Et mussen och aner Mesuren zousätzlech geholl ginn, dat wësse mer och alleguerten.

Fir eng Meerfachbesteuerung vun Immobilien ze verhënnern, hu mir duerfir ganz bewusst an eise Konzept, wéi ech et gesot hunn, d'Immobilien erausgelooss an dat am volle Bewosstsäin, dass d'Immobilien virun allem hei zu Lëtzebuerg e beträchtlechen Deel vun Verméigen ausmaachen. Dat ass e Choix politique an dee Choix, an ech weess net, ob Der dat esou matkritt hutt, entzitt e bëssen dem Gros vun der Argumentatioun, déi mer de Moien héieren hunn, de Buedem, well, wéi gesot, et bei eis keng Ongerechtegkeete gëtt téschent der Aschätzung vun Immobilien an anere Wäertsachen, well eeben d'Immobilien hei erausgeholl ginn.

Wat dann elo déi betreffend an déi speziell Besteuerungen ueget, wat am Wunnberäich geschitt: D'Grundsteuer ass fir eis, am Géigendeel zu deem, wat vill anerer soen, kee Wonnermëttel, fir de Wunnproblem ze léisen. Wann d'Grundsteuer an d'Luucht gesat gëtt, ass domadder nach keen Terrain viabiliséiert a keng Wunneng méi gebaut.

Bei der Reform vun der Grundsteuer muss et virun allem ëm méi Gerechtegkeet goen. D'Sozialiste sinn och der Meenung, dass d'Grundsteuer eng Gemengesteuer sollt bliwen. Duerfir mussen och d'Gemengen e gewësenen Handlungsspillraum behale bei der Festleegung vun der Grundsteuer.

D'Berechnungsgrundlag vun der haiteger Grundsteuer, och dat ass de Moie gesot ginn, ass vun 1941. Haut ass d'Welt eng aner an d'Ongerechtegkeete si kloer.

Als wichtigste Krittär bei der zukünfteger Festleegung vun der Grundsteuer, soll d'Gréisst vum Terrain an déi potenziell Bebaubarkeit a Fonctioun vun deem sinn, wat d'Gemeng am PAG festgehalten huet. Aner Krittären, déi de reelle Wäert vum Terrain beaflossen, ginn och gebraucht. Mat all deene Krittären errechent een de Verméigenswäert, deen als Basis fir d'Berechnung vun der Steuer gëllt.

Mir Sozialisten sinn iwwregens der Meenung, dass ee fir dat Haus oder dat Appartement, wou ee selwer dra wunnt, e gewësenen Abatement op deem Verméigenswäert soll kréien. Dat ass iwwregens och esou am Koalitiounsvertrag virgesinn.

Wann et ëm d'Bekämpfung vun der Wunnengsnout geet, muss awer ee vill méi wichteg Element mat an d'Spill kommen, an dat ass eng Mobilisatiounssteuer. Dës Steuer soll spillen, wa potenziell bebaubar Terrainen net viabiliséiert ginn. Et ass kloer, dass een esou eng Steuer net vun haut op muer kann ophiewen. E puer Karenzjore mussen dann zougestane ginn, fir de Proprietären d'Méiglechkeet ze ginn, hiren Terrain och effektiv ze viabiliséieren.

Duerfir ass et émsou méi wichteg, dass awer d'Grondsteuer an d'Mobilisationssteuer als Ganzt ugesi ginn a parallel muss se och op den Instanzewee goen. Am Géigesaz zur Grondsteuer ass d'Mobilisationssteuer eng national Steuer, déi dem Staat zeguttkënnt. Mat dëser Steuer kann de Staat dann um Marché Terraine kafen, fir méi öffentleche Wunnraum ze schafen. Si muss considerabel sinn a si muss wéidoen, soss verpufft hiren Effekt.

Als Basis soll deen nämmelechte Verméigenswäert déngen, dee mir och bei der Grondsteuer gerechent hunn.

Wann een also e puer Joer nom Akraafttriede vum Gesetz seng Terrainen nach net viabiliséiert huet, gëtt se eng éischte Kéier fälleg an zwar ëm e Villfacht vun deem, wat mer an der Grondsteuer berechent hunn, an all Joer drop ëmmer erëm ëm dat Villfacht gesteigert, wann näischt geschitt.

A Kuerzform géif ech also resuméieren: D'Grondsteuerreform ouni Mobilisationssteuer bréngt wéineg, d'Grondsteuer gekoppelt un eng Mobilisationssteuer ass dee richtige Wee.

Fir de Leerstand ze bekämpfen, hu mer eis Instrumenter ginn, déi net fonctionéieren. Duerfir proposéiere mir, d'Sozialisten, eng ganz pragmatesch Léisung. All Proprietär bezilt d'office eng järelech Steuer vun 2.000 Euro op all Objet, deen him gehéiert a wou hien net selwer dra wunnt. Wann hien am nächste Joer bei senger Steiererklärung säi Loyer ugëtt, wou e Steiere muss drop bezuelen, ginn him d'office déi 2.000 Euro erëm zréckerstatt, déi en am Joer virdu bezuelt huet. Mir déien also souzesoen d'Beweislaascht ëm. Net d'Gemeng oder de Staat muss noweisen, dass keen dra wunnt, mee de Proprietär muss noweisen, dass een dra gewunnt huet, an da kritt e selbstverständlech erëm alles erëm, soudass et am Fong näischt kascht.

Mir sinn och der Meenung, dass eng Wäertschöpfungssteuer muss kommen an zwar séier kommen. „Wann ee säin Terrain an de Perimeter kritt, ass een e gemaachte Mann“, hunn d'Lëtzebuenger gesot. An dat ass émsou méi wouer bei der Explosioun vun den Terrainspräisser, déi mer materliwien. Et ass jo um Enn eng politesch Decisioun, verbonne mat grouss Gewënner fir de Proprietär a verbonne mat zousätzleche Käschte fir d'Allgemengheet, déi fir d'Bezuele vun deenen Infrastrukture wéi Schoulen, Kläranlagen, Maison-relais muss opkommen.

Duerfir proposéiere mir, dass an Zukunft bei all Terrain, deen nei an dem PAG als bebaubar agestuut gëtt, beim Verkaf vun dësem Terrain 10 % vum Verkaufspräis als Wäertschöpfungssteuer misste berechent ginn, an dat zugonschte vun deem, deen um Ursprung vun der Decisioun stoung, nämlech d'Gemeng, déi jo och d'Nofollgekäschte muss bezuelen.

Här President, ech hu leider net d'Méiglechkeet, nach alles hei ze bréngen, wat ech opgeschriwwen hunn. Ech wëll just soen: Ech hätt gären eppes zur Individualisatioun gesot.

Ech soen awer nach ganz séier eppes zu dem Amortissement accéléré, wou mer ganz kloer der Meenung sinn, dass deen an dëser Form net ka bestoe bleiwen an dass e muss aneschters gestalt ginn.

Eng weider Iddi wëll ech Iech awer net virenthalen, well se einfach wichteg ass. Mir hätt gären, dass eng Gläichberechtigung geschafe gëtt tëschent deene Leit, déi Proprietär si vun enger Wunneng, an deene Leit, déi Locataire vun enger Wunneng sinn. Proprietäre kënnen Scholdzënsen ofsetzen, e Locataire kann dat net. An duerfir fuerdere mer d'Aféiere vun engem Crédit d'impôt fir Locataires.

Och déi Iddi vum bëlleger Akt ënnerstëtze mer. Mir hätt gären, dass an Zukunft dee Betrag, deen do festgeluecht gëtt, och a Fonctioun vun der Unzuel vun de Kanner ass, déi an engem Stot sinn, an dass en och automatesch un de Bauindex géif ugepasst ginn.

Här President, mir wëllen eng gerecht, nohaltege Gesellschaft, déi net op Käschte vun deenen nächste Generatiounen fonctionéiert. Duerfir brauche mir eng besser, méi gerecht Verdeelung vum gesellschaftleche Räichtum, e sozial gestaffelte System vum Pollueur-payeur, eng méi kohärent Strategie vu Generatiounengerechtegkeet a Chancëgläichheet, net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mee international. An duerfir ass et vläicht och néideg, an eiser Steierdiskussioun dat international Bléckfeld net aus den Aen ze verléieren.

Ech soen Iech villmools Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kersch. An den Här Marc Goergen wëllt Iech eng Fro stellen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech hunn Iech elo intensiv nogelauschert, Här Kersch. An ech hunn och direkt dräi Froen, déi aus Ärer Ried ervirgaange sinn. Déi éischt ass, Dir hutt gesot, d'Wittfrae wäert jo awer gutt, oder besser, gestallt par rapport zu anere Situatiounen. Ech mengen, déi Leit si jo awer onfräiwëlleg an déi Situatioun komm. A Wittfrae, dat ass mat eng vun deene Kategorien, déi direkt misst gehollef kréien. Wéi Dir dat gemengt hutt.

An déi aner Fro ass: Dir hutt vun de Firms geschwat. Mir si vollkommen enger Meenung mat dem Revenu, wann ee schaffe geet, an deem vum Kapital. Mee da verstinn ech awer net, dass och ënner enger LSAP-Regierung een higaangen ass a gesot huet, Amazon bräicht déi 250 Milliounen op hirem Gewinn net nozebezuelen. Géif d'LSAP dat dann nach eng Kéier esou maachen? Well Är Ried, déi ech elo héieren hunn, déi entsprécht menger Meenung. Mee ech war deemools jo och schockéiert, dass d'Regierung higaangen ass, ënnert der LSAP, well d'LSAP ass – alles, wat Der elo gesot hutt, an Éieren – déi Partei, déi am meeschte Koalitionssaccorden ausgehandelt huet, déi am meeschte kont bewierken hei am Land. Géift Der nach eng Kéier Amazon dee Kaddo maache vun deenen 250 Milliounen? Well ech si ganz averstanen, dass de Gewinn muss méi besteiert ginn.

An dann hutt Der nach eppes gesot zur CO<sub>2</sub>-Tax. Ech stoung schon oft do vir – et sinn do oft ADR-Videoe ginn –, dass ech gesot hunn, mir missten aus dem Tanktourismus eraus. Géift Dir als LSAP da mat op dee Wee goen, dass mer aus dem Tanktourismus müssen eraus? Dir hutt geschwat vum Pétrol, vun deene ganzen Energien, mee géift Der da mat op de Wee goen, dass een aus dem Tanktourismus erausklëmmt, also net méi den Dumping um Pétrol mécht?

Merci.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dat ass jo schon e ganze Programm. Ech hoffen ... Wann Der erlaabt, dann äntwerten ech dorop.

D'Wittfraen, jo, et gëtt eng ganz Rei vu Wittfraen hei am Land, déi si schlecht drun. Mee déi allermeschte Wittfraen, déi schlecht dru sinn, waren och scho schlecht drun, wéi hire Mann nach gelieft huet. Dat ass also keng exklusiv Fro vu Wittfra oder Netwittfra, mee dat ass eng Fro vun der sozialer Gerechtegkeet insgesamt.

An doriwier eraus, an och dat dierf een net vergiesen, gëtt et och eng Rei Wittfraen, déi si ganz gutt drun. An dat, wat mer am Moment mam 1a maachen,

ass e Privileeg fir déi Leit aus eeben deem Grond, dee mer alleguerte kennen: well e Partner ewechgefall ass an dat meeschtens en traumatescht Erleefnis ass. Mee et ass an et bleift e gewëssene Virdeel par rapport zu deene Leit, déi ni d'Chance haten, an e Bestietnes oder an eng Pacsgemeinschaft eranzekommen. Dat kann een net verleegnen. Dat kann ee schwaarz op wäiss noliesen, wann een d'Zuele kuckt.

Amazon: Ech mengen, dat ass eng politesch Diskussioun gewiescht, ob ee sollt dee Moment, wou u sech déi Méiglechkeet bestanen huet, déi Suen zréckfroen oder net. Deemools huet d'Regierung aus Grënn vun der eviderter Steierverlässlechkeet gesot, dass mer drops verzichten. Et si jo do och an der Tëschenzäit Urteeler geholl ginn, déi weisen, wéi et an Zukunft soll gemaach ginn.

Ech op jidde Fall kann Iech eppes soen, an ech hunn dat hei a menger Ried, mengen ech, méi wéi verdäitlecht: Ech stinn derfir an, dass déi kleng Betriber manner muss bezuelen an déi grouss Betriber ënner Ëmstänn ëmgedréit, an net, wéi et elo ass, dass genau de Géigendeel de Fall ass! An dat, wat mat Amazon an anere Firms méiglech war international, ass op Lëtzebuergesch gesot eng Sauerei an dierf esou net weider bestoen!

Dann d'CO<sub>2</sub>-Tax, Tanktourismus: Wann Der mech elo frot, soen ech Iech: Ech perséinlech sinn derfir, dass mer den Tanktourismus solle ganz ofschafen. An ech soen Iech och, firwat. Wa mer dat géife maachen, géife mer eis Klimaziler praktesch aleng mat där dooter Measure erfëllen a mir géife ganz, ganz vill Sue spueren, déi mer müssen investéieren, fir eis Klimaziler soss kënnen ze errechen. Also meng Positioun ass do zimmlech kloer.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kersch. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, wa mir haut iwwert d'Steierpolitik schwätzen, da schwätze mer iwwert de Grondsteen vun deem, wat Politik iwwerhaupt méiglech mécht. Ouni Steiere gëtt et keng öffentlech Hand, déi Wunnengen, Schoulen, Zuchstrecken oder Spideeler baut. Ouni Steiere gëtt et och keng Subside fir Entrepreneuren, sief dat, fir op klimafreundlech Alternativen ëmzeklammern oder fir duerch Krisen ze kommen, wéi zum Beispill beim Covid oder dem Klima. An ouni Steiere gëtt et och keng Solidaritéit, kee Sozialstaat an domat och keng Chancëgläichheet, well de private Maart dat net virgesäit. Kuerz gesot: Ouni Steiere gëtt et kee fonctionéierende Staat, dee Politik gestalte kann.

Steierpolitik ass e wichtegen, mee oft ënnerschate Mechanismus, fir d'Erausfuerderunge vun onser Zäit unzuegoen. Sief et am Logement, am Klima, an der Mobilitéit, am Sozialen; iwwerall gëtt de Staat gebraucht fir ze investéieren, fir ze ënnerstëtzen a fir ze lenken. Dat erfuerdert, d'Steierrecetten op stabil Been ze stellen, andeems mer d'Sourcen diversifizéieren a vermeiden, laangfristeg op volatil an onsécher Recetten ze setzen.

Dobäi muss ëmmer séchergestallt ginn, dass de Baitrag zum Allgemengwuel fair tëscht de verschiddeenen Acteuren, also Entrepreneuren a Privatleit, an der Gesellschaft verdeelt ass. An d'Steiere spillen och eng wichteg Roll an der Ëmverdeelung am Kader vum Sozialstaat a fir Chancëgläichheet ze schafen. De Steiersystem muss eng nohaltege wirtschaftlech Entwécklung am Aklang mat de Ressourcen an der Ëmwelt favoriséieren.

Kuerz gesot: Mir brauchen e moderne Steiersystem, deen den haitegen Erausfuerderunge gewuess ass,

e Steiersystem, deen de sozialen Zesummenhalt fërdert, Nohaltegkeet belount a gläichzäiteg dem Staat déi finanziell Moyene séichert, fir déi néideg Politik kënnen ëmzesetzen.

Och wann an de leschte Jore schonn eng Rei Schrëtt an d'Richtung vun esou engem moderne Steiersystem gemaach goufen, bleiwen eng ganz Rei Baustellen op, déi mir an den nächste Jore mussen ugoen. Well eise Steiersystem ass, wéi esou villes an onser Legislatioun, historiesch gewuess a grouss Deeler dovun berouen haut nach op Texter, déi viru ville Joerzénge geschriwwen goufen. Esou zum Beispill d'Grundsteuer, déi nach op en Text vu virum Zweete Weltkrich zrëckgeet.

Et dierf dofir och kee wonneren, dass dës Steuer 80 Joer méi spéit net méi mat de Realitéiten um Terrain zesummenhängt. An dëst ass just ee Beispill vu villen, wou onbedéngt muss nogebessert ginn. Ma et steet awer sënnbildlech dofir, dass mir déi haiteg Erausforderungen ugoen wëllen, wa mer dat wëlle maachen, dass mer de Steiersystem dofir mussen iwwerschaffen an och moderniséieren.

A fir eis Gréng gëtt et do véier Beräicher, an deene mer mussen aktiv ginn. Éischtens sozial Kohäsion an Aarmutsbekämpfung, zweetens Steiergerechtkeet, drëtens Logement a véiertens Klimaschutz. An ech wäert mech dofir a menger Ried op dës Punkte konzentréieren.

Viru wëll ech awer nach de Reporteren, dem André Bauler an dem Gilles Roth, villmools Merci soe fir hire gudden schrëftlechen an och mündleche Rapport an déi ganz Organisatioun a Preparatioun vun dësem Steuerdebat, deen hoffentlech zur Dynamiséierung an och zu méi politischem Courage hei an dësem Land wäert an dëser Matière bäidroen. A merci och allegueren deenen, déi ons gehollef hunn an déi derzou bäigedroen hunn, dass mer deen Debat haut op dës Aart a Weis kënnen féieren.

A mengem Budgetsrapport fir de Staatsbudget vun 2021 hat ech iwwerregens am Ganze 50 Recommendationen gemaach, fir onse Budget an ons Gesellschaft allgemeng méi staark opzestellen. An deemno sinn och eng ganz Rei Proposen, op déi ech elo wäert zrëckkommen an déi ech och weider wäert exposéieren, an der Kontinuitéit vun der Aarbecht vun deemools.

Här President, Dir Dammen an Hären, an de leschte Jore sinn zu Lëtzebuerg souwuel den Aarmuttsrisiko wéi och déi sozial Ongläichheete geklommen. Et ass en Negativtrend, deen a villen anere Länner och ze beobachten ass. An awer ass et eng Problematik, bei där mer net ewechkucken dierfen. Virun allem am Kontext vun der aktueller Inflation besteet de Risiko, dass sech dës schwierig Situatioun fir vill Biergerinnen a Bierger weider verschärft.

Natierlech ass et net esou, wéi wann d'Regierung nach net reagiert hätt! D'Allocation de vie chère gouf eropgesat, d'Kannergeld nees indexéiert an de Mindestloun erhéicht, fir just e puer Beispiller ze nennen. Och wäerte mer als nächste Punkt um Ordre du jour hei e Gesetz stëmmen, wou d'Subvention loyer reforméiert gëtt, wouduerch d'Locataires an Zukunft daitlech méi ënnerstëtzt ginn.

Dëst si wichteg Mesuren. Ma wa mer eis déi strukturell Tendenzen awer ukucken, da gesi mer, dass dat mëttelfristeg bis laangfristeg awer net duergeet. D'Statistiken weisen, dass d'Emverdeelung duerch Steieren a Sozialtransferten et net fäerdegbréngt, de klammenden Aarmuttsrisiko opzefänken. Zanter 2005 ass den Aarmuttsrisiko viru Sozialtransferten ëm bal 7 Prozentpunkten op 47 % geklommen an de reellen Aarmuttsrisiko no Sozialtransferten dogéint ass zwar just ëm 3,7 % geklommen op 17 %, mee dat weist

awer daitlech, dass d'Emverdeelung de klammenden Aarmuttsrisiko nëmmen zum Deel opgefaange kritt.

Och wat d'Reduzéierung vun den Ongläichheete bei de Revenuen duerch de Steiersystem ugeet, muss ee feststellen, dass all eis Nopeschlänner e bessere Bilan virzeweisen hunn. Wa mer dësen Trend stoppen an derfir suerge wëllen, dass jiddere vum selwechte Loun anstänneg lieve kann, da brauche mer eng méi staark Solidaritéit an onsem Steiersystem.

Mir proposéieren dofir, d'Stëit mat niddregem bis mëttlerem Revenu geziilt bei der Akommessteuer ze entlaaschten. Mëttel- bis laangfristeg wëlle mer dat am Kader vun der Individualiséierung vun der Akommessteuer ëmsetze mat engem Barème unique, bei deem d'Stëit mat niddregen a mëttlere Revenue par rapport zu haut entlaascht ginn. Gläichzäiteg gëtt duerch de Barème unique assuréiert, dass jiddereen d'selwecht besteiert gëtt, egal ob e Celibataire oder eng Koppel.

Ma wéini d'Individualiséierung wäert ëmgesat ginn, ass haut net virauszegesinn. Dëst ass nämlech eng komplex Reform, déi net iwwert de Knéi gebrach ka ginn, och well doduerch eng ganz Rei fundamental Froe sech stellen, déi fir d'éischt mussen gekläert ginn. Mir wëllen dowéinst awer net op d'Individualiséierung waarden, fir d'Biergerinnen an d'Bierger ze entlaaschten an domat den Aarmuttsrisiko ze reduzéieren. Mir proposéieren eng ganz Panoplie u steuerleche Mesuren, déi onofhängeg vun der Individualiséierung kéinten ëmgesat ginn.

Mir proposéieren, iwwert de Wee vun engem Steierkredit all Salarié, Independant a Pensionnaire mat mindestens 300 Euro zousätzlech ze ënnerstëtzen. Doriwwer eraus schloe mer vir, de Mindestloun ëm 50 Euro netto ze erhéijen, an zwar iwwert de Wee vun engem Crédit d'impôt salaire social minimum. Doduerch géif d'Kafkraaft vu Leit mam Mindestloun daitlech gestärkt ginn an déi sougenannte „kal Progressioun“, also d'steierlech Méibelaaschtung duerch d'Indexéierung vun Loun, souguer iwwerkompenséiert ginn.

Eleng duerch dës zwou Mesuren hätt eng Famill mat Revenuen no beim Mindestloun bis zu 150 Euro netto am Mount méi an der Täschen. Donieft sollt mer, nodeems mer dat beim Kannergeld nees agefouert hunn, och driwwer nodenken, d'Allocation de vie chère nees ze indexéieren. Dëst wier eng zousätzlech ënnerstëtzung fir Stëit mat niddregem Revenu, déi dëst am allermeeschte brauchen.

An natierlech sollte mer och iwwert d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflation diskutéieren. Mee mir sollten hei awer eng differenzéiert a virun allem eng realistesch Debatt féieren.

Dat éischt sinn d'Käschten: D'Donnéen, déi mer vun der Steierverwaltung kruten, soen eis, dass eng komplett Upassung un d'Inflation géif 600 Milliounen am Joer kaschten. Esou eng Reform wier am Moment also iwwerhaupt net finanzéierbar.

Dat Zweet ass d'Emsetzung: Grondsätzlech verschléisse mer ons der Iddi net, eng Upassung vun der Steiertabell par rapport zur Inflation virzehuelen. Ech erënnere drun, dass déi éischt blo-rout-gréng Regierung 2017 dat och schonn eng Kéier gemaach hat.

Ech wëll dann awer och drun erënnere, dass, wann een dat à la lettre géif ëmsetzen, och déi mat den héchste Revenuen dovunner profitéieren, wëssend, dass si souwisou och schonn duerch den Index méi kompenséiert gi wéi déi Leit mat den niddrege Revenuen.

Eng Upassung vum Barème un d'Inflation misst an eisen Aen also méi selektiv gemaach ginn, fir dass

doduerch keng nei Ongerechtkeete geschaaft ginn an och wierklech deene gehollef gëtt, déi d'ënnerstëtzung brauchen.

**Une voix | Très bien!**

**M. François Benoy** (déi gréng) | Wa mer eis Statistiken ukucken, da fällt op, dass et déi elengerzéind Famillje sinn, déi dem Aarmuttsrisiko am meeschten ausgesat sinn. Dëst ass e Constat, dee mir och scho laang maachen. Natierlech hunn och Monoparentallen schonn zum Deel vu verschiddene Mesurë profitéiert, déi an dëser Legislatur agefouert goufen. Mee d'Zuele weisen awer och, dass e Besoin besteet, geziilt eppes zousätzlech ze maache bei den elengerzéind Familljen. Eng Fuerderung, déi een an dësem Kontext ëmmer erëm héiert, ass, fir d'Monoparentalle vun der Steierklass 1a an d'Steierklass 2 ze setzen. An och wann dës Fuerderung à première vue gutt kléngt, esou hätt dat wuel nëmmen e ganz begrenzten Effekt op den Aarmuttsrisiko.

E Monoparental mat engem Salaire no um net qualifizéierte Mindestloun géif just knapp 10 Euro am Mount manner Steiere bezuelen, wann e vun der Steierklass 1a an d'Steierklass 2 géif falen. 10 Euro ass fir eng Persoun mat engem niddrege Revenu sécher net näischt, mee mir Gréng sinn awer der Meenung, dass dat net duergeet, fir d'Famill virun der Aarmut ze schützen.

Ausserdeem géife vun engem Klassement vun de Monoparentallen an d'Steierklass 2 virun allem déi mat méi héije Revenue profitéieren. Dofir plädéiere mir dofir amplaz fir eng substanzéiell Erhéijung vun Steierkredit fir Monoparentallen. Géife mir deen zum Beispill verduebelen, dann hätt eng elengerzéind Famill mat niddregem Revenu bis zu 125 Euro am Mount méi an der Täschen, also iwwer 100 Euro méi, wéi wa mer se an der Steierklass 2 géife besteieren. An dëst ass am Géigesaz zum Beispill vun den 10 Euro eng wierklech ënnerstëtzung fir elengerzéind Famillje mat niddregem bis mëttlerem Revenu.

A jo, natierlech besteet och eng Ongerechtkeet an der Besteuerung vu Koppele par rapport zu Elengerzéinden. Dës Ongerechtkeet ass allerdéngs e méi generelle Problem, deen dorop berout, dass mer dräi Steierklassen an onsem Steiersystem hunn, dee jee no Liewenssituatioun d'Leit ënnerschiddlech besteiert. Doduerch sinn net just Monoparentallen, mee och d'Celibatairë par rapport zu de Koppele benodeelegt.

D'Léisung fir dës Problem ass awer net, verschidde Bevëlkerungsgruppe vun där enger an déi aner Steierklass ze verschiben. Déi eenzeg Léisung dofir ass a bleift d'Individualiséierung vun der Akommessteuer, eng Reform, déi dës Regierung wollt maachen, mee aus bekannte Grënn awer net konnt maachen.

Als Gréng bleiwe mer awer derbäi: D'Besteuerung sollt net dës le départ drop baséieren, ob ee bestuet, gepacst, elengerzéind oder celibataire ass. An dofir bleift d'Individualiséierung fir ons och eng Prioritéit fir déi nächst Legislaturperiode.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech hu virun erkläre, firwat mer eng méi staark Solidaritéit an onsem Steiersystem brauchen. Dës verstärkt Solidaritéit geet natierlech an zwou Richtungen: op där enger Säit déi zousätzlech ënnerstëtzung fir déi, déi et am meeschte brauchen, an op där anerer Säit awer och an zousätzlechen Effort vun deenen, déi sech et leeschte kënnen, fir méi bäizedroen.

Am Sënn vun dëser verstärkter Solidaritéit denke mir, dass et ubruecht wär, fir iwwer eng Upassung vum Spëtzesteiersaz op 45 % nozedenken, deen allerdéngs eréischt bei engem Akommes vun 300.000

Euro am Joer géif gräifen. Mir proposéieren also, eng zousätzlech Tranche an der Steiertabell bäizesetzen.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Mir gesinn dëst als en zousätzlechen Effort vun de Stéit mat ganz héije Revenuen, fir d'Ëmverdeelung ze stäerken an d'Ënnerstützungsmoosname fir kleng Revenuen, déi ech virdrun erkläert hunn, ze finanzéieren.

Zu Lëtzebuerg waren am Joer 2018 déi rächsten 10 % vun der Bevëlkerung am Besëtz vun der Hallschent vun dem gesamte Verméigen. Déi ënnescht Hallschent vun der Populatioun dogéint hat just 9 % vum gesamte Verméigen.

Eng Kombinatioun vu steierleche Bevirdeeleunge vum Kapitel huet derzou geféiert, dass dës Schéier téscht Aarm a Räch weider ausernegeet. D'Revenuen aus Kapital ginn a ville Situatiounen steierlech bevirdeelegt. Während d'Akommens aus der Aarbecht voll besteiert gëtt, ginn d'Revenuen aus dem Kapital, dorënner zum Beispill d'Dividenden aus Aktien, nëmmen zur Hallschent besteiert.

D'Logik, déi dëser Dispositioun zugronn läit, ass, dass am anere Fall eng duebel Besteuerung géif virleien, well d'Revenue schonn um Niveau vun den Entreprisë besteiert goufen. Iwwert déi muss een op alle Fall diskutéieren, an déi Argumentatioun kënnst och an onsen Aen un hir Limitten.

Éischtens huet sech d'Besteuerung vun de Betriber nämlech däitlech gewandelt. Am Kader vun der Globaliséierung an der Necessitéit, als Standuert kompetitiv ze bleiwen, gouf et eng sougenannte „race to the bottom“ bei der Betribsbesteuerung. Während den Taux vun der Betribsbesteuerung zu Lëtzebuerg virun 20 Joer nach bei 37 % louch, esou läit en haut bei knapp 25 %, also eng Reduktioun vun engem Drëttel. Dobäi kënnst, dass et sech hei just ëm en nominale Steiersaz handelt, en Taux, deen also éischter theoretesch ass, well en duerch nach eng ganz Rei Deduktiounen ka reduzéiert ginn.

Zweetens ass och d'Logik respektiv d'Argument vun der Duebelbesteuerung u sech a Fro ze stellen. E Benefiss ze maachen, bedeit net automatesch, dass dës Benefiss muss a Form vun Dividenden ausbezuelt ginn. Am Géigendeel: Deen ze erwaardende Räichtum kann och benotzt ginn, fir weider ze investéieren. A grad haut, wou d'Entreprisë mussen investéieren, fir klimaneutral ze ginn, ass d'Bevirdeeleung an der Besteuerung vun Dividenden dowéinst och e falschen Incentive, well d'Benefisser net reinvestéiert ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Als Gréng plädéieren mer derfir, an d'Richtung vun enger méi staarker an doduerjer méi gerechter Besteuerung vu Kapitalerträg ze goen. Den Zuele vun der Steierverwaltung no kéinte mer duerch eng Vollbesteuerung vu Kapitalerträg zousätzlech Recettë vun iwwer 100 Milliounen Euro pro Joer generéieren, woumat schonn e gudden Deel vun den Ënnerstützungsmoosname fir niddreg a mëttel Revenue finanzéiert kéint ginn.

Fir nohalteg Investitiounen ze favoriséieren, wëlle mer kucken, awéiwäit eng steierlech Begëschtegung kéint bäibehale gi fir nohalteg Investitiounen. An ech wäert och méi spéit a menger Ried dorop zrëckkommen.

Donieft si mir als Gréng awer och der Meinung, dass d'Exemptioun beim Kaf a Verkauf vu Wäertpabeieren misst iwwerduecht ginn. Haut ass et esou, dass d'Plus-value no sechs Méint net méi besteiert gëtt. Dëst steet am Widdersproch zur Besteuerung vu Plusvaluen am Immobilieberäich, wou no méi wéi zwee Joer den Demi-taux global applizéiert gëtt. Och hei

wier mat zousätzleche Recetten am dräistellige Milliounenberäich ze rechnen, wann och no sechs Méint mam Demi-taux global géif besteiert ginn.

Mir hunn et also am Moment mat engem Steiersystem ze dinn, deen d'Kapital am Géigesaz zur Aarbecht bevirdeelegt. E weideren Aspekt dovun ass, dass d'Verméigen, ausser der Grondsteuer, déi wéinst dem joerzéngele Referenzwäert extrem niddreg ass, net besteiert ginn. An am Hibleck op déi klammend Ongläichheete beim Patrimoine muss mer eng Diskussioun iwwert d'Besteuerung vum Verméige féieren, an dat net just am Kader vun der Grondsteuer, mee doriwier eraus.

Zu Lëtzebuerg geet et heibäi natierlech zum groussem Deel ëm de Patrimoine immobilier, op deen ech och gläich wäert agoen. Hei lount et sech och, e Bléck iwwert d'Grenzen eraus ze werfen.

A Frankräich gouf ënnert dem François Hollande eng Verméigenssteuer agefouert, déi ënnert dem liberale President Emmanuel Macron an en Impôt sur la fortune immobilière ëmgewandelt gouf.

E weidere Facteur ass, dass och d'Ierfschaften an direkter Linn zu Lëtzebuerg steierfräi sinn. International Gremie wéi d'OCDE soen dozou, dass d'Ierfschaftsbesteuerung eng wichteg Measure ass, fir d'Chancëgläichheet ze stäerken, wëssend, dass de materielle Räichtum, mat deem een op dës Welt kënnst, e kruziale Facteur fir d'Reussite bleift, och zu Lëtzebuerg.

Als Gréng verschléisse mer ons där Diskussioun net, mee fir ons ass awer och kloer, dass bei béide Steieren adequat Fräibeträg missten agefouert ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Ech hunn et virdrun och schonn ugeschwat: D'Besteuerung vun den Entreprises ass an de leschte Joerzénge global zrëckgaangen. Och wann de Mechanismus, deen dozou gefouert huet, novollzéierbar ass, esou ass dëst awer fir eis kloer keng positiv Tendenz.

Fir ons Gréng ass et wichteg, dass all Betriber, net just de klengen Handwiersbetriber, mee och déi grousse multinational Entreprises, hire gerechte Bäitrag zum Finanzement vum Staatsbudget bäidroen. Fir ons ass dofir och kloer, dass de generellen Taux vun der Betribsbesteuerung net soll weider erofgesat ginn. Par contre wëlle mir d'Betriber beschtméiglech bei der Transitioun a Richtung Klimaneutralitéit ënnerstëtzen. An och hei kommen ech méi spéit a menger Ried nach eng Kéier drop zrëck.

Här President, Dir Dammen an Hären, zur sozialer Fro gehéiert zu Lëtzebuerg natierlech och de Logement. Sech en Daach iwwert dem Kapp leeschte kënnen, därëm am räiche Lëtzebuerg kee Luxus sinn. Mee d'Versäumnisser aus de leschte Joerzénge hunn eis awer an déi Situatioun bruecht, wou dat fir ëmmer méi Leit awer eng Realitéit ass. Eise Wunnungsbauminister huet dofir eng ganz Rei wichteg Reformen op de Wee bruecht: de Pacte Logement 2.0, dat neit Mietgesetz, de Fonds spécial an esou weider. A gläichzäitig sinn d'Investissementer fir den öffentleche Wunnenspark massiv erhéicht ginn.

Dat ass och de richtege Wee, andeems mer quasi en zweete Marché schafen, an deem de Staat sécherstellt, dass zu bezuelbare Präisser verkaaft an och verlount gëtt. Hei huet an de leschte Joren e kloert Ëmdenke stattfonnt. Et wäert awer eng gewëssen Zäit daueren, fir dëse Marché vu bezuelbarem Wunraum opzebauen. An et wäert de Staat och virdu grousse Depensë kaschten, mir mussen dat jo och finanzéieren.

Mir brauchen dofir parallel och en Ëmdenken an der Steierpolitik, fir um private Marché ëmzesteieren. An de leschte Jore gouf et och hei schonn eng Rei steierlech Mesuren, déi am Logementsberäich geholl goufen. Et gouf eng Steuer op d'Immobiliespekulatioun mat de Fonds d'investissement spécialisés agefouert an den Amortissement accéléré gouf liicht ofgeschwächt. Dës Mesurë ware richteg, mee eng déifgräifend Reform vun der Steierpolitik am Logementsberäich feelt awer bis haut.

Eng nei Etüd vum Observatoire de l'habitat weist, dass d'Proprietären, déi Wunnenge verlounen, am meeschte vun de steierlechen Dispositiounen am Logementsberäich profitéieren. Während e Locataire mat niddregem Revenu am Duerchschnitt ëm déi 150 Euro am Mount Ënnerstützung kritt, profitéiert e räiche Proprietär am fënnefte Quintile, dee Wunnenge verlount, am Duerchschnitt vu bis zu 450 Euro am Mount, also dräimol esou vill wéi de Locataire a mengem Beispill.

Dëst geet virun allem op déi sëllegen Ofschreiwungen zrëck, déi d'Proprietären op hirem Revenu locatif kënnen geltend maachen, wouvun am Amortissement accéléré dee gréissten Deel ze fannen ass. Dës Dispositioun erlaabt et bei neie Wunnengen oft, de gesamte Locationsrevenu vun de Steieren ze befreien an esouguer op anere Revenue Steieren anzespuewen. An dëst ass aus zwee Grënn problematesch. Éischtens aus der Perspektiv vun der Steiergerechtegkeet. Déi, déi sech et leeschte kënnen, eng zweet, drëtt, véiert Wunneng ze kafen an ze verlounen, kréien d'Steiere quasi geschenkt, während de Revenu aus normaler Aarbecht normal besteiert gëtt. Dat ass an onsen Aen net gerecht an dréit zu klammenden Ongläichheete bäi.

Zweetens ass et och problematesch fir d'Dynamik um Logementsmarché. Duerch Dispositiounen wéi den Amortissement accéléré gëtt nämlech den Invest an de Steen nach méi attraktiv, wéi e souwieso schonn ass, wat d'Demande ukuerbelt an deementspreechend och zu klammende Präisser bäidréit.

Den Amortissement accéléré ass dowéinst net méi zäitgeméiss a misst ofgeschaaft ginn. Dëst géif ons och 50 Milliounen méi am Budget erabrëngen. An änelech verhält et sech och bei der Deduktioun vun de Kredittzënsen. Während d'Steierrecht haut e Plaffong virgesäit bei deenen Interëten, déi den éischte Wunnsätz betreffen, gëtt et bei de Wunnengen, déi an d'Locatioun gesat ginn, kee Plaffong. A mir sinn der Meinung, dass et e Plaffong misst a béide Fäll ginn.

Nieft der steierlecher Bevirdeeleung bei der Locatioun ass och d'Besteuerung vun de Plusvaluen am Logementsberäich relativ favorabel. Während an deenen zwee éischte Joren den normale progressive Steiertaux applizéiert gëtt, gëllt no zwee Joer den Demi-taux global. Dobäi kënnst dann och nach den Abatement décennal vu 50.000 Euro, dee bei Koppele op 100.000 Euro verduebelt gëtt.

Fir ze illustréieren, wéi favorabel dës System ass, och am Zesummespill vun de verschiddenen Dispositiounen, wëll ech Iech hei e klengt Beispill presentéieren.

Soe mer, mir hunn eng Koppel, déi sech am Joer 2015 eng Eenzimmerwunneng an der Stad kauft huet fir ze verlounen. De Meterkareepreis fir den Neibau louch deemools an der Stad bei ëm déi 7.000 Euro. Fir 50 Meterkaree hu se also missen, Frais d'acte includ, ëm déi 380.000 Euro op den Dësch leeën. Während fënnef Joer huet d'Koppel dann duerch den Amortissement accéléré quasi keng Steieren um Revenu locatif misse bezuelen.

2020 gouf d'Appartement du verkaaft zum Marchéspreis vun enger knapper hallwer Millioun.



D'Plus-value iwwer fënnef Joer bedréit also 120.000 Euro, déi also ka besteiert ginn. Ma duerch den Abatement décennal reduzéiert sech déi imposabel Plus-value op 20.000 Euro. Gi mer vun héchste Steiertax aus, also 21 %, da fale mer um Enn bei eppes méi wéi 4.000 Euro. D'Koppel huet also iwwer fënnef Joer e Gewënn vun 120.000 Euro plus de steierfräie Loyer gemaach a bezilt dorop 4.000 Euro Steieren. Dat entsprécht engem reelle Besteuerungstax vun 3,5 %.

Dës Rechnung ass natierlech vereinfacht, mee se illustréiert awer, wou an onsen Aen de Problem läit. Et geet hei net dréms ze soen, dass et per se schlecht ass, an Immobilien ze investéieren. Nee, et geet vill-méi drëm, drop hanzeweisen, dass d'Verhältnisméissegkeet an der Besteuerung haut net ginn ass. Dobäi kënn, dass, genau wéi beim Amortissement accéléré, duerch dës favorabel Besteuerung d'Investissementen an Immobilie favoriséiert ginn, wat finalement och d'Präisser an d'Demande undreift.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | An als Gréng si mer dowéinst der Meenung, dass mir och d'Besteuerung vun de Plus-valuë mussen iwwerdenken.

Den Abatement décennal schéngt ons an deemem Kontext vun der aktueller Wunnungskris net méi zäitgeméiss a sollt ofgeschafft ginn. Gläichzäitig sollt mer d'Frist, no där just nach den Demi-taux global applizéiert gëtt an déi haut op zwee Joer läit, ausweiden. Zesumme mat der Ofschaffung vum Amortissement accéléré kënnen mer esou eng méi gerecht Besteuerung assureieren a gläichzäitig och wicteg zousätzlech Recetten erschléissen, déi dann och genotzt kënnen ginn, fir effentlechen a bezuelbare Wunnraum ze finanzéieren.

Fir méi Wunnraum ze schafen an dobäi awer och am Aklang mat der Ëmwelt an dem Naturschutz ze bleiwen, muss natierlech virun allem am urbane Raum d'Densitéit erhéicht ginn. Dës Erhéijung vun der Densitéit bréngt natierlech mat sech, dass de Wäert vun dem betroffenen Terrain däitlech klëmmt, well méi drop ka gebaut ginn. Doduerch entsti fir de Proprietär considerabel Plus-valuen, ouni dass hien oder si dofir eppes méi mussen leeschten. A fir dass en Deel vun dem Wäertgewënn der Allgemengheet zeguttkënn, si mer der Meenung, dass dës Plus-valuë misste besteiert ginn. Mir kënnen eis hei e Modell vun der Mehrwertabgabe virstellen, wéi et se haut schon am Kanton Basel gëtt. D'Besteuerung bezitt sech ausschliesslech op de Wäertgewënn, deen duerch déi tatsächlech realiséiert Erhéijung vum Baupotenzial entsteet. D'Steier gëtt eréischt da fälleg, wa gebaut gëtt. Eiser Meenung no ass dat e gerechte System, deen ekonomesch Sënn mécht an deen och einfach unzewenden ass.

An nieft all deenen Iwwerleeunge bleiwen natierlech och déi Reformen, déi schon d'lescht Joer ugekënnegt goufen, weiderhin aktuell. Fir méi bebaubaren Terrain am Perimeter ze mobiliséieren, hat d'Regierung jo ugekënnegt, eng Mobiliséierungssteuer wëllen anzeféieren. Donieft soll och eng Steuer op Leerstand an eng Reform vun der Grondsteuer ëmgesat ginn. An dofir freeë mer eis drop, wann nom Summer hei konkret Projeten deposéiert ginn, déi mer dann och esou séier wéi méiglech mussen ëmsetzen.

Mir hunn an de Perimetre genuch Bauland, fir d'Logementskris seriö unzegoen, mir mussen et just mobiliséieren. D'Prioritéit muss natierlech op de Baulücke leien, also deene Flächen, déi schon erschloss sinn an déi séier kënnen mobiliséiert ginn. Ma fir dass dës Instrument och fonctionéiert, muss d'Mobiliséierungssteuer breet gräifen. All Ausnam riskéiert, d'Effikasitéit vun der Steuer ze ënnergruuen.

Déi aktuell Grondsteuer ass scho laang iwwerlieft a spigelt net méi d'Realitéit vum Terrain erëm. D'Erhebungsmethod muss dofir iwwerschafft a moderniséiert ginn. A ville Länner ass d'Grondsteuer eng effikass Recette, déi et de Gemengen erlaabt, och an Zäiten, wou d'Konjunktur net esou gutt ass, stabill Recetten ze behalen. A grad an der Covidzäit hu mer gesinn, wéi wicteg et ass, esou krisefest Recetten am Budget ze hunn. Doriwwer eraus mussen mer mat der Grondsteuerreform derfir suergen, dass jiddwer Proprietär säi gerechten Undeel um Finanzement vun de Servicer vun der Gemeng bäisteiert. Mir mussen och derfir suergen, wann e Fräibetrag fir den éischte Wunnsätz sollt agefouert ginn, dass dës awer net zu enger Erosioun vun der Steuerbasis féiert mat negativen Konsequenzen op de Gemengebudget. Mir brauchen zu Lëtzebuerg staark Gemengen, an déi reforméiert Grondsteuer sollt och dozou bäidroen. Et ass fir eis dofir eng Prioritéit, aus der Grondsteuerreform eng ambitionéiert Reform ze maachen a se och séier ëmzesetzen.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Nieft dem Invest an effentlechen a bezuelbare Wunnraum sollte mer och d'abordabel Wunnengen um private Marché ausbauen.

Haut ass et esou, dass de Revenu locatif vun enger Wunneng aus der Gestion locative sociale zur Hallschent steierfräi ass. De Loyer ass bei enger GLS natierlech awer och däitlech méi niddreg wéi um private Marché. Ma fir dass d'GLS, also d'Verlounen zu bezuelbare Präisser, méi genotzt gëtt, muss et par rapport zum private Marché attraktiv bleiwen. An dofir plädéiere mir, an d'Richtung vun enger méi staarker Steuerbefreiung vun de Locationsrevenue aus der Gestion locative sociale ze goen.

Déi lescht Joren hu gewisen, dass de Logementsmarché sech net vum selwe gereegelt kritt an dass de Staat muss agräifen. An dofir mussen mer an den nächste Joren och d'Steierpolitik am Logementsberäich seriö op de Leescht huelen.

Ech kann eng kleng Paus maachen, well et geet zäitlech op hei, wann ech mech net ze vill stressen.

*(Hilarité et brouhaha)*

Gelift?

**M. Gilles Roth** (CSV) | Et ass e bëssen dréchen heibannen.

**M. François Benoy** (déi gréng) | D'Theema ass awer iwwerhaupt net dréchen, Här Roth.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Nee, dat ass interessant.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Merci. Här President, Dir Dammen an Hären, d'Steierpolitik ass och e wicteg Instrument fir eng ambitiéis Klima- an Ëmweltpolitik. Dat heescht fir eis, dass mer esou séier wéi méiglech klimaneutral ginn. D'Instrument vun der CO<sub>2</sub>-Bepreißung hu mer zu Lëtzebuerg jo schon agefouert, grad wéi zum Beispill eng reduzéiert Taxe d'abonnement op nohaltege Finanzproduiten oder d'Steierbefreiung vun de Recetten aus private Fotovoltaikanlagen.

D'Klimakris gëtt awer weider acceleréiert an doduerch gëtt et och ëmmer méi urgent. D'Wiederextremer spiere mer jo och grad dës Deeg mat bis zu 40 Grad a Mëtteleuropa an enger extremer Dréchent. Grad esou heefe sech och Staarkreenevenementer. An haut op den Dag genau ass et e Joer hier, dass mer zu Lëtzebuerg vun engem Rekordhéichwaasser mat ganz vill Schued getraff goufen.

Mam Krich an der Ukrain gouf awer och verdäitlecht, dass mir och aus geopolitische Grënn dréngend

aus de fossilen Energië mussen erausklammen. Mir mussen also all Instrumenter, och steierlech a finanziell Ureizer schafen, fir klima- an ëmweltfrëndlech Léisunge weider auszubauen.

Do fir proposéiere mir Gréng eng Reduktioun op der TVA beim Verkauf an der Locatioun vu Vëloen op bis zu 5 % a bei der Installatioun vu Fotovoltaikanlagen op 0 %, esou wéi déi nei europäesch Direktiv dat och erméiglecht.

Fir d'Kreeslafwirtschaft ze féerden, soll d'TVA op Reparaturarbeiten op Haushaltsgeräte, Kleeder oder Vëloen op 5 % reduzéiert ginn. Klimafreundlech Finanzprodukte solle begëschtegt ginn. Allerdéngs dierf et op kee Fall zu Greenwashing kommen, mat deem mir haut awer dacks konfrontéiert sinn. An deem Sënn muss déi reduzéiert Taxe d'abonnement och ugepasst ginn, fir dass keng Investissementen an Atomenergie a Gas vun de Steuerbegëschtegung profitéiere kënnen, déi et jo leider an d'europäesch Taxonomie gepackt hunn als Iwwergangstechnologie.

Mir brauchen also eng Gesetzesännerung, wou déi reduzéiert Taxe d'abonnement sech ausschliesslech op Artikel-9-Investissementen beschränkt. Mëttelfristeg si mer och der Meenung, dass d'Taxe d'abonnement fir klimaschiedlech Investissementen muss gehuewe ginn. Och d'Entreprisë solle steierlech Ureizer kréie fir Investissementen an erneierbar Energien an Energieeffizienz, woubäi et och hei immens wicteg ass, all Form vu Greenwashing ze vermeiden.

Mir dierfen net an eng Situatioun kommen, an där d'Betriber hir Steiere reduzéiere kënnen duerch pseudonohaltege Investissementen, déi se méiglecherweis souwiso hätte misse maachen. Doriwwer eraus plädéiere mer derfir, eng eventuell steierlech Ofschreiwung fir Entreprisë fir nohaltege Investissementen och zäitlech ze begrenzen. Dës schaaft nämlech en zousätzlechen Incentive, fir séier ze investéieren, well et sinn déi nächst Joren, déi fir de Klima entscheidend sinn.

A wéi ech scho méi fréi a menger Ried gesot hunn, heescht et awer och, driwwer nozedenken, wierklech nohaltege Investissementen vun Eenzelpersoune steierlech ze begëschtegen, och hei nees mam Artikel 9 vun der Taxonomie als Referenz.

Och e Mobilitéitsbudget sollt an d'A gefaasst ginn; dat heescht, dass Salarieën eng steierlech interessant Alternativ zum Déngscharto, dee jo steierlech begëschtegt ass, ugebuede kréien. Dat kann zum Beispill en Elektrovëlo mat Service sinn, e Carsharing-Abo mat engem Fräibetrag, Zuchtticketen oder, oder, oder.

An d'CO<sub>2</sub>-Bepreißung, wou mir mam Budget 2021 e Präis vun 20 Euro d'Tonn agefouert hunn, ass e Paradebeispill dofir, wéi ee mat engem steierlechen Instrument klimafreundlech Investissementen ka féerden. Duerch déi schrëttweis Erhéijung ëm 5 Euro d'Joer ass d'Richtung fir d'Bierger a fir d'Entreprisë kloer. An onsen Aen soll dat wicteg Instrument och an deem Sënn weidergefouert ginn. Gläichzäitig mussen awer och d'Kompensatiionsmesurë fir d'Leit mat niddregem Akommes gehéicht ginn. Andeems mer eise Steiersystem esou moderniséieren, dass en déi richteg Incentivë sëtzt, gi mer nämlech e wictege Schrëtt a Richtung Klimaneutralitéit.

Här President, Dir Dammen an Hären, am Ufank vu menger Interventioun hunn ech erkläert, dass mir eise Steiersystem moderniséiere mussen, wa mir de Staatsbudget op stabil Fiëss wëlle sëtzen. Wa mir kucken, wéi de Staatsbudget sech entwéckelt huet, da constatéiere mer, dass d'Ofhängegekeete bei de Recettë staark vum Wuesstum, vun den Aarbechtsplazen a vun der Finanzplatz ofhänken. Mir sinn och vun

de Recetten aus dem klima-, ëmwelt- a gesondheets-schiedleche Bensinn an Diesel ofhängeg, grad wéi vun der Vente vum Tubak.

Wëssend, dass och spéitstens 2035 just nach Elektroautoe wäerten zougelooss ginn, musse mir d'Recetté vum Staat dréngend diversifizéieren. Dozou gehéiert och, dass mir all d'Steierbegëschtegungen op de Leescht huelen an, falls et noutwendeg ass, upassen. Den Amortissement accélééré hunn ech virdu scho genannt, wou mer séier handele kéinten, well et daärf ons net nach eng Kéier passéiere wéi bei der TVA op dem Commerce électronique, wou vun engem Moment op deen aneren ons 500 Milliounen Euro am Staatsbudget gefeelt hunn.

Wa mer déi grouss Erausforderunge wëllen ugoen, da mussen all d'gesellschaftlech Acteuren och hire Bäitrag zur Finanzéierung vun der Allgemengheet bäidroen. Ech hunn an deem Sënn eng ganz Rei Upassunge bei der Besteuerung vun héije Revenue vum Kapital an am Logement proposéiert, dobäi zum Beispill d'Erhéijung vum Spëtzesteiersaz an eng méi gerecht Besteuerung vun de Plus-valuen.

Gläichzäitig musse mer d'Mënsche stäerken, andeems mer iwwert d'Steierpolitik derfir suergen, dass jiddweree vu sengem Loun lieue kann. Ech hunn dofir konkret Entlaaschtunge fir d'Stëit mat niddregem a mëttlerem Revenu proposéiert, ënner anerem iwwert d'Erhéijung vum Mindestloun. Mir mussen och méi abordabele Wunnraum schafen an de Wunnengsmaart esou lenken, dass mer e Recht op Wunne fir jiddwereen assuréiere kënnen.

An zu gudder Lescht brauche mer e Steiersystem, deen e Systemwiessel a Richtung Klimaneutralitéit ënnerstëtzt a beschleunegt. Just wa mer dese Wee ginn an onse Steiersystem déifgräifend a Richtung vu méi Gerechtegkeet, Nohaltegkeet an Zukunftsfäegkeet reforméieren, jo, just da kënne mer och e wirkleche Wandel erbäiféieren an onst Land op d'Zukunft preparéieren.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng) | Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här François Benoy. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här André Bauler fir den Depot vun enger Motiou.

**M. André Bauler** (DP) | Jo, Dir hutt Recht. Ech kommen direkt. Jo, entschëllegt, Här Reding, mir sinn direkt fäerdeg. Ech wollt hei am Numm vun der Majoritéit eng Motiou deposéieren – se ass op Franséisch formuliert, ech versiche se elo ganz séier hei, op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen –, wou mer d'Regierung invitéieren, fir Pisten ze sichen, fir d'Modernisatioun an d'Veereinfachung vun eise Steiersystem weiderzedreiven; Pisten ze sichen, fir op cibléiert Manéier d'Steierlaascht vun de physische Persounen erofzesetzen, dat an de Limitte vun enger adequater budgetärer Marge de manoeuvre, fir d'Nohaltegkeet vun eise Staatsfinanzen net ze kompromettéieren; d'Entwécklung vun den Energiepräisser ze suivéieren, andeems e reegelméisseg Suivi vun der zousätzlecher Finanzaascht, déi d'Menagen ze droen hunn, gewärlescht gëtt; dann och d'Opportunitéit ze evaluéieren, fir op geziilt Manéier an an der Limitt vun der verfügbarer budgetärer Marge de manoeuvre d'Kafkraaft vun de Familles monoparentales ze verstäerken; dann d'Opportunitéit ze analyséieren, fir den Taux vun der TVA op bestëmmte Gidder a Servicen unzepassen, fir esou déi energieetesche Transitioun ze ënnerstëtzen an och d'zirkulär Wirtschaft. An dann: d'Regierung invitéieren, de Regimm

vum Amortissement accélééré fir Immobilien, déi am Locatif sinn, ze evaluéieren an dësen ënner Ernstänn nach manner interessant ze maachen; da Pisten ze studéieren, fir nohalteg Investissementer ze favoriséieren, déi zu den ambitionéiertste Krittere vun der europäescher Taxonomie konform sinn, dat och am Kontext vun der Applikatioun vun der reduzéierter Taxe d'abonnement, esou wéi se am Budgetgesetz 2021 agefouert gouf. An dann och: d'Regierung invitéieren, weiderzefueren a sech ze engagéieren, fir en Ëmfeld ze schafen, ze assuréieren, dat Talenter unzitt a behält souwéi héich qualifizéiert Profiller unzitt an och d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie verstäerkt.

Merci, Här President.

**Motion 1**

*La Chambre des Députés,*

– considérant le rapport de la Commission des Finances et du Budget, adopté en date du 8 juillet 2022, et ayant servi de base pour préparer le débat d'orientation sur la modernisation et les défis de notre système fiscal, ainsi que le débat subséquent ;

– considérant que l'ensemble des mesures décidées dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19 ont eu un effet considérable sur les finances publiques ;

– considérant que les paquets de mesures au bénéfice des salariés, indépendants et entreprises étaient néanmoins indispensables afin de sauvegarder des emplois, d'atténuer l'impact économique et social et de préparer la relance économique du Luxembourg ;

– considérant que les tensions géopolitiques et les conséquences y liées ont entraîné un renchérissement du coût des matières premières et des prix de l'énergie ;

– constatant que la flambée des prix de l'énergie affecte le pouvoir d'achat des ménages, et, en particulier, des ménages les plus vulnérables ;

– saluant, dans ce contexte, les efforts budgétaires conséquents du Gouvernement afin de soutenir les ménages, les entreprises et les indépendants, dont notamment :

• les mesures dites du « Energiedësch » du 28 février 2022 s'élevant à 75 millions d'euros et s'adressant aux ménages les plus vulnérables,

• le paquet de mesures prévues dans l'accord tripartite du 31 mars 2022 ayant une envergure historique de plus de 820 millions d'euros et répondant à l'objectif de garantir la paix sociale au Luxembourg en limitant l'impact de l'inflation sur les ménages et les entreprises ;

– rappelant les efforts réussis déployés par le Gouvernement pour renforcer le pouvoir d'achat, en particulier des ménages les plus vulnérables, dont notamment la mise en œuvre de la réforme fiscale de 2017 et les mesures des lois budgétaires successives ayant renforcé le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes et des classes moyennes ;

– se félicitant des mesures nouvellement introduites ou en voie de mise en place, qui traduisent la volonté du Gouvernement de continuer à renforcer les chances d'avenir des enfants, tout en soulageant financièrement les familles, telles que la gratuité des services d'éducation et d'accueil pendant les semaines d'école, la gratuité des repas à la cantine pour les enfants de familles à revenus faibles ou encore la gratuité de l'enseignement musical ;

– saluant les mesures annoncées lors du discours sur l'état de la nation du 12 octobre 2021 en matière de logement, telles que la réforme générale de l'impôt foncier, l'introduction d'une taxe de spéculation nationale et l'instauration d'un registre national des logements vides ;

– soulignant l'importance de continuer à réduire la dépendance des énergies fossiles et de maintenir une politique climatique ambitieuse ;

– considérant que le Gouvernement poursuit une politique très dynamique de développement des énergies renouvelables, réduisant ainsi progressivement la dépendance des énergies fossiles ;

– soulignant que les efforts du Gouvernement mentionnés ci-dessus s'inscrivent dans la lignée des thèmes identifiés lors de travaux préparatifs du débat fiscal, à savoir l'équité sociale, le logement, la compétitivité économique, le développement durable, la digitalisation et la simplification administrative ;

– considérant qu'au Luxembourg, selon le Statec, le taux d'inflation en juin 2022 se situe à 7,4 % sur un an ;

– reconnaissant les incertitudes importantes entourant la future évolution des prix, y compris le risque que le niveau actuellement élevé de l'inflation s'inscrive dans la durée ;

– rappelant l'importance de préserver l'attractivité économique du Luxembourg, surtout en comparaison internationale ;

– notant que le programme de stabilité et de croissance du Grand-Duché de Luxembourg pour l'année 2022 table sur un déficit de l'administration centrale de 1,6 milliard d'euros ;

– relevant l'importance de poursuivre une politique budgétaire responsable, afin de préserver la soutenabilité des finances publiques et le maintien de la notation AAA ;

– rappelant l'accord de coalition 2018–2023 et l'engagement du Gouvernement à veiller de façon conséquente à ce que la dette publique soit maintenue à tout moment en-dessous de 30 % du PIB et que l'objectif budgétaire à moyen terme soit respecté,

invite le Gouvernement

– à poursuivre l'examen de pistes permettant de simplifier et de moderniser notre système fiscal ;

– à poursuivre l'examen de pistes permettant de rendre notre système fiscal encore plus équitable et de réduire de manière ciblée la charge fiscale des personnes physiques, à condition et dans les limites d'une marge de manoeuvre budgétaire suffisante pour ne pas compromettre la soutenabilité des finances publiques ;

– à continuer de suivre de près l'évolution des prix de l'énergie en assurant un suivi régulier de la charge financière supplémentaire supportée par les ménages en matière d'énergie ;

– à évaluer l'opportunité de renforcer, de manière ciblée et dans la limite de la marge budgétaire disponible, le pouvoir d'achat des familles monoparentales ;

– à analyser l'opportunité et, le cas échéant, d'adapter le taux de taxe sur la valeur ajoutée sur certains biens et services en raison de la directive (UE) 2022/542 du Conseil du 5 avril 2022 modifiant les directives 2006/112/CE et (UE) 2020/285 en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée, pour soutenir la transition énergétique et l'économie circulaire ;

– à évaluer le régime de l'amortissement accéléré pour les immeubles affectés au logement locatif, tel que modifié par la loi budgétaire de l'année 2021, et le rendre, le cas échéant, encore moins avantageux ;

– à étudier des pistes pour favoriser les investissements durables conformes aux critères les plus ambitieux de la taxonomie européenne, y compris dans le contexte de l'application de la taxe d'abonnement réduite telle qu'introduite par la loi budgétaire de l'année 2021 ;

– à continuer à s'engager pour un environnement propice à l'attraction et à la rétention de jeunes talents et de profils hautement qualifiés, ainsi qu'au renforcement de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise.

(s.) André Bauler, Gilles Baum, François Benoy, Yves Cruchten, Dan Kersch, Josée Lorsché.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Bauler. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

**M. Roy Reding (ADR)** | Merci, Här President. Léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, dat heiten ass en extreem gudden Exercice. Ech fannen et wichtig fir eis heibannen an ech fannen et och wichtig fir d'Leit dobaussen, datt emol eng Kéier opgewise gouf vun de Rapporteren André Bauler a Gilles Roth, wat mer hei alles am Land u Steieren hunn an och wat de Poids relatif vun deene verschiddene Steieren ass. Wéi vill eigentlech Aarbecht besteiert gëtt a wéi wéineg aner Saache besteiert ginn, respektiv wéi wéineg Recetten erakommen duerch verschidde Saachen a wéi vill Recetten erakommen duerch aner Saachen.

Den Här Roth huet haut de Moie ganz androcksvoll bewisen, datt zum Beispill eis Tubakssteuer e rise-grousse Revenu fir Lëtzebuerg ass. Wa mer awer elo eis Bensinnspräisser ze héich maachen oder eis Dieselspräisser, da komme manner Leit tanken, dann erfëlle mer eventuell iergendwellech fiktiv Energieziler, déi awer absolut näischt mam CO<sub>2</sub> ze dinn hunn a mat der Äerderwärmung, mee mir verléieren Honnerten an Dausende vu Milliounen Akommes.

**Une voix** | Très bien!

**M. Roy Reding (ADR)** | Do gesäit een, wéi Steierpolitik an der Realitéit eis eppes Guddes doe kann, ouni den Einzelnen ze belaauchten. Den Här Roth an den Här Bauler hunn och am Numm vun hire Partiee Saache proposéiert. An ech kann elo scho soen, ouni de Suspense virewech ze huelen, datt mer mat bal allem, Här Roth, mat bal allem d'accord sinn an eis iwwer alles, wat den Här Bauler gesot huet, freeën.

Keng Verméigenssteuer hei am Land, keng Ierfschaftssteuer an direkter Linn, dat si ganz gutt Nouvellen. Mir als ADR, mir gi méi wäit. Mee dozou méi spéit.

Leider Gottes awer gesäit een och an deem Debat, datt Politiker kënnen – an ech kucken elo guer keen – eng onbegrenzte Fantaisie entwéckelen, wann et drëm geet, nei Steieren anzeféieren oder Steieren ze erhéien oder Ëmverdeelunge wëllen ze maachen. An ech huelen nëmmen d'Beispill vun der Ierfschaftssteuer, wéi moralesch verwerflech dat dach ass, datt Mënschen op d'Welt kommen an dann eppes ierwen an eppes kréien.

Mee kommt, mir sinn dach éierlech mateneen! Wa meng Kanner missten Ierfschaftssteuer bezuelen, eng héich Ierfschaftssteuer, wa méiglech, ma da géif ech dach näischt opbauen. Da géif ech dach kucken, datt, wann ech de Pupes zoudoen, datt dann näischt méi do ass. Firwat sollt ech dann? Wat wier dann nach meng Motivatioun ze schaffen? Mee kommt, mir gesinn dach déi mënschlech Natur, wéi se ass! Du schafft dach, fir eppes ze hunn. An du schafft dach, fir eppes opzebauen. A wann de Staat Der déi Méiglechkeet hëlt, ma da bleifs de net méi an deem Staat. Da sichts de der e Staat, wou s de déi Méiglechkeeten hues. An och där gëtt et nach ganz vill op der Welt. An hautdesdaags ass et liicht ze reesen an auszewandern an sech international ze strukturéieren.

Déi Leit, déi do esou Iddie vertrieeden, hunn einfach vun der Realitéit keng Anung. An ëmmer erëm vergiesse Politiker, vill Politiker, leider Gottes, wat den eigentlechen Zweck vu Steieren ass. Firwat erhieft de Staat Steieren?

Et geet drëm, dem Staat seng Aufgaben a seng Ausgabe fir déi Aufgaben ze decken. An do si mer scho bei „des Pudels Kern“. Wann ëmmer nei Aufgaben erfonden ginn, ëmmer nei a ganz oft ideologesch geprägte Staatsziler derbäikommen, da mussen och ëmmer méi an ëmmer nei an ëmmer méi héich

Steieren erfonden ginn. An dat geet à la longue net gutt, well iergendwann eng Kéier huet de Bierger net méi d'Fäegkeet an/oder net méi de Wëllen, fir Steieren ze bezuelen. Dann ass en ausgeschëpft.

Als kleng Anekdot: An der Republik Kongo hate se eng Kéier déi glorräich Iddi, den Akommenssteiersaz op 150 % ze setzen. Dir kënt Iech jo elo ausrechnen, wéi vill Steieren datt se erakruten.

*(Hilarité)*

Wa mer also ëmmer nei Staatsziler, ideologesch Staatsziler an d'Welt setzen, d'Steieren awer net kënnen erhéien – well mir sinn um Limit ukomm, fundamental si mer um Limit ukomm, deen d'Leit nach akzeptéieren –, jo, da mussen mer eis verschëlden.

An do si mer eis heibanne jo awer bal alleguerten eens, datt dat dat Dramatescht wier fir Lëtzebuerg, wa mer eis Verschëldung esou héich schrauwen, datt mer iwwer 30 % – oder wat och ëmmer d'Avisen ... – vum PIB wieren, an eis Notatioun vum Triple-A duerch déi international Notatiounsbehörden net méi gi wier. Da gi mir hei mam Bengel, da gi mir hei mam Bengel. Dat ass dat, wat mer onbedéngt mussen verhënnern.

A fir mech ass duerfir direkt emol schonn d'Konklusioun: Mir mussen eis Ausgaben erofsetzen.

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | Très bien!

**M. Roy Reding (ADR)** | Mir däerfen net nei Ausgaben erfannen. Mir mussen déi besteeënd Ausgaben erofsetzen. Mir mussen – o dat schlëmmt Wuert –, mir mussen spueren. Wat mécht eng Famill, wann et um Enn vum Mount net méi duergeet mam Geld? Wat mécht se? Si ka keng nei Einnamen erfannen. Dach, et kann een nach en zweeten Job unhuelen, et kann een nach zerwéien goen, et kann een nach Autoe wäuschen. Mee fundamental seet se sech: Wat fir eng Ausgabe sinn néideg? Wat fir eng Ausgabe brauche mer? D'Kanner mussen erniert ginn, si brauche Kleeder, si brauche Schong, si mussen an d'Schoul goen. A wat fir eng brauche mer net? Musse mer onbedéngt dës Vakanz op Bali verbréngen? Oder bleiwe mer vläicht an Europa?

*(Interruption)*

Net aus ekologeschem Gewëssen, mee well ee wëllt spueren, Här Kersch, well ee wëllt spueren. Esou funktionéiert eng normal Famill.

Mir als ADR waren nach ëmmer a mir bleiwen der Opfaassung, datt de Staat sech soll ëm seng Käraufgabe këmmern, op déi konzentréieren an déi gutt maachen. A mir hunn déi net Impressioun, datt dat haut net méi de Fall ass, datt ëmmer nei Aufgaben derbäi erfonden ginn, datt de Staat sech a Saachen amécht, déi e guer näischt uginn, datt e Saache gratis gëtt, déi e guer net misst gratis ginn, fir déi ee kéint Taxe froen an datt en einfach an déi falsch Richtung leeft.

Kommt mir kucken, datt mer genuch Spideeler hunn! Mir haten haut de Moie rieds iwwer Spideeler. Kommt mir kucken, datt mer net mussen Gesetzer maachen, déi Leit zwéngen, sech ze impfen, well mer manner Better hunn an de Spideeler wéi all eis Nopeschläner!

Kommt mir kucken, datt mer eng ëffentlech Schoul hunn, déi gutt ass a wou d'Kanner op hir Zukunft preparéiert ginn, wou se Chancen hunn! Meng Generatioun, wa mir op d'Uni gaange sinn, ma mir ware mat oppenen Äerm wëllkomm. E Lëtzebuurger krut op all franséischer Universitét eng Plaz a mir waren oft bei deene Beschten, well mir haten eng super Première.

Kommt mir kucken, datt mer eng gutt Infrastruktur hu fir d'Betrieb a fir d'Bierger eng schlank Bürokratie an net eng, déi an der Simplification administrative

gesäit: „Ma mir simplifiéieren elo eist Liewen an du, Bierger, du bréngs eis elo ëmmer erëm Koplé vun deene selwechte Saachen!“ – nee, mee eng, déi vernezt ass an dem Bierger d'Demarché méi einfach mécht a méi bëleg mécht.

An eisen Aen erleedegt dës Staat seng Aufgabe méi schlecht wéi recht. An da komme mer elo zu eise Fuederungen. Natierlech wëlle mer déi sozial Dimensioun bestoe loosse, net aus enger Ideologie vun Ëmverdeelung, vu Schéier. D'Schéier ass egal. Wat bedeit eng Schéier? Wichtig ass: Kann dee klengste Bierger vu senger Aarbecht dezent liewen? Jo oder neen? Dat ass dach d'Fro. An duerfir ass déi sozial Dimensioun immens, immens wichtig.

Wat och muss ennerbleiwen, dat ass, d'Steieren als Lenkungsinstrument ze gesinn. E Behuelen, wat enger gewësser Ideologie net gefält, gëtt bestrooft. An e Behuelen, wat gefält, gëtt gefërdert. Dat wëlle mir net. De Staat ass net do, fir dem Bierger virzeschreiwene oder ze weisen, wéi en ze liewen huet, an dat dann och nach duerch Steieren ze ennersträchen. Dat ass net d'Roll vum Staat, net an eiser Opfaassung.

**Une voix** | Très bien!

**M. Roy Reding (ADR)** | Eng fundamental Betruetzung – a se ass ugeklonge bei anere Riedner an ech begrëssen dat ausdrécklech –: D'Aarbecht, d'Leeschung, gëtt hei am Land vill ze héich besteiert. Dat gëllt fir all Aarbecht: déi lounofhängeg wéi de Benefiss vu Fräiberuffler oder aner professionell Akommessen.

Bei den Independanten ass et besonnesch dramatesch. Déi extreem héich Besteuerung vun hire Revenuen dréit dem Fakt, datt si unterneemereche Risiko aginn, absolut keng Rechnung: net dem Kapital, wat se investéieren, net der Roll, déi se an der Gesellschaft spillen, net den Aarbechtsplazen, déi se schafen, net de Stonnen, déi se schaffen.

D'Fro muss also gestallt ginn, ob et gerecht ass, datt Einkunftsarten d'selwecht besteiert ginn, ob se dann elo aus lounofhängeger oder selbstänneger Aarbecht sinn. An do war net méi spéit wéi d'lescht Woch eng ganz flott carte blanche vum Gaston Ternes op RTL. An ech invitéieren Iech, déi nozeliesen. Ech wëll se elo net ganz zitieren, mee e kënt zum Schluss, datt e Fräiberuffler, deen haut 3.750 Euro verdéngt, um Enn vum Mount fir ze liewen nach 220 Euro Rescht huet. An e mécht eng Proposition an ech fannen déi gutt: Déi sozial Cotisatiounen an d'Steiere gi während den zéng éischte Schaffjoren nëmmen op 50 % vun dësem Bruttoakommess opgehewen. Dat wier eppes!

An dës Regierung ass ugetrueden – schonn 2013, wann ech mech gutt erënneren – an huet gesot: „Mir wëllen de Statut vum Independant, vum Selbstännegen, verbessern.“ Ma hei wier eng konkret Saach, wou een ouni grousst Gedeesses dat effektiv kéint maachen.

Insgesamt gëtt keng aner Zort vu Revenuen esou staark besteiert wéi déi vum Loun an déi aus selbstänneger Aarbecht. D'Beispill ass hei genannt ginn: Eng Plus-value immobilière no zwee Joer gëtt nëmme mat 21 % besteiert. Firwat? Firwat gëtt de Bierger manner besteiert op e Veräusserungsgewënn, deen em méi oder wéineger an de Schouss gefall ass, wéi op d'Frichte vu senger haarder Aarbecht? Wann den Immeubel, dee mat Plus-value verkaaft gëtt – dat huet hei nach kee Mënsch ugedeit –, als Domicile gegollt huet, da bezilt ee guer keng Steieren derfir. Dat ass flott. Ëm Gottes Wëllen, ech vergonnen all deene Leit, déi en Domicile verkafen, datt se dat kënnen steierfräi maachen. Mee ass et normal, datt ech op meng Aarbecht am héichste Saz ... An deen ass net 42 %, deen ass net 42 %, deen ass hei am Land am Moment 46,38 % mat allem Ëmgeréits. Ass et normal, datt ech

op meng Aarbecht muss bal d'Hallschent bezuelen an op e Veräusserungsgewënn, och wann et mäin Domicile conjugal war, kee Su? Ech mengen net.

**M. Michel Wolter** (CSV) | Do sinn ech net mat Iech d'accord.

**M. Roy Reding** (ADR) | Jo, duerfir hu mer jo eng Debatt, datt déi eng eppes soen an déi aner kënnen domat d'accord oder net d'accord sinn, Här Wolter.

Komme mer zu eise Grondfuerderungen, wéi se vun eiser Journée parlementaire respektiv eisem Kongress festgeluecht gi sinn. Fir d'alleréisch si mir fir déi absolutt inconditionell Steuerbefreiung vum Mindestloun, souwuel vum net qualifizéierte wéi vum qualifizéierten. Et ass e Mindestloun an op dee soll een net musse Steiere bezuelen.

Den Här Roth huet dankenswäerterweis haut de Moie proposéiert, datt den Einstiegsatz soll bei 15.000 Euro ufänken. A mir ginn e Schrëtt méi wäit. Mir fuerderen, datt de Mindestloun integral vun der Akommessteuer befreit gëtt, an dëst oui Inzidenz op d'Steierkreditte. An an dësem Sënn erlaben ech mer eng Motioun ze deposéieren, wéi d'lescht Woch schonn ugekënnegt.

## Motion 2

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*ass der Meenung, datt*

*– d'Héicht vum Mindestloun fir vill Diskussiounen suergt an datt net méi universell unerkannt ass, datt dee sozioekonomeschen Zweck vum Mindestloun besonnesch an deem aktuellen ugespaante makroekonomesche Kontext nach kann op eng zefriddstellend Manéier erreicht ginn;*

*– fir déi Leit, déi de Mindestloun kréien, dësen, esou wäit wéi nëmme méiglech, soll en Nettoloun duerstellen,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*– der Chamber ee Projet de loi virzeleeën, deen de Mindestloun integral vun der Akommessteuer befreit, an dëst oui final Inzidenz op d'Steierkreditte.*

*(s.) Roy Reding.*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci.

**M. Roy Reding** (ADR) | Da komme mer zur Netindexierung vum Steuerbarème. Ma dat ass ganz einfach: C'est du vol, c'est du vol! Et kann dach net sinn, datt d'Steiertabell net indexéiert ass, wann d'Léin indexéiert sinn. Dat ka jo net sinn. Eng soforteg Erëm-Neindexierung, souguer wa mer déi elo net réckwierkend maachen ... Ech verstinn, mir sinn an enger schwieriger finanzieller Situatioun, mee da kommt awer elo, vun elo u soe mer, kommt mir halen op mat där Anormalitéit a mir indexéieren elo nees déi Steiertabell, datt mer déi kal Progressioun ganz einfach eliminéieren!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Roy Reding** (ADR) | Ganz wichteg si fir eis als ADR, dat wësst Der, d'Familljen an d'Kanner an datt deene méi Rechnung gedroe gëtt. Mir sinn net nëmme géint eng Individualisierung vum der Besteuerung bei enger Koppel, mee am Contraire, mir sinn der Meenung, datt nees Ënnerklassen, déi der Zuel vun de Kanner Rechnung droen an de Steuerbarème sollen opgeholl ginn. Dat selwecht och fir Elengerzéiender. Och déi Leit sollen an d'Steierklass 2 kommen an hei progressiv manner Steiere bezuele jee no Kannerzuel 2.1, 2.2, 2.3, 2.4, wéi et an där gudder aler Zäit emol eng Kéier war.

Et ass gewosst, datt de Risiko an d'Aarmut ze falen, bei deenen Elengerzéiende besonnesch héich ass. Mir wëssen dat alleguer. An et ass en entscheidende Facteur, och fir d'Zukunft vun deene Kanner, déi do opwuessen. Duerfir fanne mer, datt dee Reklassement an

d'Steierklass 2 mat deenen Ënnerklassen dat wichtegst ass, wat dës Regierung kéint maachen, wa se wëllt sozial handelen.

Komme mer bei eis Wittleit. Och bei hinne si mir der Meenung, datt se sollen an hirer Klass bleiwen. Aus all deenen Ursaachen, déi mer heibanne schonn debattéiert hunn an och, wéi déi Petitionären hei waren a wéi mer mat hinnen diskutéiert hunn. Deng Liewenshaltungskäschte ginn net hallef esou héich, well d'Partner gestuerwen ass. Du wunns an engem entsprechenden Haus, hues entsprechend Ausgaben. Déi Leit sollen an der Klass 2 bleiwe bis zu hirem Doud, bis dass der Tod uns scheidet.

Well mir géint all Steiererhéijunge sinn, kënnen mer, Här Roth, net mat Ärem Virschlag averstane sinn, méi eng héich Akommenssteuer ze froe bei Leit, déi iwwe, Dir hutt gesot 500.000, anerer hu gesot 300.000 d'Joer verdéngen. Et ass falsch. An den Här Bauler huet et richteg gesot: Mir mussen héichqualifizéiert Leit hei kënnen unzéien. Bankmanageren, Investmentfongmanageren, Informatiker, ganz gutt Informatiker, déi zu London oder zu Dublin oder zu Singapur bei wäitem net déi Steiere musse bezuelen, déi se haut mussen hei bezuelen. Wa mer déi och nach erhéijen, da maache mer eiser Finanzplatz et ganz einfach onméiglech.

An déi 45 %, déi Der gefuerdert hutt, dat kéim jo da mam Émgeréits op 49,65 %, ganz schimweg just ënner 50 %. Dat ass an eisen Aen einfach Populismus am Stil: „Komm, mir loosse déi Déck bezuelen!“ An ech denken, datt dat och Iech onwürdig ass an Ärer grousser Maîtrise vun dese Froen, well Dir wësst, datt dat dem Land guer näischt géif bréngen. D'Steierename géife warscheinlech guer net eropgoen, well mer warscheinlech géife méi Leit verléieren, déi an aner Länner géife plënnere, wéi déi puer, déi dann awer géifen hei bleiwen a bezuelen. Et wier eng Nullnummer. Et ass finanziell a mengen Aen eng absolutt Nullnummer.

Da komme mer nach eng Kéier zur Ierfschaftssteuer. Do huet de Rapporteur Roth e ganz klenge Feeler gemaach. Mir hunn och haut schonn Ierfschaftssteuer an direkter Linn, nämlech dann, wann en Ierwe méi kritt wéi dat, wat en nom rengen Gesetz zegutt hätt, wann also d'Quotité disponible un eent vun de Kanner geet, da muss dat Kand dorobber Ierfschaftssteuer bezuelen, wéineg, mee et muss.

Mir als ADR, well mir jo eng Familljepartei sinn ... Dir sot ëmmer: „Mir sinn eng Vollekspartei“, d'CSV. Ma mir sinn eng Familljepartei a mir plädéiere fir déi komplett a vollstänneg Ofschaffung vun der Ierfschaftssteuer bis an de véierte Grad.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Roy Reding** (ADR) | Well déi Leit hu geschafft fir hir Suen, déi Leit hu Steiere bezuelt op deene Suen. Dat ass versteiert Geld an dat soll an der Famill net nëmme an direkter Ascendance oder Descendance, mee bis an de véierte Grad steierfräi kënnen verierft ginn.

**Une voix** | Dräi plus eent ...

**M. Roy Reding** (ADR) | D'selwecht si mer dann och wéi Dir fir déi direkt Augmentatioun an dann och d'Indexierung vun der Kilometerpauschal, d'Upassung vun den Abatementer op Zënsen, Assurancen et cetera. Här Roth, Dir hutt dat ganz gutt duergeluecht. Mat all deem si mir als ADR d'accord.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Topeg ass déi Fuerderung hei vun der Ofschaffung vum Abatement fiscal op Mietwunnechten. Weeder d'Senkung nach d'Ofschaffung bréngen eppes. Et ass

kee spekulativen Investment. Et ass ganz einfach en Investment a Mietwunnechten.

A mir gesi jo haut konkret, wouzou d'Mesuré vun der Regierung gefouert hunn, datt se den Taux erofgesat hunn an d'Dauer erofgesat hunn. Ma et gi manner Mietwunnechte kaaft! Wow, super geschafft an enger Wunnengskris! Et komme manner Wunnechten op de Maart an da feiert Dir dat als Succès an Dir wëllt dat nach weider drécken! Ma haalt dach op! Wa mer wëlle Mietwunnechten hunn, da musse Mietwunnechte gebaut ginn a wa Mietwunnechte gebaut ginn, musse Leit doran investéieren. A wa Leit sollen doran investéieren, dann ass et e gudden an e richtige fiskalen Incentive, dorobber en Abatement fiscal ze maachen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Roy Reding** (ADR) | Iwwert d'Héicht an d'Längt an esou weider kann ee jo diskutéieren. Aner Länner maachen et op 20 Joer mat 3 %: nëmme 3 % d'Joer, mee duerfir awer 20 Joer laang, wat d'Leit jo och géif incitéieren, méi laang hir Wunnechten ze halen. Doriwwe kann een diskutéieren. Mee fundamental ass de fiskalen Incentive, fir a Mietwunnechten ze investéieren, richtig an en ofzeschaffen ass eng komplett Feelentscheidung!

De bëllegen Akt, d'TVA, iwwe all do huet de Kolleg Gilles Roth richteg Saache gesot, déi mer kënnen ënnerschreiwen. Alles dat muss der reeller Situatioun, der Inflatoun, ugepasst ginn.

D'Tubakssteuer nach eng Kéier just, well ech et witzeg fannen. Et ass deen typesche Beweis, datt ee ka Steiere verléieren, wann ee Steieren erhéicht. Macht muer vill méi eng héich Tubakssteuer, da kréie mer déi 750 Milliounen net méi eran! Esou einfach ass et. Kommt, mir si gescheit a kommt, mir behalen déi Steieren, déi mer hunn, sief et op Diesel, Bensinn, Tubak, Alkohol! Dat ass dee richtige Wee.

Ech wëll elo net nach eng Kéier hei alles soen, wat ech scho gesot hunn zur Grondsteuer. Mir si géint all nei Steuer. An och déi falsch Iddi, eidel steeënde Wunraum ... alt nach eng Kéier, stellt Iech d'Fro: Firwat steet deen eidel? A stellt Iech d'Fro: Kënnen mer net iwwe zivilrechtlech Mesuré Saache maachen, fir datt manner Wunraum eidel steet? An dann hutt Der gescheit gehandelt. Steierdrock op déi dote Saachen ass falsch.

Ech soen Iech am Numm vun der ADR Merci fir Äert Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, et ass un Iech.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'éischt och emol merci den zwee Rapporteren, dem Här Bauler an dem Här Roth, fir hire Rapport. Jo, d'Steierfro steet am Zentrum vun der politescher Ausernanersetzung an engem Staat. Wéineg aner politesche Matièren entscheeden esou déifgräifend iwwert d'Entwécklung an déi geliefte Realitéiten am Land.

*(Coups de cloche de la présidence)*

D'Steierfro decidéiert, wéi vill Moyenen de Staat huet, fir seng eegen Zukunft ze gestalten. D'Steieren hunn eng Lenkwirkung, ob gutt oder schlecht, an decidéieren domat iwwert d'Richtung, an déi mer zesumme ginn. An d'Steiere sollen, zumindest an eisen Aen, fir e sozialen Ausgleich suergen.

Ech wëll fir d'éischt zwou ganz allgemeng Aussoe maachen, déi mir wichteg erschéngen. Dat Éischt

betrëfft d'Komplexitéit am Steiersystem. Et ass scho kloer, dass een eng staark Differenzéierung am Steiersystem brauch, fir den ënnerschiddleche Situatioun gerecht ze ginn. Dat stelle mir natierlech net a Fro. Mee wa just nach déi Leit kënnen d'Méiglechkeeten an d'Nuance vun der Gesetzgebung notzen, déi sech e Steierberoder kënnen leeschten, dann ass dat problematesch fir eis. Ech mengen, do misst ee sech emol eeschthaf Gedanken maachen an no Léisungssätz sichen. D'Digitaliséierung bitt jo dann och ganz vill Méiglechkeeten.

Den zweete Punkt, deen ech wëll maachen, betrëfft d'Accessibilitéit vun Donnéeën an Zuelematerial. Ganz allgemeng ass et fir déi politesch Parteien an aner Acteure ganz oft schwéier, voire onméiglech, hir politesch Iddien an dësem Beräich ze quantifizéieren, zum Beispill wat eng bestëmmte Steiermesur gëif kaschten oder wat se gëif erabrénge.

D'Administratioun huet an der Preparatioun zu dësem Dossier alles gemaach, wat méiglech ass, fir eis Zuelematerial ze liwweren. An ech soen all de Bedeelegten och nach eemol Merci. An et läit och an der Natur vun der Saach, dass den Impakt vu Steiermesuren ni prezis ze chiffriéieren ass. Mee trotzdem denke mir, dass et misst méiglech sinn, vill méi Datematerial statistesch ze erfaassen an natierlech anonymiséiert effentlech zougänglich ze maachen. Dat wär eiser Meenung no immens wichteg, fir e faktesbaséierten effentlechen Debat ze erméiglechen.

Här President, fir déi Léink sinn déi zentral Theemen engersäits d'Erhaltung vun der natierlecher Liewensgrundlag vum Mënsch an anerersäits déi sozial Ongläichheeten, déi zu Lëtzebuerg jo immens wuessen, a spezifesch d'Problematik vum Logement. Ech wëll dofir a menger Interventioun virun allem op dës Theemen agoen.

Mir hu scho säit e puer Joerzénge eng Explosioun vun de sozialen Ongläichheeten hei am Land, déi sech ëmmer méi beschleunegt. An net just hei am Land, mee e bëssen iwwerall an der Welt, do wou eng virun allem neoliberal Politik bedriwwen gëtt. Et ass letztendlech eng Fro vun der politescher Astellung, ob ee bereet ass, deem einfach nozekucken, oder ob een deem wëllt entgéintwierken. Fir eis als Léink ass et op jidde Fall evident, dass een deenen Inegalitéite muss konsequent entgéintwierken, an dat mécht een am einfachsten an am wierksamsten iwwer de Steiersystem.

D'Analys, déi mir vum Steierbarème maachen, ass largement gedeelt am progressive Lager hei zu Lëtzebuerg. D'Progressivitéit bei den ënnerschichten a mëttleren Akkommeschichten ass vill ze héich, während se no uewen hin ze vill schnell ofhëlt, mat engem Spët-zesteiersaz, deen ze niddreg ass.

Wann een d'Inegalitéiten an der Gesellschaft wëllt wierksam bekämpfen, da mussen mer de Barème komplett nei opstellen. Mir müssen eiser Meenung no de Spët-zesteiersaz erhéien, mat neien Tranchen uewenaus, op d'mannst bis op 48 % oder 50 %.

Am Géigenzuch muss d'Progressivitéit bei de klengen a mëttleren Akkommes ofgeflaacht ginn. Ausserdeem muss de Barème endlech un d'Inflatioun, wéi et och schon haut gesot gouf, ugepasst ginn, well dat jo am Moment stänneg zu verstoppte Steiererhéijunge féiert. Mir sinn doriwier eraus och derfir, dass eng eenzeg Steierklass agefouert gëtt. Et ass fir eis net akzeptabel, dass den Etat civil eng direkt Auswirkung drop huet, wéi vill Steieren ee bezilt. Wat allerdéngs méi berücksichtigte muss ginn, ass déi sougenannte Capacité contributive.

Eng elengerzéiend Mamm oder en elengerzéiende Papp mat zwee Kanner huet net déi selwecht

Capacitéit, zum Staatsbudget bäzedroen, wéi e Jonggesell ouni Kanner, dee just fir sech selwer muss opkommen. Dat selwecht gëllt fir eng Persoun, wou de Partner keen eegene Revenu huet, zum Beispill wou een doheem bleift, fir sech ëm d'Kanner ze këmmere.

Wa mer also op de Wee gi vun engem eenzege Steierbarème – a mir mengen, dat soll een –, da muss een d'Kompositioun vum Stot berücksichtige, dat heescht, wéi vill Persounen à charge si vum Contribuabel. Dat kann ee maachen, andeems een e Koeffizient aféiert, deen de Steiertaux deementspriedend senkt, jee méi Persounen finanziell vum Contribuabel ofhänken. Dat wär dann e Paradigmewissel fir Lëtzebuerg, mee mir denken, dass esou e System géif fir méi Gerechtegkeet suergen.

Och déi sëlleg Abattementer mussen mol endlech op de Leescht geholl gi fir ze kucken, ob se eppes notzen a virun allem, wat se kaschten, oder ob se iwwerhaapt notzen.

Mir sinn och ganz kloer derfir, dass d'Räichesteier fir Privatpersounen nees agefouert gëtt, déi jo 2006 ofgeschafft gouf. Eise Virstellungen no wärend den Hauptwunnsätz a Spuerguthabe bis 200.000 Euro ausgeklammert, mee doriwier eraus gëif d'Fortune mat engem progressiven Taux tëscht 0,5 % an 2 % besteiert ginn, jee nodeems wéi vill Räichtum eng Persoun besëtzt. Esou kënnen mer wichteg Ausgabe vum Staat finanzéieren a verhënnere, dass de Gruel an der Gesellschaft ëmmer méi grouss respektiv nach méi grouss gëtt.

Jo, dofir muss d'Steierverwaltung Zougang kréien op d'Bankdonnéeën. A mir fuerdere scho laang d'Ofschafung vum Bankgeheimnis fir Residenten, dat jo virun allem deene fortunéierte Kreesser hei am Land eppes notzt. Dat heescht jo net, dass op eemol jidderengem säi Kontostand am Internet steet, wéi dat heiandsdo esou ukléngt, mee einfach dass d'Steierverwaltung kann déi besteeënd Gesetzgebung applizéieren. Deslescht huet den Här Rommes och effentlech gesot, dass déi meeschten Acteure vun der Finanzplaz dat am léifste wéilte souguer ofschafen. Da froe mir eis, wien da finalement nach soll domadder geschützt ginn.

Här President, déi enorm Inegalitéite sinn awer net just duerch en ongerechte Steierbarème entstanden. Spéitstens säit den Aarbechte vum Piketty ass gewosst, dass déi ganz schwach Besteuerung vu Kapitalrevenue ee vun den Hauptgrënn hannert där Dynamik ass.

Wie vill Suen huet, dee ka massiv a Finanzpabeieren investéieren. An déi Revenuen, déi op de Finanzmäert erziilt ginn, déi gi just ganz schwach besteiert. D'Dividende sinn hei zu Lëtzebuerg zu 50 % exonéiert an d'Plus-waue op de Finanzprodukte ginn an de meeschte Fäll guer net besteiert. Derbäi kommen all méiglech Techniken zur Steieroptiméierung, zu deenen ee just Accès huet, wann een dat néidegt Geld huet. Op där anerer Säit gëtt eng Persoun, déi vun hirer Aarbechtskraaft leeft, op all verdéngten Euro besteiert.

Dës Situatioun mécht, dass d'Schéier tëscht Aarm a Räich weiderhin auserneegt an dass déi enorm Diskrepanzen am Patrimoine och net ofgebaut ginn, mee sech accumuléieren a perpetuéieren. Dat, mengen ech, weess och zimmlech jidderween heibannen, mee et schéngt awer net wierklech ee wëlle konsequent drun ze goen.

Mir sinn dofir fundamental der Meenung, dass Revenuen aus Aarbecht a Revenuen aus Kapital sollen d'selwecht besteiert ginn, nämlech nom Barème. Dat heescht an éischter Linn, dass d'Exoneratioun bei den

Dividende muss ewechfalen an dass d'Plus-waue op Finanzprodukte sollen nom Taux global besteiert ginn.

Donieft mussen méi Ustrengungen ënnerholl ginn, fir d'Méiglechkeeten zur Steiervermeidung ze ënnerbannen, souwuel déi legal wéi déi illegal. Dat ass fir eis e ganz weesentleche Punkt, net nëmmen national, mee och international. Et kann net sinn, dass den effektiven Taux bei enger riseger Multinationale méi niddreg ass wéi den Taux vum Coiffer ëm den Eck. An trotzdem ass et genee dat, wat geschitt.

Donieft kéint eiser Meenung no och d'Fongenindustrie méi zur Finanzéierung vun de staatlechen Ausgabe bäidroen. D'Taxe d'abonnement läit jo aktuell just tëscht 0,05 % an 0,01 % vun den Avoiren. Mir mengen, dass do Sputt no uewe wär, och ouni en Exodus ze riskéieren.

Här President, wann ee vu sozialen Inegalitéite schwätzt, ass een hei am Land ganz schnell och bei der Logementskris. Fir et gläich virewech ze soen: D'Steierpolitik eleng kann de Logementsproblem natierlech net léisen. Mee ouni Ännerungen am Steiersystem ass och all anere politesche Léisungssaz vu vireran onwierksam. Mir brauchen grondleeënd Ännerungen an der Wunnengspolitik, an déi kënnen nëmme fonctionéieren, wa mer och d'Taxatioun an deem Beräich grondleeënd veränneren. Anescht ass den néidege Paradigmewissel net ze packen.

Well wat ass d'Situatioun? Konzipéiert am Ufank vun den 2000er-Joren, sinn déi aktuell Steiermesuren am Logementsberäich elo scho säit 10 bis 15 Joer komplett kontraktiv. Eise Steiersystem begëschtegt d'Spekulatioun an d'Präishaussen am Wunnengsmaart. A soulaang dat esou ass, ginn all déi aner Léisungssätz konterkarréiert. Dat ass e Constat, mat deem mir mëttlerweil net méi eleng do stinn, mee iwwer dee quasi Konsens besteet. Awer och do geet kee wierklech drun!

Mir hunn eng Demande, déi vill méi grouss ass wéi d'Offer, an dofir klammen d'Präisser kontinuierlech. Mee déi Demande kënn net just eleng vun deene Leit, déi en Haus oder en Appartement sichen, fir dran ze wunnen. E groussen Deel vun der Demande entsteet reng aus Investitiouns- a Spekulationsgrënn. Dat ass dat, wat d'CSL d'Surdemande nennt. An déi, déi Immobilie kafen, fir ze investéieren oder fir se no enger Zäit mat Gewinn ze verkafen, déi driewen d'Präisser natierlech ferm an d'Luucht, well se d'Moyenen hunn.

Derbäi kënn, dass bei all Besëtzerwissel vun enger Wunneng oder vun engem Haus de Präis e gutt Stéck an d'Luucht geet, éischstens, well de Verkeefer muss verschidde Käschten erëm erakréien a well en och nach e Gewinn wëllt maachen, an zweetens, well an deene meeschten Fäll och nach Agencen am Spill sinn, déi 3 % froen.

Dat bréngt eis zu enger ganz einfacher Equatioun: Wat et méi oft zu engem Besëtzerwissel kënn, dat heescht, wat d'Frequenz vun de Verkeef méi grouss ass, wat d'Präisspiral méi beschleunegt gëtt. Mir müssen also kucken, fir dat ze ënnerbannen, an net, esou wéi dat bis elo gehandhaabt gouf, dass d'Frequenz och nach mat der Steierpolitik zousätzlech ugedriwwen gëtt, wéi zum Beispill mat dëser onsenneger Mesur vum Quart-taux.

An doranner läit eiser Meenung no de Paradigmewissel, deen an der Logementspolitik ze maachen ass. Mir hunn et schon dacks gesot: D'Immobilie müssen als rengt Investitiouns- a Spekulationsobjekt onattraktiv gemaach ginn, soudatt mer déi Surdemande um Marché gesenkt kréien.

Dofir proposéiere mir an deem Beräich, änlech wéi d'CSL, eng grondleeënd Reform vun der Grondsteier, déi progressiv an d'Luucht geet, wat ee méi Objete besetzt. Bei dem Haaptwunsätz géif d'Grondsteier niddreg bleiwen, mee bei all aneren Objeten, sief et Haiser, Wunnengen oder Bauterrainen, géif den Taux vun der Grondsteier progressiv an d'Luucht goen. Do uewendrobber géife mer nach eng zousätzlech Spekulationstax erhiewen, wann déi Objete muttwëlles eidel stoen oder broochleie gelooss ginn, fir der Spekulation entgéintzewierken.

Donieft menge mer och, dass d'Plus-valuë bei Immobilie muss mam vollen Taux besteeiert ginn, egal wéi laang ee se hält, an dass den Amortissement accéléré muss komplett ofgeschaaft ginn.

Jo, och dat wär e radikale Paradigmewiessel. Mee an där Situatioun, wou mer eis haut am Logement befannen, geet et mat Gepléischters net méi duer. D'Kar stécht déif am Dreck an erfuerdert eiser Meenung no radikal Moossnamen. A wat mer méi laang waarden, wat d'Kar méi déif an den Dreck geréit a mer méi radikal Mesurë wäerte brauchen.

Här President, zum Schluss ginn ech dann nach op de Beräich vun der Ëmwelt- a Klimapolitik an an op déi ganz kriddleg Fro vun den Ëmweltsteieren.

Vu ville Säite gouf schonn d'Analys gemaach, dass d'Ëmweltsteieren zu Lëtzebuerg am Verglach mam Ausland immens niddreg sinn. Et gétt kritiséiert, dass domadder en Ureiz fir den Ëmweltschutz a fir e verantwortungsvollen Ëmgang mat den natierleche Ressourcë feelt. Deem zugronn läit de Wonsch, natierlech mat Steieren de Konsum an d'Verhale vun de Leit ze steieren.

Fir d'éischt muss een emol eng ganz einfach Feststellung maachen: All d'Etüden zu deem Sujet weisen, dass den Impakt vun enger Persoun op d'Klima an op d'Ëmwelt exponentiell mat hierem Revenu klëmmt. Déi Räich an déi Ultraräich hunn notament en CO<sub>2</sub>-Ausstouss, deen ëm e Villfaches méi héich ass wéi déi Leit mat niddregem Revenu, an – dat ass ganz wichteg – se hunn och vill méi eng grouss Kapazitéit, zur Léisung vum Problem bäizetroen.

Do si mer dann erëm bei der Verméigenssteuer a beim héije Spëtzeestersaz. Fir eis ass et dofir kloer, dass déi gréissten Efforten am Klimaschutz mussen vun deene geleescht ginn, déi am meeschten zum Problem bäidroen an déi effektiv och d'Méiglechkeet hunn, hire Foussofdruck massiv ze reduzéieren.

Et ass de Prinzipp vun der „responsabilité commune mais différenciée“, dee jo spëtstens säit Rio 1992 och an den internationalen Traitée verankert ass. An eisen Ae muss deen net nëmme an den tëschestaatleche Bezéiunge gëllen, mee och um individuellen Niveau. Ëmweltsteieren, déi virun allem déi ënnescht Akommesklassen treffen, sinn also net nëmme fundamental ongerecht, si sinn och ineffikass a ganz dacks kontraproduktiv.

Mir als Lénk hunn dofir eng ganz differenzéiert Siicht op déi sougenannten Ëmweltsteieren. Engersäits sinn de Schutz vun der Ëmwelt, de Kampf géint de Klimawandel an d'Erhale vun den natierleche Ressourcen natierlech e Grondpiller vun eiser Politik. Op där anerer Säit gesi mir awer ganz kloer, dass déi Ëmweltsteieren, esou wéi se aktuell konzepiert ginn, méi Schued kënnen maache wéi Guddes. Virun allem si se net am Aklang mam Kampf géint déi sozial Ongläichheeten, an dat ass, wéi Der wësst, eis ganz wichteg.

Well déi meeschten Ëmweltsteieren, esou wéi se vun dëser Regierung agefouert goufen, treffe virun allem déi sozial Schwaach an entfalen iwwerhaapt

keng Lenkwirkung. D'Regierung huet dann zum Beispill och eng CO<sub>2</sub>-Steier agefouert um Bensinn, fir de Konsum ze senken. Mee wann Deeler vun der Bevëlkerung awer guer keng Alternativ hunn, fir där CO<sub>2</sub>-Steier aus dem Wee ze goen, well se sech keen Elektroauto zum Beispill kënnen uschaffen an net op den öffentliche Transport kënnen ëmklammen, dann ass dat fir eis virun allem eng Strofsteuer.

Op där anerer Säit gräift se och net bei deene fortunéierte Bevëlkerungsdeeler, déi jo noweislech am meeschten Emissiounen produzéieren, well deenen d'CO<sub>2</sub>-Steier häerzlech egal ass.

Fir dass esou Steieren awer eng Lenkwirkung hunn, mussen Alternativen zu engem ëmweltschiedleche Verhalen zougängelech sinn. Zum Beispill wann een, wéi dat jo och a ville Gemengen hei am Land de Fall ass, manner fir d'Poubelle bezilt, jee méi een triéiert, oder wann een déi besonnesch ëmweltschiedlech SUVe staark besteeiert, well et eebe manner ëmweltschiedlech Autoe gétt.

Virun allem awer mussen Ëmweltsteieren an eisen Ae sozial gestaffelt sinn. An ee Wee, fir dass ze maachen, ass e Grondbedarf u wichtige Produkter a Servicer festzuleeën an deen aus der Besteuerung auszeklammieren.

Mir hunn dass scho viru Jore virgezechent mam gestaffelte Waasserpräis, Dir erënnert Iech vläicht all. D'Privatpersoun huet e Grondbedarf u Waasser zergutt, zu engem ganz niddrege Präis, a wat de Verbrauch méi an d'Luucht geet a wat ee méi Waasser verbéit, wat de Präis progressiv an d'Luucht geet. Dëse Prinzipp kann een theoreetesoch op aner Produiten ëmsetzen, zum Beispill beim Energieverbrauch oder och, firwat net, bei Fligerticketen oder anere Servicer.

Mir als Lénk mengen also, dass Ëmweltsteieren net per se schlecht sinn, mee dass se mussen ganz intelligent konzepiert an ëmgésat ginn. All Mesure an deem Beräich muss vu vieren iwwerpréift ginn op hire sozialen Impakt an hir potenziell Lenkwirkung. A wann dobäi erauskënn, dass eng Mesure virun allem géif déi sozial Schwaach treffen oder just eng limitéiert Lenkwirkung entfaalt, da muss een et onbedéngt si loossen.

Méi generell awer privilegiéiere mir eng aner Pist, fir de Kampf géint de Klimawandel méi effikass ze maachen, nämlech mat massive staatlechen Investitiounen an d'Dekarboniséierung vun eiser Gesellschaft. Dat kascht vill Suen, mee ech mengen, dass ech a menger Interventioun genuch Pisten opgezechent hunn, wou een déi Sue ka siche goen.

Här President, 40 Joer Neoliberalismus hunn eis an déi Krise gefouert, an deene mer elo sinn. D'Steieren op den héije Revenuen an um Räichtum sinn ëmmer méi erofgesat ginn. Dat huet derzou gefouert, dass ëmmer méi Leit op der Streck bliwwen sinn an dass d'Staaten hirer Verantwortung net méi gerecht kënnen ginn, während op där anerer Säit eng kleng Minoritéit sech am obszöne Räichtum an Ultraräichtum wenzelt.

Et gétt Zäit, elo ëmzedenken an eise Steiersystem ze moderniséieren, fir den Erausforderungen am 21. Joerhonnert gerecht ze ginn. An dësem Beräich huet d'Regierung all Handlungsméiglechkeeten. Et gétt keng Excuse! Mir mussen aus deenen alen Denkscheeme vum 20. Joerhonnert erausbriechen an ophalen, Steierreformen ëmmer just als elektorale Gadget ze gesinn, mee als wichteg strukturell Instrument, fir eis gemeinsam Zukunft ze gestalten.

Verschidden Acteure verstoppe sech elo hannert de Krisen, der Covidkris, dem Krich ...

*(Interruption par la présidence)*

Ech si geschwënn, Här President. Ech mengen, déi aner hunn och zum Deel iwwerzunn.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Jo, ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass Är Zäit elo scho bal annerhalef Minutt ofgelaf ass. A kommt elo zur Konklosioun.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Jo, et war eng Minutt, wou Der ... Jo, ech sinn elo bei menger Konklosioun ukomm. Ech hunn nach dräi Sätz. Villmoos merci.

Op den éischte Bléck mag de Fait, dass d'Steierreform elo net kënn, sou munch engem aliichten. Mee dass ass just eng faul Excuse, well natierlech kann een och eng Steierreform maachen, déi akommesneutral ass oder souguer dem Staat géif méi abrénge. An et kann een de Spiiss och ëmdréinen a soen: „Grad well mer a Krise sinn a well mer an onsécheren Zäite sinn, mussen mer eis besser opstellen!“ An och dass ass eng politesch Entscheedung.

Déi ongläich Behandlung virun der Steier, déi, déi elo schonn ze vill bezuelen, wéi d'Monoparentallen, oder déi, déi ze mann bezuelen, wéi Ultraräicher, dat gétt weidergefouert. Och dass ass e Choix. Eng aner Gesellschaft awer ass méiglech. Eng aner Welt ass méiglech. Mir mussen just de Courage hunn, et unzegoen!

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Dir kritt nach eng Verlängerung. Den Här Knaff wëllt Iech eng Fro stellen.

**M. Pim Knaff** (DP) | Madamm Oberweis, ech géif Iech wëlle gären eng Fro stellen. Dir hutt Ären Discours ugefaangen, andeem Der gesot hutt, d'Schéier tëschtent Aarm a Räich wär méi grouss ginn, surtout an deene Länner, déi eng neoliberal Politik géife maachen.

Ech wollt Iech froen, ob Der eis kéint e puer där Länner opzielen. An ech wollt Iech och froen, ob Der kéint eng Rei Länner opzielen, déi keng neoliberal Politik maachen. An da finalement: Wat ass eng neoliberal Politik?

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Also zu de Länner, ech mengen do ginn et relativ vill Etüden, wéi zum Beispill: Dir kënnst och elo Schwelleländer kucken, awer och Entwécklungsänner, déi eng neoliberal Politik uwennen. Ech denken elo u Brasilien, ech denken och un Nigeria. Natierlech d'Veereegte Staate vun Amerika sinn e gutt Beispill. Mee och vill westlech europäesch Länner sinn e Beispill, wou d'Schéier ... Ech mengen, dass muss ech Iech net soen. Ech mengen, dass wësse mer all heibannen, dass d'Schéier tëscht Räich an Aarm an deene leschte Joren hei ...

Ben, ech kann och elo Zuelen nosiche goen, wann Der dat gären hätt. Ech mengen, där hu mer genuch. Ech hunn déi elo net op mengem Pabeier stoen, well dat net d'Uleies war. Ech kann déi awer gären herno mat Iech besprieche. Mee do ginn et wierklech genuch Zuelen dozou. An et wonnert mech eigentlech, dass ech Iech dass elo muss soen.

**M. Pim Knaff** (DP) | Wéi ass et mat Lëtzebuerg?

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Gelift?

**M. Pim Knaff** (DP) | Neoliberal oder net neoliberal?

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Ech denke schonn, dass mer eng neoliberal Politik applizéieren, jo.

**Une voix** | An d'Schéier geet och auserneen.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci gesot.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mikro umaachen.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | A, merci.

Merci gesot. An de Sven Clement huet d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, léif Kolleegeinnen a Kollegegen, ech wëll ufänken als Éischt mat engem grouse Merci un de Gilles Roth an un den André Bauler fir net nëmme Fläissaarbecht, well et war vill méi wéi nëmme eng Fläissaarbecht. Et war eng approfondéiert Aarbecht an der Kommission mat de Verwaltungen zesummen, fir dësen Debat ze preparéieren. An ech mengen, datt et seelen esou vill Zuelematerial gouf, wat mer gewälzt hunn, fir eng Orientéierungsdebat ze preparéieren.

Ech wäert Iech net langweilen, andeem ech iwwerall ëmmer erëm d'Zuele widderhuelen, déi am Rapport genannt goufen. Ech mengen, datt jiddweree vun eis se liese konnt. Ech wäert mech dofir deelweis och op politesch Messagë beschränken, mee déi eng oder aner Zuel kann ech Iech leider net erspueren.

Et ass e wichtege Debat, datt ass ausser Fro. An dat huet ee jo och un de Virriednerinnen a Virriedner gemierkt. An allkéiers, wann erëm ee geschwat huet, hunn ech erëm en Deel vu menger Ried missen upassen, well ech awer ferm erstaunt war vu verschiddenen Interventiounen. Déi eng, déi aus dem Regierungslager komm sinn an déi éischter geklongen hunn, wéi wa se um Kongress vun der Sozialistischer Internationaler gefouert gi wäeren, respektiv anerer, déi aus der Oppositiooun kommen an déi mech awer och do e bëssen erstaunt hunn. Ech schwätzen emol net vun der CSV.

*(Interruption par M. Yves Cruchten et hilarité)*

Nee, keng Angscht, Här Cruchten. Ech hunn dat och net bewäert. Ech hu just gesot: „Et huet mech erstaunt.“ Dat ass dann herno ... Ob Dir dat positiv fannt oder net, wann Der mech erstaunt, dat ass Iech iwwerlooss.

Ech mengen, datt et awer virun allem – an dat huet een haut gemierkt, och mat deenen dissonante Stëmmen aus dem Majoritéitslager – en Ageständnis vun der Regierung ass, datt se net kapabel war, fir an dëser Legislaturperiod hiert Versprieche vun enger Steuerreform ëmzesetzen.

*(Interruption)*

A Reporter.lu titelt do ganz richtig – an ech zitieren – „Steuerdebatte statt Steuerreform“. Well kommt, si mer éierlech: All Parteien heibannen hate schon d'Chance ... Also – nee! Bal all d'Parteien heibannen hate schon d'Chance, fir hir Iddie vu Steuerreformen a Regierungsverantwortung ëmzesetzen. An all Parteien heibannen hatten d'Chance, fir hir Pläng fir Steuerreformen am Walkampf 2018 ze presentéieren.

An elo sti mer hei! 2022 – d'Welt huet sech geännert a forment natierlech och déi eng oder aner Positioun. Mee zumindest déi aus dem Majoritéitslager hätte jo kënnen eppes maachen.

Mee elo ginn dann deelweis schon d'Walkämpf preparéiert, d'Walprogrammer virgedroen an net wierklech méi op e Konsens gekuckt. A wann ech Är Motiouen kucken aus der Majoritéit, da gesäit ee jo, wéi wäit déi eenzel Parteien elo schon nees auserneeleien. Et gëtt just nach vun: „Mir kucken, vläicht eventuell eppes ze maachen.“

Also wéi den 100,7 de Moie gemellt huet: Et wär e Minimalkonsens ginn. Ech hat scho „Minimalkonsensche“ geduecht bei der Majoritéit. Do hat ech geduecht: Ok, da kennt de Mëtteg weinstens eng Motiouen oder eng Annonce vun eppes Konkreetem. An elo liesen ech Är

Motiouen an da gesinn ech, datt do alles nëmme steet: „Mir analyséieren eventuell, mir kucken iergendwann eng Kéier.“ Bon bref, iergendwann eng Kéier, an d'nächst Joer si Walen. An da wäerten d'Wielerinnen an d'Wieler kucken, wat wierklech gemaach gouf a wat net.

Dësen Debat ass also iwwerfällg! En ass awer och nëmme gläichzäitg e Verträchten dorobber, datt mer an engem Joer hoffentlech dann eng méi courageis Regierung hunn, déi dann hir Versprieche och ëmsetze wäert.

*(Interruption)*

Här President, déi grouss Fro haut ass jo, wéi een eise Steuersystem gerecht opstelle kann. Wat ass fair? Wat solle mer besteieren a wéi vill? Ass et fair, datt an eise System e Single méi Steiere muss bezuele wéi een, dee bestuet ass? Wat ass falsch dorunner, Single ze sinn? Ass et fair, datt eng Persoun, déi hire Partner verléiert, e puer Joer drop méi héich besteiert gëtt an duerno nom Doude nach eng Kéier bestrooft gëtt? Wat ass de Sënn an Zweck dervun, eng Persoun dono an eng defavorabel Steuerklass zréckzeversetze fir eppes, fir dat si net responsabel ass?

Ass et engem Infirmier géintiwier fair, wa räich Investisseure sech duerch zeg Méiglechkeete virun hire Steieren drécken? Wéi erklären ech dëser Persoun, datt Spezialfonge fir Milliarden Zommen nëmme 0,01 % bis 0,05 % Steiere bezuelen oder datt d'Dividenden nëmme mat 20 % besteiert ginn, während deen nämmelechte Montant als Salaire progressiv besteiert gëtt?

Et ass feststellen: Eisen aktuelle System ass fir eng grouss Partie vun de Mënschen hei am Land leider net gerecht! Eisen aktuelle Steiersystem dréit souguer derzou bäi, datt d'Schéier tëscht Aarm a Räich ëmmer weider auserneegeet.

A fir dem Här Knaff direkt e puer Zuelen ze äntweren, hunn ech dann och Zuele matbruecht. Eisen Gini-Index, dee jo d'Ongläichheete moost, louch am Joer 2020 bei 0,32. Mir leien domadder iwwert der Moyenne an der Europäescher Unioun. Als Verglach: Eist Nopeschland Belsch ass bei 0,25 – also méi gerecht.

**Une voix** | Très bien!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et kéint ee jo soen, datt jo nach net ... Dat ass nach net esou schlecht! Mir sinn net allze wäit vun der Belsch ewech. Ma dat dierf net d'Ambitioun vu Lëtzebuerg sinn, well 2011 ware mer nach besser! Du ware mer bei 0,27. Also hu mer eis an deene leschten zéng Joer awer dach ëm e gutt Stéck verschlechtert.

An zënter, datt d'Lëtzebuergesch Wirtschaft awer richtig gewuess ass ... De reale Bruttoinlandsproduit hei am Land ass zënter 2011 ëm méi wéi e Véierel gewuess, also 25 %. Dat kennt Der alles noliese bei Eurostat, wann Der mer d'Fro wëllt stellen.

D'Statistike weisen, datt Lëtzebuerg, gesamt gekuckt op déi lescht Joren, méi räich ginn ass. Mee dee Räichtum ass ongläich verdeelt. E kennt haaptsächlech bei deenen un, déi och virdu schonn haten. An et ass leider och net esou, datt déi Leit um ënneschten Enn besser do sti wéi 2011. Vill Leit zitt et aus dem Land, well de wirtschaftleche Wuesstem eng immens Pressioun op eise Wunnungsmarché huet an deemno déi kleng Gehälter am meeschte vun den negativen Externalitéite vum Wuesstum belaauscht sinn.

An och do gesi mer ganz kloer, datt, wa mer eis ukuken, wéi déi iewesch Gehälter gewuess si par rapport zu den ënneschten, et sécherlech net gerecht zougeet.

Mee, léif Kolleegeinnen a Kollegegen, wéi vill kënnen mer dann de Guttverdenger ofverlangen? A wéi vill

belaauchte mer déi grouss Entrepreneuren, déi sech am Milliounereberäich – soyons fous! –, Milliardeberäich bewegen?

An engem rezente Rapport vun EY – dat ass eng vun deene Consulting-Boëtten, déi d'Regierung esou gäre freet, fir hinnen ze hëllefen, Gesetzer ze schreiwen – an och an anere Rapporte virun hinnen, gëtt ëmmer erëm kritiséiert, datt de Steiersaz zu Lëtzebuerg am Verglach zu der OECD-Moyenne ze héich wier. Et ass natierlech gutt: Eng Firma, déi selwer vill Geld verdéngt, wëllt natierlech an engem Rapport och ëmmer kloerstellen, datt si ze vill Steiere géif bezuelen an dofir manner wéilt bezuelen.

D'Firme bezuelen hei am Land mam Impôt commercial a mam Impôt communal, dee variéiert, am Schnëtt ronn 25 %. Ass dat héich?

Bei eiser Kierperschaftssteuer leie mer domat am Mëttelfeld bei 25 % an trotzdeem hate mer 2021 eng Reprise vum PIB vu 6,9 %. Et kann eis also keen ziele kommen, eis Steieren op d'Entreprisë wieren e Risiko fir Kompetitivitéit gewiescht. Mir hätten eng vill besser Reprise wéi eng ganz Rëtsch aner europäesch Länner. An eisen Aen ass et och falsch, déi ganz Diskussioun vun der Kompetitivitéit reng op d'Fiskalitéit ze limitéieren. Do muss een an eisen Ae brancheniwwergräifend kucken, wou strukturell d'Problemer leien. Mir sollte verstoen, firwat a verschiddene Branchë Personalmangel herrscht a firwat mer eis hei am Land schwéierdinn, fir datt d'Leit kënnen Independant ginn. An dat ass net nëmme d'Fiskalitéit.

Natierlech muss mer kucken, datt d'Finanzplaz wederhi gutt do steet. Mee dat ass bis haut nach ëmmer de Fall, an dat och no de villen Upassungen um Niveau vun der OECD an den EU-Direktive wéi zum Beispill der ATAD.

Steierlech Virdeeler fir Firms sollte virun allem de PMEen an de Startuppen zeguttkommen, an net Firmen, déi virun 30 Joer eng Kéier e Startup waren, wéi se nach e puer Bicher online verkaaft hunn an hautdesdaags grouss Steierrabatte vun der Regierung kréien.

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, et gesäit een: Eise Steiersystem fonctionéiert gutt mat eiser Wirtschaft, mee net optimal fir eis Gesellschaft. Dofir plädéiere mir Piraten fir einfach a kohärent Reegelen, déi op all Akomes d'nämmelech applizéiert ginn. Mir brauchen e vereinfacht Steiergesetz ouni Honnerte vun Ausnamen. Ob Salairen, Dividenden, Loyeren oder soss Revenuen: All Akomes soll zum Schluss vum Joer an een Dëppe gehäit ginn an dorobber sollte mer dann en entspreche Steiersaz bezuelen. Dat verlaangt natierlech eng komplett Upassung vun de Barëmen – d'äers si mer eis bewosst.

Mir sinn dobäi nach wie vor derfir, datt d'Steierklassen ofgeschaaft ginn an eng eenzeg Steuerklass agefouert gëtt, an där jidderee gläich behandelt gëtt. De Staat soll hei fiskalesch neutral virgoen an d'Leit net incitéieren, ee Liewensmodell iwwert deenen aneren auszewielen.

Mir wëssen elo dank den Zuele vun der Steierverwaltung, datt d'Steierklass 2 fir jiddereen 1,9 Milliarden Euro d'Joer géif kaschten. Jo, dat si vill Suen an et verlaangt vill politesche Courage, fir heirun ze schaffen. Mee fir eis Piraten muss dat mëttelfristeg d'Zil sinn, fir Lëtzebuerg endlech mat enger moderner Akommessteuer auszustatten, déi de Realitéite vum 21. Joerhonnert gerecht gëtt.

Dee Montant vun 1,9 Milliarden ass och net a Stee gemesselt. Wann een d'Steiertabell upasst, de

Spätzesteiersaz no uewe verréckelt an all d'Akomenszorte gläich besteiert, ännert sech déi Rechnung ëm e Villfaches. Et war jo u sech eng Rechnung à choses égales.

Jo, mir Piraten ënnerstëtzen eng Erhéijung vum Spätzesteiersaz vum aktuell 42 % bis erop bis op 49 %. Dës Erhéijung sollt an eisen Aen iwwert d'Afféierung vu weideren Tranchen ab engem Joresakommes vum 200.000 Euro geschéien. Dat kéint, de Berechnunge vun der Steierverwaltung no, bis zu 500 Milliounen Euro zousätzlech an d'Keese spullen.

Dat fanne mer ugesichts vun de virdu genannten Ongläichheeten hei am Land nëmme gerecht. Wien an engem Joer méi wéi 200.000 Euro mat all sengen Aktivitéite verdéngt, ma deem deet esou eng Steiererhéijung sécherlech manner wéi wéi enger Persoun, déi mam Mindestloun hei am Land muss iwwert d'Ronne kommen an haut an der Moyenne 8,2 % Steiere muss bezuelen. A se géif jo och nëmmen d'Akomes iwwer 200.000 Euro betreffen; also déi Tranchen driwwer.

Natierlech hale mir Piraten och weider dru fest, datt verschidde Liewenskäschten d'Base imposable kéinten erofsetzen. Mir sollten eis bei de Méiglechkeeten, fir d'Base imposable erofzesetzen, virun allem um Wuerekuerf vun engem Duerchschnëttschaushalt orientéieren an déi Liewenskäschten abréngen, déi d'Leit finanziell reell belastschen. Do falen natierlech d'Kanner drënner an all déi Käschten, déi mat hirem Wuelbefanne verbonne sinn.

Beispiller hefir fënnt ee genuch, ob et elo Schoulmaterial ass, wat d'Kanner brauchen, fir uerdentlech doheim kënnen ze schaffen, oder d'Käschte vun enger Betreungsstruktur, wou d'Plaffongen och missten ugepasst ginn.

D'Ofschafe vun de Steierklassen ass, wéi gesot, dat mëttelfristeg Zil. Mee et gétt och haut scho Moosnamen, déi bannent kierzester Zäit kéinte vun der Chamber decidéiert ginn. Dës gezielt Moosname mussen virun allem de Vulnerabelen an eiser Gesellschaft zeguttkommen, well eng Gesellschaft ass nëmmen esou staark wéi dat schwächste Glidd. Déi Elengerzéierend falen hei kloer drënner mat engem Taux de pauvreté vu 40 %.

Mir hate scho bei der Budgetsdebatt gefuerdert an enger Motioun, datt de Steierkredit fir d'Monoparentallen endlech muss reforméiert ginn a ganz kloer erhéicht muss ginn.

E weidert Beispill vun ineffikasse Moosname fir Leit, déi Hëllef brauchen, ass am Moment nach d'Allocation de vie chère. 2018 hätten 108.000 Stéit se zegutt gehat. Et hunn awer schlussendlech nëmmen 19.500 Stéit d'Aide wierklech ugefrot. 138 Milliounen Euro huet de Lëtzebuurger Staat sech eleng duerch d'Onwëssenheet vun de Leit erspuert – oder duerch opak Prozeduren.

Mir mussen ophalen, de Leit, déi fir esou Moosnamen a Fro kommen, duerch Bürokratie de Wee ze verspären a sollten esou schnell wéi méiglech op automatiséiert Léisunge kommen, esou wéi dat beim Kannergeld oder bei den anere Steierkreditter haut schon de Fall ass.

**Une voix** | Très bien!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mëttelfristeg och ëmsetzbar ass d'Ofschafe vun der Witwesteier, also, wou Persounen, déi hire Partner verluer hunn, no dräi Joer aus der Steierklass 2 gehéit ginn. Hei rechent d'Steierverwaltung iwwerengs e Montant vun 350 Milliounen Euro vir fir d'Ofschafe vun der Steierklass 1a. Dee selwechte Käschtepunkt – plus/minus 300 Milliounen – géif entstoen, wa mer géifen de Mindestloun steierfräi

maachen, wat eng vun eise Kärfuerderungen ass an déi mer och nach ëmmer hei verrieden.

Déi Sue kéint een iwwert d'Erhéijung vum Spätzesteiersaz erakriegen. Dës Moosnam wier wirtschaftlech och interessant, fir an der Groussregioun attraktiv ze bleiwe fir d'Salariéen.

*(Interruption)*

Déi positiv Externalitéiten a Form vun zousätzleche Steierrecetté géifen d'Käschte vun der Moosnam nach eng Kéier offiederden.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen esou lues zum Schluss. Ech hat a menger Riedezäit leider net vill Zäit, fir nach am Detail op d'Froe vu Klima a Logement anzegoen, déi eis awer och immens um Häerz leien. Zweek Wierder awer dozou.

An der Klimapolitik sti mer weiderhin zu eiser Iddi vum Klimabonus, mat deem de verantwortleche Konsum soll fiskalesch belount ginn.

Am Logement kann ee fiskalesch mat enger Grundsteuer op Bauterrain schon e bëssen eppes beweegen. Dofir hu mer och eng Proposition de loi an deem Sënn deposéiert. Well wann ee kuckt, wéi vill Groussgrondbesëtzer et hei am Land gétt, da gesäit ee jo, datt een do net immens vill Leit géif treffen.

Des Weidere sollten d'Käschte vu Loyereren a Prëten op den Haaptwunnsätz méi an den Depensé berücksichtegt ginn, fir der finanzieller Realitéit vun de Leit Rechnung ze droen. Geneesou muss een d'Fräibeträg nach eemol upassen. Mir hu vum Enregistrement virdu geschwat – et muss ee vun der TVA op der éischer Constructioun schwätzen. Déi sinn net méi un d'Realiteit ugepasst! Et kann net sinn, datt mer um Logement 8 %, 10 %, 15 %, 16 % Croissance hunn alljoers an datt déi nammlecht Barëmen nach ëmmer gëllen. Dat geet iergendwou net op, well dat ass eng ... U sech: Indirekt huele mer de Leit domadder Geld aus der Täschen.

D'Zil vun der Steierreform muss et sinn, datt d'wirtschaftlech Leeschtung vu Lëtzebuerg méi Leit zeguttkënn an datt méi Leit aus der Mëttelschicht besser um gesellschaftleche Liewen deelhuele kënnen.

Kuerzfristeg hu mer Méiglechkeeten, well d'Sue sinn elo schonns do. Wa mer déi kuerzfristeg Moosnamen nach an dëser Legislatur géifen ëmsetzen, da géife mer scho vill bewierken – an d'Leit waarden dorobber: steierfräie Mindestloun, Erhéijung vum Spätzesteiersaz, Hëllefmechanismen entbürokratiséieren, d'Steierklass 1a méi favorabel maachen an de Logement méi an den Depensé berücksichtegen. Et géif 650 Milliounen Euro kaschten a 638 Milliounen erabrénge. Ergo hätte mer e Méikäschtepunkt vun 12 Milliounen Euro d'Joer. Dat muss et eis Wäert sinn! Dat muss mer kënnen am Staatsbudget erfannen.

An deenen nächste fënnef Joer brauch et dann eng déifgräifend Reform, an där mer ewechkomme vun eisen almouesche Gesetzer, déi Singelen an Elengerzéiender vis-à-vis vu Koppelen bevirdelegen; Gesetzer, déi nach quasi vun der Kierch matgeschriwwen goufen ...

*(Interruption)*

... a komplett vergiessen, wéi d'Realiteit haut um Terrain ass. Alternativ, falls d'Regierung dat net wëllt maachen, verweisen ech op eis Partnervermittlungsgesellschaft, déi mer op piraten.lu eropgesat hunn, nämlech: „Däi Partner fir d'Steierklass 2“!

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Gilles Baum** (DP) | Här President, wannechgelift!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Jo, Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Här President, erlaabt mer, vläicht eng Prezisioun ze froen. Ech sinn awer elo ... An d'Kolleegen hei, déi niewent mer sëtzen, hu mech och elo grouss gekuckt. Den Här Clement huet gesot, d'virtuell Eropsetze vum Spätzesteiersaz vun 42 % op 49 %, wär an der Finanzkommissioun gesot ginn, dat géif dem Staat 500 Milliounen abréngen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Nee!

**M. Gilles Baum** (DP) | Dat hutt Dir elo gesot. Ech maachen et fäerdeg.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, jo. Stellt emol Är Fro fäerdeg.

**M. Gilles Baum** (DP) | Ech maachen et fäerdeg an da loossen ech Iech reagéieren. Also, ech hunn dat elo esou verstanen. D'Kolleegen hei op där Säit och. Ech wollt Iech froen, Dir waart jo och do ... Dat war, wéi mer eng ganz Rei Zuelesimulatiounen kritt hunn: „Wat wier, wann ...?“

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo.

**M. Gilles Baum** (DP) | Ech mengen, mech ze erënnere, dass do gesot ginn ass, d'Eropsetze vun engem Prozent allkéiers géif 15 Milliounen méi an d'Staatskeess bréngen. Ergo wäere mer dann hei, wa mer vun 42 op 49 eropginn, bei 110 Milliounen, an net bei 500.

Mee ech hunn dat vun de 500 Milliounen, déi méi sollen erakommen duerch d'Eropsetze vum Spätzesteiersaz, elo vläicht falsch verstanen. Ech wollt Iech dat just soen.

An dann hutt Der zwou Mesuren ernimmt, an zwar: déi 350 Milliounen, wou mer schwätze vun der Steierklass 1a; déi 300 Milliounen vum Mindestloun. An Dir hutt dat am Fong probéiert ze soen: „Majo, wa mer de Spätzesteiersaz eropsetzen op déi 500 Milliounen, da kënnen mer déi do zwou Mesur bal maachen. Dat géif sech jo da bal ophiewen.“ Ech wëll just gären eng Kéier, dass Der mer an Ärer Ried wannechgelift preziséiert, wat et mat deene 500 Milliounen op sech huet, vun deenen Der geschwat hutt, am Kader vum Eropsetze vum Spätzesteiersaz.

An déi zweet ... Här Clement, ech hu bei Iech gemierkt an Ärer Ried, dass d'Zäit Iech fortgelaf ass. Dofir sidd Der zum Schluss gerannt. Dir hutt eng Rechnung gemaach elo zum Schluss vu 650 Milliounen, 638 Milliounen. Dat war mer ze séier gaangen. Wann Der vläicht esou fein wäert, iergendwéi mer dat eng Kéier op Pabeier zoukommen ze loossen, dat géif mech awer nawell och ganz ferm interesséieren.

Ech soen Iech Merci, Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech kann Iech gären ... Déi 500 Milliounen kommen tatsächlech aus engem Dokument vun der Steierverwaltung, wat se eis zoukomme gelooss hunn, wou ënnert dem Tablo vun der Simulatioun 500 Milliounen stoung.

Ech hu mech do net op déi eenzel Prozenter bezunn. Do goufe verschidde Montanten och genannt. Ech kann Iech soen, datt d'Steierverwaltung eis an enger Simulatioun eng Méirecette vu 500 Milliounen – potenzielle 500 Milliounen – simuléiert huet, a mir dat Dokument och an der Kommissioun kruten.

Ech si mer net sécher, ob dat am Rapport erwäant gouf, mee ech kann Iech awer dat Dokument gären nach eng Kéier per Mail schécken. Well dee Montant gouf an engem Dokument vun der Steierverwaltung genannt, soss hätt ech en net zitéiert. Ech hunn net d'Gewonnecht, fir mer hei Zuelen aus de Fangeren ze suckelen. Ech schécken Iech och gären eng Kéier den Tablo zesumme mat deene 638 Milliounen.



**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Den Här Kersch freet eng Prezisioun dozou.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Merci, Här Clement. Fir d'éischt emol wollt ech Iech invitéieren, zesumme mat mir op de Kongress vun der Sozialistescher International ze fueren, ...

*(Hilarité)*

... well mir si jo praktesch hei deckensgläich an eise Virstellungen.

Mee elo zur der Diskussioun, déi den Här Baum elo ugestiwwelt huet. Ech mengen, de Mëssel verstanen ze hunn. Esou wéi ech et verstanen hunn an der Finanzkommissioun, war et esou: Wann ee bei gläichbleiwenden Tranchen, déi mer elo uewen an der Spëtzesäit hunn ..., dass dat da géif pro Prozentsaz 15 Milliounen ausmaachen. Dat ass dat, wat den Här Baum verstanen huet.

A wann een natierlech dat géif aneschtens maachen an déi Tranchen uewen aneschtens gestalten, da kann et natierlech méiglech sinn, dass vill méi Méieinnahme géifen erakommen, wéi wann een dat net géif maachen. Ech mengen, dat ass den Ënnerschied an der Interpretatioun.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Also nach eng Kéier. Ech mengen, just fir dat ze confirméieren. Ech weess net, wou den nächste Kongress ass, da fuere mer zesumme dohinner.

*(Hilarité)*

Et gétt sécher witzeg.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Sou déi ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech soe just: Déi 500 Milliounen stinn an engem Dokument. Dat heescht, mir kënnen déi noliesen.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Ech géif Iech proposéieren, déi Reespläng dann herno ze klären. En attendant géif ech dem Här Mosar d'Wuert ginn.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Finanzministesch, wann een zum Schluss schwätzt, ass scho villes gesot, wat ech dann och net brauch ze widderhuelen.

Ech wollt awer och meng kuerz Interventioun ufänke mat engem grouse Merci un eis zwee Corapporteren, déi eigentlech zwee ganz pedagogesch gutt, souwuel schrëftlech wéi mëndlech, Rapporten gemaach hunn an déi haaptsächlech eng exzellent Aféierung an déi verschidde Sujete gemaach hunn. Dofir gebüürt hinnen e ganz grouse Merci, deen ech och nach eng Kéier hei wéilt widderhuelen.

Da muss ech soen: Ech fannen eigentlech, datt déi Debatt vun de Mëtten eng vun deene gudden Debatten hei an der Chamber war. Éischtens fannen ech, datt déi ganz roueg gefouert ginn ass, och déi verschidde Fraktiounen ganz vill konkreet Propositionen gemaach hunn. Et muss een net ëmmer mat all deene Propositionen averstane sinn, mee ech hunn eigentlech fonnt: Et huet sech kloeer gewisen, wat an deene verschidde Parteien och d'Prioritéiten sinn a wéi si sech och iwwer de Waltermin vun der nächste Joer kéinten eng zukünfteg Steierlandschaft virstellen – an, ech mengen, och elo de Bierger, dee sech dat dann hoffentlech de Mëtteg ugekuckt huet. Quitte datt ech do e bësse skeptesch sinn.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Mir sinn net eens, well ...

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Dir hutt eng staark Konkurrenz, Här Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Dat ass ganz richtig, Här Di Bartolomeo. Dofir ass et eigentlech schued, well ech fannen, wéi gesot, datt dat heiten eigentlech eng vun deene ganz gudden Debatte vun dësem Haus war.

Ech kann awer och elo soe fir d'CSV, an dat ass schonn eng kuerz Konklusioun, déi ech elo zéien, op déi ech awer och nach herno zum Schluss eng Kéier aginn: Ech fannen och, mat deene ganz villen exzellente Propositionen, déi mäi Kolleeg Gilles Roth de Moien hei presentéiert huet, datt mir eigentlech ganz kloer eis hei positionéieren als Vollekspartei vun der Mëtt. An dat ass eppes, wat eis och extreem wichteg ass!

Ech hunn et gesot: Fir eis si weeder Politik nach Wirtschaft eigentlech e Selbstzweck. A fir eis als CSV huet souwuel d'Politik wéi awer och d'Wirtschaft um Enn vum Dag deem eenzelne Mënsch, awer och dem Allgemengwuel ze déngen. Dat huet och fir eis ganz kloer Konsequenze fir eis Wirtschafts- a Sozialpolitik an domadder och fir d'Steierpolitik, och a grad fir d'Betriber mat deenen ech mech elo an deenen nächste Minutte wäert méi intensiv beschäftegen.

Well an enger sozialer nohalteger Maartwirtschaft, fir déi mir als CSV stinn a fir déi mir antrieden, huet e Betrib och eng Verantwortung fir dat Allgemengwuel, awer och fir seng Mataarbechter. An engem wirtschaftlech-eetheschen Usaz vun der nohalteger Maartwirtschaft soll och eng Wirtschaft nohalteg a sozial ausgeglach sinn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Esou wéi d'Mataarbechter en Urecht op e gerechte Loun hunn, huet awer och eng Entreprise en Urecht op e gerechten an domadder och e korrekten Benefiss, an domadder och op korrekt Steieren, déi – an dat ass eng pragmatesch Contrainte – bei de Betriber derbäikënn, awer och mussen, an ech wäert herno méi laang op dee Punkt agoen, kompetitiv am internationale Verglach sinn. Well eis Entreprisë mussen haut op engem Maart bestoen, deen net just hei aus dësem Land oder aus der Groussregioun besteet, mee deen an Europa a souguer an der ganzer globaliséierter Welt stattfënt, soudatt dat konkurrenzéielfeld fir d'Betriber ëmmer méi schwéier gëtt.

Mir brauchen dofir staark Betriber – staark Betriber, déi kompetitiv sinn, déi eis Wirtschaft no bausse gutt vertrieeden an déi Benefisser maachen. Well wa se Benefisser maachen – an dat gétt ganz oft vergiess –, da bezuele se Steieren! A wat d'Benefisser méi héich sinn, wat se méi Steiere bezuelen, soudatt eigentlech d'Betriber, deenen et gutt geet, léif Kolleeginnen a Kolleegen – an dat ass eppes, wat ech heiansdo an der Debatt vermessen –, déi si finalement gutt fir eis éffentlech Finanzen, well déi bezuele ganz vill Steieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen also eng Steierpolitik, déi fir gesond Betriber, awer och fir gesond Betribsfinanze suergt, an och – an ech hunn et virdu gesot – fir korrekt Profitter, well just da kënnen och anstänneg Salairé bezuelt gi vun de Mataarbechter an et kënnen – an ech hunn et virdu gesot – och anstänneg Steiere bezuelt ginn.

Och nëmme wa mer kompetitiv an attraktiv Entrepreneuren hunn, sinn eis Aarbechtsplaz mëttele a laangfristeg ofgeséichert. A mir hunn dat besonnesch elo an de leschte Méint gesinn. Mir hunn eis alleguerten ëmmer hei belueft, wéi resilient eis Bankeplaz eis alleguerten duerch déi Covidkris gefouert huet. Abee,

dat ass, well mer eng gesond, attraktiv a kompetitiv Bankeplaz hunn, déi och nach ganz vill Aarbechtsplazen am Moment huet. An ech hoffen, datt se déi och an den nächste Jore wäert behalen.

Wa mir also haut e Steierpak als CSV virstellen, da sinn dat – an de Kolleeg Gilles Roth huet dat gemaach – natierlech fir d'éischt Mesuré fir Privatpersounen, awer och fir Betriber. A mir wëllen déi Mesuren och zesumme gesinn. Dat ass fir eis e Ganzt. Dat ass also net eppes, wat ee ka getrennt kucken. Nee, si sinn a sech déi zwou Säite vun enger nohalteger sozialer Maartwirtschaft am Interessi vun alle Mënschen dobaussen. Well fir d'Leit ass d'Wirtschaft do an d'Politik nach méi.

Här President, ech kommen dann elo zu deenen eenzelne Mesuren, déi mir och um Niveau vun der Besteuerung a vum Kader vun der Besteuerung vun den Entrepreneuren de Mëtten hei wollte maachen. Ier ech awer dozou kommen, erlaabt mer trotzdeem, e kuerze Bléck op d'Situatioun dobaussen ze geheien. Well Dir wësst, am Moment ass eng Situatioun, déi ass natierlech fir eis alleguer, awer och fir d'Betriber, extrèmement schwierig.

Mir kommen ... a mir sinn nach net ganz eraus aus enger Covidkris. Mir hunn en Ukrainkrich mat Energiepräisser, déi explodéieren. Mir hu Problemer a Schwiegrakeeten um Niveau vun de Liwwerketten. Mir hunn eng Transition écologique. An – ech wäert herno nach kuerz drop zrëckkommen – mir hunn och eng extreem grouse Erausforderung, wat d'Main d'oeuvre an deem Land hei betrëfft.

A virdrun ass ëmmer erëm vun Talenter geschwat ginn. Ech muss Iech soen, ech hunn e bëssen e Problem mat deem Wuert „Talenter“. Well mir brauche ganz vill Leit. Mir brauchen net nëmmen där „highly qualified“ Leit, mir brauchen och Leit, déi nach bereet sinn, haut a muer um Bau ze schaffen. Mir brauchen och nach Leit, déi am Horeca-Secteur aktiv sinn. Natierlech brauche mer och Leit, déi Toppjobben am Finanzsektor besetzen, mee, ech mengen, mir brauchen iwwerhaapt vill méi Leit, déi erëm bereet sinn, hei an d'Land schaffen ze kommen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Wann ech awer elo e bëssen d'Situatioun dobausse kucken, an do muss ech awer wierklech soen, dann hunn ech heiansdo e bëssen e Problem, wann ech eenzel Aussoe vu Kolleegen hei héieren, wat déi international Situatioun vun der Kompetitivitéit betrëfft. Do hunn ech wierklech d'Gefill, datt do eenzel Leit awer realitéitsfrem sinn.

Mir sinn am Moment an enger Situatioun, wann ech elo nëmmen déi dräi Haaptsteiere kucken – an de Gilles Roth an den Änder Bauler hunn déi jo de Moie gutt hei geschildert –: Mir hunn eng Betribsbesteuerung; dat ass a sech d'Kierperschaftssteuer plus d'Gewerbsteuer vun de Gemengen. Do si mir am Moment op iwwer 25 %. Do si mer am hënneschte Mëttelfeld vun der Europäescher Unioun. A wann ech kucken, Här Kersch ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Här Mosar, Är Zuele sinn net richtig.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, Här Kersch, da kuckt Der dat no. Mir kënnen elo driwwer streiden, ob op der 16. oder der 17. Plaz, mir sinn op jidde Fall net am éischten Deel vun der Betribsbesteuerung. A wann ech e bësselchen esou liesen, wat an anere Länner proposéiert gëtt, do geet et quasiment iwwerall a Richtung vun enger Baisse vun der Betribsbesteuerung.

Dann hu mer eng Taxe d'abonnement. Dat ass eng Tax, déi mir quasiment just ganz eleng hei an dësem Land hunn. Dat wëll ech och emol eng Kéier soen. A

vir dru sot den Här Clement eppes, wat faktesch falsch ass. En huet sech hei e bësselchen opgereegt an eebe gesot: „Et ass dach schlëmm, datt d'Fonge just 0,1 % bezuelen.“ Abee, op der ganzer Welt bezuele Fonge keng Steieren! Op der ganzer Welt bezuele Fonge keng Steieren an duerfir ass dat eng gelungen Approche fir ze soen: „Zu Lëtzebuerg hutt Der eng Taxe d'abonnement.“ Mir si frou, datt mer déi hunn a mir sinn déi Lescht, déi déi Taxe d'abonnement wëllen erofsetzen oder ofschafen. Ech wollt dat awer just, fir d'Realitéit duerstellen, och nach eng Kéier betounen.

Dann hu mer eng Verméigenssteuer fir Betriber. De Gilles Roth huet de Moie ganz vill driwwer geschwat. Ech wëll net nach eng Kéier an déi Direktioun goen. Och déi Verméigenssteuer fir Betriber gëtt et just nach a fënnf Länner am Moment an der Europäescher Unioun. Och dat muss ee wëssen. An déi fënnf Länner, notamment Frankräich, sinn amgaangen, driwwer nozedenken, ob se se net wëllen ofschafen oder zumindest erofsetzen.

Ech wëll Iech awer direkt soen, datt mir als CSV keng Baisse vun der Gewerbesteuer respektiv vun der Kierperschaftssteuer fir Betriber froen. Mir froen och keng Baisse vun enger Taxe d'abonnement a mir froen och keng Baisse vun der Verméigenssteuer, well mer klipp a kloer soen: Am Moment erlaabt d'Situatioun vun eisen öffentleche Finanzen dat net!

**Une voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | A mir sinn eng verantwortungsbewusst Partei, déi net einfach elo seet: Elo gi mer och nach dohinner an elo gi mer och nach d'Steiere fir d'Betriber erofsetzen. Dat maache mir net!

Mir soen awer gradesou kloer, Madamm Finanzministesch: Mir mussen d'Situatioun am A behalen. Mir mussen kucken, wéi déi aner Länner och an der Steierpolitik virginn, a mir mussen eis trotzdeem d'Recht virbehalen, wann et dann noutwendeg ass, eventuell do nozebesseren. An ech soen och nach direkt: Mir sinn als CSV wierklech net der Meenung, datt mer misste méiglechst niddreg Steiere fir Betriber an Europa hunn. Dat ass net eis Meenung.

Mir soen awer och gradesou kloer: Et kann net sinn, datt d'Steieren hei zu Lëtzebuerg méi héich si wéi an eise noen Ausland an an deene Länner, mat deene mir an direkter Konkurrenz stinn! An duerfir mussen mir dat dote ganz genee am A behalen.

An dann e Punkt – an dat ass deen, deen eis vläicht am meeschte Kappzerbrieches mécht, ech hunn et vir dru gesot –, dat ass dee vun den Talenter, vun der Main d'oeuvre. Ech soen Iech, datt dat eng richtig Katastroph ass, an ech mengen, e puer Kolleegen hunn dat jo och de Moie gesot. Et gëtt och ëmmer dervu geschwat, datt et ganz schwéier ass, Leit an eist Land ze zéien. Ech soen Iech: A mengem Bekanntekrees – an hei setzen och eenzel Kolleegen, déi Kanner hunn – sinn der ëmmer méi, déi net méi hei zu Lëtzebuerg bleiwen, Kanner, déi hei studéiert hunn, Kanner, déi exzellent Diplomer a Kompetenzen hunn, well se soen: „Lëtzebuerg ass net méi attraktiv.“ Dat ass awer einfach eng Realitéit!

Mir kënnen natierlech elo soen, déi géif et net ginn. Mee déi gëtt et! An ech muss Iech soen, dat mécht mir a sech méi Suergen, wéi datt mir net méi Leit vu baussen erakréien, wann eis eege jonk, talentéiert Leit ..., well mir hunn och talentéiert Leit, och ganz vill talentéiert Leit iwwregens aus der Immigration, déi hei an deem Land sinn. Wann déi talentéiert Leit net méi hei wëlle bleiwen an an aner Länner ginn, dann hu mer e Problem, an dorunner mussen mer schaffen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu deene ganz konkrete Propositionen, déi mir als CSV wëlle maachen. An ech fänken do u mat engem Punkt, wou ech e bëssen erstaunt sinn, well en eigentlech néierens oder vu kengem anere Kolleeg hei virgestallt ginn ass. Dat ass a sech d'Modernisatioun vun eise Steiersystem. Dat ass en extreem wichtege Punkt. Mir hunn am Moment e Steiersystem, deen éischtens iwwerhaupt net digitaliséiert ass an och nach e bësselche fonctionéiert – erlaabt mer dat trotzdeem ze soen – wéi am leschte Joerhonnert. An ech mengen, datt do nach ganz vill ze maachen ass.

Dat, wat mir froen, dat ass, datt mer en digitalen Dossier kréien an der Steierverwaltung. Dat ass eppes, wat et schonn a ganz villen auslännesche Steierverwaltungen gëtt. Wat heescht dat, en digitale Steierdossier? Dat heescht en Dossier, wou een à tout moment ka konsultéieren, wéi d'Situatioun vun der Entreprise ass, wat vu Steieren nach ufalen, wat eventuell vu Steieren nach zrëckzekréien ass. Dat ass eppes, wat et am Moment schonn iwwerall a ville Steierverwaltungen gëtt, wat och den Entreprisé ganz besonnesch géif hir Aarbecht erliichteren.

Mir froen och, datt den Zënsfouss, deen eis vill ze vill héich schéngt, den Taux d'intérêt légal, de Kolleeg Gilles Roth huet dat schonn e puermol gefrot, endlech och erofgesat gëtt vu 7,2 op d'Hallschent. Mir fannen, datt dat nach largement duergeet, zumindest an den aktuellen Zäiten.

An da froe mir och, datt mer eigentlech erëm méi a Richtung gi vu Kompensatioun vun deem, wat een als Steiere muss bezuelen, an deem, wat een als Steieren zrëckkritt. Dat ass och e Mechanismus, deen ass iwwregens och elo an engem Arrêt vun der Cour administrative confirméiert ginn, datt d'Steierverwaltung vill méi muss a Richtung vu Kompensatioun goen. Dat ass eng modern Steierverwaltung, déi fonctionéiert esou.

An da last but not least, wat d'Steierverwaltung betrëfft, si mir och der Meenung, datt mer hei mussen eng Égalité des armes kréien zwëschent dem Steuerzueler, der Entreprise an der Administratioun. Am Moment ass et esou: Dir hutt just drai Méint, wou Der kënnt eng Reklamatioun maachen. Wann Der déi net gemaach hutt, da sidd Der hors délai.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

D'Steierverwaltung huet awer keen Delai, an deem se muss op déi dote Reklamatioun äntweren. An do wiere mir also frou, wann een do géif op e Wee goen, deen och déi Steierverwaltung an d'Aart, wéi se schafft, vill méi modern géif maachen.

Dann en zweete ganz wichtege Punkt fir eis, an dat ass och een, deen haut nach net proposéiert ginn ass. Och eng Moderniséierung vun eise Steiersystem an deem Sënn, datt d'Pertin, déi Gesellschafte maachen, déi am Moment ëmmer nëmmen an der Zukunft ofgesat kënnen ginn, och an der Vergaangenheet kënnen ofgesat ginn. Dat ass e System, dee schonn a ganz villen Nopeschlänner fonctionéiert, notamment am UK, och an Däitschland fonctionéiert dat. An ech wëll och drop hiweisen, datt dat a sech eng Recommendation vun der Europäescher Kommissioun ass, fir op deen dote System ze goen. Dat erlaabt nämlech den Entreprisé besonnesch a méi schwierigen Zäiten, iwwer méi Liquiditéiten ze verfüegen.

Eng nächst Proposition, déi mir wëlle maachen an déi fir eis extrèmement wichtege ass, huet mat den Talenter ze dinn. Ech hunn et vir dru gesot. Mir hunn am Moment e System vun enger Primm. Dee System

ass net schlecht. Mir hätten allerdéngs gär éischer e System, dee wierklech fokusséiert ass op jonk Leit, déi maximal 40 Joer hunn, jonk Leit, déi natierlech just an de Genoss vun esou enger Primm kéinte kommen an deenen éischer fënnf Joer, wou se dann hei am Land géife schaffen. Dat zielt souwuel fir Lëtzebuurger wéi fir Netlëtzebuurger. Och dat, mengen ech, ass eng Proposition, déi sécherlech kéint Weesentlech verbesseren. Dat ass also och fir eis eng absolutt Prioritéit.

**Une voix** | Wéi laang?

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Fënnf Joer. Déi éischt fënnf Joer kënnen se dovunner profitéieren. 40 Joer plus während fënnf Joer.

Dann eng ganz wichtege Measure, do si mir och net déi Eenzeg, déi déi hei scho proposéiert hunn. Dat ass fir déi Entreprises, déi wierklech an nohalteg Technologien, och an Digitalisatioun investéieren, datt déi zousätzlech Ureizer kréien.

Wann ech elo e bësselchen esou héieren, wéi d'Entreprises awer geplot si mat där Transition écologique, wat de Käschtepunkt vun där Transition écologique ass, mengen ech, datt mer do wierklech méi Moyene mussen an d'Hand huelen, an dat solle mer wierklech och maachen iwwer d'Steierpolitik. Dat kënnen mer net nëmme maachen iwwer Subventionen, mee dat muss, wéi gesot, och iwwer d'Steierpolitik geschéien.

### 3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar

#### Exposé

Dann, an dat ass da scho mäi leschte Punkt, an dat ass eigentlech deen, wou de Kolleeg Gilles Roth an ech och ganz frou sinn, datt mer kënnen de Mëtten endlech eis Proposition de loi deposéieren. Hei geet et – an ech hat Iech et jo schonn ugekënnegt – ëm déi sougenannte „Loi Rau reloaded“. Ech géif dem President déi hei iwwerreechen.

*8047 – Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu aux fins de relancer l'investissement dans l'entrepreneuriat durable et numérique*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Mosar.

**M. Laurent Mosar** (CSV), auteur | Ëm wat geet et? Ech mengen, de Moien hat de Kolleeg Änder Bauler dat schonn ugeschnidden, och de François Benoy hat et gesot: Mir constatéieren am Moment, datt mer iwwer zwou Milliarden an zousätzlechen Ekonomien op de Banken hu säit der Covidkris. Déi Economie leien do. Déi ginn net utilizéiert, well d'Leit eigentlech néierens gesinn, wou se dat iergendwéi kënnen investéieren an iergendwéi en Incitatif hunn.

Wann ech kucken, wéi vill Incitativen – an dat ass jo vir drun och hei ugeklongen – een huet, wann een an Immobilien investéiert, a wéi wéineg een der huet, wann een an d'Économie réelle investéiert, well et ass d'Économie réelle, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi eis virubréngt, net den Immobilier, da muss ech soen, dann ass do wierklech en Decalage, deen net ze akzeptéieren ass!

An duerfir proposéiere mir eigentlech, op eng Success-story zrëckzekommen, d'Loi Rau, déi eeler Kolleeg kënnen sech nach an déi erënneren, datt mir soen: Et muss net nëmme fir d'Entreprises, mee och fir d'Mënschen, déi wëllen investéieren an déi e bëssen Ekonomien hunn ..., datt een déi muss steierlech ënnerstëtzen, wa se an Entreprises investéieren, déi nohalteg an an d'Digitalisatioun investéieren.

Hei geet et – an ech wëll elo net an den Detail goen, dat géif eis ze wäit féieren – a sech ëm d'ESG-Krittäre

plus Digitalisatioun. Mir proposéieren, datt do jiddweree ka bis zu 5.000 Euro par Contribuable ofsetzen, wann en an esou eng Entreprise investéiert. Ech mengen, do maache mer e wichtige Schrëtt Richtung nohalteg Politik. Mir ënnerstëtzen d'Enterprises, mee mir ënnerstëtzen haaptsächlech d'Bierger, déi emol endlech och nach eng aner Méiglechkeet hunn ze investéieren, déi hinnen e gewëssene Retour gëtt, wéi dat bis elo de Fall ass.

#### 4. Débat d'orientation au sujet de la modernisation et des défis de notre système fiscal (suite)

##### Débat (suite)

Här President, ech kommen domadder och schonn zum Schluss. Mir hunn also hei souwuel de Moie wéi de Mëtten am Ganzen – hu mer mol gezielt – eng zéng Propositionen, „plus eent“ hu mer dat genannt, dat ass och nach d'Proposition de loi, déi mer souwuel um Terrain vun der individueller Besteuerung wéi och vun der Besteuerung vun de Betriber gemaach hunn.

Et kann ee sécherlech soen: „Déi zéng Propositione sinn net perfekt.“ Ech fannen awer, datt dat e ganz seriösen Denkestouss ass an datt wierklech déi eng oder aner Proposition, déi mer gemaach hunn, och derwärt ass, datt se vun der Regierung a vun der Majoritéit géif ganz seriö consideréiert ginn.

Ech hat am Ufank gesot: D'Wirtschaft ass kee Selbstzweck, mee muss ëmmer de Mënschen déngen. Mee fir dat kënnen ze maachen, brauche mir, wéi gesot, eng zolidd Wirtschaft mat staarke Betriber, mat staarke Patronen, awer och mat staarke Mataarbechter. Dofir brauche mer e steierlecht Ëmfeld, dat souwuel fir d'Patrone wéi awer och fir déi Dausende vu Mataarbechter stëmmt.

Fir déi zwee gëllt, an de Gilles Roth huet et de Moie gesot: D'Schaffe muss sech lounen – Steierentlaaschtung elo! Ech hunn et gesot, mir plädéieren hei net fir iergendwellech Baissé vu Steieren, wat Entreprisé betrëfft. Mir wëllen och hei keng Kaddoen iergendwelleche Patronen vun Entreprisé maachen. Mee mir hätte gär Enterprises, déi esou opgestallt sinn, datt se hir wichteg Responsabilitéit fir d'Allgemengwiesenen kënnen huelen. Dëst ze maachen, ass grad elo d'Verantwortung vun der Politik an et ass och wichtig, datt mer dat maachen, well et ass déi Politik, déi och d'Mënschen dobaussen zesammenhält.

Ech hunn et virdu gesot: Mir sinn als CSV d'Vollecksparthei vun der Mëtt. Schaffe muss sech loune fir d'Mënschen, mee awer och fir d'Betriber. Nëmme esou bréngt mir et fäerdeg, weider eng kompetitiv Wirtschaft ze hunn!

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Mosar. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Wa mer am Tour de France wäeren, da géif gesot ginn: „Hei, elo kënn d'Voiture-balai nach laanscht.“ Et ass mer awer wichtig, hei e puer Saachen, déi gesot gi sinn, awer och an dat richteg Liicht ze réckelen. An ech rejoinéieren absolutt den honorablen Här Laurent Mosar, wann e seet, dass mer net nëmmen en Niveau haten an deem Debat hei, dee ganz héich war, mee et ass och immens fair erofgaangen, an ech mengen, dat ass och ganz wichtig.

Eng Rei Iddie sinn de Mëtten an de Moien hei vu jiddweringem op den Dësch geluecht ginn, eng Rei Iddien, déi mat Sécherheet d'Iddie vun der Demokratescher Partei rejoinéieren, awer och nach vläicht vun de Koalitionspartner. Ech nenne just d'Grundsteuer, d'Spekulationssteuer, Upassung beim Amortissement accéléré. An aner Iddien, dat waren eeben där, déi méi parteispezifesch waren. An ech mengen, et ass gutt, dass mer deen Exercice hei gemaach hunn. Et ass gutt, dass jiddweree sech hei konnt expriméieren.

Ech huelen do zum Beispill d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Do hu mer eng Berechnung, dass dat 600 Milliounen d'Joer wäeren. Déi Leit aus der Steierklass 1a an d'Steierklass 2 huelen, do wësse mer, dass dat och 350 Milliounen wäeren.

An dann hu mer eng Rei Mesuren, déi vun enger Rei Riedner genannt gi sinn, wou mer den Déchet fiscal net kennen. Ech huelen do zum Beispill de bëllegen Akt, dee kéint eropgesat gi vun 20.000 op 50.000 Euro; d'TVA Logement vu 50.000 op 100.000 Euro ass hei proposéiert ginn; d'Progressivitéit am Steiersaz; nei Steiertranchen, den Ufank bei 15.000 Euro amplaz bei 12.000; en neie Berechnungsmodus, wann ee Kanner huet; eng ganz Rei Mesuren.

An ech mengen, dat war effektiv flott hei, dass eng ganz Rei Iddien op den Dësch komm sinn. Et sinn eng Rei Iddien ... Dat war jo am Fong och d'Zil, mengen ech, vun dësem Debat, dass jiddweree sech sollt expriméieren, dass jiddweree sech sollt positionéieren. Dat war och gutt esou.

Do sinn Iddien, déi ee soll suivéieren, awer wat nach méi wichtig ass: Et sinn och Iddien, mengen ech, déi mer musse chiffréiere fir ze wëssen, wat all eenzel Mesure do bréngt, wat se kascht an haaptsächlech, mengen ech, wat dat am Steiersäckelche vum Staat bedeit.

Dësen Debat war richtig, och wa mer e klengen Air de précampagne électorale heibanne gespuert hunn, mee ech mengen, domat kann ech ganz gutt liewen, och dat war gutt.

Erlaabt mer ganz kuerz, de Kolleg André Bauler ze zitieren. En huet de Moien dat heite gesot: „Gleef mer, ech géif léiwere hei stoen an Iech soen: ‚Mir hu Sputt, fir déifgräifend Moosnamen ze huelen. Mir setzen d'Steieren [...] erof a mir entlaaschten [hei a mir entlaaschten do].‘ Mee ech denken, et ass méi wéi kloer [...], datt mir net bereet sinn, d'Nohaltegkeet vun eise Staatsfinanzen, an esou och eisen Triple-A, an enger Welt voller Onsicherheit, Risiken an negativen Iwwerraschungen“, an dat ass leider déi Welt, an där mer de Moment liewen, „liichtfankeg op d'Spill ze setzen. Wann hei zu Lëtzebuerg e manner grouse Kuch gebak géif ginn, da sténgen Aarbechtsplazen [...] um Spill. D'Wirtschaft géif an eng Kris gestierzt ginn an et géif ëmmer manner ze verdeele ginn. Dat géif d'Aarmut féerden an et géif déi Schwächst an der Gesellschaft batter treffen. An dat wëlle mer [net]!“

Jo, mir liewen an onsécheren Zäiten. De Statec huet de Wuesstum vun dësem Joer revidéiert vun 3,5 % op 1,5 %, wann ech richtig informéiert sinn. D'Wuert „Rezessioun“ héiert een an der Eurozon. Hoffentlech bleift dat eng Chimère an dat gëtt keng Realitéit. D'Ewechbrieche vu verschiddene Recetten, do wësse mer och nach net honnertprozenteg, a wat fir eng Richtung dass et geet. An duerfir plädéiere mir als Demokratesch Partei zu dësem Moment ganz kloer fir Wäitsicht a fir Virsicht.

Déi nächst Joren, déi nächst Méint wäerte mer eis müssen der Decken no strecken, ausser, ausser heibanne géif de Wonsch geäussert ginn, fir weider

Scholden ze maachen. Mee dat hunn ech de Mëtten vu kengem vun de Riedner héieren. Duerfir ginn ech dovun aus, dass mer dat Zil, dat mer ëmmer uginn hunn, nämlech ënnert den 30 % vum PIB mat der Verschuldung ze bleiwen, alleguerten zesumme wëllen anhalen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | De Spillraum – an ech mengen, dat weess och jiddweree heibannen – ass enk. A mir brauchen an den nächste Méint, an den nächste Jore Loft. Mir brauche finanziell Loft, fir kënnen op Krisen oder op Polykrisen ze reagieren. Et ass virdrun ugeklongen, dass déi Mesuren, déi mer geholl hunn am Kader vum Covid, eis 3,2 Milliarde kascht hunn. Déi éischt Tripartite-Ronn huet 0,9 Milliarde kascht a mir stinn zu 100 % do hannendrun.

Mais on n'est pas sorti de l'auberge! A wann ech Iech géif eppes aneres soen, da misst ech eppes soen, wat ech net ka virausgesinn, well ech mengen, keen heibanne weess, wou mer an dräi oder a sechs Méint stinn oder d'nächst Joer. Et ass vun enger vun de Sensibilité-politiquë gesot ginn, mir hätte bewosst keng grouss Steuerreform gemaach. Mir hätten dat bewosst verschlof.

Ech erënnere drun, dass mer hei eleng 4 Milliarden an de Grapp geholl hu fir Mesuren, déi absolutt néideg waren an där Kris. An ech wëll ënnersträichen, dass mer an de Joren 2018 an 2019 mat de Koalitionspartner vun der LSAP an deene Grénge wierklech amgaange waren, eng ganz Rei Mesuren auszeschaffen. An et si Kollegen, déi hei op de Bänke setzen, déi waren do derbäi, dat si meng Zeien do derzou. Mir ware wierklech beméit a gewéllt, eppes ze maachen, mee déi Krisen hunn eis e Stréch duerch d'Rechnung gemaach.

Summa summarum: Déi nächst Joren, déi nächst Méint wäerten net einfach sinn. Mir wäerten déi ekonomesch Situatioun, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee och an der Eurozon an an der Welt müssen am A behalen. Firwat? Fir eng responsabel Politik ze maachen an de Staatsfinanzen, fir eng nohalteg Politik ze maachen an de Staatsfinanzen, nohalteg fir d'Leit hei zu Lëtzebuerg, nohalteg fir eis Economie a besonnesch nohalteg fir déi kommend Generatiounen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Baum.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

##### Prise de position du Gouvernement

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, d'Diskussioun de Mëtteg, déi de Moien ugefaangen huet, huet mengen ech, erëm eng Kéier gewisen, dass d'Fiskalitéit wierklech ee vun den zentrale politesche Sujeten ass, well d'Fiskalitéit direkten an indirekten Afloss op wierklech all Aspekt vun eise Zesummeliewen an och vun eiser Wirtschaft huet.

Den Debat huet och gewisen, dass d'Fiskalitéit kann en emotionale Sujet sinn. Ech mengen, de Mëtteg war dat hei vläicht e bësse manner de Fall, wéi ech mer dat vläicht hätt kënnen erwaarden. Ech mengen, hei si ganz objektiv a rationell Debate gefouert ginn. An dofir soen ech och Merci, well d'Ennerlag dovunner war den exzellente Rapport vun den zwee Rapporteurs. E ganz grouse Merci dem Här Bauler an dem Här Roth. Ech mengen, dat huet wierklech gehollef, fir dësen Debat ze preparéieren.

Ech mengen, mir wëssen alleguerten, dass mer an enger ganz komplizierter Welt liewen. An an där komplizierter Welt gëtt et ganz einfach keng einfach Léisungen. An deen, deen dat behaupt, dee seet net d'Wourecht.

Eise Steiersystem bei den direkte Steiere baséiert op der Abgabenordnung vun 1931. Et ass also ganz richtig, iwwert d'Moderniséierung vun engem System ze schwätzen, esou wéi dat dann haut och de Sujet war vun eisem Débat d'orientation.

Eng grondleeënd Moderniséierung vun dësem System géif awer och heeschen, dass viles vun deem, wat mer haut esou kennen, grondsätzlech dann och misst a Fro gestallt ginn, déi gemeinsam Besteuerung vu bestueten oder gepacste Koppelen zum Beispill oder eng ganz Rei Abattementen oder Fräibeträg, déi haut vläicht net méi dee selwechte Sënn erfëlle wéi zu deem Zäitpunkt, wéi se da viru Joren agefouert gi sinn.

Anescht wéi bei de Stéit, ass et am Beräich vun der Betriebsbesteuerung iwwert déi lescht Joren awer schonn zu enger gewëssener Moderniséierung komm, mat neie Reegelen um Niveau vun der EU, mat neie Reegelen um Niveau vun der OCDE, déi derfir suergen, dass grouss international Betriber sech net méi laanscht d'Steieren drécke kënnen.

Éier ech op déi eenzel Punkten aus der Diskussioun aginn, wëll ech e puer méi generell Iwwerleeungen och mat Iech deelen. Et huet een d'Fro gestallt, firwat et iwwerhaapt Steieren gëtt, ob ee sech iwwerhaapt déi Fro gestallt huet. Dach, ech hu mir déi Fro gestallt, well ech mech elo an deene leschte puer Méint do hu missen e bëssen dran aschaffen.

Et gëtt effektiv Steieren aus zwee Grënn: Éischtens, well natierlech de Staat d'Recettë brauch fir ze fonctionéieren an dat am Interessi vun der Allgemengheet. An zweetens, well mer mam Instrument natierlech vun de Steieren e gewëssent Verhale bei de Leit oder bei den Entreprisë wëllen entweder ënnerstëtzen oder discouragéieren.

Zum éischte Punkt: Oft gëtt gesot, dass d'Leit wierklech net gäre Steiere bezuelen. Ech kann dat och verstoen. Ech wëll awer ënnersträichen, dass Steiere bezuele keng Strof ass, mee e Bäitrag zum gudden Fonctionnement vun eiser Gesellschaft an eisem Land.

Och d'Entreprisë wëssen, dass se hire Bäitrag leeschte mussen, fir gutt Infrastrukturen, fir e gudden soziale System, fir e gudden Service public, dee si selwer brauchen, fir selwer och kënnen gutt ze fonctionéieren. Dofir kann een den Debat also iwwer d'Steieren, also iwwert d'Recetten, net lassloossen oder lassgëlléist féiere vun engem Debat iwwert d'Depensen.

Wien also d'Steiere grondsätzlech erofsetze wëllt, muss dann och erklären, wou e bei den Depensen zum Beispill aspuere wëllt. A wien d'Steieren eropsetze wëllt, muss erklären, wat e mat deene Suen zousätzlech da finanzéiere wëllt.

Zum zweete Punkt: Steiere kënnen e Lenkungseffekt hunn, jo, mee Steiere sollen net als dat eenzeg Instrument ugesi ginn an deem Sënn. Subsidien, Subventionen, Reglementatiounen sinn all aner Instrumenter, déi genee esou wichteg sinn an zum Deel souguer eventuell emol méi effikass, fir dat gewünscht Zil oder Resultat ze errechen.

Do, wou ee mat Steierinstrumenter schafft, soll een och reegelméisseg iwwerpräiwen, ob si nach ëmmer hiren Zweck erfëllen oder ob am Laf vun der Zäit dat Instrument da vläicht manner effikass ginn ass. Dëst géllt besonnesch fir Steierkreditter oder Abattementen, déi vläicht guer keen Effet incitatif méi hunn a

souguer eventuell no ganz ville Joren de Géigendeel vun deem bewierken, fir dat se am Fong emol agesat gi sinn.

Dofir ass et och gutt a richtig, den Déchet fiscal vun deene verschiddene Mesuren ze kucken, fir dat dann och reegelméisseg ze iwwerpräiwen, ob de Käschtepunkt fir d'Allgemengheet – an et ass e Käschtepunkt ëmmer fir d'Allgemengheet – nach ëmmer am Verhältnis zu deem steet, wat mer da mat där Mesure wëllen errechen.

En anere wichtige Constat: D'Entwécklung vun de Steierrecetten hänkt direkt mam Wirtschaftswuesstum zesummen. Dat ass vläicht och net genuch an dësem Debat ënnerstrach ginn. Dofir ass et mer wichteg, fir dat awer ze soen: De beschte Wee, méi Recetten ze garantéieren, ass, fir nohaltege Wuesstum ze suergen. Ëmgedréit gesi mer natierlech och, dass an Zäiten, wou d'Wirtschaft sech manner positiv entwéckelt, och eis Steierrecettë ganz séier kënnen abriechen.

Wéi de Koalitiounsprogramm geschriwwen ginn ass, Enn 2018, waren déi wirtschaftlech a finanziell Perspektive ganz anerer wéi haut. Dir wësst dat besser wéi ech. Laut de Projektione vun deemools, wär de Budget dëst Joer am Equilibre gewiescht a mir hätten also da Sputt gehat fir méi generell Steiererliichterungen.

Wat deemools natierlech kee konnt virausgesinn – an ech mengen, dat ass hei och en long et en large ugeschwat ginn –, dat war natierlech d'Pandemie an duerno och de Krich an der Ukrain mat alleguerten ... an de ganz ville Konsequenzen, déi mer kennen.

Ech si ganz frou, fir e Méindeg kënnen an d'Cofigure ze kommen, fir d'Zuelen da vun der Exécution budgétaire vun der éischter Hallschent vun dësem Joer kënnen virzestellen. Ech wëll Iech dann awer elo scho soen, dass et esou ausgesäit, wéi wann d'Zuelen e Stéck manner schlecht géifen ausgesinn, soen ech Iech ganz éierlech, wéi dat, wat mer am Ufank vum Joer gefaart hunn. D'Recetten entwéckele sech verhältnisméisseg gutt, wann och e gutt Stéck manner dynamesch wéi d'Joer virun. D'Depensë sinn déi éischt Hallschent vum Joer rasonabel bliwwen. Dat ass eng gutt Saach. Mee do wësse mer, mengen ech, och alleguerten, dass déi wäerten an der zweeter Hallschent vum Joer substanzuell an d'Luucht goen, well vun dësem Mount un natierlech och de Crédit impôt énergie ausbezuelt gëtt wéi och déi aner Hëllef, déi mer decidéiert hunn.

Vläicht och just fir Iech drop opmierksam ze maachen, dass de Moien d'Europäesch Kommissioun hire Summer Forecast presentéiert huet. D'Croissance fir Lëtzebuerg fir dëst Joer gëtt do op 2,6 % virausgesinn a fir d'nächst Joer just nach 2,1 %. Am Spring Forecast ass een nach dovunner Ausgang, dass d'Croissance d'nächst Joer 2,7 % wär. Do gi mer ..., also dat si keng positiv Entwécklungen. Mat deenen dote Perspektive si mer nach net an enger Rezessioun, zum Gléck, mee mir ginn awer e gutt Stéck méi zrëck, wéi mer dat gäre wënschen a wéi et och am Ufank vum Joer virgesi war.

Am PSC natierlech, wëll ech och ënnersträichen, si mer och mat enger Croissance Ausgangen op Basis vu Statistike vum Statec vun 1,4 %.

Mee ech mengen, mir wëssen alleguerten: D'Onsécherheete bleiwen extreem grouss. Mir missten eis drop astellen, dass an den nächste Méint a Jore wirtschaftlech méi schwéier Zäiten op eis wäerten duerkommen. Mir missten dofir ophalen, den héije Wuelstand, vun deem ganz vill, mee natierlech net alleguerten d'Awunner profitéieren, als selbstverständlech an dësem Land ze huelen.

Ech begrëssen dofir och ganz ausdrécklech d'Motioun, déi d'Majoritéitspartei abruucht hunn, well se op all déi Mesuren hiweist, déi déi lescht Joren a Méint geholl goufen, grad och am Kader vun der Tripartite, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze halen. Si ënnersträicht – an dat ass fir mech ganz wichteg – d'Wichtigkeet vu gesonde Staatsfinanzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, als Finanzministesch ass et natierlech meng Aufgab, net nëmme kuerz-, mee och laangfristeg ze plangen. Mir kënnen an däreren haut keng Mesuren huelen, déi zu strukturellen Defiziter féieren an déi an e puer Joer nach just mat entweder weidere Scholden oder Austeritéit oder méi héije Steieren opzefänke wäeren. Dat wär irresponsabel.

Punktuell limitéiert Mesurë schénge mer awer méiglech, ouni dass eis Staatsfinanzen doduerch géifen ze wäit aus der Bunn geheit ginn. Den Debat huet gewisen ... an d'Motioun huet och konkret Pistes identifizéiert, op deenen ech zesumme mat mengen Ekippen och schonn deelweis geschafft hunn an op deene mer wäerte weider schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech kommen dann elo op déi eenzel grouss Theemen ze schwätzen, déi am Debat och ugeschwat gi sinn, an och an där Reiefolleg, wéi se am exzellente Rapport opgezielt sinn.

Éischtens also, wat d'Équit sociale an d'Steiergerechtegkeet ugeet: Dat hei ass natierlech e ganz zentrale Sujet, dee gläichzäiteg weist, wéi komplex déi ganz Matière ass. Am Resümee vläicht dat, wat ech haut och aus dem Debat hei gehéiert hunn. Ech probéieren, dat an e puer Zeilen ze resuméieren.

Déi Leit ënnen op der sozialer Leeder solle manner Steiere bezuelen. Do si mer eis eens. D'Mittelschicht soll weider entlaascht ginn. Talenter, déi eis Wirtschaft brauch, fir sech weiderzuentwéckelen, an dat si bal ëmmer, net nëmme, mee oft déi, déi gutt verdéngen, sollen och weider encouragéiert ginn, fir op Lëtzebuerg ze kommen. Gläichzäiteg sinn anerer awer der Meenung, dass déi Leit, déi gutt verdéngen, méi héich solle besteiert ginn.

D'Zuelen aus dem Rapport weisen awer, dass dat net alles ganz esou einfach ass. Déi Leit, déi ënnen op der sozialer Leeder stinn, bezuelen haut scho keng oder bal keng Steieren. Dofir wëll ech och hei kloerstellen: Een, deen den onqualifizéierte Mindestloun verdéngt, bezilt carrement guer keng Akommessteuer. Do ass also näischt steierfräi ze maachen. Een, deen de qualifizéierte Mindestloun verdéngt, bezilt an de Steierklassen 1a an 2 och keng Steuer an an der Steierklass 1 ronn 1.400 Euro d'Joer, wat engem Steiersaz vun ongeféier 4 % entsprécht.

Zu Lëtzebuerg hu mer – an ech mengen, wierklech ze soen: zum Gléck! – eng breet Mittelschicht. Vill Leit, déi derzougehéieren, géife vläicht souguer am Ausland schonn als räich ugesi ginn. Där Leit, vun deene jidderee sech eens ass, dass se zu deene Räiche gehéieren, gëtt et awer net esou vill.

Mir hunn dat ausgerechent an et steet och am Rapport: De Spëtzesteiersaz eropsetze vun 42 % op 45 %, fir dat Beispill ze huelen, et kann een och aner Beispiller huelen, géif nëmme 50 Milliounen pro Joer erabrëngen. Wann d'Iddi also wär, iwwert dee Wee Steierbaissë fir d'Mittelschicht ze finanzéieren – déi Rechnung geet leider net op.

Ech mengen, hei muss een och nach emol un eng Rei aner Tatsaachen erënneren, déi weisen, dass eise Steiersystem haut schonn eng ganz staark sozial Komponent huet.

Mat eisem aktuelle Spätzesteiersaz, den Impôt de solidarité mat agerechent, vu knapp 46 % leie mer haut schonn am éischten Dröttel vun de Länner an der OCDE mat dem héichste Steiersaz. Et hu schonn anerer och vun Iech heibannen drop higewisen. 75 % vun der Akommessteuer, dem IRPP, gi vu just 2,13 % vun de Stéit bezuelt. Déi Leit mat de breede Schëllere droen also haut schonn en iwwerproportionellen Deel vum Finanzement vun eisem Sozialstaat bäi. An ech mengen, dat ass och gutt esou.

Mee mir mussen oppassen, dass mer och an Zukunft nei Talenter unzéien an international kompetitiv bleiwen. Ech mengen, vill vun Iech hunn och dodrop higewisen. Mir musse kucken, dass se heibleiwen, dat och, a mir musse kucken, dass se weider heihinner kommen.

Eng Iddi, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, déi ëmmer erëm zur Sprooch kënn an de Mëtteg an de Moien och hei zur Sprooch komm ass, ass déi vun der Upassung vum Steuerbarème un d'Inflation. Dat gétt elo och vun där Partei gefuerdert, déi et sengerzäit ofgeschaaft huet. Well et war deemools déi richteg Decisioun an et bleift och elo richteg, dass esou eng Mesure net nëmmen e grousst Lach an d'Staatskeess rappe géif – mir wëssen dat, dat steet och am Rapport, 600 Milliounen d'Joer –, an och nach sozial ongerecht wär, well déi héich Revenuen am meeschte profitéiere géifen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Madamm Ministesch, erlaabt Der, datt den Här Roth Iech eng Fro stellt?

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Natierlech.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Madamm Minister. Ech wëll, dass d'CSV net falsch verstane gétt. Ech war selwer Rapporteur dervun an enger schwaarzrouder Koalitioun – an Dir hutt elo gesot –, déi dat gefuerdert huet. Mir hunn de Moien, an dat ass och schréiflech nozeliesen, eng Inflationenberengung gefuerdert. Dat, wat 2012 ofgeschaaft gouf, dat war den Artikel 125 aus dem Steiergesetz an dee gesäit eng automatesch Steuerupassung hallefautomatesch vir. Dat heescht am Kloertext, wann zwou Indextranchen erfalen, da muss de Staat iwwert dat Gesetz nobesseren. Dat ass e weesentlechen Ënnerschied zu deem, wat Der elo gesot hutt.

Eng Inflationenberengung, dat hunn ech de Moie gesot, ass ëmmer ënnert dem Här Juncker an dem Här Frieden gemaach ginn, souwuel mat Iech als DP wéi och mat de Sozialisten, mee si ass an Etappen ... an duerno ass se gemaach ginn. Duerfir soe mir ëmmer, net eng automatesch Upassung, duerfir hu mer der ADR hir Motioun net matgestëmmt, mee mir schwätze vun enger Inflationenberengung. A firwat maache mer déi? Well wann Der keng Inflationenberengung maacht, da maacht Der de facto eng Steuererhéijung. An dat nennt ee kal Progressioun.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Merci fir déi Clarificatioun. Mam Outil vun de Steierkreditter kënne mer, mengen ech, méi geziilt do hëllefen, wou et och da wierklech néideg ass. An ech mengen, och mam Crédit d'impôt énergie, dee mer am Kader vun der Tripartite decidéiert hunn, ass dat och dee richteg Wee.

Ech mengen och dofir, dass mer an Zukunft éischer sollen op Steierkreditter zrëckgräifen, fir de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, déi et och wierklech brauchen, wéi elo eng generell Upassung vun der Steiertabell an d'Aen ze faassen.

Eng aner Fro, déi am Debat zur Sprooch komm ass, ass déi vum Ofschafe vun de Steierklassen oder anescht

gesot: vun der Individualisatioun. Et ass richteg: E groussen Deel vun den Desequiliberen, vun deenen Ënnerscheeder, déi d'Leit oft als Ongerechtegkeeten empfangen, kommen dohier, dass eise Steiersystem op enger Logik baséiert, déi där haiteger Gesellschaft net méi entsprécht. Dat ass e Modell deen op d'19. Joerhonnert zrëckgeet. Et ass e Modell, dee Koppele belount, an deene just ee vun deenen zwee schaffe geet an deen aner guer net oder just deelzäit schafft a sech doheem ëm d'Kanner bekëmmert. Mir wëssen all, dass dat meeschtens d'Fra ass a war. Eise Steiersystem ass dofir och net, wéi een dat op Englesch seet, „gender neutral“. A Studie beweisen, dass e System vun der Kollektivbesteuerung, esou wéi mir en hunn, dofir weider d'Frae benodeelegt. Ech kann domat am Fong net averstane sinn.

Mir sinn haut eent vun deene ganz rare Länner, déi nach eng Kollektivbesteuerung zouloossen. An deenen, wou d'Individualbesteuerung agefouert ginn ass, huet ee festgestallt, dass den Taux d'emploi vun de Fraen och an d'Luucht gaangen ass. D'Frae ginn esou méi onofhängeg vun hirem Partner, an de Risiko och vun Altersarmut am Fall vun enger Scheedung oder vum Doud vum Partner geet och domadder erof.

Des Weideren: Firwat kommen d'Elengerzéiend oder d'Monoparentalle bei eis oft méi schlecht ewech wéi bestuete Koppelen? Ech mengen, d'Äntwert ass: Well eise Steiersystem op eng Zäit och zrëckgeet, an där et am Fong keng Monoparentalle gouf.

Et kann een awer elo net higoen an eng Ongerechtegkeet duerch eng aner ersetzen, d'Monoparentallen oder d'Jonggeselle bevirdeelege par rapport zu bestuetenen oder gepacste Leit. An et kann ee keng Reform maachen, wou d'Resultat wär, dass Zéngtausende Stéit grouss Abousse par rapport zu haut hätten.

De Regierungsprogramm seet, an ech zitieren: „Le Gouvernement poursuivra de manière conséquente les efforts engagés sur la voie de l'imposition individuelle. [...] L'introduction du barème d'impôt unique nouveau vise également à alléger la charge fiscale des personnes physiques“.

Ech wëll et hei ganz kloer soen: An Zäiten, wou mer Defiziter a Milliardenhéicht hunn, ass et awer einfach net méiglech, esou eng Reform ze finanzéieren. Leider! D'Zil bleift bestoen, mee de Wee dohinner ass duerch déi successiv Krisen nach eng Kéier leider méi laang ginn. Nawell schéngt et mer an der aktueller Situatioun néideg, punktuell Upassungen ze maachen, fir de gesellschaftlechen Zesammenhalt och an Zukunft ze garantéieren.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Statistike weisen, dass et grad bei de Monoparentallen ass, wou de Schong am meeschten dréckt. Esou wéi dat dann an der Motioun och gefrot ass, wäerte mer dofir dodru schaffen, spéitstens fir de Budget 2023 d'Elengerzéiend geziilt a spierbar ze entlaaschten.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Loosst mech da vläicht och kuerz op déi eng oder aner vun de Revendicatiounen, déi ech de Moien an de Mëtteg hei héieren hunn am Debat, agoen.

D'Stéit solle genausou besteiert gi wéi d'Entreprises; dat ass vun där enger oder anerer Deputéierter och hei gesot ginn. Dat kann a wäert net ëmsetzbar sinn. Dat ass och, mengen ech, e bëssen Äppel mat Biere verglach. Eng Entreprise gétt gegrënnt vu Personnes physiques am Sënn fir e Gewënn ze maachen, mat deem ee seng Salarié bezilt, an neit Material investéiert an och seng Aktionäre remuneréiert a Form vun Dividenden.

Wann eng Entreprise eng progressiv Steuer géif bezuelen an der Héicht vun deene vun de Personnes physiques, da kéint déi Gesellschaft mander investéieren a manner Leit stellen a wär mander produktiv um Enn vum Dag. D'Besteuerung vun de Gesellschafte kann dofir net eent zu eent mat der Besteuerung vun de Leit gläichgestallt ginn.

Ech wëll awer och soen, dass mat der Reform vun der OECD vun der Betriebsbesteuerung d'Abusen och aus der Vergaangenheet, an där sinn et der natierlech ginn, ofgeschaaft ginn. An Zukunft wäert keng Entreprise sech méi laanscht d'Steieren drécke kënnen, an dat ass wierklech eng Joerhonnertreform, déi Lëtzebuerg säit dem Ufank och ënnerstëtzt huet.

**Une voix** | Ganz gutt!

**Une autre voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | D'Kapital soll genausou besteiert gi wéi d'Salaires; dat ass och gesot ginn. Och hei ass d'Realitéit, mengen ech, net esou einfach. D'Steiergesetz gesäit acht verschiddenen Zorte vu Revenue vir, déi all ënnerschiddlech festgeluecht ginn an och deelweis ënnerschiddlech besteiert ginn.

Et ass vu Verschiddenen och mentionéiert ginn, do si mer eis warscheinlech hei net alleguerten eens: d'Kapital a Form vun Dividenden ass eng effektiv vun deenen, déi ënner verschiddene Konditiounen mat 50 % befreit sinn, well de Gewënn, deen hei ausbezult gétt, jo schonn um Niveau vun der Gesellschaft besteiert gouf. Mee Lëtzebuerg, wëll ech hei kloer soen, an Dir wësst dat och alleguerten, ass keng Insel. Eise System ass op deem Punkt dee selwechte wéi an anere Länner och. A wa mir esou eppes eleng ännere géifen, géife mer eis selwer och an e wirtschaftlechen Abseits stellen.

Et ass och vu verschiddenen Deputéierte gesot ginn, dass d'Part vun den Entreprises un de Steuerrecetten erofgeet, an déi vun de Leit géif ëmmer weider eropgoen.

Wann ech de Rapport richteg gelies hunn, ass dat awer relativ stabil bliwwen iwwert déi lescht fënnf Joer. Well Lëtzebuerg all Joer och nei Aarbechtsplaze schafft, geet d'Zuel vun de Steuerbezueler och all Joer erop. D'ailleurs bezuelen och net nëmmen d'Residenten hir Steieren zu Lëtzebuerg, mee natierlech och d'Frontalieren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Madamm Ministesch, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Natierlech.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Merci, Madamm Ministesch. Ech hunn Iech ganz gutt nogelauschert. Natierlech ass et esou, dass eis aktuell Gesetzgebung eng aner Besteuerung vu Capital mobilier virgesäit, wéi dat bei de Salaires de Fall ass. Mee souwäit wéi ech dat verstanen hunn, bis elo kënnen d'Gesetzer geännert ginn!

An eist Ustriewes war jo net fir ze héieren, dass mer eng Gesetzgebung hunn, déi eis wuelbekannt ass, mee eist Uleies war, dass mer eng Kéier eng seriö Diskussioun do féieren, dass mer Aarbecht a Kapital d'nämmlecht besteieren. An dat huet näischt mat Kompetitivitéit ze dinn, mee dat huet eppes mat Gerechtegkeet ze dinn.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Also, d'Zuel vun den Entreprises an d'Zuel vun de Steuerbezueler mateneen ze vergläichen, mengen ech, ergëtt kee Sënn. Genausou wéineg Sënn mécht et,

mateneen ze vergläichen, wat si zesummen u Steiere bezuelen. Mee bon, ech mengen, mir sinn hei, fir mateneen ze schwätzen an deen Debat ze féieren.

Dat géif mech dann, wann Der erlaabt, op deen zweete Volet féieren: de Logement. An ech si frou ze héieren, dass et e grousser partiwwergräifende Konsens gëtt, fir iwwert d'Reform vun der Grondsteuer an d'Aféierung vun enger Leerstandssteuer ze schwätzen.

An ech si frou, Iech kënnen och ze confirméieren, dass d'Aarbechten dorunner ganz gutt ënnerwee sinn. Dës Reform, mengen ech, do si mer eis allegueren eens, ass absolutt iwwerfällig, zum engen, well eis Grondsteuer haut op engem Modell baséiert, deen 1941 als Referenzdatum hält. Mat der Reform wäert d'Grondsteuer, déi weider eng kommunal Steuer bleift, eng zäitgeméis Basis an en transparenter Berechnungsmodus kréien.

Op dësem neie Gerüst wäerte mer dann och eng national Spekulationssteuer aféieren, fir Proprietären net weider ze encouragéieren, Terrainen, déi kéinte bebaut ginn, einfach broochleien ze loossen.

Zousätzlech kënnst och eng national Leerstandssteuer op Haiser an Appartementsen, déi eidel stoe gelooss ginn. Esou wéi de Premier dat och am État de la nation ugekënnegt huet, wäert dee Projet no der Rentree kënnen virgestallt an op den Instanzwee bruecht ginn. Ech géif Iech dofir bieden, och Verständnis derfir ze hunn, dass ech op dee Sujet hei och aus Zäitgrënn elo net am Detail aginn.

Een anere Punkt, deen an der Motioun vun de Majoritéitsparteien ugeschwat gëtt an deen heibannen, esou wéi ech dat, mengen ech, verstanen hunn, och grouss Zoustëmmung fënnt, dat ass dee vum Amortissement accéléré. Dese Mechanismus ass d'lescht Joer scho manner attraktiv gemaach ginn. Déi Ajustementer sinn, menger Meenung no, och an déi richteg Richtung gaangen. Mee opgrond vun der aktueller Präisentwicklung deelen ech d'Meenung, dass mer d'Schrauf hei nach weider unzéie kënnen.

**Une voix | Très bien!**

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Et sinn och Mesurë proposéiert ginn, déi en Impakt op d'Demande hunn. Wat mir awer brauchen, mengen ech, si Mesuren, déi d'Offer stimuléieren.

Mee generell wëll ech och ënnersträichen, dass de Problem natierlech vun der Präisdeierecht am Logement net eleng kann duerch Steiere geléist ginn. Mir brauchen och, wéi gesot, eng méi grouss Offer virun allem vun abordablem Wunraum, eppes, wourunner d'Regierung ganz intensiv schafft.

Ech kommen da gären op deen drëtten Volet, d'Compétitivité économique, wou och ganz vill de Moien an de Mëtteg driwwer geschwat ginn ass. An esou, wéi ech a menger Introductioun och drop higewisen hunn: Lëtzebuerg muss international attraktiv bleiwen. Ech mengen, do si mer eis wierklech heibannen eens.

Dëst Thema hänkt dofir och mat deenen zwee vun virdrun zesummen. Eis Entreprisë brauche gutt Matarbechter, déi gutt verdéngen, genuch Netto vum Brutto iwwreg hunn a sech eng uerdentlech Wunneng och da leeschte kënnen.

Am Ëmgedréite brauch dëst Land eng staark Wirtschaft mat erfollegräichen Entreprises, déi nei a sécher Aarbechtsplaz schaffen, gutt Paien an zouverlässig Steiere bezuelen. De Schlëssel fir de Succès vun eiser Wirtschaft an deenen nächste Joren ass et, déi richteg Talenter ze fannen a si dann och ze fideliséieren.

Ech freeë mech dofir, dass an der Motioun vun de Majoritéitspartei kloe gefrot gëtt, d'Entreprises op

deem Wee mat steierleche Mesuren och weider kënnen ze ënnerstëtzen.

Ech hu meng Servicer och virun e puer Méint schonn ugestallt, de Régime des impatriés an och de Regimm vun der Prime participative, déi d'lescht Joer agefouert gouf, op de Leescht ze huelen. Op Basis dann och vun den Erfarungen, déi um Terrain gesammelt goufen, kucke mer, wéi ee se nach méi attraktiv maachen.

Wat am Rapport och ugeschwat gëtt, an et ass de Mëtteg och ugeschwat ginn, ass d'Fro vun der Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg mat Hibleck och op déi nei international Steierreegelen. Mir kréien e Level-Playingfield um Niveau vun der OCDE. Déi selwecht Reegele gëllen dann iwwerall an och fir jiddwereen.

D'Kompetitivitéit hänkt awer net eleng vun der Fiskaliteit of. Lëtzebuerg huet vill aner Virdeeler als Standuert. Haut ass et schwéier virauszugesinn, wéi Firmen, an och déi aner Länner, reagéieren op déi nei international Reegelen, wa si da bis a Kraaft trieden. D'Estimatiounen vun den Etüden, déi gi jo do e bëssen auserseen.

Dass déi Reform awer kënnst, dat ass scho méi laang bekannt. De Fait, dass nawell zum Beispill och am Kader vum Brexit vill Entreprises de Choix vu Lëtzebuerg awer gemaach hunn, weist, dass si sech keng Suerge maachen, dass Lëtzebuerg kéint onattraktiv ginn an dësem neien Ëmfeld.

D'Entreprises, déi op Lëtzebuerg komm sinn, hunn dat och gemaach, well si appreciéieren, dass et bei eis, anescht wéi op anere Plazen da vläicht, Previsibilitéit an och Stabilitéit gëtt.

An deem Sënn halen ech och elo manner vun der Iddi, fir vun engem Dag op deen aneren eng speziell Steuer anzeféieren, fir Entreprises, déi besser duerch d'Krisen oder duerch d'Pandemie komm si wéi anerer oder elo vun enger aktueller Situatioun éischer profitéieren, ze besteieren.

Iwwregens gëtt et och kaum e Land, wou esou eng Steuer effektiv agefouert gi wär. Virun allem schéngt mer esou eng speziell Steuer awer och dofir onnéideg, well et schonn haut an eisem System esou ass, dass eng Firma, déi méi Benefisser mécht, souwiesou scho méi Steiere bezillt wéi eng, déi keng oder déi manner Benefisser mécht.

Zu engem kompetitiven Ëmfeld gehéiert och eng proaktiv an eng effikass Steierverwaltung, déi e gudd Service au client offréiert. Ech kommen herno nach op dee Punkt gären zréck.

E leschte Punkt zu dësem Thema, a verschidden Deputéiert hunn et och richtegerweis ënnerstrach: Wa mer zu Lëtzebuerg vu Compétitivité économique schwätzen, da sollte mer och vun der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz schwätzen, well et ass si, déi dee gréisste Steierzueler ass bannent eiser Économie. Dat hunn d'Zuele vum Rapport och nees ënnerstrach.

Dat muss een elo net gutt fannen, mee dat ass awer d'Realitéit. A geneesou ass et eng Realitéit, dass mer grad och an deem Beräich a Konkurrenz mat anere Finanzplaz stinn, déi eis och keng Kaddoe maachen.

Ech sot et virdrun: D'Fiskaliteit ass net deen eenzege Facteur vun eiser Kompetitivitéit, mee si ass awer e wichtegen Deel vun der Equatioun fir all Betrib, och am Finanzsecteur, deen iwwerleet, ob e sech soll zu Lëtzebuerg oder eeben op enger anerer Plaz néierloossen. Mir müssen also drop uechten, international kompetitiv ze bleiwen.

D'Économie vu muer wäert net déi selwecht si wéi déi vun haut. Dat wësse mer och. Si wäert méi digital sinn a se muss méi nohalte sinn. Dofir muss mer

och Instrumenter en place setzen, fir eis Entreprises, souwuel déi grouss wéi och a grad vläicht déi Kleng a Mëtzelbetriber, um Wee vun dëser duebeler Transitioun kënnen ze ënnerstëtzen. A virun allem muss mer och déi jonk weider encouragéieren, sech eege-stänneg ze maachen a Betriber ze grënnen.

Dofir sinn ech och ganz domat averstanen, dass mer grad d'Startuppe sollen nach méi ënnerstëtzen. Ech wëll awer och hei drop hiweisen, dass d'Fiskaliteit eent, mee net dat eenzeg méiglecht Instrument ass, fir dat kënnen ze maachen.

Ech kommen dann op de véierte Volet: den Développement durable.

Déi lescht Méint, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, hu gewisen, wéi wichteg et ass fir eist Land a fir ganz Europa natierlech, Alternativen zur fossiller an nuklearer Energie opzebauen. Déi nei TVA-Direktiv vum Abrëll vun dësem Joer bitt de Länner méi Flexibilitéit, fir reduzéiert Tauxen op verschidde Produiten a Servicer kënnen ze applizéieren.

Esou wéi dat an der Motioun dann och vun der Majoritéit gefrot gëtt, schéngt et mer sënnvoll, an deenen nächste Méint déi eng oder déi aner Mesure op de Wee ze bréngen, fir vun dëser neier Flexibilitéit kënnen ze profitéieren, fir d'Energietransitioun weider ze ënnerstëtzen. Ech denken do virun allem un d'Méiglechkeet, d'TVA op Solarpanels erofzesetzen, fir d'Stëit an d'Entreprises dann och ze encouragéieren, nei Anlagen op hiren Diecher ze installéieren.

Ech mengen, dëst ass och, wann ech richteg verstanen hunn, vun e puer Deputéierte mentionéiert ginn a fënnt och d'Zoustëmmung, well dëst ass wierklech, mengen ech, eng Win-win-Situatioun, well mir als Staat domadder méi onofhängeg vun Energie aus dem Ausland ginn, dem Klima gehollef gëtt, eis Handwerksbetriber och vun neien Opträg da kéinte profitéieren an et sech fir d'Leit respektiv och fir d'Entreprises iwwert d'Zäit och finanziell rechent.

Am selwechte Sënn kann ech och d'Iddi, d'TVA op de Reparaturen vun elektreschen Apparater erofzesetzen, fir op deem Wee eeben d'Économie circulaire och ze féerden, nëmme guttheeschen.

Ech kommen dann, wann Der erlaabt, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, zu mengem leschte Punkt, der Digitalisatioun an der Modernisatioun vun eiser Steierverwaltung. Dat ass e Chantier, dee mäi Virgänger scho lancéiert hat am Aklang och mam Regierungsprogramm, an deen och fir mech vun Ufank un, dat heescht vu Januar un, ganz uewen op menger Agenda stoung.

D'Steierverwaltung ass eng vun deene gréisste Verwaltungen am Land. Si ass op 24 Sitte mat méi wéi 900 Agenten. Si ass och eng vun deene wichtegsten, well si fir e groussen Deel, wéi Der alleguerter wësst, vun de Recetten zoustänneg ass. D'Zuel vun hire sougenannte Clienten, also de Steierzueler, an domadder vun den Dossierer, awer och d'Komplexitéit vun der Matière huet iwwert déi lescht Joerzéngte progressiv zougeholl, ouni dass d'Entwécklung vun der Administratioun mat dëser Evolucioun ëmmer hätt kënnen Schratt halen.

Ech wëll dofir vun dëser Plaz aus der Direktioun an alle Matarbechter vun der Administration des contributions directes, der ACD, wierklech mäi Merci ausdrécke fir hiren Engagement a fir hiren Asaz. Dee selwechte Merci gëllt d'ailleurs och deenen aneren zwou Steierverwaltungen, dem Enregistrement an der Douane, déi och eng ganz exzellente Aarbecht maachen.

Fir op d'ACD zréckzecommen: Säit 2014 goufen d'Effektiver vun dëser Verwaltung schonn ëm ronn 290

Unitéiten eropgesat. An deenen nächste Joren, ech mengen, dat wësst Der och, wäerte weider 500 Leit derbäikommen.

De Pierre Gramegna hat, zesumme mat der Direction, e Projet lancéiert, fir ze kucken, wéi een de Fonctionnement vun der Verwaltung nach weider verbessere kéint. Dorunner gouf an deene leschten zwee Joer ganz vill geschafft. An, ech kann Iech dat och soen, an deene leschte Wochen a Méint, säitdeem ech elo hei ka matschaffen, ass och ganz, ganz intensiv doru geschafft ginn.

An ech si frou, fir Iech e puer konkreet Mesurë kënnen matzedeele, déi elo festgehalen goufen an déi mer wëlle progressiv ëmsetzen.

D'Steierverwaltung kritt en neie Siège, wou à terme dann och all d'Servicer, déi haut a verschiddenen an oft effektiv vereelzte Gebaier an der Stad verspreet sinn, wäerten zesummekommen. De Regierungsrat huet d'lescht Woch dofir e Site um Boulevard Kennedy um Kierchbierg festgehalen.

Iwwert déi lescht Jore sinn a puncto Digitalisatioun schonn eng ganz Rei Saache geschitt. Ech denke virun allem un déi digital Steierklärung fir d'Entreprises, déi säit dem Steierjoer 2017 obligatoresch ass, un déi elektronesch pluriannuell Steierkaarten an déi digital Steierklärung fir d'Personnes physiques, déi dëst Joer agefouert ginn ass.

Mee elo gëtt et Zäit, eng Schëpp bäizeleeën. An deem Sënn hunn d'ACD an de CTIE, de Centre des technologies de l'information de l'État, d'lescht Woch eng Roadmap festgehalen mat ronn 50 konkreete Projeten, déi iwwert déi nächste Jore wäerten ëmgesat ginn.

Ech wëll och op dëser Plaz wierklech ausdrécklech dem Digitalisatiounsminister, dem Marc Hansen, a senger ganzer Ekipp och Merci soen, déi eis op dësem Wee mat begleet hunn a mat deene mer d'Digitalisatioun vun der Steierverwaltung konsequent wäerte weiderféieren, well dat ass fir eist Land extrem wichtig.

Digitalisatioun eleng geet awer net duer, wann een net och un aner Stellschrauwe geet. Meng Servicer sinn dofir amgaangen, un engem Package ze schaffen, mat enger Rei Mesuren, déi och weider dem Steierzueler d'Liewe méi einfach maache sollen. Zum Beispill e méi laangen Delai fir den Depot vun der Steierklärung, dee mer op den 31. Dezember réckele wäerten. An ech mengen, do komme mer och de Steierzueler entgéint, wann déi méi e laangen Delai hunn.

Ech wär ganz frou, fir am Detail nach méi op déi Mesuren anzugee bei der Rentrée, wann Der et erlaabt, wann ech da kann an d'Cofibu, d'zoustänneg Chamberskommissioun kommen, zesumme mat der Direction vun der Steierverwaltung, fir dës Mesuren dann och e bësse méi am Detail mat hir zesummen ze elaboréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech kommen zu menger Konklusioon.

Ech hunn den Debat an Iech alleguerten de Moien an de Mëtteg ganz gutt nogelauschert. Et ware vill ganz gutt Iddien a ganz gutt Iwwerleeungen derbäi.

Ech verstinn d'Suerge vun den Entreprises, déi d'Entwécklung vun der Weltwirtschaft ganz no suivéieren. Ech verstinn och d'Suerge virun allem vun deene Leit, och deene jonke Leit an och de Familjen, jonke Familjen an och deenen Elengerzéierenden, déi an der aktueller Situatioun Problemer hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. D'Kafkraaft grad vun deene méi sozial schwache Stéit ass e Sujet, dee mir och ganz no um Häerz läit. Do, wou néideg, sinn ech och

weider an Zukunft derfir, geziilt nei Mesuren ze huelen.

Mee d'Steierpolitik kann a soll net alles maachen. Dofir soll een d'Steiermesuren ni eleng, mee ëmmer zesumme mat deene soziale Mesuren an Hëllef kucken, déi en place sinn an zu Lëtzebuerg mat zu deene generéierten op der Welt zielen. An ech mengen, och dat soll een an dësem Debat net vergiessen.

Mir mussen awer realistesch sinn: Et ass net alles méiglech. Och wann heibannen extrem vill gutt Iddien op den Dësch bruecht gi sinn, et kann een net alles maachen. An et kann een och net alles an dann och säi Géigendeel fuerderen: breetflächeg Steiererleichterungen, zur selwechter Zäit héich Investissementer an zur selwechter Zäit niddreg Scholden. Dat geet einfach net!

Ech zitieren dann och, wat de Moie gesot ginn ass: „D'Politik fänkt mat der Betuechtung vun der Wirklechkeet un.“ Ech sinn do ganz mat deem Zitat d'accord.

An ech verst verschidde vun de Fuerderungen, mee als Finanzministesch muss ech awer eng méi responsabel Approche huelen. A genau dat wäert ech och maachen. Dofir wäert d'Regierung selbstverständlech och weider kucken, wat machbar ass. Ech a mir maache Politik am Interêt vum Land, senge Biergerinnen a senge Bierger an och sengen Entreprises.

Mee kuerzfristeg sinn déi Pisten, déi an der Motioun vun der Majoritéit opgewise ginn, e realistesch an och equilibréierte Package. Et ass e verstännege Kompromiss zwëschen deem, wat wünschenswäert ass, an deem, wat an der aktueller Situatioun, déi mer och alleguerte ganz gutt kennen, méiglech ass.

Si sinn och e konkreete Bäitrag dozou, eis Gesellschaft an dësen trotzdeem schwierigen Zäiten erëm méi no zesummenzeféieren, an dat vun deene Jonke bis iwwert d'Alterséchelle eraus och fir déi eeler Matbierger, mee och fir eiser Wirtschaft déi néideg Perspektiven ze ginn, fir gestärkt aus der Kris erauszekommen, fir dass si och an Zukunft Aarbechtsplaz schafen an hir Steiere bezuele kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech e ganz grouse Merci fir Äert Nolauschteren a wierklech fir dee ganz konstruktiven Debat, deen haut hei iwwert d'Steiere stattfonnt huet. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. Parole après ministre fir den Här Dan Kersch.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Merci, Här President. Nach eng Kéier, Madamm Minister, Dir hutt, mengen ech, hei an enger exzellenter Ried d'Prioritéit vun der Regierung nach eng Kéier duergeluecht an och dat, a wéi eng Richtung dass dës Koalitioun an deenen nächste Wochen a Méint wäert zesummeschaffen. An ech kann Iech derfir nëmme felicitéieren.

Erlaabt mer awer och trotzdeem, nach op eppes anzugeen: d'Theema Übergewinnbesteuerung. Dir hutt gesot, et wär kee Land, wat géif an déi dote Richtung goen. Dat ass faktesch falsch. Et sinn eng Rei Länner an der EU, déi dat maachen. An et gëtt och eng kloer Uweisung vun der EU-Kommissioun zënter Juni, März, Mee, nee Juni, loosst mech net festleeën, wou se de Länner ausdrécklech déi Méiglechkeet zugesteet. Ech wollt dat just eng Kéier preziséieren.

Et ass also näischt, wat elo iergendengem op eemol wéi e Fuerz an de Kapp komm wär. Dat ass eng ganz konkreet Virstellung, wéi een an nächster Zukunft kann drop reagieren, dass et grouss Betriber, grouss

Konzerner gëtt, déi wéinst der Kris vill, vill méi Suen hu wéi virdrun.

Ech hat virdu gesot, et si selbstverständlech déi grouss Energiebetriber, mee et sinn och aner. Notamment sinn et dann d'Rüstungsbetriber, an de Moien hate mer en anert Beispill: Amazon etc., etc., an ech ginn dovun aus, dass déi net géife futtgoen, wa se géife méi Steiere bezuelen, wéi dat am Moment de Fall ass, während enger gewëssener Zäit, fir Solidaritéit ze üben.

Merci!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kersch.

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Merci, Här Kersch. Ech mengen, dat war elo keng Fro u mech. J'en prends acte a soen dann nach eng Kéier Merci fir déi vill exzellente Iddien, déi hei waren. An ech mengen, dësen Debat, dee muss och weidergefouert ginn. Villmools merci!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Ministesch.

**Motions**

Mir kënnen dës Debatt awer net ofschléissen, ouni datt mer iwwert déi zwou Motioune befannen.

**Motion 1**

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här André Bauler deponéiert ginn ass am Numm vun de Majoritéitsparteien. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Roth.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll dësen Debat och net onnëtz verlängeren. Erlaabt mer awer just ze soen, dass et sécherlech net u mir ass nach vläicht u eiser Fraktioun, fir d'Konklusioon vun dësem Debat ze zéien. Ech wëll awer soen, dass mer agreabel iwwerrascht waren, dass vill ganz konkreet Propositione komm si vun iwwregens alle Fraktiounen hei am Haus.

An d'Leit dobaussen, d'Biergerinnen an d'Bierger, gesinn och, dass déi Deputéierten, déi hei sinn, schaffen an dass se sech konkreet mat engem Sujet ofginn. Jo, jo, dat soll een och eng Kéier soen! An et huet ee virun allem gesinn, dass et e kloer Positionnement gëtt zu ville wichtige Froen, deen natierlech ënnerschiddlech ass, deen zum Deel och vläicht ideologesch e bësse gefierft ass. Mee dat respektéiere mir als CSV.

Fir eis ass et wichtig als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei vun der Mëtt, dass mir equilibréiert Positionen ...

(Brouhaha)

... duergeluecht hunn. A fir eis sinn alleguerten déi Positionen ënnert dem Motto: Schaffe muss sech lounen, grad an dëser Zäit!

Zu der Motioun. Do wësst Der, dass mer, bon, d'Consideranten, dat heescht de Preamble, do si mer net mat allem d'accord, gesinn dat och e bëssen als e Persilschäin fir d'Regierung.

Wat allerdéngs d'Invitten ubelaangt, dat heescht den Dispositif vun der Motioun, do hu mir, mengen ech, zu deem ganz grouse Gros vun deene Punkten, déi opgeworf gi sinn, och de Moien an de Mëtten duerch den Här Mosar kloer d'Positione vun der CSV duergeluecht.

Woumat mer e Problem hunn, dat ass, dass dat Parlament hei, mee dat ass d'demokratescht Spill, an eiser Siicht ze oft no enger Logik 31/29 fonctionéiert. An aus deem Grond wëlle mir och e kloer Zeeche setzen, dass mir déi Funktionsweis net ëmmer appreciéieren. A mir wëlle mat dem gudden Beispill virgoen.

A mir wäerten als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei duerfir dës Motioun matdroen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Roth. Dann huet den Här Roy Reding d'Wuert gefrot.

**M. Roy Reding** (ADR) | Merci, Här President. Ganz kuerz. Ech wäert meng Kollege recommandéieren, déi Motioun hei net matzestëmmen. Et ass mir ze vill „étudier“, „évaluer“, „analyser“, „examiner“ an esou weider an eigentlech kee Fleisch um Knachen. Besonnesch keng vun deene wichtege Mesuren, déi aus sozialen Ursachen an eisen Aen elo bluttoutwendeg wieren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Reding. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also ech soen, mir gesinn déi heite Motioun e wéineg ewéi eng Farce. Et ...

**Une voix** | Oho!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | ... liest ee se an et gesäit een, dass et kee Konsens tëscht de Majoritéitspartei gëtt. Well dat Eenzezt, wat dobäi erauskënnt, ass „examiner“, „suivre de près“, „évaluer“, „analyser“ an esou virun, „étudier“; ech mengen, Dir hat Schwierigkeiten, nach aner Wieder ze fannen zum Schluss.

Bref, mir kënnen just soen: Dir hat elo jorelaang Zäit, fir Pisten opzebréngen. D'ailleurs sinn d'Pisten all um Dësch. An hei goufen der vill genannt haut. Ech kann Iech souguer, wann Der wëllt, aus Ärem Koalitionsprogramm der e puer nennen, wann Der der braucht, well do sinn der eng Rei dran. Zum Beispill: „l'introduction d'un barème d'impôt unique“, fir dann „l'examen des pistes de simplifier et moderniser“. Also, Dir hutt Är Pisten. Déi sinn do. Ech mengen, Dir musst net nach weider no Piste sichen. Si sinn all do.

Dofir, mir sinn net averstanen, dass Der nach muss weider sichen a suivéieren an evaluéieren. Et gëtt wierklech alles. Et ass alles um Dësch.

Mir sinn der Meenung, dass et elo un der Zäit ass, ze handelen.

*(Coups de cloche de la présidence)*

Et ass elo d'Zäit, Moosnamen ze ergräifen. An et geet einfach duer. Et ass alles um Dësch. An ech mengen, et muss een einfach de Courage iergendwann eng Kéier huelen an eppes ëmsetzen. A wéi gesot, an Ärem Koalitionsprogramm steet genuch dran.

Villmoos merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Oberweis. An dann ass et um honorabelen Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Merci der Majoritéit fir déi Motioun. Mir wäerte se och net matzestëmmen, well mer e bëssen eng aner Vue hunn op de Steiersystem. Mir sinn eeben der Meenung, dass d'Kapital méi misst besteiert ginn, awer dofir d'Arbecht manner. An dat fanne mer an dëser Motioun nun emol net erëm. Mir hunn dat laang erkläert virduen.

A wat e bësse stéiert, wou Dir schreift „des prix de l'énergie“. Mir sinn der Meenung, mir missten aus dem Tanktourismus erausklammen. Et geet net, dass mer elo do nach steierlech Virdeeler weiderhin hei oprechterhalen. Soudass mer dat haut net kënnen matzestëmmen.

An d'DP huet virdu gesot: „Et ware schwierig Jore fir d'Regierung“. Do ginn ech Iech vollkommene Recht. Mee et waren och schwierig Jore fir de Bierger, an och dee misst esou lues dann e Retour kréien, well och deen huet geleescht. An alles, wat d'Regierung elo u Geld konnt verdeelen, war eigentlech, well de Bierger dat erwirtschaft huet. An et wär elo de Moment gewiescht, wou een hätt kënnen zrëckkommen.

An Dir schreift hei: „le pouvoir d'achat des familles monoparentales“. Bon, eis geet dat net wäit genuch. Dir wësst ganz kloer, mir hätte gären d'Wittfraen ..., dass déi entlaascht géife ginn, sou wéi déi Elengerzéiend, dass déi och kloer entlaascht ginn an an eng aner Steierklass kommen.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen. Ech mengen, da kënnen mer zum Vott vun der Motioun Nummer 1 kommen.

**Vote sur la motion 1**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 1 ass mat 52 Jo-Stëmme géint 7 Nee-Stëmme ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Max Hahn), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. François Benoy), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Djuna Bernard).*

*Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

*M. Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

**Motion 2**

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi vun der ADR-Sensibilitéit deposéiert ginn ass. Da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert un den Här Roy Reding.

**M. Roy Reding** (ADR) | Jo, Merci, Här President. Just ganz, ganz kuerz. Eng Prezisioun: D'Madamm Finanzminister huet gemengt, d'Mindestlounempfänger géife souwiso keng Steiere bezuelen. Ech wollt dat awer redresséieren. Et gëtt e ganz flotte Site fir Expats, justarrived.lu, déi hunn eng Steiercalculatrice. Also, wann ech den onqualifizéierte Mindestloun verdéngen, hunn ech 27.760,56 Euro am Joer a bezuelen domat an der Steierklass 1 878 Euro netto. Brutto wieren et der 1.381. Mee da kënn jo de Crédit d'impôt erof vu 600.

Wouer ass: An der Kategorie 1a an 2 bezuelen ech näischt.

Bei deene mam qualifizéierte Mindestloun, déi bezuelen an der Kategorie 1 1.862 Euro Steieren netto. An an der 1a ëmmer nach 368 Euro. An nëmmen an der Kategorie 2 ass et effektiv näischt.

Duerfir denken ech, ass eis Motioun total gerechtfertigt an et wär dee richteg Schrëtt, e kleng Schrëtt, mee e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Reding. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Wéi d'lescht Woch och schonn, wéi déi Motioun erakomm, wäerte mir dat haut matzestëmmen, well et ass ganz einfach esou: Ee mam Mindestloun bezilt Steieren. De Sven huet dat schonn oft hei virgerechent. An et sinn nu mol ..., Dir hutt virduen iergendwou an Ärer Ried, ech hat mer et opgeschriwwen, erwäant, dass am Ausland mer deelweis als räich ugesi ginn. Mee et muss een awer och kucken, wat een domadder ka kafen hei zu Lëtzebuerg. Kuckt een, wou den Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg läit, da kënn ee mam Mindestloun net méi aus.

An dat ass ee vun de Problemer. Wann dann de Staat nach higeeet an en hält deene Leit awer och nach Suen iwwert d'Steieren ewech, dann hëllef mer deenen net. An et wär besser, mer géifen dat bei deene ganz Groussen huelen, wéi virdu bei Amazon, an net do op d'Gericht goen, dass déi näischt bezuelen. An dofir awer dem Mindestlounempfänger seng puer Euro loossen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen. Da ginn ech d'Wuert un den Här Kersch.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Merci, Här President. Wann den Här Reding virduen der Meenung war, an der Motioun vun der Majoritéit do wär kee Fleisch um Knachen, da kann ech soen: Dat stëmmt net fir Är Motioun! An ech soen Iech wierklech Merci och, dass Der dës Motioun hei presentéiert hutt. Well et ass effektiv en décken Hond. An den décken Hond ass net onbedéngt an deem éischten Hallefsaz ze liesen, wou Der e Fräikomme vum Mindestloun vun der Steuerlaascht u sech frot. Do waren der vill, déi sech hei an déi Richtung ausgedréckt hunn. Mee en ass an deem zweeten Hallefsaz dran. Deen iwwregens sech och ganz differenziert par rapport zu där Resolutioun oder där Motioun, déi Der d'leschte Kéier hei am Kader vun engem aneren Debat virgestallt hutt, liest. Hei steet nämlech dran, dat dierft keng Inzidenz hunn op d'Steierkreditte. An et ass genau do, wou den Hond läit.

Wann een dat nämlech mécht, da muss een dat duerch de ganze Steuerbarème zéien. An dat géif – dat hate mer an der Kommissioun festgehalten an ech mengen, d'Madamm Finanzminister hat dee Chiffer och eng Kéier gesot oder den Här Bauler hat en de Moie gesot – 1,8 Milliarden Euro kaschten.

Wien am meeschte vun deenen 1,8 Milliounen géif profitéieren ...

**Plusieurs voix** | Milliarden!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | ... Milliarden, géif profitéieren, dat brauch ech Iech hei net ze soen. Do géife fir d'Mindestlounbezéier d'Grimmelen iwwreg bleiwen a fir déi, déi an deenen allerhächsten Akommeskategorie sinn, dee groussen Deel ofalen. Dat ass eng Optioun, déi mir op kee Fall kënnen deelen. An dofir proposéieren ech och, dass mer dat heiten net matzestëmmen.



**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kersch.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Ech hoffen, dass och den Här Goergen dat elo gemierkt huet a sech net ..., well wann en u sech konsequent ass mat deem, wat en elo déi ganz Zäit hei gesot huet, da kann en net fir déi Motioun hei stëmmen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kersch. An dann huet den Här Gilles Baum d'Wuert gefrot.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci. Mir hate jo déi Motioun schon eng Kéier um Ordre du jour hei. An effektiv ass et esou, dass fir den onqualifizéierte Mindestloun an der Steuerklass 1 Steieren ze bezuele sinn. A fir de qualifizéierten och. Dat heescht, an der 1a an an der 2 si keng Steieren ze bezuelen. An d'Steierlaascht läit bei 4 %. Dat heescht: Wann een elo seet, der Chamber e Projet virzeleeën, fir de Mindestloun integral vun der Akommessteuer ze befreien, dann ass dat jo zum Deel net richtig, well jo schon en Deel vun deene Leit, déi de Mindestloun kréien an der Steuerklass 2 an an der 1a, keng Steiere bezuelen. Also ass ... De Wording hei ass net ganz korrekt. An dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net matzedroen.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Baum. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir droen dat heiten och net mat, well mir hunn do eng aner Approche. Mir sinn defir, dass de Mindestloun gehéicht gëtt – substanzuell gehéicht gëtt! –, éischstens emol.

A mir mengen och net, dass een et sollt steierfräi maachen, well mir mengen, dass jiddweree soll d'Recht hunn, Steieren ze bezuelen am Sënn, wou een, wann ee Steiere bezilt, och gebonnen ass un d'Allgemenggutt. Et mécht een dat jo och, fir Deel ze si vun engem grouse Ganzen.

Also, mir mengen net, dass ee keng Steiere soll bezuelen, well ee soss herno risquéiert, ausgeschloss ze ginn. Jo, et ass och e Lien, deen een huet. Dofir ass et wichtig, Steieren ze bezuelen.

Mee et soll natierlech ... De Mindestloun soll op jidde Fall gehéicht ginn, also konsequent gehéicht ginn, wéi mir et och schon hei proposéiert hunn. Dofir droe mir dat heiten net mat.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Oberweis. Dann nach eng Kéier den Här Reding.

**M. Roy Reding** (ADR) | Jo. Just ganz, ganz kuerz, fir Saache richtegstellen. Et geet hei net ëm de gesamte Steuerbarème. Et geet hei ganz speziell ëm d'Kategorie vum Mindestloun.

Dann, et gëtt, Här Baum, et gëtt ... Och an der Steuerklass 1a bezilt ee Steiere beim qualifizéierte Mindestloun, fir och dat nach eng Kéier richtegstellen.

(Brouhaha)

An dat Drëtt ass: Wann Der d'accord sidd, et matzestëmmen, wa mer deen Hallefsaz ewechloossen „an dëst ouni final Inzidenz op d'Steierkreditter“, a mir beschränken eis drop ze soen: „de Mindestloun integral vun der Akommessteuer ze befreien“, da wäre mir duerchaus d'accord, dat esou ëmzeformuléieren, wann dat Iech dann hëllef, Ärem Häerz e Stouss ze ginn.

(Interruption)

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Reding.

(Interruption)

Ech gesi keng Wuertmeldung. Den Här Gilles Roth, wannechglift.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Mir wollten eigentlech net intervenéieren, well mer dem Här Kersch seng Argumentatioun, déi mir de Moien nach am Numm vun der CSV gemaach ..., well mer déi deelen.

Mee wann awer elo sollt do Stopp sinn, dass een einfach seet, de Mindestloun soll vun der Akommessteuer befreit ginn, do hu mir kee Problem. Mir haten de Moien e Wee proposéiert, dass een dat duerch en degressive Steuerkredit ..., well et ass net ganz vill, et ass an der Steuerklass 1, wou et ufält, an der Steuerklass 1a an an der Steuerklass 2. Een, deen um netqualifizéierte Mindestloun schafft, ech mengen, dee bezilt keng Steiere méi. Mee wann e Punkt ass hannert „befreit“, da kënne mir dat matstëmmen. Dat ass och dat, wat mir de Moie gesot hunn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Roth. Da ginn ech d'Wuert erëm eng Kéier zrëck un den Här Kersch.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Fir eis ass dat net d'Léisung vum Problem. Ech hat de Moie gesot, mir géifen eis als Majoritéit hei net ausenanerdreiwe loosse. Mir hu virdrun d'Prioritéit vun der Regierung ganz kloer héieren. Et geschitt awer eppes, fir d'Leit ze entlaaschten, haaptsächlech déi an den ënneschten Akommeskategorien. An duerfir wäerte mir dës Motioun net matstëmmen, och wa mer eis Meinung zu där Thematik ganz kloer ausgedréckt hunn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun kommen.

D'Ofstëmme fänkt un.

(Brouhaha)

**Plusieurs voix** | Här President ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Déi geännert, déi modifizéiert Versioun vun ..., wéi den Här Reding et virdrun proposéiert huet.

**Vote sur la motion 2 modifiée**

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 27 Jo-Stëmme géint 32 Nee-Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Haldorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Octavie Modert), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

*Ont voté non* : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Max Hahn), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Djuna Bernard) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Domadder hu mer dës Punkt ofgeschloss.

## 5. 8000B – Projet de loi relative à une subvention de loyer

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëten ass de Projet de loi 8000B iwuer eng Loyerssubvention. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission du Logement**

**Mme Semiray Ahmedova** (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, ech stellen Iech haut e weidere Gesetzesprojet vir am Kader vun den Aiden, déi an der Tripartite decidéiert goufen, nämlech d'Erhéijung an d'Erweiterung vun der Subvention loyer. Et sollt bemierkt ginn, datt et am Ufank geplangt war, all d'Logementsmesuren am éischte Gesetzesprojet mat der Nummer 8000, zesumme mat deenen anere Mesuren, einfach ze transposéieren. Mee nom Avis vum Staatsrot huet déi speziell Tripartite-Kommissioun decidéiert, den initiale Projet an zwee Deeler opzedeelen mat den Nummern 8000A a B.

Dës Gesetzesprojet mat der Nummer 8000B, deen de Volet Logement ofdeckt, soll scho fir den 1. August 2022, dat heescht, dëst Joer, all d'Adaptatiounen vun der Mietsubvention aféieren. Ursprénglech sollten dës Aiden am Reformprojet 7938 definéiert ginn. Duerch d'Tripartite gëtt dës Reform awer virgezunn an de Montant nach zousätzlech erhéicht.

Wat ännert sech elo konkret?

Ma de maximale Montant, zum Beispill, fir Stéit, déi aus enger Persoun bestinn, gëtt ëm 50 Euro de Mount erhéicht an allgemeng gëtt de Montant vun den Aidë fir déi Stéit, déi eligibel sinn natierlech, an der Moyenne ëm 50 % an d'Luucht gesat par rapport zu der aktueller Situatioun. De Montant gëtt dem Akommes – a sou dem Liewensstandard – ugepasst a Famille-monoparentalle ginn och hei besser consideréiert.

De Plaffong vum Akommes, deen u sech maassgeeblech ass, fir kënnen Aiden ze kréien, gëtt erhéicht. An domadder erlabe mer u sech, datt méi Stéit Recht hunn op eng Subvention de loyer.

Ech wollt Iech awer natierlech och e konkret Beispill ausrechnen, well et ass meeschtens méi ..., kann ee sech dat bildlech méi einfach virstellen.

Ech hunn elo eng Koppel geholl mat engem Kand, wou d'Akommes am Joer, de Revenu annuel, bei ronn 55.000 Euro läit. Si hätte Recht op 320 Euro Subvention de Mount, fir hire Loyer ze bezuelen. Am ganze wieren dat op d'Joer gesi ronn 4.000 Euro.

Domadder ginn ech da kuerz op d'Aarbechte vun der Kommissioun an. Et ass interessant, dee ganze Volet ze gesinn, well et gesäit een, datt wierklech ganz schnell hei an der Chamber geschafft ginn ass an deem Kontext.

Den 29. Abrëll 2022 gouf an der Chamber de Gesetzesprojet 8000 deposéiert, deen déi verschidde Mesuren ëmsetze soll, déi am Tripartite-Accord vum 31. Mäerz virgesi waren.

Den 20. Mee huet de Staatsrot säin Avis zum Gesetz ausgeschwat an opgrond vun der Kritik vum Staatsrot gouf jo, wéi ech virdrun gesot hunn, decidéiert, dat Ganz an zwee opzedeelen. D'Artikelen 1 bis 19 betreffend de Volet Logement sinn dann zu engem eegene Projet gi mat der Nummer 8000B.

De Gesetzesprojet gouf och vum Logementsminister der Logementskommissioun an der Sitzung vum 2. Juni virgestallt.

Mir kruten och e puer Avise vun de Beruffskummen, mee op déi kommen ech méi spéit nach eng Kéier zréck.

D'Logementskommissioun huet och den 10. Juni eng Rei vun Amendementer ugeholl.

Den 21. Juni krute mer den Avis complémentaire zum Gesetzesprojet an den 30. hu mer dat an der Logementskommissioun och analyséiert.

De 4. Juli kruten d'Membere vun der Logementskommissioun de Rapport geschéckt a mir konnten deen de 7. Juli formell an der Kommissioun unhuelen.

Elo méi am Detail, méi ausféierlech den Avis vum Staatsrot: A sengem Avis vum 20. Mee mécht de Staatsrot eng Rei vun Observatiounen an awer och eng Rei vun Opposition-formellen. De Staatsrot ass formell géint d'Definitioun vun enger „communauté domestique“, well hei wier et net kloer, ob den Demandeur selwer mat abegraff ass oder net. Geméiss dem Paragraf 3 vum Artikel 1 ass et un der Persoun, déi soss anzwousch aneschtens wunnt, de Beweis ze liwweren, datt se net an där Wunneng ass, fir déi d'Mietsubventioun am Fong gefrot gëtt. Och hei huet de Staatsrot u sech Bedenken a si sinn am Fong dergéint, well et dem Prinzipp vum Contradictoire widder-sprécht.

Ausserdeem gesäit de Staatsrot keen objektive Grund, en Ënnerscheid ze maachen zwëschen enger Persoun, déi e schréftlechen oder eeben e mündleche Mietvertrag ofgeschloss huet. Dofir, op Propos vum Staatsrot, hu mer am Text „par écrit“ einfach ewechgelooss.

A sengem Avis complémentaire vum 21. Juni mécht de Staatsrot nach eng weider Suggestioun, fir den Text ze verbesseren, fir datt en och méi kloer ass, nämlech datt „chacune des personnes“ sollt hei duerch „chacun des membres de la communauté domestique“ ersat ginn. An d'Logementskommissioun hält dat natierlech och esou un. Esou kann de Staatsrot schlussendlech all seng Opposition-formellen ophiewen.

Ech kommen dann zu den Avise vun de Beruffskummen.

Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass de 17. Mee komm. Déi sinn natierlech frou a begrëssen déi Subvention de loyer, déi erhéicht gëtt.

Den Avis vun der Chambre des Salariés ass de 17. Mee komm. An hirem Avis begrësse si och d'Erhéijung vun der Mietsubventioun a proposéieren u sech, datt de Montant sollt automatesch un d'Variatioun vun de Liewenskäschten ugepasst ginn. Si begrëssen och d'Erhéijung vun der Grenz vum Akommes, soudatt dee Moment méi Stéit eligibel sinn.

D'Chamber plädéiert ... also, d'Chambre des Salariés plädéiert fir eng Sensibilisatioun an eng Informationscampagne fir sécherzestellen, datt och allequerten d'Stéit sech hire Rechter bewosst sinn.

Den Avis vun der Chambre de Commerce ass den 21. Mee (veuillez lire: den 31. Mee) komm. An hirem Avis begrëisst d'Chambre de Commerce och d'Adaptatioun vun der Mietsubventioun. Si hätt awer gären, datt d'Erweiterung an d'Eligibilitéitskonditiounen, déi erhéicht sinn, u sech just sollen eng temporaire Mesure bleiwen. Firwat? Well si fäerten ..., also et gëtt e Risiko: Si fäerten, datt dat allgemeng dozou féiert, datt d'Loyeren um Marché erhéicht ginn.

Den Avis vun der Handelskummer ass de 25. Mee komm. An hirem Avis begrëisst d'Chambre de Commerce d'Ëmsetzung an d'Rechemethod, soudass

d'Subvention de loyer ..., an d'Handelskummer mécht sech allerdéngs och hei Gedanken, datt duerch d'Subventiounen u sech kéinten d'Loyeren allgemeng an d'Luucht gesat ginn.

Fir méi Detailler verweisen ech op dëser Plaz op mäi schréftleche Rapport.

Här President, ech kommen dann zum Schluss vum mengem Rapport. Dëse Projet de loi ass e wichteg Puzzlestéck vun all deene Gesetzer, déi eis hëllefen, eis Gesellschaft ze stäerken. Mir erreechen domadder grad déi Stéit, déi et am schwéiersten hunn, mee och besonnesch déi Leit, déi ganz oft e ganz héije Loyer mussen bezuelen, déi awer och en niddregt Akommes hunn, well si sinn engem héijen Aarmutsrisiko ausgesat.

Déi Subvention de loyer wäert et ville Leit erméiglechen, sech eng würdeg Wunneng ze leeschten, a mir gräifen hinnen esou ënnert d'Äerm an erlaben hinnen, eng besser Liewensqualitéit op deem Wee ze hunn.

Den Impakt fir d'Leit ass net negligeabel. An der Moyenne, wéi ech scho virdu gesot hunn – mee et ass wichteg, dat nach eng Kéier ze betounen –, an der Moyenne gëtt d'Subvention de loyer ëm ronn 50 % eropgesat.

Fir Iech hei nach eng Kéier e konkret Beispill unzeginn: Mir si vun 155 Euro de Mount op ganzer 280 Euro de Mount eropgaangen. Dat wieren da ronn 3.400 Euro, ronn 2.000 Euro Ënnerscheid par rapport zu der aktueller Situatioun. A grouss Famille kënne souguer bis zu 400 Euro de Mount u Subventiounen kréien.

Dat gesot, sinn ech natierlech immens frou, am Numm vum menger grénger Fraktioun hei den Accord zu dësem Projet de loi ze ginn.

Zum Schluss erlaben ech mer awer och op dëser Plaz, e ganz spezielle Merci ze soen un d'Madamm Francine Copard, déi deemächst an hir wuelverdénge Penssioun wäert goen. Mee ech wëll awer wierklech och am Numm vum eiser Logementskommissioun Merci soe fir eng irrefragabel Aarbecht, fir eng diligent Aarbecht an einfach och fir dee Mënsch, deen hatt ass. Merci, merci villmoos Francine!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Semiray Ahmedova** (déi gréng), rapportrice | Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies ageschriwwen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

### **Discussion générale**

**M. Marc Lies** (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och der Rapportrice, dem Semiray Ahmedova, e ganz, ganz décke Merci fir dësen detailléierten an ausféierleche Rapport.

Ech mengen, fir et direkt virewechzehuelen, d'CSV wäert dësen Text hei matstëmmen. Ech mengen, dat steet ausser Fro. Hei geet et ëm Hëllefen. Mir kennen d'Situatioun alleguerten, wéi se dobaussen ass, zemoos elo och mat där ganzer Kris, Energiekris, déi eis an deene leschte Méint da soi-disant iwwerfall huet.

Mir kennen awer och d'Problematik ronderëm de Wunnengsbau, wat näischt Neies ass a wou effektiv

iwwert déi lescht Joren ëmmer schonn driwwer debatiert ginn ass.

Bon, ech mengen, d'Rapportrice huet et gesot, datt dësen Text hei eeben ervirgeet aus dem Projet de loi 7938, deen effektiv Enn leschtem Joer vum zoustännege Logementsminister deposéiert respektiv hei an der Chamber deposéiert ginn ass.

De Projet de loi 7938 huet awer dee Moment och nach eng aner Facette: Dat ass nämlech d'Reform vun dem 79er Gesetz iwwert d'Aide au logement.

Do ass den 7937, wat och een anert Element vun dëser Reform ass. Do wéilt ech vläicht nach zwee Wuert dozou soen, well eeben d'Problematik ronderëm de Wunnengsbau eis alleguerten extreem bewosst ass an eis awer och alleguerten extreem beschäftegt.

Do wéilt ech vläicht nach zwee Wuert dozou soen, well eeben d'Problematik ronderëm de Wunnengsbau eis alleguerten extreem bewosst ass an eis awer och alleguerten extreem beschäftegt.

Ech hunn et schonn e puermol an der Logementskommissioun gesot, datt et wichteg wär, datt mer dëse Sujet ronderëm dës Reform och in extenso an der Logementskommissioun sollen a mussen diskutéieren an och debattéieren. Virun e puer Wochen huet och de Syvicol en Avis zu dem 7937 ofginn, en Avis, dee sécherlech net extreem favorabel ass, wann et ëm d'Ëmsetzung vun dëser Proposition geet. An ech mengen, datt se och nach intensiv an deenen nächste Wochen a Méint diskutéieren, datt dee Moment och déi Iddien an déi Propose respektiv déi Kritik, déi do ugefuert ginn ass, kann an och soll a muss diskutéiert ginn.

Wann ech soen, datt all Gremium natierlech och säin Apport zu deem Ganze soll a muss droen, verweisen ech och op eng Proposition de loi, déi d'CSV d'lescht Joer gemaach huet. An ech hunn dem Här Benoy virdu ganz gutt nogelauschtert, och an der Steuerdebat, mengen ech, wou de Mëtten eng ganz Partie Proposen an Iddien op den Dësch komm sinn, wat och wichteg ass a wou och am Beräich vum Logement eng ganz Partie Pisten opgezeechent gi sinn. An do huet den Här Benoy, wat ech extreem begrëissen, och am Kader vun der Gestion locative sociale gesot, datt mer effektiv an deenen nächste Jore méi Efforten an deem Segment mussen maachen.

D'Gestion locative sociale ass dat einfachst Segment, fir effektiv un erschwéngleche Wunnraum ze kommen, awer och fir géint de Leerstand virzegoen. An ech mengen, datt huet d'CSV zanter Jore propagéiert, a mat enger Proposition de loi, déi praktesch virun engem Joer hei gemaach ginn ass vun eiser Säit, ass e gewëssenen Incentif gesat.

An do widdersprécht dat, wat den Här Benoy de Mëtte gesot huet, awer e bëssen deem, wat de Minister hei iwwert déi lescht Méint a Joren ëmmer gesot huet, datt effektiv dee privaten net soll an den erschwéngleche Wunnengsbau dee Moment mat eran integréiert ginn.

Här Benoy, Dir hutt dat de Mëtte gesot, datt effektiv de privaten ..., datt do effektiv och um steierleche Plang méi Efforte sollen an Zukunft gemaach ginn, wat mer absolut begrëissen. An duerfir, an deem Sënn, Här Benoy, géif ech Iech hei e bësse Lektür mat iwwert d'Summervakanz ginn, dat ass d'Proposition de loi 7856 vun der CSV vum Juli 2021. Do stinn nämlech effektiv Pisten dran, wéi een dat an Zukunft kéint ugoen.

An an deem Sënn soen ech Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren, ginn natierlech den Accord vun der

CSV-Fraktioun zu dësem Text a wënschen dem Här Benoy „bonne lecture“ iwwert de Summer. Merci.

(Hilarité)

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Lies. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn.

**M. Max Hahn** (DP) | Merci, Här President. Dass mir iwwerhaupt e Wunngeld hei zu Lëtzebuerg brauchen, ass eigentlech bedauerlech. Ech mengen, do si mer eis eens. Mee ech mengen, wann et esou eng Diskrepanz gëtt tëscht Offer an Demande, da féiert dat derzou, dass d'Logementspräisser an d'Luucht ginn. A fir dat e bëssen ofzefiederen, notamment fir déi Leit, déi eebe sozial net esou gutt gestiwwelt sinn – an dat sinn awer ganz oft déi, déi Locataire sinn –, ass d'Wunngeld 2016 agefouert ginn.

Zanterhier hu mer déi eng oder déi aner Adaptatioun gemaach, ëmmer an déi selwecht Richtung. Dat heescht, mir hu probéiert, d'Montanten an d'Luucht ze setzen. Mir hu probéiert, de Krees vun deenen, déi eligibel sinn, an d'Luucht ze setzen. Dat maache mer och haut mat deem heite Gesetzestext. An doriwwer eraus gi mer och op déi speziell, a jo, ganz schwiereg Situatioun vu ville Monoparentallen an.

D'Wunngeld selwer, fir Iech ee Beispill ze nennen, ass awer considerabel. Wann een zum Beispill elengerzéiend ass mat engem Kand, da kann een nom Vott vun deem heite Gesetzestext bis zu 320 Euro bei sengem Loyer gehollef kréien, a pro Kand kann dat dann nach an d'Luucht goe bis 400 Euro de Mount.

Et kann ee soen, dat sinn eigentlech vill Suen. Wann een awer op där anerer Säit ... ass eppes, wat eis allegueren ze denke soll ginn, an dat hu mer allkéiers, wa mer iwwert deen heiten Text an der Chamber geschwat hunn, ëmmer erëm opgeworf a mir hunn déi richteg Léisung nach net fonnt: Dat ass nämlech de Krees vun deenen, déi tatsächlech vun där Mesure hei profitéieren.

Et muss ee wëssen, de Krees vun deenen, déi heivu kënnen profitéieren, do si mer bei zwee Drëttel vun all de Locataire he zu Lëtzebuerg, déi vum Wunngeld kënnen profitéieren. Dat waren 2021, also d'lescht Joer, 36.000 Stéit, déi konnte profitéieren. An elo haalt Iech un: Et sinn der just 7.000, also ronn e Fënnfettel, déi heivu profitéiert hunn.

Dofir muss mer kucken, och nach un déi aner ze kommen. Well et si schwiereg Zäiten a mir hunn déi lescht Deeg hei ganz vill iwwert d'Energiepräisser geschwat, déi an d'Luucht ginn, wat sécherlech och nach derzou wäert bäidroen, dass déi Leit, déi sozial eebe méi schlecht do stinn, och nach an Zukunft enorm Schwieregkeete wäerte kréien. An do ass eeben dat Wunngeld hei ganz gutt an dofir ass et jo och an den Tripartite-Accord mat agefloss.

Nichtsdestotz – an dat vläicht eng Fro oder e Wonsch un de Minister, mee ech mengen, hie weess et, well hie war derbäi, wéi dat Gesetz hei gestëmmt ginn ass, a senger Fonctioun deemools nach als Deputéierten an och, wéi mer déi éischt Adaptatioun gemaach hunn -: Mir müssen och un déi Leit kommen. Et ass driwwer geschwat ginn: Mir müssen an d'Office-sociale goen. Mir müssen an d'Gemenge goen, fir Reklamme ze maache respektiv fir un déi Leit erunzekommen. Mir müssen och un déi auslännesch Press erugeen, fir déi Leit do cibléiert ze erreechen.

Vläicht huet de Minister do déi eng oder aner Iddi, wat mer nach kënnen maachen, fir d'Leit ze erreechen, well déi Mesure hei, sou gutt wéi se och ass, a se

ass ganz gutt, wéi gesot, déi ka just hir voll Friichten droen, wa mer dann och allegueren d'Leit erreechen.

Dëst gesot, e ganz, ganz grouse Merci un d'Semiray Ahmedova fir hire ganz gudd schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech géif da selbstverständlech och den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Hahn. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci. Ech kann et e bësse méi kuerz maachen, well de Rapport vun der Madamm Ahmedova war esou prezis an esou detailléiert, dass eigentlech alles gesot ass. Ech gi selbstverständlech den Accord vun der LSAP.

Mir sinn der fester Iwwerzeugung, dass et richtig ass, souwuel de Montant an d'Luucht ze schrauwe wéi och de Cerle des bénéficiaires méi grouss a méi breet ze maachen. An dat, wat den Här Hahn elo geschwat huet doriwwer, wéi mer d'Leit erreechen, déi wierklech kéinten an de Genoss komme vun där Subventioun an et vläicht emol guer net wëssen, dat ass eng Fro, déi eis jo allegueren, d'Majoritéit an Opposition, zënter dass mer déi Subventioun hunn, eigentlech beschäftegt. An do muss mer allegueren Efforte maachen, mir, awer och an de Gemengen an iwwerall.

An ier ech awer ophalen, wéilt ech dem Här Benoy soen, dass ech em awer wënschen, dass e méi spannend Lektür fënnt wéi Proposition-de-loien ze liesen iwwert de Summer. Haalt Iech déi fir den Hierscht. Si ass ganz interessant, mee haalt Iech se fir den Hierscht. De Summer ass do, fir sech och e bëssen ze erhuelen an net, fir nach weider Gesetzter ze liesen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Cruchten. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | An der Course ëm déi kierzte Ried, Här President, probéieren ech, mech elo gutt ze placéieren. Ech wollt der Madamm Ahmedova villmools Merci soe fir dee gudden Rapport.

Ech wëll just rappeléieren, dat hei kéint jo aus der Tripartite, datt d'ADR sech eigentlech fir den Indexsystem an där Form prononcéiert hat, wéi ee se ëmmer hat. Mee dat heite Gesetz huet trotzdeem eng ganz Rei vu wäertvolle sozialen Initiativen. An dofir wäerte mir et ënnerstëtzen a mat derfir stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Här President, am Joer 2015, bei der Aféierung vun der Subvention loyer, huet mäi Virgänger, den David Wagner, um Schluss vu senger Ried resuméiert, dass ee vill Argumenter fir a géint des Subventioun ka virbréngen.

Derfir muss ee sinn, well een der Meinung ass, dass d'Locataire mat klengen Revenuen op engem Locationsmarché, deen ausser Kontroll geroden ass, mussen finanziell gehollef kréien, well si am allerwéinegste fir déi héich Loyere kënnen.

Dergéint kann een awer och sinn, well mat enger Subventioun d'Locataire just Sue kréien, fir dass se dem Bailleur en iwwerdeierte Loyer kënnen bezuelen, woumat d'Logementskris ëmmer méi déif a langfristeg wäert ënnermauert ginn.

D'Konsequenz deemools war, dass si sech bei dëser Subventioun deemools enthalen hunn.

Mir sinn elo siwe Joer méi spéit, an néng Joer an der Mandatsperiod vun DP-LSAP-déi gréng. Legislativ si mer op der Loyersfro kee Meter méi wäit komm. De Marché huet sech awer mat ganz grouse Schrëtt weiderbeweegt. Anstatt politesch de Loyer an de Grëff ze kréien an dësen néng Joer, huet d'Regierung elo déi politesch Decisioun geholl, nach méi vun de Käschte vun dem Versoe vum Marché säit néng Joer ze kollektiviséieren a se der Allgemengheet opzëbuerden.

Well wat ass dat, wat mer hei beschléissen? Opgrond vun der Tatsaach, dass d'Logementskris sech ëmmer méi verdéift a verbreedert, andeems se vill Stéit ëmmer méi no un de finanziellen Ofgrond dreift an ëmmer méi Stéit och mat mëttlere Revenuen an d'Laberente bréngt, probéiert d'Regierung hei elo mat der Loyerssubventioun, dem Derapage bei de Loyere mat ëmmer méi staatlechen Hëllef hannendrunzelafen.

Mir sinn Zeie vun enger – mir nennen et – „schlächender Verstaatlechung“ vun de Loyeren. Awer eng Verstaatlechung, déi och an éischter Linn als Konsequenz huet, dass de finanzielle Rendement vun oft grouse Vermierer a Promoteuren ofgeséichert gëtt. Op eng Lenkwirkung bei de Loyere gëtt, aktuell zumindest, komplett verzicht.

Här President, a puncto Loyer hu béid Regierungen ënnert DP-Féierung bis elo net vill opweises. D'Reform vun de Mietkommissionen am Koalitionsaccord 2013 huet bis haut net stattfonnt. Den aktuelle Logementsminister huet se och ëmmer erëm ugekënnegt, an der Lescht gouf et awer roueg.

D'Reform vum Loyersgesetz gehéiert awer och zu de gedëllegsten Dossiere vun der Majoritéit. Grouss ugekënnegt 2018, si mer elo véier Joer méi spéit mat enger Virlag do, jo, déi scheinbar net méi aktuell ass an awer och elo erëm iwwerschafft gëtt. Deen Dossier riskéiert dann och elo, vläicht erëm eng Kéier bis un déi nächst Majoritéit weiderzegoen. Eis Proposition de loi vun 2018 staamt dann nach aus der leschter Legislaturperiod.

Domat bleift an der Loyerspolitik just nach d'Subvention loyer iwwreg. D'Berechnungsformel gëtt elo ugepasst, soudass méi héich Montanten erauskommen. An hei gouf par rapport zur ursprénglecher Virlag vun dëser Reform vu rirun engem Joer nach ugebessert. Dass zukünftig d'Kompositioun an de Revenu vum Menage den Ausschlag solle ginn an net e Fantasie-Referenzloyer, ass sécherlech positiv ze gesinn.

Gläichzäiteg gëtt d'Zuel vun de Menagen, déi Urecht op d'Subventioun hunn, bis an d'Akomesmëtt vun der Gesellschaft erweidert. Der finanzieller Realitéit vu ville Stéit gëtt domadder Rechnung gedroen. Problematesch ass awer – an do kommen ech dann zréck op déi onverschimmte Loyeren um Privatmarché an de mangelhafte Gesetzeskader – déi Konditioun vun der Legalitéit vum Loyer, déi drasteet.

Wien iwwerpréift dann iwwerhaupt d'Legalitéit, wann net eng Mietkommissioun oder e Geriicht? Opgrond vu wat verweigert de Ministère engem Menage dann d'Subventioun, wann ee selwer de Capital investieret guer net iwwerpréiwe kann? De Locataire kann dat selwer emol net wëssen, well en dofir d'Dokumenter net allegueren huet.

D'Mietkommissioun fonctionéieren awer meeschens net richteg, wann iwwerhaupt, deelweis guer net, an de Locataire zitt hei gären de Kierzeren.

Juristesch gesinn huet de Locataire en immens schlechte Stand a muss am Reegelfall dat huelen, wat him gebuede gëtt. Déi 5%-Reegel ass der Realitéit net

méi ugepasst a gëtt vu kengem geholl, och net vun der Regierung, soss hätt se scho längst misse gesetzlech intervenéieren, fir dat ze änneren an d'Mietkommissioun besser opzestellen.

Här President, mir bleiwen also bei eiser Positioun vun 2015 an enthalen eis. D'Subvention loyer ass e bësse wéi Dafalgan, esou gesi mir et. Si hält d'Péng fir e kuerze Moment vu verschiddene Stéit ewech, mee d'Grënn vun dëser Péng ginn net behuween. Si kënn ëmmer erëm um Enn vum Mount.

D'Logementskris betrëfft mëttlerweil 50 % a méi vun der Bevëlkerung an ufert ëmmer méi an eng allgemeng Sozialkris aus. D'Kris ass d'Resultat vu politischem Versoen iwwer Joerzénge. D'Locatairë mat ze héijem Loyer sinn awer am allermannste Schold dorunner. Dofir si mir och net géint dës Subventioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen (Piraten)** | Merci, Här President. Merci dem Semiray Ahmedova fir dee gudden schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech kéint elo nach eng Stonn Critique bréngen iwwer de Logement, mee dat heiten ass awer eppes, wat aktuell elo de Leit, déi eng Wunneng hunn, direkt kann hëllefen. An et ass nun emol dat, wat se brauchen. D'Präisser lafe fort. Et ass eng sénnvoll Measure, dofir stëmme mir et mat.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Logementsminister Henri Kox.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Henri Kox, Ministre du Logement** | Merci, Här President. Ech sollt awer elo direkt nach e Merci soe vun der Madamm Oberweis, well si hat vergiess, der Rapportrice Merci ze soen. An dofir schléissen ech mech do direkt am Ufank un a soe Merci fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport.

Merci och fir déi grouss Zoustëmmung zu dësem Gesetz, an dofir, ech maachen net allze laang, mee et ass mir awer wichteg, nach e puer Elementer derbäizéifügen, firwat mer dëst hei an dësem Moment mat där Héicht a mat där Breet och maachen.

Et muss ee wëssen: Mir soen ëmmer „de Loyer“, „d'Loyerssubventioun“, mee déi Subventioun ass jo a sech ... de Loyer kuckt een oft mat de Chargen an et ass jo och dofir, wou ech an der Tripartite déi Propos gemaach hunn, dass een déi an d'Luucht hieft elo an dësem Moment an och virzitt, well jo och en Deel vun den Energiekäschte mat gedeckt ka ginn an d'Subventioun dat an engem och hei gutt ka fäerdegbréngen.

Dir hutt de Montant virdu gesot. Ech wëll deen net nach eng Kéier widderhuelen, mee e geet substanzuell an d'Luucht. Dofir véier Punkten, déi ganz wichteg fir mech sinn: Dat ass eeben d'Erhéijung, déi niewent dem Loyer och déi héich Energiekäschten – de Moment emol – nach kann decken. Et weess een net, wat elo nach op eis duerkënn. Den zweeten ass och ganz wichteg, dass mer déi Subventioun virgezunn hunn. Fir den 1. August, wann et haut gestëmmt gëtt, gëtt dat applizéiert. An et war scho virgesinn, an dat war am Depot schon esou gesot, dass bis an d'Mëtt vun der Gesellschaft an de fënneften Decile materakënn (veuillez lire: dass bis an d'Mëtt vun der Gesellschaft Stéit an de fënneften Decile materakommen).

D'Einfachheet vun der Subventiounsausbezielung ass och heimat berücksichtig, well déi 4.000 Dossieren, déi mer an den Aides au logement hunn, ginn automatesch ugepasst. Dat heescht, den 1. August kommen déi automatesch an de Genoss vun där Erhéijung vun deene Primmen, déi mer virdrun ... oder Subventiounen, déi mer gesot hunn.

E puer Wuert awer nach zur Eligibilitéit oder besser gesot: Wie kënn an de Genoss? An dat ass de sougenannten Taux d'effort. Et ass mer wichteg ze soen, dass mer awer elo esou lues besser en Iwwerbléck hunn iwwer eise Logementsmarché, insbesondere well mer e LISER hunn, deen eng ganz Rei vu wichtigen Etüden och am Sozialberäich mécht. An dofir kënnen mer eis drop stäipen, dass hei jo eng geziilt Moosnam ergraff gëtt, éischtens nom Akommes an zweetens awer och nom Taux d'effort. An Dir wësst, am Gesetz steet, ab 25 % vum Taux d'effort, wat ee vu sengem Akommes muss opbréngen, geet an de Loyer (veuillez lire: also wat ee vu sengem Akommes muss fir de Loyer opbréngen), kann een op déi Subventioun zréckgräifen.

Dir wësst – an dat ass och vun e puer Virriedner hei gesot ginn –, dass a sech eng ganz Rei Stéit hei am Land eeben op déi Subventioun ugewise sinn. D'Zuele vläicht ganz kuerz awer: Am ënneschte Quintile, dat sinn déi 20 % vun eiser Gesellschaft, déi manner Akommes hunn, gëtt et awer Leit, déi éischtens 50 % an der Locatioun sinn a bei deenen den Taux d'effort iwwert déi 25 % erausgeet, an dee geet esouguer bis op ... Pardon, do hat ech eng Méck, mengen ech.

(Hilarité)

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** | Fir e Veganer ass dat ganz schlëmm.

**M. Henri Kox, Ministre du Logement** | Majo, Dir sot et, Här Bartolomeo.

Ech mengen, et ass gutt elo. Pardon, entschëllegt. Wou war ech elo? Beim Taux d'effort nach eng Kéier, dass am ënneschte Quintile bis 50 % éischtens an der Locatioun sinn an zweetens, dass den Effort ganz héich geet, bis 40 %. Dofir ass déi Moosnam eng ganz, ganz wichteg.

Ech wëilt awer och vum Impakt schwätzen, deen dës Moosnam op de Budget huet. Ech muss soen: Mir hunn 8 Milliounen elo virgesinn. Dat muss an d'Luucht goen! An et ass virdu gesot ginn, dass mer d'Leit nach net esou richtig errechen. An dofir muss een awer och wëssen: Doduerch, dass mer elo vum Decile 4 op den Decile 5 eropginn, d'Eligibilitéit eebe méi grouss maachen, dass mer automatesch mat deenen ... de Moment sinn et 20 %, déi an de Genoss kommen an déi och déi Ufro maachen, wäerte mer erëm 3 % eroffalen, well mer jo méi Leit eligibel maachen. An ech muss soen, dass dee Chiffer elo eropgeet op 42.000 Stéit. Dat hu mer elo de Moment emol ausgerechent.

An dofir ass et ganz wichteg – an dat ass virdu gesot ginn –, déi Campagnen, déi elo musse gemaach ginn. Éischtens, mir wäerte ganz aktiv gi vum Ministère aus, dass mer iwwert d'Medien de Grand public wëllen errechen. An dann ass awer och virdu gesot gi vun zwee oder dräi Virriedner, dass mer natierlech mat de Gemengen, awer och den Office-socialen zesummeschaffen, well si wëssen déi Clientèle unzschwätzen. An da musse mer och iwwert d'Sprooch, d'Einfache Sprache ... mengen ech, fir déi Leit och ze errechen, musse mer eng aner Sprooch vläicht wielen, fir déi och besser ze errechen, sief et mat der Einfachheet vun dem Message, oder och mat der Sproochewillfält, déi mer awer hei an deem Land hunn. An dofir wäert deen Discours dann zesumme

mat de Gemengen, mat den Office-socialen ugoen, fir dat da besser énzsetzen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Henri Kox, Ministre du Logement** | Ech denken, dass mer hei vläicht nach net um „Ende der Fahnenstange“ sinn. Wann de Präis vum Brennes nach weider esou an d'Luucht geet, wäerte mer sécherlech nach eng Kéier hei mussen driwwer diskutéieren oder iwwer aner Moosnamen. Dir hat déi ganz interessant Debatt, déi ech och nogelauschert hunn, vu virdrun, iwwer steierlech Moosnamen. Ech mengen awer, dass mer hei eng éischt ganz direkt gutt Moosnam cibléiert un déi maachen, déi et direkt brauchen.

Nach zwee Wieder iwwert déi vill Lektüren, déi do leie fir de Summer. Ech schléisse mech un, Dir sollt e bësse raschten. Ech wäert och e bësse raschten. Awer et läit genuch do, fir am Hierscht ganz intensiv unzegoen. An ënner anerem wëll ech hiweisen – an d'Madamm Finanzministes hat et virdu gesot – op d'Grundsteier-iwwerschaffung, d'Spekulationssteuer, d'Leerstandssteuer an natierlech dat, wou ech och wäert dann den Depot maachen iwwert de Biais vum Premierminister, nämlech d'Bail-à-loyers-Gesetz, wou all dat, wat virdu schonn erwäant ginn ass, och nach eng Kéier reforméiert gëtt, fir dann och op deem Wee e besseren Encadrement vum Privatmarché ze errechen.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Logementsminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8000B. Den Text steet am Document parlementaire 8000B.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8000B et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentoungen ugeholl.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Claude Lamberty), MM. Pim Knaff (par M. Max Hahn), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

*Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 6. 8020 – Projet de loi portant modification de :

**1<sup>o</sup> la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel ;**

**2<sup>o</sup> la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité**

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour, de Projet de loi 8020, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisation vum de Marché vum Äerdgas a vum Elektresch. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire**

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur, en remplacement de Mme Jessie Thill (déi gréng) | Här President, Här Minister, Dir Dammen an Hären, ech wëll hei meng Kolléegin d'Jessie Thill, wat Rapportrice vum Gesetzesprojet 8020 ass, excuséieren. Si ass krank an dofir liesen ech hire Rapport vir an ech wënschen hir vun hei eng ganz gutt Besserung.

Wéinst der ugespaantener geopolitescher Lag duerch de Krich an der Ukrain huet sech d'Situatioun op den Energiemäert säit e puer Woche weider verschäerft. Dëst äussert sech duerch déi explosionsaarteg Hausse vun Energiepräisser a ganz besonnesch bei de Gaspräisser. D'Lag spëtzt sech ëmmer méi zou op den Energiemäert an huet och a verschidde Regiounen an der EU zu Ennerbriechungen an der Gasversuergung gefouert. Och wa Lëtzebuerg manner russesche Gas bezitt wéi aner Länner an Deel vum belsche Gasmarkt ass, kéinten esou Ennerbriechunge sech awer och op ons Energieversuergung hei auswirken an eventuell dozou féieren, datt de Plan de délestage, den Noutfallplang, deen am Kader vun engem europäesche Règlement opgesat gouf, declenchéiert misst ginn.

D'Gesetzer vum 1. August 2007 iwwert d'Organisation vum Gas- a vum Strommarché gesinn an dësem Fall Noutfallmesurë vir, déi am Zenario vun enger Versuergungsgefor oder enger Bedroung vun enger physescher Sécherheet oder der Sécherheet vu Persounen, Geräter oder Anlagen oder och der Integritéit vum Réseau ergraff kënnen ginn a soumat d'Energieversuergung weider garantéieren.

Fir sécherzestellen, dass d'Moosname mat der gréisstméiglecher Effizienz ergraff kënnen ginn, ass et wichteg, dass kee Risiko vun enger méiglecher Insécurité juridique besteet. Dohier ziilt dëse Gesetzesprojet drop of, d'Bestëmmunge mat den institutionellen Ufuerderungen a Bezuch op déi Persounen, déi d'Befugnis hunn, d'Moosnamen ze ergräifen, an Aklang ze bréngen, dëst och a Bezuch op d'Bedéngunge vun der Noutwendegkeet, der Adequatioun an der Proportionalitéit.

Zum Avis vum Staatsrot: Et gouf zwou Opposition-formellen, fir déi de Staatsrot Amendementer proposéiert huet an deene vun der Kommissioun Rechnung gedroe gouf. Als legistesche Observatioun gouf just proposéiert, den Intitulé ze reformuléieren.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift ze soen, dass dëse Gesetzesprojet no sengem Depot den 3. Juni 2022 vum Energieminister an dem Avis vum Staatsrot vum 5. Juli 2022 de 6. Juli an der Kommissioun virgestallt an examinéiert ginn ass. An der selwechter Sitzung goufen déi zwee Amendementer, wéi se vum Staatsrot proposéiert goufen, ugeholl an d'Jessie Thill zur Rapportrice ernannt. Den 8. Juli gouf dunn hire schrëftleche Rapport gestëmmt an an deem fannt Der och weider Detailler zum Gesetzesprojet.

D'Rapportrice wollt hei dann nach eng Kéier dovun profitéieren, jiddwerengem e grouss Merci ze soe fir d'Aarbechten un dësem wichtege Gesetz. Mir hu ganz séier an der Kommissioun geschafft an der Hoffnung natierlech, dass mer dat Gesetz hei net brauchen.

An ech ginn an deem Sënn och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen der Rapportrice vun hei och nach eng Kéier villmools Merci. An ech géif dann awer och den Depot vun enger Motioun maachen, déi och vun der DP a vun der CSV ënnerschriwwen ass.

### Motion 1

« Sécurité d'approvisionnement en gaz naturel et en électricité du Luxembourg »

La Chambre des Députés, considérant

– la motion adoptée par la Chambre des Députés en date du 15 mars 2022 au sujet de l'approvisionnement et de la sécurité énergétique du Luxembourg ;

– la situation géopolitique tendue actuelle liée à la guerre en Ukraine et la tension des marchés de l'énergie, ainsi que l'envolée des prix de l'énergie, dont notamment du gaz naturel ;

– que le maintien de la sécurité de l'approvisionnement représente un des objectifs clés de la politique énergétique du gouvernement luxembourgeois ;

– les paquets de sanctions restrictives de l'Union européenne et de ses États-membres visant à affaiblir la base économique de la Russie et la réduction de la dépendance par rapport aux importations de produits énergétiques russes ;

– les réductions de fourniture de gaz russe vers l'Europe via le gazoduc de la mer Baltique Nord Stream 1, et les risques de ruptures y relatifs dans certaines régions de l'Union européenne et l'impact potentiel sur l'approvisionnement en énergie du Grand-Duché de Luxembourg ;

– l'arrêt d'une grande partie des réacteurs nucléaires à cause des problèmes de corrosion mettant la France dans une situation inhabituelle d'importatrice d'électricité en été qui amplifie l'insécurité de l'approvisionnement électrique de l'Europe de l'Ouest ;

– le plan d'urgence qui risque d'être déclenché en cas de rupture d'approvisionnement en gaz naturel ;

– le plan de préparation aux risques du Luxembourg pour le secteur de l'électricité qui oriente les acteurs concernés en cas de rupture d'approvisionnement en électricité,

saluant

– les réunions du groupe de coordination pour le gaz de l'Union européenne qui ont comme but de coordonner les efforts au niveau européen ;

– la publication par la Commission européenne d'un document sur la situation actuelle fin juillet et la réunion des ministres de l'Énergie le 26 juillet 2022 ;

– les évaluations dans le contexte de la coopération régionale au sein du groupe de soutien sur la sécurité d'approvisionnement du « Forum pentalateral de l'Énergie » (PLEF), reflétant les scénarios différents pour garantir la sécurité énergétique dans le cadre d'une rupture d'approvisionnement en énergie ;

– les réunions bimensuelles de la « cellule de crise de gaz » belgo-luxembourgeoise ayant comme but d'analyser et d'évaluer la situation actuelle et d'identifier des démarches communes pour le marché commun gazier belgo-luxembourgeois ;

– l'adaptation du plan d'urgence en incluant un plan de réduction de la consommation pour les différents secteurs et entreprises luxembourgeois, suivi par des échanges parallèles constants avec les parties prenantes concernées ;

– la coopération interministérielle concernant la préparation à tous les scénarios et la réalisation d'une campagne d'information auprès de la population ;

– des échanges réguliers avec le Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) pour garantir le partage d'informations afin de pouvoir réagir de façon appropriée le moment venu,

invite le Gouvernement

– à poursuivre ses efforts actuels et à se préparer à différents scénarios pour le Grand-Duché de Luxembourg sur base d'études et de prévisions disponibles afin de prendre des mesures adéquates ;

– à suivre la situation de près, à se concerter en permanence avec les pays voisins afin de préparer des scénarios adaptés et à continuer à œuvrer au niveau européen pour la solidarité et coopération européenne ;

– à renforcer le rôle pionnier de l'État concernant l'amélioration de l'efficacité énergétique ;

– à continuer ses efforts d'aide et de sensibilisation quant au soutien des ménages en précarité énergétique.

(s.) François Benoy, Max Hahn, Cécile Hemmen.

Mir wëssen, dass d'Situatioun um Energiemarché ganz ugespaant ass, apart de Gas- an den Elektreschmarché. An der Motioun geet et ëm d'Versuergungssécherheet fir de Gas an d'Elektrizitéit zu Lëtzebuerg.

(Brouhaha)

**M. Michel Wolter** (CSV) | Et ass net schlëmm, Dir hat just d'CSV an d'LSAP verwiesselt.

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur, en remplacement de Mme Jessie Thill (déi gréng) | Uff, dat deet ... jo, ok, ok. Dat deet mer leed. Also, d'Motioun deposéieren ech a se ass och vun der DP a vun der LSAP ënnerschriwwen. Wannechgelift entschëllegt mech!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Alles ok, alles ok.

(Brouhaha)

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur, en remplacement de Mme Jessie Thill (déi gréng) | Wien hutt Der elo ausgetosch? Géint wien? Ok, gutt.

Also, wéi gesot, an der Motioun geet et ëm d'Versuergungssécherheet fir Gas an Elektrizitéit zu Lëtzebuerg. Mir consideréieren an der Motioun, dass mer eng geopolitesch ugespaante Situatioun an héich Präisser um Energiemarché hunn, dass d'Versuergungssécherheet awer en Haaptzil vun der lëtzebuergescher Energiepolitik ass an dass et awer mëttlerweil mat der Situatioun, déi mer hunn, e Risk vu Rupturë gëtt beim Gas zu Lëtzebuerg.

D'Noutfallpläng a puncto Gas an och Stroum sinn awer do. A mir saluéieren déi grouss Efforten, déi op europäeschem Niveau gemaach ginn, fir dass d'Situatioun gutt koordinéiert ... an dass mer se koordinéiert ugin, och a Collaboratioun mat der Belsch, well mat hinnen hu mer jo e gemeinsame Gasmarché, an dass och do permanent Upassung gemaach ginn och a puncto vun den Urgence-Pläng an dass grad eng Informatiounscampagne preparéiert gëtt, fir d'Populatioun an den nächste Méint ze informéieren, wann et zu e bësse méi ugespaante Situatioun kënn.

Mir invitieren an der Motioun d'Regierung, dass déi Efforte weiterentwickelt ginn, och am Hibleck op verschidde méiglech Zenarien, dass dann och adequat Mesuren do geholl ginn, dat a Collaboratioun natierlech mat onsen Nopeschlänner, an dass mer weider dru schaffen, en absolute Virreider a puncto energieetesche Effizienz ze sinn, an dass mer virun allem bei alleguerten deene Problemer grad déi vulnerabelst Haushalter am An halen an deenen och déi néideg Ennerstétzung ginn.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Benoy.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Paul Galles** (CSV) | Merci villmools, Här Président. Ech wëll dem François Benoy Merci soe fir säi mëndleche Rapport. Ech profitieren och vun der Geleeënheet, fir dem Jessie Thill Merci ze soe fir säi schrëftleche Rapport an em och vun hei aus eng gutt Besserung ze wënschen an dass alles ganz séier erëm ganz gutt ass.

Et ass wouer, et ass natierlech e Gesetzesprojet op enger Meta-Ebene. Mir schwätzen an deem Gesetzprojet net iwwer de Plan de délestage, em deen et vläicht iergendwann eng Kéier kéint goen. Dat ass natierlech en immens interessant Thema, dee Plan de délestage, an e gëtt och diskutéiert. Och an anere Länner lafen do ganz vill Gespréicher an Diskussiounen. Mee hei geet et jo eigentlech ëm eppes, wat d'Juriste genau esou géif betreffe wéi eis, déi mer elo an der Energie- an der Environnementkommission sinn, nämlech: Et geet drëms, Insécurités juridiques ze vermeiden duerch dese Gesetzesprojet.

Mir schafen also eigentlech Bedéngungen, fir d'Méiglechkeet dann ze hunn, an engem Fall, wou eppes antrëtt, kënnen ze reagieren. An dat gëtt da gekuckt um Niveau vun der Zoustännegkeet, dat heescht, beim Grand-Duc, an dann awer och vun der Necessitéit, Adequatioun an der Proportionalitéit vun der Reaktioun, déi mer da brauchen.

Den Accord vun der CSV-Fraktioun wëll ech heimat ginn an ech wëll awer och nach eng Kéier profitieren, fir dem Staatsrot en extrae Merci ze soen, well mir hunn dovun profitéiert, dass de Staatsrot – an dat wësse mer als Kommissioun ganz gutt – eis praktesch eng Textversioun ginn huet, déi mer du konnte séier iwwerhuelen. Well si haten eng ganz Rei vu pertinenten a gudder Bemierkung gemaach an hunn eis praktesch schonn d'Léisung matgeliiwert. An ech mengen, domat verdéngt se och e Merci an, wéi gesot, den Accord vun eiser Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Galles. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Max Hahn.

**M. Max Hahn** (DP) | Merci, Här President. Bon, ech mengen, et ass dem Här Benoy an dem Här Galles ze verdanken, dass ech hei stoe kann a just nach den Accord brauch ze ginn zu deem Gesetzestext, dee mer hoffentlech ni wäerte brauchen. Mee ech mengen, déi juristesche Sécherheet, dass mer déi hunn, ech mengen, dat ass evident an dofir begrësse mer dat. Dofir ginn ech d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. Ech géif dann och dem François Benoy Merci soe fir säi mëndleche Rapport an dem Jessie Thill da fir dee schrëftlechen, an och eng gutt Besserung natierlech dann op Walfer.

Dem Minister just vläicht eng Fro. Ech hat virdu mam Cécile Hemmen rieds. Do hate mer eis just gefrot ... Dir hat gesot, Dir géift och eng Sensibiliséierungs-campagne maachen, fir dass d'Leit vläicht nach e puer Tipps kréien, fir Energie ze spueren. Vlächent kéint Der eis e Wuert dozou soen. Dat war eppes, wou mir nach rieds driwwer haten, dass dat vlächent eppes wier, wat ganz séinnvoll wier an deenen heiten Zäiten.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Hahn. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Hemmen.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Jo, merci, Här Président. Bon, dann hunn ech dem Här Galles an dem Här Benoy an dem Här Hahn ze verdanken, dass ech wierklech net ganz vill hei brauch ze soen. Wéi gesot, et ass schonn alles gesot. An et ass virun allem kloer gemaach ginn, firwat mer dese Gesetzesprojet iwwerhaupt brauchen. An aus deene Grënn wäert d'LSAP selbstverständlech hiren Accord ginn, net ouni awer virun och e grouse Merci gesot ze hunn, der Rapportrice an hirem Remplaçant, dem François Benoy.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Hemmen. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser ..., nee, den Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Merci och direkt deenen zwee Rapporteurs, dem Jessie Thill an dem François Benoy, fir d'Rapporten.

Jo, mir hoffen alleguerten, dass mer dese Gesetzestext ni wäerte brauchen. Am Moment héiere mer awer Hiobsbotschaften. Et gëtt dovun geschwat, méi kal ze duschen. Et gëtt dovun geschwat, Schoule manner ze heizen, Piscinnen zouzemaachen, Sportshalen zouzemaachen, d'Produktioun an der Industrie erofzesetzen. Et gëtt dovun geschwat, dass de Strom an de Gas sech kéinten am Präis verdräifachen, vervéierfachen, eventuell nach méi. Dat heescht, et ass awer e Risiko do, dass et zu enger gréisserer Katastroph kéint kommen am Wanter.

Et ass awer och eng Kris, déi schonn ugefaangen huet virum Krich. Et ass eng ... D'Präisser sinn deemools schonn eropgaangen. Et ass net duerch de Krich eleng komm. Et war scho virun. Dat wëll ech hei onbedéngt betounen. An et ass och eng Kris, déi deelweis awer och op eis Politik hei zu Lëtzebuerg an och an Europa zrëckzuführen ass. Mir hunn et versäimt iwwer déi leschte Joren, déi néideg Gasreserven unzeleeën, souwéi mer et och versäimt hunn hei zu Lëtzebuerg, déi néideg Pétrolreserven unzeleeën. Do ass de Problem elo net esou akut, mee deen ass awer ëmmer nach ginn. Mir hunn dat och als ADR oft hei gefuerdert.

Et ass och e Problem vun Energiepolitik, déi ee mécht. Mir hunn am Moment eng Regierung, Regierungen an Europa, déi ganz vill op déi gréng volatil Energie setzen. An de Minister huet jo selwer gesot nach virun e puer Méint, dass mer do als Backup de Gas brauchen.

Dat heescht, mir hunn eis also wierklech ganz vill ofhängeg gemaach vum Gas, och bei der Stromproduktioun. An natierlech ass et och eng Problematik vun der Ofhängegkeet vun engem Land, wat eis de Gas liiwert. Dorop si mer opmierksam gemaach gi vun eisen amerikanesche Partner während Joren: „Maacht Iech net ofhängeg!“ An deem Fall si mer elo. Dat erweist sech eeben elo als grouse Problem.

Fir e bësse méi wäit ze goen, e kleng Verglach: Ech mengen, Dir gitt jo och an d'Vakanz an dann hutt

Der gutt Zäit, fir Iech vlächent eppes ze iwwerleeën, zemoos déi, déi sech e bësse fir Geschicht interessieren. Et ass dach awer eng gewësse Parallell. Also, d'Geschicht widderhëlt sech net eent zu eent, mee et gëtt awer e bësse Parallell zu der Situatioun vun 1973, déi mer vlächent dëst Joer erliewen.

Och deemools war et e Krich ginn, de Jom-Kippur-Krich, wou déi arabesch Länner Israel ugegraff hunn, dann zrëckgeschloe gi sinn, wou Israel mat der Hëllef vum Westen dat konnt maachen a wou e bëssen als Revancheaktioun dann déi arabesch Länner decidéiert hunn, den Uelegpräis ze erhéijen, wat dozou gefouert huet, dass mir hei eng Pétrolskris kruten, dass d'Tankstellen deelweis kee Bensinn méi haten, dass d'Bensinnspräisser sech vervéierfach hunn an dass mer eng riseg Kris kruten, déi souguer 1975 zur Stolkris gefouert huet an am Endeffekt zum Ennergang – wann ech dat ka soen – vun der traditioneller Stolindustrie zu Lëtzebuerg; eng Kris, déi jorelaang ugehale huet an déi och am Noen Osten an op anere Plaze vun der Welt nach weider zu Kricher gefouert huet ëm eeben d'Energie, deemools den Ueleg. Mir haten d'Golfricher, alles huet e bëssen och mat deem Krich vun 1973 ze di gehat. Dat war an deem Kontext.

Ech hoffen – ech hoffen! –, dass mer elo hei 2022 net an esou eng Richtung ginn, wou mer jorelaang eng Wirtschaftskris kréien, wou mer weider Konflikter kréien op dëser Welt. Mee ech fäerten, dass dat awer de Fall kéint sinn.

An duerfir géif ech hei wierklech nach eng Kéier u jiddwereen och appellieren: Mir hunn am Fong nach d'Méiglechkeet, eng Katastroph am Wanter ze verhënnere. Eis Regierung huet d'Méiglechkeet, eng Katastroph am Wanter ze verhënnere. Europa huet déi Méiglechkeet, eng Katastroph am Wanter ze verhënnere. Mir hunn et an der Hand, mir mussen et just maachen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, als Alleréisch emol e grouse Merci dem François Benoy fir säi mëndlechen an dem Jessie Thill fir säi schrëftleche Rapport.

Här President, d'Situatioun, an där mir haut sinn an déi dese Gesetzesprojet elo esou dréngend mécht, ass d'Konsequenz vun engem Echech vun der europäescher Energiepolitik an dat net eréischt säit gëschter an der brutaler Invasioun vum Putin an der Ukrain.

D'Ofhängegkeet vu fossillen Energien an Atomenergie bleift héich: 2019 louch den Undeel vun erneierbaren Energien am europäesche primären Energieverbrauch bei ronn 16 %, dee vu fossillen Energië bei ronn 70 % an d'Atomenergie ëmmerhin nach bei 12 %. Zum Verglach: Zéng Joer virdu louche mer bei den Erneierbaren bei 11 %, bei just liicht méi héijem Gesamtenergieverbrauch.

Et geet also net séier genuch virun, dat stellt ee beim Bléck op dës Zuele séier fest, weeder beim Ausbau vun den Erneierbaren nach bei den Aspuerung vun der Energie an den Investitiounen an d'Effikasitéit. D'Ofhängegkeet vum russesche Gas an Ueleg ass an der aktueller Situatioun eng besonnesch Vulnerabilitéit. Mee et ass awer eng, déi och scho laang bekannt ass an déi och net reduzéiert ginn ass, wéi Russland 2008 Georgien ugegraff huet an d'Krim 2014 annexéiert huet. Am Géigendeel: Si ass beim Gas bei ronn 40 % bliwwen.

An e Land wéi Däitschland huet nach ëmmer méi op russesch Gasimporter gesat. Do gouf sech eng energiepolitisch an eng Sakgaass manövréiert, während an der EU selwer esou gemaach ginn ass, wéi wann de liberaliséierten Energiemarché an Europa quasi iwver Nuecht d'Energie géif propper maachen an de Problem sech esou léise géif.

Wéi mir awer wëssen, ass dat natierlech net passéiert. Vill méi si mir haut an enger Situatioun, an där an Europa op virtuelle Gashubs, besonnesch um gréissten an Holland, d'Präisser enorm volatil gi sinn an esoumatt d'Dier fir d'Spekulatioun sperraangelwäit opgemaach gi sinn. Zweek Drëttel vun den Transaktiounen sinn éischer der Spekulatioun mat sougenannte „Gas Futures“ zouzuerdnen.

Här President, d'Angscht virum engem komplizéierten Wanter ass sécherlech berechtigt. D'Situatioun ass ugespaant an et kann duerchaus och an Zäite vun Aerderwiermung e ganz kale Wanter ginn. D'Blécker sinn dowéinst op d'Gasspäichere gerichtet. Se solle bis November 2022 op 80 bis 90 % gefüllt sinn. Aktuell leie mer bei 60 %.

Dozou muss een awer wëssen, dass d'Späicheren um 1. Oktober 2021, also virum leschte Wanter, um déifsten Niveau säit 2013 waren. Dat war och den Haaptgrond fir déi héich Präisser, och virum Krich an der Ukrain. An dass d'Gasspäicheren esou eidel waren, huet an éischer Linn net mat feelende Livraisounen deemools ze di gehat, mee och mat der Spekulatioun. D'Grënn, dass doraus keng Enkpäss beim Gas entstane sinn, war eeben dat waarmt Wieder an deemem Wanter, mee och d'Tatsaach, dass no an no erëm méi op Kuel gesat gouf am Stromsecteur, mat der Konsequenz, dass méi CO<sub>2</sub> ausgestouss gëtt an d'Industrien iwver öffentlech Subventiounen beim Emissiounshandel nach méi Zäregasausstéiss matfinanzéiert wäerte kréien.

Den Haaptfokus, fir de Gasverbrauch ze decken, läit also an éischer Linn op Flëssegasimporter aus den USA, an déi sinn ekologesch nach eng méi grouss Katastroph wéi russesche Gas. An doriwwer eraus sti mer a Konkurrenz mat dem US-amerikanesche Marché an Asien. Dat ass och gewousst.

Dofir ass déi beschten Optioun, déi Europa selwer an der Hand huet, emol eng substanziiell Reduktioun vum Verbrauch. Well heifir bis elo vill ze mann investéiert ginn ass, mussen elo Kriseninstrumenter an d'A gefaast ginn.

D'Gesetz mat de Mesuren, déi elo hei virleien, stéisst och an dës Richtung. Den Hauptproblem fir eis dobäi ass, wéi ech et ugangs scho gesot hunn, dass mer – opgrond vu feelenden an ze luese Weichstellungen an der Vergaangenheet bis haut – elo mat der Box erof dostinn. Joerzénge gouf liberaliséiert, alles de privaten Investoren iwverlooss, déi aus Rentabilitéitsgrënn sollen an Erneierbarer investéieren. Mee dat ass awer net geschitt.

Elo kënnst de Staat erëm an d'Spill, mee net als positive Gestalter vum Energiesystem vun der Zukunft, mee als déi Instanz, déi am Endeffekt dann awer d'Verantwortung droe muss fir déi Spillereien do an elo riskéiert, rationéieren ze mussen.

Gutt un dëse Mesuren, déi potenziell bei enger Penurie u Gas a Stroum kënnen en place gesat ginn, ass awer, dass d'Stéit an aner méi kleng Verbraucher iwwer d'Gesetz geschützt sinn an et hei net zu Deconexiounen oder Reduktiounen soll kënnen kommen, si also déi lescht sinn, déi d'Konsequenzen do wäerten droen.

Si wäerten awer vun de weideren Haussé vun de Präisser betraff sinn an hei mussen, eisen Aen no, och elo schonn zousätzlech Hëllefsmesuren en place

gesat ginn, fir dass mer virbereet sinn op den Eeschtfall.

D'Prise en charge vun de Reseauxkäschte fir Gas a Stroum ass bis ewell déi eenzeg cibléiert Measure, déi all déi betreffend Stéit, awer net sozial gestaffelt, erreicht. Do muss nogebessert ginn, well d'Präisser riskéiere soss, wéi gesot, weider eropzegeen. Problematesch, well net ganz duerchschaubar vun eis, ass, dass net kloer ass, wéi dës Mesuren declenchéiert kënnen ginn, well keng Krittären, Prozeduren, Etappen am Gesetz stinn.

Kann hei prophylaktesch scho beschloss ginn ze reduzéieren? Oder just, wann de Krunn schonn eidel ass? Op wéi enger Grondlag gëtt do decidéiert? Vlächtt kann eis de Minister do méi dozou soen.

Well d'Chamber do aus dem Spill ass a soumat de Grand-Duc mat der Regierung iwver Règlement grand-ducal eleng Decisiounen mat enger enorm wäiter Tragwäit huele kann, stëmme mir dat heiten net esou mat, mee mir enthalen eis. Well mir stelle kee Blankoscheck aus fir Decisiounen, bei deene mir d'Portée an d'Modalitéiten net kennen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolaschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Duo vun de Reporteren, an dem Jessie Thill eng gutt Besserung.

An der Kommissioun hate mer de Projet virgestallt kritt. Ech hat e bësse Bauchwéi, wéi en erakomm ass, an ech hat manner Bauchwéi, wéi mer erëm erausgaange sinn, well ech hunn dem Minister e puer Froe gestallt. En huet eis eng Versuergungssécherheet quasi garantéiert. En huet gesot, dat wier alles kee Problem, soudass mer awer berouegt kënnen iwwert d'Summerméint an och an de Wanter goen.

A mir Piraten vertrauen dann der Regierung, dass mer net op iergendwellech Problemer stousen. Esou krute mer dat jo an der Kommissioun erkläert, soudass d'Leit och wäerte gutt iwwert de Wanter kommen an och nach déi nächst Méint doriwwer ewech.

E bësse méi Bauchwéi hunn ech elo mat der Motioun, well ech net wierklech verstanen hunn, wann an der Kommissioun alles schéin a gutt war a wann een eigentlech guer keng Problemer huet, dass een elo eng Motioun muss maachen. Ech mengen, dat sinn éischer esou déi éischt donkel Wolleken, déi kommen. Mee mir vertrauen der Regierung.

Mir hunn elo e puermol an der Kommissioun héieren, dass dat alles gutt wäert goen, dass eng gutt Versuergungssécherheet ass, dass d'Bierger sech keng Suerge brächten ze maachen. Deementspreechend schwätze mer haut eist Vertrauen aus, dass de Minister eis Bierger net wäert kal sätze loosse.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Villmools merci, Här President, och deenen zwee Rapporteur. Dem Jessie eng gutt Besserung.

An deemem Gesetz gëtt eigentlech déi juristesche Basis geschaf – oder méi zolidd gemaach – fir Gas- a Stroumnouffällpläng.

Ech mengen, Dir hutt ... kritt och genuch Informatiounen aus der internationaler Press, dass d'Situatioun eescht ass, virun allem um Gasmarché, an dass mer eis eeben duerfir op den Eeschtfall musse virbereeden a mer heimadder eis eng zolidd juristesche Basis ginn.

Ech wollt elo haut net an den Detail goe vun der ganzer Planung, well mer jo d'nächst Woch en Dënschen eng Kommissiounssitzung hu vun der Ëmwelt- an Energiekommissioun, wou mer ..., wou ech da méi Zäit hunn, fir dat am Detail ze maachen.

Vlächtt nach e Wuert zu der Fro vum Max Hahn an der Madamm Hemmen: Beim Aspieren ass et esou: Mir cibléiere virun allem eeben eng ganz breet Campaigne nom Summer, also wa mer an den Hierscht kommen, well mer mengen, dass wann d'Leit elo hir Heizung erëm umaachen, dat dee richtige Moment ass. Mir sinn amgaangen, dat an der Regierung virzubereeden an eebe fir den Hierscht fäerdeg ze maachen.

Elo an dësen Deeg wäerte mer éischer mat deem aneren Extreem konfrontéiert sinn, dass mer eng extreem Hëtzt hunn an ech mengen, et si jo da Leit, déi Klimaanlagen hunn. An eppes, wat elo wichteg ass, ass, dass déi Klimaanlage moderat agestallt ginn, well manner Stroumverbrauch heescht manner Gasverbrauch. Manner Gasverbrauch heescht, dass mer eis Gasspäichere kënnen besser fëllen. Wann d'Gasspäichere voll sinn, si mer deen nächste Wanter quasi manner dem Diktat vum Här Putin ausgesat. A moderat agestallte Klimaanlage sinn och, mengen ech, gutt fir d'Gesondheet. Ech mengen, mir erliewen an dësen Deeg, dass de heiansdo a Säll sëtzt, déi sinn esou kal, dass de riskéiers, dech ze erkalen.

*(Brouhaha)*

Ma gesitt Der, dann ass déi hei richtig gutt moderat agestallt. D'Chamber ass, wéi esou oft, virbildlech.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8020. Den Text steet am Document parlementaire 8020<sup>2</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8020 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentounen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Max Hengel), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert (par M. Jean-Paul Schaaf), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile*

Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Stéphanie Empain) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

### Motion 1

Da kéime mer nach zur Diskussioun respektiv zum Ofstëmme vun der Motioun. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Paul Galles.

**M. Paul Galles** (CSV) | Merci, Här President. Vu dass den Här Benoy jo schonn esou fein war, eis mat an d'Motioun ze inkludéieren an dovun auszegoen, mir hätte se mat ënnerschriwwen, kënne mer jo bal net Nee soen.

(Hilarité)

Mir hu se och tatsächlech ... inhaltlech hu mer och näischt dogéint. Et ass eng léif Motioun. Et stellt sech e bëssen d'Fro, ob se elo en enorme Méiwäert huet. Et ass einfach eng léif Motioun. Dofir, mir fannen elo näischt, wat dergéint ass. Dat Eenzegt, wou ech mer, wou ech elo e bëssen awer esou mat engem Begrëff muss spillen, dat ass einfach dee „rôle pionnier“ vum Staat.

Mir sinn tatsächlech der Meenung, dass de Staat eng Virreiderroll spillt, eng Pionéierroll. Mir sinn eis just net ganz sécher, ob e se wierklech esou spillt, wéi e se sollt spillen. Déi heite Formulierung léisst dat elo e bëssen offen. Natierlech, dee Rôle kann ee renforcéieren, kann ee verstärken. Dofir fënnt dës Motioun och eis Zoustëmmung a mir stëmme déi dann och mat.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Galles. Dann huet den Här Keup d'Wuert gefrot.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Merci, Här President. Et ass eng ganz interessant Motioun, dat heiten, och schonn, wann een d'Considerante liest. Den drëtten Punkt, dee seet, „le maintien d'un cycle d'approvisionnement en énergie“, dat wier natierlech eng Prioritéit vun der Energiepolitik. Ech géif esouguer soen, dat wär eng Prioritéit iwwerhaupt vun eiser nationaler Politik. An ech mengen, d'Energieversuergung wier souguer eppes, wat ee kéint „raison d'État“ nennen. Ouni dat geet et net, da muss mer d'Luuchten ausmaachen.

De véierte Considerant ass och interessant am Fong, well hei effektiv d'Sanktiounen, déi vun der Europäescher Unioun gemaach gi sinn, schonn e bëssen als Argument ugi ginn, fir déi russesch Economie ze affaibléieren, wat awer eigentlech an der Realitéit net wierklech reusséiert. An dat ass e Problem, wou ee sech awer muss d'Fro stellen ... Et mécht iwwerhaupt näischt mat Russland, mee et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob mer dat iwwerhaupt errechen, dass mer eng Reduktioun wëlle vun der Dependence vun den Importer vum russesche Gas. Also fir de Wanter

géif ech dat awer elo mol net ausschléissen, dass mer muss russesche Gas importéieren.

Ech mengen, dass ganz vill Staatscheffen an Europa frou sinn, wann iergendwann do an eng, zwou, dräi Wochen erëm Gas duerch d'Nordstream 1 fléisst, egal wat elo hei gesot gëtt. Dat ass awer, mengen ech, d'Realitéit.

An da wollt ech nach soen, zu den Invitten – et ass e bëssen dat, wat de Kollege Paul Galles gesot huet –: Et ass schéin, et ass déi leschte Motioun hei vum Joer an de Gouvernement, dee klappt sech am Fong hei e bëssen op d'Schëller oder kritt op d'Schëller geklappt vun der Majoritéit hei. Den éischte Punkt ass „à poursuivre“, den zweeten ass „à suivre“, den drëtten ass „à renforcer“, de véierten ass „à continuer“. Et ass... Am Fong gëtt gesot: Mir maachen einfach dat weider, wat mer elo scho maachen. Dat ass och gutt. Mee duerfir brauch een awer am Fong keng Motioun. An dowéinst enthalte mer eis hei.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Keup. An da geet d'Wuert un d'Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also, ech kann dem Här Galles just Recht ginn. Mir hu se och gelies a mir fannen och, et ass eng ganz léif, ganz sympathesch – déi deet kengem wéi – Motioun. Also mir kënne déi hei och matdroen. A mir sinn och iwwert de „rôle pionnier“ gestolpert. Mir hunn och e bësse misse schmunzelen dobäi. Mir wiere frou, wann Der méi de „rôle pionnier“ géift anhuelen a wa mer méi an déi Richtung géife goen, awer wierklech elo mat grouse, grouse, grouse Siwemeileschrëtt, wéi de „gestiefelte Kater“ mat senge grouse Stiiwwelen, déi en huet. Dat géif eis wierklech hëllef, mengen ech. An dofir stëmme mir awer mat.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert gefrot.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech wäert déi léif Motioun och matstëmme.

**M. Fernand Etgen**, Président | Hei, wannechgelift, nach e bësse roueg, dann hu mer et gepackt!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech kéint Iech elo 20 Questions parlementaires zitieren, wou Der net Pionéier sidd an der Energie. Mee bon, ech spueren eis dat den Owend.

Déi eenzeg Fro, déi ech mer grad gestallt hunn: – Dir hutt gesot, mat de Klimaanlagen –: Jo, wéi ass et dann elo mat den Elektroautoen iwwert déi nächst Méint? Net, dass ech op eemol un der Pompel stinn an do kënnt dann näischt méi eraus. Well do kënnt jo ganz vill Jus. An elo, wann d'Hollänner, d'Belsch kommen, mat eiser neier SuperChargy, wéi leeft dat dann? Ass dann do nach genuch dran?

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen. Da ginn ech nach d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här François Benoy.

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur, en remplacement de Mme Jessie Thill (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Och villmools merci fir d'Intervention par rapport zur Motioun. An och merci u jiddwereen, dee se matdréit.

Also compte tenu vun enger dach eeschter Situation, déi mer hunn, hu mir et wichteg fonnt, fir eebe grad der Regierung de Réck ze stäerken, fir dass déi Efforte weiderginn, fir dass d'Situation wierklech am Grëff gehale gëtt a fir dass se do wierklech all Energie

drastiechen. An dofir hu mir et wichteg fonnt, eng Motioun an deem Sënn ze maachen. Mee wann awer een dat net wichteg fënnt, ben, da soll en d'Motioun eeben net matstëmme.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Benoy. Ech mengen, da kéime mer zum Vott vun dëser Motioun.

### Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Abstentionen uegoholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff (par M. Claude Lamberty), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Stéphanie Empain) ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

## 7. Discours de M. le Président

Domat si mer bal um Enn vun eiser öffentlecher Sitzung ukomm.

D'Sessioun 2021/2022 ass awer nach net eriwwer. Si dauert nach bis den 2. Dönschdeg am Oktober, dat heescht, den 11. Oktober 2022. Bis dohi lafen d'Kommissionssitzungen an international Reunionen weider. An och d'Chamber kéint, wann dat néideg wier, am Plenum zesummekommen.

Ech hoffen awer, datt jiddereen an nächster Zäit och e bësse kann zur Rou kommen. Ech wëll Iech alleguer, déi direkt oder indirekt fir d'Chamber schaffen, e grouse Merci soen, datt Dir zum gudden Fonctionnement vun der éischter Institution vum Land bäidrot. Passt op Iech op a bleift virun allem gesond! Ech wünsch Iech all, fir déi, déi se gären hunn, vill Sonn an der Natur nuets Reen, well déi brauch et.

Ech soen Iech villmools Merci.

D'Chamber kënnt viraussichtlech den 11., 12. an 13. Oktober nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.49 heures.)



## Sommaire

<b>1. Ouverture de la séance publique</b> .....	<b>p. 41</b>
M. Fernand Etgen, Président	
<b>2. Communications</b> .....	<b>p. 41</b>
M. Fernand Etgen, Président	
<b>3. Institution d'une commission spéciale</b> .....	<b>p. 44</b>
M. Fernand Etgen, Président (intervention de Mme Josée Lorsché)	
<b>4. Changement de composition d'une commission parlementaire</b> .....	<b>p. 44</b>
M. Fernand Etgen, Président	
<b>5. Ordre du jour</b> .....	<b>p. 44</b>
M. Fernand Etgen, Président	
<b>6. Déclaration gouvernementale relative à l'accord entre le Gouvernement et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP à l'issue des réunions du Comité de coordination tripartite des 18, 19 et 20 septembre 2022, suivie d'un débat</b> .....	<b>p. 44</b>
Déclaration : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État	
Débat : M. Gilles Roth   M. Gilles Baum (dépôt de la motion 1)   M. Yves Cruchten   Mme Josée Lorsché   M. Fernand Kartheiser (dépôt de la motion 2) (interventions de M. Dan Kersch)   Mme Myriam Cecchetti (dépôt de la motion 3)   M. Sven Clement (intervention de Mme Myriam Cecchetti) (dépôt de la motion 4) (interventions de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et M. Dan Kersch)	
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État	

Motion 1 : M. Gilles Roth   M. Fernand Kartheiser   M. Sven Clement   Mme Myriam Cecchetti	
Vote sur la motion 1 (adoptée)	
Motion 2 : M. Gilles Baum   Mme Myriam Cecchetti   M. Fernand Kartheiser	
Vote sur la motion 2 (rejetée)	
Motion 3 : M. Gilles Baum (intervention de M. Dan Kersch)   M. Yves Cruchten   M. Sven Clement   Mme Myriam Cecchetti	
Vote sur la motion 3 (rejetée)	
Motion 4 : M. Sven Clement   M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie   M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État   M. Sven Clement (intervention de M. le Premier Ministre Xavier Bettel)   M. le Premier Ministre Xavier Bettel (intervention de M. Dan Kersch)	
Vote sur la motion 4 (rejetée)	
<b>7. Résolution de M. Claude Wiseler concernant l'appel aux autorités iraniennes à cesser la répression brutale des manifestations en Iran</b> .....	<b>p. 60</b>
Dépôt et exposé : M. Claude Wiseler	
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État	
Vote sur la résolution (adoptée)	

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Georges Engel et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 16.01 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

## 2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, an déi vun deenen, déi zréckgezu gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Den Artikel 114 vun der Verfassung gesäit vir, dass den zweete Vott iwwer eng Verfassungsännerung duerch e Referendum kann ersat ginn. Esou wéi et am Kapitel 22 vum Chambersreglement preziséiert ass, fënnt dëse Referendum statt, wa bannent zwee Méint méi wéi ee Véierel vun den Deputéierten dozou d'Demande mécht.

Den Här Fernand Kartheiser huet den 13. Juli 2022 als Député initiateur opgrond vum Artikel 189 vum Chambersreglement eng Demande fir e Referendum iwwert d'Proposition de révision des chapitres IV et Vbis de la constitution Nr. 7777 agereecht. Bannent deenen zwee Méint ass dës Demande just vun engem eenzegen Deputéierten ënnerstëtzt ginn.

(Brouhaha et hilarité)

Laut dem Artikel 191 vum Chambersreglement ass dës Demande deemno irrecevabel.

## Communications du Président – séance publique du 28 septembre 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

8048 – *Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanctions du règlement (UE) n° 1257/2013 du 20 novembre 2013 relatif au recyclage des navires et modifiant le règlement (CE) n° 1013/2006 et la directive 2009/16/CE et modifiant la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 18/07/2022

8050 – *Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un onzième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre du Tourisme, le 20/07/2022

8051 – *Projet de loi portant :*

1° *modification du Code de procédure pénale ;*

2° *modification de la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 21/07/2022

7863A – *Projet de loi sur les référendaires de justice et portant modification de :*

1° *la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;*

2° *la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;*

3° *la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;*

4° *la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle ;*

5° *la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;*

6° *la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 22/07/2022

8052 – *Projet de loi portant modification :*

1° *de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;*

2° *du Code pénal ;* 3° *de la loi modifiée du 19 juillet 2004 sur l'aménagement communal et le développement urbain*

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 25/07/2022

8053 – *Projet de loi modifiant*

1) *La loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales*

2) *La loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises aux fins de transposer la Directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 27/07/2022

8054 – *Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi du 8 juin 1999*

a) *sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;*

b) *portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances ;*

c) *portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service du contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 27/07/2022

8055 – *Projet de loi portant :*

1<sup>o</sup> *modification de :*

a) *la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;*

b) *la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;*

c) *la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;*

2<sup>o</sup> *mise en œuvre du règlement (UE) 2022/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 sur un régime pilote pour les infrastructures de marché reposant sur la technologie des registres distribués, et modifiant les règlements (UE) n<sup>o</sup> 600/2014 et (UE) n<sup>o</sup> 909/2014 et la directive 2014/65/UE*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 27/07/2022

8056 – *Projet de loi portant modification :*

1<sup>o</sup> *de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;*

2<sup>o</sup> *de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 28/07/2022

8057 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 28/07/2022

8058 – *Projet de loi relative au financement du contrat de service public pour l'exploitation du service de transport public par chemin de fer*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/07/2022

8059 – *Projet de loi portant approbation de l'amendement de la Convention sur la circulation routière, faite à Vienne, le 8 novembre 1968, ouvert à la signature le 14 janvier 2021*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 29/07/2022

8060 – *Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales*

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 02/08/2022

8061 – *Projet de loi portant sur les préemballages non revêtus du symbole « e » et la vente en vrac dans le secteur de la métrologie légale*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 02/08/2022

8062 – *Projet de loi relative au financement de l'exploitation des transports scolaires par autobus*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 05/08/2022

8063 – *Projet de loi portant fixation des conditions de travail et de rémunération du personnel enseignant de l'enseignement musical dans le secteur communal*

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 12/08/2022

8064 – *Projet de règlement grand-ducal*

1<sup>o</sup> *fixant les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour les biocarburants, les bioliquides et les combustibles issus de la biomasse ; et*  
2<sup>o</sup> *abrogeant le règlement grand-ducal modifié du 27 février 2011 fixant les critères de durabilité pour les biocarburants et bioliquide*

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 30/08/2022

8065 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale*

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 17/08/2022

8066 – *Projet de loi portant modification de :*

1<sup>o</sup> *la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ;*

2<sup>o</sup> *la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale*

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 18/08/2022

8067 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale*

Dépôt : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 25/08/2022

8068 – *Projet de loi sur le régime d'indemnisation et de compensation opérationnel de l'Armée luxembourgeoise et portant abrogation de la loi du 22 avril 2009 portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 25/08/2022

8069 – *Projet de loi en faveur de l'accueil, de l'orientation, de l'intégration et de l'accompagnement scolaires des élèves nouvellement arrivés et portant :*

1<sup>o</sup> *création du Service de l'intégration et de l'accueil scolaires ;*

2<sup>o</sup> *modification de :*

1<sup>o</sup> *la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;*

2<sup>o</sup> *la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 02/09/2022

8070 – *Projet de loi portant modification :*

1<sup>o</sup> *du Code du travail ;*

2<sup>o</sup> *de la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois ;*

3<sup>o</sup> *de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;*

4<sup>o</sup> *de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,*

*en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne*

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 07/09/2022

8072 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 13/09/2022

8073 – *Projet de loi modifiant la loi du 2 juillet 2022 relative à une subvention de loyer*

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 19/09/2022

7479A – *Projet de loi relative à la concurrence et portant :*

1<sup>o</sup> *organisation de l'Autorité nationale de concurrence ;*

2<sup>o</sup> *modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;*

3<sup>o</sup> *modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;*

4<sup>o</sup> *modification de la loi modifiée du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers ;*

5<sup>o</sup> *modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;*

6<sup>o</sup> *modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit ;*

7<sup>o</sup> *modification de la loi du 5 mars 2021 relative à certaines modalités de mise en œuvre du règlement (UE) n<sup>o</sup> 2019/1150 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne ;*

8<sup>o</sup> *modification de la loi du 1<sup>er</sup> juin 2021 sur les relations entre entreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire*

*Initiation par transformation sur décision de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace, le 22/09/2022*

7479B – *Projet de loi relative à la fixation des prix par voie de règlement grand-ducal et modifiant la loi du jj/mm/aaaa relative à la concurrence*

*Initiation par transformation sur décision de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace, le 22/09/2022*

8074 – *Projet de loi portant dérogation temporaire au décret de conclusion des contrats d'apprentissage prévu à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 26/09/2022

8075 – *Projet de loi portant modification de la loi du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine*

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 27/09/2022

3) *Le projet de loi et les propositions de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires :*

7276 – *Projet de loi instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*

Dépôt : M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 13/04/2018

Retrait du rôle des affaires : 21/07/2022

7453 – *Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003*

Dépôt : MM. Sven Clement et Marc Goergen, Députés, le 27/06/2019

Retrait du rôle des affaires : 19/09/2022

7823 – *Proposition de loi Portant modification de*

1. *la loi électorale modifiée du 18 février 2003*

2. *la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de*

1) *l'article 104 du Code civil ;*  
2) *la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales ;*  
3) *la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;*  
4) *la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et abrogeant*

1) *la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale et*

2) *l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire*

Dépôt : M. Sven Clement, Député, le 12/05/2021

Retrait du rôle des affaires : 19/09/2022

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2407 – Demande de pétition publique : Action citoyenne contre la vente de drogues illicites

Dépôt : M. Olivier Raynaud, le 13/07/2022

2408 – Demande de pétition publique : Que seulement les résidents du Luxembourg ont le droit de déposer une pétition

Dépôt : M. Saïf Jebabli, le 13/07/2022

2409 – Demande de pétition publique : Limiter la hausse des prix sur les produits essentiels à la vie courante

Dépôt : M. Christophe Jordão, le 13/07/2022

2410 – Demande de pétition publique : Pension

Dépôt : Mme Silvia Wergin, le 13/07/2022

2411 – Demande de pétition publique : Port du casque obligatoire pour les cyclistes

Dépôt : M. Christophe Lambermont, le 13/07/2022

2412 – Demande de pétition publique : Géint d'Zwangsmemberschaft bei der CCLuxembourg

Dépôt : M. Marc Faramelli, le 14/07/2022

2413 – Demande de pétition publique : Pour une réduction du temps de fermeture des passages à niveau

Dépôt : M. Serge Cichy, le 14/07/2022

2414 – Demande de pétition publique : Vote annuel pour désigner le bourgmestre d'une commune

Dépôt : M. Ricardo Miguel Da Silva Duarte, le 15/07/2022

2415 – Demande de pétition publique : Aféierung vu 5 Deeg „Congé animal“ pro Joer

Dépôt : Mme Myriam Schanck, le 15/07/2022

2416 – Demande de pétition publique : Limiter les arrêts de maladie sans certificat médical pour arrêter l'exploitation du système

Dépôt : M. Philippe Cravatte, le 20/07/2022

2417 – Demande de pétition publique : 4 jours de travail par semaine avec le même salaire

Dépôt : M. Philippe Cravatte, le 20/07/2022

2418 – Demande de pétition publique : Retrait de document du dossier personnel des fonctionnaires et employé/e/s de l'État ou d'une commune

Dépôt : Mme Lynn Kremer, le 20/07/2022

2419 – Demande de pétition publique : Schietbeem fir d'Déieren op de Wisen / Des arbres d'ombrage pour le bétail dans les pâturages

Dépôt : Mme Christiane Jung, le 20/07/2022

2420 – Demande de pétition publique : Steuerreform auf Basis des Bürgergehalts und pauschaler Steuersätze

Dépôt : Mme Lene Hansen, le 21/07/2022

2421 – Demande de pétition publique : Steigerung der Produktion erneuerbarer Energie aus der Photovoltaik, indem die staatliche Unterstützung von direkten Subsidien auf Garantie des Bankkredits umgestellt werden

Dépôt : Mme Lene Hansen, le 21/07/2022

2422 – Demande de pétition ordinaire : Eine Steuerreform auf Basis eines Bürgergehalts und pauschaler Steuersätze

Dépôt : Mme Lene Hansen, le 21/07/2022

2423 – Demande de pétition publique : Rauchverbot auf Terrassen

Dépôt : Mme Line Duponselle, le 21/07/2022

2424 – Demande de pétition publique : Abolition de reconnaissance des diplômes secondaires universitaires des pays européens

Dépôt : M. Massimo Regno, le 25/07/2022

2425 – Demande de pétition publique : Augmentation de la valeur des Lunch Pass en raison de l'inflation

Dépôt : M. Konrad Glowka, le 25/07/2022

2426 – Demande de pétition publique : Supprimer les tranches d'imposition de 8 % et 9 % en augmentant l'abattement fiscal de 0 % de 11.265 EUR actuels à 15.009 EUR lorsque la tranche d'imposition de 10 % est déclenchée

Dépôt : M. Konrad Glowka, le 25/07/2022

2427 – Demande de pétition publique : Utilisation interdite des trottinettes électriques dans les zones piétonnes

Dépôt : M. Adrien Lebrun, le 25/07/2022

2428 – Demande de pétition publique : Einführung der Widerspruchslösung bei der Organspende in Luxemburg

Dépôt : M. Ricky Pissinger, le 25/07/2022

2429 – Demande de pétition publique : Pfand op Plastikfläschchen an op Béchsen / Pfand auf Plastikflaschen und Getränkedosens / Consigne de bouteilles en plastique et de canettes

Dépôt : M. Olivier Bohnert, le 26/07/2022

2430 – Demande de pétition publique : Mehrwegsystem / Wéi och an anere Länner soll op de Fläschchen a Béchsen, egal, ob Kellerei, Brauerei, Molkerei etc., hei am Land e Mehrwegsystem agefouert ginn

Dépôt : Mme Denise Dostert, le 27/07/2022

2431 – Demande de pétition publique : Waasserstoff-tankstellen-Netz a Lëtzebuerg ufänken, fir de Leit eng propper alternativ zur Elektromobilitéit ze bidden

Dépôt : M. Joé Kinnen, le 28/07/2022

2432 – Demande de pétition publique : Mehr Toiletten für die Busfahrer. Ich selber bin Busfahrerin und ich finde, dass es auf den Hauptachsen nicht genügend Möglichkeiten gibt, damit die Busfahrer(innen), wenn sie mal irgendwo eine Pause machen können, eine Toilette nur für die zugänglich ist. Da müsste unbedingt was geändert werden. Wenn mal ein WC für die da ist, werden die meist von Randalierern kaputt gemacht

Dépôt : Mme Jessica Hansen, le 30/07/2022

2433 – Demande de pétition publique : Lorsque les dépenses déductibles, aux impôts, sont plus grandes que les impôts prélevés, permettre le report de perte pour les particuliers au niveau des impôts, comme pour les commerçants

Dépôt : M. François Christian Jean-Marie Lange, le 04/08/2022

2434 – Demande de pétition publique : Augmenter les dépenses spéciales déductibles couvertes par le minimum forfaitaire de 1.000 EUR (ou d'une autre somme) par ménage en plus de 671 EUR par personne composant le ménage. Chaque ménage a des dépenses en assurances, incompressibles, que le ménage soit composé d'une personne ou de plusieurs personnes

Dépôt : M. François Christian Jean-Marie Lange, le 04/08/2022

2435 – Demande de pétition publique : #BanPrivatejets. Start- a Landefraisen vu Privatjetten zu Lëtzebuerg enorm erhéijen / #BanPrivatejets. Make takeoff and landing fees of private jets in Luxembourg extremely expensive

Dépôt : M. Raffaello Lorenzo Mancini, le 04/08/2022

2436 – Demande de pétition publique : Faisons du permis B100 un permis européen

Dépôt : M. Ergys Shehapi, le 05/08/2022

2437 – Demande de pétition publique : Allgemengt Fëmmverbuert an der Efferlechkeet

Dépôt : M. Claude Muller, le 09/08/2022

2438 – Demande de pétition publique : Fir déi järelech Upassung vun de Steiertabellen un d'Inflatioun

Dépôt : M. André Schmit, le 10/08/2022

2439 – Demande de pétition publique : L'égalité des droits pour les célibataires sans enfants dans tous les domaines de la fiscalité, de la sécurité sociale, de la retraite, etc.

Dépôt : Mme Julie Laurance, le 10/08/2022

2440 – Demande de pétition publique : De Staat soll selwer Aspierungen u Gas, Energie ... leeschten

Dépôt : M. Joe Schmit, le 11/08/2022

2441 – Demande de pétition publique : Nee zum Ausbau vum Tram vum Boulevard Royal iwwer d'Porte-Neuve

Dépôt : M. Joe Schmit, le 13/08/2022

2442 – Demande de pétition publique : 160 km/h sur nos autoroutes

Dépôt : M. Dominique Nosal, le 13/08/2022

2443 – Demande de pétition publique : Erlaubnis, mit einem D-Führerschein einen Camper über 3,5 Tonnen zu fahren

Dépôt : Mme Jessica Hansen, le 14/08/2022

2444 – Demande de pétition publique : Panneauen/héijenen Drot vu max. 4 Meter op de Stroossen, Autobunnen, etc. ouni Lächer dotëschent. Fir d'Ëmkomme vun den Déieren ze verhënneren

Dépôt : Mme Mirja Tredemy Welter-Baranek, le 17/08/2022

2445 – Demande de pétition ordinaire : Temps partiel et télétravail

Dépôt : Mme Cindy Molter, le 01/08/2022

2446 – Demande de pétition ordinaire : Wunnengsmarché

Dépôt : M. Joe Schmit, le 08/08/2022

2447 – Demande de pétition publique : Terrasses du secteur café / brasserie / restauration et arrêts de bus couverts non-fumeurs

Dépôt : M. Thierry Barbier, le 24/08/2022

2448 – Demande de pétition publique : Camping-Adresse. Jeder, der auf dem Camping wohnt, sollte sich auch auf dieser Adresse anmelden dürfen

Dépôt : Mme Samantha Benz, le 24/08/2022

2449 – Demande de pétition ordinaire : Limitation de vitesse à 110 km/h sur tout le trajet entre Kirchberg et Mersch

Dépôt : M. Emmanuel Grimée, le 28/07/2022

2450 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour faire appliquer des mesures visant à réduire la consommation d'énergie durant les heures de fermeture des bureaux et des commerces

Dépôt : Mme Nathalie Medernach, le 26/08/2022

2451 – Demande de pétition publique : Pouvoir mettre son adresse comme résidence principale sur un camping au Luxembourg

Dépôt : M. David Claerebout, le 31/08/2022

2452 – Demande de pétition publique : Verdoppelung der Steuer auf Zigaretten, E-Zigaretten und Tabakwaren

Dépôt : M. Abner Andrey Martinez Zamudio, le 01/09/2022

2453 – Demande de pétition publique : Subvention fürs Nachrüsten eines Akkus bei Betreiben einer PV-Anlage mit Überschusseinspeisung

Dépôt : M. Pit Frederes, le 01/09/2022

2454 – Demande de pétition publique : Efferlechen Transport an Autobunnen net méi gratis

Dépôt : M. Kevin Krier, le 02/09/2022

2455 – Demande de pétition publique : Pfand auf Getränkbehalter (Glas, Plastik und Metall) zwecks Umwelt- und Ressourcenschutz

Dépôt : Mme Vanessa Leuters, le 06/09/2022

2456 – Demande de pétition ordinaire : Leben

Dépôt : Mme Cynthia Federspiel, le 05/09/2022

2457 – Demande de pétition publique : Prime de vacances et prime de fin d'année, comme dans les pays limitrophes

Dépôt : M. Kokou Dona Amegnignou, le 07/09/2022

2458 – Demande de pétition publique : Interdiction des terrasses chauffées

Dépôt : M. José Bento Pedreira Pereira, le 08/09/2022

2459 – Demande de pétition publique : Distribution d'un kit gratuit pour au moins 1 mois de vitamines et minéraux soutenant notre système immunitaire pendant la saison hivernale

Dépôt : Mme Nathalie Kremer, le 10/09/2022

2460 – Demande de pétition ordinaire : Introduction d'une distance minimum entre les zones résidentielles et les hélicoptères

Dépôt : M. Alain Roesgen, le 13/09/2022

2461 – Demande de pétition publique : Offrir des incitations fiscales pour la production, l'importation, la commercialisation des carburants au bioéthanol (Superéthanol-E85)

Dépôt : M. Eduardo Maiello, le 13/09/2022

2462 – Demande de pétition ordinaire : Pour la construction d'un ombrage ou d'un enclos à la station de tram Place de Metz

Dépôt : M. Harsh Kandoi, le 13.09.2022

2463 – Demande de pétition ordinaire : 48 lëtzebuergesch Dingos fir d'Ukrain

Dépôt : M. Romain Reiter, le 16/09/2022

2464 – Demande de pétition publique : Révision des démarches du CCSS, du STM et de l'ADEM, notamment pour les personnes fragilisées

Dépôt : M. Cédric Lejeune, le 18/09/2022

2465 – Demande de pétition publique : Ënnerscheed zwëschent 125 ccm oder 1000 ccm

Dépôt : M. Serge Besch, le 20/09/2022

2466 – Demande de pétition publique : Obliger les propriétaires à payer les frais d'agence

Dépôt : Mme Catarina Coimbra Rodrigues, le 21/09/2022

2467 – Demande de pétition publique : Semaine de 4 jours de 9 h (36 h par semaine) avec 2 jours de télétravail

Dépôt : M. Giuseppe Sintino, le 26/09/2022

2468 – Demande de pétition publique : Droits égaux

Dépôt : M. Carlos Gouveia Freitas, le 26/09/2022

2469 – Demande de pétition publique : Garde des enfants partagés

Dépôt : M. Carlos Gouveia Freitas, le 26/09/2022

2470 – Demande de pétition publique : Inscrire dans la Constitution luxembourgeoise le droit de payer en espèces de façon illimitée

Dépôt : M. Jorge Manuel Dos Santos Simões, le 27/09/2022

2471 – Demande de pétition publique : Impôt

Dépôt : M. Julien Leclerc, le 27/09/2022

5) L'article 114 de la Constitution prévoit que « le texte adopté en première lecture par la Chambre des députés est soumis à un référendum, qui se substitue au second vote de la Chambre [...] ». Conformément au chapitre 22 du

Règlement de la Chambre des Députés, le référendum a lieu « si dans les deux mois suivant le premier vote de demande en est faite par plus d'un quart des membres de la Chambre ».

M. Fernand Kartheiser, député initiateur, a déposé, le 13 juillet 2022, une telle demande d'organiser un référendum sur la proposition de révision des Chapitres IV et Vbis de la Constitution – n° 7777. Cette demande ayant été soutenue par un seul député, conformément à l'article 191 du Règlement de la Chambre des Députés, elle est irrecevable.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

### 3. Institution d'une commission spéciale

Nom Artikel 21 vun eisem Reglement gëtt proposéiert, eng Spezialkommissioun „Tripartite“ an d'Liewen ze ruffen. D'Missioun vun dëser Spezialkommissioun soll et sinn, d'Projets de loi, déi d'Accorde vun dësen Tripartite-Verhandlungen ëmsetzen, ze begleeden, an dat bis zur Adoptioun vun deenen entspreichende Rapporten.

Wat d'Zesummstellung vun dëser Spezialkommissioun ueget, esou gëtt proposéiert, datt déi déi selwecht soll si wéi déi viregt Tripartite-Spezialkommissioun. Dat heescht, fir d'CSV d'Madamm Martine Hansen, den Här Laurent Mosar, den Här Gilles Roth, den Här Marc Spautz an den Här Claude Wiseler, fir d'DP den Här Guy Arendt, den Här André Bauler an den Här Gilles Baum, fir d'LSAP den Här Yves Cruchten, den Här Mars Di Bartolomeo an den Här Dan Kersch, fir déi gréng den Här François Benoy, fir d'ADR den Här Fernand Kartheiser a fir d'Piraten den Här Sven Clement.

Ass d'Chamber mat der Schafung vun dëser Spezialkommissioun souwéi mat hirer Zesummstellung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Här President!

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Madamm Lorsché freet d'Wuert.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Kéint et sinn, dass Der mech vergiess hutt?

**Plusieurs voix** | O!

**M. Fernand Etgen**, Président | Jo. Entschëllegt, Madamm Lorsché. Dir stoungt net hei um Ziedel, mee Dir sidd ni vergiess!

(Hilarité)

Och d'Madamm Lorsché gehéiert zu dëser Kommissioun. Jo, jo. Entschëllegt dofir.

### 4. Changement de composition d'une commission parlementaire

D'Fraktioun vun deene Gréngen huet, wat d'Zesummstellung vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ueget, follgend Proposition eragereecht: D'Madamm Jessie Thill ersetzt d'Madamm Djuna Bernard.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

### 5. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

### 6. Déclaration gouvernementale relative à l'accord entre le Gouvernement et l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP à l'issue des réunions du Comité de coordination tripartite des 18, 19 et 20 septembre 2022, suivie d'un débat

Mir héieren haut de Mëtten eng Deklaratioun vun der Regierung iwwert d'Resultater vun den Tripartite-Verhandlungen mat de Sozialpartner. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt, bei där all Fraktioun an all Sensibilitéit 15 Minutten zegutt huet. D'Wuert huet elo den honorablen Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

#### Déclaration

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt erlaabt mer, Iech am Numm vun der Regierung Merci ze soe fir d'Disponibilitéit, dass mer eis haut de Mëtteg kënnen hei am Plenum treffen, well ech wëll Iech och am Numm vun der Regierung matdeelen, datt mir haut am fréien Nomëtten den Accord mat de Sozialpartner ënnerschriwwen hunn, de Solidaritéitspak 2.0. Mir hunn op d'Ënnerschréfte gewaart, fir eis och virun deem héijen Haus hei presentéieren ze kënnen.

Viru bal genee engem hallwe Joer stoung ech schonn eng Kéier hei op der Tribün, Här President, fir en erfollegräichen Ofschluss vun enger Tripartite ze presentéieren. Am Mäerz vun dësem Joer huet d'Regierung ronn annerhalef Milliard mobiliséiert, fir de Leit an och de Betriber finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen. Mir waren eis och schonn deemools eens iwwert de Risiko, datt d'Situatioun sech verschlëmmere kéint. Jo, dat ass och de Fall. A mir haten an deem leschten Accord och explizitt virgesinn, datt an deem Fall och eng nei Tripartite aberuff géif ginn.

Datt mir innerhalb vun engem Joer zwou grouss Tripartiten organiséieren, ënnersträicht och déi aussergewéinlech Situatioun, an där mir ons alleguerten am Moment befannen.

Datt mir et eng zweete Kéier innerhalb vun engem Joer fäerdegbréngen, en Accord zu dräi ze fannen, weist, datt et de Sozialdialog zu Lëtzebuerg net nëmme gëtt, mee datt en och fonctionéiert. Jo, de Sozialdialog lieft, an dat ass och gutt esou. D'Tripartite ass a bleift en eenzegaartegt Instrument, dat onsem Land zanter Joerzéngte soziale Fridden an och ekonomesch Stabilitéit garantéiert.

Mir meeschtere Krisen, an ech muss Iech soen, och am beschten, wa mer zesammenhalen. D'Tripartite stellt sécher, datt déi ënnerschiddlech Positiounen vu Gewerkschaften a Patronat gehéiert ginn, an erlaabt et der Regierung, e Kompromëss ze verhandelen, deen d'Besoinen vun allen Acteuren am Land hei berécksiichtegt. Dës Verhandlungen sinn net einfach, dat kann ech och net verstoppen, an dat war och dës Kéier net de Fall. Dat, wat wichteg ass, ass, dass mer et awer fäerdegbruecht hunn, zesammen – an ech insistéieren op den „zesammen“ – mat de Sozialpartner eng gutt gemeinsam Léisung ze fannen.

Mir befannen ons an enger vun de schlëmmste Krisen an der Geschicht vun onsem Land. D'Leit an d'Betribler brauchen Hëllef. Net nëmmen Hëllef, mee séier Hëllef!

Ech hunn och schonn am Summer ugedeit, datt et fir mech net virstellbar ass, dass d'Indexbranche einfach esou géif ewechfalen, ouni datt mer de Leit géifen hëllef, déi och nach mat héijen Energiepräisser konfrontéiert sinn. Ech hunn et virun der Tripartite gesot an ech sinn och frou, dass dat och ee vun de Resultater vun dëser Tripartite ass, nämlech: Mam Accord, dee mir fonnt hunn, wäert keng Indexbranche ewechfalen. All Indexbranche wäert dat nächst Joer genee esou ausbezuelt ginn, wéi deen normale gesetzleche Mechanismus vum Index dat och virgesäit. Dat ass eng gutt Noriicht. Dat ass eng gutt Noriicht fir all Mënsch, deen hei am Grand-Duché schafft oder och eng Pensioin bezitt. Den automateschen Ausgleich vum Kafkraaftverloscht ass mat dësem Accord och garantéiert. Den Indexsystem eleng geet awer net duer, fir dës Kris ze meeschten.

Mir waren ons all eens, dass mir de Problem un der Wuerzel mussen upaken an net nëmme probéieren, d'Symptomer ze bekämpfen. An ech wëll och do den Deputéierte vun der Majoritéit a vun der Oppositioun Merci soen, déi och ennerstrach hunn, dass d'Symptombekämpfung hei net géif duergoen, mee de Problem misst ugepaakt ginn.

Dowéinst ass och d'Haaptzil vun dësem Solidaritéitspak 2.0, d'Inflatioun ofzeschwächen, an zwar séier. Mir mussen d'Inflatioun an de Grëff kréien, fir esouwuel de Menagen hir Kafkraaft ze erhalte wéi och de Betribler hir Kompetitivitéit kënnen ze garantéieren. Mir hunn als Land kaum Afloss op d'Entwécklung vun den Energiepräisser. Et ass méi wéi eng Kéier och scho gesot ginn: Mir importéiere ronn 80 % vum Stroum a jee 100 % vum Gas a vum Pétrol aus dem Ausland.

Dofir hu mir no nationale Léisunge gesicht, fir d'Inflatioun auszebremmen. D'Resultat ass en Antiinflationsspak, deen et esou an där Form an Envergure hei am Grand-Duché och nach ni ginn ass. Mat Präisbremen, Deckelen a Subventiounen bei den Energien entlaaschte mir op direktem Wee d'Bierger do, wou si et am meeschte spieren, nämlech direkt op hirer Rechnung.

D'Gaspräisser sinn déi lescht Méint duerch de Plafong gaangen. Et goufen Haussé vu bis zu 103 % virausgesot an aner Zuele sinn och nach circuléiert. Mir hunn ons op eng Deckelung bei enger maximaler Haussé vu 15 % vun den aktuelle Gaspräisser gëeene. Dat bedeit, datt d'Stéit ab elo direkt, ab Oktober, maximal 15 % méi op hirer Rechnung bezuele par rapport zu den duerchschnëttleche Präisser vu September 2022. Bis 2023 wäert de Staat och weider Reseauskäschtchen iwwerhuelen.

Och beim Stroum si staark Haussé fir déi nächst Méint virausgesot. De Stroum fir d'Stéit deckele mir dowéinst komplett vu Januar bis Dezember 2023 op de Präis vun 2022. Duerch dës Mesurë ginn d'Präisser stabiliséiert, d'Menagë kréie Previsibilitéit, hire Portmonni gétt entlaascht an och d'Inflatioun gétt däitlech ofgeschwächt.

D'Regierung wäert och Mesuren annonciéieren, fir d'Präishaussé vum Stroum bei de Chargy-Bornen a bei den elektresch bedriwwene Bussen ofzebremmen. Beim Masutt wäert de Staat déi bestoend Hëllef verduebelen an och verlängeren. Ab November 2022 geet d'Kompensatioun vu 7,5 op 15 Cent de Liter erop.

D'Regierung – an do wëll ech och dem Energieminister Merci soen – huet mat de Fournisseuren ofgemaach, dass déi annonciéiert Haussé bei den Avancé

fir de Mount Oktober net erfale respektiv zrëckgeholl ginn, wat och wichteg als Informatioun ass. Dofir och e grouse Merci.

Esou stelle mir eeben och fest, dass duerch d'Akraafttriede vun den néidege Gesetzestexten d'Bierger ouni zäitlech Verzögerung awer entlaascht ginn. D'Procédure législative hält seng Zäit, mee d'Rechnunge kommen an den nächsten Deeg.

Mir wollte bei dësem Mesurëpak kee vergiessen, Här President, egal op wat fir eng Manéier een doheem hëtz. De Wanter ass fir jiddereen kal, an eppes hunn ech scho virun der Tripartite ugekënnegt: Hëtzen dierf net e Luxus sinn! Dofir deckele respektiv subventionéiere mir d'Präisser bei Stroum, Gas, Masutt an och bei de Pellets.

Gläichzäitig verléiere mir net déi dréngend noutwendeg Energietransitioun aus den Aen. Dat wier e grouse Feeler. Mir hëllef all Bierger, gutt iwwert de Wanter ze kommen, a mir schafe gläichzäitig och Initiativen, fir de Bierger beim Émklamme vu fossillen Energien op méi klimafreundlech Technologien ze ennerstëtzen. Dës nei Klimabonushëllefe sinn explizitt och en Deel vun dësem Accord, dee mir ennerschriwwen hunn. Fir Detailer verweisen ech och op den Text, deen d'Regierung no der Signature der Chamber zoukomme gelooss a verëffentlecht huet.

Am Accord kënt Dir och déi genee Modalitéite vun den eenzele Mesuren noliesen, mat deene mir d'Energiepräisser ausbremse wäerten. D'Regierung wäert esou séier wéi méiglech déi néidege Gesetzesprojeten op den Instanzeweie bréngen.

Eng zousätzlech Mesure, fir d'Kafkraaft vun de Menagen ze erhéien an d'Inflatioun ze bremmen, ass och eng exceptionell Mesure, déi mer geholl hunn. Dat ass d'Erofsetze vun der TVA. Vum 1. Januar bis den 31. Januar 2023 geet den normalen Taux vu 17 % op 16 % erof, den Taux intermédiaire vu 14 % op 13 % erof an den Taux réduit vun 8 % op 7 % erof. Ech ruffen d'Entreprise op, dës Baisse vun der TVA op hire Produiten a Servicer wierklech émssetzen, fir eeben och deen Impakt op d'Inflatioun ze hunn, wat jiddwerengem zeguttkënn, sécher dem Consommateur, mee virun allem à la fin du compte, wann d'Rechnung gemaach gétt, de Betribler.

D'Energiepräismesuren an d'Erofsetze vun der TVA wäerten d'Inflatioun an deenen nächste Méint staark ausbremmen. Dat hu mer och vum Statec presentéiert kritt.

Verschiede Leit, Här President, sinn der Meenung, datt dës Mesuren net cibléiert a sozial selektiv genuch sinn. Et stëmmt. Et stëmmt, dass jiddweree vun dese Mesurë profitéiere wäert. Mee ouni dës flächendeckend Applikatioun vun de Mesurë wier den Impakt op d'Inflatioun eeben net deen, deen ee gebraucht huet. E wier net grouss genuch gewiescht, fir déi negativ Konsequenzen op d'Kafkraaft an d'Attraktivitéit vun onsem Wirtschaftsstanduert eeben ofzefiederden.

Mir hunn all Zenarioen e puermol duerchgerechent. Et si genee déi Mesuren, déi mir Iech haut presentéieren, déi néideg sinn, fir d'Inflatioun an de Grëff ze kréien. Et si mat deem enge Calcul, mat deem anere Calcul all verschiddenen Zenarioen gemaach ginn. Dat doten ass deen, deen dee gréissten Impakt op d'Inflatioun huet. An ech muss Iech soen, dass dat och eng gemeinsam Prioritéit net nëmme vun der Regierung, mee och vun de Sozialpartner war. Dat heescht awer net, dass de Solidaritéitspak 2.0 guer net sozial selektiv wier. Au contraire: Mat cibléierte Mesuren hëllef mir eeben deene Bierger a Betribler, déi et och am dréngendste brauchen.

De Mindestloun wäert ab Januar 2023 ëm iwwer 3 % eropgesat ginn. Leit mat klengen Akommes profitéieren also net nëmme vun zwou Indexbranchen, déi jo

bis Abrëll ausbezuelt ginn, mee och vun enger zousätzlecher Haussé vun hirer Pai.

D'Prime énergie gétt och bis 2023 verlängert. D'Stéit, déi en Urecht op d'Allocation de vie chère hunn, kréien eng zousätzlech Prime unique vu bis zu 400 Euro. D'Allocation de vie chère gétt mat den Erhéijunge vum 1. Januar 2022 och weidergefouert. D'Menagen, deenen hire Revenu bis zu 25 % iwwert dem normale Revenu d'éligibilitéit vun der Allocation de vie chère läit, kënnen och vun den Energieprimen profitéieren.

Ab dem 1. Oktober a bis Enn 2023 bedeelegt sech de Staat och finanziell un den Haussé vun den Energiekäschtchen an de CIPAen, de Maisons de soins, de Logements encadrés an an de Centres de jour psycho-gériatriques. Mir hunn als Regierung ausserdeem mat deene Prestataireen afgemaach, datt si während der Durée vun dësem Accord nieft der normaler Indexéierung keng zousätzlech Präishaussé virhuelen.

Mat dësen dräi cibléierte Mesuren hëllef mir virun allem deene Stéit, déi et am Moment och am schwéiersten hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

D'Regierung steet och weiderhin zu hirem Wuert, un engem méi gerechte Steiersystem ze schaffen. Och fir Betribler ginn déi bestoend Aiden ugepasst, erhéicht an et ginn och nei Aidë bäigesat. Och dës Aidë si cibléiert an hëllef virun allem deene Betribler, déi a Schwierregkeete gerode sinn.

De Régime d'aides, deen duerch de Solidaritéitspak agefouert gouf, gétt nämlech amendéiert a gétt och ausgeweit. D'Période de référence nämlech fir dës Aidë gétt ugepasst a wäert an Zukunft dee Mount sinn, fir deen eng Demande och gestallt gétt, an net méi d'Joer 2021, wéi dat bis elo och de Fall war. Esou droe mer deenen neisten Entwécklung besser Rechnung.

Dës Hëllef ennerleien och dem Accord vun der Europäescher Kommissioun. Et ass sech och op eng nei Hëllef fir d'Betribler gëeene ginn. Am Kader vum Kapitel 2.1. vum „Temporary Crisis Framework“ vun der Europäescher Kommissioun féiert d'Regierung eng nei Hëllef a fir déi Betribler, bei deenen d'Energiekäschtchen op d'mannst 2 % vum Chiffre d'affaires ausmaachen, gekuckt op dee Mount, wou d'Demande och agereecht gouf. Ab enger Haussé vun 80 % vun de Stroum- an/oder Gaspräisser kann eng Subventioun an Héicht vu 70 % vun de Méikäschtchen vun der Haussé vun 80 % ugefrot ginn. Dës Hëllef leeft vun Oktober 2022 bis Juni 2023. Och dës Hëllef ennerleien dem Accord vun der Europäescher Kommissioun.

Wéi bei de Menage sollen och d'Betribler bei hirer energeetescher Transitioun besser ennerstëtzt ginn. Mir moderniséieren dofir d'Bonification d'impôt, fir verschidden Investitiounen ze favoriséieren, zum Beispill d'Investissementen vu Betribler an d'igital Transformatioun vun hirer Produktioun oder hire Servicer an och d'Investissementen am Kader vun engem Projet fir d'energeetesche an déi ekologesche Transitioun.

D'Regierung leet hei fir 2023 e Projet de loi vir, fir eng Entrée en vigueur ab 2024 och unzeweilen. D'Betribler solle méi a méi hiren eegene Stroum herstellen a consomméiere kënnen, fir an Zukunft och manner de Fluctuatiounen vum Maart ausgesat ze sinn. Dofir wäerte mir och d'Autoconsummation duerch Fotovoltaikanlage bei de Betribler nach méi staark fërderen.

D'Regierung encouragéiert d'Betribler och, sech direkt bei de Fournisseuren vum erneierbaren Energien ze approvisionéieren. D'Präisser vun esou Energië si stabil

an ënnert dem Niveau vun de Marchéspräisser, déi mer haut kennen.

D'Regierung wäert dofir nei De-Risking-Instrumenter en place setze fir verschidde Secteuren, déi wéinst hiren héijen Energiekäschten en Nodeel hu par rapport zu hirer internationaler Konkurrenz.

Duerch dës Instrumenter kënnen d'Betribler vun Hëllef profitéieren, déi den Ënnerscheid tëschent dem Maartpräis an dem Energiepräis, deen am Kader vun engem PPA (ndlr: Power Purchase Agreement) bezuelt gëtt, ofdecken, am Fall wou d'Energiepräisser um Maart ënnert d'PPA-Präisser géife falen.

Här President, ech verstoppem Iech och net, datt d'Indextranchen an d'Mindestlounerhéijungen Ufank vum nächste Joer de Betribler vill Kappzerbriches maachen. Verschidde Betribler maache sech Suergen, datt si riskéieren, déi héich Energiepräisser an och zousätzlech Lounkäschten net méi droen ze kënnen. Dofir hu mir och zwou Direktihëlfen decidéiert, fir de Betribler bei anere Käschten entgéintzekommen.

Fir 2023 freet de Staat keen Akkont fir d'Cotisations sociales. Dat erlaabt et de Betribler, eng méi equilibréiert Verdeelung vun der Belaaschtung vun de Sozialbetrag an deene verschiddene Méint vum Joer och bezuelen ze kënnen.

Do dernieft gëtt de Projet de loi 8016 bezüglech der Proposition vum der Direktiv iwwert d'Work-Life-Balance amendéiert. Doduerch ginn de Congé d'aïdant an de Congé pour raisons de force majeure lié à des raisons familiales urgentes et imprévues dem Employeur vum Staat op Héicht vu 50 % vum Coût total rembourséiert.

Falls eng drëtt Indextranche dat nächst Joer sollt erfalen, wäert déi och ganz normal ausbezuel ginn. D'Regierung huet sech awer engagéiert, de Betribler dës Tranche fir de Rescht vum Joer 2023 ze kompenséieren, wann dat de Fall wär. An dësem Fall hu mir souwisou eng Clause de rendez-vous och am Accord ageschriwwen, well ech mengen, dass mer dann och nach aner Problemer riskéieren ze hunn.

Dat nämmecht géllt fir den Zenario, Här President, wa sech erausstellt, dass Ufank 2024 e weideren Inflationsschock op ons duerkënnt. An deem Fall géif nämmelech eng nei Tripartite iwwert de Phasing-out vun den Antiinflationmesurë beroden.

Här President, de Solidaritéitspak 2.0 wäert de Staat iwwer eng Milliard Euro kaschten. Zesumme mat de Mesurë vum Energiedesch an der éischter Tripartite huet d'Regierung also ronn 2,5 Milliarde mobiliséiert, fir de Leit an den Entrepreneuren ze hëllefen. Dat ass eng enorm Zomm. Dat ass eng Zomm, déi mir fir d'Wuel vum Land a vu senge Bierger wëllen investéieren. An déi ass och ganz héich, wann ee se vergläicht mam Ausland. Et ass eng Zomm, déi mer ons awer och leeschte kënnen, well dës Regierung et an de leschte Joren ëmmer fäerdegbruecht huet, héich Investitiounen a gesond Staatsfinanzen an Aklang mateneen ze bréngen.

Fir datt mer och an Zukunft den néidege finanziell Sputt hunn, fir esou gutt op Krisen ze reagéieren, wéi mir et zanter elo iwwer zwee Joer maachen – well ech wëll Iech just drun erënneren, dass mer och nach eng Covidkris hatten, déi och imprevu war a Käschte mat sech bruecht huet –, musse mir op d'Entwécklung vun der Staatsschuld awer och alleguerten oppassen.

Ech schenken der Finanzministesch och mäi vollst Vertrauen, datt si der Regierung an der Chamber am Oktober och e Budget virleet, deen den aktuellen an zukünftigen Erausforderunge gerecht gëtt.

De Solidaritéitspak 2.0 liwwert Äntwerten, Här President, op dréngend Froen, déi vill Bierger an och vill Betribler ons déi lescht Woche gestallt hunn. Déi eenzel Mesuren entsprechen deem, wat onst Land an dëser Situatioun brauch.

Mir hunn, Här President, e staarken Accord ënnerschriwwen, dee vun all de Sozialpartner gedroe gëtt. D'Regierung ass prett, zesumme mat der Chamber d'Ëmsetzung vum Tripartite-Accord och séier virunzuedreiwen. Déi zoustänneg Ministeren a Verwaltunge stinn zu Ärer Verfügung, fir mat Iech zesummen an der Tripartite-Kommissioun iwwer all d'Detailler ze diskutéieren an déi néideg Erklärungen ze ginn.

Ech hoffen och hei, Här President, an dësem Haus op eng breet Ënnerstützung fir de Solidaritéitspak 2.0 an op eng breet Ënnerstützung fir d'Viruféiere vum Sozialdialog, deen hei zu Lëtzebuerg eis ganz, ganz vill Succès bruecht huet a ganz, ganz vill Krisen evitéiert huet.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Premierminister Xavier Bettel. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Regierung.

Mir kommen dann elo zur Debatt. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Gilles Baum, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**M. Gilles Roth (CSV)** | Merci. Här President, Här Staatsminister, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV steet zu dem Lëtzebuerg Sozialmodell. Dëse Modell ass fir eis de Garant fir de soziale Fridden hei am Land. Dat war gëschter de Fall, dat ass haut an dat zielt nach vill méi muer.

Mir woussten als CSV, als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei vun der Mëtt, a schwéieren Zäite Verantwortung fir Land a Leit ze iwwerhuelen an der Regierung, a mir iwwerhuelen och eis Verantwortung elo an der Opposition. Mir stinn duerfir zum Sozialdialog, mir stinn zur Tripartite an d'CSV steet och zum Index, alles fir eis weesentlech Elementer vum soziale Fridden, vu gelongener sozialer Kohäsioun fir d'Land an och fir seng Leit. D'CSV steet duerfir och hannert dësem Tripartite-Ofkommens, esou wéi de Premier en elo just presentéiert huet.

An ech soen och jiddwerengem Merci, deen zu dësem Tripartite-Ofkommens bäigedroen huet. Ech soen awer gradesou dättelech wéi mer dat am März d'lescht Joer an dëst Joer gesot hunn: Bei dësem Accord kafe mir keng Kaz am Sak!

Mir krute gëschter um 12.30 Auer d'Convocatioun fir dës Sitzung, mir kruten eng Version complète vum dem Accord um 15.00 Auer, also virun enger Stonn, a mir hunn d'Presentatioun vun dem Accord elo vun dem Staatsminister héieren. Am gesonde Parlamentarismus an Respekt virun der Chamber, hätt een dat och kënnen am Virfeld e bëssen aneschters koordinéieren.

*(Interruption)*

Mee ech soe ganz kloer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net eis Ambitioun, fir den Accord nei ze negociéieren, mee mir hannerfroen awer d'Zuelen! A mir wäerten och d'Gesetzer, déi den Accord sollen a Musek ëmsetzen, kritesch a konstruktiv begleeden. A mir kucke virun allem, ob dat, wat

zwëschent de Sozialpartner ofgemaach ass, sech och herno an dem Gesetzestext eent zu eent erëmispigelt. Dat hu mir am Fréijoer gemaach, a mat aller Bescheidenheet muss ech soen, mengen ech, war eisen Input do net zum Nodeel vu gudder parlamentarescher Aarbecht.

Här President, eng Rei vu Punkten, déi elo an dem Accord stinn, déi hate mir am Virfeld als Oppositionspartei, als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei, och schonns proposéiert a mir stinn dozou.

Et war éischtens e Präisdeckel op den Energiepräisser. An eisen Aen, an ech ënnersträchen et nach eng Kéier, bekämpft een domat net d'Symptomer, mee virun allem d'Ursach vun der Präisdeierecht. An dat kënn souwuel de Bierger – virun allem – zegutt, an, ech hoffen, och engem breeden Deel vun de Betribler.

Ech hunn héieren an och gelies, dass net all Betrib am vollen Ëmfang vun der Präisbremse profitéiert op den Energiepräisser, mee ech hunn awer elo aus dem Mond vun dem Staatsminister héieren, dass et versicht gëtt iwwert de Wee vu Staatshëlfen, pourvu que, selbstverständlech, dass se am Accord si mat de Régimes d'aides d'État vu Bréissel an dass iwwert dee Wee och de Betribler breet ënnert d'Äerm gegruff gëtt. Dat féint eis Zoustëmmung.

Ech hoffen och, an de President vum Syvicol huet mech drop opmierksam gemaach, dass een d'Gemengen, besonnesch déi kleng Gemengen, net ausser Uecht léisst bei deenen héijen Energiepräisser, déi si och am Interessi vum Land an alle Bierger, déi am Land wunnen, ze stemmen hunn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Dir Dammen an Dir Hären, keen heibannen an och kee vun de Bierger an de Betribler ka fir d'Konsequenze vun engem geopolitische Sträit, vun engem mënschlech eigentlech wierklech tragesche Krich. Net d'Bierger, net d'Entrepreneuren. Mee och eis Betribler, och wann dat net ëmmer populär ass an der Politik, brauche Previsibilitéit a si packen net x Indextranchen a kierzter Zäit.

Eng Präisbremse op der Energie ass duerfir fir eis als CSV hëllefbräich. Mir ënnersträchen awer gradesou kloer, dass dat net d'Allheilmittel an dëser Kris ass.

Eng Präisbremse, an de Staatsminister huet et virudrun ënnerstrach, ass fir deen een oder deen aneren och eng Politik mat der Strenz, oder, wéi et esou oft heescht, eng Politik vu feelender sozialer Selektivitéit. Mee ech soen awer gradesou dättelech am Numm vun eiser Fraktioun, vun eiser Partei, dass virun allem fir eis d'Urgenz vun der Situatioun zielt. Mir hätte gär, dass d'Leit elo virun Wanter ënnert d'Äerm gegruff kréien. All sozial Selektivitéit an Éieren, mee et muss gehandelt ginn, an zwar elo!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Dir Dammen an Dir Hären, jo, dës Kris, déi trëfft d'Leit eigentlech alleguer. A vill Matbierger – an Dir kommt jo als Volleksvertrieeder, grad ewéi mir, vill ronderëm – hu reegelrecht Angscht. D'Leit hunn Angscht, well si wëssen net, ob se fir sech, mat hire Familljen, de Wanter finanziell packen. Kréie se d'Enner um Enn vum Mount zesummen? Fir vill geet dat elo schonns net méi.

Hu si genuch Mëttelen, hu si genuch finanziell Mëttelen fir Hëtzes, fir Spritt, fir Liewensmëttelkäschten – och déi si vill méi deier ginn –, fir Prëten? Och déi wäerten am Oktober an d'Luucht goen, fir d'Loyerer an d'Charngen ze bezuelen. An dat trëfft virun allem Famillje mat niddregem Akommes. Mee dat trëfft awer och, an dat soll ee kloer soen, eng ëmmer méi breet Mëttelschicht. A grad si ass d'Réckgrat vun der Lëtzebuerg

Gesellschaft. An dat dierfe mir heibannen, an all d'Par-teien, déi vertruede sinn, net ënnerschätzen.

Duerfir hate mir och als CSV relativ fréi am Joer schonns gefuerdert, de Krees vun de Leit, déi an de Genoss vun enger Energieprimm kommen – niewent der Allocation de vie chère – ze verbreederen. D'sozial Selektivitéit, d'sozial Ëmverdeelung, d'sozial Gerech-tegkeet, déi mir brauchen, soll awer an eisen Aen, an den Ae vun der CSV, virun allem iwwert d'Steiere geschafte ginn. „Mit Steuern steuern!“, heescht et, an dat zielt fir eis ëmsou méi a Krisenzäiten. An do musse breet Schëlleren och bereet sinn, fir méi breet ze droen.

Zweetens, mir haten och als CSV schonns viru Méint proposéiert, d'Akzisen, d'Taxen an och d'TVA op Ener-gieprodukter op den europäesche Minimum erofzeset-zen. Well bei deenen héijen Energiebasispräisser si mir der Meenung, a mir bleiwen der Meenung, dass de Staat eigentlech net nach zousätzlech Taxen an Akzise kann dropleeën, esou dass fir d'Leit den Erwerb vun deenen Energieprodukter nach méi deier gëtt.

An ech soen och duerfir ganz kloer, dass mer begréis-sen, a mir ënnerstëtzen dat, dass d'Reduktion vun der TVA kënn, um Gas, um Elektresch an doriwwer eraus op alle Produkter an och virun allem op all Leeschtungen, well déi falen och an d'Reduktion vun 17 op 16 % vun der TVA.

Drëtzens, d'CSV steet zum Index. Et ass fir eis en In-strument vum Ausgläich vun der Präisdeierecht. Mir stinn eigentlech do op där selwechter Linn wéi praktesch all d'Gewerkschaften. An och hei muss an eisen Aen déi sozial Selektivitéit iwwert d'Steiere geschafft ginn.

Véiertens, mir begréissen och d'Ënnerstëtzungsmoos-namen am Interessi vun de Betriber. Wéi gesot, d'Entreprisë brauche Previsibilitéit. Si kënnen keng x Indexranchen an engem Joer oder an enger nach méi kuerzer Period droen. An och eis Betriber – et gëtt net esou vill dobausse gesot, an do si vill Famil-jebetriber drënnen – hunn de Moment vill, fir net ze soe ganz vill Suergen. Dacks steet hir Existenz an net nëmmen hir, déi vun de Patronen, mee och déi vun deene ville Salariéen, déi se beschäftegen, op der Kipp.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Vill Patrone ginn eigentlech mat hirem Entrepreneursgeesch, dee mer jo ëm-mer ënnerstëtzen, perséinlech a mat hirem Betrib e grouse Risiko an. Si sinn och en Deel vun dem Lëtze-buerger Modell, deen eis Gesellschaft eigentlech zesummeffiert a keng Klassegrief oprappt. Domad-der si si also och en Deel vun dem Lëtzebuerger So-zialmodell. Jo, och d'Patrone sinn en Deel vun dem Lëtzebuerger Sozialmodell, och wann hir Stëmm dobaussen net ëmmer déi härtesten ass an och am Interessi vum Land net ëmmer déi härteste kann an därfer sinn. Mee et sinn awer d'Entreprisen, et sinn déi Lëtzebuerger Betriber, déi Aarbechtsplaze schafen an d'Wirtschaft och bei eis am Land droen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Duerfir sti mir als CSV, als Vollekspartei vun der Métt, fir eng staark a breet Mët-telschicht, mee mir sti gradesou daitlech als Volleks-partei vun der Métt fir e breede Mëttelstand a fir eng diversifiéiert Lëtzebuerger Economie.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | An duerfir dierfen eis Entre-prises an deser Kris och net aleng gelooss ginn. An ech soen et am Numm vun eiser Fraktion: Sollten zousätzlech Moosnamen, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen,

néideg sinn, wäerte mir deem positiv als Oppositions-partei géintiwuerstoen an dat och konstruktiv beglee-den!

Well, Dir Dammen an Dir Hären, wat bréngt eigent-lech och dee beschftionéierenden Indexmecha-nismus? Wann eng Entreprise net méi do ass, ka si – a kee Betrib, kee Patron – engem Salarié dann en Index bezuelen. Jo, et gehéiert eigentlech, och wann et vill verpöönt ass, zum Sënn vun enger Entreprise, e Bene-fiss ze maachen.

**Une voix** | Ganz richtig!

**M. Gilles Roth (CSV)** | An dat ass keng Schan.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Duerfir brauch ee sech net ze schummen, well mat deem Benefiss dréit ee jo och als Entreprise, als Patron, zu dem Lëtzebuerger Allge-mengwuel bäi. An och eng Entreprise, Dir Dammen an Dir Hären, huet keng Geldrockmaschinen am Keller stoen!

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Well och de Patron an all Be-trib muss am Virfeld Sue verdéngen, ier e ka Paien an d'Fraise vun dem Betrib bezuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Leit brau-chen an deesen Zäite méi Kafkraaft. D'Leit brauchen eigentlech méi Netto vum Brutto. An d'Leit brauche virun allem manner Steuerlaascht.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Et war an eisen Aen e grouse Feeler vun deser Regierung, a gudden Zäiten, 2018, 2019, 2020, keen Apel fir den Dusch op d'Säit ze leeën.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Et ass bedauerlech, Dir Dammen an Dir Hären, dass grad an deene fette Joren, wou d'Steiere souwuel vun de Leit wéi vun de Betriber nëmmen esou gespruddelt hunn, mer eent vun dräi Länner an der Europäescher Unioun waren, déi et net fäerdegruecht hunn, d'Staatschuld sensi-bel no ënnen ze drécken, mat alle Konsequenzen, déi mer haut kennen!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Et ass och e grouse Feeler vun deser Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, dass bis elo fënnf Indexranchen – ech widderhuelen et: fënnf Indexranchen! – zënter 2017 sech net an der Steiertabell erëmfannen. Fënnf Indexranchen ouni Inflationberengung, dat ass de facto e Plus vu 17,5 % méi Steieren!

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Méi Steieren an enger Zäit, wou d'Leit solle méi Kafkraaft kréien, ass definitiv an eisen Aen déi falsch Äntwert.

495 Milliounen Euro, Dir hutt et gutt héieren, 495 Mil-liounen Euro hunn d'Leit, d'Bierger, iwwert déi lescht aacht Méint, vu Januar bis August dëst Joer, méi Lounsteuer bezuelt wéi am selwechten Zäitraum 2021. D'Leit hunn eigentlech domadder, loosst mech et riichter aus soen, praktesch d'Hallschent vum Käsch-tepunkt vun deesen Tripartite-Moosname schonns am Virfeld virfinanzéiert.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Déi 495 Milliounen Euro, Dir Dammen an Dir Hären, déi musse mer och an de Ver-glach setzen zu der Zuel, déi d'Finanzministesch an Transparenz hei genannt hat am Juli, nämlech 600 Milliounen, wat d'Indexberengung vu fënnf Index-

tranchen zanter 2017 géif kaschten. Dat heescht, am Umtrugschluss (veuillez lire: Umkehrschluss) hunn d'Leit eigentlech schonns 80 % vun der gesamter Infla-tionsberengung vun der Steiertabell virfinanzéiert.

An do sinn ech mat der Finanzministesch awer wirk-lech net d'accord, an ech mengen, dat ass och feel op der Plaz. Et kann een net higoen a soen: „Wësst Der, wat dat kascht?“ Well wa mer keng Inflationberengung maachen, da froe mer vun de Leit jo méi Steieren an da wier eigentlech déi Fro, déi d'Finanz-ministesch misst stellen: „Firwat muss de Staat d'Leit méi belaschten?“ Well wa mer eng Inflationberengung vun der Steiertabell maachen, da setze mer jo d'Pendule à l'heure, wéi se war 2017, wéi déi dote Majoritéit mat engem Sëtz méi deemools de Steuer-barème gestëmmt huet.

A betraff, Dir Dammen an Dir Hären, vun Netinfla-tionsberengung vun enger Steiertabell, wien ass dat? Dat si virun allem Kleng- a Mëttelverdänger, well si ganz séier an engem progressive Steiersaz op héich Steuertranchë kommen.

E klassescht Beispill: 4.000 Euro Bruttoloun, do ass een net bei deenen Décken hei am Land, dee kritt bei där nächster Indextranche 100 Euro brutto méi. Vun deenen 100 Euro brutto no Steieren an no Sozial-ofgabe sinn et der manner wéi 50 netto, manner wéi 50 netto bei Zënsen, manner wéi 50 netto bei Spritt, manner wéi 50 netto bei Hëtzes a villes aneres méi. An d'CSV plädéiert duerfir mat Nodrock fir manner Steieren, grad elo!

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | A mir widderhuelen, mir widderhuelen och hei nach eng Kéier eis Propos. Éischtens, mir hätte gären, dass de steierbefreiten Agangsmontant op 15.000 Euro an d'Luucht gesat gëtt. Dat sinn 30.000 Euro steierbefreit fir eng elengerzéiend Persoun an der Steuerklass 1a. Mir wël-len eng Inflationberengung vun der Steiertabell mat enger Verbreederung vun de Steuertranchen. A mir soe gradesou kloer, dass mir derfir astinn, no Dis-kussionen an eiser Partei, dass mer och wëllen eng zousätzlech Steuertranche, ab engem Montant vun zum Beispill 500.000 Euro: 45 %.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Leit brauche méi Netto vum Brutto. D'Leit dierfen an der Wanterkeelt net nach zousätzlech op där kaler Steuer-progressioun sëtzebleiwen. Wat d'Leit brauchen, ass villméi eng Progressioun vun der Steiergerechteg-keet.

Ofschléissend: D'CSV steet zum Tripartite-Accord. Mir iwwerhuelen eis Verantwortung als Vollekspartei vun der Métt. Mir kafe keng Kaz am Sak. Mir begleeden d'Ausféierungsgesetzer kritesch, mee konstruktiv. A mir verlaangen zousätzlech zu den Tripartite-Moos-namen eng steierlech Entlaaschtung vun de Leit. Well méi Kafkraaft heescht fir d'CSV och manner Steieren. Grad elo – grad elo! – brauchen d'Leit méi finanziell Loft fir ze ootmen a grad elo brauchen d'Leit Zouver-siicht an eng besser Zukunft.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos, Här Roth. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum agedroen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Baum (DP)** | Merci. Merci fir d'Wuert, Här President. Wéi mer Enn Mäerz heibannen an der Chamber d'Resultater vum Tripartite-Accord zesum-men diskutéiert hunn, hätt ech net geduecht, an ech mengen, keen heibannen, dass mer esou séier géifen

erëmkommen an esou séier géife vun eisem Premier en neie Solidaritéitspak, de Solidaritéitspak 2.0, presentéiert kréien.

Den Aggressionskriech vu Russland an der Ukrain dauert vill méi laang, wéi mer geduecht haten, mat Repercussionen vun deem Kriech op d'Energiepräisser, awer och op d'Liwerketten an domadder natierlech och op d'Inflatioun. D'Inflatioun huet en Ausmooss ugehall, wéi mer et scho säit Joerzénge hei am Land net méi kannt hunn.

Grad ewéi d'Regierung hu mir och als DP-Fraktioun d'Situatioun ganz eescht geholl a mir iwwerhuelen och elo weider an deem Dossier eis Verantwortung. D'Leit an d'Betribler maache sech Suergen iwwert den Impact vun der Präisdeierecht an ech soen hinne ganz kloer: „Mir stinn Iech zur Säit.“

Eppes steet fest, mir dierfen et net esou wäit komme loosse, dass d'Leit net méi hëtzen, well se d'Sue brauchen, fir hir Famill ze ernären. De Kafkraaftverloscht vun de Stéit ass grouss. An duerfir ass et wichteg, dass mer elo handeln, fir de Leit duerch des Kris ze hëllefen!

D'Betribler sinn duerch déi zousätzlech Kris och ferm betraff a si maache sech Suergen ëm hir Zukunft an ëm d'Zukunft vun hire Mataarbechter. Mir dierfen net riskéieren, dass Betribler zoumaachen. Mir kënnen net nokucken, wann Dausende vu Salaréier hir Aarbechtsplaz riskéieren oder verléieren.

Mat der Tripartite huet Lëtzebuerg e Modell vu Sozialdialog, dee grad geduecht ass, fir benotzt ze ginn an esou schwierigen Zäiten. E gehéiert zum Lëtzeburger Erfollegmodell, deen eis sozial, ekonomesch a politesch Stabilitéit séichert, an dat zanter de 70er-Jore, wéi d'Tripartite vum liberale Premier Gaston Thorn agefouert ginn ass.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | An och an der haiteger Situatioun mussen mer solidaresch sinn a mateneen en Effort maachen, fir duerch des Kris ze kommen.

D'Regierung huet séier reagéiert an d'Tripartite och scho ganz fréi preparéiert. Schonn am August goufen déi éischt bilaterale Gespréicher mat de Sozialpartner gefouert an et gouf also eng gutt Viraarbecht gelescht, déi et erlaabt huet, fir sech schonn no dräi Verhandlungsdeeg op en Accord de principe ze eenegen. A schonn eng Woch méi spéit konnt dunn den Accord ficeléiert an ënnerschriwwen ginn.

Am Numm vun der DP-Fraktioun wéilt ech allen involvéierte Parteien, déi bei den Tripartite-Verhandlungen derbäi waren, a besonnesch dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel, fir deen Accord felicitéieren, deen d'Preparativen an d'Tripartite de main de maître geleet huet. An dat ass net einfach, dat wësse mer. Et ass net einfach, fir besonnesch a schwierigen Zäiten Accorden ze fannen. An dat huet d'Vergaangenheit bewisen. Um Enn steet e Mesurëpak an Héicht vun 1,1 Milliard, deen d'Kafkraaft vun de Leit stäerkt an och d'Betribler entlaascht an hinne Previsibilitéit gëtt.

Dës Kris féiert eis och nach emol virun Aen, dass mir eis Efforte bei der energieetescher Transitioun weider verstärken müssen. An des Ambitioun spigelt sech och am Accord zréck. Och dat ass fir d'Demokratesch Partei e wichteg Element.

Alles dat gouf mam Mesurëpak erreicht an als DP kënnen mer dese Solidaritéitspak 2.0 duerfir nëmmen ënnerstëtzen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | D'Sozialpartner hunn zesumme mat der Regierung Verantwortung iwwerholl a

jiddwereen huet missen e bësse Waasser a säi Wäi schëdden, fir zu engem Accord ze kommen. A mir weisen heimadder alleguerten, dass mer a schwierigen Zäiten als Land zesummestinn.

D'DP ass frou, dass desen Accord vun allen dräi Gewerkschaften, vum LCGB, vum OGB-L an och vun der CGFP, matgedroe gëtt. Dat ass an eisen Aen e ganz, ganz wichteg Zeechen no baussen, dass alleguer d'Sozialpartner hannert dese Mesurë stinn. Natierlech ass net jiddwereen zu all Moment 100%eg zefridden, mee dat läit awer nun emol an der Natur vun engem Kompromëss. Wichtig ass, dass alleguerten d'Partner mam Accord lieve kënnen an en och matdroen. Dat ass hei de Fall a séichert soumat de soziale Fridden hei am Land.

Dese Solidaritéitspak, dee mer haut vum Premierminister presentéiert kruten, ass eng wichteg Stäip fir d'Leit, déi hëtze mussen, wann et elo méi kal gëtt, déi Bensinn brauchen, fir op d'Aarbecht ze fueren, grad ewéi och fir d'Betribler, déi Energie brauchen, fir dass d'Wirtschaft um Rulle bleift.

Här President, desen neien Hëllefspak wäert de Staat en enorme finanziellen Effort kaschten. Ech erënneren drun, dass mer am Ufank vun deem Joer scho Mesuren am Kader vun Energiedësch a vum éischten Tripartite-Accord geholl hunn, déi ronn 1,5 Milliard kascht hunn.

Dat hei bedeit also weider extraordinär Ausgabe fir de Staat. An zesumme wäerte mer herno fir d'Solidaritéitspäck 1 an 2 bei iwwer 2,5 Milliarde leien. Ech mengen, dat ass eng ganz beträchtlech Zomm, déi mer esou net konnte virausesinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, et ass elo mat Sécherheet net Zäit fir Austeritéitspolitik. Dozou steet d'DP. Mir këmmen eis ëm d'Leit an d'Betribler a mir loosse keen am Ree stoen. Mat deem historesche Pak huele mer déi néideg Mëttelen an de Grapp, fir d'Inflatioun ofzebrennen, an dat, ouni d'Zukunft vun den zukünftige Generatiounen ze hypothekéieren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, bei deser Tripartite ass et drëms gaangen, fir géint d'Inflatioun unzegoen. A mat deem Accord wäert de Staat direkt op d'Energiepräisser agräifen, fir esou d'Präisdeierecht staark ofzebrennen. Dat kënn de Betribler an de Privatleit zegutt. Well et ass d'Energie, déi d'Inflatioun am Moment esou ufeiert.

Am Ufank ass nach vu véier bis fënnf Indextranché bannent zéng Méint rieds gaangen an d'Mesuren, déi de Premier eis haut presentéiert huet, wäerten d'Präisdeierecht op eng ganz sensibel Manéier limitéieren. D'Zil ass et, fir d'Inflatioun ëm 4 Prozentpunkten erofzedrécken op 2,6 %. Ech wäert elo net nach eng Kéier alleguerten d'Mesuren aus dem Accord hei duerchgoen. Dat huet de Premier gemaach. Loosst mech just op verschidde Punkten agoen.

Vum 1. Oktober un ass d'Hausse beim Gas op 15 % limitéiert. De Stroumpreis gëtt op dem aktuellen Niveau agefruer. De Präis vum Masutt gëtt ëm 15 Cent pro Liter erofgesat, an dat vum November u bis den Dezember 2023. An d'TVA geet temporaire ëm 1 Prozentsaz op allen Tauxen erof.

D'Präisdezelung fir d'Energiekäschten, déi zesumme mat de Sozialpartner decidéiert gi sinn, wäerten also vill Leit berouegen. An ech sinn och berouegt, well ech de Mëttlen héieren hunn, an ech mengen, deen een oder aneren ass drop ugeschwat ginn, dass och fir déi Leit, déi mat Pellets heizen, eppes gemaach gëtt an dass déi Leit net vergiess ginn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | D'Energiefournisseure soen eis, dass eng Begrenzung vun deem Deckel vun den Energiekäschten technesch zimmlech opwändig wär an och net vun haut op muer ze realiséiere wär. Dobäi ass d'Zil awer essenziell, an dat dierf een net vergiessen. D'Leit brauche keng Ennerstëtzung an e puer Méint, wann de Wanter eriwuer ass, mee wa se d'Avancé bezuelen, elo. An ech widderhuelen et, d'Leit brauchen déi Hëllef elo direkt!

Et ass och esou, dass ouni des flächendeckend Mesuren d'Inflatioun net esou staark hätt kënnen ofgebremst ginn, fir déi negativ Konsequenzen op d'Kafkraaft an d'Attraktivitéit vun eisem Wirtschaftsstanduert ofzefiedereen.

Derbäi kommen awer eng ganz Rei sozial cibléiert Mesuren, fir déi Stéit geziilt ze ënnerstëtzen, déi riskéieren, ënner d'Rieder ze kommen. Ech erënneren drun, dass de Steierkredit Energie bis d'nächst Joer, den 1. Abrëll, weiderleef. Zousätzlech gëtt och d'Energieprimm d'nächst Joer weidergefouert. De Mindestloun klëmmt den 1. Januar ëm 3,3 %. A schliisslech ginn och d'Hëlfele, fir vum Masutt oder vum Gas op eng Wärmepompe ëmzepakken, nach emol ugepasst.

Ech erënneren och drun, dass schonn um Energiedësch an am éischten Solidaritéitspak e besonnesche Schwéierpunkt op déi sozial Selektivitéit geluecht ginn ass. D'Afféierung vun enger Energieprimm, zousätzlech zur Allocation de vie chère, bei där de Seuil ëm 25 % gehuewe gouf, oder nach de Steierkredit Energie, deen net just sozial gestaffelt ass, mee och d'Verréckele vun der Indextranche vum Juli fir niddregt Akommes iwwerkompenséiert, sinn zwee pertinent Beispiller.

Ech kéint och nach d'Wunngeld ernimmen, dat och nach emol ugepasst gëtt, oder den Topup social bei den energieeteschen Hëlfele.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, niewent dese Mesuren huet d'Tripartite nach aner Hëlfele am Sënn vun Erhale vun der Kafkraaft vun de Stéit decidéiert. De Premier ass schonn op déi Mesuren agaangen, ech géif der just nach e puer ervirhiewen.

Ech hat et hei scho viru sechs Méint gesot an ech mengen, do si mer eis heibanne queesch duerch d'Bänk eens: Fir d'DP ass den Index de Garant fir de soziale Fridden hei am Land, an d'Demokratesch Partei hält um Index fest. Hien ass de Garant, dass de Verbraucher net u Kafkraaft verléiert. An duerfir si mer frou, dass den Indexmechanismus net a Fro gestallt ginn ass a mat deem Accord wäert och keng Indextranche ewechfalen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Et gëtt sech erwaart, dass Ufank vum nächste Joer eng weider Indextranche erfällt an déi Tranche gëtt natierlech normal ausbezuel. An et ass och esou, dass déi Indextranche vun deem Summer, déi op den Abrëll 2023 verréckelt ginn ass an déi dann iwwert de Crédit d'impôt kompenséiert ginn ass, och den 1. Abrëll ganz normal ausbezuel gëtt. Bis dohinner spillt natierlech de Steierkredit weider, fir de Kafkraaftverloscht ze kompenséieren.

A falls et zu enger drëtter Indextranche sollt kommen, engagéiert sech d'Regierung, fir de Betribler Kompensatiounen ze bezuelen, déi de kompletten Impact vun der Hausse vun 2,5 % op de Salären offänken.

Des Weidere gesäit de Pak eng Abberzuel vu Mesuren am Beräich vun der energieetescher Transitioun vir, well et ass wichteg, dass mer hei net eng Kris géint déi aner ausspillen. Et ass wichteg, dass mer hei net eng Kris als méi wichteg ugesi wéi déi aner. Duerfir ënnerstëtze mir, dass d'Energiekris als Chance ka gesi



ginn, fir d'Transitioun virunzedreiwen, notament duerch d'Erhéije vum Klimabonus fir Stéit an duerch d'Bonification d'impôt fir d'Investissement an déi energiegesch Transitioun. Am Ganze sinn dat iwwer 200 Millioune fir d'Leit a fir d'Betriber.

D'Betriber maache sech am Moment vill Gedanken a vill Suergen. D'Indextranchen, d'Erhéije vum Mindestloun a generell d'Käschten, déi riskéieren ze klammen. Nieft all de Mesuren, vun deenen d'Betriber direkt an indirekt beneficiéiere kënnen a vun deenen hei och scho geschwat ginn ass, wäerten d'PMEE vun enger Energiehëllef profitéiere kënnen. Mir wëssen, wivill Schwierigkeiten dës Betriber am Moment grad duerch d'Deierecht vun der Energie hunn. An des Weidere freet de Staat keen Akkont fir d'Cotisation sociale, wat de Betriber weider Loft zum Ootme léisst.

Jo, d'Betriber brauche Previsibilitéit. Dat ass enorm wichteg, besonnesch wann d'Käschte riskéieren, weider an d'Lucht ze goen. An dësen Accord garantéiert hinnen dës Previsibilitéit.

Wann et eisen Entreprisë schlecht geet, da gi keng Leit méi agestallt a schlëmmstefalls gi Leit entlooss. Et ass also essenziell fir d'Demokratesch Partei, dass eis Betriber weider fonctionéiere kënnen, weider zum Räichtum an zur wirtschaftlecher a sozialer Stabilitéit vun eisem Land bäidroen kënnen.

De Chômage ass op engem historesch déiwen Niveau. A fir eis ass et ganz, ganz wichteg, dass all Efforte gemaach ginn, deen historesch déiwen Niveau ze halen a beschtefalls souguer nach erofzedrécken.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | E lescht Element, dat ech nach ervirhiewe wéilt, ass d'Clause de rendez-vous, déi och an dësem Accord erëm eng Kéier festgehalen ass op där leschter Säit. D'Situatioun dobausse bleift onsécher, si bleift volatil an et ginn natierlech vill Inconnuen. A grad ewéi am éischten Accord wäert och dës Kéier erëm eng Tripartite ageruff ginn, sollt déi sozioekonomesch Situatioun sech weider verschlechteren.

D'Regierung bleift also weider um Ball, an och d'DP-Fraktioun wäert d'Entwécklung ganz genee am A behalen. A mir wäerten och de legislative Prozess konstruktiv begleeden, wéi alleguerten déi aner Parteien, déi heibanne vertruende sinn, fir dass d'Hëllef, déi iwwer dëst Gesetz gestëmmt musse ginn, esou séier wéi méiglech bei de Leit dobaussen ukommen. An duerfir wäert ech mat Iech zesammen als President vun der Tripartite-Kommissioun suergen.

Här President, iwwer 30 Stonne souz d'Regierung mat de Sozialpartner an dem Patronat um Dësch vun der Tripartite. An als DP begrësse mer ganz kloer déi sozial Handschrëft vun dësem Accord. Et ass an eisen Aen e ganz gudden Accord! De Virwurf, dass en net sozial selektiv genuch wier, kann ech net gëlle loos. Ënnert den aktuellen Ëmstänn huet d'Regierung en Ofkommen ausgehandelt, dat d'Strooss hält, d'Präsideierecht bekämpft an eist Land gutt duerch déi nächst Méint brénge wäert.

Et ass en Accord, dee mat engem Mesurëpак vun iwwer 1,1 Milliard Euro e wierklech historescht Ausmooss huet. Et ass en Accord, deen de Suerge vun de Leit an de Suerge vun de Betriber Rechnung dréit. Et ass en Accord, dee vun alle Sozialpartner an der Tripartite gedroe gëtt. Et ass en Accord vu kollektiver Zesummenaarbecht, en Accord vu kollektiver Verantwortung fir d'Leit, fir d'Betriber, am Interêt vum Lëtzebuurger Land.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Baum** (DP) | Ech wéilt awer net ofschléissen, ouni nach eng Motioun ze deposéieren. Si ass ënnerschriwwen vun de Kollegee vun der LSAP, deene Gréngen an och vun der DP. Si ass och zirkuléiert bei de Kollegee op dëser Säit vum Parlament an ech ginn dervun aus, dass d'Kollegee vun dëser Säit och wäerten zu där Motioun e puer Wuert soen. Voilà. Merci, Här President, dann hei d'Motioun.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

– constatant le contexte international tendu et ses conséquences notamment sur le marché de l'énergie ;

– constatant que la hausse du coût de l'énergie, et de manière plus générale, de l'inflation pèse considérablement sur les ménages et les entreprises ;

– saluant l'adoption d'un paquet conséquent de mesures au bénéfice des ménages et des entreprises dans le cadre de l'Energiedësch et de l'accord du Comité de coordination tripartite du 31 mars 2022 ;

– saluant l'initiative du Gouvernement, et conformément à l'accord tripartite du 31 mars 2022, d'avoir invité les partenaires sociaux à de nouvelles réunions du Comité de coordination tripartite pour le 18, 19 et 20 septembre 2022 suite à l'aggravation de la situation économique et sociale ;

– rappelant que le Comité de coordination tripartite, institué en tant qu'organe de concertation en temps de crise, fait partie intégrante du modèle économique et social luxembourgeois ;

– considérant le paquet de mesures tel qu'il a été élaboré par le Gouvernement et approuvé par les délégations du patronat et des syndicats représentatifs au niveau national ;

– considérant l'envergure historique de ce paquet, le coût des différentes mesures de soutien aux ménages et aux entreprises étant estimé à 1,1 milliard d'euros ;

– saluant que le paquet prévoit des mesures pour accélérer la transition énergétique avec une enveloppe budgétaire de plus de 200 millions d'euros ;

– relevant que ce paquet de mesures négocié répond à l'objectif de vouloir garantir la paix sociale au Luxembourg en limitant l'impact de la pression inflationniste sur les ménages et les entreprises ;

– approuvant que le système actuel d'indexation des traitements, salaires, pensions, rentes et autres indemnités n'est pas mis en cause,

invite le Gouvernement

– à mettre en œuvre, dans les plus brefs délais, les mesures telles qu'elles sont stipulées dans l'accord du Comité de coordination tripartite du 28 septembre 2022.

(s.) Gilles Baum, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Pim Knaff, Josée Lorsché.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Virop fueren ech do weider, ech knäppen do un, wou de Gilles Baum opgehalen huet. Ech begrëssen, dass d'Kollegee vun der CSV dësen Accord matdroen an hire Riedner huet hei gesot, si wäerten an der Spezialkommissioun d'Aarbechten zu dëse Gesetzer aktiv a gutt begleeden, konstruktiv. An de President huet dat och nach eng Kéier verséichert. An ech mengen, dat hu mer an der Vergaangenheet gutt zesumme gemaach, an ech kann Iech versécheren, dat wäerte mer och an deenen nächste Méint genaousou handhaben.

**Une voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, aussergewéinlech Zäite verlaangen och aussergewéinlech Moosnamen. An esou ass et dann elo schonn déi zweet Tripartite, déi mer dëst Joer haten. Mir stelle fest: De Lëtzebuurger Modell vum Sozialdialog funktionéiert! An d'LSAP ass besonnesch frou, dass dës Kéier jidderdeen deen Accord matdréit, deen elo just vun eisem Staatsminister am Detail presentéiert gouf.

**Une voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Et ass wichteg, dass all d'Gewerkschafte mat u Bord sinn. D'Salariéé brauche staark a geschlossene Gewerkschaften, grad a schwierigen Zäiten.

**Une voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Ech wëll hei betounen, dass mir als LSAP an deene leschte Méint am Dialog mat hinne bliwwen sinn. Och wann ee sech punktuell déi leschte Kéier net op alle Punkten eens war, esou leie mir awer fundamental op där selwechter Welleläng. Well genee wéi fir d'Gewerkschaften ass den Index fir eis dat Instrument par excellence, fir de soziale Fridden zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Mir gesi jo, wat den Ament am Ausland passéiert, wou et eeben dee Mechanismus net gëtt. Do mussen d'Leit mat hirem Patron streiden oder op d'Strooss goen a streiken, fir hire Kafkraaftverloscht ersat ze kréien. Mir kënnen eis iwwerall ëmkucken, et gëtt néierens e bessere System wéi den Index, fir d'Leit bei héijer Inflatoun virum Aarmutsrisiko ze schützen.

Den Index bleift duerfir fir eis d'Reegel. Jo, mir waren d'accord, eng Ausnam ze maachen, bei där vill Leit mat klengem Akommes besser ewechkomm si wéi beim normalen Erfale vun engem Index. Dat war richtig. Mee den Index ass a bleift d'Reegel, an d'Ausnamen dierfen net zur Reegel ginn!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Une voix** | Ganz richtig!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Dir Dammen an Dir Hären, et geet selbstverständlech net duer fir ze soen, dass een hannert dem Index steet, fir all d'Problemer am Land ze léisen. Mir wëssen och, dass den Index eng Belaaschtung fir verschidde Betriber duerstellt. A wann de Statec eis Prognose presentéiert, déi am héijen Zenario vu fënnef Indextranchë bannent engem Joer ausginn, da si mir eis wuel bewosst, bei aller Léift zum Index, dass dëst fir vill Betriber kaum ze meeschteren ass. Fënnef Indextranchë representéieren eng Hausse vun der Masse salariale fir Entreprisë vun nobäi 15 %.

Dozou kënnt, dass d'Inflatoun dës Kéier net begleet gëtt vun enger méi héijer Produktivitéit vun de Betriber, mee d'Inflatoun ass d'Resultat, virun allem, vun deenen extreem héijen Energiepräisser. Duerch dës extreem Hausse vun den Energiepräisser kréien d'Betriber méi héich Produktiounskäschten, wat erëm zu enger Hausse vun hire Präisser féiert, wat nees zu méi Inflatoun féiert an als Konsequenz mat sech bréngt, dass d'Leit e reelle Kafkraaftverloscht spieren, wat et dann erëm méi schwéier mécht fir d'Entreprises, hir Produkter an hir Services ze verkaufen. An Entreprises, déi manner Sue verdéngen, déi kënnen herno och net hire Mataarbechter méi déck Paien ausbezuelen.

Dir gesitt, dësen Däiwelskrees gëllt et ze duerchbriechen. Et ass un der Politik, derfir ze suergen,

datt d'Leit net op där enger Säit duerch de Kafkraaft-verloscht an d'Aarmut gedriwwen ginn an datt op där anerer Säit eis Betriber kompetitiv bleiwen. An ech fannen, datt dësen Accord un deene richtege Schrauben dréit, fir dat ze erméiglechen.

Léif Kolléeginnen a Kolléegen, d'LSAP huet sech am Virfeld vun der Tripartite vill Gedanke gemaach, fir Léisungen ze fannen, fir dës komplizéiert Equatioun ze léisen. Mir si frou, datt och vill vun eise Proposen de Wee an dësen Accord fonnt hunn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | D'LSAP huet virun a während dëser Tripartite keng Parteipolitik gemaach. Mir hu virun der Tripartite keen Tammtamm gemaach. Mir hunn eng seriéis Politik gemaach, am Interessi vum Land, och wann een doduerch heiansdo e bësse manner an der Press steet.

**Une voix** | Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | 2023 riskéiere mer, nach eng Kéier eng Tripartite ze kréien. An och wa mer dann an engem Waljoer sinn, sou kann ech Iech garantéieren, datt mir konsequent déi selwecht Linn wäerte fuere an eis net wäerten nervös maache loossen, vu kengem!

Dir Dammen an Dir Hären, dësen Accord, deen, wéi gesot, vun alle Sozialpartner matgedroe gëtt, baséiert op der richteger Analys vun der Situatioun a setzt och déi richteg Akzenter. Et ass richteg, der Inflation wëlle Meeschter ze ginn. Et ass richteg, d'Energiepräisser ze deckelen. Et ass richteg, de Mindestloun am Januar ëm 3,3 % ze erhéijen. Et ass richteg, d'TVA erfzesetzen. Dat hëlleft den Entreprisë gradeseu wuel wéi de Leit. Et ass richteg, de Betriber och zousätzlech Hëllef ze ginn, fir datt se hir Energiekäschte kënnen droen. Et ass richteg, d'Allocation de vie chère an d'Prime énergie fir dat anert Joer ze verlängeren. An nach eng Kéier, et ass richteg, den Index bäizebehalen. Dësen Accord garantéiert, datt keng Indexbranche ewechfällt.

Dat Iwwel, mat deem mir konfrontéiert sinn, dat ass d'Inflation. An déi géllt et ze bekämpfen. D'Inflation bremsen heescht eisen Indexsystem schützen a verhënneren, datt d'Leit an d'Aarmutsfal ofrutschen. Andeems mer d'Energiepräisser deckelen, kréie mer d'Inflation signifikativ gebremst. Dat ass gutt fir d'Leit an datt ass och gutt fir eis Betriber. Well mir wëllen net, datt d'Leit müssen hir Heizung am Wanter ausmaachen, well se hir Gas- oder Elektreschrechnung net méi kënnen bezuelen. Dëst kéint dramatesch Suiten hunn, speziell fir déi Vulnerabel, an ech denken hei besonnesch un déi eeler Leit an eiser Gesellschaft.

Mir wëlle keng Gesellschaft, wou ëmmer méi Leit net méi d'Enner zum Schluss vum Mount beienanerkéien. A mir wëlle keng Zwouklassesgesellschaft, wou déi eng owes kënnen am Whirlpool leien an déi aner an der Jackett a mat der Mutz an der Stuff sëtzen.

D'Präisser op der Pompel, déi rezent Annoncé vun den Energiefournisseuren, d'Avancen, déi eropgeschrauft goufen – vill Leit maache sech verständlecherweis Suergen: „Kënnen mir dat nach alles bezuelen?“ Dës Suerge sinn escht ze huelen. De Stateg huet verschidde Prognose fir d'nächst Joer analyséiert. Am Zenario „haut“ gesäit de Stateg eng Deierecht vun de Stroumpräisser vu 35 % vir. D'Gaspräisser géifen iwwerdeems ëm bal 90 % klamme par rapport zu haut, also wou mer schonn eng zolidd Präishausse kann hunn an de leschte Méint. Mam Präisdeckel wäert de Gaspräis net méi wéi 15 % klammen an de Stroumpräis kann net méi héich ausfalen, wéi e momentan schonn ass.

Eng Duerchschneittsfamill gëtt haut ewell eng 1.500 Euro méi aus fir hir Energiekäschte wéi am September zejoert. Ouni den Energiedeckel riskéiert dës selwecht Famill, am Joer 2023 nach emol bis zu 3.000 Euro méi ze bezuele wéi dëst Joer. Mam Energiedeckel kréie mer dës Méikäschte gréisstendeels verhënnert a mir ginn de Leit Sécherheet, Sécherheet an onsécheren Zäiten!

Dir Dammen an Dir Hären, kaum louch den Accord um Dësch, schonns gouf e vu verschiddene Säiten zerriet. Et gëtt déi, déi fannen, datt d'Energiepräisser net héich genuch kënnen sinn, oder déi, déi mengen, dësen Accord géif d'Leit net genuch incitéieren, Energie ze spueren. Dat ass d'Logik, déi eng Energietransitioun wëll erbäiforceieren. Dat ass awer net eis Logik!

Mir als LSAP begréissen, datt d'Sozialpartner en Deckel op d'Energiepräisser droggemaach hunn. Domat gëtt d'Inflation gebremst, déi Inflation, déi e grouse Risiko duerstellt, an d'Aarmut ofzerutschen. Et heescht sécher net, datt mer sollen Energie verbëtzen, an ech mengen, dat mécht och keen. Dofir sinn d'Präisser elo schonns vill ze vill héich!

**Plusieurs voix** | Richtig!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Ech kenne keen, wierklech keen, dee sech net an de leschte Méint Gedanken iwwer säin Energieverbrauch gemaach huet! Mee et muss een och wëssen, datt et speziell déi manner gutt Gestalt an eiser Gesellschaft sinn, déi an Haiser an Appartementen wunnen, déi dacks schlecht isoléiert sinn. Déi Beispiller, déi ech virdu genannt hunn, gräife speziell bei dese Leit a géife speziell bei dese Leit also riskéieren, richteg existenziell ze ginn.

Fir déi noutwendeg Energietransitioun erbäizeféieren, huet de Staat an dësem Accord iwwregens eng 200 Milliounen Euro virgesinn. Dat ass de richtege Wee, an net d'Leit kuerz virum Wanter an eng onméiglech Situatioun ze bréngen.

Dir Dammen an Dir Hären, an da gëtt et och déi Kritiker, déi soen, datt mer net selektiv genuch virgaange wäeren. Och dat ass net ganz richtig! De Mindestloun gëtt op den 1. Januar ëm 3,3 % gehéicht an déi méi héich Allocation de vie chère an d'Prime énergie gi fir dat anert Joer verlängert.

Als LSAP sti mir hannert dësem Accord, och wa mir gäre gesinn hätten, datt grad an der Logik vun enger méi grousser Selektivitéit och eng Steierreform decidéiert gi wier.

Mir hunn als LSAP dozou virum Summer an der grousser Steierdebat heibanne konkret Propose gemaach, fir engersäits méi Steiergerechtkeet ze kréien, fir datt also jiddere säi fairen Deel zur Gesellschaft bäidrëit, an anerersäits, fir déi ze entlaaschten, déi et néideg hunn: Leit mat klengem Akommes an déi ganz breet Mëttelschicht an eisem Land.

Wa sech déi Zuelen zu de Staatsfinanzen, déi d'Madamm Finanzministesch eis dës Woch presentéiert huet, an den nächste Méint confirméieren, da kennt keng Regierung méi derlaanscht, eng Steierreform ze maachen. Da gëtt et och keng Argumenter méi dergéint an och keng Excusen!

Léif Kolléeginnen a Kolléegen, 2022 wäert ganz sécher net als en normaalt Joer an d'Geschichtsbicher agoen. Et ass a Krisenzäiten ëmmer schwéier, Prognosen ze maachen. Viru sechs Méint sinn déi meescht Analysten nach vun engem séieren Enn vum Krich an der Ukrain ausgang. Mir sinn enges Bessere beléiert ginn a müssen eis, ob et eis gefält oder net, op méi e laange Konflikt an der Ukrain astellen, mat alle mënschleche Konsequenzen a mat alle Konsequenzen, déi dat och fir d'Weltwirtschaft an och fir eis Wirtschaft huet.

Krise géllt et, zesummen ze meeschteren, solidaresch. Lëtzebuerg huet dat an der Vergaangenheet ëmmer nees bewisen, zulescht nach an der Covidpandemie, an ech si mir och sécher, mir kréien dat och dës Kéier hin. Dass d'Tripartite en Accord fonnt huet, dee vun alle Partner gedroe gëtt, ass fir mech schonn den éischte Bewäis derfir.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho vill vum Lëtzebuurger Modell geschwat ginn an ech wëll awer betounen, datt och mir Gréng eis zum Sozialdialog an zum Lëtzebuurger Modell bekennen, dat ganz kloer. Schon zanter de 70er-Joren ass de Sozialdialog e wichtege Piliere vum sozialen Zesummenhalt, vun der sozialer Stabilitéit a vum wirtschaftlechen Erfolleg, déi Lëtzebuerg alle béid auszeechnen. An dowéinst wëlle mer der Regierung an hire Sozialpartner, déi mat hir diskutéiert a verhandelt hunn, nëmme felicitéieren, datt se an dëser Kris, déi an de leschte Wochen a Méint extrem grouss Dimensionen ugeholl huet, eng weider Kéier op Sozialdialog gesat hunn.

Virun allem wëlle mer hinne felicitéieren, datt se dës Kéier zu engem Accord fonnt hunn, dee vun alle Säite gedroe gëtt. Dësen Accord ass net nëmme e wichteg Zeeche vun Dialogbereitschaft a Solidaritéit, en ass och en Zeeche vu kollektiver Verantwortung fir eis Gesellschaft, fir eist Land a fir eis Ekonomie an e weist, datt de Lëtzebuurger Sozialmodell, deen an de 70er-Jore vun der sozialliberaler Koalitioun geschaf ginn ass, no 50 Joer nach ëmmer net ausgelieft huet.

An anere Wieder: D'Tripartite ass en effikas Instrument, fir an akute Krisenzäite séier handlungsfäeg ze ginn. An ech soe bewosst „séier“, well et extrem wichteg ass, datt d'Moosnamen esou séier wéi méiglech gräifen a bei deene Leit ukommen, déi se brauchen, fir Schlimmeres ze verhënneren.

Här President, den Impakt vun der Kris ass längst spierbar an huet, wéi gesot, ganz nei Dimensionen ugeholl. D'Präisser klamme rasant, esouwuel d'Privatstéit wéi och déi kleng a mëttelgrouss Betriber kréie se ze spieren. An et muss ee wëssen, datt kleng a mëttelgrouss Betriber zu Lëtzebuerg ganzer 90 % vun der Betribslandschaft ausmaachen.

Ouni Agrëff vum Staat géif de Gaspräis sech am Verglach zum leschte Joer méi wéi verduebelen, wuel wëssend, datt de Präis schonn elo ongeféier 40 % iwwert deem vun leschte Joer läit. Konkret heescht dat zum Beispill, dass en Haushalt vu véier Persoune mat enger duerchschneittlecher Gasconsumatioun vun 3.300 Kubikmeter am Joer amplatz 250 Euro am Mount am Wanter iwwer 500 Euro am Mount misst bezuelen, wa mer de Präis net géifen deckelen. An och beim Stroum deite sech considerabel Haussen an enger Gréisstenuerdnung vun ongeféier 50 % fir d'nächst Joer un. Net ze vergiessen de Masutt an d'Holzpellets, déi och dätilech méi deier ginn. Dat emol einfach als Constat.

Derbäi kennt dann en generell Inflation bei de Liewensmëttel an aneren essenzielle Wueren a Materialien. Et ass eng Inflation, déi ëmmer méi Haushalter a finanziell Enkpass dreift. Wat d'Situatioun vun

de Menagen ugeet, sou war scho knapp e Véierel vun hinne virun der Kris vum Aarmutrisiko respektiv carrement vun Aarmut betroff. Dat geet aus den offizielle Statistiken ervir. An déi Statistike beleëen och, datt dës Stéit am Wanter net op finanziell Récklagen zrëckgräife kënnen, ganz einfach well se keng Récklage konnte schafen. Dat ass dat eent an dat ass méi laang gewosst.

Dat anert ass awer, datt net méi just déi Vulnerabelst ënnert de klammende Präisser leiden, mee ëmmer méi Stéit. Anescht wéi nach am Fréijoer bei der éischter Tripartite huelen d'Präishaussen nämlech haut Dimensiounen un, déi bis wäit an d'Mëttschicht era spierbar sinn an och dobausse kommentéiert ginn. Dat weisen net just d'Zuelen, dat weist sech och all Dag um Terrain, wann ee mat de Leit schwätzt a feststelle muss, datt d'Onsicherheit an eiser Gesellschaft ëmmer méi grouss gëtt.

Ëmmer méi Mënschen hunn Angscht, dat ass schonn ënnerstrach ginn, datt se finanziell net méi iwwert de Wanter kommen, well d'Käschte vum Heizen a vun der Erfülleng vun anere Grondbedürfnisser ufänken, hir Moyenen ze sprengen.

Här President, dës Entwécklung ass an eisem Sozialstaat eng grouss Gefor. Se ass him senger net wierdeg, an dofir muss mir handelen. An dofir dierfe mir op kee Fall zouloossen, datt d'Mënsche sech an eisem Land tëscht dem Heize vun hirer Wunneng an anere Grondbedürfnisser müssen entscheiden. D'Heize vun der Wunneng dierf zum Beispill net derzou féieren, datt un enger gesonder Ernährung gespuert muss ginn, well vill Stéit sech béides zesummen net méi kënnen leeschten.

Mir dierfen och op kee Fall zouloossen, dass dës Energiekris déi sozial Problemer nach verschäerft an zu enger Entwécklung féiert, déi ëmmer méi Mënschen an d'Aarmut zitt. A genee aus deem Grond, Dir Dammen an Dir Hären, ass a bleift et fir eis als Gréng eng Prioritéit, esou séier wéi méiglech ze handelen an domat déi ganz Gesellschaft virun der Inflatoung ze schützen.

Mam virleienden Accord, deen d'Regierung an d'Sozialpartner viru knapp dräi Stonnen ënnerschriwwen hunn, maache mer genau dat Richteg, fir dat Zil ze errechen. Amplaz nozekucken, wéi de Gaspräis sech méi wéi verduebelt, wäerte mir d'Erhéijung op maximal 15 % par rapport zum aktuelle Präis ofbremsen, an dat direkt ab Oktober. An amplaz de Stroumpräis ëm iwwer 50 % klammen ze loosse, wäerte mer um aktuelle Präis stoe bleiwen. An och beim Präis vum Masutt, op dee virun allem am Norde vum Land nach ëmmer vill Stéit ugewise sinn, mee och beim Präis vun deene méi nohaltegen Holzpellets, wäert de Staat agräifen, fir kuerzfristeg géint d'Präisshausse virzegoen.

Entsuedend ass fir eis, datt dës Moosnamen esou séier wéi méiglech gräifen, ech hunn et scho gesot, an esou séier wéi méiglech ëmzesetze sinn, well d'Biergerinnen an d'Bierger brauchen elo Ënnerstëtzung an net eréischt an e puer Méint.

Net manner wichteg ass natierlech och, datt dës Moosnamen, zesumme mat der Reduktioun vun der TVA ëm 1 %, d'Inflatoung an d'Schranke verweisen. Dovu profitéieren net nëmme d'Stéit, mee och d'Betribler, ganz einfach well mer doduerch verhënnere, datt bis Enn 2023 bis zu fënnf Indexranché wäerten erfalen. Fir vill Betribler wier dës Entwécklung net ze stemmen a wat Faillitten a Personalofbau bedeuten, wësse mer alleguer.

D'Ofbremse vun der Inflatoung ass dann och d'Viraussetzung, fir den Indexmechanismus kënnen oprechtzeerhalen a keng Modulatioun musse virzehuelen.

Dat heescht, mat dësem Accord bleift den Index als wichteg Piller fir d'Kafkraaft intakt a gëtt normal ausbezuel. Och dat ass fir eis eng entscheidend Moosnam, fir de sozialen Zesammenhalt ze garantéieren.

Gläichzäiteg, Dir Dammen an Dir Hären, an dat ass fir eis e weesentleche Punkt, ginn och déi geziilt Hëllef fir déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft verlängert. Dir wësst, vu wat ech schwätzen. Ech schwätze vum Crédit d'impôt énergie, vun der erweiterter Allocation de vie chère a vun der Energieprim, déi geziilt op déi méi niddreg Akommeschichten ausgeriicht sinn. Ech schwätze vum Mindestlohn, deen op den 1. Januar 2023 ëm 3,3 % wäert klammen, wat eng weider Measure ass, déi sozial cibléiert ass an notament deenen zeguttkënn, déi proportional zum Akommes am meeschten ënnert de Präisshausse leiden.

Nieft de Stéit spieren natierlech och d'Betribler d'Inflatoung, virun allem déi Betribler, deenen hir Aktivitéit vill Energie generéiert (veuillez lire: verbraucht) an déi elo riskéieren, an d'Laboranten ze kommen. Dës Betribler brauchen Hëllef an och déi ass am Accord virgesinn, andeems d'Betribler bei de Méikäschten, déi duerch steigend Energiepräisser entstinn, ënnerstëtzt ginn. Domat hale mer d'Ekonomie natierlech um Dréien.

D'Ënnerstëtzung vun de Betribler, Dir Dammen an Dir Hären, huet awer och e positive sozialen Impakt, well och hei geet et ëm Existenzen. Kommen d'Betribler net duerch de Wanter – ech kann et nëmme widderhuelen –, dann huet dat als Resultat, datt Mënschen hir Aarbecht verléieren an datt de Chômage eropgeet. Dat ass ganz sécher net, wat mer wellen, an dat gëtt mat dësem Tripartite-Accord verhënnert.

Wat den Accord awer ganz sécher net verhënnert, ass Spueren. D'Spuere vun Energie bleift esou wichteg wéi ni virdrun, an ech sinn iwwerzeegt, datt dee Message mëttlerweile iwwerall ukomm ass. Éischtens, well längst bekannt ass, datt d'Gasreserven opgrond vun der politescher Entwécklung méi wéi jee un hire Limiten ukomm sinn a keen esou richteg weess, wéi et mat de Gasliwwerungen aus anere Länner wéi Russland wäert weidergoen. Zweetens awer och, well d'Präisser schonn haut vill méi héich leie wéi nach virun engem Joer an de Portmonni vu ville Stéit schonn haut vill méi belaauchte wéi an der Vergaangenheet. An anere Wieder: Och wann de Gaspräis op enger Hausse vu 15 % gedeckelt gëtt, dann heescht dat nach ëmmer net, datt en domat bëlle gëtt. Am Endeffekt wäert en ongeféier 60 % iwwert dem Präis vun leschte Joer leien, an dofir ass Spuere schonn haut fir de Gros vun de Stéit zu enger Selbstverständlechkeet ginn.

D'Spuere vun Energie verlaangt doriwwer eraus awer och e gemeinschaftlechen Effort an deen Effort muss vum öffentleche Secteur geleescht ginn, woumat ech natierlech de Staat an d'Gemenge mengen. Och op deem Plang beweegt sech momentan ganz vill, an ech sinn iwwerzeegt, datt all Gemeng hei am Land bereet ass, hir Verantwortung am Sënn vum kollektiven Interessi ze iwwerhuelen. Dat ass nun emol hir Missioun.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zu enger Fro. Et ass eng Fro, laanscht déi an dëser Diskussioun kee Wee dierf féieren, well se fir déi intelligent Gestaltung vun der Zukunft entscheidend ass. Et ass d'Fro vun der Ursach, firwat mer eis haut iwwerhaapt an dëser geféierlecher Kris befannen a wéi eng Léiere mer müssen doraus zéien.

D'Fro vun der Ursach huet bis elo nach keen opgeworf. Se ass awer séier beäntwert. Et ass d'Ofhängegkeet vun de fossilen Energien, déi eis an d'Kris

gedriwwen huet an eis haut op d'Féiss fält. Vill ze laang gouf déi energieetesche Transitioun wéinst kuerzfristegen Interessen an Iwwerleeunge blockéiert. Well amplaz an de leschte Joerzénge konsequent a Richtung Erneierbarer ze goen, gouf an Europa eng Ofhängegkeet vu bëllegem russesche Gas opgebaut. Dat desastréist Resultat vun där Politik erliewe mer haut. Spéitstens haut dierft dowéinst jiddwerengem kloer sinn, datt déi néideg a richteg Léieren aus der Vergaangenheet musse gezu ginn.

**Une voix | Richteg!**

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Här President, dës Léieren heeschen näischt anescht wéi d'Transitioun a Richtung Erneierbarer weiderhin ze beschleunegen an domat genee dat ze maachen, wat mir als Gréng schonn zanter Joren a Jore verlaangen a wat mer mat dëser Koalitioun och ëmsetze respektiv schonn ëmgesat hunn. Haut produzéiere mer zu Lëtzebuerg méi wéi dräimol esou vill Wandenergie wéi nach am Joer 2016 a bei der Fotovoltaik sinn d'Capacités zanter 2014 ëm 70 % geklommen.

Dës Entwécklung géllt et an Zukunft nach ze beschleunegen, well mir hu ganz einfach keen anere Choix. An dofir setzt de Moosnamepak aus der Tripartite och schonn hei eng Rei wichteg Jalonen.

Éischtens suerge mer duerch d'Deckelee vum Stroumpräis derfir, datt erneierbar Alternativen attraktiv bleiwe par rapport zu de Fossillen. Ech schwätze vum Stroumpräis, deen um aktuelle Stand bei de Präisser wäert bleiwen, well géif de Stroum méi deier wéi de Gas ginn, da wier keen Incentive méi do, fir op beispillsweis Wärmepumpelen am Haus zrëckzegräifen. De Stroum vun de Privatstéit besteet bekanntlech schonn haut zu praktesch 100 % aus erneierbarer Energie.

Zweetens gëtt de Klimabonus fir den Ersatz vu Masutt- a Gasheizungen nach emol ëm 50 % eropgesat, fir vum fossilen Heizen fortzekommen an esou méi onofhängeg ze ginn.

Drëttens ginn d'Subside fir energieetesche Renovatiounen a Solaranlagen nach emol ëm 25 % erhéicht an d'TVA op Fotovoltaik vu 17 % op 3 % erofgesat. Domat ginn d'energieetesche Renovatiounen an d'Uschafe vun enger eegener PV-Anlag finanziell nach méi attraktiv.

Véiertens kënnen d'Betribler hir Investitiounen an de Klimaschutz steierlech ofsetzen. Domat gi se motivéiert, hir Emissiounen ze reduzéieren a méi klimafreundlech ze schaffen.

Fënneftens da ginn d'Entreprises dobäi ënnerstëtzt, Laangzäitkontrakter fir erneierbar Energien ofzeschléissen. An ausserdeem gëtt d'Autoconsummation bei den Entreprisë mat engem neien Appel d'offres nach emol gefërdert.

De Klimaschutz kënn an dësem Pak also net ze kuerz a kritt kee Schlag an d'Gesicht, wéi vill Leit fäerten. Ganz am Géigendeel!

Den Tripartite-Accord setzt de Grondsteen, fir déi energieetesche Transitioun nach méi séier ëmzesetze wéi an der Vergaangenheet.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Konklusioun ass positiv. D'Konklusioun, déi mir als Gréng aus all deenen Iwwerleeungen zéien, ass follgend: Kuerz gesot, mam Accord, deen haut vun der Regierung an de Sozialpartner ënnerschriwwen gouf, séchere mer de soziale Fridden zu Lëtzebuerg of. Mir schützen d'Biergerinnen an d'Bierger grad wéi d'Entreprisë virun der Inflatoung a verhënnere domat eng déifgräifend sozial Kris. Mir spueren Energie a suerge gläichzäiteg derfir, dass dës Wanter keen am Kale sëtzt. Mir

verstärken eis Efforten, fir onofhängeg vu fossiller Energie ze ginn an domat weider Krise wéi déi, déi mer momentan erliewen, an Zukunft ze verhënnere.

Aus all deene Grënn sti mir als Gréng voll hannert dem Accord a mir freeën eis op eng konstruktiv Zesummenaarbecht an der Tripartite-Kommissioun, wou den Accord da seng legal Basis kritt, déi e brauch, fir ëmgesat ze ginn.

Ech soen Iech villmools Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dankbar fir dës Geleeënheet, iwwert d'Resultater vun der Tripartite hei mat der Regierung, mat de Kolleegen hei kënnen ze diskutéieren. Et ass vläicht eng Bemierkung, déi een awer ka maachen. Dat ass den Zäitpunkt vun dëser Debatt. Ech muss soen, et ass vläicht net ganz spannend, als Parlament hei ze stoen an iwwert en Accord ze diskutéieren, dee virun enger Stonn oder virun e puer ... dräi Stonnen ënnerschriww gouf a wou dann eng Regierungspartei no där anerer untrëtt, fir ze soen, wéi fantastesch déi Aarbecht gemaach ginn ass.

Ech hätt léiwer gehat – ech mengen, mir als ADR, mir hu jo ganz gär, wa mer kënnen e bëssen och lieweg diskutéieren –, wa mer deen Exercice virun der Tripartite gemaach hätten, dat hei all d'Parteien ugetruede wären a vläicht der Regierung hir Recommendationen mat op de Wee ginn hätten. Et wär dach och interessant gewiescht fir d'Leit dobaussen ze héieren, wéi d'DP sech da positionéiert hätt zum Index. Hätt se de Wuerekuerf esou gelooss, wéi en ass? Wären do net verschidde Manipulationen envisagéiert ginn? Wéi hätt sech d'LSAP gestallt zu den Hëlfele, zu den Entrepreneuren? Oder hätt se vläicht och steierlech Moossname verlaangt? An eis gréng Kolleegen, mat wéi engen extremistesche Fuerderunge wäre se komm?

**Une voix** | O!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Mir haten elo d'Madamm Lorsché héieren, mir haten ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

**Une voix** | Déi eenzeg extremistesch Fuerderunge komme vun Ärer Säit!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Mir hunn d'Madamm Lorsché elo héieren, déi gesot huet, déi Energietransitiounen, déi gréng Energien ... Et kann een dach nëmmen iwwer esou eng Virstellung de Kapp rëselen. Ech mengen, mir wëssen, wéi ofhängeg ... a wéi enge Quantitéite mer de Gas an aner fossill Energien oder Nuklearenergie brauchen, Energien, déi verfügbar sinn, déi ëmmer do sinn, déi zuverlässeg sinn. An déi energieetesche Transitioun a Richtung alternativ Energie kann net garantéieren, dat mer déi Energien do ersetzen. Dat ass e gréngt Märchen.

Mir hunn och elo héieren, dat den Här Staatsminister a sengen Ausféierunge gesot huet bei den Entrepreneuren: „Verschidde Saachen ënnerleien nach der Autorisation vun der Kommissioun.“ Et war nach net ganz kloer. Ech mengen, déi sinn nach net do, wann ech den Här Staatsminister richteg verstanen hunn. An do muss een och emol vläicht eng allgemeng Bemierkung hunn. Wat een awer muss soen, dat ass, dat d'Europäesch Kommissioun u sech awer Reegelen huet, déi fir déi meescht Kleng- a Mëttelbetriber vill ze vill komplizéiert sinn. 86 % – dat ass d'Gréisstenuerdnung – vun de

Betriber an Europa si Kleng- a Mëttelbetriber, d'Reegele vun där neoliberaler, et muss een et awer soen, Europäescher Kommissioun, déi sinn haaptsächlech gemaach fir d'Groussindustrie. An alles, wat Hëlfele fir Kleng- a Mëttelbetriber ugeet, ass extrem komplizéiert, ze vill komplizéiert. An och do gesi mer, dat dat vläicht elo net adequat ass.

A wa mer iwwert déi Gesetzesëmsetzung hei schwätzen, da muss mer oppassen, dat wierklech och fir déi Kleng- a Mëttelbetriber – well et ass do, wou et zielt, och hei am Land – d'Hëlfele awer gutt genuch kalibriert sinn.

Mir hunn och dat Gefill gehat am Ufank, mee den Här Staatsminister ass och e bëssen dorobber agaangen, dat dat hei keng Walveranstaltung ass, fir just bis den Oktober 2023 ze kommen. An do hu mer awer Saachen héieren, déi eis éischter berouegen, wa gesot gëtt, mir maache weider d'Tripartite, mir mussen am solidaresche Geescht kucken, wann d'Situatioun et erfuerdert, dat mer Léisunge fannen. Mir als ADR stinn op jidde Fall bereet, fir dozou och konstruktiv bäizedroen.

Dësen Accord huet besser ausgesinn an eisen Ae wéi deen, dee mer schonn haten. Mir gesinn eng ganz Rei positiv Saachen. A virun allem begrëisse mer, dat iwwerhaupt konnt en Accord fonnt gi mat alle Partner an en Accord, deen den Indexsystem och am Prinzip preservéiert an de Stéit an den Entrepreneuren soll hëlfele. Et ass an eisen Aen och gutt, dat de Wuerekuerf net manipuléiert gouf.

Mee et kann een och gläich en Appell maachen un d'Betriber, wann elo eeben den Index erfällt, dat den Index soll op d'Masse salariale gerechent ginn an net op all Depensen oder all Käschtpunkten, déi ee Betrieb huet. Ech mengen, mir mussen och oppassen an dësen Zäiten, dat mer keen Effet d'auto-allumage beim Index hunn.

Mir haten an der leschter Tripartite kritiséiert, dat de Mëttelstand eigentlech net berécksiichtegt gouf. An dat ass fir eis e ganz, ganz wichtige Punkt. Well d'Mëttelschicht huet enorm Problemer hei am Land. Et ass éischters e ganz groussen Deel vun eiser Populatioun. Och si muss ënnerstëtzt ginn, well e groussen Deel vum Konsum berout jo och op den Ausgabe vun der Mëttelschicht. Och fir d'Restauranten, och fir esou vill aner Saachen ass et wichtig, och fir eis Betriber, dat d'Kafkraaft vun der Mëttelschicht erhale bleift. An déi huet ganz vill Problemer.

Just fir Beispiller ze nennen, wéi elo zum Beispill, dat et schwéier gëtt fir vill Leit, Kreditter ze kréien, souguer wa se e fest a geséichert Akommes hunn, soe mer emol bei de Staatsbeamten oder esou, well d'Eegedeedeleegung vill méi héich elo ugesat gëtt oder och well am Teletravail verstoppte Gefore sinn, well Verschiddener dat vläicht gesinn als eng Méiglechkeet, och Aarbechtsplazen ofzubaue mat der Zäit. Also et gëtt eng ganz Rei Problemer, mëttelschichtspezifesch Problemer, materiell Problemer fir d'Mëttelschicht. A mir mussen déi onbedéngt am A behalen.

Mir begrëissen och, dat déi Kéier de Geescht vun der Tripartite besser respektéiert gouf an der Rou, am Konsens an dat wierklech Gewerkschaften a Patronat zesummegegesscht hunn, fir dat kënnen ze errechen. Dofir e grouse Merci.

A mir begrëissen och, dat sozial selektiv Moossnamen, wéi d'Allocation de vie chère oder esou ..., dat d'Steierkreditter nach verlängert goufen an natierlech och d'Erhéijung vum Mindestloun op den 1. Januar.

Bei anere Moossnamen, där marginaler Reduzéierung vun der TVA zum Beispill, hu mer wierklech Froen, wat dat iwwerhaupt bréngt. Et ass jo kaum unzehuelen,

dat elo op 1 % ganz vill Betriber ufänken ze rechnen, wat dat géif bei hinnen ausmaachen. Mir hätt bei de Steierreduzéierungen, d'TVA notament, vill méi couragéiert Schrëtt solle maachen. Am Ausland gëtt dat zum Deel gemaach, fir wierklech d'TVA ëm d'Hallschent erofzesetzen. An dat si Schrëtt, déi wierklech eppes bruecht hätten. Mee déi Reduzéierung ëm 1 %, dat ass wierklech esou eng hallef Moossnam.

Awer mir d'äerfen net nëmmen d'Diskussioun hei ronderëm den Accord elo just op deen Accord beschränken, well mir gesi jo ronderëm an allem, wat an de Medien esou zirkuléiert gëtt, dat dës Regierung awer bréche ginn ass. Dat muss een einfach gesinn.

Wann ech elo zum Beispill héieren, dat e sozialistesche Politiker dem Koalitionspartner DP seet, e léich „nief der Plack“ – an dat alles öffentlech –, oder och Grénger vun neie Steieren dreemen, wa se dann an engem Interview sinn. Ech mengen, dat weist ganz däitlech, wéi d'Spannungen an dëser Regierungskipp awer lues a lues wuessen a wéi mann eigentlech déi Parteien nach matenee funktionéieren.

*(Interruption)*

Et ass op jidde Fall deen Androck, deen ee vu baussen huet. An ech mengen, mir mussen do ganz kloer ... Och als ADR ass et eis Aufgab fir ze soen, dat mir gär hätten, dat d'Leit an d'Entrepreneuren ënnert där Situatioun net d'äerfe leiden. Mir brauchen op jidde Fall eng Stabilitéit, mir brauchen d'Méiglechkeet, fir den Entrepreneuren an de Leit Loft ze ginn. An dat heescht, dat mer op jidde Fall Steiererhéijungen absolutt mussen évitéieren. An do wëlle mer och en Appell maachen un d'Regierung, awer och un d'Gemengen, fir op all Steiererhéijungen ze verzichten: Steieren, Akzisen, och Taxen.

A mir wëllen och eng Motioun an deem Sënn hei deponéieren, op jidde Fall fir de Staat. Bei de Gemengen hu mer hei keng Kompetenz.

**Motion 2**

*D'Chamber vun den Deputéierten*

*stellt fest, dat*

*– d'Erhéijung vun den Energiepräisser ëmmer méi Lëtzebuerger Stéit an Entrepreneuren an Existenznout bréngt, ass sech bewosst, dat*

*– an dëser Situatioun all weider Steier- oder soss Erhéijung vu finanziellen Obligatiounen viv-à-vis vum Staat fir d'Stéit an d'Entrepreneuren eng ganz schwéier Zousatzbelastung géif bedeuten,*

*fuerdert d'Regierung op,*

*– fir de Rescht vun der Legislaturperiod op all Erhéijung vu Steieren, Taxen, Akzisen, Cotisatiounen asw. ze verzichten.*

*(s.) Fernand Kartheiser.*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Mee wat de Staat ugeet, wëlle mer awer eng Motioun hei deponéieren, wou eebe gesot gëtt, mir solle keng Steiererhéijunge maachen. D'Leit hunn et schwéier genuch. Et ass dovunner geschwat ginn: d'Inflatioun, d'Zënse, d'Energiepräisser. Fir och elo nach Steiererhéijungen ze maachen, wéi et zum Deel ugeduecht ass, ... houfreg, d'Grondsteier, d'CO<sub>2</sub>-Steier, alles dat. De Staat dreift selwer d'Inflatioun. Dat d'äerft an eisen Aen iwwerhaapt net sinn!

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Déi Tripartite hat eeben eng Rei vu positive Punkten. Déi ënnersträiche mir och. Mee si huet awer och Schwächen. Do ass

zum Beispill de Reformstau an der Wirtschaftspolitik, an der Industriepolitik. Dat ass eppes, wat mir ëmmer erëm uprangeren. Mir brauche staark Entreprises, well et ass nun emol eng Tatsaach, datt mir keng Sue kënnen ausginn, datt de Staat keng Suen huet, wann d'Entreprises déi Suen net verdéngen. A mir brauchen eng Politik fir d'Entreprises, fir d'Entreprise staark ze maachen, dynamesch, volontaristesche a positiv. An dat fänkt u mat den Terraine fir d'Kleng- a Mëttelentreprises.

An d'Entreprise brauchen eng sécher a bëlleg Energieversuergung, also just de Contraire vun deem, wat eis gréng Kolleegen hei proposéieren. Si brauche manner Ideologie, och bei de Liwwerketten, Hëllef bei der Digitaliséierung, eng realistesch Ëmweltpolitik an net eng ideologesch. Si brauchen en attraktive Standuert, fir qualifizéiert Leit unzezéien, an dat heescht och steierlech attraktiv.

Et ass dofir interessant fir eis ze héieren, datt och Kolleegen vun der CSV u sech Steiererhéijunge proposéieren: Eng nei Steiertranche soll uewe bäikommen op 45 % an enger Situatioun, wou eist Land qualifizéiert Leit aus dem Ausland muss unzéien, déi do héich bezuelt ginn ënner gudde Konditiounen.

*(Interruption)*

Wann een zu London Konditiounen kritt, déi een hei am Land net kritt, vu datt d'CSV Steiererhéijunge wëll maachen, jo da kréie mer déi Leit net, déi mer brauchen.

**Une voix** | Vu wem sidd Dir eigentlech Porte-parole?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dat heescht, mir müssen eng Steierpolitik maachen, déi hei net am Donstrees vum CSV-Hauptquartéier entsteet, mee déi de Realitéite vun der europäescher Konkurrenz Rechnung dréit, an där mer nun emol sinn.

*(Interruption)*

Et ass Standuertpolitik, déi mer hei brauchen. Et ass Standuertpolitik am Vergläich zum Ausland.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Mir maachen eis och Suergen ëm de Staatsbudget.

*(Interruption)*

Mir halen drop als ADR, datt mir de Scholdenniveau vun 30 % vum Bruttoinlandsprodukt net iwwerschreiden. Et ass extrem wichteg, datt mir deen Triple-A hei behalen, well eis Finanzplaz hänkt dovunner of. Et ass dat wichtegst Standbeen an eiser Economie. Mir dierfen näischt maachen, wat dat a Gefor bréngt. An et mécht eis schon immens Suergen, datt eng vun de Regierungsparteien duerch e Minister, duerch e Member vum Staatsrot dann esou Diskussiounen ustëppelt: „Et ass jo egal, mir ginn iwwert déi 30 % eraus. D'europäesch Limitt si 60 % Scholden an dofir kënnen mer wäit doriwwer ewechgoen.“ Dat ass vollkommen onverantwortlech. An et muss een der LSAP soen, wa se an d'Wale geet d'nächst Kéier: Net nëmmen hir Steiererhéijung, déi se plangen, mee och déi Verschëldungspolitik stellt d'ekonomesch Basis vun eiser Gesellschaft a Fro.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Mir wäerten an d'Wale goen!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | A wann d'ekonomesch Basis vun der Gesellschaft a Fro gestallt ass, da kënnst keng Gewerkschaft, näischt ass méi do fir ze verdeelen. Är Sozialpolitik fällt zesummen, wann Der an Är Scholdepolitik esou irresponsabel Argumenter virbréngt, wéi Der et elo maacht. Dat geet net!

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Kartheiser, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, natierlech. Wann ech fäerdeg sinn, ganz gär.

*(Brouhaha)*

Ganz gär, awer ech maachen den Text fäerdeg an da këmmen ech mech ëm den Här Kersch.

*(Hilarité)*

Jo, an dann, dann huet dann ... D'Madamm Finanzminister huet eis gesot, den Här Bettel huet eis haut och gesot eeben, datt dee Volume ..., datt de Staat dat engagéiert. Do muss ech mech engem Virriedner uschléissen. D'Leit hunn dat virfinanzéiert. Well déi kal Progressioun, déi mer hunn, d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, dat bedéngt jo, datt d'Leit vill ze vill Steiere bezuelen. Et fällt hinnen net op, well d'Tauxen net nominell an d'Luucht gesat ginn. Mee et ass einfach esou, datt d'Leit hei am Land méi Steiere bezuelen, wéi dat, wat eigentlech den Taux ass. An dat ass ... De Staat zitt de Leit all Joer Suen aus der Täsch, déi en net dierft huelen. An dat ass eng Situatioun, déi ass moralesch net ze verdeedegen. Si ass ekonomesch net sënnvoll a virun allem ass et eng Onéierlechkeet. A mir verlaangen als ADR, datt d'Steiertabell ugepasst gétt. Ech freeë mech och ze gesinn, datt mer mat där Fuerderung net méi eleng stinn.

Mir wëllen – an dat ass och ganz wichteg – Kloeerheet an den Dispositiounen vun der Tripartite. Do gétt et nach ganz vill Saachen, déi net kloer sinn, zum Beispill: Wéi eng Tariffer ginn dann elo wierklech an zu wéi engem Zäitpunkt als Referenz geholl? Wat géllt den 1. Oktober? Mir hu bei e puer Energiefirmen ugeruff an emol gefrot, wéi dann hir Aschätzung ass. An et war och bei deene Firmen eng absolutt Onsicherheit.

An ech mengen, d'Regierung soll dach weinstens bei deene wichtegsten Ubidder, wou se och nach selwer Aktionär ass, awer kloer soen, wat d'Basis ass. Et ass och ... Et si ganz vill Notiounen an deenen Texter, déi net kloer sinn. Mir kréie gesot aus der Economie: Wat ass e Client résident? Wéi ass deen definéiert? Dat ass net kloer.

Wéi ass et zum Beispill mat de Kategorië vu Clienten an den Entreprises? Och wéi ee Client A, B, C ass an esou weider, och dat ass net kloer definéiert. Wéi ass et mat deene Leit, déi en Décompte annuel kréien? Kënnen déi nodréiglech eng Hëllef ufroen? Och dat ass net kloer. Also Dir gesitt, Dir sidd esou houfreg op déi Accorden, mee ech mengen, do muss nach viles awer kloergestallt ginn.

An dann, wéi ass et mat der Iwwerkompenséierung? Wéi mer déi lescht Tripartite haten, ass ganz houfreg gesot ginn, jo, bei enger ganzer Rei vun niddregen Akommeskategorien: „Dat gétt esouenger iwwerkompenséiert.“ Wann dann elo d'Indextranche, déi verluecht ginn ass, ausbezuelt gétt, da fällt déi Iwwerkompenséierung jo warscheinlech ewech, soudatt d'Leit da manner hunn. Och dat misst eng Kéier kloergestallt ginn.

Bei eis ass och ganz sécher, datt mer beim Bensinn a beim Diesel onbedéngt gär hätten, datt de Staat dat subventionéiert, onbedéngt, fir d'Leit, fir d'Bauern, fir d'Entreprises. Et ass wichteg, datt mer den Tanktourismus, deen eng wichteg Ressource an eisem Land ass, integral preservéieren. An et ass jo och eng Investitioun vun deenen Tankstellen, all déi Saachen eeben, et ass en Deel vun der Economie. Och dat gétt hei an d'Gefor bruecht duerch eng gréng Ideologie, déi irresponsabel ass, well de Klima, deen ass jo net besser, wann zu Arel getankt gétt oder zu Diddenuewe wéi hei am Land. Dat ass eng Absurditéit an et muss een dat kloer denoncieren.

Den öffentliche Transport, gétt da gesot. Mee sot dat emol de Leit, déi am Éislek elo e schlecht funktionéierende Busersatzbetrib hunn, well deen Tunnel zesummegebrach ass. Déi brauchen den Auto, fir an d'Stad ze kommen. An eleng dowéinst hätt er misse awer emol deene Leit entgéintkommen, well déi Situatioun, déi ass jo net ze erdroen.

Mir wëllen, an dat ass vläicht déi lescht Consideratioun, ier ech dem Här Kersch d'Wuert ginn, ...

**Une voix** | Deen, deen ëmmer mam Auto fiert a keng Anung huet vum Busfueren.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... well ech wéilt dat natierlech net verpassen, déi Erklärungen, déi hien do wëll ginn. Mee et ass wichteg, datt mer eis mat den Ursaachen auserneeetzen. An d'Ursaachen, dat sinn emol d'Covidkris, dat wësse mer, do hu mer nach Problemer. Et ass och eng permissiv Geldpolitik vun der europäescher Zentralbank gewiescht. Dat kënnen mir elo hei net léisen. Mee et ass awer och d'Sanktiounspolitik. An dat muss een och ganz kloer soen, d'Regierung huet jo dës Inflatioun matgedriwwen, matverursaacht. Well wéi d'Sanktiounen ... D'CSV wollt nach méi wäit goen, ech erënnere mech nach un déi Ried, ganz remarkabel. Mee wien da Sanktiounen géint dee bis elo – elo geet et jo net méi – wichtegste Gasliwwerant hëlt, dee provoziert jo d'Inflatioun. Dat ass jo gewosst. Elo kafe mer et deier an den USA, wat mer virdru méi bëlleg kritt hunn.

Ech hätt nach eng Motioun, Här President. An et ass einfach esou, ech géif den Här Staatsminister paraphraséieren a senger Ried an der UNO, déi en do gehalten huet. Ech géif soen, et ass einfach, Sanktiounen ze verhänken, Här Staatsminister. Mee Gréisst weist een dann, wann een hinnen en Enn setzt. Dir hat dat e bëssen anescht op der UNO gesot. Weist Gréisst a setzt där Sanktiounspolitik en Enn! Well se bréngt guer näischt. Se schued de Leit, se schued eisen Entreprises a si bréngt stricteement näischt.

*(Interruptions)*

Mir als ADR op jidde Fall, mir hunn eng ganz Rei Propositionen ëmmer gemaach. Ech hat der haut e puer widderholl, fir de Leit entgéintzekommen. Ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer müssen eng Rei sozial Moosnamen huelen: D'Allocation de vie chère solle mer als Avancen ausbezuelen, de Montant erhéijen, den Elengerzéierenden an de Wittleit entgéintkomme mat der Steierklass. Mir brauchen Ennerstézung an dem Transport- a Logistiksecteur. Mir müssen de Mëttelestandsbockel ausgläichen a virun allem musse mer och emol higoen an och national Reserven, och a Pétrol an esou weider, op eisem Territoire hunn.

Elo wollt ech den Här Kersch selbstverständlech invitéieren – e wollt mer nach eng Fro stellen –, fir dat kënnen ze maachen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Kersch huet d'Wuert.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Merci, Här President. Ech hoffen, dass et nach eng Zäitchen dauert oder dass mer et ni erliewen, dass den Här Kartheiser mer d'Wuert gétt. Well dat wäeren, mengen ech, Zäiten, déi mer alleguerten net wëllen erliewen.

*(Hilarité)*

An ech hoffen och, Här Kartheiser, dass Der Iech net ze vill ëm mech këmmert, well ech fäerten, da geet et mer net ganz gutt.

Ech wollt och net, dass Dir Iech ëm mech sollt këmmen, mee ech wollt Iech just drop opmierksam maachen, dass mer an der leschter Finanzkommisioun vun der Finanzministesch gesot kritt hunn, dass

déi aktuell Staatsverschuldung bei 24,7 % läit. Dat ass also wäit ewech vun deenen 30 %, vun deenen Der virdu geschwat hutt. Dat einfach emol, fir et festzustellen. A wann iergendwellech Politiker vun der LSAP, zu deenen ech mech och rechnen, Aussoe gemaach hunn zu deenen 30 %, dann ass et net, well mer par force wëllen déi 30 % iwwerschreiden, mee dann ass et, well mer gesot hunn, dass a schwéieren Zäiten, an extraordinären Zäiten och extraordinär Mesurë missten zielen.

An da wëll ech Iech och drop opmierksam maachen, dass déi 30 %, déi zwar am Koalitionsaccord stinn als Richtwäert, selbstverständlech och fir eis eng Barriär sinn, wou mer eis Gedanke géife maachen, wann een déi géif iwwerschreiden, mee ech wëll Iech awer och drop opmierksam maachen, dass déi 30 % op absolutt kenge wëssenschaftleche Krittäre berouen.

Firwat ass et 30? Firwat ass et net 28? Firwat ass et net 32? Dat konnt bis elo kee mer erklären. An déi eenzeg Erklärung, déi et gëtt, dat ass, dass et eeben d'Hallschent vu 60 ass, 60, dat sinn déi, déi een eeben no europäesche Reegelen dierf maachen, woubäi mer awer wëssen, dass e Groussdeel vun den europäesche Länner déi souwisou guer net anhalen. D'Reegelen ziele jo anscheinend nëmmen, wann déi Kleng dovunner betraff sinn. Ech kucken op Griicheland, do sinn da grouss Mesurë gemaach ginn. A wann et déi Grouss sinn, déi se iwwerschreiden, da vergiesse mer dat op eemol. Mee dat emol op der Säit gelooss.

Also, fir eis ass et absolutt kee Must, fir déi 30 % ze iwwerschreiden. A mir sinn och net d'Scholdendreiwier, als déi Dir eis hei wëllt duerstellen. Mee mir sinn déi, déi soen, dass, wann et herno de Choix ass, ob mer an dësere Gesellschaft dës sozial Kohäsion kënnen behalen an ob mer de soziale Fridde kënnen behalen, da kënnen mir och dermat liewen, wann et 30,5 % oder 31 % sinn.

A wéi gesot, wann Der deem wëllt widersprieche, da sot mer wannechgelift déi wëssenschaftlech Krittären, op deenen déi 30 % baséiert sinn. Ech hu bis elo keng entdeckt.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, gutt.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Also, Här Kersch, merci fir déi laang Ried an déi kuerz Fro. Ech wëll Iech vläicht esou ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Ech kann net derfir, wann Dir méi laang braucht, bis dass Der et verstitt.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Elo, Här Kersch, erlaabt Der mer awer vläicht, e puer Wuert ze soen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Kartheiser huet elo d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Merci, Här President. Merci. Ech hoffen, den Här Kersch erënnert sech nach un déi do Wieder an den nächste Minutten.

Dat Éischt, wat ech Iech wëll soen, Här Kersch: D'LSAP ass jo déi éiweg Regierungspartei, contrairement zu der CSV. Dir sidd et! An Dir sidd a ganz villen, a ganz ville Regierungen gewiescht, wou Der déi Maastricht-Krittären ëmmer erëm confirméiert hutt. Dat ass emol d'Geschicht.

Mee et ass interessant ze gesinn, dass Der elo ofrékelt. Elo sinn et 24 %, a wann Dir elo higitt an Dir sot, an och zwee vun Äre Spätzepolitiker soen dat, an Dir hutt et och elo gesot, dass et elo net esou schlëmm ass, wa mer bei kuerz iwwer 30 leien, dann heescht dat, dass Dir am Prinzip envisagéiert oder bereet sidd ze envisagéieren, d'Staatsschuld iwwer 6 % eropzesetzen. Dat ass gravisimm!

Ech wëll Iech just drun erënnere, dass een och méi vernëfteg Stëmme héiert an der Press. An ech wëll do de Luc Frieden zitieren, e Kolleg vun der CSV, deen awer net méi aktiv an der Politik ass, deen nach viru Kuerzem gesot huet, fir e klengt Land wier et besser, ëm 20, 25 % ze leie bei der Staatsschuld an net déi 30 ze envisagéieren.

*(Brouhaha)*

Dir frot, jo, jo, nee, dat ass ... An en huet, en huet am Prinzip eppes ganz Wichteges erkannt, en huet eppes ganz Wichteges erkannt domadder. Well mir müssen eng Staatsschuld kënnen dominieren. An déi ekonomesch Basis vun engem klenge Land ass vill méi kleng a vill méi vulnerabel, zemoos zu Lëtzebuerg. A well mer total vum Finanzsektor ofhänken, oder zu engem ganz groussen Deel, si mer vill méi vulnerabel wéi eng aner Economie, déi méi breet opgestallt ass an eng Schuld kann anescht verdeelen oder och eng Banneschuld maachen. Mir hu ganz vill Bausseschuld. Mir sollte vläicht probieren, dat och anescht ze strukturieren. Mir si méi vulnerabel. A well mer méi vulnerabel sinn, muss mer einfach besser oppassen.

Dir frot no wëssenschaftleche Krittären. Ech soen Iech: Wéi ass dann d'Realitéit an der Welt? Déi Rating-agenturen, dat si keng wëssenschaftlech Instituter!

**Une voix** | Genau!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dat sinn Instituter, déi schätzen d'Bonitéit vun engem Land an opgrond vun enger Rei Krittären, an déi si méi oder manner objektiv. Déi kann een diskutieren, déi sinn awer jiddfalls zum gréissten Deel bekannt. Mee mir sinn ofhängeg vun deenen. A mir kënnen deenen net soen: „Wëssenschaftlech, huet den Här Kersch, zweet Rei an der Chamber, gesot, wärend 32,5 % kee Problem.“ Mee déi soen eis eppes ganz aneres.

A wann déi den Triple-A net méi ginn, dann hu mir e Problem, ...

**Une voix** | Nee.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... net wann Dir mengt, dat wier eng gutt Saach. Well Verantwortung an der Politik, Här Kersch, dat ass net, wéi Dir elo, mat der ekonomescher Zukunft vun eisem Land spillen!

**Plusieurs voix** | O!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Dat ass esou agéieren, dass mer eng sécher Zukunft hunn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Geschwat, awer net op d'Fro geäntwert.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Den Här Kartheiser huet laang geschwat, awer net op meng Fro geäntwert. Dat ass typesch.

**Une voix** | Dach.

**Une autre voix** | Ganz genau.

**M. Fernand Etgen**, Président | Nächsten ageschriwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Här President, mir debattiere gären, kritesch a kontrovers. Als Deputéiert si mir gewielt, fir eis Meenung zu deenen Texter ze ginn, déi an der Chamber ausgeschafft ginn an déi duerno zu Gesetzer ginn oder zu politesche Weichstellungen féieren.

Mir debattieren awer net gären iwwer eppes, wat mer net kennen. Mir hunn den Accord, dee virun

zou, dräi Stonnen ënnerschriwwe ginn ass, net kënnen am Detail studieren, well en eréischt virun enger knapper Stonn verschéckt gouf. Mir ginn der-vunner aus, dass déi 60 Deputéierten heibannen, also déi, déi elo present sinn, fir an esou enger schwéierer Situatioun fir d'Wirtschaft an de sozialen Zesummenhalt vum Land Decisiounen ze huelen, all am selwechte Boot setzen.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

Mir ginn hei vun der Regierung a virewech vum Premier e bësse virgefouert. Dës Debatt, déi elo hei soll gefouert ginn, mee déi keng richtig ka sinn, well mer just brochdeelhaf Informationen aus der Press kritt hu respektiv no enger Queeschliesung vum Accord, dat ass keng richtig Debatt, zumindest keng, déi dësen Numm an engem demokratesch gewielte Parlament géif verdéngen.

Et ass eng Show an d'Deputéiert ginn hei zu Statist gemaach!

**Une voix** | Esou ass et!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Här President, wat der ganzer Saach elo d'Kroun opsetzt, ass, dass mir elo dann och nach vun der Majoritéit eng Motioun virgeluecht kréien, déi d'Regierung opfuert, den Accord, dee mir net konnten analysieren a soumat och guer net am Detail kënnen kennen, ëmzesetzen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Mir kënnen onméiglech fir dës Motioun stëmme, well mir net blann einfach e Blankoscheck gi fir politesch Mesuren, déi mir, an ech widderhuele mech, am Detail net kennen a bei deenen ech dervunner ausginn, dass d'Auteure vun dëser Motioun se och net am Detail kennen.

Dës Debatt, Här President, hätte mir och muer féiere kënnen, op Grondlag vun engem Text, dee sech jiddereen heibannen hätt kënnen ukucken a gutt duerchliesen. Dat huet awer anscheinend net an dem Premier seng Kommunikationsstrategie gepasst, an där d'Chamber wuel net méi virkënt.

Här President, mir wiere gär heihinner komm an hätten den Accord, deen d'Gewerkschaften, d'Patronat an d'Regierung ausgeschafft hunn, seriö a kritesch diskutiert. Domat wëll ech och kloer ënnersträichen, dass mir den Accord ganz positiv gesinn. Et geet eis guer net drëm, hei elo dësen Accord schlecht ze maachen.

*(Interruptions)*

Den Index gouf bis op Weideres erëm hiergestallt. Déi nächst Tranché sollen ausbezuelt ginn. Dat begrësse mir ausdrécklech an dat ass de Verdéngscht vun deene Gewerkschaftler/innen an all deenen aneren engagéierte Leit, déi sech fir den Index agesat hunn. Dass dës Kéier d'Gewerkschaften allen dräi ënnerschriwwen hunn an also un engem Seel gezunn hunn, begrësse mir och ausdrécklech.

An de geleakten Informationen an der Press ass awer ze liesen, an e Premier huet dat haut bestätegt an et steet anscheinend och esou am Accord, dass d'Regierung sech scheinbar engagéiert huet, eng drétt méiglech Indextranche integral fir d'Betribler ze kompensieren. Dat wier dann eng weider Ausgab vun Honnerte Milliounen Euro a géif bedeuten, dass d'Regierung do weiderfiert, wou se am Juli bei der reportéierter Tranche opgehale huet. D'Loukäschte vun de Betribler gi vun der Allgemengheet iwwerholl. Mat deene Sue kéint een och eng seriö Steierreform finanzieren, déi scho laang iwwerfällg ass.

Här President, genesou hätte mir eis ganz gären am Detail mat der Deckelung vun den Energiepräisser beschäftegt. Mir hu selwer eng Deckelung gefrot, eng Deckelung vum Präis fir de Grondbedarf vu Gas a Stroum. Dofir kann eis déi Approche vun der Regierung hei net zefriddestellen. D'Excuse fir ze soen, datt et séier goe muss, ass net berechtigt. Mir hunn am März hei schonn driwwer geschwat, wat eis elo bevirsteet a wat geschitt. Mir hunn deemools och eng Staffelung vum Präis gefrot. Sechs Méint sinn elo vergaangen, an natierlech, da muss et op emol ganz séier goen!

*(Interruptions)*

Ech wëll awer eis Gedankegäng elo hei nach méi developpéieren. D'Energiepräisser hunn eng zolidd Hausse an de leschten zwielf Méint ze verbuiche beim Gas, Masutt a beim Stroum, Holzpellets zéien elo och nach no, ...

*(Interruptions et coups de cloche de la présidence)*

... wat vill Leit immens belaascht. Et kann ee vun enger Verdueblung bis zu enger Verdräifachung vun de Käschte schwätzen. Et gött gesot, dës Mesurë géifen d'Inflatioun bremsen. Mir wäeren do e bësse méi virsiichteg. Wat gebremst gött, ass d'Progressioun vum Indexwuerekuerf. Ob dat awer en Afloss wäert hunn op déi strukturell Inflatioun, ass alles anescht ewéi sécher.

D'Verlängerung bis Enn 2023 vun der Allocation de vie chère an der Energieprimm ass richteg a batter néideg, fir déi Stéit mat klengem a ganz klengem Akommes weider ze ënnerstëtzen. Si sinn et och, déi besonnesch staark vun der allgemenger Deierecht betraff sinn, bei de Liewensmëttel, den Hygiènesartikelen, de Präten, den Assurancen, fir der just e puer ze nennen.

Béid Hëllef kritt een awer net einfach esou. D'Bedingunge beim Revenu bleiwe restriktiv. Leit mat Revenuen, déi nach däitlech ënner engem duerchschnëttleche Loun leien, si vun der Allocation de vie chère an der Prime énergie ausgeschloss. Donieft si vill bürokratesch Demarchen néideg, déi d'Leit ofschrecken kënnen.

Déi op 15 % gedeckelt Hausse beim Gas bréngt eng weider Belaaschtung fir d'Stéit, och iwwert déi nächst Méint eraus. D'Präisser fir d'Energie klammen also eng weider Kéier, just datt de Staat elo d'Käschte vum groussen Deel vun dëser Hausse iwwerhëlt an dofir déi héich Präisser sech net méi am Index repercutéieren.

Ekonomesch huet dat awer keen Afloss op d'Inflatioun selwer, an d'Präisdeierecht op allen anere Produkter wäert och weider fir d'Leit spierbar sinn. De Statec geet dervunner aus, datt domadder just nach eng Tranche am Februar an dann déi verréckelt Tranche am Abrëll erfält. Et muss een awer oppassen, datt dat sech net erëm als ze vill optimisteschem erausstellt.

A wat dann? Et ka jo net sinn, datt all – ech betounen: all! – d'Betribler Kompensatiounen kréien, einfach mat der Strenz. Oder wat ass der Regierung hire Plang? D'Problemer op déi nächst Regierung ofzewälzen?

Wat d'Deckelung vun den Energiepräisser ubelaangt, hate mir eng Propos gemaach, an zwar déi vun enger Deckelung vum Präis fir de Grondbedarf, esou änlech wéi beim Waasserpräis. Mee dat schéngt jo wuel keen ze interesséieren an der Regierung.

De Grondverbrauch vun engem Stot a Fonctioun vun der Unzuel u Persounen, déi am Stot liewen, soll präislech gedeckelt sinn. Dëst fir kloer ze maachen, datt Energie e Grondbesoin vun all Mënsch ass an

datt e Grondbesoin net kann an net dierf ageschränkt ginn, well et zu massive Präisschwankungen op internationalen Energiemäert kënn.

Dee méi héije Verbrauch dogéint muss deementspreechend méi deier ginn, fir op deem Wee e gestaffelte Präis anzeféieren, deen engersäits d'Recht op Energie unerkennt a gläichzäiteg, an dat wëlle mer och ënnersträichen, zu Aspierungen ureegt, besonnesch do, wou Energie verbëtzt gött.

Den Accord schéngt jo esou eng Mesure zumindest unzedeite beim Stroum. Wa bis e Verbrauch vu 25.000 Kilowattstonne ka gedeckelt ginn, da kann een dat och richteg a sënnavoll maachen, wa mir eis bewusst sinn, datt en Duerchschnëttstot zu Lëtzebuerg zirka 4.000 Kilowattstonnen d'Joer brauch. Dat ass elo hei net de Fall. Jidderee profitéiert elo d'selwecht vun där Mesure. Dat ass fir eis an där Hisiicht problematesch, well dat gött kee Signal, fir Energie anzespueren. Am Géigendeel, d'Signal, dat vun där heiter Mesure ausgeet, ass: „Dir kënn esou vill Energie verbrauchen, wéi wann näischt wier!“ Dat ass par rapport zum Klimawandel an eiser Ofhängegkeet vu fossillen Energie mëttelfristeg ganz problematesch.

Ech kann e puer Beispiller ginn. Eng Immobilienagence kritt d'Hëtz vum de Büroaraim finanzéiert vum Staat. Leit mat Schwämm kréien déi elo vun eis all iwwert d'Steiere gehëtzt. Dat ass souguer héich problematesch. Och Kleng- a Mëttelbetribler mat Bommegegwiner kréien hire Gas bezuelt, d'selwecht wéi déi Betribler, déi reell a Schwieregkeete si wéinst der Präisentwicklung. Well wie bezilt en fin de compte dës Deckelung? Mir all, de Steierzueler a soss keen!

Här President, nodeems d'Regierung am Fréijoer schonn 800 Millioune fir Krisemesuren ausgin huet, déi de Leit schlussendlech wéineg bruecht hunn, muss se elo nach eng Kéier an d'Staatskeess gräifen an iwwer eng Milliard labber maachen, fir déi heite Mesuren ze finanzéieren. Wat dës Mesurë wäerte kaschten, kann elo just geschat ginn, mee op alle Fall gött iwwer eng Milliard.

D'Leit d'obasue froe sech esou lues, wéi een dat alles soll bezuelen. An d'Äntwert vun der Regierung bis elo ass just: „Mol kucken, noutfalls iwwer nei Scholden.“

Fir eis als déi Lénk sinn nei Scholden awer just déi zweetbescht Optioun. Am beschten ass et, d'Suen do sichen ze goen, wou se sinn. Dofir hu mir eng eemoleg Krisesteier virgeschlo vu 15 % fir Leit mat engem besteierbaren Akommes iwwer 150.000 Euro a fir d'Betribler mat engem besteierbare Benefiss iwwer 200.000 Euro. Dat ass einfach ëmzesetzen a géif viraussichtlech iwwer eng Milliard un neie Recettë generéieren an domadder d'Krisemesurë géigefinanzéieren.

Ech wëll dofir hei eng Motioun deposéieren, déi eng Krisesteier fuerdert op héije Revenue bei de Privatpersounen an op héije Benefisser bei den Entrepreneuren. Mir hunn dës Motioun ganz bewusst oppe formuléiert, dat heescht, ouni Prozentsätz a Montanten, fir datt och jiddwereen heibanne sech kann uschléissen, dee wëllt mat op dee Wee goen. Här President, ech iwwerrechen Iech heimadder d'Motioun.

### Motion 3

*La Chambre des Députés, considérant*

– que le taux d'inflation élevé constaté depuis le début de l'année met sous pression de nombreux ménages et entreprises ;

– que les effets de la crise touchent les ménages et les entreprises de manière inégale et que certains ménages et certaines entreprises ont davantage la capacité à gérer les effets de la crise ;

– que les mesures décidées par le Gouvernement au printemps et en automne de cette année pour lutter contre les effets de l'inflation ont un impacte considérable sur le budget d'État ;

– qu'en temps de crise, une solidarité exceptionnelle est requise pour surmonter les défis posés,

*invite le Gouvernement*

– à mettre en place un impôt de crise exceptionnel auquel seront soumises les personnes physiques à haut revenu et les personnes morales aux bénéfices importants et qui a vocation à générer des recettes substantielles ;

– à mettre en œuvre cet impôt de crise de préférence de manière rétroactive pour l'année fiscale 2022 ou, le cas échéant, pour l'année fiscale 2023.

*(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.*

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | All déi heibanen, déi gemengt hunn, den Index wär net sozial, well déi héich Revenuen dovunner méi profitéieren, déi misste jo dann elo mat dëser Propos averstane sinn.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Très bien!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Well domat kann déi sozial an ekologesch Gerechtegkeet zumindest deelweis nees reetabléiert ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, fir déi, déi dann nogelauschert hunn.

*(Interruptions)*

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner, dee schonn erbäigeflu komm ass, ass de Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut kritt d'Chamber dann elo den zweeten Tripartite-Accord fir dëst Joer virgeluecht. A wéi schonns beim éischten Accord ass ze bemängelen, datt d'Chamber bei den Diskussiounen ronderëm den Accord dach erëm e bëssen am Ree stoe gelooss gouf. Alt nees hunn d'Deputéiert nieft enger klenger Presentatioun vum Statec hir Informatiounen misse selwer an den Zeitungen an zum Deel op gouvernement.lu nosiche goen.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

Mir hate knapps d'Méiglechkeet, den Accord virun eiser Stellungnam ze liesen.

De Mëtteg koumen als Éischt Informatiounen op RTL, déi mir net konnten iwwerpräiwen, bis mer dunn eng Stonn an 13 Minutte virun dëser Sëtzung den Text dann och zougestallt kruten. Am Contraire zu menger Virriednerin muss ech awer soen, datt ech et fäerdegbruecht hunn, an enger Stonn déi zéng Säiten Text ze liesen.

**Plusieurs voix** | Bravo!

*(Applaudissement)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Éischtens waren déi éischt véier Säiten e bësse „fluff piece“, an den Inhalt kondenséiert sech u sech op e puer „bullet points“, déi mer jo dank der Press och scho woussten, soudatt mer eis dann awer d'Fro stellen, ...

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Dat ass einfach net seriö! Punkt.

**M. Fernand Etgen**, Président | Madamm Cecchetti, d'Wuert huet den Här Sven Clement an Dir net.

*(Interruption par Mme Myriam Cecchetti)*

Madamm Cecchetti, wannechgelift!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wéi kann et am 21. Joerhonnert, an dat si mer haut, nach sinn, datt mir

als éischte Pouvoir vum Land, als Verrieder vum Volk, als direkt gewielte Verrieder, d'Informatiounen, déi de Staat betreffen, aus zweeter Hand, aus Leaks, mussen kucken goen, fir eis Rieden ze preparéieren?

Haut leet de Premier eis also e Mesurëpäck vir, dee mer censéiert sinn unzuhuelen, well mir hunn eng Motioun vun der Majoritéit hei virleien, déi mer censéiert sinn unzuhuelen, wou drasteet, mir géifen den Accord wëllen ëmsetzen.

Mee ech kann Iech soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn der Meenung, dass een deen Accord soll ëmsetzen, well dat ass e Bestanddeel vum Sozialdialog. Dat wäert och de Grond sinn, ech kommen herno nach eng Kéier drop ze schwätzen, firwat mer déi Motioun mat Jo stëmmen. Mee mir wäerten eis awer déi Gesetzer, déi dofir mussen deposéiert ginn, ganz am Detail ukucken. A mir wäerten eis och virbehalen, bei deene Gesetzer net onbedéngt ëmmer mat Jo ze stëmmen, well ech mengen, dass d'Aufgab vun der Chamber, fir dat ze kontrolléieren.

*(Interruption)*

Wat ech bedauern, ass, dass trotz dräi Méint Summer, dräi Méint Zäit, wou ee sech hätt kënnen progressiv op déi Tripartite preparéieren, mer erëm ouni konkret Zuelen dostinn. Et gëtt eng konkret Zuel an deem ganzen Text, dass ass 1,1 Milliard. Ech kommen nach eng Kéier dorobber zrëck, mee fir de Rescht ass et eng Kaz am Sak.

A bei Kazen am Sak, Här President, hu mer an der Vergaangenheet hei am héijen Haus dach awer schlecht Erfahrung gemaach, ob et e Satellit war oder en Tripartite-Accord vu virun e puer Méint. Do goufen eis Zuelen an Zenarie virgerechent, déi schonn haut net méi der Realitéit entsprechen.

Ma deemools gouf vu Majoritéitssäit net un dësen Zuele gezweifelt. Haut schlot Der aner Téin heibanen un a schwätzt vun Onsécherheeten, Onkloerheeten an eventuell engem Virbehalt, sech dat nach eng Kéier mussen am Genauen unzucken. An de Premier selwer sot, dass de leschten Accord jo elo weinst der verännerte Situatioun fir d'Poubelle wär. Mir si frou, dass de Premier dat agesinn huet, wann och leider méi spéit wéi deemools, wou hei am Haus driwwer diskutéiert gouf.

Elo sti mer da bei deem zweeten Accord, wou mir als Opposition dach déi nimmlech Zweifel hunn: Geet déi Rechnung hei op? D'Regierung hat esou vill Zäit, Mesuren ze preparéieren, well dës Kris huet sech net déi lescht dräi Wochen ofgespillt, net déi 30 Stonnen zu Senneng am Schlass. Dës Kris huet sech an deene leschte Méint méi wéi däitlech ofgezeechent. An elo gëtt dann hei eng Géisskanepolitik domadder justifiéiert, dass ee schnell hätt missen hëllefen a keng Zäit fir cibléiert Mesuren hätt. Dat stëmmt, wann een ze spéit ufänkt!

Et stëmmt awer esou net, well vill Rechnungen, Proposen oder Zenarien hätt een och scho kënnen am Viraus chiffrieren.

**Une voix** | Zum Beispill?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ech kann Iech haut also net ënnerschreien, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat dat heite final kaschte wäert. An ech hätt u sech gären e puer Analyse méi, bevir mer hei erëm d'Suen aus de Staatskeesen ausginn. Mee och zu deene grouse Punkten hei aus dem Accord, déi elo bekannt sinn, déi och schonn an der Effentlechkeet deelweis diskutéiert goufen, muss ee jo soen, dass sécherlech de Präisdeckel déi Moosnam ass, déi de gréissten Impakt wäert hunn, mee och déi, déi am deierste wäert ginn.

De Präisdeckel ass jo och an aneren europäesche Länner an der Diskussioun oder schonn eng Realitéit. A mir mussen als Piraten och soen, dass et eng zimmlech effikass Léisung ass, zumindest mam Zil, d'Inflatioun ze bekämpfen, mee awer och, fir d'Kafkraaft ze erhalen. Dat wichtegst ass, dass d'Leit net mussen fäerten, dass hir Energierechnungen iwwert de Wenter elo nach weider explodéieren.

Do derniewent gëtt den Index bäibehalen. Dat ass gutt an dat ass richtig a virun allem ass et e wichtegt Signal, dass mer un deem Instrument net rëselen.

De Präisdeckel suert awer och derfir, dass d'Indextranchen net esou schnell hannereneen erfalen a mer domadder dem Salariat duerch d'Kafkraafterhalen, mee awer och dem Entrepreneuriat duerch Previsibilitéit gläichzäitig hëllefe kënnen, eng Win-win-Situatioun, ausser fir d'Staatskees. Mee bon, do kommen ech nach derzou.

Duerfir ass de Präisdeckel op den éischte Bléck eng effikass Léisung. Doriwwer eraus ass en ouni vill bürokrateschen Opwand grad zu Lëtzebuerg mat nëmmen engem groussen an e puer manner groussen Energieliwweranten ouni vill bürokrateschen Opwand a schnell realisierbar.

Et gëtt awer, an dat sot ech och schonn an der Vergaangenheet, e puer grouss Bemolle bei dësem Präisdeckel. Am September huet de Minister Turmes d'Campagne „Zesumme spueren – Zesammenhalen“ presentéiert. Ma zum Präisdeckel muss een da soen: Är Spuercampagne hätt Der Iech kënnen spueren! Wéi solle mer d'Leit dobaussen elo nach iwwerzeegen, dass d'Energiespuere Sënn mécht? Mir motivéieren d'Leit a kengster Weis, hir Gewunnechten ze änneren.

Den zweete Bemoll beim Präisdeckel: Mir maache keng Sozialpolitik! Hei geet een emol mat der Strenz iwwer all Stot. All Stot gëtt subventionéiert, ob een elo an 30 Quadratmeter wunnt an déi Hëtze muss oder op 500 Quadratmeter. Mir bezuelen d'Hëtze vum Kannerzëmmer genauso mat wéi d'Hëtze vun enger Sauna oder engem Indoor-Swimmingpool, fir déi, déi esou een hunn, ech op alle Fall net.

Den Deckel vun de 25.000 Kilowattstonnen, deen am Tripartite-Accord drasteet, géif duergoe laut der Simulatioun, wann een op Enovos kucke geet, fir e Stot vu 24 Persounen d'Joer mat Strom ze versueren oder fir déi, déi e bësse méi kleng wëlle rechnen, e Véier-Persounen-Haushalt kéint domadder nach all Dag eng Sauna bedriewen an e géif nach net op 25.000 Kilowattstone Stromverbrauch d'Joer kommen. Dat ass null sozial selektiv. An an dësem Sënn ass de Präisdeckel dann awer net ganz effikass. En hëlleft net deene Richtegen an e gaukelt nach de Leit vir, dass de Klimawandel aktuell keen Thema wier.

An dat ass falsch. Mir sollten d'Biergerinnen an d'Bierger, virun allem déi mam décke Portmonni, motivéiere fir ze spueren. A mir sollte Millionäre keng Kaddoen um Gas- oder Elektrizitéitspräis maachen. De Präisdeckel finanziert definitiv och eng grouss Unzuel vu Leit, déi guer keng sozial Ennerstëtzung hei gebraucht hätten. Dat mécht en, wann een da genau hikuckt, och erëm net effikass. An déi Milliard oder déi 1,1 Milliard, vun där mer elo schwätzen, hätt een och kënnen an aner Moosnamen investéieren, wéi zum Beispill déi Elengerzéiend steierlech ze entlaaschten.

Esou vill vläicht zum Präisdeckel, Här President, oder, wann ech genau nodenken, net. Well während eis Regierung heiheem e Präisdeckel ennerstëtzt an och op de Wee bréngt, hat se awer op EU-Plang verpasst, de Bréif fir en EU-Cap um Gas matzënnerschreien.

An duerfir, Här President, hunn ech eng Motioun matbruecht, déi de lëtzebuergeschen Energieminister

géif opfuederen, fir e Freiden am Energieconseil d'Fuederunge vu senge Kolleegen, ënner anerem aus der Belsch an aus Frankräich, matzënnerstëtzen. Wannechgelift.

**Motion 4**

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,*

– dass 13 Memberstaaten de 26. September e Bréif und d'EU-Kommissärin Simson gericht hunn;

– an dësem Bréif d'Energieministere froen, fir e „price cap“ op Äerdgas EU-wäit anzeféieren, fir esou d'Inflatioun ze bremsen an d'Profitter an dësem Secteur ze limitéieren;

– Lëtzebuerg huet eisen Informatiounen no dësem Bréif net matënnerschriwwen.

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

– dass de Lëtzebuergeschen Energieminister am Energieconseil dëse Freiden, 30. September, dës Fuederung matënnerstëtzt.

*(s.) Sven Clement, Marc Goergen.*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Bon.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Et ass elo ze spéit. Mir hunn et schonn am COREPER ennerstëtzt.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dir hutt et schonn ennerstëtzt? Ben, da kënt Der d'Motioun jo herno matstëmmen, also Är Kolleeg vum der Majoritéit.

*(Hilarité)*

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Mir mussen Energie spueren.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et ass gutt. Jo, mir erënnere eis drun. Mee wann ee waarm Loft produzéiert, kann een déi mat enger Loftwärmepompe fir Energie notzen. Dat heescht, mir kënnen roueg nach e bëssen driwwer schwätzen, dann hu mer weinstens eppes gemaach, fir hei de Raum ze hëtzen.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Da bräicht Dir keng Heizung méi doheem.

*(Hilarité)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ben, Här Premier, ech weess net, wéi Dir heizt, ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

... mee ech hunn, mengen ech, méi fir de Klimawandel gemaach, wéi nëmmen eng Jugurtmaschinn ze kafen.

**Plusieurs voix** | O!

*(Brouhaha)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Bon. Zrëck zur Tripartite. Et goufe jo nach aner Moosname genannt. D'Reduktioun vun der TVA ennerstëtze mer, dass hu mer scho gefuordert, d'Reduktioun op de Brennes, nei Hëllefe fir PMEen a keng Erhéijung vun den Zëmmerpräisser an den Altersheemer. An et goufen och Saachen als Moosname verkaaft, déi keng sinn. De Mindestloun gëtt all zwee Joer duerch en Automatismus un de Salaire moyen ugepasst. Dat als Hëllefe duerch dësen Accord ze presentéieren ass net richtig! Déi Erhéijung wier souwisou geschwé fälleg gewiescht. A jo, natierlech hätt d'Regierung se net kënnen maachen, mee dass wier dann definitiv Bedruch um Wieler gewiescht.

A soulaang de Mindestloun net steierbefreit ass, sinn déi 76 Euro brutto, déi d'Leit da kréien, eeben och nach laang keng 76 Euro netto. An iwwert d'Steierbefreiungen hate mer am Juli eng gréisser Diskussioun hei an ech mengen, do si Pisten opgewise ginn.



Mee, Här President, nieft deene Mesuren, déi mer gutt fannen, mussen mer awer och soen, datt mer hei verschidden Hëllef nach vermessen, déi an eisen Aen awer wichteg gewiescht wären.

Leider gouf et komplett vergiess, iergendeppes am Beräich vun Logement ze maachen. Mat de souwisou schonn héije Präisser an elo méi héijen Zënse op Prête gëtt et fir vill Leit schwéier, hiren aktuelle Prêt nach ze finanzéieren. D'Loune gëtt och net méi einfach hei am Land, well d'Baillouren och meeschtens iwwer Prête finanzéiert sinn. An esou hätt kënne de steierlech ofsetzbare Plaffong op Immobiliepräisen an Zënse gehéicht ginn, sous condition, datt d'Leit selwer do wunnen. Oder et hätt een d'Chance kënnen ergräifen, eppes ganz Verrécktes ze maachen an en Deel vum Loyer zum Beispill steierlech als Frais d'obtention geltend maachen.

Netdestotz, dësen Accord ass wichteg. Mee et ass awer och en Accord vun de verpasste Chancen, zum Beispill dee vun der verpasster Chance, wéi mer éischter dëst Joer iwwer d'Steierreformen diskutéiert hunn.

Alles an allem kënnen mer mat deene Moosnamen awer liewen, wa se dann esou wéi uegekënnegt kommen, trotz deem, datt bei ville Punkten déi selwecht Kritik wéi beim Präisdeckel unzeféieren ass: feelend sozial Selektivitéit, keng wierklech Incentiver fir Klimaschutz si ginn.

Mir finanzéieren, an dat muss der Regierung kloer sinn, mat ville Moosnamen am Package och d'Multimillionären an déi déck Entrepreneuren. Zum Beispill, falls eng dréit Indexbranche kënnt, gëtt et null Selektivitéit. Do hätt ech mer awer kënnen virstellen, an ech hunn dat an deene leschte Wochen e puermol effentlech gesot, datt mer iwwer eng Aide au coût non couvert hätte misse goen an net blanko soen: „Eng dréit Indexbranche gëtt zu 100 % vum Staat iwwerholl!“ Nämlech och fir Firmen, déi déck Margen an héich Profitter hunn. A mir hunn där! A mir hunn der, déi wëllen a kënnen sech en Index leeschten. An da ginn et déi, déi Hëllef brauchen, an deene mussen mer cibléiert hëllef!

Enfin gëtt de Leit virgegaukelt, et wier iergendwéi awer elo alles erëm gutt. An dobäi hu mer en Energieproblem hei an Europa an et ass verdammt wichteg, datt mer eis druginn, fir déi Energie ze spueren, déi mer mussen spueren, eleng schonn aus Solidaritéit mat eisen Nopeschlänner, eleng schonn aus Solidaritéit mat den nächste Generatiounen, eleng scho weinst der Klimakris.

An dann e leschte Punkt, Här President, an da kommen ech zum Schluss: de Käschtepunkt vun dësem Accord. Ech sot et, 1,1 Milliard ass déi eenzeg Zuel, déi konkret an deem Accord drasteet. 1,1 Milliard gëtt gesot, an zesumme mat där 1,5 Milliard aus dem Mäerz wieren dat awer dann ewell schonn 2,6 Milliarden. Et iwwerschneit sech warscheinlech e bëssen. Mee dat si 4.125 Euro pro Biergerin a Biergerin vun 0 Joer bis 99 Joer plus hei zu Lëtzebuerg, déi dëst Joer fir d'Kafkraaft géint d'Inflatioun mobiliséiert goufen.

An dann ass d'Fro bei esou engem héije Montant: Wat ass den Impakt dovunner op déi zukünftige Staatsbudgeten? Ech hoffen, datt mer an zwou Wochen, wann de Staatsbudget presentéiert gëtt, méi konkret Zuelen dofir gesinn, well mir kënnen net einfach nokucken, wéi mer aus där lénker Täschen an déi riets Täschen Suen hin- an hierschiben an da behaupten, alles wär erëm gutt.

D'Leit kréien Indexbranchen a mussen duerfir méi Steiere bezuelen. Se kréien eng Energieprim, déi se selwer mat hire Steiergelder finanzéieren. An allequerten d'Mesurë gi vun de Leit selwer bezuelt, an

dat, well dës Regierung zënter hirem éischten Amtsuntrëtt d'Geld, wa se et hat, direkt erëm ausginn huet.

An all Budgetsdebatt, wou mer och nëmmen an d'Géigend vun engem Excedent komm sinn, stoung d'Opposition hei an huet gesot: „Wéi ass et mam Apel fir den Dusch?“

Allkéiers huet d'Regierung gesot: „Maacht Iech keng Suergen, mir hu Croissance. De Problem ass geléist!“ Elo gesi mer et. Mir hätten eis den Apel sollen halen, dann hätte mer elo nach e puer Äppel am Kuerf fir den Dusch an et wär méi einfach a mat manner Schold ze realiséieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement.

(Interruption)

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | E seet dat eent a säi Contraire. An et seet keen eppes!

### Prise de position du Gouvernement

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, merci fir den Debat haut. Just zur Informatioun, um 13.35 Auer ass den Accord ënnerschriwwen ginn, um 13.45 Auer ass en an d'Chamber verschéckt ginn, dat heescht, zéng Minuten drop. Mir wollten awer en Accord hunn, deen och ënnerschriwwen wär, fir Iech en ze soumettéieren. Ech wollt dat just hei soen.

Här President, ech wëll deene meeschte Riedner och e grouse Merci soe fir dee konstruktiven Debat, also déi konstruktiv Annoncen, déi se hei gemaach hunn, a virun allem dee Wonsch, fir konstruktiv matzeschaffen. Et sinn zwou Oppositionsparteien, déi och scho matgedeelet hunn, dass se keng Kaz am Sak wëlte kafen, mee dass se awer och bereet wieren, Responsabilitéit ze iwwerhuelen an dann au fur et à mesure, wat och an den Texter wier, konstruktiv an och positiv matzeschaffen. Ech wëll soen, dass dat fir mech eppes ass, wat weist, dass d'Zesammenhalen, esou wéi ech et virdu scho beschriwwen hunn, dat ass, wat och d'Force hei an dësem Land ass.

Fir eng Rëtsch vu Kolleegen muss ech just nach eng Kéier ganz kuerz erklären: Et geet hei drëms, d'Inflatioun ze bekämpfen. D'Inflatioun kréie mer net bekämpft, an dat krute mer vum Stateg gesot, wa mer selektiv fueren. Ech muss dat hei nach eng Kéier soen, well et ass ganz einfach, hei Vergläicher ze maachen, déi de Leit vläicht dann den Owend an der Stuff gutt gefalen, wa se gesot kréien: „Kuckt hei, dat dote gëtt verglach mat deem do.“ An da gëtt probéiert, den Näid hei grouss ze kréien. Nee, hei geet et drëms, d'Inflatioun an de Grëff ze kréien, a mir kréien d'Inflatioun just an de Grëff, andeems mer d'Präisser deckelen! An do kann een net selektiv sinn, well soss huet dat och dem Calcul no net deen Impakt, deen necessaire ass. Déi Indexbranchen, déi fënnef, déi kéinte kommen, do muss een awer och kucken, dass dat nach fir d'Wirtschaft erdrobar ass.

Dowéinst: Ech géif wierklech hei insistéieren op dee Fait. Vun de Majoritéitsparteien an och vun enger Rëtsch vun anere Parteien hunn der awer och verstanen, dass dat hei de Modus ass, d'Inflatioun ze bremsen. Jo, ech kann Iech och soen, dass eng Rëtsch vu Leit léiwer den Index manipuléiert hätten, dat heescht, dass se dru fréckele gaange wären, Tranchen ausgesat hätten, Tranchen net ausbezuelt hätten. Dat war mat dëser Regierung net méiglech!

**Une voix** | Très bien!

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | An ech hunn et scho virun e puer Wochen gesot, Här President. Wéi hätte mir kënnen erklären als Politik, dass an deene Wochen, wou d'Leit Rechnungen kréien, déi esou héich sinn, a Prête mussen zrëckbezuelen, déi och méi deier ginn, an awer e Coût de vie hunn, dee méi deier gëtt, mir da géifen op eng Kéier als Politik soen, mat dem Patronat, mat de Gewerkschaften: „Jo, déi Indexbranche, déi elo kënnt, déi erfält net!“ Dat hätt keen dobausse verstanen.

A gleeft mer, wann op eng Kéier d'Leit d'Gefill kréien, dass d'Politik sech net mat der Realitéit um Terrain identifizéiere kann, da kréie mer de Problem, dass d'Leit op eng Kéier net méi un d'Politik gleewen an dass se d'Gefill hunn, dass hinnen net méi nogelauschert gëtt oder op jidde Fall, dass mir net méi mat der Realitéit, mat de Problemer, déi se am Alldag hunn, och Politik wëlle maachen, fir do eebe Léisungen ze fannen.

Dofir war et fir eis wichteg an et war mir wichteg, an et war deenen aneren dräi Parteien och wichteg an der Majoritéit, dass déi nächst Indexbranche sollt erfalen. An tatsächlech wësse mir awer, wéi schwéier et gëtt fir d'Beriber, och elo déi nächst sechs Méint, well et ass jo eng Indexbranche, déi dann elo ufangs des Joers wäert erfalen, plus déi vum Abrëll, plus de Mindestloun, deen erhéicht gëtt. Mee einfach ze soe „Mir annuléiere se!“ oder „Déi erfält net!“, dat wier a mengen Aen och problematesch gewiescht.

Et si verschidde Leit, déi soen: „Jo, mee d'Beriber kréie gehollef an hei gëtt d'Engagement geholl fir 2023.“ Jo, et ass en Engagement, dat mer huelen. 2023, do weess keen, wat nach geschitt, et weess keen, wat lass ass. Mee fir ze mengen, dass 2023 d'Beriber dräi Indexbranchen kéinten integral ausbezele plus eng Augmentatioun vum Mindestloun, an niewebäi awer och nach d'Coûte vu Matières premières, ...! Well mir hunn elo vun Energie geschwat, Dir wësst awer zum Beispill ganz genau, dass d'Holz méi deier ginn ass. Den Här Haagen ass amgaangen, mat der Agrikultur ze schwätzen, well och do gëtt alles méi deier an och méi schwéier. An iwwerhaapt nach Produiten ze kréie gëtt och méi problematesch. An duerfir ass et och wichteg, dass mer déi Decisiounen do huelen.

Ech hunn och d'Gefill, Här President, dass verschidde Leit d'Bierger ënnerschätzen. Wa se mengen, dass mat dëse Mesuren d'Leit dann einfach géifen d'Energie net wëlle spueren, ënnerschätze se d'Lëtzebuurger. Ech hat geduecht, se géife se besser kennen. Déi meescht Lëtzebuurger hu verstanen, dass et net ëm de Präis geet, mee dass mer vläicht eng Kéier de Risk hunn, e Blackout ze hunn, wa jiddweree mengt, e kéint esou weiderfuere wéi elo!

**Une voix** | Très bien!

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | A gleeft mer, dass d'Lëtzebuurger do solidaresch sinn, vis-à-vis vun deenen anere solidaresch sinn, vis-à-vis vun enger Wirtschaft solidaresch sinn, och vis-à-vis vun hiren Noperen a vun deenen anere Leit, andeems se wëssen, dass mat e bësse Spueren, wou jiddwereen e klengen Effort ka maachen, ee Grousses ka bewierken!

An ech sinn iwwerzeegt, dass déi Campagne vum Här Turmes a vun der ganzer Regierung net ëmsoss war an dass de Message deen ass: „Spuert elo!“ Well egal, och wann et nëmmen eng Hausse vu 15 % ass, a fir verschidde Leit heibannen ass dat vläicht egal, mee et ass scho méi deier wéi d'lescht Joer! Et ass nach méi deier wéi d'Joer virdu. An dofir, ze mengen, dass et de Leit egal wier, wiwill op hiren Elektresrechnungen, op hire Gasrechnungen op der Rechnung steet, dat ass de Lëtzebuurger net ze erkennen. Ech traue

de Lëtzebuurger vill méi wéi verschidde Leit heibanen ...

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | ... an ech soen deene Merci, déi déi nächst Wochen och wäerten alles maachen, fir dass mer d'Inflatioun gebremst kréien, fir dass eis Wirtschaft weider bestoe bleiwe kann, dass mer d'Aarbechtsplaze kënnen weider halen hei zu Lëtzebuerg. Well wat hätte mer der-vunner, wann d'Entreprises zoumaachen an duerno d'Leit keng Aarbecht hätten? Duerfir dee staarken Engagement vun dëser Regierung an, hoffen ech, och heibanne vun der Majoritéit a vun deenen, déi méi wëlle maachen, vun der Politik vis-à-vis vun enger Kris, wéi mer se säit Laangem net kann hunn, fir dass mer net eng Energiekris hunn, déi sech zu enger Sozialkris ëmwandelt, zu enger Wirtschaftskris an zu engem Cercle infernal, aus deem mer ni géifen erauskommen!

Ech traue Iech an ech traue de Lëtzebuurger do-baussen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

### Motions

Mir kommen elo nach zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen.

#### Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Gilles Baum deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? Den Här Gilles Roth.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci, Här President. Mir stëmmen dës Motioun mat, sachant bien, dass mer eis op den Dispositiv beruffen, nämlech, dass déi Moosnamen, déi ugekënnegt sinn, och zwëschent de Sozialpartner ofgemaach goufen – unanime d'ailleurs –, schnell ëmgesat ginn, mee saluant, saluant, saluant, dat ass e bëssen ze vill eng Huldigung. Dat erënnert mech un „Je vous salue, Marie ...“, an hei saluëiere mir net d'Regierung.

*(Brouhaha)*

An duerfir maache mer Abstraktioun vun dem Preambule. Mee fir de Rescht stëmmen mer se mat. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Roth. An da geet d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här President, gesitt Der, wéi ënnerschiddlech d'Parteien awer sinn?

*(Hilarité)*

**Une voix** | Très bien!

**Une autre voix** | Tant mieux!

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech mengen, den Här Roth gesäit, datt der Regierung gehuldegt gëtt, a stëmmt mat. A mir soen: Der Regierung gëtt gehuldegt a mir stëmmen et net mat! Mee dat ass natierlech dann eng Präferenz oder eng Decisioun, déi déi eng kënnen huelen an déi aner net huelen an deem Sënn.

Mir sinn awer, an dat wëll ech och kloer soen, net géint deen Text, eeben och, well mer eng ganz Rei positiv Saachen hei an dësem Tripartite-Accord gesinn. Dofir wäerte mer eis enthalen.

A wann d'Regierung an d'Regierungsparteie bereet wäeren, déi Huldigung ewechzeloossen a vläicht

nëmmen den Dispositiv „invite le Gouvernement ...“ géife loosser, da géife mer et souguer matstëmmen. Awer, wéi gesot, mir sinn net bereet, déi heite Saache matzedroen.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech sot virdrun a menger Ried: Et ass relativ positiv, wat d'Regierung oder besser gesot d'Majoritéitspartei eis hei virschloen. Ech hunn ee ganz spezielle Problem iwwert déi Saluonsen a Félicitonsen a Rappelonsen a Consideranten ewech, an dat ass d'Envergure historique. Dat weist, wéi kuerz d'Gediechtnes heiansdo ass. Den Accord am Mäerz war 1,5 Milliard, dësen Accord ass 1,1 Milliard, an da schwätze mer dës Kéier erëm vun „historique“. Ech mengen, iergendwann ginn eis d'Superlativen aus, fir eppes nach méi grouss ze schwätzen, wéi et ass.

Netdestotz si mer derfir, datt deen Accord ëmgesat gëtt, an duerfir stëmmen mer et mat.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, wéi Der jo schonn an eiser Ried héieren hutt, enthalte mir eis bei dëser Motioun, ...

*(Brouhaha)*

... enthalte mir eis bei dëser Motioun, well wéi ech et erkläert hunn: Mir kafe keng Kaz am Sak! Mir wäerten awer, wéi och aner Parteien dat hei gesot hunn, an der Tripartite-Kommissioun aktiv matschaffen, esou wéi mer dat d'leschte Kéier och scho gemaach hunn. Obwuel mer nëmmen Observateur sinn, wäerte mer awer Eist bäisteieren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

Ech mengen, da kënnen mer elo zum Vott iwwert dës Motioun kommen, d'Motioun Nummer 1.

#### Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 53 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a 6 Abstentiounen ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : la motion 1 est adoptée par 54 voix pour et 6 abstentions.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Aehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Félix Eischen), Léon Gloden (par M. Emile Eicher), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard),*

*M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

### Motion 2

Da kéime mer elo zur Motioun Nummer 2, déi vun der ADR-Sensibilitéit deposéiert ginn ass.

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Gilles Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech ka mech hei ganz kuerz faassen. Et gëtt verlaangt, fir bis d'Enn vun der Legislaturperiode op all Erhéijung vu Steieren, Taxen, Akzisen, Cotisationsen ze verzichten. Dir wësst, dass d'CO<sub>2</sub>-Steier eng Partie intégrante ass vum Koalitiounsofkommen. Dir wësst, dass eng Upassung virgesinn ass op den 1. Januar, an déi Upassung wäert och kommen. Ergo kann ech dat heiten dann an deem Sënn net matstëmmen. D'Taxen, Dir wësst, dass d'Taxen och vun de Gemenge festgeluecht ginn. Dat geet iwwer eis Kompetenz heibannen eraus. An duerfir géif ech menger Fraktioun proposéieren, déi heite Motioun net matzestëmmen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Baum. D'Madamm Cecchetti, wannechgelift.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, wéi Dir Iech virstelle kënn, kënnen mir déi Motioun hei och net matstëmmen, well mir si jo fir eng Steierreform. A wa mer eng Steierreform soen, dann ass et ganz kloer, datt déi eng dobäi wäerte gewannen an déi aner mussen eeben e bësse méi bezuelen, well se och vill méi verdéngen. Voilà.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, et deet mer leed, datt d'DP sech net an der Lag gesäit, dat hei ze stëmmen. Well wësst Der, wéi dacks héiere mer hei an eisen Diskussiounen: De Covid stoung net am Regierungsprogramm! Dat stëmmt, et konnt kee Mënsch dat virusgesinn. De Krich an der Ukrain stoung net am Regierungsprogramm. Dat ass richtig.

Mee ech mengen, wann een dat hëlt, dat Argument, fir verschidden desagreeabel Saachen ze justifiéieren, da muss een och kapabel si fir ze soen: „Majo, mir liewen elo an neien Ëmstänn a mir hunn eeben eng Situatioun am Land, wou d'Leit an d'Entreprisë scho finanziell belaauscht sinn a mir wëlle se net nach méi belaauchten. Also maache mer dee Gest a mir verzichten op all Erhéijungen, notamment vun de Steieren.“

A wat d'Taxen ugeet, do steet vun de Gemengen hei näischt dran. Mir haten dat zwar hei ernimmt an eiser Ried fir ze soen: Mir maachen en Appell un d'Gemengen, datt si se och net sollen unhiewen. Awer natierlech solle mir hei als Chamber wéinst der Autonomie communale eis do enthalen an de Gemengen déi Autonomie loosser.

Mee et kann een nëmmen enttäuscht sinn iwwer eng Haltung vun der DP a vun der Regierungskoalitioun, déi an dës schwéieren Zäite fir d'Leit nach higeet an d'Steieren erhéicht.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser.

Ech mengen, da kënnen mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen.

**Vote sur la motion 2**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 19 Abstentiounen ofgeleent ginn.

*Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Max Hengel), Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter.*

**Motion 3**

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3.

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Gilles Baum.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | D'CSV hält sech selwer net eescht mat hire Propositionen zu de Steieren.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hat elo gemengt, et hätt een anere sech viru mir gemellt fir d'Wuert. Hei gött eng exzeptionell Krisesteier gefuerdert, déi och nach soll retroaktiv sinn. Retroaktiv, dat ass eppes, domat kënne mir normalerweis net ganz vill ufänken. Dir wësst, dass mer jo net nëmmen déi heite Kris haten, mir haten och déi Kris virdrun.

D'Maximm war ëmmer, dass ee grad a Krisenzäite keng zousätzlech Steiere soll erhiewen, weeder bei de Betriber nach bei de Privatleit. Et gött op Facebook, mengen ech, ënnert der Säit vun deene Lénksen – pardon, vun deene Lénken, entschëllegt de Lapsus, ...

*(Hilarité)*

... entschëllegt – et gött eng Campagne, wann ech richteg gelies hunn: „Tax the rich!“ Ass dat esou? Dat schéngt jo dann hei eranzegoen.

Ech géif menger Partei proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmme, och nach aus engem anere Grond. Ech mengen, et soll een d'Finanzpolitik vun engem Land net Leit vum ganz lénke politesche Bord iwwerloossen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Baum. Da ginn ech d'Wuert un den Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Och ech wäert menger Fraktioun proposéieren, déi

Motioun hei net matzedroen, mee e bëssen aus engem anere Grond. Ech mengen, mir haten hei eng grouss Debatt virum Summer, virum der Summer-vakanz, iwwert d'Steieren. Do huet meng Partei, a vill Parteien, och Är Partei, Madamm Cecchetti, konkret Propose gemaach.

Mir hu Propose gemaach, wéi mer fir méi Solidaritéit suergen, fir méi Gerechtegkeet an der Steierland-schaft. Dozou gehéiert, dass déi, déi effektiv méi hunn, och méi mussen ofginn. Mee dozou gehéiert awer och, dass der ganz vill, déi net vill hunn, gestäipt ginn, notamment déi Leit mat niddregem Akommes, awer och déi Leit aus der breeder Mëttel-schicht hei am Land.

An duerfir gesi mir dat als e Ganzt. A fir einfach just ze soen: „Mir besteieren elo déi Räich!“ ... Wéi eng Räich? Wie sinn déi „important“ Benefisser? Wie sinn déi „hauts revenus“? An esou weider. Dat fanne mir net richteg. Duerfir, mir gesinn dat als e Ganzt. A wa mer enzowusch Suen huele ginn, dann ass et och, fir fir méi Gerechtegkeet ze suergen, an da mussen déi Suen de facto och un déi Leit goen, déi et am néideg-sten hunn.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Cruchten. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech hu virdu gesot: D'Kaz am Sak. Ech géif mer zumindest iergendwou awer eng Zuel erwaarden, iwwert déi mer hei géife schwätzen. Well ech mengen, mir hunn an der Steierdebatt am Juli déi verschiddensten Zenarien héieren, wéi: Wat ass en „important bénéfice“? Wat ass en „haut revenu“? Ech mengen, dass mer alleguerten heibannen an eise jeeweilege politesche Gruppéierungen do aner Interpretatiounen hunn, ab wéini et en „haut revenu“ oder e „bénéfice important“ ass. Dat heescht, eleng domadder wäerte mer, mengen ech, schonn e Problem hunn.

An dat Zweet, dat ass einfach den zweeten Invite, fir nach op 2022 réckwierkend eppes ze maachen. Also, ech hunn iergendwann eng Kéier geléiert, dass, wann ee Gesetzer soll maachen, déi solle previsibel sinn, dass d'Leit sollen d'Chance hunn, sech och deene Gegebenheiten unzepassen. An ex post do eppes ze maachen halen ech fir e ganz geféierleche Prezedenz-fall. An duerfir wäerte mir och dergéint stëmme.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement. Da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti als Auteur.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, villmools merci fir d'Wuert. Als Alleréisch emol, mir hu kee Montant dragesat, mee ech hunn a menger Ried Montante genannt. Mir hu kee Montant dragesat, well da wier nämlech gesot ginn: Firwat da grad deen do Montant? Firwat net 10.000 Euro méi? Oder 10.000 Euro manner? Dofir hu mer nämlech kee Montant dran. Dat ass d'Erklärung.

Mee dat ass egal. Mir wouste jo souwisou, dass se net ugeholl géif ginn.

Déi zweet Saach ass: „pour l'année fiscale 2022 de manière rétroactive“. Ech mengen, d'Steierklärung mécht een am Joer 2023. Dat ass eng Saach.

An déi aner Saach ass: De 14. September huet d'EU-Kommissioun eng Iwwerprofitsteuer, „windfall tax“, fir fossill Industrien op d'Bee gesat an déi wäerte mer och hei musse ratifizéieren an déi ass och retroaktiv. Dofir war hei och déi Iddi mat der Retroaktivitéit. Ech mengen, dat gött dann dee Prezedenzfall, wou Lëtzebuerg dat muss héchstwahrscheinlech ratifizéieren,

well dat op EU-Plang ass. Just leider wäerte mir vun där doter Steier net vill hunn, well mer keng fossill Industrien hei am Land hunn. Mee mir mussen et awer ëmsetzen.

An dat heite wär eeben eng Méiglechkeet gewiescht, als Krisesteier, wéi gesot, dass wier jo just fir zwee Joer gewiescht, oder vläicht just fir ee Joer. Et hätt een awer déi Sue gutt kënne gebrauchen.

Mee mir waren eis schonn am Virfeld driwwer kloer, dass se ofgeleent géif ginn. Mee mir probéieren et ëmmer, och als lénk Politiker versti mer zwar awer e Bëssen eppes dervun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

Ech mengen, da kënne mer elo iwwert d'Motioun Nummer 3 ofstëmme.

**Vote sur la motion 3**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 3 ass bei 2 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), M. Laurent Mosar, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

**Motion 4**

Da komme mer zur Motioun Nummer 4, déi vun de Piraten deposéiert ginn ass.

Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Vlächcht nach eng Kéier ganz kuerz, firwat mer déi Motioun matbuecht hunn. Mir si mat deem Bréif konfrontéiert, deen 13 EU-Staaten un d'EU-Kommissärin Simson geschriwwen hunn, wou e „price cap“ um Gas gefuerdert gött. Virdrun am Zwëscheruff hunn ech héieren, dass Lëtzebuerg dat am COREPER de Moien ënnerstëtzt hätt. Ma da rennt déi Motioun hei an deem Sënn oppen Dieren an, fir net dat béist Wuert ze soen, wat d'Majoritéit hei ëmmer benotzt: „super-fetatoire“.

Et kéint ee jo dann emol eng Kéier soen: Ma wann am COREPER jo souwisou schonn dat ënnerstëtzt gouf, da

kann de Minister jo ouni Problem déi heite Motioun mathuelen an dat als Stäipe vu senger Positioun e Freiden am Energieconseil huelen. Well ech denken, datt et wichteg ass, datt deen Energiepräis-Cap kënn an datt deen op europäischem Plang kënn. A wann déi COREPER-Saachen ëffentlech wäeren, oder d'Chamber gebrieft géif ginn, wat d'Positioun vum Lëtzebuerger Staat an deene verschidde europäesche Gremie wär, da wär et jo einfach, ...

*(Interruptions)*

... da wär et jo einfach, da misste mer keng Motiounen schreiwen, déi herno als superfetatoire ofgewaatscht ginn.

An dann dat Lescht, an dat ass vläicht déi grouss Fro, déi ech un de Minister awer hunn: Firwat huet en de Bréif net mat ënnerschriwwen, direkt fir unzefänken?

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement. Den Här Energieminister fillt sech ugeschwat, freet d'Wuert a kritt d'Wuert och direkt.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Villmools merci. Also, dee Bréif, deen ass relativ spët zirkuléiert. An et ass och esou, dass an deem Bréif selwer net kloer ass, wéi déi Länner, déi ënnerschriwwen hunn, et mam Bannemarché hunn.

Dat heescht, mir si fir e „price cap“ oder fir e „price corridor“. Mee als e Land, dat 100 % vu sengem Gas importéiert, ass et eis och wichteg, dass d'Grenzen opbleiwen. An dat war an deem dote Bréif net esou kloer. Dat ass duerno vun de Belsch an hirem Mail – si hunn e Mail geschéckt – scho méi nuancéiert ginn. Ech war gëschter dräimol mat der belscher Ministesch a Kontakt a mir hunn dat de Moien am COREPER ënnerstëtzt.

An dat, wat nieft deem dote Bréif méi wichteg ass: D'Europäesch Kommissioun ass och mat engem Non-Paper, mat engem neie Pabeier, ënnerwee, dee mer elo e Freideg wäerten och ënnert de Ministeren diskutéieren. Dat heescht, déi Diskussioun fir e „price cap“ oder e „price corridor“ – wat vläicht méi eng, loosst mer soen, flexibel Léisung wier, fir dat selwecht ze erreechen –, déi mécht hire Wee. An ech sinn do um Ball fir ze kucken, dass mer do eventuell schonn e Freiden eng Eenegung kréien.

Wa mer net e Freideg eng hunn, hunn ech och derfir gesuergt, dass an der IEA (ndlr: International Energy Agency) déi Fro diskutéiert gëtt, wou jo dann och Amerika, Norwegen, Japan, Korea setzen. Japan a Korea: wichteg och, well jo beim flëssigen Äerdgas Europa deen eenzele gréisste Marché ass, a wann ee Japan a Korea zesumme kuckt, sinn déi lücht méi grouss. Dat heescht, wann een esou eppes mécht, brauch een och en Accord mat Asien. An ech hunn derfir gesuergt, dass den 3. Oktober och bei der IEA iwwert déi dote Fro diskutéiert gëtt. Dat heescht, mir sinn um Ball a mir hoffen, dass mer e Freiden an där wichteger Diskussioun weiderkommen.

Duerfir, wéi gesot: Ech mengen, ech kann Ärem Wunsch do gären nokommen. Mir ware souwisou schonn esou ënnerwee.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Energieminister. An da ginn ech d'Wuert un de Premierminister.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, ech wollt just soen, dass ech immens frou sinn, dass den Här Turmes dee Bréif net ënnerschriwwen hat, well mer déi Garantien net haten. An depuis le départ ass et e Punkt, dass verschidde Mesuren, déi gutt esou kléngen, awer Repercussioune kéinten hu fir e Land wéi Lëtzebuerg, dat esou wéineg selwer produzéiert.

Duerfir ass fir eis en oppene Maart ganz, ganz wichteg, an allkéiers kucke mer, dass dat eng vun de

Konditiounen ass bei all Mesure, déi geholl gëtt, déi mer als Regierungspositioun zréckbehal hunn.

Duerfir, dem Här Turmes ... gutt, souwisou consultéiere mir eis och, wa Saache mussen ënnerschriwwen ginn. An ech si ganz frou, dass déi Diskussiounen stattfonnt hunn an dass mer déi néideg Garantie kritt hunn, fir haut schonn am COREPER do kënnen d'Zoustëmmung ze ginn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Premierminister. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur, den Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Also, no deenen zwou Erklärungen sinn ech méi perplex wéi virduen. Am Ufank mam Zwëscheruff hat ech geduecht, d'Regierung géif dee Bréif hei ënnerstëtzen, wou kloer e „price cap“ drasteet. Elo gëtt scho vun engem Korridor geschwat. De Premier seet, datt een dee Bréif esou net ënnerstëtzt, well him d'Garantië feelen.

Also, ech stelle fest, datt, wann d'Majoritéit géint dat heite stëmmt, se géint dee Bréif ass a géint dat, wat déi 13 Länner, eis 13 Partner, doranner fuerderen.

*(Brouhaha)*

Mee dat kënn Der maachen. Dat ass eng politesch Ausso, Här Premierminister.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mee da sot dat einfach, anstatt dat Der sot: „Mir maachen et!“, mee a Wierklechkeet maacht Der et e Freiden dann awer net. Well de Conseil ass am Geheimen a mir gi souwisou net gewuer, wat do geschitt.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un de Premierminister.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, just wann Der erlaabt. Also, hei ginn et Proposen, ech hat virdu probéiert, mech ze bremse bei menger éischer Interventioun. Et ass mer zum Schluss net onbedéngt gelongen.

Mee hei gëtt probéiert ze soen, dass et egal ass, Haaptsaach, mir maache bei eppes mat, wou mer net déi néideg Garantien hunn, dass mer net op eng Kéier hei keng Energie méi kréien. Wann de Marché zou ass, dann hu mir e Problem vu Livraisoune. A gleeft mer et, dass déi Länner, déi ënnerschriwwen hunn, déi meescht vun deene selwer Produktiounen hunn!

Mir sinn tributär vu baussen. Dir wësst, dass mer 100 % vum Gas kréien, 100 % vum Pétrol, dee mer hunn, a vum Stroum 80 %. An dowéinst ass et eng verdammte Flicht vun eisem Energieministère, ze kucken, dass en zu Bréissel och d'Interête vu Lëtzebuerg verteidegt an net bei enger Initiativ derbäi ass, wou am Ufank deen éischte Punkt, dee fir eis wichteg ass – dass de Marché oppe bleift – net och garantiéiert ass.

Elo, wou déi Garantie do ass, wou den Här Turmes zesumme mat de Kolléeg geschwat huet an et fäerdgbruecht huet, dass mer déi Garantie kritt hunn, dofir war de Moien am COREPER déi Ënnerstëtzung, an och e Freideg.

Mee ech akzeptéieren net, dass hei gesot gëtt: „Wann een dat doten net ënnerschreift ...“ Also, mir sinn awer hei net op deem Niveau ukomm!

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

Dowéinst, Här President, ech hunn Iech hei näischt ze soen. D'Chamber ass fräi, mee ech wier frou, wann een hei responsabel géif handelen an net just

probéieren, Schlagzeilen ze hunn, dass mer géint e Präis-Cap sinn. Mir si fir e Präis-Cap, awer mat Garantien, dass mer och Energie hei kréien.

Wat hu mer vun engem Präis-Cap, wa mer keng Energie méi kréien?

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Premierminister.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Mee dat kënn dem Här Clement awer net an d'Zeitung.

**M. Fernand Etgen**, Président | Da komme mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 4.

**Vote sur la motion 4**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 22 Jo-Stëmme, 33 Nee-Stëmme a 4 Abstentiounen ofgeleent.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

## **7. Résolution de M. Claude Wiseler concernant l'appel aux autorités iraniennes à cesser la répression brutale des manifestations en Iran**

Da géif ech nach d'Wuert ginn un den Här Claude Wiseler fir den Depot vun enger Motioun, iwwert déi mer, esou wéi ech d'Gefill hunn, direkt duerno nach kënnen ofstëmme.

**Dépôt et exposé**

**M. Claude Wiseler** (CSV), auteur | Den Depot vun enger Resolutioun. Ech wollt dozou soen, datt et vill Verstéiss géint Mënscherechter op der Welt gëtt. A mir kënnen net zu all Verstouss heibanne Stellung huelen. Well esou Verstéiss och meeschtens a repressive Regimenter geschéien, ass et ganz oft esou, datt an deene Länner, wou se geschéien, kee Widerstand géint déi Verstéiss géint Mënscherechter ass, well d'Leit Angscht hunn, well se net kënnen, well se net wëllen a well se ënnerdréckt ginn.

Dat ass awer haut am Iran anescht mat dem Doud vum Mahsa Amini, enger jonker Fra vun 22 Joer, déi

an de Prisong gestach ginn ass, well se hir Kleeder falsch unhat, an am Prisong gestuerwen ass. Dat huet am Iran massiv Manifestatiounen a Protester bruecht mat enger ganzer Rei Doudeger an enger enorm héijer Zuel vun Arrestatiounen. Arrestatiounen a Massakere géint Leit, déi fir e klengen Deel vu Fräiheet sech agesat hunn, déi fir e klengen Deel vu Gläichberechtigung op d'Strooss gaange sinn, ënner enorm grouse Geforen all Dag, déi géint d'Ënnerdréckung vun der Fra, vun de Fraen am Allgemengen, sech agesat hunn, an dat och virun de Kamerae vun der Welt gewisen hu mat ganz vill Courage.

Dofir hu mer gemengt, datt mer sollten hei an der Chamber eis Solidaritéit ausdrécken der Famill vum Mahsa Amini, hire Frënn an all deenen, déi sech asetzen, fir géint déi Diskriminatiounen a géint déi Brutalitéit ze kämpfen.

Ech deposéieren eng Resolutioun, bei där ech wierklech frou sinn, datt alleguer d'Fraktiounen an alleguer d'Sensibilitéit se mat ënnerschriwwen hunn, well et ass e kloert an e wichtegt Zeechen, dat mer domat gemeinsam setzen.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Résolution**

*La Chambre des Députés, réitérant*

– son attachement à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 qui proclame que « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit » ;

– son attachement à la Charte des Nations Unies de 1945 proclamant l'égalité de droits des hommes et des femmes,

*considérant*

– que, selon l'ONG « Iran Human Rights », plus de 75 personnes ont été tuées en Iran lors de la contestation après la mort en détention de Madame Mahsa Amini ;

– l'arrestation de plus de 1.200 manifestants en Iran,

*soutenant*

– l'installation d'une enquête internationale dans l'affaire Amini,

*condamne avec force et fermeté*

– la mort en détention de Madame Mahsa Amini, citoyenne iranienne de 22 ans, après trois jours de coma suite à une arrestation par la police des mœurs iranienne le 13 septembre pour non-respect des lois discriminatoires sur le port obligatoire du voile en République islamique d'Iran ;

– les violations massives des droits de l'homme en Iran et à travers le monde,

*appelle*

– les autorités iraniennes à cesser la répression brutale des manifestations en Iran,

*proclame sa profonde solidarité*

– avec les familles et les amis des victimes en Iran ;

– avec les femmes et tout le peuple iranien ainsi qu'avec toutes les personnes discriminées ;

– avec les manifestants pacifiques en Iran, à travers le monde et au Luxembourg.

(s.) Claude Wiseler, Sven Clement, Yves Cruchten, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Josée Lorsché, Nathalie Oberweis.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Wiseler.

Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Resolutioun ergräifen? De Premierminister.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État** | Här Chamberspresident, ech wollt just der Chamber Merci soen, dass se dee Sujet hei och an der Chamber abordéiert. Ech wollt och just soen, dass ech am Numm vun der Regierung virun der UN-Generalversammlung d'lescht Woch eng Ried gehalen hunn, wou ech ee vun deene Rare sinn, deen iwuert deen dote Fall diskutéiert huet.

Ech muss Iech soen, et ass eng „police de la moralité“ – esou heescht déi –, déi Leit ëmbréngt. Ech si frou, wa mer als Lëtzebuerger, als Chamber souwéi als Exekutiv wierklech esou Comportementer condemnéieren. Et ass inakzeptabel!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Wien ass d'accord, datt mer dës Resolutioun à main levée ofstëmmen?

**Vote sur la résolution**

Wien d'accord ass mat dëser Resolutioun, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Resolutioun eestëmmeg ugehall.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt den 11. Oktober fir déi nei Sessioun nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

*(La séance publique est levée à 18.41 heures.)*

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Chemin repris 348 entre Warken et Burden	6420	André Bauler	63	Source Bel-Val	6691	Marc Spautz, Georges Mischo	69
Rapport mondial de l'ONU sur les drogues	6421	Nancy Arendt épouse Kemp	63	Centre de données à Bissen	6692	Laurent Mosar	70
Baisse de la consommation des produits biologiques	6430	Gusty Graas, André Bauler	63	Protection des données sur TikTok	6698	Fernand Kartheiser	70
Phénomène dit « Happy Slapping »	6534	Fred Keup	64	Bâtiments scolaires avec maison relais intégrée	6700	Jean-Paul Schaaf	71
Pénurie de bois de chauffage	6564	Martine Hansen	65	Formation militaire des forces ukrainiennes	6704	Fernand Kartheiser	71
Station de tram Hamilius	6587	Jeff Engelen	65	Déplacement forcé de mineurs ukrainiens	6708	Gusty Graas	72
Problème de livraison de voitures électriques	6610	Fernand Kartheiser, Fred Keup	65	Rémunération de collaborateurs externes	6712	Mars Di Bartolomeo	72
Concentration dans le secteur des bus au Luxembourg	6624	André Bauler	65	Bénévolat dans le cadre d'Esch2022	6721	Fred Keup	72
Transport fluvial	6647	André Bauler	66	Accidents en relation avec des poursuites policières	6722	Carlo Weber, Dan Biancalana	73
Scission de la ligne RGTR 682	6651	Jeff Engelen	66	Manifestations dans le cadre d'Esch2022	6723	Fred Keup	73
Réglementation drone européenne	6656	Fernand Kartheiser	66	Vente de terrains communaux aux fins de logements	6725	Semiray Ahmedova, François Benoy	73
Placement d'urgence d'enfants à la Kannerklinik du CHL	6658	Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti	67	Cancer de la peau	6726	Claude Lamberty, Carole Hartmann	74
Problèmes suite à l'introduction des nouveaux horaires des lignes RGTR	6668	André Bauler	68	Réserves en gaz naturel devant les côtes chypriotes	6727	Gusty Graas, Max Hahn	74
Terre arable	6679	Martine Hansen	68	Disparitions de mineurs	6728	Claude Lamberty, Carole Hartmann	75

Droit à un congé parental	6730	Léon Gloden, Marc Spautz	75	Impact de la crise actuelle sur l'activité des offices sociaux	6775	Mars Di Bartolomeo	88
Modernisation des cérémonies civiles liées aux funérailles	6732	François Benoy	76	Campagne de sensibilisation concernant la gestion des déchets	6776	Jean-Paul Schaaf	88
Médicament anticancéreux Trodelvy	6733	Sven Clement	76	Installations photovoltaïques en milieu agricole	6777	Martine Hansen, Paul Galles	88
Personnel de Luxair	6734	Marc Goergen	77	Funérailles de Mikhaïl Gorbatchev	6778	Fernand Kartheiser	89
Bande de jeunes « Dix-sept »	6735	Marc Spautz, Martine Hansen	77	Factures de vétérinaire impayées	6784	Gusty Graas	89
Concession en pharmacie	6737	Gilles Baum, Carole Hartmann, Gusty Graas	78	Indemnisation des volontaires du CGDIS pour les permanences et les gardes	6786	Marc Goergen	89
Cancer du sein chez l'homme	6738	Gilles Baum, Carole Hartmann, Gusty Graas	78	Emprisonnement d'un enseignant en Irlande	6787	Fernand Kartheiser	90
Vaccin contre le zona	6739	Gilles Baum, Carole Hartmann, Gusty Graas	78	Réfugiés ukrainiens	6788	Fernand Kartheiser	90
Agressions par une bande de jeunes au Luxembourg	6740	Fred Keup	79	Réseau de « Postomat »	6790	André Bauler	90
Arrêt de la Cour administrative dans le cadre de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles	6741	Jeff Engelen	79	Tarifs de rachat de l'électricité photovoltaïque	6791	Marc Lies	90
Parcs éoliens au Groenland	6742	Gusty Graas, Max Hahn	80	Équipement de diagnostic à ultrasons des hôpitaux	6792	Sven Clement	91
Cours du gaz naturel	6743	Marc Spautz	80	Incidents récents impliquant des fonctionnaires stagiaires du cadre policier	6793	Léon Gloden	91
Impact de l'augmentation du prix des carburants sur le transport public	6744	Marc Goergen	80	Plateforme informatique nationale de données énergétiques	6795	Max Hahn	91
Hausse des taux d'intérêts	6746	Mars Di Bartolomeo	81	Augmentation de la subvention d'intérêt et de la bonification d'intérêt suite à l'augmentation du taux d'intérêt directeur par la BCE	6798	Marc Spautz, Marc Lies	92
Secours aux animaux domestiques en cas d'incendie	6751	Claude Lamberty	81	Instructions pour la police dans le cas d'un « blackout »	6802	Marc Goergen	92
Tarifs des huissiers de justice	6753	Marc Goergen	81	Comptes de réseaux sociaux de membres du Gouvernement	6803	Marc Goergen	92
Écroulement d'un tunnel ferroviaire entre Wilwerwiltz et Kautenbach	6754	André Bauler	82	Mesures dans le domaine de la biodiversité	6805	Martine Hansen	93
Ligne ferroviaire 10 (Luxembourg–Ettelbruck–Gouvy)	6755	Martine Hansen, Emile Eicher, Aly Kaes, Jean-Paul Schaaf	82	État des forêts	6806	Cécile Hemmen	93
Transparence de la gestion et des finances du Kierchefong	6756	Josée Lorsché, Marc Hansen	82	Risque d'une guerre nucléaire	6808	Fernand Kartheiser	94
Échange d'informations fiscales dans l'Union européenne	6757	Josée Lorsché, François Benoy	83	Transport scolaire	6809	André Bauler	94
Pénurie d'enseignants dans l'enseignement fondamental	6760	Martine Hansen	84	Accord bilatéral de solidarité sur le partage de gaz	6810	Laurent Mosar	94
Effondrement de morceaux de falaise entre Ehnen et Hëttermillen	6761	Max Hengel	84	Livres scolaires	6812	Fred Keup	95
Statistiques dans le cadre de la pension d'invalidité	6762	Jeff Engelen	85	Projet pilote d'alphabétisation en français	6813	Fred Keup	95
Accessibilité des distributeurs d'argent	6764	Sven Clement	85	Lutte contre le moustique tigre	6814	Claude Wiseler, Martine Hansen	95
Accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées	6765	Sven Clement	85	Rupture de stock de certains médicaments	6815	Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen	96
Route du Nord	6766	Aly Kaes, Martine Hansen, Emile Eicher, Jean-Paul Schaaf	86	Réduction de l'utilisation de pesticides dans l'agriculture luxembourgeoise	6816	Myriam Cecchetti	96
Avortements « hors délais »	6768	Fernand Kartheiser	86	Subventions pour bornes électriques	6818	Marc Goergen	97
Taxe CO <sub>2</sub>	6769	Marc Goergen	86	« Stress test » pour la sécurité de l'approvisionnement électrique	6820	Martine Hansen, Paul Galles	97
Smart meter	6771	Sven Clement	87	Accès aux postes de direction dans l'enseignement secondaire	6821	Fred Keup	97
Lobbying dans le cadre de la vaccination contre la Covid-19	6772	Sven Clement	87	Heures supplémentaires dans l'enseignement secondaire	6822	Fred Keup	97
Exécution de cinq Palestiniens à Gaza	6773	Fernand Kartheiser	87	Non-respect de la durée de travail maximale au Centre national de formation professionnelle continue	6823	Fred Keup	98
Aide au développement en Inde	6774	Fred Keup	88	Utilisation de l'hexafluorure de soufre (SF <sub>6</sub> ) dans l'industrie électrique	6825	Fred Keup	98
				Bénéficiaires des offices sociaux	6826	Fred Keup	98
				Visite de travail dans les Territoires palestiniens occupés	6827	Fernand Kartheiser	99
				Changement d'horaires des trains de la ligne 10	6828	Martine Hansen	99

**Chemin repris 348 entre Warken et Burden** | Question 6420 (29/06/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Nieft dem Chemin repris 348 tëscht Waarken a Bierden, am Ausgang vu Waarken, wann ee Richtung Éislek fiert, läit een Terrain (kleng Wiss), op deem een nach eng fréier Strooss (ongeféier 100 Meter) entdecke kann, déi allerdéngs an engem ganz schlechten Zoustand ass.

Dësen ale Wee kéint awer nach duerchaus als Parksträife genotzt ginn, fir deene ville Leit, déi op de Plateau „Haardt“ spadséiere ginn, fir sech ze erhuelen, entgéintzekommen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Gehéiert dësen Terrain dem Staat?
2. Wa jo, ass den Här Minister gewëllt, dësen Tronçon als Parksträifen ze notzen, fir de Spadséiergänger méi Sécherheet a Confort ze bidden?
3. Wann nee, goufen et awer eventuell Kontakter tëscht dem Staat an der Gemeng, fir hei eng gutt Léiung ze fannen?

**Réponse** (19/07/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Dëse vum honorabelen Deputéierte beschriwwenen Terrain an déi sech hei befannent Strooss gehéieren net dem Staat. D'Wiss gehéiert enger Privatpersoun an déi ongeféier 100 Meter laang Strooss gehéiert der Gemeng Ettelbréck.

ad 2. Folgend dem Fait, datt dësen Terrain an och déi hei beschriwwene Strooss net dem Staat gehéieren, kann ech hei keng weider Aussoe betreffend dësen Iwwerleungen tätügen.

ad 3. Déi hei beschriwwene Problematik ass mir a menge Servicier net bekannt a bis dato gouf och nach kee Kontakt vun oder mat der Gemeng gesicht.

**Rapport mondial de l'ONU sur les drogues** | Question 6421 (29/06/2022) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Aus dem rezenten Drogerapport vun der UNO geet ervir, datt de Konsum vu Cannabis weltwäit an d'Luucht geet, besonnesch ënnert de jonke Leit. D'Experte féieren dës Entwécklung zum Deel op d'Legaliséierung vum Cannabis a verschidde Länner zréck. D'Hausse beim Konsum féiert derzou, dass d'Santésariichtungen ëmmer méi belaaucht ginn, sou d'Experten. Zesumme mam reegelméissege Konsum féiert virun allem déi méi staark Wierkung vum Haschisch a vum Marihuana zu ëmmer méi Suchterkrankungen, respektiv zu méi psycheschen Erkrankungen. Am Rapport steet och, datt an der Europäescher Unioun 30 % vun allen Drogentherapien op de Konsum vun Hanfprodukter zréckzeféiere sinn. An deem Kontext géif ech gär folgend Fro un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen.

– Wat fir Conclusiounen zitt d'Regierung virum Hantergrond vun der ugestriefter Legaliséierung vum Cannabis hei zu Lëtzebuerg aus dem UNO-Drogerapport?

**Réponse** (20/07/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

D'Regierung wëll de besteende Konsum vu Cannabis fir net medezinesch Zwecker zu Lëtzebuerg reglementéieren. D'Haaptzil ass et fir erauszefannen, ob een d'Gesondheet vun de Mënschen, déi mat Cannabis a Kontakt kommen, besser mat dëser Reglementéierung schütze kann.

Am UNO-Rapport vun 2022 iwwert Droge kann ee liesen, dass d'Legaliséierung vu Cannabis d'Hausse vum Cannabiskonsum vu jonken Erwuessene kéint acceleréiert hunn, währenddem d'Prevalenz vum Konsum vu Cannabis bei méi Jonken éischter stabil bliwwen wier. Dee selwechte Rapport ënnersträicht dann awer och, dass et nach Joerzénge braucht, fir de reellen Impakt vun neie Reglementatiounen vu Cannabis valid kënnen ze evaluéieren.

D'Auteurs vum Rapport consacréieren deemno zu Recht eng ganz Säit, fir déi Villzuel vun determinante Facteuren, méiglechen Tendenzen, Virbehalter an Erausforderungen a Saachen Impaktanalys opzezielen.

Als Beispill nennt de Rapport d'Tatsaach, dass a ville Staten a Juridictiounen aus Nordamerika scho virun deene respektive Legaliséierung vu Cannabis eng tendenziell Hausse vum Cannabiskonsum existéiert huet.

Et ass deem selwechte Rapport ze enthuelen, dass och a villen US-Staten, déi net legaliséiert hunn, trotzdem de Konsum vu Cannabis iwwert déi selwecht Zäitspan eropgaangen ass. Déi selwecht Erkenntnisser maachen d'Auteurs fir vill EU-Memberstaten.

En anert wichtegt Element aus dem UNO-Rapport 2022 ass déi confirméiert Tendenz vun der Hausse vum THC-Gehalt a Cannabisprodukten, déi parallel zu enger Hausse vun de Behandlungsufoeren oder Hospitalisatiounen wéinst Cannabis ze beobachten ass. Déi Hausse vun der Duerchschnittskonzentratioun an de Maximalkonzentratiounen vun THC a Cannabisprodukte gëtt och quesch duerch d'EU an och zu Lëtzebuerg säit Jore constatéiert.

Dem UNO-Rapport no sinn an der EU mëttlerweil „30 % vun allen Drogentherapien op de Konsum vun Hanfprodukter zréckzeféieren“, also a Länner wou de Cannabis net legaliséiert ass.

Wann een zousätzlech d'Geforen, déi duerch potenziell geféierlech Streckmëttelen an d'Zoufuge vun zum Beispill nach gréisstendeels méi geféierleche synthetesche Cannabinoiden a Cannabisprodukten, déi um illegale Marché verdréiwte ginn, betruecht, da gëtt engem séier bewosst, dass den aktuell existéierenden an net kontrolléierbaren illegale Marché vun ëmmer méi verschiddeenen a méi geféierleche Produkten, déi do circuléieren, onkalkuléierbar Riske fir de Konsument duerstellt, deen ëmmer manner Méiglechkeeten huet, fir iwwerhaapt ze wëssen, wat en da schlussendlech keeft a consomméiert.

An deem Sënn ass et wichteg, Tendenzen an nei wëssenschaftlech Erkenntnisser, déi an internationalen an nationalen Drogeberichter beschriwwen ginn, ze suivéieren, mee och op Basis vun den Evolutiounen, déi an deem Rapport beschriwwen oder confirméiert ginn, faktebaséiert an encadréiert legal Reajustementer virzehuelen, fir dem wuessenden illegale Cannabismarché, deen op Maximisatioun vu Profit baséiert an dat ouni Récksiicht op déi wuessend Riske vir de Konsument, entgéintzewierken.

**Baisse de la consommation des produits biologiques** | Question 6430 (30/06/2022) de **M. Gusty Graas** | **M. André Bauler** (DP)

A Frankräich ass am Joer 2021 eng Baisse vum Konsum vu Bioliewensmëttel am Verglach zum Virjoer festgestallt ginn. D'lescht Joer louch de Gesamtwäert vun de verkaafte Bio-Liewensmëttel bei 12,66 Mrd. Euro, eng Baisse vun 1,4 % par rapport zu 2020. D'Entwécklung am Liewensmëttelhandel, wéi Supermarchéen a Biobutteker war änlech. De Gesamtverkauf vun de grouse Supermarchéen ass op

6,67 Mrd. Euro gefall, 3,9 % manner wéi d'Joer virunner.

Am Géigesaz huet d'Kultivéierung vu biologesche Flächen a Frankräich 2021 2,78 Milliounen Hektar entsprach, eng Hausse vun 9,0 % am Verglach zu 2020.

Deementspreechend ass déi franséisch Associatioun fir Biolandwirtschaft FNAB besonnesch alarméiert a gesäit dës Entwécklung als „heftege Réckschlag“.

An deem Kader wollt mir dem Här Wirtschaftsminister an dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung folgend Froe stellen:

1. Sinn zu Lëtzebuerg änlech Tendenze wéi a Frankräich, wat de Verkauf vu Bioliewensmëttel ugeet, ze erkennen? Wéi huet sech de Gesamtwäert vun de verkaafte Bioliewensmëttel iwwer déi lescht zwee Joren zu Lëtzebuerg entwéckelt?

2. Falls et och zu Lëtzebuerg zu engem Réckgang vum Verkauf vu Bioliewensmëttel komm ass, wat sinn d'Ursaache fir dës Réckgang?

3. Sinn d'Präisser vu Bioliewensmëttel am Einzelhandel tendenziell méi oder manner vun der aktueller Präisdeierecht betraff wéi déi konventionell Produiten?

4. Wéi gesäit et mat de Produktionskäschten aus? Si Biobauer méi oder manner vun der aktueller Präisdeierecht betraff?

5. Kann ee schlussfolgeren, datt de Marché vu Bioproduite saturéiert ass, oder mengen d'Häre Ministeren, datt d'Demande no Bioproduiten an Zukunft weider steige wäert?

6. Här Landwirtschaftsminister, wat ass am nächsten Agrargesetz virgesinn, fir den Iwwergang op d'Biolandwirtschaft besser ze féieren?

**Réponse** (05/10/2022) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. bis 3. All Joer sammelt de Statec iwwer seng permanent Émfro zum Haushaltsbudget (enquête permanente sur le budget des ménages – EBM<sup>1</sup>) d'Zomm vun den Ausgabe fir Liewensmëttel vun de Lëtzebuurger Stéit, och de Montant vun den Ausgabe fir Bioliewensmëttel gëtt esou erhewen. D'Donnéeën, op déi de Statec sech fir d'Aschätzungen heidrënner beriff, bezéien sech just bis op d'Joer 2021, et sinn nach keng méi rezent Donnéeën verfügbar, well d'Émfro zum Haushaltsbudget 2022 nach amgaangen ass, déi Resultater wäerten net virum Fréijour 2023 kënnen publizéiert ginn.

An der Publikatioun „Regards“ N. 12 vun 2020<sup>2</sup> war duergestallt ginn, dass den duerchschnittleche Bio-Undeel vun den Ausgabe fir Liewensmëttel vun de Lëtzebuurger Stéit am Joer 2018 12 % war, woubäi et weesentlech Ënnerscheeder gëtt ofhängeg vun der Aart vu Produkt oder dem Akommes vum Stot. Déi beléiftste Bioproduite bei de Konsumente si Liewensmëttel fir Bëbeeën, Hunneg, Eeër, Miel a Kären, Mëlch an Uebst a Geméis.

Méi rezent Donnéeën vun der EBM weisen, datt dësen Trend iwwert d'Zäit zimmlech stabill bliwwen ass: Et waren 12 % am Joer 2019 an 11 % am Joer 2021. Fir 2021 ass also just eng ganz liicht Baisse vum Undeel vun Ausgabe fir Bioliewensmëttel festgestallt ginn. Och d'Variatiounen jee no Produktkategorie an Akommes vum Stot si stabill bliwwen.

<sup>1</sup> <https://statistiques.public.lu/fr/enquetes/enquetes-particuliers/budget-menages-conditions-vie.html>

<sup>2</sup> <https://statistiques.public.lu/dam-assets/catalogue-publications/regards/2020/regards-12-20.pdf>

ad 4. D'Biobauere si vun der aktueller Präisdeierecht änlech betraff wéi déi konventionell Betriber, d'Produktionsmëttel wéi Fudder, Mazout, etc. si fir all d'Betriber an d'Luucht gaangen.

ad 5. Op laang Siicht wäerten sech déi Liewensmëttel um Maart duerchsetzen, déi een nohaltegen Impakt hunn. D'Bioproduite sinn do gutt opgestallt.

ad 6. Am Kader vun neien Agrargesetz gi Mesuren aus dem aktuelle Plan d'action national, kuerz PAN-Bio weidergefouert. Des Weideren ass virgesinn, datt d'Ställ fir Investitiounsbäihëllefen nëmmen dann eligibel sinn, wann se d'Norme vun der Biolandwirtschaft erfëllen. Domadder soll fir den eenzele Betrib d'Decisioun, fir op Biolandwirtschaft ëmzeklappen, vereinfacht ginn.

### Phénomène dit « Happy Slapping » | Question 6534 (22/07/2022) de M. Fred Keup (ADR)

D'Kriminalitéit huet an deene leschten 20 Joer zu Lëtzebuerg staark zougeholl. Bei der Unzuel vun Iwwerfäll läit Lëtzebuerg vir bäi am Spëtzelopelton vun alle Länner an Europa. Allerdéngs gëtt nëmme wéineg vun den Autoritéiten no bausse kommunizéiert, an d'Transparenz gëtt verhënnert. Sou gouf beispillsweis op meng parlamentaresch Fro Nr. 5457, déi sech mat deemem Sujet beschäftegt hat, geäntwert: „D'Police féiert keng Statistiken iwwert d'Zuel vu Faiten, déi kommunizéiert respektiv net kommunizéiert ginn. Déi absolut Zuelen zu den Strofdote ginn integral an der järelecher Kriminalitéitsstatistik vun der Police verëffentlecht.“

Mat de rezenten Atrocitéiten am Zesummenhank mat der Täterband, déi sech selwer „17“ beziungsweis „1Block7“ beziungsweis „17 Antisistema“ nennt, gouf een neien trauregen Déifpunkt an dëser Entwécklung erreicht. Och wat de Manktem un Transparenz säitens den Autoritéiten ugeet. Sou heescht et am Artikel „Die Omertà der Opfer“ („Luxemburger Wort“ vum 22. Juli 2022): „Konkrete Zahlen zu festgestellten Taten will aus ermittlungstechnischen Gründen auch hinter vorgehaltener Hand niemand nennen.“

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Policeminister an un d'Madamm Justizminister:

1. Kann d'Regierung am Zesummenhank mat der genannten „Happy Slapping“-Tätergrupp konkret Zuelen nennen, wat d'Affer an d'Täter ugeet? Vu wéi enger Donkelziffer geet d'Regierung aus?
2. Si schonns verschidden Täter vun deene genannte Gruppen identifizéiert? Wa jo, wéi vill? Wat weess een iwwer dës Persounen (Alter, Geschlecht, Nationalitéit asw.)?
3. Ass scho gewosst, wat mat dësen Täter geschéie wäert beziungsweis wou se hikommen? Wann net, feelt et den zoustännegen Instanzen u Kapazitéite beziungsweis un deenen néidegen Infrastrukturen, fir dës Täter onschiedlech ze maachen?

4. Gëtt et säitens der Regierung ee konkrete Plang, wéi d'Gesellschaft, a besonnesch eis Kanner, virun esou Verbriecher geschützt solle ginn?

**Réponse** (26/09/2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. bis 3. Vu dass et sech bei dëse Faiten ëm eng lafend Affär handelt, spillt de „secret de l'instruction“. Deemo decidéiert alleng de Ministère public iwwer d'Opportunitéit, fir doriwwer öffentlech ze kommunizéieren.

ad 4. All Bierger, deen Affer vun enger Strofdot ass oder berechtegt Hiweiser huet, dass en et kéint ginn, kann a soll sech un d'Police adresséieren. Heifir bitt d'Police och op hirer Internetsäit ënnert de Rubricen „prévention“ an „aide aux victimes“ an dräi Sproochen (FR/EN/DE) Preventiounsmoosnamen a Verhalensmesuren un.

Onofhängeg dovunner huet d'Police och d'Obligatioun, fir d'Erhale vun der öffentlecher Uerdnung an d'Sécherheet vun Bierger ze suergen. Dowéinst analyséiert d'Police kontinuierlech all Virfäll um nationalen Territoire, fir séier adaptéiert Mesuren zum Schutz vun de Bierger an Institutiounen kënnen ze ergräifen.

D'Preventiounsservicer vun der Police bidden ausserdeem Coursen am Beräich Gewaltpreventioun un. Hei gi vill Theemen ugeschwat, wéi Mobbing, Cybermobbing, kierperlech a psychesch Gewalt, a wéi een sech ka verhalen, wann ee mat där Problematik konfrontéiert gëtt. Dës Coursë ginn op Demande vun de Schoule souwuel am Fundamental wéi och am Secondaire ugebueden, dat am ganze Land.

Bei de Jugendhaiser ass d'Police Partner, fir sougenannt „guides d'intervention“ auszeschaffen. Dës Guidë renseignéieren doriwwer, wéi een a bestëmmte Fäll muss reagéieren (z. B. fir Educateuren, wéi si mussen reagéieren, wa bei engem Jugendlechen de Verdacht besteet, dass en illegal Substanzen hält oder bei sech huet, wie muss an deem Fall a Kenntnis gesat ginn etc.). Esou e Guide kann och am Beräich Gewalt opgestallt ginn.

A verschiddene Stied schafft d'Police och mat „street worker“ zesummen.

D'Police ass och disponibel, fir Coursen am Beräich Gewaltpreventioun grad ewéi Drogepreventioun an der Grondausbildung vun Léierpersonal unzebidden, fir dem Schoulpersonal d'Rechter an d'Flichten an där Thematik méi no ze bréngen. Et géif dorëms goen, fir datt d'Léierpersonal eng Grondkenntnis kritt an dann och scho preventiv villem virgräife kann a Kanner op dës Theeme preparéiere kann.

D'Police mécht och regelméisseg am ganze Land souwuel zu Fouss wéi mam gezeechenten Auto Patrulle bei de Schoulen a Lycéeën, fir Presenz ze markéieren. Dëst ass eng vun deene ville Missiounen, déi déi respektiv Policeunitéiten am Kader vun hiren alldeegleche virgeschriwwenen Aufgaben ze erfëllen hunn.

Zousätzlech zu den Interventiounen vun der Police setzt sech de Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse mat sengen Administratiounen fir d'Sécherheet vu Jonken an der Schoul an och ausserhalb vun der Schoul an. Souwuel um Niveau vun de (potenziellen) Victimme wéi vu (potenziellen) Auteurs, deenen hir Dote bal ëmmer op eng Détresse psychosociale zeréckzeféiere sinn, bidden de CEPAS, den SNJ, de SCRIPT an den ONE souwuel individuell Hëllef wéi och allgemeng Sensibilisatiounscampagnen un.

Den ONE assuréiert d'Prise en charge vu Kanner, Jugendlecher a jonk Erwuessener bis 27 Joer, egal ob se als Täter oder als Affer an engem Dossier optauchen. Si erhalen eng individuell Hëllef, déi op hir Besoinen an dat, wat si erlieft hunn, ageet. Den ONE ass souwuel a senger regionalen Antenne wéi iwwert eng telefonesch Helpline erreechbar.

Nieft der Police bitt och d'Initiativ BEE SECURE zënter 2010 Sensibilisatioun an Informatioun iwwert de sécheren a responsablen Émgang mat Medien an Technologie fir Kanner, Jonker an hiert Émfeld (Elteren, Grousselteren, Educateuren an Enseignanten) un.

D'Aktiounen vu BEE SECURE berouen op dräi Piliere:

- Sensibilisatioun: Systematesch Formatiounen fir Kanner a Jonker, déi dat kritescht Denken iwwer Praktiken an Inhalter am Netz férdere, ënner anerem „hate speech“ an aner Formen vu Gewalt, déi online am Émlaf sinn. Den Haaptmessage, deen an deemem Zesummenhank diffuséiert gëtt, ass dee vun respektvollen Émgang mat aneren, sief et online oder offline. Och de Phenomeen „Happy Slapping“ gëtt bei dësen a weidere Sensibilisierungsaktiounen thematiséiert.
- D'Signalement vun illegalen Inhalter: Iwwert d'„BEE SECURE-Stopline“ kann all Bierger op eng anonym Aart a Weis illegal Inhalter (z. B. den Opruff zu Gewalt an Haass) mellen.
- Berodung: D'„BEE SECURE-Helpline“ ass e Kontaktpunkt fir all déi Leit, déi wëllen anonym a vertraulich Hëllef a Berodung kréien, dëst a Bezuch op Theeme ronderëm d'Sécherheet am Internet. Dorënner falen och Sujeten ewéi Haass a Gewalt um Internet.

Zousätzlech ass 2021 den neie Projet „S-Team: Setz dech an!“ vu BEE SECURE lancéiert ginn, un deem schonn 30 Arichtungen deelhuele. Dëse Projet, deen an Zesummenaarbecht mam SNJ, dem SCRIPT an dem CEPAS an de Schoulen a Maison-relais emgesat gëtt, dréit derzou bäi, Kanner a Jonker ze stäerken a sech fir e gewaltfräit Émfeld anzesetzen. Si ginn encouragéiert, an der Schoul oder Maison relais Aktivitéiten ze plangen an ëmzesetzen, déi sech géint Gewalt a fir e komerodschaftlecht Mateneen ausschwätzen.

Nieft den Interventiounen vu BEE SECURE férdert och de CePAS Gewaltpreventioun an de Lycéeën. Dat psychosozio-educatiivt Personal aus de Lycéeën, konkret de SePAS an den SSE, ass e wichtegen Acteur, fir ze hëllefen, zu engem positive Schouklime bäize droen an déi Jonk ze ënnerstëtzen am Émgang mat Aggressivitéit a Gewalt, sief et déi Jonk, déi Gewalt ausüben, oder och déi Jonk, déi Gewalt vun aneren erdroe mussen. Heibäi gëtt eng „whole school“-Approche benotzt, déi op der kollektiver Verantwortung vun der ganzer Schoulcommunautéit berout, fir d'Gewalt an d'Belästegung preventiv anzegrenzen an se dann en charge ze huelen, wann et zu engem Gewaltausbroch oder enger Belästegung këmmt. Prezis Prozeduren, wéi am Lycée mat Gewalt a Belästegung emgaang gëtt a wéi se erméiglechen, Affer an Zeie vu Gewalt a Belästegung ze ënnerstëtzen an ze begleeden, wäerten am Hierscht 2022 op eng transparent Aart a Weis alle Bedeelegte kommunizéiert ginn an esou zu engem bessere Verständnis vun der Prise en charge bäidroen, an där de SePAS als éischt Ulafstell eng zentral Roll spillt.

Och en neie gesetzleche Kader dréit zur Bewältegung vu Phenomeener wéi „Happy Slapping“ bäi. Ufank des Jores huet d'Regierung dräi Projets de loi deposéiert, déi zesummen d'Jugendschutzgesetz vun 1992 ersetze sollen. D'Gesetzesprojete 7991 a 7994 féieren eng kloer Trennung zwësche Schutz- a Strofrecht an. Auteurs vun Infraktiounen ginn an Zukunft kloer fir hir Dote responsabiliséiert, kënnen awer och weiderhin op Hëllef am Kader vun neie Jugendschutzgesetz zeréckgräifen, wat hinnen hëlleft, déi Problemer ze bewältigen, déi d'Ursaach vun hirem gesetzbreiende Verhale sinn. De Projet de loi 7994 leet weiderhin e grouse Fokus op Preventioun a féiert sougenannt „mesures préventives“ an, wat zum Zil huet, d'Offer am Beräich Preventioun weider auszebauen. Zousätzlech sollen d'Schutzmoosnamen fir Mannerjäreger, déi Affer oder Zeie vun enger Strofdot gi sinn, duerch de Gesetzesprojet 7992 verstärkt ginn. An deem si verschidde geriichtlech Schutzmesurë virgesinn, déi als Zil hunn, d'Sécherheet vun Mannerjäregeren ze garantéieren an e virun eventuelle



Repressalie wéinst senger Ausso ze schützen. Zum Beispill solle verschidde perséinlech Informatiounen vum Mannerjärege, ënner anerem seng Adress, aus dem penalen Dossier kënnen ausgelooft ginn.

**Pénurie de bois de chauffage** | Question **6564** (28/07/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Den Ausbau vum den erneierbaren Energien ass essenziell, fir dass ons d'Energietransitioun geléngt, souwéi dass mir méi onofhängeg vun de fossillen Energië ginn. Leider kënnen awer vill eeler Haiser net mat enger Wärmepompe ausgestattet ginn, soudass Holz als eenzeg alternative Brennstoff zu Mazout a Gas a Fro kënn. Laut dem Artikel „Angst vor Engpässen“ aus dem „Luxemburger Wort“ (28. Juli 2022) besteet eng Gefor vu méiglechen Enkpäss beim Holz, vu dass d'Nofro no Brennholz, Pellets an Holzschnitzel héich, a gläichzäiteg awer net genuch eenheemescht Holz um Marché ass.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen an d'd'Madamm Ëmweltministesch an den Här Energieminister stellen:

1. Kënnen d'Ministeren dës Informatiounen bestätegen?
2. Wëllen d'Ministeren an Zukunft op den Import vu Brennholz setzen, fir der Demande gerecht ze ginn? Oder gétt et Léisungen, fir d'Ugebot zu Lëtzebuerg ze erhéijen? Gétt eng vun deenen zwou Léisungen preferéiert? Wa jo, wéi eng a firwat?
3. Wéi wäit gétt hautzudaags schon den Bedarf vu Pellets an Holzschnitzel vun eenheemeschem Holz gedeckt?

**Réponse** (26/09/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministere de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring**, Ministere de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Opgrond vun der Präishausse bei de fossillen Energieträger an dem Krich an der Ukrain ass d'Nofro fir Holzbrennstoffen an de leschte Méint an d'Luucht gaangen. Laut Informatiounen vun Acteuren aus dem Secteur kann et jee no Energieholzsegment zu temporären Enkpäss kommen. Zousätzlech ass ze erwänen, dass net all Wunnhaiser géeege sinn, fir eng Wärmepompe anzubauen, virun allem an ale Gebaier.

ad 2. Am Joer 2021 goufe laut Statec 91.406 m<sup>3</sup> Holzbrennstoffen (Brennholz, Pellets an Hackschnitzel) importéiert. Dës Brennstoffen goufen zum gréissten Deel aus eiser Groussregioun importéiert. Aus energieetescher an ekologescher Siicht ass et net sënnavoll, Energieholz iwwer laang Distanzen ze importéieren. Zu Lëtzebuerg gétt an der Zukunft d'Kaskadennotzung ausgebaut, dat heescht, dass d'Beschholz net direkt energieetesch genotzt gétt, mee dass d'Holz, wat vun der Qualitéit hier an enger éischter Notzung fir ee méi héichwäertegen Zweck genotzt ka ginn, do agesat gétt, an da spéider eréischt um Enn vun der Kaskadennotzung der energieetescher Verwäertung zougefuert gétt.

ad 3. 2021 si laut dem Statec 123.191 m<sup>3</sup> Pellets zu Lëtzebuerg produzéiert ginn, wouvu 47.258 m<sup>3</sup> exportéiert gi sinn. Zousätzlech goufen 21.307 m<sup>3</sup> aus Däitschland, Frankräich an aus der Belsch importéiert. Déi national Hackschnitzelproduktioun louch 2021 laut dem Statec bei 768.948 m<sup>3</sup>, wouvu 47.259 m<sup>3</sup> exportéiert gi sinn. Den Import vun Hackschnitzel louch bei 60.964 m<sup>3</sup>. Dem Statec léie keng Donnéeën iwwer d'Origine vum Holz fir d'Pellets- an Hackschnitzelproduktioun vir.

Laut enger Ëmfro vun der ANF louch 2020 bei sämtleche Gemengen de Bedarf un Holz fir an déi zirka

52 Hackschnitzelheizung bei 25.000 Festmeter. An den nächsten zwee Méint ass eng nei Ëmfro bei de Gemengen geplangt. Do gétt dann och nogefrot, ob d'Holz aus dem eegene Gemengegebëscht kënn oder zoukaaft gétt.

**Station de tram Hamilius** | Question **6587** (01/08/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den Tramhalt Hamilius schaaft eng geféierlech Verkéierssituatioun, déi besonnesch Foussgänger betrëfft. De vill befuerene Busquai mécht et néideg, dass esouwuel Bussen aus der Montereysavenue wéi och vum Boulevard Royal iwwer d'Tramsschinn fuere an hei och de Wee vu Foussgänger kräizen. Fir Stauen an eng Behënnerung vum Tram ze verhënneren, muss dës Busverkéier relativ schätzeg vir sech goen. D'Foussgänger hunn awer Prioritéit, fir iwwer de Buswee op den Tramhalt ze goen. Och hire Wee iwwer d'Tramsschinnen ass net mat Verkéierszeeche gereegelt.

Duerfir hätt ech dës Froen an den Här Verkéiersminister:

1. Ass et op dëser geféierlecher Plaz schon zu Tëschefäll oder liichten Accidenter komm?
2. Gétt un enger Léisung geschafft, déi zefriddestellend dat héicht Opkommen u Foussgänger, Bussen an Trammen op dëser Plaz reegele kann?
3. Firwat ass net hei vun der fréierer Aldrénger Plaz en Deel vun der Tunnelinfrastruktur bäibehale ginn, fir d'Foussgänger ënnerierdesch iwwer de Boulevard Royal ze bréngen mat entsprechendem Accès fir déi zwee Tramsquaien?
4. Wäer eng Iwwerféierung, wéi et si um Kierchbiereg gétt, eng Solutioun, fir d'Foussgänger aus dëser Geforenzon ze huelen?

**Réponse** (26/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

Mat senger parlamentarescher Ufro wëllt den Deputéiert Jeff Engelen sech iwwer den Tramhalt um Hamilius informéieren.

Den Arrêt Hamilius ass déi meescht benotzte Statioun vum Tram nach virun der Gare centrale. Mir hu säit Dezember 2020 um Hamilius ee liichten Accident mat engem Passant ze verzechnen. Zousätzlech sinn och um Hamilius déi enregistriert geféierlech Situatiounen méi niddreg wéi beispillsweis op der Gare.

D'Signalisatioun an d'Verkéiersreegelen inneruerts sinn eng Gemengekompetenz a goufen dofir an enker Ofstëmmung mat der Stad Lëtzebuerg decidéiert. Och d'Féierung vun de Foussgänger ass eng Gemengekompetenz.

Déi aktuell Léisung ass konform zu de Richtlinnen ausgefuert ginn. Et gétt am Moment keng Bestriewungen, eppes ze änneren; d'Tunnelinfrastrukture si mëttlerweil duerch d'Parkrampe vum Parking « Royal-Hamilius » beluecht an d'Foussgänger erëm un der Dagesluucht.

Eng Léisung mat Foussgängertunnelen oder Passerellen entsprechen net mengem Virstellung vum engem moderne Stadbild a sinn net féerderlech fir eng inklusiv an accessibel Stad.

**Problème de livraison de voitures électriques** | Question **6610** (04/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Fred Keup** (ADR)

Am Artikel „Elektroautos bald wieder Rarität? Wichtige Rohstoffe werden knapp“, deen den 21. Dezember

2021 um Site vun „Auto24“ publizéiert an den 1. Juli aktualiséiert gouf, heescht et, dass et an den nächste Joren nees zu Liwwerschwieregkeete bei Elektroautoen kéint kommen, well wichteg Rohstoffe, nottament sielen Äerde kënnen knapp ginn, déi am Ablack iwwerwiegend an der Volleksrepublik China ofgebaut ginn.

An deem Zesammenhang géife mir der Regierung gären dës Froen stellen:

1. Sinn der Regierung déi beschriwwen potenziell Knappheete bekannt?
2. Kann d'Regierung matdeelen, wéi si am Beräich vun der Elektromobilitéit zukünfteg eng national politesch an ekonomesch Ofhängegkeet vun eenzele grouse Staate verhënnere wëll?

**Réponse** (03/10/2022) de **M. Franz Fayot**, Ministere de l'Économie | **M. François Bausch**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

D'Regierung suivéiert souwuel de geopolitesche Kontext wéi och d'Situatioun vun de Liwwerketten. Den national Handlungsspillraum, fir d'Offer an d'Zouliwwerung vun Elektromobilitéitsléisungen ze beaflossen, ass limitéiert, dofir ënnerstëtzt d'Regierung op europäeschem Niveau eng ganz Rei Efforten an deem Beräich.

D'Europäesch Kommissioun ass sech der strateegescher Wichtigkeet vun enger europäescher Batterieversuergungskette bewosst an huet – encouragéiert vun de Memberstaaten – d'European Battery Alliance am Oktober 2017 lancéiert. Dat gemeinsaamt Zil ass, eng staark a kompetitiv europäesch Batterieindustrie opzebauen, andeems innovativ Projeten ënnerstëtzt ginn, déi vu Biergbau bis Recycling reechen.

D'EU wëll och kritesch Batteriematerialien an der europäescher Wäertschöpfungskette schützen, soudatt déi Materialien disponibel si fir déi zukünfteg Elektroautoen an och fir aner Produkter. Dës ass am europäesche „Strategic Action Plan on Batteries“ am Joer 2018 duergeluecht ginn.

D'Kommissioun schafft dofir och mat der Revisioun vun der Veruerdnung vun 2006 iwwer Batterien an Offallbatterien op méi strikte Batteriereglements, fir de ganze Liewenszyklus vun de Batterien ze encadréieren, et gétt erwaart, dass déi nei Reegelen an de Joren 2022 bis 2023 a Kraaft trieden.

Ënnert anere Moosnamen gesäit déi nei Reegelung vir, obligatoresch Viraussetzung fir Nohaltegkeet festzeleeën (wéi Reegelen zum Carbon Footprint, zum Minimum u recycleiertem Inhalt, a Leeschtungsan Haltbarkeetskriterien), d'Afféierung vun engem „Batteriepass“ (fir d'Tracabilitéit ze garantéieren) an Ufuerderunge fir d'Enn vum Liewenszyklus vun de Batterien. Et ass och virgesinn, Verpflichtungen anzeféieren fir déi wirtschaftlech Acteuren, déi d'Rostoffer besuergen.

D'Kommissioun iwwerschaaft och de Moment d'Direktiv zu den alen Autoen. Eng legislativ Propositioun dozou soll nach 2022 virgestallt ginn, d'Direktiv soll ugepasst ginn, fir bei den alen Autoen en héijen Niveau vu Recycling an Neiverwäertung vu wäertvolle Materialien ze erméiglechen an ze garantéieren.

**Concentration dans le secteur des bus au Luxembourg** | Question **6624** (08/08/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Le marché luxembourgeois des transports en autobus et en autocars se distingue à l'heure qu'il est par différents mouvements de rapprochement et de coopération, voire des fusions. La dernière opération de fusion a en effet eu lieu le 1<sup>er</sup> juillet dernier si bien que le

secteur du transport de personnes se caractérise actuellement par plusieurs poids lourds.

Parmi les raisons de ces opérations de fusion l'on cite souvent des problèmes de succession au sein des familles fondatrices de telles sociétés ou encore la nécessité de disposer d'une taille minimale optimale (TMO) afin de réduire les coûts d'exploitation.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution du nombre de sociétés d'autobus et d'autocars depuis 2012 tout en tenant compte de l'évolution des matériels et des personnels y engagés ?

– Monsieur le Ministre peut-il évoquer les causes qui expliquent ces opérations de coopération, voire de fusion ?

– Vu la réduction progressive du nombre de sociétés de transport de personnes, est-il dès lors justifié de parler d'un net mouvement de concentration horizontale sur le marché domestique ?

– Dans l'affirmative, le Conseil de la concurrence suit-il régulièrement ces mouvements afin d'éviter que ne se forme une structure oligopolistique qui influe sur la formation des prix ?

**Réponse** (13/10/2022) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député souhaite s'informer sur l'évolution du marché luxembourgeois des transports en autobus et autocars et des mouvements de rapprochement et de coopération, voire de fusions de sociétés.

Pour ce qui relève du domaine du transport public par autobus, il y a eu plusieurs coopérations et fusions de sociétés au cours des dernières années. Même si de telles opérations ont eu lieu en juillet dernier ou ne sont visibles que depuis lors, cela constitue plutôt une formalisation administrative puisque certaines sociétés étaient déjà gérées au sein d'un même groupe depuis plusieurs années.

Le département de la mobilité et des transports ne détient pas de statistiques sur l'évolution du nombre de sociétés d'autobus et d'autocars depuis 2012, y compris de l'évolution du matériel roulant et du personnel y engagé.

Un « mouvement net de concentration horizontale » n'est pas un cas de figure répertorié en droit de la concurrence. Il est toutefois établi qu'en cas de fusion ou d'acquisition d'entreprises et en l'absence de nouveaux entrants sur le marché en cause, une augmentation de la concentration a lieu sur un marché concerné.

Le Conseil de la concurrence, muni des prérogatives dont il dispose et en l'absence d'un contrôle des concentrations à l'heure actuelle, peut seulement sanctionner tout abus de position dominante établi. Le Conseil de la concurrence est attentif aux évolutions dans le secteur des autobus et autocars, ayant par ailleurs déjà rendu une décision en 2017 dans l'affaire Transport Union Lëtzebuerg (<https://concurrency.public.lu/fr/publications/communiqués/TUL.html>).

Afin de mieux encadrer les phénomènes de concentration et d'éviter la survenance de structures potentiellement anticoncurrentielles, le Ministère de l'Économie travaille actuellement sur la mise en place d'un système national de contrôle des concentrations. Le bilan intermédiaire de ces travaux et du processus de consultation mené a été publié en juillet de cette année ([https://gouvernement.lu/fr/actualités/toutes\\_actualités/](https://gouvernement.lu/fr/actualités/toutes_actualités/)

communiqués/2022/07-juillet/13-contrôleconcentrations-entreprises.html) et il est actuellement prévu de soumettre un projet de loi relatif à la mise en place d'un contrôle des concentrations durant la première moitié de l'année 2023.

**Transport fluvial** | Question **6647** (10/08/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Sou wéi et ausgesäit, wäert de Rhäin e Freideg bei Koblenz net méi fir d'Schëffer ze passéiere sinn. Dat wäert och Konsequenze fir Lëtzebuerg hunn, speziell och fir d'Belüftung am Mäerterter Hafen.

Aus deem Grond wollt ech dem Här Wirtschaftsminister an der Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung folgend Froe stellen:

1. Wéi ass de Waasserpegel vun der Musel an de leschte Méint evoluéiert?
2. Bis wéini riskéiere keng Schëffer méi op der Musel fueren ze kënnen?
3. Riskéieren d'Transportproblemer um Rhäin dozou ze féieren, datt mir Enkpäss oder souguer e Stopp bei der Liwwerung vu Pétrolsprodukter oder anere Wuere kréien?

**Réponse** (03/10/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Waasserstänn sinn opgrond vun der Dréchént an dem doraus resultéierendem Niddregwaasser an de leschte Méint um Pegel Stadbrédemes op 220 cm gefall. Bei engem Pegelstand vun 220 cm ass eng Fahrinnendéift vun 3 m garantiéiert.

Opgrond vun Offlossschwankunge vun der Uewermusel kënn et zu weidere kleng Stauzielënnerschreidungen. Doduerch ass d'Fahrinnendéift aus Sécherheetsgrënn mam Accord vun Wasserstrassen- und Schifffahrtsamt Mosel-Saar-Lahn vun 3,00 m op 2,80 m erofgesat ginn. D'Schëffaart ass iwwert en Avis entspreichend ugewise ginn.

ad 2. Nëmme uewen am franséschen Deel vun der Muselwaasserstrooss sinn am Beräich vun Muselkilometer 363,62 (Fontenoy, bei Toul) bis Kilometer 392,10 (Neuves-Maisons) véier Schleisen zanter dem 11. August 2022 bedéngt duerch Niddregwaasser ausser Betrib. Do sinn d'Schleisen awer an engem Kanal nieft der Musel gebaut an hunn doduerch manner Offloss.

Op der Ënnermusel an an dem däitsch-lëtzebuergesche Kondominium gëtt d'Schëffaart eréischt agestallt, wann den Offloss géint 0 m<sup>3</sup>/s tendéiert an d'extrem Auswierkungen op d'Stauziel erhuet.

ad 3. D'Niddregwaasser um Rhäin a déi domat verbonnen Transportproblemer hunn effektiv en Impakt op d'Liwwerung vu Pétrolsprodukter esouwéi vun anere Wuere um Lëtzebuerg Marché. D'Schëffer, déi den Hafen zu Mäertert beliwieren, komme bei Niddregwaasser oft just mat engem Dréttel vun hirer normaler Kapazität un.

Am Fall vun extreemem Niddregwaasser wier d'Belüftung vun Mäerterter Hafen an deementspreechend vun Lëtzebuerg Marché ganz staark limitéiert, respektiv se kéint souguer géint Null tendéieren, wat Pétrolsprodukter betrëfft. Den Hafen zu Mäertert ass allerdéngs eng trimodal Plattform, déi weiderhin iwwert den Eisenbunnschluss beliwert ka ginn, och wann et sech dobäi ëm däitlech manner Quantitéiten handelt ewéi mam Schëff. Nieft de Pétrolsprodukter ginn et och Enkpäss fir Sand a Kies mat Impakt op

d'Lëtzebuerg Bauindustrie, esouwéi fir Düngemittel, awer och fir Metallprodukter fir d'Stolindustrie.

Op Säite vun de Laangstolexporter gëtt domat gerechent, dass deen Typ vu Produit erëm duerch d'Banneschëffaart verluede ka ginn. D'ëst setzt allerdéngs eng positiv Entwécklung vun Waasserzoufloss an de Rhäin voraus.

**Scission de la ligne RGTR 682** | Question **6651** (12/08/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'RGTR-Linne goufe rezent nei nummeréiert. Parallell dozou koum et awer och zu vereenzelt Streckenännerungen am RGTR-Reseau. Esou gouf zum Beispill déi fréier RGTR-Linn 682 opgedeelt op zwou Linnen: d'Linn 162 an d'Linn 176.

D'Linn 682 ass am 30-Minuten-Takt gefuer, déi nei Linnen (162 an 176) ginn am Stonnentakt gefuer. Dës Ännerung gestallt sech fir vill Benotzer vun öffentliche Transport als onpraktesch, well och den Zuch eng 30-Minuten-Frequenz virweise kann.

An deem Kontext hätt ech folgend Fro un den Här Mobilitéitsminister:

– Aus wat fir enge Grënn ass d'Linn 682 a méi Linnen opgedeelt ginn, wat sech am Endeffekt als onpraktesch erweist?

**Réponse** (26/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Linn 682 hat véier verschidde Linnevarianten, déi an engem méi oder manner reegelméisseg Stonnentakt gefuer si mat insgesamt véier Verstärkerfaarte moies an nomëttes fir d'Schüler.

Mat der Trennung tëscht Schoul- a regulärem RGTR-Reseau sinn dës speziell Faarten an de Schoullinnen A13 a P09 iwwerhol ginn.

D'Linnen 161 an 176 fuere moies méi fréi an och owes méi laang, ausserdeem och samschdes a sonndes. Doduerch ass d'Offer haut weesentlech méi flexibel an duerch ee reegelméisseg a fiablen Horaire méi einfach verständlech an notzbar.

**Réglementation drone européenne** | Question **6656** (12/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Souwäit ech héieren hunn, si verschidde Policebeamte gefrot ginn, wéi si iwwer déi aktuell europäesch Drone-regulationen denken a wéi si mat Verstéiss dogéint géifen ëmgoen. Dës Froe stinn natierlech an engem direkten Zesammenhank mat der bannenzeger Sécherheet.

Den internationale Besoin, fir sech op d'Geforen duerch deelweis autonom Waffen, wéi z. B. Dronen, déi kënnen a Kombinatioun mat oder als Vektor fir aner Waffen (dorënner eventuell och cheemesch oder biologesch Waffen) benotzt ginn, ass gutt etabléiert.

Zousätzlech ass de Fortschritt bei der „Smart Dust Sensor Technology“ (extreem kleng Sensoren), déi eventuell kënnen vun Drone kontrolléiert ginn oder mat Dronen a Kontakt trieden, ee potenziell grouse Risiko fir déi national Sécherheet, awer och fir d'Protektioun vu private Persounen a vun hire biometreschen Daten. Souwuel dee méigleche Mëssbrauch vun esou neien Technologien duerch Terroristen a Krimineller wéi och ze vill nei Kontrollméiglechkeete fir de Staat kënnen engem als normalem Bierger grouss Suerge maachen.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Methode stinn der Police aktuell zur Verfügung, fir Verstéiss géint d'EU-Droneregulationen ze investigéieren? Wéll d'Regierung der Police eventuell méi a besser Moyenen zur Verfügung stellen? Wa jo, wéi eng a wéini?

2. Ass garantéiert, datt d'Arméi an d'Police ëmmer op deem neisten technesche Stand sinn, fir Dronen, och eventuell ganz klenger, kënnen ze detektéieren? Sinn d'Formationen bei der Arméi a bei der Police op dem ëmmer aktuellste Stand, wat d'Technologie an d'Asatzméiglechkeete vun Drone betrëfft?

3. Wéi benotzt de Staat aktuell Dronen? A wéi enge Ministère an Administratiounen, mat wéi enge Missionen an op wéi enger rechtlecher Basis? Wéi eng Typen vun Drone ginn agesat a vu weem ginn d'Donnéen ausgewäert? Wéi ass den Dateschutz garantéiert?

4. Wéi iwwersetzen sech d'EU-Droneregulationen op Dronen, déi mat enger Schnëttstell fir „Smart Dust“-Sensoren equipéiert sinn? Wann déi Sensoren separat preinstalléiert goufen, gëlle si dann als „Payload“ oder als „Dangerous Goods“?

5. Sinn déi aktuell Dateschutzgesetz modern genuch, fir d'Donnéen vu private Persounen, hir biometresch Donnéeën, wéi och aner Daten, z. B. mat Bezuch op hir intellektuell Proprietéit, virun enger Iwwerwachung mat oder duerch Dronen ze schützen?

**Réponse** (04/10/2022) de **M. Henri Kox**, Ministere de la Sécurité intérieure | **M. Xavier Bettel**, Ministere des Communications et des Médias | **M. François Bausch**, Ministere de la Défense, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Eng Adaptatioun vun der aktueller lëtzebuergescher Gesetzgebung betreffend Dronen an den deementspriechende Strofbestëmmungen ass an der Ausaarbechtung.

D'Anhale vun de meeschten Dispositiounen, déi an der aktueller EU-Reglementatioun virgesi sinn, kann herno vun de Polizisten mat hire Moyene konstatéiert ginn. Esou wäerten d'Polizisten an hirem normalen Dénngscht kënnen feststellen, ob d'Kategorie an d'Gewicht konform sinn, déi noutwenneg Autorisatiounen säitens der Direction de l'aviation civile (DAC) virleien, respektiv all Konditiounen a Restriktiounen vun der Kategorie „open“ etc. vun der Dron erfëllt sinn.

Méi spezifesch Methoden am Kontext Dronenerkennung, respektiv Verfolgung a Stéierung, kënnen nëmmen an Zesummenaarbecht mat aneren Acteuren geschéien (DAC, Administration de la navigation aérienne etc.). Aktuell ass d'Police amgaangen, déi Composante „Dronenerkennung“ bei sech ze planzen.

ad 2. Fir de Volet Dronenerkennung gëtt op d'Äntwert vun der Fro 1 verwisen.

Wat d'Formationen bei der Arméi betrëfft, gëtt sech op folgend Dokumenter baséiert:

- ATP 3.3.7. – NATO STANAG 4670: Guidance for the training of Unmanned Aircraft Systems Operators;
- Autorisation d'exploitation d'aéronefs sans équipage à bord (drones) établie par la DAC ;
- Règlement ministériel du 14 mai 2019 relatif à la subdivision et aux conditions d'utilisation de l'espace aérien luxembourgeois ;
- Letter of Agreement between Luxembourg Armed Forces, ANA, LAR, Police grand-ducale (21 juin 2018);
- Easy Access Rules for Unmanned Aircraft Systems (EU Regulations 2019/947 and 2019/945).

ad 3. De Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten huet am Oktober 2020 eng legislativ Prozedur lancéiert, fir eng legal Basis zu der Supervisioun vun

der „aviation étatique“ auszeschaffen. Dës ëmfaasst „d'Loftaktivitéit vu staateleche Fligere (och Dronen), déi dem Staat gehéieren oder zur Verfügung gestallt sinn an exklusiv op Missiounen vun effentlechem Interesse zougewise sinn“. Dozou gehéieren zum Beispill d'Loftaktivitéiten an d'Missiounen vun der Police grand-ducale, der Arméi an dem Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS).

Hei gëllt et och, op d'Bestëmmungen vum Gesetzprojet 7680 ze verweisen, fir deen de Staatsrot de 14. Juni 2022 säin zousätzlechen Avis ginn huet.

D'Ausschaffe vun enger legaler Basis ass eng Viraussetzung fir all Encadrement an Aménagement vun den Aktivitéiten vun enger „aviation étatique“, ouni den Niveau vun der Sécherheet vun der ziviller Loftfaart ze beaflossen. Aktuell sinn déi eenzeg applicabel Reegelen, déi allgemeng Reegele vun der internationaler ziviller Loftfaart nom Artikel 1 vum modifizéierte Gesetz vum 31. Januar 1948 „relative à la réglementation de la navigation aérienne“.

ad 4. D'Reglement (UE) 2019/947 gesäit d'„obligation de l'enregistrement“ fir den Exploitant vun der Dron vir, wann dës mat engem Capteur equipéiert ass, dee perséinlech Donnéeën ophuele kann, ausser se ass konform zu der Direktiv 2009/48/CE „relative à la sécurité des jouets“, déi der Kompetenz vum Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS) ënnerläit.

ad 5. Dat europäescht Dateschutzreglement (UE) 2016/679 („RGPD“), wat säit dem 25. Mee 2018 an allen EU Memberstaaten a Kraaft ass, ass als technologesch neutral konzipéiert ginn, andeems et op allgemeng Prinzipien baséiert, éischer wéi op spezifeschen Technologien. Dëst erlaabt et dem RGPD, all nei Technologien ze couvréieren, fir déi selwecht allgemeng Prinzipien gëllen.<sup>3</sup>

Wat den Traitement vu biometreschen Donnéeën ugeet, mat dem Zil, physisch Persounen op eng spezifesch Manéier ze identifzéieren, zum Beispill wann déi Biller vun enger Gesichtserkennungssoftware gelies gëfen, gesäit den Artikel 9 Paragraph 1 vum RGPD vir, datt dat am Prinzip verbueden ass. Just wann eng vun deenen am Artikel 9 Paragraph 2 vum RGPD limitativ opgezielten Ausnamen erfëllt wier, kéint esou en Traitement duerchgefëiert ginn. Et ass dann um „responsable de traitement“ ze justifiéieren, datt deen Traitement vu Biller eng vun deene Konditiounen erfëllt.

.....  
**Placement d'urgence d'enfants à la Kannerklinik du CHL | Question 6658 (16/08/2022) de Mme Nathalie Oberweis | Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)**

Notre attention a été attirée par une information en lien avec la protection de la jeunesse et la procédure du placement judiciaire décidé par le tribunal de la jeunesse. Concrètement, cette information reçue concerne la situation où il arrive que des mineur.e.s que l'on vient de séparer de leurs parents biologiques/légaux soient placée.e.s d'urgence pour une certaine période à la Kannerklinik du CHL.

Comme le prévoit l'article 5 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, si le.la juge de la jeunesse a des doutes sur l'état physique ou

mental du.de la mineur.e, il est en mesure de placer le.la mineur.e à l'hôpital pour le faire observer et examiner médicalement par un ou plusieurs médecins spécialistes.

Néanmoins, selon des personnes travaillant en interne, il arrive que des enfants restent placés à la Kannerklinik après la fin de leur traitement, alors qu'ils sont médicalement en bonne santé. Il semble également arriver que le.la juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse place le.la mineur.e en milieu hospitalier sans raison médicale, ignorant qu'il existe par exemple des places dans un foyer d'accueil d'urgence et de dépannage, ou dans des familles d'accueil d'urgence.

Dans le cas qui nous a été décrit, il est mentionné que l'hôpital, bien qu'il s'efforce d'offrir les meilleures conditions possibles aux mineur.e.s, n'est évidemment pas le lieu approprié pour soutenir les mineur.e.s dans une telle situation de crise, notamment sur le plan émotionnel.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi qu'à Madame la Ministre de la Justice :

1) Dans le cadre d'un placement judiciaire, arrive-t-il qu'un.e ou plusieurs mineur.e.s soient placée.e.s d'urgence à la Kannerklinik du CHL ou dans d'autres hôpitaux ?

2) Dans l'affirmative à ma première question, à qui exactement l'autorité parentale est-elle attribuée dans une telle situation ?

3) Dans l'affirmative à ma première question, quel est le personnel responsable de la prise en charge des mineur.e.s en placement d'urgence à la Kannerklinik ?

4) Combien d'organismes peuvent actuellement accueillir des mineur.e.s et combien de places sont disponibles dans chaque organisme ? Comment ces nombres ont-ils évolué en 2019, 2020, 2021 et 2022 ?

5) Dans l'affirmative à ma première question, la Kannerklinik du CHL accueille-t-elle également un.e ou plusieurs mineur.e.s lorsque des places sont disponibles, par exemple, dans un établissement spécialisé (Foyer d'accueil d'urgence et de dépannage, familles d'accueil d'urgence, etc.) ?

6) Dans l'affirmative à ma première question, sur quels critères le.la juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse se base-t-il pour décider si un.e mineur.e doit être placée à la Kannerklinik du CHL ou ailleurs ?

7) Le.la juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse a-t-il accès à une liste actualisée en permanence qui l'informe des places disponibles dans des foyers d'accueil d'urgence et de dépannage ou dans des familles d'accueil d'urgence ? Les foyers d'accueil d'urgence et de dépannage signalent-ils leurs places disponibles à l'Office national de l'enfance (ONE) et au Service central d'assistance sociale (SCAS) ?

8) Dans l'affirmative à ma première question, ne faut-il pas se demander si des capacités hospitalières sont ainsi occupées « inutilement » alors qu'ils pourraient servir à la prise en charge de jeunes patient.e.s dans un contexte d'épidémie ou de vagues d'infections virales ? En l'occurrence, en 2021, le CHL était entre autres confronté à un afflux inhabituel de jeunes patient.e.s touché.e.s par une « infection RSV ». Dans ce contexte, est-ce que des mineur.e.s placée.e.s d'urgence par le.la juge ou le tribunal de la jeunesse à la Kannerklinik continuaient à être retenu.e.s sur place alors qu'ils.elles se trouvaient en bon état de santé ?

9) Dans l'affirmative à ma première question, combien de mineur.e.s ont été placée.e.s d'urgence dans

<sup>3</sup> Communication de la Commission européenne au Parlement européen et au Conseil, à l'occasion du deuxième anniversaire de l'entrée en application du RGPD, Sait 10, disponible via d'Adress: [https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/1\\_en\\_act\\_part1\\_v6\\_1.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/1_en_act_part1_v6_1.pdf).

un hôpital quelconque en 2019, 2020, 2021 et 2022 ? Quel âge avaient-ils.elles ? Combien de temps a duré leur placement en milieu hospitalier respectif ?

10) Le cadre juridique actuel permet-il au tribunal de la jeunesse ou au.à la juge de la jeunesse de placer le.la mineur.e, par exemple, dans un foyer d'accueil d'urgence et de dépannage ou une famille d'accueil d'urgence et d'ordonner simultanément/parallèlement que le.la mineur.e y soit observé.e et/ou examiné.e/traité.e médicalement par un ou plusieurs médecins spécialistes ?

**Réponse** (26/09/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Cette possibilité existe et à titre d'exemples, l'on peut citer le cas d'un nouveau-né « en sevrage » en raison d'un parent toxicomane, un enfant dont un bras ou une jambe a été cassé, un enfant qui a commis une tentative de suicide, ou tous les cas de psychiatrie juvénile.

ad 2) Elle est attribuée à l'entité juridique qui est le titulaire du placement. Dans le contexte de la présente question parlementaire, l'autorité parentale serait ainsi attribuée au CHL.

ad 3) Les autorités judiciaires ne désignent que l'hôpital dans lequel le placement doit être exécuté, mais laissent à l'hôpital concerné (dans le cas présent au CHL respectivement à la Kannerklinik) le soin de décider du personnel qui sera responsable de la prise en charge de l'enfant en fonction du service choisi ou des besoins de l'enfant.

ad 4) Actuellement, le secteur luxembourgeois de l'aide à l'enfance et à la famille dispose de 17 prestataires qui peuvent accueillir des mineurs et jeunes adultes pendant le jour et la nuit. À ceux-ci s'ajoutent encore les institutions à l'étranger qui permettent une prise en charge ciblée pour des bénéficiaires qui en ont besoin ainsi que 527 familles d'accueil agréées.

En 2020, il existait 962 places agréées pour l'accueil de jour et de nuit auprès de 16 prestataires, tandis qu'en 2022, on comptait 1.017 places agréées pour l'accueil de jour et de nuit auprès de 17 prestataires. Il n'y a pas eu de recensement par rapport aux places disponibles en 2019 et en 2021.

ad 5) Non, les placements à la Kannerklinik du CHL, ou dans d'autres hôpitaux, ne sont prononcés que pour des motifs médicaux. En outre, si des places sont disponibles dans des structures spécialisées et adaptées, l'enfant y est placé afin de garantir la meilleure prise en charge possible.

Néanmoins, il peut arriver qu'à la fin du traitement médical du mineur, aucune place adaptée et libre ne puisse être trouvée dans l'immédiat, de sorte que l'enfant reste pendant une courte période au CHL après la fin du traitement.

ad 6) Le principe est qu'un enfant n'est placé au CHL que si une assistance médicale est nécessaire.

ad 7) Une telle liste actualisée est fournie aux autorités judiciaires une fois par semaine. Le juge de la jeunesse peut également mandater le SCAS d'introduire une demande auprès de l'ONE afin de trouver un foyer à un mineur d'âge en vue d'un placement. L'ONE se charge de contacter les foyers et en cas de disponibilité signale la place vacante à l'agent du SCAS. Ce dernier en informe le juge de la jeunesse.

L'ONE dispose en permanence de cinq lits d'urgence pour l'accueil de mineurs en cas d'urgence absolue. Les prestataires disposant d'un tel lit d'urgence signalent leurs disponibilités à l'ONE avant le week-end et cette

information est transmise au tribunal de la jeunesse. À côté des lits d'urgence, les prestataires signalent leurs places disponibles régulièrement à l'ONE qui se charge de trouver un lieu de placement adapté aux besoins de chaque bénéficiaire.

ad 8) Les cas de mineurs retenus à la Kannerklinik après la fin de leur traitement sont d'une part d'une courte durée et d'autre part rares depuis 2021. Dès lors, ces placements n'entraînent pas de risque de saturation des hôpitaux.

ad 9) En 2019, 52 mineurs ont été placés dans un hôpital (tous hôpitaux confondus), un placement étant toujours en cours.

En 2020, ce chiffre s'élève à 22 mineurs, aucun placement n'étant toujours en cours.

En 2021, ce chiffre s'élève à 29 mineurs, 4 placements étant toujours en cours.

Concernant l'année 2022, à la date du 23 août 2022, 15 mineurs ont été placés dans des hôpitaux, 6 placements étant toujours en cours.

La plupart des placements interviennent à la naissance de l'enfant, soit quelques semaines ou quelques mois plus tard. Concernant les placements en milieu psychiatrique, les mineurs sont en moyenne âgés entre 12 et 17 ans. Les placements sont en moyenne d'une durée de quelques semaines à quelques mois, dépassant rarement une année.

ad 10) Si un enfant ne nécessite pas d'assistance médicale poussée, le juge ou le tribunal de la jeunesse le place auprès d'une structure spécialisée. Il appartient dès lors à cette structure, disposant de l'autorité parentale, de veiller à organiser les soins médicaux adéquats et adaptés à l'enfant.

Exceptionnellement, notamment en cas de conflits faisant craindre un risque pour la santé de l'enfant, le tribunal de la jeunesse peut imposer un suivi médical à la structure spécialisée.

.....  
**Problèmes suite à l'introduction des nouveaux horaires des lignes RGTR** | Question **6668** (18/08/2022) de **M. André Bauler** (DP)

D'Regierung leet bekannterweis grouse Wäert op d'Attraktivitéit vum ëffentleche Persounentransport.

No der Restrukturierung vum RGTR vum 17. Juli 2022 bekloe sech Bierger aus der Gemeng Rammerech iwwer d'Ubannung vu verschidde Uertschaften un d'RGTR-Netz.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Firwat hunn d'Uertschaften Holz, Pärel, Wolwen, Héi-Maartel a Maartel-Roumecht nom neie Fuerplang vum 17. Juli 2022 keng direkt Ubannung méi u Rammerech, fir do d'Korrespondenz op Wolz, Ettelbréck an an d'Stad ze garantéieren?

2. Firwat fiert d'Ligne 141 (Ligne 622 bis zum 17. Juli 2022) net méi duerch Holz a Pärel um Wee fir op Wolz? Holz a Pärel hunn nämlech haut keng direkt Ubannung méi op Wolz an Ettelbréck.

**Réponse** (26/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Zu Holz, Pärel, Wolwen, Héi-Maartel a Maartel-Roumecht ass d'Offer mat enger neier Express-Linn (Linn 901) iwwer Réiden direkt an d'Stad staark verbessert ginn. Wann een d'Fuerzäiten am Verglach mat der aler Linn 530 kuckt, dann huet een 2019 laut Horaire 1 Stonn 10 vu Pärel just bis op Ettelbréck gebraucht, haut ass et 1 Stonn 15 bis op d'Stäreplaz.

Fir op Wolz huet ee vu Wolwen, Héi-Maartel a Maartel-Roumecht haut eng direkt Linn (141). Dës Connexioun ass et esou am ale Reseau net ginn. Vun Holz a Pärel aus kann een d'901 huelen, fir duerno mat der 141 weiderzefueren, tëscht dëse Linne gëtt et eng Korrespondenz zu Wolwen.

Fir op Ettelbréck muss een zu Réiden ëmklammen, dës Verbindung ass nach net optimal an haut 20 Minutte méi lues ewéi virdrun. De Gros vun der Demande Richtung Ettelbréck an Dikrech kënn awer vu Lycéesschüler, déi mat de Schülerinne K15 a K35 eng direkt Verbindung an d'Nordstad hunn. Den Accès zu der Linn 10 vun de CFL ass substanzieel verbessert ginn, esou kann een zu Réiden ëmklammen an d'Linn 934 huelen, fir séier op d'Mierscher Gare ze kommen.

Prinzipiell ass ze soen, dass mir d'Gemengen intensiv an de Prozess vun der Reorganisatioun agebonnen hunn, an effektiv hat d'Gemeng Rammerech gefrot, fir déi genannten Uertschaften un d'Lokaliteit Rammerech unzebannen. An dësem Fall war et awer esou, dass ee keng Linn hätt kënnen ëmleeën, ouni op enger anerer Plaz d'Fuerzäiten ze verlängeren. Fir eng zousätzlech Linn ass d'Mobilitéitsdemande tëscht dësen Uertschaften an der Uertschaft Rammerech net grouss genuch. Prinzipiell ass den Transport innerhalb vun enger Gemeng net d'Käraufgab vum RGTR, do, wou et geet oder wou d'Demande et justifiéiert, probiere mir natierlech, de Gemengen entgéintze kommen.

Esouwuel meng Verwaltung vum ëffentlechen Transport wéi och meng Equipe vun der Mobilitéitsplanung am Ministère stinn de Gemengen zur Verfügung, wann dës Froen oder Proposen zum ëffentlechen Transport oder zum allgemengen Thema Mobilitéit hunn, a probiere wou méiglech, Léisungen ze fannen. D'Gemeng Rammerech ass, ausser bei där éischer Consultatioun 2019, bis elo nach net mat dëse Problematiken u mech erugetrueden.

ad 2. Dës Ännerung huet misse gemaach ginn, fir d'Korrespondenz op der Gare Wolz ze garantéieren. Mat der Korrespondenz vun der 901 op d'141 zu Wolwen verléiert ee ronn siwe Minutte par rapport zum alen Tracé, am Reseau virun 2019 huet eng Ubannung a Richtung Wolz net bestanen.

.....  
**Terre arable** | Question **6679** (18/08/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Artikel 9 vum Naturschutzgesetz steet: « Dans la zone verte, sont soumis à l'autorisation du ministre, l'ouverture de minières, sablières, carrières ou gravières ainsi que l'enlèvement et le dépôt de terre arable sur une superficie dépassant 10 a ou un volume de 50 m<sup>3</sup>. »

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Gëtt d'Opfëlle vun enger aler Carrière an der Gréngzon, och am Bësch, ënnert verschidde Konditiounen erlaabt? Wa jo, ënnert wéi enge Konditiounen?

2. Laut onsen Informatiounen kruten eenzel Leit ee „refus“ mat der Erklärung, datt laut Naturschutzgesetz just den Depot vun Akerbuedem kéint autoriséiert ginn? Heescht dat konkreet, dass een am Bësch, wann een eppes géif opfëllen, just däerf gudde Akerbuedem benotzen?

3. Wéi ass de Begrëff vun „terre arable“ definéiert?

Op der anerer Säit soll et am Kader vun der GAP-Reform, wou e Mindestundeel vu 4 % vun der landwirtschaftlecher Fläch vum Betrib fir net produktiv Fläche

virgesi sinn, fir esou nach vun den Aidë kënnen ze profitéieren (GLÖZ-Standard 8: Biologische Vielfalt), erméiglecht ginn, fir ënnert anerem och Cairns oder Steinhaufen op Akerland ze tippen.

4. Däerf de Bauer Steng op säin Akerland tippen, fir vun den Aidë fir d'biologesche Villfalt ze ënnerstëtzen, kënnen ze profitéieren? Ginn et heivir speziell Konditiounen? Wat ass genau ënnert engem „Steinhaufen“ ze verstoen? Wéi gött dat iwwer d'Naturschutzgesetz geregelt? Ënnert wéi enge Konditiounen däerf een déi Steng erëm fort huelen?

5. Fannen d'Ministren net, dass déi zwou Reegelingen zumindest bis zu engem gewësse Mooss kontradiktorsch sinn? Wéi gött a Sträitfäll tranchéiert? Wat fir enger Reegelung gött ee méi Gewichtung?

**Réponse** (06/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. D'Opfëlle vun net méi exploitéierte Carrièren ass a ville Fäll aus naturschutzfachlecher Siicht problematesch, well sech op dese Flächen oft mat der Zäit interessant Vegetationsformen an -aarten installéieren. All Demanden, fir esou Plazen opzefüllen, gi par rapport zu dese Facteuren analyséiert, an opgrond vun de Resultater vun deser Analys entscheet sech, ob esou eng Opfëllung nom Naturschutzgesetz ka geneemegt ginn oder net. Esou Opfëllungen ënnerleien des Weideren ënnert Ëmstänn och dem Kommodo- oder dem Waassergesetz; och do gött all Projet individuell en fonction vu sengen Impakter evaluéiert. Am Fall, wou d'Opfëlle vun enger Carrière autoriséiert gött, geschitt dat an der Regel net mat Akerbuedem, mee mat anerem inerte Material.

ad 2. D'Naturschutzgesetz schreift vir, dass d'Deposéieren an d'Ofdroe vun Akerbuedem iwwer 50 m<sup>3</sup> eng Geneemegung brauch (Artikel 9).

Ënner Akerbuedem am Kader vum Naturschutzgesetz gött deen organeschen Deel vum Buedem verstan, d. h. just déi iewescht Buedemschichten, déi och d'Humusschicht beinhalten. Dese Buedem ass eng wichteg natierlech Ressource a sollt méiglechst erëm sënnavoll agesat an net einfach entsuergt ginn, wann dees z. B. bei Bauaarbechten ufält. Allgemeng ass et also sou, dass wa sou ee Buedem rëm ka sënnavoll op eng Fläche ausbruecht ginn, dëst och autoriséiert gött.

Am Fall vu Buedem, deen net als Akerbuedem agestuift gött, an eng Demande virläit, deesen an der Gréngzon auszebréngen, spillt den Artikel 12, deen et allgemeng verbitt, temporär oder permanent Depot- en an der Gréngzon ze tätigen.

ad 3. „Terre arable“ ass Akerbuedem, also wéi uewendriwwer scho gesot, déi iewescht Buedemschichten, déi och d'Humusschicht beinhalten.

ad 4. Traditionell hu Bauere Steng, déi beim Plouen ausgegruewe gi sinn, an d'Bewirtschaftung vun engem Aker gestéiert hunn, um Rand vun de Felder deposéiert. Iwwer d'Jore sinn sou Stengkéip an der Landschaft entstan, déi attraktiv Mikroliewensraim fir Insekten, Amphibien an Oppelandvulle gebilt hunn. Duerch déi progressiv Vergréisserung vun de landwirtschaftleche Parzellen an den Asaz vu méi grouse Maschinnen am Akerbau sinn des Strukturen progressiv verschwonnen, wat ënner anerem och zum Verloscht vun der Aarteivillfalt bäigedroen huet. Am Kader vum Naturschutzgesetz si sou Stengkéip als geschützte Biotopen agestuift ginn. D'Uleeë vu Stengkéip gött also als eng naturschutzfachlech Interventioun gesinn a leeft dann och iwwer déi normal Prozedur vun enger Naturschutzgeneemegung.

Stengkéip (Cairns) um Akerland zielen ab 2023 zu den net produktive Flächen, déi d'Betribber am Kader vun hiren allgemengen Oplagen a Saachen Naturschutz an Aarteivillfalt opweise mussen (erweidert Konditionalitéit). Si ginn am elektronesche Flächenantrag gemellt a gi pauschal mat jeeweils 25 m<sup>2</sup> ugerechent. Am Kader vun den neie Moosnamen an deem Kontext zum Erhale vun der Biodiversitéit ass och eng Bähilf fir d'Uleeë vu Stengkéip virgesinn. Des Moosname si mehrjähreg national Programmer zur Sécherung vun der Aarteivillfalt an dem Schutz vu Grénglandbiotoper.

ad 5. Wichteg ass, au cas par cas ze kucken, wat d'Finalitéit vun enger Demande ass. Wa sech d'Uleeë vu Stengkéip areit an d'Objektiver vun engem Aarteschutzprogramm oder als solches an engem Gestionsplang vun engem Naturschutzgebitt virgesinn ass, si sou Interventiounen sënnavoll. Awer net all Steekoup huet och eng ökologesche Funktioun. Wat den Depot vu Buedem ugeet, ass d'Virgoensweis ënner dem Punkt 2 genau erkläert. Effektiv sinn et zwou verschidde Reegelingen, mee an der Praxis besteet keng Kontradiktioun tëscht hinnen, et gött dohier och keng Sträitfäll.

.....  
**Source Bel-Val** | Question **6691** (22/08/2022) de **M. Marc Spautz** | **M. Georges Mischo** (CSV)

Héich Temperaturen a kaum Reen iwwer Méint surgen fir historesch niddereg Flëss an e weider récklee-fegen Niveau vum Grondwaasser, dee sech ënner de verännerte Klimakonditiounen net sou einfach regeneréiere kann. Opgrond vun der unhalender Dréchent fänkt munchereen un, sech Suergen ëm d'Drénkwaasserversuergung ze maachen an denkt, nieft dem spuersamen Ëmgang mam Waasser, iwwer alternativ oder zousätzlech Quellen no, fir d'Waasserversuergung vu Land a Leit weider sécherstellen.

An deem Kontext sief un d'Mineralwaasserquell Bel-Val um haitege Site Belval erënnert, um Territoire vun der Gemeng Suessem. D'Quell mat engem Debit vun 300.000 l gouf 1891 gefaasst. 1893 gouf d'Waasser an den Handel bruecht. D'Waasser vun der Société anonyme générale des eaux minérales de Bel-Val gouf net nëmmen zu Lëtzebuerg verkaaft, mee och an Europa, Nord- a Südamerika an a China exportéiert. Wéinst Mëssmanagement, Wirtschaftskris a staarker Konkurrenz gouf d'Produktioun 1935 agestallt. D'Quell existéiert bis haut, an den 2000er Jore gouf se a Bëton gefaasst an et gouf en Deckel dropgemaach.

An deem Kontext wéilt mir folgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Wéi ass d'Positioun vun der Madamm Minister par rapport zu enger eventueller Neinotzung vun der Source Bel-Val?
2. Sinn Etuden am deem Sënn gemaach oder an Optrag gi ginn?
3. Wa jo, wat sinn d'Erkenntnisser?
4. Wann net, firwat kënn d'Source Bel-Val net als weider Drénkwaasserquell a Fro?

**Réponse** (05/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Prioritéit vun der Regierung fir d'Sécherheet vun der Drénkwaasserversuergung zu Lëtzebuerg ass op dräi Piliere opgebaut:

- de Schutz vu besteende Ressourcen,
- d'Sich no neie Ressourcen,
- d'Ëmsetzung vu Waasserspurnamnamen.

Fir de Moment si vill Projete um Lafen, fir nei Buerungen ze realiséieren oder al Quellen, déi ausser Betrib waren, nees a Betrib ze huelen. Dobäi ënnerstëtzen d'Mataarbechter aus der Waasserverwaltung (AGE) déi betraffe Gemengen an och d'Drénkwaassersyndikater esou gutt wéi méiglech.

D'Gemengenautonomie spillt heibäi eng wichteg Roll: De Minister a seng technesch Verwaltungen, wéi d'Waasserverwaltung, sinn ënner anerem do, fir d'Gemengen am Beräich vun der Drénkwaasserversuergung vun den Awunner an och am Ëmgang mat hire Waasserressourcen ze guidéieren an ze beroden.

Wat eng Exploitatioun vun der Quell Bel-Val als Drénkwaasserressource ugeet, sou läit dëst a Gemengenhand. Et ass wichteg, do de ganze Kontext ze gesinn: Do kann net nëmme gekuckt ginn, wéi et viru méi wéi 100 Joer ausgesinn huet, mee och den Historique vum Site, d'Lokalitéit, d'Geforen, d'Contrainen an och déi national Gesetzgebungen, déi musse respektéiert ginn, fir eng gutt Drénkwaasserqualitéit kënnen ze garantéieren, musse beuecht ginn.

Wéi déi honorabel Deputéierten an der Fro opgräifen, ass d'Quell Bel-Val säit 1935 net méi a Betrib, an de Site ass deemools un d'ARBED verkaf ginn. De ganze Site Belval, wou d'Quell Bel-Val läit, ass staark geprägt duerch déi fréier Eisen- a Stolindustrie, déi d'Grondwaasser souwéi och de Buedem markéiert hunn.

Et ass net auszuschléissen, dass duerch Réckstänn vu Schuedstoffer am Buedem a Grondwaasser (bedéngt duerch déi fréier industriell Notzung vum Site), d'Drénkwaasserqualitéit net garantéiert kéint ginn. Eventuell wär eng finanziell an technesch opwenneg Behandlung vum Waasser noutwenneg. Et misst do-wéinst am Virfeld och analyséiert ginn, ob esou eng Behandlung iwwerhaupt machbar wär.

Eng Notzung vun der Quell Bel-Val fir Drénkwaasserszwecker géif och bedeiten, dass Drénkwaasserschutzzone missten delimitéiert ginn, konform zum Artikel 44 vum Waassergesetz vum 19. Dezember 2008. Dëst géif och vill Aschränkunge mat sech bréngen, notament, wat aktuell an zukünfteg Gebaier betrëfft. Des Aschränkungen, déi fir d'Garantie vun der Drénkwaasserqualitéit noutwenneg wäeren, sinn op engem Site vun enger fréierer Schwéierindustrie mat enger aktueller staarker urbaner Entwécklung net realistesch.

Zudeem läit besote Quell och an enger gerénger Déift an ass soumat ganz vulnerabel géigeniwwer Infiltratiounen vun der Uewerfläch. Duerch des geréng Déift vum Grondwaasser sinn och Interventiounen am Grondwaasser duerch Bauprojekte ganz warscheinlech, soudatt den Drénkwaasserschutz net garantéiert ka ginn.

ad 2. Ufanks 2000 sinn Etüde gemaach ginn, fir d'Quell Bel-Val erëm a Betrib ze huelen, mee des Iddi ass séier erëm verworf gi wéinst dem Historique vum Site, wéi an der éischter Äntwert heidriwwer schon ernimmt.

ad 3. Hei verweisen ech op d'Äntwerten 1 an 2.

ad 4. Wéi schon uewen erkläert, maachen d'Qualitéit vum Grondwaasser um Site Belval, déi net den Drénkwaasserufuerderungen entsprécht, d'Präsenz vun engem belaaschte Site an der Vulnerabilitéit vun der Quell an dem Anzuchsgebitt et schwierig, fir d'Quell Bel-Val esou ze schützen, dass eng Notzung fir Drénkwaasserszwecker méiglech wär.

Et sief och bemierkt, dass d'AGE d'Stad Esch/Uelzecht ënnerstëtzt, fir eng aner Grondwaasserquell zu Esch op der Héicht vun der Gemeengrenz zu Schëffleng fir Drénkwaasserszwecker ze notzen. Eng Buerung ass geplangt an déi Quell ass vun hirer Lag aus vill besser

dofir gëeegent wéi d'Quell Bel-Val, dëst esouwuel wat d'Qualitéit an d'Quantitéit betrëfft.

**Centre de données à Bissen | Question 6692**  
(22/08/2022) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Hier, le porte-parole de Google Belux a confirmé que le terrain prévu pour la construction d'un centre de données à Bissen a été reclassé et est par conséquent constructible. Néanmoins, il semble que Google veuille garder le silence sur ses intentions concernant la construction d'un centre de données sur le terrain en question.

C'est dans ce contexte que je désirerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le terrain en question a été reclassé et est par conséquent constructible ?

• Dans le cas contraire, dans quel délai toutes les procédures administratives peuvent être accomplies de sorte que le terrain soit classé comme constructible ?

– Est-ce que toutes les procédures d'autorisation concernant la construction d'un centre de données sont terminées ?

• Dans le cas contraire, quelles procédures sont encore en cours et dans quelle période pourraient-elles être finies ?

– Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que Google poursuit toujours l'objectif de construire un centre de données à Bissen et à quel moment les travaux pourraient-ils commencer ?

• Si ce n'est pas le cas, Monsieur le Ministre peut-il nous donner plus d'informations sur ce que Google souhaite faire avec ses terrains à Bissen ?

– Qu'est-ce que le Gouvernement compterait faire avec le terrain en question si Google n'avait plus l'intention de s'installer à Bissen ?

**Réponse** (26/09/2022) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

Suite à l'arrêt de la Cour administrative du 1<sup>er</sup> mars 2022 (numéro 46352C du rôle), l'approbation par le conseil communal de Bissen en 2019 de la modification ponctuelle du plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Bissen a force de chose jugée. La modification ponctuelle du PAG concerne le reclassement de plusieurs parcelles de terrain au lieu-dit « Busberg » en une zone spéciale dite « Datacenter », respectivement en une zone soumise à un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », ainsi que partiellement en zones de servitude « urbanisation ».

Au niveau procédural, la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement impose au maître d'ouvrage souhaitant développer un centre de données sur ce site la réalisation d'une étude d'impact environnemental (EIE). Dans ce contexte, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a émis, en vertu de l'article 5 de la prédite loi, en date du 6 janvier 2021 un avis concernant le champ d'application et le niveau de détail du rapport d'évaluation à fournir par le maître d'ouvrage. L'avis en question est basé sur le document « Projet "London Bridge" – Rapport d'orientation de l'EIE » datant du 6 octobre 2020 élaboré par un bureau d'études désigné par la société LB Technology SARL. Il revient au maître d'ouvrage de charger des experts agréés pour élaborer ledit rapport. Jusqu'à ce jour, aucun rapport n'a été soumis par le maître d'ouvrage à l'autorité compétente, à savoir le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. Il y a lieu de relever que l'avis de l'autorité compétente

est valable pour un délai de cinq ans qui peut être prolongé de deux ans maximum sur demande écrite dûment motivée du maître d'ouvrage.

En raison d'autres procédures administratives à accomplir par le maître d'ouvrage, et qui sont notamment jugées nécessaires pour la protection de l'environnement et pour garantir la sécurité des salariés, du public et du voisinage en général, il est à ce stade impossible de fournir un délai pendant lequel ces démarches seront accomplies.

Le Gouvernement ne dispose d'aucune information qui indiquerait que l'objectif de Google de construire un centre de données à Bissen serait remis en cause.

Comme déjà indiqué dans la réponse du 12 novembre 2019 à la question parlementaire n° 1328 de l'honorable Député Laurent Mosar au sujet de la présence de « Google » au Luxembourg, pour pouvoir garantir la mise en valeur du site par le développement d'une zone d'activité économique dans l'hypothèse éventuelle de la non-réalisation d'un centre de données, le Gouvernement s'est donné les moyens nécessaires – moyennant un droit de préemption au prix de l'achat – pour être en mesure de pouvoir s'approprier, en vue de les réunir en une seule main, les terrains acquis par Google à Bissen.

**Protection des données sur TikTok | Question 6698**  
(23/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Esou wéi déi éisträichesche Zeitung „Der Standard“ schreift, ginn d'Donnéen vum den Nutzer bei der chinesescher Applikatioun TikTok, déi zu Lëtzebuerg grad bei jonke Leit populär ass, besonnesch aggressiv gesammelt, well et net méiglech ass, extern Links iwwert en externe Browser opzemaachen.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, ob dës Praxis vun TikTok och mat de Lëtzebuergesche Dateschutzgesetzter kompatibel ass? Falls jo, kéint d'Regierung sech dann eng zäitno Gesetzesännerung virstellen, respektiv sech zu Bréssel fir eng Ännerung vun der DSGVO asetzen?

2. Den Dateschutz ass e Probleem, dee jonk Leit allgemeng besonnesch staark betrëfft. Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung bis ewell geholl, fir an der Schoul fir dëst wichtegt Thema ze sensibiliséieren an de Schüler och bäizebréngen, wéi si hir Donnéeën eegeverantwortlech besser schützen kënnen?

3. Wéi beurteelt d'Regierung de Risiko, datt privat Donnéeën vu Lëtzebuergesche Bierger an Drëttstaaten transferéiert kënnen ginn an domat méiglecherweis och fir déi entsprecheend Regierungen zougänglech ginn, notamment an net demokratesche Staate wéi der Volksrepublik China?

**Réponse** (04/10/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Well d'CNPD fir d'Appréciation vun der Kompatibilitéit vun enger Praxis mat den Dateschutzgesetzter kompetent ass, gouf si fir dës Äntwert consultéiert.

Vu dass keng konkreet Elementer zur Verfügung stinn, kann d'CNPD d'Allegatiounen vun der éisträichescher Zeitung „Der Standard“ net iwwerpräieren. TikTok, fir déi d'Mammenhaus a China etabléiert ass, huet säin Haaptsätz fir d'EU an Irland. De sougenannte „One-Stop-Shop“ Mechanismus, dee vum generellen europäeschen Dateschutzreglement

(„RGPD“<sup>4</sup>) ageriicht gouf, gesäit vir, dass et un der irlischer „Data Protection Commission“ ass, fir d'Konformitéit vun TikTok mat de Prinzippien an Obligationen vum RGPD fir all Sammlung vu perséinlechen Donnéeën vum Awunner vun der Europäescher Unioun ze iwwerwaachen, onofhängeg vun der Technologie, déi benotzt gëtt.

Betreffend der Sammlung vun Donnéeën unhand vu Cookie oder aneren Traceuren, muss TikTok déi national Bestëmmungen iwwer d'Protektioun vum Privatiewen am Beräich vun den elektronische Kommunikatiounen vun all EU-Memberland respektéieren, déi op der sougenannter „ePrivacy“-Direktiv baséieren (zu Lëtzebuerg, dat ofgeännert Gesetz vum 30. Mee 2005<sup>5</sup>). An dëser Hisiicht gëtt de Moment op europäeschem Niveau d'„ePrivacy Reglement“ diskutéiert, fir méi Kohärenz mat de Reegelen vum RGPD an eng harmoniséiert Interpretatioun vun de Reegelen duerch déi verschidde Memberstaaten an nationalen Autoritéiten ze schaffen.

ad 2. BEE SECURE ass eng Regierungsinitiativ, déi als Zil huet, bei der Allgemengheet a besonnesch bei Kanner a Jugendlechen, souwéi hiren Elteren, Enseignant- en an Educateuren, eng méi sécher, verantwortlech a positiv Nutzung vun Informationstechnologien ze promovéieren. An deem Zesammenhang huet BEE SECURE 2022 eng éischte Kéier e Rapport iwwer d'Mediennutzung vun de Kanner a Jonken erausbruecht (BEE SECURE Radar).

D'Resultater aus dësem Rapport (BEE SECURE Radar 2022, Sait 18) hu gewisen, datt d'Sammlung vu perséinlechen Donnéeën um Internet fir dës Zilgrupp e Risiko ass, dee si am meeschte beschäftegt. Dofir ass dëst Thema op jidde Fall bei de Kanner a Jonken an hirem Ëmfeld ze thematiséieren.

Nieft de villen Informatiounen zu alle méiglechen Theemen am Zesammenhang mat der digitaler Welt, déi den SNJ am Kader vu BEE SECURE schon zanter laange Joren um Site [www.bee-secure.lu](http://www.bee-secure.lu) ubitt a stänneg ausbaut, z. B. féint een ënnert dem Thema „Mes données et moi“ méi Informatiounen dozou. Dernieft huet BEE SECURE och eng ganz Rei Publikatiounen zum Sujet, wéi ee seng Donnéeën eegeverantwortlech besser schützen kann.

Doriwwer eraus ginn all Joer fakultativ Sensibiliséierungsatelieren an de Schoulen organiséiert. 2021 goufen där ronn 1.200 ofgehalen. Ënnert deene Formatiounen kann een déi mam Numm „Une journée au milieu des données“ ervirhiewen, déi sech speziell u Schouklasseen ab 6<sup>e</sup> riicht a wou d'Sammlung vun Daten thematiséiert gëtt.

2017/2018, fir d'Afféierung vun der GDPR ze begleeden, hat BEE SECURE och eng speziell Sensibiliséierungscampagne ënnert dem Numm „Big Data – Wer macht was mit meinen Daten?“ bei de Jonke lafen.

Fir dat neit Schouljoer bitt BEE SECURE nach méi eng breet Offer un, ënnert anerem Sensibiliséierungscoursen am Fondamental ab dem Cycle 3 („Un saut dans la toile“, ...) an eng weider Formation continue zum Thema „Cybersecurity Essentials“ fir d'Schoulpersonal.

Et ass awer net nëmme mat der bekannter Initiativ BEE SECURE, datt d'Regierung dësem Risiko Rechnung dréit. Souwuel an der Grondschoul wéi och am

<sup>4</sup> Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), oder „DSGVO“ op däitsch.

<sup>5</sup> Loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques.

Lycée ginn et eng Rei Coursen, am Kader vun deene sech d'Schüler mat der Thematik vun der Datesécherheet auserneeetzen.

Am Fondamental gëtt dee Sujet z. B. am Cours „Vie et société“ an de Modullen zu den Domaines d'apprentissage „L'homme, la nature et la technologie“ a „Culture et communication“ behandelt. D'Afëierung vum Coding an der Grondschoul zanter September 2020 bitt natierlech och de passende Kader, fir d'Theema vun der Datesécherheet opzegräifen.

De Guide de référence pour l'éducation aux et par les médias (Mediekompass), deen am Mäerz 2020 lanciert gouf, ass en idealen Outil, fir mat de Schoullkanner um Thema ze schaffen, an hei ganz spezifesch am Domaine de compétence „Protection de données et sécurité“, wat eng vun de viséierte Kompetenzen ass: „Protéger les données personnelles et la vie privée“.

Am Secondaire steet de Sujet am Kader vum neie Fach „Digital Sciences“ (7<sup>e</sup> bis 5<sup>e</sup>) um Programm, besonnesch an den zwee Axes thématiques „Le World Wide Web et ses défis“ a „Les données informatiques et leur gestion“. Dës Theeme ginn an deenen dräi Schouljoren ugeschwat, an dobäi ginn d'Reflexiounen a Kompetenze schrëttweis verdéift. Besonnesche Wäert gëtt op d'Plaz vum Mënsch a Relatioun mat der Digitaliséierung geluecht.

Schliisslech, a senge Kommunikatiounen, mécht BEE SECURE op d'Risiken, déi d'Deele vun Donnéeën, Fotoen oder Videoen op sozialen Netzwierker wéi TikTok mat sech bréngt, opmierksam (zum Beispill an de Sektionen „TikTok: Was Sie wissen sollten“<sup>6</sup> an „TikTok: Was Eltern wissen sollten“<sup>7</sup>, oder den Trainingscours mam Titel „TikTok, Instagram & Co. – Was machen Kinder und Jugendliche eigentlich derzeit online?“).

ad 3. Den Transfert vun Donnéeën vu Lëtzebuerg oder aneren EU-Länner an Drëttländer (ausserhalb vun der Europäescher Unioun) gëtt strikt vum Kapitel V vum RGPD regléiert. Deemno, sou wéi och am Urteil C-311/18 „Schrems II“ vum Gerichtshaff vun der Europäescher Unioun erënnert gëtt, mussen d'Responsabel vum Traitement (an deemem Fall TikTok Irland) virun all Transfert vu perséinlechen Donnéeën an en Drëttland (zum Beispill un d'Mammenhaus vun TikTok a China) den Niveau vun der Protektioun vun den Donnéeën vum Drëttland iwwerpräiven. Wann den Niveau vun der Protektioun am betroffenen Drëttland net weesentlech gläichwäerteg ass mat deem, deen an der EU vum RGPD garantéiert ass (besonnesch, wann d'Europäesche Kommissioun keng „Adäquatitéitsentscheidung“ – „décision d'adéquation“ fir dat Land erausginn huet), da mussen d'Responsabel vum Traitement entsprechend Garantien ëmsetzen, falls néideg mat zousätzleche Garantien, fir eng korrekt Applikatioun vun dese Garantien sécherzestellen, oder si mussen, falls et onméiglech ass, déi néideg Garantien ëmzesetzen, d'Transferten ënnerbriechen oder ganz ënnerloossen. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 erkläert, ass d'iresch Dateschutzautoritéit verantwortlech, fir d'Konformitéit vun TikTok Irland mat deenen Obligatiounen ze garantéieren.

**Bâtiments scolaires avec maison relais intégrée** | Question 6700 (23/08/2022) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

De MENJE propagéiert eng integréiert Ausfëierung vum Schoulbau mat Betreiuungsstrukturen am Primaire.

<sup>6</sup> <https://www.bee-secure.lu/de/news/tiktok-was-sie-wissen-sollten/>

<sup>7</sup> <https://www.bee-secure.lu/de/news/tiktok-was-eltern-wissen-sollten/>

Elo ass et esou, dass fir d'Sécherheet bei de Maisons-relais den ITM via Kommodo zoustänneg ass, mat sengen Normen a Reegelen.

Wann eng Gemeng en integréiert Konzept, wéi vum Minister gewënscht ëmsetzt, muss fir deen Deel, wou Fonctionnaires dra schaffen (Schoul), awer d'Sécherheit bei der Fonctioun publique (SNSFP) ugesidelt sinn. Déi Normen an Virschreife sinn net ëmmer deckungsgläich an de Bauhär ass da mat verschiddeenen Interpretatiounen an der Koordination vum zwou staatlechen Instanze befaasst. Net ze vergiessen, datt och nach deels Reegele vum CGDIS derbäikommen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Bildungsminister an dem Aarbechtsminister follgend Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministeren eis dës Situatioun confirméieren?
2. Wa Säll, Deeler vum Gebai an Technik an Alentour vu Schoul- a vu Maison-relais-Personal gemeinsam oder ofwiesselend benotzt ginn, wéi soll de Bauhär do virgoen?
3. Kann an deene Fäll och just eng Instanz de Bau begleeden an déi aner Instanz schléisst sech den Entschéidungen un?
4. Kann d'Regierung déi béid Instanzen encouragéieren, eng koordinéiert Approche fir dës Projeten auszeschaffen?
5. Kann eng aner Form vun Ënnerstëtzung fir d'Gemengen an deser héich technescher an zäitintensiver Koordinationen entstoen?

**Réponse** (05/10/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

ad 1. Aktuell muss de Beräich vun der Schoul duerch de Service vun der Sécherheet am ëffentlechen Déngscht (SNSFP) ofgeholl ginn, während d'Inspection du travail et des mines (ITM) fir d'Sécherheet vun de Structures d'éducation et d'accueil pour enfants scolarisés (SEA) zoustänneg ass.

ad 2. De Bauhär soll déi zwee Servicer frëistmëglech informéieren a souwuel mat der ITM wéi och mam SNSFP d'Sécherheitsfroen an d'Ufuerderungen ofklären. Detailler, wéi de Bauhär a sou engem Fall virgoe sollt, sinn an der Circulaire vum Educatiounsministère vum 15. Juli 2016 beschriwwen.

ad 3. Bei engem Neibau ass et momentan sou, datt déi zwou Instanzen, de SNSFP an d'ITM, vun Ufank un a bis zu der Mise en service vun deem Gebai mussen mat agebonne sinn.

ad 4. D'Circulaire vum Educatiounsministère vum 15. Juli 2016 beschreift eng koordinéiert Approche, wéi ee bei engem Neibau oder beim Aménagement vun engem SEA an eng bestoend Schoul sollt virgoen. Eventuell Problemer bei der Ëmsetzung vun där Circulaire oder bei der Ausleeung vun de Gesetzer, Reglementer oder Prescriptiounen, déi unzewenne sinn, mussen bei deene verschiddeenen Projeten zesumme mat de concernéierten Acteuren, Fall fir Fall gekläert ginn.

ad 5. D'Servicer vum Staat, souwuel d'ITM wéi och de SNSFP, stinn de Gemenge gären zur Säit, fir si bei Sécherheitsfroen ze beroden. De Staat wäert och weiderhin d'Gemenge beim Bau vun neie Schoulen, Maisons-relais an anere Schoulinfrastrukture finanziell ënnerstëtzen.

**Formation militaire des forces ukrainiennes** | Question 6704 (24/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den Här Josep Borrell huet ugekënnegt, datt d'EU plangt, e militäreschen Trainingsprogramm fir ukrainesch Zaldoten an Nopeschlänner ze organiséieren. Dat huet de Chef vun der europäescher Baussepolitik anscheinend den 22. August an der spuenescher Stad Santander annoncéiert.

An deem Kader wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass d'Ukrain oder sinn d'USA un d'EU erugetrueden, fir esou e Programm op d'Been ze stellen? Vu wéi ass déi Initiativ ausgaangen? Wéi soll dee Programm finanziert ginn? Wéi eng Envergure soll en hunn a wéi laang soll en daueren?
2. Wéi eng Roll géif Lëtzebuerg am Kader vun esou engem Programm iwwerhuelen?
3. Wéi eng Roll sollen déi europäesch Institutiounen an Organer dobäi iwwerhuelen a wéi eng rechtlech Grundlagen hu si heifir? Wéi eng Armée schaffen dee Programm aus, wéi eng setzen en ëm? A wéi engem Gremium ginn déi Aarbechte gemaach?
4. Groussbritannien, Kanada an d'USA bidden eises Wëssens schonn Ausbildungsprogrammer fir ukrainesch Kämpfer. Wäre et net méi sënnavoll, esou en Ausbildungsprogramm vun der NATO koordinéieren ze loossen, amplaz elo nach eng véiert Zort Ausbildung op d'Been ze stellen? Oder soll déi europäesch Initiativ méi eng spezialiséiert Ausbildung fir eng besonnesch Zort Truppe sinn?
5. Ass et politesch sënnavoll, d'EU nach weider ze militariséieren?
6. D'Geschicht weist, datt militäresch Beroder an Ausbilder dacks e weidere Schrack an enger verhängnisvoller Verwécklung an e Konflikt waren, déi dobäi emol net onbedéngt beabsichtigt war. Wéi schätzt Lëtzebuerg dës Gefor an? Ass esou en Trainingsprogramm net eng weider Verwécklung a Richtung vun enger oppener Krichsbedeelegung vun eisem Land?

**Réponse** (26/09/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. François Bausch**, Ministre de la Défense

E militäreschen Trainingsprogramm zugonschte vun der Ukrain gouf schonns 2021 vu verschiddeenen EU-Memberstaate proposéiert. Nom Ufank vum generaliséierte russeschen illegalen Ugrëffskrich géint d'Ukrain, am Februar 2022, huet d'Ukrain eng Rei vun Trainingsbesoinen ugemellt, zum Beispill während der Informelle vun den Defenseministere zu Prag am August. Den Héije Vertrieeder vun der Unioun fir Aussen- a Sécherheitspolitik a Vizepresident vun der Kommissioun Josep Borrell hat kuerz virdrun d'Iddi vun enger EU-Trainingsmissioun lancéiert.

D'Missioun gëtt momentan an den zoustännege Instanze vum Conseil vun der EU (COPS, Comité militaire, PMG) diskutéiert. D'Zoustëmmung ass ganz large, an d'Finanzéierung géif iwwer d'Budgetsinn vun der Gemeinsamer Sécherheits- a Verteidigungspolitik (GSVP) assuréiert ginn, souwéi iwwer eng zousätzlech Mobiliséierung vun der europäescher Friddensfacilitéit. D'GSVP liwwert de rechtliche Kader, an déi virgesinnen Trainingsmodule sinn déi follgend: Basistraining, Manörieren op Unitéits- a Subunitéitsniveau, Organisatioun an Taktik, Feldmedezinn, Logistik a Genie, kombinéiert Formatioun fir Waffeninstrukteren, Cyber, CBRN-Protektioun, Maintenance a Reparatiounen. De Plang ass, fir ganz Brigade vun der ukrainescher

Arméi op verschiddene Plazen an Europa – net an der Ukrain – auszubilden.

D'Missioun soll och op si fir Net-EU-Staaten an ass fir d'éischt emol geplangt fir zwee Joer.

**Déplacement forcé de mineurs ukrainiens | Question 6708 (24/08/2022) de M. Gusty Graas (DP)**

Selon des informations du Ministère de la Défense russe 307.000 mineurs ukrainiens auraient été déplacés par force en Russie depuis l'invasion de l'Ukraine afin d'éradiquer l'identité ukrainienne. Ces transferts se feraient vers des lieux comme Mourmansk, le Kamtchatka ou la frontière nord-coréenne. Les mineurs concernés risquent d'être adoptés par des familles russes, d'autant plus que des décrets récemment par le Président Poutine facilitent une telle adoption. Une loi votée le 7 juin permet à la Fédération de Russie d'ignorer les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme. De surcroît, les enfants nés après le 24 avril dernier dans des territoires occupés par l'armée russe acquièrent automatiquement la nationalité russe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Est-ce que M. le Ministre peut confirmer cette « russification » d'enfants ukrainiens ?

– Dans l'affirmative, quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à ce déplacement forcé de mineurs ?

2) Sachant que la Russie n'a pas ratifié la Convention de La Haye de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, comment les gouvernements européens et d'autres démocraties peuvent intervenir afin d'exiger de la Russie la libération des enfants déportés ?

3) Est-ce que cette violation grave de droits d'enfants ne constitue pas une raison supplémentaire pour justifier des sanctions encore plus sévères envers la Russie ?

4) Est-ce que, conformément à l'article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948, cette déportation ne doit pas être qualifiée de génocide ?

**Réponse (26/09/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**

ad 1) En effet, le 18 juin 2022, le Ministère russe de la Défense a déclaré que 307.000 mineurs ukrainiens ont été déplacés en Russie. Amnesty international ainsi que l'ONU ont confirmé que des civils ukrainiens ont été transférés vers la Russie par des camps de filtration dans les zones occupées.

Alors que les différentes agences de l'ONU se montrent préoccupées et le UNHCR a créé un « Regional Child Protection Sub-working Group » pour surveiller la situation des enfants et réfugiés mineurs dans le contexte de la guerre en Ukraine, aucune agence onusienne n'a affirmé disposer de preuves sur une éventuelle pratique systématique de déportation forcée d'enfants de la part de la Russie, notamment avec l'objectif « d'éradiquer l'identité ukrainienne ».

En raison du manque de transparence de l'information et de la restriction de la liberté de la presse en Russie, il ne nous est pas possible de vérifier ces chiffres ou d'enquêter sur la tentative russe de pratiquer « une russification » des enfants par un examen indépendant non plus.

ad 2) La Russie a signé la Convention le 7 septembre 2000, mais ne l'a ni ratifiée, ni accédé à celle-ci. Une

intervention ne peut donc être envisagée que par voie diplomatique ou politique.

ad 3) Jusqu'à présent, nous avons pris six paquets de sanctions contre la Russie au niveau européen, visant à saper la capacité du Kremlin à financer la guerre en Ukraine et d'infliger des coûts économiques et politiques patents à l'élite politique russe responsable de l'invasion. Récemment, nous avons soutenu la proposition de suspendre l'accord de facilitation de visas avec la Russie au niveau européen. Nous sommes ouverts à discuter un septième paquet de sanctions et notre politique de visa à l'égard de la Russie.

ad 4) Cette question est précédée de certaines questions juridiques qui doivent d'abord être soigneusement analysées : les termes de « déplacements forcés » ou « déportés » ne font aucune nuance entre les situations des victimes. Or, il existe une grande différence entre ceux qui ont dû fuir et qui n'avaient d'autre choix que de se déplacer vers l'Est et ceux qui ont été arrêtés, voire peut-être enlevés et mis dans des camps ou déportés de force.

Le constat est similaire concernant le concept des « enfants déportés ». Est-ce que le chiffre de 307.000 inclut ceux qui accompagnent leurs parents en fuite, des orphelins ayant perdu leurs parents pendant la guerre (mineurs non accompagnés) ou des enfants enlevés de force des institutions étatiques par les russes ? Comme il n'est pas possible de procéder à un examen indépendant des preuves ainsi que d'assurer une collecte de données fiable à l'égard des déportations supposées, une telle évaluation doit être reportée à plus tard lorsque le temps et les circonstances le permettent.

**Rémunération de collaborateurs externes | Question 6712 (25/08/2022) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**

Suite à des informations contradictoires concernant des collaborateurs externes du Ministère de l'Éducation nationale, auxquels des indemnités dues n'auraient pas encore été versées depuis le deuxième trimestre, en raison de l'épuisement du budget y afférent, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Le cas échéant, comment ladite situation a-t-elle pu survenir ? N'était-elle pas prévisible ?

– Est-il exact qu'une rallonge de crédits budgétaires ne peut être sollicitée qu'après l'épuisement des crédits concernés ?

– En quoi les vacances d'été peuvent-elles constituer un obstacle à la résolution de problèmes similaires ?

– N'existe-t-il pas de procédure visant à anticiper un éventuel dépassement budgétaire afin de prévenir un assèchement des moyens budgétaires ? Quelle est le cas échéant cette procédure ?

**Réponse (11/10/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances**

La guerre en Ukraine a engendré une augmentation considérable des besoins en personnel au sein des écoles internationales publiques. En effet, environ 1.300 élèves, réfugiés ukrainiens, ont dû être pris en charge, du fait notamment de l'obligation scolaire.

Afin de faire face à cette situation d'urgence, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a engagé de nombreux collaborateurs externes dès le deuxième trimestre de l'année scolaire 2021-2022, sur base des crédits budgétaires de l'article « 11.1.12.000 – Indemnités pour services de

tiers » de la loi modifiée du 17 décembre 2021 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022.

Toutefois, l'élaboration du budget pour l'année N est réalisée sur une base prévisionnelle et suit un calendrier budgétaire strict d'avril à mi-octobre de l'année N-1. En l'espèce, l'élaboration du budget alloué au MENJE pour l'année 2022 ne pouvait raisonnablement tenir compte de la survenance de la guerre en Ukraine ainsi que des conséquences y relatives.

Néanmoins, des adaptations du budget, qui doivent exclusivement porter sur des cas imprévisibles, sont possibles et une rallonge de crédits budgétaires peut être sollicitée. En l'occurrence, un dépassement des crédits votés pour l'année 2021-2022 est intervenu pour résoudre la situation. En raison du caractère imprévisible et volatil des développements liés à la guerre et à l'arrivée de réfugiés, le chiffrage des besoins supplémentaires s'est toutefois avéré particulièrement difficile.

Les vacances d'été n'ont pas constitué un obstacle particulier à la résolution de la situation d'espèce.

En effet, la demande de dépassement de crédit adressée par le MENJE au Ministère des Finances (MFIN) le 5 août 2022, soit dès que l'estimation relative au dépassement était réalisable, a été autorisée par le MFIN le 23 août 2022 sur base d'un avis émis le même jour par l'Inspection générale des finances.

La procédure mise en œuvre est celle du dépassement de crédit telle que prévue par l'article 66 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État pour les articles budgétaires qualifiés de « non limitatifs ».

**Bénévolat dans le cadre d'Esch2022 | Question 6721 (26/08/2022) de M. Fred Keup (ADR)**

2022 ass Esch, zesumme mat 18 Nopeschgemengen aus dem Minett („ProSud“) an aus Frankräich, Kulturhaaptstad vun Europa, eng Eier, déi sech Esch mat Kaunas (Litauen) an Novi Sad (Serbien) deelt. Am Virfeld vun deenen iwwer 2.000 Everten vun Esch2022 goufe Benevoller („REMIKER“) gesicht, déi geziilt, zum Beispill a Seminären, op hir Aufgabe virbereet goufen. D'Organisateure vun Esch2022 hate kuerz virum offizielle Start vun Kulturjoer verroden, datt si während dem Kulturjoer nach 1.000 zousätzlech Benevoller siche géifen. Um Site vun Esch2022 gouf preziséiert, datt dat haaptsächlech Leit aus der Regioun sollte sinn, well déi am beschten deenen „ungezielte Visiteuren“ hir Regioun erklären a méi no bréngen kéinten.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturministesch:

1. Leien der Madamm Minister Zuele vir, wéi vill Benevoller bis elo agestallt goufen?

2. Kann d'Madamm Minister eppes zum Profil vun dese Benevoller soen (Geschlecht, Alter, Nationalitéit, Schoulausbildung asw.)? Wéi vill vun dese Benevoller stamen aus enger vun den 19 Gemengen, déi um Kulturjoer bedeelegt sinn?

3. Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi vill Seminären an aner Veranstaltungen ofgehele goufen, fir d'Benevoller op hir Aufgabe virzubereeden? Gouf do och Allgemengwëssen iwwer eist Land, beziéungswies iwwer Esch an d'Südregioun (z. B. Kultur, Politik, Geschicht) vermëttelt?

4. Goufen un d'Kandidate verschidde Konditiounen gestallt, fir kënnen als Benevoller agestallt ze ginn (z. B. Sproochkenntnesser)?



5. Si verschidde Kandidaten ofgeleent ginn? Wa jo, aus wéi enge Grënn?

**Réponse** (28/09/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

ad 1. Virausgeschéckt, datt d'Benevolat als solches net enger Astellung gläichkënn, hu sech bei der ASBL Esch2022 ëm déi 950 Persounen gemellt, fir d'Europäesch Kulturhauptstad 2022 ze ënnerstëtzen, wouvun net sech der eng 365 Persounen op eng aktiv Aart a Weis engagéieren.

ad 2. Quitte datt de Profil net ausschlaggebend ass, kann ee soen, datt d'Benevollen aus dem ganze Land kommen, verschidden Nationalitéiten hunn an datt den Duerchschnittsalter 30 Joer ass.

ad 3. D'ASBL Esch2022 huet fir déi Fräiwëlleg souwuel initial Informatiounsseancen organiséiert wéi och Formatiounen an aner Aktivitéit fir a mat der ganzer Benevole-Equipe.

An deene Kadere goufen, ënnert anerem, d'Konzept an d'Zilsetzung vun den Europäesche Kulturhauptstad erkläert, de Projet Esch2022 gouf a senger verschidde Facetten detailléiert, an och wéi ee sech konkret abréngen kann, ob dat elo d'Projete vun der ASBL sinn oder d'Projeten, déi vun de Projektpartner organiséiert ginn.

An der Logik vun de Fräiwëllegen hiren Aufgabe goufen och nach aner Aspekter vermittelt, wéi zum Beispill den Accueil vu Leit mat besonnesche Mobilitéitsbesoinen, Éischt-Hëllef-Coursen asw. Anerersäits goufen awer och Visites guidées ugebueden, et gouf en Echange mat de Benevole vun anere Kulturhauptstad an och Momenter vu Konvivialitéit sinn net ze kuerz komm, insofern d'Pandemiegeschéien dëst erlaabt huet.

ad 4. Virausgeschéckt, datt d'Benevolat doranner besteet, datt eng Persoun fräiwëlleg an ouni Astellung seng Zäit, seng Kompetenzen a Kapazitéiten an den Dëngscht vun enger Saach stellt, goufen den interesséierte Persounen keng Konditiounen gestallt, fir d'Kulturhauptstad Esch2022 mat deem kënnen ze ënnerstëtzen, wat jiddereen un Zäit a Kompetenze matbruecht huet.

ad 5. An der nämmlecher Logik wéi an der viregter Fro ass och keng interesséiert Persoun ofgeleent ginn.

**Accidents en relation avec des poursuites policières** | Question 6722 (26/08/2022) de **M. Carlo Weber** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Déi ënnerschiddlechste Ëmstänn kënnen dozou féieren, dass d'Beamte vun der Police eng Verfolgungsjagd müssen aleeden. Duerch déi héich Vitessen an insgesamt d'Natur vun enger Poursuite besteet e Risiko, dass et zu Accidenter kënn.

An deem Zesammenhang wëlle mir dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froen stellen:

1. Wéi vill Accidenter sinn an de leschte fënnf Joer während enger Poursuite geschitt?

2. Wéi vill schwéier Blessuren sinn op dës Accidenter zeréckzeféieren?

3. Wéi héich ass de Schued un de Policegefierer, deen all Joer duerch Poursuiten zustane kënn?

4. Wie muss am Fall vun enger Poursuite informéiert ginn?

5. Muss eng Poursuite am Virfeld geneemegt ginn, respektiv kann eng Poursuite verweigert ginn?

6. Wa jo, vu wem a wat wieren d'Grënn dofir?

**Réponse** (06/09/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. bis 3. Bedéngt duerch déi niddereg Unzuel, déi Poursuiten am Total vun den Asätz vun der Police ausmaachen, gi keng spezifesch Statistiken iwwer Schued oder Accidenter bei Poursuite gefouert. Esou datt et onméiglech ass, déi gefroten Zuelen ze liwweren.

ad 4. Bei enger Poursuite muss kee vun der Police informéiert ginn.

ad 5. a 6. D'Decisioun, fir eng Poursuite anzuleeden an ofzebriechen, läit an éischter Linn am Ermiesse vun de Verfolgungsbeamten. Bei senger Appreciation muss de Beamten engersäits d'Gefor, déi vum verdächtege Chauffeur ausgeet (eventuell Strofdot, Barrage forcéiert, sech enger Kontroll entzunn asw.), an anerersäits d'Risiko fir de Stroosseverkéier mat abezéien.

**Manifestations dans le cadre d'Esch2022** | Question 6723 (26/08/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Kader vun Esch2022 ass et zu Diskussiounen komm doriwwer, wéi vill Veranstaltungen, déi bis elo stattfoungt hunn oder déi nach um Programm stinn, d'Predikat „Europäesch Kulturhauptstad-Event“ verdéngen a wéi vill der (ënner anerem Bezeichnung, awer an änlecher Form) souwiesou an deenen 19 „Kulturhauptstad“-Gemengen stattfoungt hätten, quasi als traditionell Kultureventer an der Südregioun. Den Organisateure gouf reprochéiert, alles ze vereinnahmen, wat eigentlech näischt direkt mat Esch2022 ze dinn hätt. Sou konnt een an der „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek“ liesen (13.05.2022): „Fakt ist allerdings, dass es ein wenig billig anmutet, wenn jedes Konzert und jede Kulturveranstaltung, die es auch vor 2022 bereits jährlich wiederkehrend gab, als ein Event im Rahmen der aktuellen Feierlichkeiten vereinnahmt wird. Das Jazz-Festival in Düdelingen gibt es seit Jahren erfolgreich, genau wie die dortige Fête de la musique, das Blues-Festival in Differdingen oder die Nuit de la culture in Esch. Genauso ergeht es auch den bestehenden Wegen, auf denen rechtzeitig vor dem Kulturjahr der „Minett Trail“ angelegt wurde, oder dem Grubenmuseum in Rümelingen. Viele Konzerte, die in diesem Sommer endlich wieder unter normalen Umständen stattfinden können, sind teilweise aus dem Jahr 2020 hierher verschoben worden. Diese auch noch mit in das Paket zu schüren, wirkt dann vollends bizarr.“

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Kulturministesch:

1. Kann d'Madamm Minister erklären, no wéi enge Krittikären een, onofhängeg vun der „REMIX“-Etikett, déi den Esch2022-Projeten ugepecht ass, als Kulturinteresséierten erkenne soll, ob eng kulturell Manifestation (Concert, Ausstellung, Workshop, Performance asw.) am Kader vun Esch2022 stattfënnt oder eng Veranstaltung duerstellt, „die es auch vor 2022 bereits jährlich wiederkehrend gab“?

2. Kann d'Madamm Minister preziséieren, ob et an de ProSud-Gemengen, déi um Kulturjoer deelhuefen, säit der Ouverture vun Esch2022 manner oder méi Kulturveranstaltungen wéi an de Jore virdu gouf? Wa jo, geet d'Madamm Minister dervun aus, datt dës Entwécklung mat Esch2022 zesammenhängt?

**Réponse** (13/09/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

ad 1. Déi Projeten, déi am Kader vun Esch2022 stattfannen, sinn op der Internetsäit vun Esch2022 am Agenda ze fannen (<https://esch2022.lu/en/cultural-agenda/>).

Mat Verweis op d'Antwort op d'parlamentaresch Fro N° 6429 vum 30. Juni 2022 sief och nach emol präziséiert, datt d'Projeten, déi am Kader vun Esch2022 stattfannen, entweder vun der ASBL Esch2022 selwer konzipéiert oder (an der Haaptsaach) opgrond vun engem Appel à projet selektionéiert goufen, dëst unhand vu geneeë Krittikären, déi der spezifischer Zilsetzung vun Esch2022 an de generellen Ziler vun der EU-Aktioun „Capitales européennes de la culture“ entsprechen. Zur zweeter Kategorie gehéieren och Projeten, déi net spezifesch fir Esch2022 ausgeschafft goufen, mee vun de jeeeweilige Projektträger am Kader vum Appel à projets deementspreechend adaptéiert goufen, fir d'Uleies an d'Krittikären vun der Europäescher Kulturhauptstad an Uecht ze huelen, respektiv fir de Projet dëst Joer spezifesch op d'Iwwerleeunge vun Esch2022 auszeriichten. Well et sech bei enger europäescher Kulturhauptstad net ëm e Kulturjoer handelt, läit den Interessi vun esou Projeten och an der Kontinuitéit vun de jeeeweiligen Thematiken, déi se uschwätzen.

ad 2. De Kulturministère féiert keng Lëschten, wéi vill Kulturveranstaltungen pro Joer a Gemengen vun de lokale Verwaltungen oder soss Projektträger organiséiert ginn. E pauschale Verglach vun der Unzuel u Kulturveranstaltungen wier am Kader vun Esch2022 och net onbedéngt sënnvoll: Engersäits besteet d'Zilsetzung vun der Europäescher Kulturhauptstad net doranner, fir méiglechst vill Kulturveranstaltungen während dësem Joer opweises ze hunn, an anerersäits sinn d'Esch2022-Projeten – am Sënn vun der Saach – och esou ausgeluecht, datt déi meeschst dovunner eng Unzuel vun aneren Aktivitéiten (z. B. Ateliers asw.) mat sech bréngen. Dëst ass sécher eng Entwécklung, déi mat Esch2022 zesammenhängt an och esou geduecht ass, ënner anerem par rapport zum participativen Usaz vun der Kulturhauptstad.

**Verse de terrains communaux aux fins de logements** | Question 6725 (29/08/2022) de **Mme Semiray Ahmedova** | **M. François Benoy** (déi gréng)

À travers la question parlementaire n° 5043, nous souhaitons connaître l'appréciation de Madame la Ministre par rapport à la décision de la commune de Helperknapp de mettre en vente de 55 terrains à bâtir viabilisés à Boevange, se trouvant dans sa propriété, pour un prix moyen par are de 80.000 €. Dans sa réponse, Madame la Ministre a répondu qu'il est fortement conseillé aux communes de ne pas céder leur patrimoine immobilier, d'avoir recours à l'emphytéose et de prévoir, en cas de vente de terrains, un droit de préemption en leur faveur.

À peine 10 mois plus tard, la Ville de Wiltz vient de lancer la vente de 102 terrains à bâtir à prix abordables, ayant entre 2,3 à 12,1 ares et situés sur un terrain que la Ville de Wiltz a acheté en 2018.

Dans ce contexte, nous souhaitons avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) L'approche de la Ville de Wiltz ne contrecarre-t-elle pas la politique du Gouvernement qui consiste notamment à agrandir le parc de logements publics, à vendre le cas échéant en emphytéose et avec droit de préemption en faveur de la commune ?

2) Est-ce que le projet de lotissement de la Ville de Wiltz prévoit l'emphytéose et/ou un droit de préemption ?

3) Madame la Ministre a-t-elle approuvé la décision du conseil communal de Wiltz du 21 juin 2022 et l'opération immobilière en question ?

**Réponse** (28/09/2022) de **Mme Taina Boffering**,  
Ministre de l'Intérieur

Les modalités de vente fixées par le conseil communal de Wiltz dans sa séance du 21 juin 2022 et réceptionnées au Ministère de l'Intérieur en date du 17 août 2022 concernent exclusivement la vente de terrains correspondant aux lots 2 à 5, 7 à 48, 50 à 105 dans le lotissement « Op Heidert ».

En ce qui concerne la cession des lots énumérés ci-avant, la conclusion de baux emphytéotiques n'a pas été retenue par la commune, malgré la recommandation du Ministère de l'Intérieur, selon laquelle les baux emphytéotiques sont, en règle générale, à privilégier à la vente de terrains, et il ne ressort pas clairement du texte de la délibération présentée à mes services, si le recours au bail emphytéotique a été discuté au conseil communal comme un mode de cession alternatif. Ceci dit, et conformément au principe de l'autonomie communale, le conseil communal est libre de délibérer sur la cession éventuelle de terrains appartenant au domaine privé de la commune, pour autant que cette opération réponde à un intérêt communal, conformément à l'article 28 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

En ce qui concerne plus particulièrement le droit de préemption, la commune s'est réservée dans certains cas de figure un droit de préemption conventionnel pendant une durée de dix ans.

Les modalités de vente, non sujettes à approbation, sont actuellement en cours d'analyse par mes services. En cas d'éventuelles illégalités ou de contrariétés à l'intérêt général ayant une incidence directe sur les transactions immobilières à conclure, la commune en sera informée.

**Cancer de la peau** | Question 6726 (29/08/2022) de  
**M. Claude Lamberty** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

De Klimawandel an déi klimatesch Verännerunge suergen dofir, dass ëmmer méi UV-Stralung d'Ärdoberfläch erreecht. Duerch den Èmschwung am Wieder halen sech och ëmmer méi Leit méi laang dobaussen op, fir vun der Sonn an de waarmen Temperaturen ze profitieren. Och bestëmmten Aarbechtsgruppe sinn duerch hir Tätigkeet haaptsächlech dobaussen.

Et ass gewosst, dass eng iwwerméisseg UV-Stralung d'Entsteeung vun Hautkriibs ka begünstegen. Domat gëtt den UV-Schutz ëmmer méi wichteg. Laut engem Artikel aus dem „Lëtzebuurger Wort“ am Juni 2022 ginn et all Joer weltwäit 2–3 Milliounen Fäll vun Hautkriibs uechtert d'Welt. Hei zu Lëtzebuerg wier et déi meescht verbreeten Zort vu Kriibs. An Europa géifen d'Diagnose vum Hautkriibs sech all 10 Joer verduebelen.

D'Fondation Cancer huet dëst Joer hir Initiativ vun 2021 widderholt an op enge sëllege Plazen uechtert d'Land Sonnecrème-Spender opgestallt. Dëst fir nach eemol op d'Problematik an d'Geforen opmierksam ze maachen, déi villen Artikelen no nach ëmmer ënnerschat ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Gesondheitsministesch, dem Här Minister fir sozial Sécherheet an dem Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll vun Hautkriibs goufen et iwwer déi lescht 20 Joer zu Lëtzebuerg? Ass en Trend no uewe feststellen?

2. Den Artikel 94.3 vum Code de la sécurité sociale beseet: « Peut être reconnue comme maladie

professionnelle une maladie non désignée dans le tableau, si l'assuré rapporte la preuve de son origine professionnelle. » Sinn et iwwer déi lescht 10 Joer Fäll ginn, wou Persounen aarbechtsbedéngt un Hautkriibs erkrankt sinn? Falls jo, wéi vill?

3. Wat gëtt gemaach, fir dës Leit virun engem Erkrankungsrisiko ze schützen?

4. Ginn all Erkrankungen vun Hautkriibs hei zu Lëtzebuerg erfaasst? Falls nee, wisou net?

5. D'Delaïen, fir en Dermatolog ze gesinn, zéien sech oft iwwer Méint. Munch Dokteren huelen och keng Urgenceterminer un. Vu dass Kriibs am beschten esou fréi wéi méiglech traitéiert gëtt, wéi kann eng schnell Prise en charge vun engem Patient assuréiert ginn?

6. Gëtt et nieft der Initiativ vun der Fondation Cancer och eege Pläng vum Gesondheitsministère, fir d'Leit an Zukunft iwwer d'Risiken ze informieren, Prävention zu leeschten a Mëtzel zum Schutz bereetzstellen?

**Réponse** (30/09/2022) de **Mme Paulette Lenert**,  
Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. D'Gesondheitsdirektioun huet keng Zuelen iwwer d'Unzuel vun Hautkriibsfäll an deene leschten 20 Joer. Sait 2013 gëtt all Kriibsaart am Registre national du cancer (RNC) erfaasst. De leschte Rapport national du cancer, an deem 66 nei Fäll vu Melanomen zu Lëtzebuerg diagnostizéiert goufen, gouf op Basis vun den Zuele vun 2013 publizéiert<sup>8</sup>. Bezüglech der Tendenz stellt de Registre national du cancer op Basis vu virleefegen Erkenntnisser keng Augmentatioun vun der Unzuel vun neie Fäll pro Joer fest.

ad 2. Der Gesondheitsdirektioun leie keng Informatiounen iwwer aarbechtsbedéngten Hautkriibserkrankungen iwwer déi lescht zéng Joer vir. Allerdéngs si laut de Rapport<sup>9</sup> vun der Association d'assurance accident (AAA), d'Zuele vun aarbechtsbedéngte Krankheeten am Zesammenhang mat Hautkriibs folgendermoossen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

ad 3. Et goufe verschidden ëffentlech Gesondheitscampagnen organiséiert, ënnert anerem am Kader vum Plan national cancer 2020-2024<sup>10</sup>. Dës Campagnë riichten sech souwuel un den Aarbechtssecteur wéi och un de Grand public.

Déi järelech Informatiounscampagne, déi d'Gesondheitsdirektioun an Zesammenaarbecht mat der Société luxembourgeoise de dermatologie ausschafft, berouen op zwee grouss Piliere:

- De Schutz viru Sonnestrale fërderen;
- Op e fréizäitegen Depistage sensibiliséieren.

Zu deene wichtigste Campagnen, déi op nationalem Niveau duerchgefouert goufen, gehéieren:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

ad 4. Laut dem Artikel 5 vum Règlement grand-ducal du 18 avril 2013 déterminant les modalités et conditions de fonctionnement du registre national du cancer et modifiant le règlement grand-ducal du 20 juin 1963 rendant obligatoire la déclaration des causes de décès gëtt all Fall vu Kriibs, deen zu Lëtzebuerg behandelt oder diagnostizéiert gëtt, vum Registre national du cancer enregistré. An dat souwuel ob de Patient Resident ass oder Non-Resident ass.

<sup>8</sup> Rapport national du cancer 2020, Ministère de la Santé ; pages 39 et 40.

<sup>9</sup> <https://aaa.public.lu/de/aaa/Rapport-annuel.html>

<sup>10</sup> Plan national cancer, Sait 77

Bei Hautkriibsaarten, déi keng Melanome sinn, ass et allerdéngs schwierig, all Donnéeën ze erfaassen, well déi meescht Fäll ausserhalb vun de Spideeler, also a Privatpraxisse vun Dermatologen behandelt ginn an net all Fall eng histologesch Bestätegung kritt.

ad 5. D'Gesondheitsdirektioun huet keng Informatiounen iwwer de Fleegeparcours an d'Waardezäite bei den Dermatologen. Allerdéngs ass et méiglech, dass souwuel d'Generaliste wéi och d'Aarbechtsdokteren sech un enger reegelméisseg Hautënnersichung vu Risikopatiente bedeelegen. Ausserdeem soll ee weiderhin d'Gesamtbevölkerung iwwer d'Prevention vun de Risiken duerch Sonnenstrahlung an UV-Stralung opklären.

ad 6. Ënnert der Obhut vum Gesondheitsministère leeft zuzäit den zweete Plan cancer, deen d'Period 2020-2024 ofdeckt. Eent vun den Objektivier ass et, d'Prevention an d'Versuergung vun de Kriibspatienten ze verbessern.

**Réserves en gaz naturel devant les côtes chypriotes** | Question 6727 (29/08/2022) de **M. Gusty Graas** | **M. Max Hahn** (DP)

En Méditerranée, devant les côtes chypriotes, se trouvent d'importantes réserves en gaz naturel. Récemment de nouveaux gisements y ont été découverts, qui selon le président de l'Institut de l'énergie du sud-est de l'Europe (IENE) pourraient à terme représenter une alternative européenne à l'approvisionnement de gaz russe.

Or, l'exploitation de ces gisements est actuellement contrariée par la Turquie qui non seulement revendique ces réserves en gaz naturel, mais aussi s'oppose à toute tentative de trouver une solution commune avec la Chypre.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Le Gouvernement est-il d'avis que les gisements en Méditerranée de l'Est pourraient contribuer à renforcer l'indépendance de l'UE vis-à-vis de la Russie en matière énergétique ?

2) Jusqu'à quand l'exploitation des gisements en question pourrait se faire ?

3) Existe-t-il des négociations au niveau de l'UE avec la Turquie afin de trouver une solution pour l'exploitation des gisements en question ?

**Réponse** (29/09/2022) de **M. Jean Asselborn**,  
Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1) Les gisements de gaz en Méditerranée de l'Est, y inclus les gisements découverts dans la zone économique exclusive de Chypre, représentent une ressource énergétique supplémentaire et complémentaire qui pourrait en principe contribuer à renforcer l'indépendance de l'UE en matière énergétique. En même temps, force est de constater que tout investissement important dans l'exploitation d'énergies fossiles risque de contribuer à un verrouillage technologique aux dépens des efforts consentis en matière de développement des énergies renouvelables et des objectifs du Pacte vert, notamment la neutralité carbone d'ici 2050.

ad 2) Le Gouvernement luxembourgeois n'est pas en mesure de se prononcer sur le calendrier des travaux envisagés pour la mise en place de l'infrastructure nécessaire.

ad 3) En mars 2015, un cadre de dialogue à haut niveau sur l'énergie a été mis en place entre l'UE et la

Turquie. Les activités de forages unilatérales menées par la Turquie en Méditerranée orientale ont entraîné la suspension de ce dialogue.

**Disparitions de mineurs** | Question 6728 (29/08/2022) de **M. Claude Lamberty** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Duerch d'Press grad wéi op de gängege soziale Medie gëtt d'Bevëlkerung ëmmer mol erëm op vermësste Persounen opmierksam gemaach a gefrot, Mathëllef ze leeschten a méiglech Informatiounen zum Verschwanne vun enger Persoun weiderzereechen. Eleng tëschent dem 22. an dem 26. August sinn dräi Messagen erausgaangen, fir jonk Meedercher am Alter tëschent 13 a 14 Joer erëmzefannen.

Während d'Fotoe vun de Meedercher op Lëtzebuenger Noriichtportaler an op de sozialen Netzwierker kurséiert sinn, ware se um Site vun der Police an der Kategorie zu den Effentleckeetsfahndungen an de vermësste Persounen zwar och affichéiert, allerdéngs nëmmen, wann een de Site a franséischer Sprooch opgeruff huet.

Fir Fäll, an deenen d'Police bei engem Mannerjärege vun enger sougenannter „disparition inquiétante“ ausgeet, gëtt en AMBER Alert ausgeléist. Laut engem Bäitrag um Internetsite vun enger nationaler Radios- an Televisiounschaïne géif d'Administration judiciaire all Verschwanne vun engem Mannerjärege als beonrouegend consideréieren. Säit des Initiativ 2016 gegrennt ginn ass, wier allerdéngs eréischt een eenzeg AMBER Alert ausgeléist ginn. Deemo waren och rezent Meldungen op deemem Site net affichéiert.

An deem Kader wollte mir der Madamm Justizministeschen an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Vermësstemeldunge goufen et zu Lëtzebuerg iwwer déi lescht zéng Joer?
2. Wéi vill dovunner ware Mineuren?
3. A wéi vill Prozent vun de Fäll konnten d'Persounen erëmfonnt ginn, an a wat fir engem Zäitraum?
4. Wat sinn déi heefegst Grënn fir Disparitiounen?
5. Ginn den Internetsite vun der Police an de Site vum AMBER Alert am Fall vu Vermësstemeldunge reegelméisseg a komplett à jour gesat?
6. Falls nee, wéi sou net?
7. Um Site vun AMBER Alert kann een sech umellen, fir dës Alerten iwwer sozial Netzwierker ze kréien. Fannen d'Madamm an den Här Minister et effikass, dass de Public sech proaktiv fir dës Messagë muss umellen?
8. Wéi vill Leit si bis dato fir dës Meldungen enregistriert?
9. Wéi stinn d'Madamm an der Här Minister dozou, an all Fall vun enger Vermësstemeldung Ecranen am effentlechen Transport anzusetzen, fir d'Sich no de vermësste Leit méi wäit auszebreden?
10. Ab wéini gëtt am Fall vun engem vermësste Mineur d'Kooperatioun mat Europol an Interpol lancéiert?

**Réponse** (04/10/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. an 2. Déi folgend Tabelle ginn déi gefrotene Zuelen un. Et ass ze bemerken, dass net all Vermësstemeldung effentlech gemaach gëtt. De Choix vun enger effentlecher Vermësstemeldung gëtt um cas par cas tëscht Police a Parquet gekuckt.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 3. Et ass aus verschiddene Grënn net méiglech, konkret Zuelen unzeginn.

Éischtens tauche verschidde vermësste Persounen relativ séier erëm op, wat d'Famill, déi d'Disparitioun signaléiert huet, awer net der Police matdeelt. Dëst huet awer weider keng Inzidenz op d'Policeaarbecht, déi ëmmer kloer Virgabe bei enger Vermësstemeldung follegt. De Suivi vun enger Vermësstemeldung ass doduerch ëmmer assuréiert, a jee nodeems, wéi se agestuuff ginn ass, kann et dann och zu enger Enquête judiciaire ënnert der Responsabilitéit vun de Justizautoritéite kommen.

Zweetens erméiglecht d'Datebank vun der Police et net, statistesch en direkte Lien tëschent de Vermësstemeldungen an dem Rëmpofanne vun enger als vermësst gemellter Persoun hierzestellen.

Drëttes gëtt den informatieschen System vun de Justizautoritéiten d'Reapparitioun net ëmmer hier, vu datt d'Policerapporten, déi mentionéieren, datt d'Persoun erëmfonnt gouf, zum Deel un aner Rapporten annexéiert ginn.

ad 4. Dës Grënn kënnen ganz ënnerschiddlech sinn, esou datt et schwierig ass, eng kloer Tendenz ze identifizéieren.

Bei Mannerjärege handelt et sech oft ëm Fuguen a se kommen no 24–48 Stonnen erëm heem. A verschiddene Fäll verschwannen d'Mannerjärege wéinst Onwuelbefannen oder bei Konflikter am familiären Ëmfeld. All Fall gëtt der Police gemellt, de Parquet gëtt informéiert a Recherch ginn an d'Wëeër geleet.

Bei Erwuessene kënnen d'Grënn och ganz divers sinn. Verschidde Persounen wëllen sech vun hirem Ëmfeld an hirer Famill distanzéieren, anerer hunn eng Bekantschaft gemaach, déi se nach net offizialiséieren wëllen. Schlussendlech gëtt et och nach de Fall vun eelere Persounen, déi hir Wunneng net méi erëmfinden.

Ausserdeem muss bemierkt ginn, datt, wann eng Persoun erëmfonnt gëtt an awer net wëll, datt hir Famill doriwier informéiert gëtt, d'Justizautoritéiten dës Wunsch respektéieren müssen. An deem Fall gëtt d'Famill informéiert, datt d'Persoun erëmfonnt gouf, mee et gi keng weider Informatiounen geléiwert.

ad 5. a 6. D'Police versicht bei effentleche Vermësstemeldunge steets, dës esou gutt ewéi méiglech ze verbreden. E wichtegen a fiabele Partner stellt an dës Fäll d'Press duer, déi dofir suergt, datt d'Meldunge séier a wäit verbreet ginn. D'Police beriff sech awer och op hir eegen Outilen. Dozou gehéieren niewent enger Pressematdeeling d'sozial Medien. Esou gëtt all effentlech Vermësstemeldung op der Säit vun der Police op Facebook an Twitter publizéiert. Dëst si bei Wäitem déi effizientst Outilen. Eleng op Facebook ginn an der Moyenne ronn 25.000 Leit mat enger Meldung erreecht. Den Internetsite vun der Police gëtt bei Wäitem net esou vill consultéiert wéi d'sozial Medien. Am Prinzip ginn awer all déi effentlech Vermësstemeldungen op [Police.lu](http://Police.lu) publizéiert. Et waren effektiv net ëmmer alleguerten d'Meldunge parallel op der Police hirer englescher an däitscher Versioun visibel. Dëst ass entre-temps awer assuréiert.

De Site vun AMBER Alert gëtt just dann à jour gesat, wann och en AMBER Alert ausgeléist gëtt. Am Prinzip geschitt dat bei engem vermësste Mineur, wou ee kann dovun ausgoen, datt d'Liewe vum Kand a Gefor ass. D'Decisioun, den AMBER Alert auszeléisen, gëtt vun der Police zesumme mam Parquet getraff.

ad 7. an 8. AMBER Alert bitt de Leit verschidde Méiglechkeeten, sech ze enregistrieren, dorënner d'Aschreiwung op eng Newsletter. Hei si momentan 1.188 Leit enregistriert. Dës Leit kréie bei engem AMBER Alert e Mail geschéckt. Och hei muss ee soen, datt d'sozial Medien awer méi effizient sinn. Gëtt zu Lëtzebuerg en AMBER Alert ausgeléist, kritt automatesch all Persoun op Facebook, déi hei am Land agelogg ass, ob Resident oder net, eng Notifikatioun, och wa se néierens enregistriert ass.

ad 9. Dës Mesure kéint am Prinzip en effikasse Moyen duerstellen, fir vermësste Persounen besser kennen erëmzefannen, vu datt d'Vermësstemeldung esou potenziell méi Visibilitéit kritt.

ad 10. E vermësste Mineur gëtt nëmmen national an am Schengen Information System (SIS) signaliséiert („zur Fahndung ausgeschrieben“). Europol an Interpol ginn net direkt mat implizéiert. Et ass awer méiglech, de vermësste Mineur am Interpol System ze signaliséieren, wann et e Verdacht gëtt, dass d'Persoun sech ausserhalb vum Schengenraum kéint ophalen. Dëst kann awer just gemaach ginn op Decisioun vum Parquet.

**Droit à un congé parental** | Question 6730 (29/08/2022) de **M. Léon Gloden** | **M. Marc Spautz** (CSV)

D'après la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), le droit à un congé parental est « un droit social de l'Union qui revêt une importance particulière, lequel a, au demeurant, été inscrit à l'article 33, paragraphe 2, de la Charte des droits fondamentaux. Il s'ensuit que ce droit ne peut être interprété de façon restrictive. »<sup>11</sup> Dans cet arrêt, la CJUE a jugé contraire au droit européen, l'interprétation de la Caisse pour l'avenir des enfants qui subordonne « le droit à un congé parental d'un parent à la condition que celui-ci travaille au moment de la naissance ou de l'adoption de son enfant. »<sup>12</sup>

En vertu de l'article L. 234-43 du Code du travail, l'une des conditions pour bénéficier du congé parental est l'affiliation à la sécurité sociale « sans interruption pendant au moins douze mois continus précédant immédiatement le début du congé parental ». En outre, le salarié bénéficiaire doit être employé sous contrat de travail ou contrat d'apprentissage pendant toute la durée du congé parental. Aux termes de l'article L. 234-44, paragraphe 8 du Code du travail, le droit au congé parental prend fin lorsqu'une de ces conditions cesse d'être remplie.

Ainsi, suivant les dispositions légales précitées, une personne inscrite auprès de l'ADEM en tant que demandeur d'emploi et bénéficiaire de l'allocation chômage ne pourrait pas prétendre au congé parental, alors même que la condition d'affiliation auprès de la sécurité sociale pendant douze mois continus avant le début du congé parental serait remplie. De même, un salarié qui perdrait involontairement son emploi pendant la période du congé parental verrait son congé parental prendre fin immédiatement, sans possibilité de reporter la période restante du congé parental à une date ultérieure. À l'inverse, un salarié qui perdrait son emploi avant le début du congé parental, conserverait la possibilité de prendre le second congé parental pour le même enfant plus tard, une fois que les conditions légales soient de nouveau réunies.

La Chambre des Salariés a d'ailleurs déjà évoqué la problématique des « salariés qui subissent une cessation

<sup>11</sup> CJUE, XI c. Caisse pour l'avenir des enfants, 25 février 2021, aff. C-129/20, pt. 44

<sup>12</sup> Ibid, pt. 48

de plein droit de leur contrat de travail du fait d'une cessation des affaires de l'employeur, par exemple suite à la faillite de l'entreprise pendant la durée de leur congé parental. Du fait de la cessation du contrat de travail le congé parental prend fin sans qu'il soit arrivé à échéance.»

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils d'avis que la condition d'avoir un emploi pendant toute la durée du congé parental est justifiée ?

2) Faut-il maintenir l'exclusion du congé parental aux personnes bénéficiant d'une allocation chômage ? Une suspension de l'affiliation auprès de l'ADEM et du paiement des indemnités chômage ne devrait-elle pas être envisagée afin de permettre à ceux ayant perdu involontairement leur emploi d'arrêter/suspendre leurs recherches d'emploi et se consacrer temporairement à l'éducation de leur enfant en bénéficiant du congé parental ?

3) Faut-il continuer à mettre fin, de façon anticipée, au congé parental pour les salariés qui viendraient à perdre involontairement leur emploi au cours du congé parental ? Dans l'affirmative, n'existe-t-il pas un risque de rupture d'égalité entre un salarié qui perdrait son emploi involontairement avant le début de son congé parental et celui qui perdrait son emploi involontairement en cours du congé parental ? Afin de pallier à une éventuelle inégalité de traitement injustifiée, une exception ne devrait-elle pas être prévue pour permettre aux salariés ayant perdu leur emploi pendant le congé parental, soit de maintenir le congé parental, soit de reporter à une date ultérieure la période restante du congé parental ?

**Réponse (29/09/2022) de Mme Corinne Cahen,** Ministre de la Famille et de l'Intégration | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) Conformément à l'article L. 234-43, paragraphe 1<sup>er</sup> du Code du travail, peut prétendre au congé parental, tout parent pour autant qu'il « est affilié obligatoirement à la sécurité sociale luxembourgeoise au moment de la naissance ou de l'accueil du ou des enfants à adopter et sans interruption pendant au moins douze mois continus précédant immédiatement le début du congé parental, soit au sens de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1, sous 1) du Code de la sécurité sociale moyennant un ou plusieurs contrats de travail totalisant au moins dix heures de travail par semaine, soit au sens de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1, sous 2) ou 10) du Code de la sécurité sociale » et qu'il « est occupé, en cas d'activité salariale, du chef d'un ou de plusieurs contrats de travail ou d'un contrat d'apprentissage pendant toute la durée du congé parental ». L'article 234-44, paragraphe 8 du Code du travail prévoit que « Le droit au congé parental prend fin lorsque l'une des conditions prévues à l'article L. 234-43 cesse d'être remplie », donc également lorsque cesse la condition d'occupation prévue à la disposition en question.

À cet égard, il y a lieu de préciser que la loi du 22 décembre 2006 portant entre autres modification de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales avait précisé que le bénéficiaire du congé parental doit être détenteur du contrat de travail pendant toute la durée du congé parental. La justification de cette précision réside dans la finalité du congé en question comme le précise le commentaire de l'article et du paragraphe correspondant. En effet, on y lira que « le

texte proposé comporte une précision supplémentaire indispensable pour garantir que la nature du congé parental soit respectée ». Or, cette nature avait déjà été clairement indiquée au moment de l'introduction de ce congé par la loi de 1999 précitée et elle consistait à favoriser la conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale.

Si le projet de loi portant sur la modification : 1° du Code de la sécurité sociale ; 2° du Code du travail ; 3° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ; 4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux (doc. parl. n° 7828) opère des modifications dans les dispositions relatives au congé parental, il n'affecte toutefois pas cette condition tenant à la nécessité d'une occupation pendant le congé parental. En effet, le dispositif projeté est censé tenir compte d'un arrêt du 25 février 2021 de la Cour de justice européenne en supprimant la condition suivant laquelle le salarié doit être affilié à la sécurité sociale au moment de la naissance de l'enfant.

ad 2) Ces questions ne sont pas sujet de l'accord de coalition 2018-2023, cependant le Gouvernement est ouvert à discuter le sujet à la demande des partenaires sociaux.

ad 3) Il n'est actuellement pas prévu de prévoir une exception pour permettre aux salariés ayant perdu leur emploi pendant le congé parental, soit de maintenir le congé parental à une date ultérieure, ceci également en raison des difficultés pratiques qui seraient engendrées par une telle solution. En effet, en dehors de la question de la durée pendant laquelle un tel droit à un congé parental restant serait maintenu, se pose également la question si une telle condition pourrait être imposée à un nouvel employeur, sous peine de générer un effet néfaste sur le marché du travail (en effet, les employeurs concernés pourraient être récalcitrants pour engager des salariés qui ont encore un restant de congé parental). Force est de constater également que les deux salariés visés dans l'exemple des honorables Députés se trouvent dans des situations différentes dès le départ alors que l'un des salariés concernés ne bénéficie pas du congé parental au moment de la rupture de la relation de travail tandis que l'autre salarié en bénéficie au moment de la rupture.

**Modernisation des cérémonies civiles liées aux funérailles** | Question **6732** (29/08/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

Les cérémonies civiles du mariage et du PACS bénéficient depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2022 d'une adaptation légale aux fins de rendre leur célébration plus moderne, flexible et individualisée. Ainsi, le conseil communal d'une commune peut désormais déterminer d'autres lieux que la maison communale comme lieux de célébration des cérémonies civiles précitées.

L'accord de coalition 2018-2023 mentionnait également la modernisation d'autres cérémonies civiles et notamment que « l'ensemble des textes concernant l'inhumation, les sépultures, les cimetières et les funérailles seront revus ».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre a-t-elle déjà entamé les travaux de réforme des textes concernant l'inhumation, les sépultures, les cimetières et les funérailles ? Existe-t-il éventuellement déjà un ou plusieurs avant-projets de loi ?

2) Quels sont les éléments des cérémonies que Madame la Ministre prévoit de moderniser et quels sont les changements prévus ?

3) Quand est-ce qu'elle envisage de déposer les projets de loi afférents à la Chambre des Députés ?

**Réponse (06/10/2022) de Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur

La modernisation des cérémonies civiles, prévue dans l'accord de coalition 2018-2023, a été entamée avec une ouverture des lieux propices à la célébration des mariages et partenariats civils (PACS). La loi du 8 juin 2022<sup>13</sup> a en effet permis de moderniser et d'individualiser lesdites cérémonies en permettant aux conseils communaux d'affecter des lieux autres que la maison communale à la célébration des cérémonies précitées afin de flexibiliser leur organisation. Une campagne nationale a été lancée pour informer les citoyens-ne-s des nouvelles possibilités qui s'offrent à eux.

Le Ministère de l'Intérieur entend poursuivre dans cette voie de modernisation et analysera, en collaboration avec le Département des cultes, afin de tenir compte de l'aspect religieux de certaines cérémonies funéraires, et avec le Ministère de la Santé pour ce qui concerne toute considération sanitaire, les pistes pour offrir des possibilités de pratiquer les différents rites funéraires reflétant l'évolution de la société luxembourgeoise dans les meilleures conditions possibles. Par ailleurs, je tiens à ajouter que le sujet a été abordé à l'occasion de l'entrevue qui a eu lieu le 5 octobre 2022 entre le Gouvernement et le Syvicol, lors de laquelle il a été retenu que ce dernier sera associé à l'analyse précitée, à l'étude d'une ou de plusieurs solutions régionales ainsi qu'à l'élaboration de recommandations aux communes.

Il y a toutefois lieu de préciser que, contrairement à la célébration des mariages et des déclarations de PACS, des procédures ou cérémonies légalement définies n'existent pas actuellement pour les funérailles, ce qui offre déjà une plus grande flexibilité pour leur organisation. Dans ce contexte, le ministère évalue également les possibilités de la réalisation en pratique de cimetières neutres.

**Médicament anticancéreux Trodelvy** | Question **6733** (30/08/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Trodelvy ass ee Medikament, wat bei Kriibspatienten agesat gëtt. Eisen Informatiounen no ass et ee Medikament, wat hei zu Lëtzebuerg enregistréiert ass an och schonn hei agesat gouf, wou een awer muss eng extra Demande areechen, fir et kënnen unzewenden.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch bestätegen, dass Trodelvy zu Lëtzebuerg schonn zum Asaz koum?

2. Kann d'Ministesch erklären, wat fir Schrëtt ee Patient respektiv säin Dokter muss huelen, fir den Traitement mat dësem Medikament kënnen ze kréien?

3. Kann d'Ministesch erklären, firwat dës Schrëtt muss geholl ginn, ier en Traitement ka gestart ginn?

**Réponse (06/10/2022) de Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Bis zum 9. September 2022 huet d'Gesondheetsdirektioun hiren Accord zu zwielef Demandé fir

<sup>13</sup> Loi du 8 juin 2022 : 1° modifiant : a) le Code civil ; b) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; 2° abrogeant la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19.

den Asaz vum Trodelvy ginn. Dës Demandë gi vu Spezialisten, déi habilitéiert sinn, den Trodelvy zu verschriewen an un ee Spidol rattachéiert sinn, gestallt.

ad 2. Wann d'Spezialisten ee Medikament, wat nach net kommerzialiséiert gouf, am Kader vun engem Usage compassionnel asetze wëllen, mussen verschidden Demarchë lancéiert ginn. Et gëtt an deem Fall eng Prescription gemaach, déi vum Spidolsapdikter completéiert gëtt. Duerno muss en Avis vun der Gesondheidsdirektioun, respektiv vun der Division de la pharmacie et des médicaments ageholl ginn, dee via Formulaire vum Spidolsapdikter ugefrot gëtt. Dës Demande gëtt am Prinzip innerhalb vun zwee bis dräi Deeg traitéiert (oder den Dag selwer am Fall vun enger Urgence).

ad 3. Trodelvy ass zënter dem 22. November 2021 vun der Europäescher Kommissioun an allen EULänner autoriséiert an dat och zu Lëtzebuerg, wou dëst Medikament zanter dem Ufank vun dësem Joer eng Zouloosung huet. Den Titulaire vun der Autorisation de mise sur le marché (AMM), an dësem Fall Halter, Gilead Sciences Ireland UC, huet de Gesondheitsministère Enn 2021 doriwwer informéiert, datt d'Mise effective sur le marché eréischt fir Enn 2022 geplangt ass.

Allerdéngs gouf d'Kommerzialisatioun vum Medikament op Ufank 2023 verluecht, well nach Modalitéiten zur Präisfixéierung gekläert mussen ginn.

Am Kader vun engem sougenannten „usage compassionnel“<sup>14</sup> ass et allerdéngs méiglech, ee Medikament anzesetzen, ouni datt nach en offizielle Präis festgeluecht ginn ass. Dëst ass allerdéngs just méiglech am Fall vun enger Behënnerung, enger chronischer oder anerer schwéierer liewensgefäerlecher Krankheet, déi just mat engem Medikament behandelt ka ginn, dat zu Lëtzebuerg net registréiert oder vermaart gëtt. Déi zwielef Asätz vum Trodelvy sinn an dësem Kader geschitt.

Trovelvy kënnt als Monotherapie fir d'Behandlung vun Erwuessener mat onresectablem oder metastateschem triple-negativem Broschkriibs (TNBC) zum Asaz, déi op d'mannst zwou systemesch Therapie kritt hunn, dorënner op d'mannst eng fir eng fortgeschratte Form vun der Krankheet.

Trodelvy kann och nëmme vu medezinneschem Personal verschriwwen ginn, wat am Domaine vun den Antikriibs-Medikamenten Erfahrung huet. Dëst Medikament soll doriwwer eraus och nëmme administréiert ginn an engem Ëmfeld, wou eng Reanimatiounsméiglechkeet besteet.

**Personnel de Luxair** | Question 6734 (30/08/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Fir de 26. September ass eng Tripartite am Aviatioussecteur virgesinn, fir iwwert d'Situatioun bei der Luxair ze schwätzen a Léisungen ze fannen. De Minister huet an engem RTL-Interview ugedeit, datt doriwwer wäert diskutéiert ginn, fir de Chômage partiel bei der Luxair net méi virunzeféieren.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Fir wéi vill Persounen huet d'Luxair säit Mäerz 2020 Chômage partiel ugefrot (opgeléicht no Mount)?

<sup>14</sup> L'usage compassionnel est défini à l'article 83 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire, et instituant une Agence européenne des médicaments.

2. Wéi vill Persounen huet d'Luxair detachéiert säit Mäerz 2020 (opgeléicht no Mount)?

3. Wéi vill Persoune goufe säit Mäerz 2020 entlooss?

4. Ginn et Fäll, wou op Positionen vun deenen uewe genannte Gruppen duerch Externer ersat goufen? Wou zum Beispill eng Persoun vum Luxair-Personal am Chômage partiel war, hir Aarbecht awer duerch eng Persoun vun enger externer Firma iwwerholl gouf?

**Réponse** (27/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Tabell en annexe weist d'Zuel vun de Leit, déi bei der Luxair vum Chômage partiel profitéiert hunn. Et muss bemierkt ginn, datt zënter dësem Summer nëmme Leit, déi strukturell an der Cellule de reclassement placéiert si fir 100 % vun hirer Aarbechtszäit, vum Chômage partiel profitéieren. Déi aner Luxair-Mataarbechter hate keng Chômage-deeg. Ze bemerken ass, datt all Chômage-partiel-Statistiken an „Équivalent temps plein“ ausgedréckt sinn.

Et muss een notéieren, datt ënnert den Agenten, déi vum Chômage partiel profitéieren, et „de manière structurelle“ aktuell 16 Leit ginn, déi vum ganze Chômage partiel betraff bleiwen oder deelweis oder ganz am Congé sinn. Vun der Lëscht vun 69 Leit, iwwer déi mer mam Staat en Accord fonnt haten, datt se laangfristeg sollen zrückgeholl ginn, sinn der 47 placéiert ginn, 15 bleiwen nach ze placéieren. Fir déi reschtlech 7 konnt eng Léisung fonnt ginn oder si hunn d'Luxair verlooss.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2. Dat 2. Dokument gëtt Detailler pro Mount, vun Detachementer zënter Mäerz 2020 (Prêt temporaire de main-d'œuvre). Am Ganze waren 153 Mataarbechter betraff.

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. Am Aklang mat de Konditione vum Plan de maintien dans l'emploi ass keng Persoun aus wirtschaftleche Grënn oder wéinst der Reorganisatioun entlooss ginn, zënter datt dës Plang a Kraaft getrueden ass.

ad 4. All déi Leit, deenen hir Positionen temporär oder dauerhaft betraff war, an déi dowéinst Chômage partiel hu misse kréien an/oder an e „prêt temporaire de main-d'œuvre“ gesat goufen, sinn net op hirer Positionen ersat ginn.

Wat de Punkt zum externe Personal ugeet, huet d'Luxair e Serviceaccord mat enger externer Firma fir e sougenannten ACMI (Aircraft, Crew, Maintenance, Insurance) ofgeschloss. Dëst fir zousätzlech Flich ofzedecken, déi déi aktuell Kapazität vun der Luxair net erlaabt hätt. Déi Positione koumen also zousätzlech zum, an net amplaz vum aktuelle Personal vun der Luxair. Fir méi Detailler zum ACMI verweisen ech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5846 vum 2. Mäerz 2022.

**Bande de jeunes « Dix-sept »** | Question 6735 (30/08/2022) de **M. Marc Spautz** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am „Luxemburger Wort“ vum 30. August 2022 gëtt de Fall vun engem 12-järegem Schüler beschriwwen, dee vun der ënner der Nummer „Dix-sept“ bekannter Jugendgang permanent terroriséiert gëtt. D'Konsequenze fir de Jong, awer och fir seng Famill sinn uerg. D'Leit kréien um Niveau vun der Schoul keng Hëllef,

si fille sech am Stach gelooss. Eréischt vun deem Moment un, wou si eng Plainte bei der Police maachen, kënn Beweegung an den Dossier. Um Enn wiesselt de Jong an e Lycée an d'Ausland, fir kënnen nei unzefänken an ouni Angscht an d'Schoul ze goen.

An deem Kontext wëllt mir folgend Froen un d'Madamm Minister fir Justiz, un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Ass de beschriwwene Fall deene concernéierte Ministere bekannt?

– Wa jo, gëtt et nach aner Fäll, vun deenen d'Minstere Kenntnis hunn?

– Wann net, wéi gedenkt d'Regierung op dëse vun der Press opgegraffene Fall ze reagéieren?

2. Wéi eng Consignen hunn d'Lycéeën, fir op Fäll vu Mobbing a Gewalt an der Enceinte vun der Schoul an awer och um Schoulwee ze reagéieren?

3. Wéi vill vergläichbar Fäll sinn an de leschte Jore bei de Lycéedirektiounen, bei engem „Service psychosocial et d'accompagnement scolaires“, bei der Police oder soss enger Ulafstell gemellt ginn?

4. Wéi vill Kanner a Jugendlecher sinn aktuell wéinst Mobbing an/oder Gewalt duerch aner Schüler a psychologescher Behandlung?

5. Wéi eng Moosname plangt d'Regierung ze huelen, fir ze verhënneren, dass sech Fäll wéi dee vun deem 12-järegem Jong an de Lëtzebuurger Schoulen heefen?

**Réponse** (05/10/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. De beschriwwene Fall ass der Police gemellt ginn an do leeft eng Enquête judiciaire. Am Kader vun dëser parlamentarescher Fro huet de Parquet nach op Nofro hi preziséiert, datt et weider Fäll ginn, déi och den Objet vun enger Enquête maachen. Deemno spillt de „secret de l'instruction“ an eleng de Ministère public decidéiert iwwer d'Opportunitéit, fir doriwwer ze kommunizéieren.

D'Regierung huet hir Positionen zu dëser Thematik schonn an den Äntwerten op déi parlamentaresch Froen Nr. 6534 an 6539 ausféierlech duergeluecht.

ad 2. Dat psycho-sozio-educatiivt Personal gëtt zanter Joren esou ausgebilt, datt et ka Situatiounen vu Gewalt a Belästegung entgéintwierken an Affer wéi och Täter encadréieren. Dës Approaché ginn un d'Situatioun an un d'Zilgrupp ugepasst a bestinn um Niveau vun der Preventioun wéi och vun der Interventioun.

– Informatiounscampagnen zum Thema Gewalt an Harcèlement, déi sech un déi ganz Schoulgemeinschaft richten;

– Sensibiliséierung a Preventioun um Niveau vun der Klass;

– Ënnerstëtzung fir d'Affer, gemeinsam Evaluatioun vun der Geforesituatioun, Ëmsetzung vu Schutzmoosnamen, Gestioune vun de Plaintë bei der Justiz, psychologesch Ënnerstëtzung an Informatioun iwwer d'Rechter vun den Affer;

– Prise en charge vun den Täter, edukativ Projeten an Encadrement vum Schüler bei der Ëmsetzung vun den Disziplinarmoosnamen oder anere Sanktiounen.

Fir d'Gestioun vun de Plaintë gëtt sech op dat nationaalt, vun alle Bildungsstrukturen benotzt Referenzdokument Maltraitance de mineur – procédures à suivre (Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Coordination interministérielle des droits de l'enfant Luxembourg, 2018) baséiert.

ad 3. Ouni d'Verglächbarkeet vun der Situatioun virauszesetzen, an op Basis vun enger statistescher Ëmfro, déi am Schouljoer 2021/2022 duerchgefouert ginn ass, ass et méiglech anzuschätzen, datt am Duerchschnëtt 1-3 Schülerinnen oder Schüler pro Woch de SePAS aus hirem Lycée kontaktéieren, fir Hëllef ze kréien am Kontext vun enger moralescher Belästegung wéi zum Beispill Mobbing, Cybermobbing oder problematesche Situatiounen am Zesammenhang mat Sexting oder sexueller Belästegung.

ad 4. Déi aktuell statistesch Erhiewunge vum CePAS maachen et méiglech, d'Zuel vun den Demandé vun de Schülerinnen a Schüler an de Lycéeën anzuschätzen. D'Servicer vun de SePAS gi systematesch op all Demande an a passen d'Ënnerstëtzung un déi fallspezifesch Bedierfnisser un. Doriwwer eraus ass de CePAS amgang, e statistesch Instrument opzebauen, fir déi genau Zuel souwéi och den Detail vun der Ënnerstëtzung kënnen ze beschreiwen.

Och den ONE bitt psychologesch Betreiwung un a geet systematesch op all Demande vu Kanner, Jugendlechen an jonken Erwuessenen an. Während den ONE d'Zuel vu sengen Hëllef statistesch erhieft, gi keng Statistiken iwwert de Grond vun der Prise en charge gefouert. Zousätzlech hu Jonker an Elteren natierlech och d'Méiglechkeet, privat eng psychologesch Betreiwung ze organiséieren an tauchen dann a kenger staatlecher Statistik op.

ad 5. D'Moosnamen, déi d'Police an de Justizministère an deem Kontext ergräifen, si schonn ënnert dem Punkt 4 vun der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6534 vum 22. Juli 2022 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup zum Thema „Happy Slapping“ opgezielt ginn.

Am Fall vu Gewalt mussen d'Schoulen handelen, andeems se d'Situatioun korrekt aschätzen an e cibléierten Interventionsplang erstellen. Fir d'Prozedure vum „Beschwerdemanagement“ an der Schoulgemeinschaft méi transparent a verständlech ze maachen, gouf e Konzept vun der „Bientraitance“ fir d'Lycéeën vum MENJE an Zesummenaarbecht mam CePAS entwéckelt, dat an de kommende Méint wäert virgestallt an ëmgesat ginn. Dëst Instrument gesäit d'Afféiere vun engem „Child Protection Officer“ vir an erlaabt et de Schülerinnen a Schüler, onkomplizéiert a sécher Gewaltsituatiounen ze reveléieren, bei deenen si Affër oder Zeie vu Gewalt gi sinn, ob se an der Schoul oder ausserhalb vun der Schoul stattfonnt hunn. Et geet heibäi dorëms, fir d'Affër am SePAS séier ze ënnerstëtzen, gegebenefalls a Sécherheet ze bréngen an eng entspreichend Äntwert fir d'Täter parat ze hunn. Dësen Dispositif stellt och e pedagogesch Handbuch mat engem präzise Protokoll fir d'Revelatioun vu Belästegung a Gewalt fir déi Professionell an der Schoulgemeinschaft zur Verfügung. Eng Campagne fir d'Schülerinnen an d'Schüler an d'Elteren, déi dësen Hierscht lancéiert wäert ginn, soll iwwert hir Rechter informéieren, souwéi och iwwer déi professionell Servicer am Lycée, déi si am Fall vu perséinleche Schwieeregkeete schützen an ënnerstëtze kënnen.

Fir et de Schülerinnen a Schüler méi einfach ze maachen, hir Emotiounen zum Ausdrock ze bréngen an hinnen e passende Kader dofir ze bidden, leeft den Theaterprojet „Les Nuits d'Aurore“ a vereenzelte Lycéeën, virun allem mam Fokus op der Ëmsetzung vun den „espaces de parole régulés“, engem Klasserott, souwéi och dem Theaterforum mat Workshops fir Enseignanten a Schülerinnen a Schüler.

Zousätzlech ass den Educatiounsministère amgaangen, seng enk Kollaboratioun mat der Police an dem Parquet auszebauen, fir nach méi séier eng gemeinsam Äntwert op dësen a verglächbar Phänomeneer ze

fannen an esou eng méi cibléiert Prise en charge fir Affër an Täter ze erméiglechen.

.....  
**Concession en pharmacie | Question 6737 (30/08/2022) de M. Gilles Baum | Mme Carole Hartmann | M. Gusty Graas (DP)**

Au Luxembourg, il existe deux possibilités d'obtenir une concession en pharmacie. Un pharmacien peut poser sa candidature pour l'attribution d'une concession d'État ou il peut acheter une concession privée.

La candidature pour une concession d'État est classée sur une liste en fonction de certains critères, dont entre autres l'ancienneté du diplôme et les années de travail effectuées.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Les procédures et les critères sont-ils clairs et disposent-ils de la sécurité juridique nécessaire ?
- 2) Combien de candidatures pour une concession d'État ont été déposées au cours des dix dernières années ? Combien d'entre elles ont été rejetées parce qu'elles ne remplissaient pas les conditions nécessaires ?
- 3) Combien de fois un recours a-t-il été introduit contre le rejet d'une candidature pour l'obtention d'une concession ? Combien de fois le plaignant a-t-il obtenu gain de cause et sur quelle base

**Réponse (07/10/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**

ad 1) Les critères d'octroi sont énoncés dans la loi modifiée du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie ainsi que dans le règlement grand-ducal modifié du 27 mai 1997 relatif à l'octroi des concessions de pharmacie.

ad 2) Le Ministère de la Santé ne dispose pas de données concernant les dix dernières années. Cependant, entre 2017 et 2021, 41 concessions de pharmacie étaient vacantes. Durant cette période, un total de 609 candidatures ont été déposées dont 595 candidatures étaient recevables.

ad 3) Entre 2017 et 2021 un seul recours a été introduit contre le rejet d'une candidature, mais le plaignant n'a pas obtenu gain de cause.

.....  
**Cancer du sein chez l'homme | Question 6738 (30/08/2022) de M. Gilles Baum | Mme Carole Hartmann | M. Gusty Graas (DP)**

En Allemagne, environ 700 hommes développent un cancer du sein chaque année. Dans la plupart des cas, le cancer du sein dépend de l'hormone sexuelle, l'œstrogène. Un taux élevé d'œstrogènes constitue donc un risque pour les hommes. Cela peut notamment être dû à un surpoids important, à des maladies du foie ou à la prise d'hormones, par exemple lors d'un changement de sexe.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Madame la Ministre dispose-t-elle de chiffres concernant les hommes atteints d'un cancer du sein au Luxembourg ?
- 2) Des mammographies sont-elles également effectuées chez les hommes au Luxembourg ? Dans l'affirmative, combien ?
- 3) Madame la Ministre juge-t-elle utile d'inclure les hommes présentant des facteurs de risque dans le

programme national de dépistage du cancer du sein, qui s'adresse actuellement aux femmes âgées de 50 à 70 ans ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

**Réponse (27/09/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**

ad 1) Dans le Rapport national du cancer 2020<sup>15</sup> publié par l'Institut national du cancer (INC), le nombre exact de cas incidents de cancers du sein pour l'année 2013<sup>16</sup> chez l'homme au Luxembourg n'est pas précisé car il est inférieur à 5. Le cancer du sein chez l'homme est rare et représente moins de 1 % de tous les cancers du sein.

ad 2) Entre 2017 et 2021, 80 à 100 mammographies par an ont été réalisées chez des personnes de sexe masculin.

Suite à une demande auprès de la Caisse nationale de santé (CNS), les différents actes remboursés par la CNS entre 2017 et 2021 par patient assuré de genre masculin se présentent comme suit :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

ad 3) Un dépistage systématique, par exemple par mammographie, n'est pas justifié pour tous les hommes en raison de la rareté de la maladie. En effet un dépistage du cancer du sein adressé à tous les hommes n'aurait aucun effet sur la mortalité par cancer du sein, d'une part, et engendrerait d'autre part un nombre très élevé d'exams inutiles.<sup>17 18</sup>

Les hommes les plus à risque doivent être invités à être attentifs aux symptômes suspects qui pourraient survenir. En raison du petit volume des seins masculins, la palpation d'un nodule (souvent dur et adhérent à la peau ou au pectoral) est assez facile ; il peut également y avoir un écoulement, un eczéma chronique ou une rétraction du mamelon. Dans ce cas un avis médical doit être demandé. La mammographie et l'échographie doivent être réalisées par le radiologue sénologue en cas de clinique suspecte, avec une biopsie pour confirmation du diagnostic. En effet, des lésions bénignes sont également possibles (kyste, lipome, abcès...).

Le pronostic et les traitements sont comparables à ceux du cancer féminin et dépendent également du stade au moment du diagnostic.

.....  
**Vaccin contre le zona | Question 6739 (30/08/2022) de M. Gilles Baum | Mme Carole Hartmann | M. Gusty Graas (DP)**

Des chercheurs américains ont constaté que le risque de contracter le zona était plus élevé chez les personnes de plus de 50 ans ayant subi une infection par le coronavirus.

En réponse à la question parlementaire 5140, les ministres ont indiqué en novembre dernier qu'un vaccin contre le zona, le « Shingrix », n'était pas disponible en quantité suffisante. Le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) n'a donc pas été en mesure d'évaluer si le vaccin devait être inclus dans le plan national de vaccination.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

– Le vaccin Shingrix est-il désormais disponible en quantité suffisante ?

<sup>15</sup> <https://sante.public.lu/fr/publications/r/rapport-national-cancer-2020.html>

<sup>16</sup> <https://www.rnc.lu/Publications/Factsheets-épidémiologiques>

<sup>17</sup> A short guide to cancer screening: increase effectiveness, maximize benefits and minimize harm (WHO int.)

<sup>18</sup> Screening: when is it appropriate and how can we get it right. (WHO int.)

– Dans la négative, est-il possible de prévoir quand le vaccin sera disponible ?

– Dans l'affirmative, un avis du CSMI a-t-il déjà été demandé pour savoir si le « Shingrix » peut être intégré dans le plan national de vaccination ?

Le zona est provoqué par le virus varicelle-zona, qui reste généralement dans l'organisme à la suite d'une varicelle antérieure. Donc, la meilleure prévention contre le zona est la vaccination contre la varicelle.

– Depuis quand la vaccination contre la varicelle est-elle recommandée pour les enfants au Luxembourg ?

– À ce jour, combien d'enfants ont été vaccinés contre la varicelle ?

**Réponse (27/09/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**

Le producteur du vaccin Shingrix vient de confirmer que le vaccin serait désormais disponible en quantité suffisante et ceci à partir du mois d'août 2022. Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire numéro 5140, un avis du Conseil supérieur de maladies infectieuses (CSMI) a donc été demandé à ce sujet.

Le CSMI a discuté de cette vaccination lors de ses réunions de juin, juillet et août et a rendu son avis final en date du 22 septembre 2022. À l'instar d'autres instances de pays européens (p. ex. la STIKO en Allemagne) qui ont édité des recommandations récemment, le CSMI recommande la vaccination pour les personnes de 65 ans et plus, à raison de deux injections de deux à six mois d'intervalle et pour tout adulte de moins de 65 ans en cas d'immunodépression (également schéma à deux injections).

Le programme national de vaccination des adultes est un programme conjoint de la Direction de la santé et de la Caisse nationale de santé. Il comporte actuellement les vaccinations contre la grippe et contre le pneumocoque. La Direction de la santé se concertera donc prochainement avec la CNS afin d'évaluer la possibilité, notamment sur le plan financier, d'inclure ce nouveau vaccin également dans le programme national.

Le CSMI a recommandé la vaccination universelle des enfants contre la varicelle en février 2009 lors de la mise sur le marché du vaccin combiné rougeole-rubéole-oreillons-varicelle, à l'âge de 12 mois avec un rappel à l'âge entre 15 et 23 mois. Le nombre exact d'enfants vaccinés depuis lors n'est pas connu, mais la Direction de la Santé dispose des chiffres de l'enquête sur la couverture vaccinale de 2018 qui montre que 86,9 % de la cohorte des enfants âgés de 25 à 30 mois au moment de l'enquête ont une protection complète (c.-à-d. ont reçu les deux doses) et que 91,7 % des enfants ont reçu au moins une dose de vaccin contre la varicelle.

Une nouvelle enquête de couverture vaccinale est prévue en 2023, en attendant que le carnet de vaccination électronique soit implémenté de façon généralisée permettant alors une information nettement plus précise et en temps réel sur les vaccinations reçues par la population des enfants et des adultes.

**Agressions par une bande de jeunes au Luxembourg | Question 6740 (30/08/2022) de M. Fred Keup (ADR)**

Den 30. August war innerhalb vu bësse méi wéi engem Mount am „Lëtzebuurger Wort“ op en Neits e schockéierenden Artikel iwwer Gewalt bei Jugendlechen ze liesen. E jonke Bouf vun zwielef Joer konnt no engem brutalen Iwwerfall vun enger Gang, déi

an de selwechte Lycée geet wéi hien, mat Certificat médical siwe Wochen net an d'Schoul goen. D'Dot gouf gefilmt a souwuel am Bouf senger Schoul, wéi och an anere Lycéee verbreet. Seng Elteren hunn hien aus Sécherheetsgrënn all Dag misse mam Auto féieren, fir d'Rentrée wiesselt hien an d'Ausland. Souwuel de Bouf selwer wéi d'Famill kruten ëmmer rëm bedrolech Messagë vun der Gang geschéckt an et goufe souguer falsch Denonciatiounen bei der Police géint de Bouf virbruecht. Zweek vun de betraffenen Täter goufe mëttlerweil vun der Police festgeholl an a Jugendhaft bruecht, déi aner si weider op fräiem Fouss a Bretzen sech dem Artikel no an de soziale Medie weider mat hirer Muecht.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung allgemeng zu deenen am Artikel beschriwwene Fakten?

2. D'„Lëtzebuurger Wort“ verweist drop, dass de betraffene Bouf, ëm deen den Artikel sech dréit, säi Fall och am CePAS vun der Schoul gemellt hätt, mee, dass hei keng weider Moosnamen ergraff gi wieren, well et sech net an der Schoul selwer ofgespillt hätt. Gesäit d'Regierung hei e Verstouss géint den Artikel 23 vum Code de procédure pénale, respektiv eng méiglech Non-assistance à personne en danger? Falls jo, mat wéi enge Konsequenzen hunn déi betraffene Membere vum Schoulpersonal ze rechnen? Gesäit d'Regierung doriwwer eraus weider Moosnamen vir, fir dass betraffenen Affer a sou engem schwéiere Fall automatesch besser duerch d'Schoulpersonal kënnen encadréiert ginn?

3. Souwuel hei, wéi och an engem änlech gelagerte Fall, deen de Juli an der Press thematiséiert gouf, hunn Affer an Täter sech aus der Schoul kann. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi eng Mesur fir d'Rentrée op allen Niveauen en place gesat goufen, fir dass déi eenzel Autoritéite méi séier, effikass a koordinéiert kënnen agräifen an Affer besser geschützt kënnen ginn?

**Réponse (05/10/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice**

ad 1. D'Regierung verurteilt all Akt vu Gewalt an huet hir Positioun zu dëser Thematik schonn an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nr. 6534 a 6539 vum honorabelen Deputéierten, wéi och an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6735 vum den honorabelen Deputéierte Martine Hansen a Marc Spautz duergeluecht.

ad 2. Mir sinn net an der Lag, d'Informatiounen, déi an der Press publizéiert goufen, kënnen ze confirméieren. Ënner anerem, well den dokumentéierte Fall sech net an enger ëffentlecher Schoul zougedroen huet. Doriwwer eraus ënnerläit d'Fro vum Verstouss géint den Artikel 23 vum Code de procédure pénale, respektiv vun der Existenz vun enger Strofdot, der Appreciatioun vun de Justizautoritéiten, déi der Kompetenz vun der Exekutiv entgeet.

ad 3. Och dës Informatioun kann net confirméiert ginn. Am Géigendeel, den aktuellen Informatiounsstand léisst dorop schléissen, dass déi concernéiert Jugendlech aus ënnerschiddleche Regiounen vum Land stamen an sech net op eng oder méi Schoule konzentréieren. Déi Jugendlech sti virun allem iwwer sozial Medien a Kontakt mateneen. Och d'Doten, déi deene Jugendlechen zur Laascht geluecht ginn, hu gréisstendeels ausserhalb vun der Schoul stattfonnt.

Et ass en Denkfeeler ze mengen, dass déi festgestallt Gewalt ënner deene Jugendlechen e Phänomeen vun der Schoul wier. D'Schoul ass e wichtege Liewensraum

vun deene Jonken, an deem si vill Zäit verbréngen. Dofir ass d'Problematik vun der Gewalt ënner Jugendlechen och eng, déi am Schoulemfeld thematiséiert gëtt. Mee d'Schoul ass an aller Reegel e sécher Raum. Et ass net ëmsoss, dass genau deen Tëscheffall, deen an enger Schoul stattfonnt hat, an deen iwwer e Video an de soziale Medie gedeelt gouf, dozou gefouert huet, dass d'Täter opgeflu sinn a Poursuitten ergraff goufen.

D'Schouldirektioun huet den Dag selwer, wou si Kenntnis vun dem Gewaltvideo kritt huet, dësen der Police gemellt, déi hir Enquête opgeholl huet. Grad well déi aner Tëscheffall an der Fräizäit ausserhalb vun der Schoul stattfonnt haten, huet et bis zu deem Zäitpunkt gedauert, bis dës Situatioun bekannt gouf.

Mir sinn eis bewosst, dass d'Schoul déi Plaz ass, wou vill Mësstänn, déi an der Famill oder an der Gesellschaft herrschen, visibel ginn. D'Kanner an déi Jugendlech mussen an der Schoul déi Vertrauenspersoun fannen, déi et hinnen erméiglecht, sech unzevertrauen. Dofir wäert an deene kommende Méint och d'Konzept vun engem „Child Protection Officer“ an de SePASen ëmgesat ginn, fir de Schülerinnen a Schüler kloer ze maachen, wéi eng Hëllef si do kréien a wéi eng vertraulech Prestatiounen vun Ënnerstützung, Informatioun a Berodung hinnen an der Schoul zur Verfügung stinn.

**Arrêt de la Cour administrative dans le cadre de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles | Question 6741 (30/08/2022) de M. Jeff Engelen (ADR)**

Wéi den 30. August an der Press ze liesen war, huet d'Verwaltungsgericht den 20. Juli eng Decisioun vum Ëmweltministère annulléiert, déi et enger Koppel net erlaabt huet, eng Gebailechkeet an der Gréngzon liicht ëmzeänneren – et geet notament ëm d'Erhéijung vun Daach. D'Verwaltungsgericht verweist op den Artikelen 11 a 16 vun der Verfassung an op den Artikel 1 vum Zousazprotokoll iwwer de Schutz vun de Rechter a Fräiheete vun de Mënschen. An den Ae vum Verwaltungsgericht ass d'Proportionalitéit tëscht dem Naturschutz an – ënnert anerem – der Nohaltegkeet an dem Prinzipp vun der Befriedegung vu mënschleche Bedürfnisser net respektéiert. Dëse Prinzipp misst awer an deem Fall verfassungsméisseg garantéiert sinn.

De President vum Verwaltungsgericht huet an deem Kontext follgend Aussoe gemaach: „Mir versichen, iwwert déi streng Buschtawen och nach déi grouss Prinzippien afléissen ze loosseren, well déi stinn nach ëmmer driwwer. Do hu mir am Environnement den Artikel 11bis vun der Verfassung, dee seet, dass mer müssen en Equilibre schaffen am Sënn vun der Durabilitéit an awer och, an dat ass ganz wichteg, am Sënn vun den haitege Generatiounen an deenen, déi nach wäerte kommen [...] Wann also an der Zone verte Gebaier stinn, déi schonn do waren, eier dat éischt Environnementgesetz 1965 koum, an dacks souguer méi ewéi 100 Joer al sinn, dann hunn déi jo de Beweis gi vun hirer Nohaltegkeet an da kann een net zu deene Leit soen: Well kee vun Iech méi dee Beruff huet, deen e misst hunn, also Bauer oder Wënzer zum Beispill, duerft Dir hei näischt méi änneren, dat geet net. Den Nohaltegkeetsprinzip ass dann do méi staark wéi eng streng Reegel. D'Constitution an déi international Dispositiounen sinn da Meeschter.“

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi positionéiert sech d'Regierung zum Virwurf, dass déi verfassungsméisseg virgeschriwwen Proportionalitéit tëscht dem Naturschutz an – ënnert anerem – der Nohaltegkeet an dem Prinzipp vun der

Befriddegung vu mënschleche Bedürfnisser beim uewe genannten Urteel net respektéiert gouf?

2. Gedenkt d'Madamm Ëmweltministesch, déi restriktiv Ëmweltpolitik vun hirer Virgängerin – och wat d'Bauen an d'Renovéieren an der Gréngzon ugeet – weiderzeféieren?

3. Gedenkt d'Regierung, dat uewe genannten Urteel ze respektéieren an et där genannter Koppel elo ze erlaben, hir Gebailechkeet ëmzeänneren, oder wäert d'Regierung iwwert en anere Wee versichen, dëst ze verhënnere?

4. Wa jo, wéi wëll si dobäi konkret virgoen a wéi wëllen si dëst Virgoe rechtfertegen?

5. Ass mam uewe genannten Urteel an den Ae vun der Regierung net e grondsätzleche Paradigmewiesel fällég, wat d'Autorisatioun beim Bauen a beim Renovéieren an der Gréngzon ugeet?

Réponse (22/09/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Et handelt sech hei ëm e Revirement vun der viregter Jurisprudenz vun den administrative Geriichter, deen och elo sou vun der Cour administrative, der héchster geriichtlecher Instanz, confirméiert ginn ass. Mir huelen dësen zur Kenntnis an akzeptéieren deen natierlech och.

ad 2. Déi rezent Jurisprudenz gëtt respektéiert fir all zukünfteg Decisiounen. Eng éischt Ännerung vum Gesetz mat enger weiderer Ouverture par rapport zum Ursprungstext vun 2018 ass jo och schonn an dësem Fréijoer gemaach ginn. An deem Esprit soll elo weider dru geschafft ginn. Et ass ugeduecht, éischt Ännerungsproposen nach dëst Joer ze presentéieren.

ad 3. a 4. D'Persounen, déi am konkrete Fall geklot haten, hu schonn eng Autorisatioun ausgestallt kritt.

ad 5. Den Arrêt vun der Cour administrative confirméiert jo, wat den Tribunal och scho gesot hat, an dat ass och scho virum 20. Juli 2022 an eis Iwwerleeungen agefloss. An déi Iwwerleeunge wäerte selbstverständlech och an déi zukünfteg Modifikatiounen vun dem Text vum Naturschutzgesetz afléissen.

Parcs éoliens au Groenland | Question 6742 (31/08/2022) de M. Gusty Graas | M. Max Hahn (DP)

Selon des chercheurs de l'Université de Liège, les côtes au sud-est du Groenland seraient particulièrement propices à la production d'énergie renouvelable. En effet, des parcs éoliens offshore dans cette région pourraient couvrir une bonne partie des besoins énergétiques de l'Europe.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Le Gouvernement est-il au courant de projets concrets afin de construire des parcs éoliens dans cette région ?

2) Le cas échéant, le Gouvernement entend-il investir dans de tels projets ? Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations supplémentaires à cet égard ?

3) Outre les investissements dans des îles énergétiques offshore au Danemark, dans quels autres projets énergétiques de grande envergure à l'étranger le Gouvernement compte-t-il investir afin d'accélérer la transition énergétique en Europe ?

Réponse (03/10/2022) de M. Claude Turmes, Ministère de l'Énergie

ad 1) et 2) Les honorables Députés portent leur attention au potentiel (théorique) en énergies

renouvelables exploitable sous forme d'éolien offshore dans la mer du Nord, au sens large.

Mon ministère suit de près le développement de projets offshore concrets dans les mers du Nord. Dans le cadre de la North Seas Energy Cooperation (NSEC), la Norvège, la Suède, le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, la France, l'Irlande et le Luxembourg se concertent avec la Commission européenne de manière régulière et structurée. À noter que, depuis le 31 janvier 2020, le Royaume-Uni ne fait plus partie du NSEC. Le 12 septembre 2022, le NSEC a publié une déclaration avec l'ambition indicative commune de déployer 250 GW en 2050 (avec 76 GW en 2030 et 193 GW en 2040) dans les mers du Nord.

Certes un grand potentiel théorique (additionnel, par rapport aux projets concrets) en énergie renouvelable existe dans les mers du Nord et l'océan Atlantique, aussi le long du littoral du Groenland.

Cependant il faut considérer que

(i) la production d'électricité renouvelable est idéalement réalisée en proximité des centres de demande en énergie,

(ii) s'il n'est pas possible de développer des projets à proximité des centres de demande, il faudra transformer l'énergie en hydrogène et ses dérivés qui seraient ensuite transportés vers les centres de demande (p. ex. ports de la mer du Nord), et que

(iii) la réalisation de projets offshore rentables dépend largement de la profondeur des eaux, les éoliennes fixées au sol, typiquement à max 70 m de profondeur, constituant la technologie la plus mature.

ad 3) La coopération énergétique que j'ai initiée avec le Danemark se concentre dans une première phase sur le transfert de statistiques d'énergies renouvelables avec une contrepartie financière du Luxembourg. Ces fonds transférés au Danemark sont en effet destinés à la réalisation des grands projets offshore qui se connecteront de manière centralisée à une île énergétique artificielle, depuis laquelle l'énergie sera transportée vers le continent.

Par ailleurs, le Gouvernement va également suivre de près le développement des « îles énergétiques », notamment au Danemark.

En parallèle et à plus long terme, le potentiel des autres instruments de coopération prévus par la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (refonte), dont notamment le mécanisme de financement de l'Union des énergies renouvelables (REFM) et les projets communs, est exploré. Mon équipe mène des échanges avec plusieurs États membres intéressés.

Cours du gaz naturel | Question 6743 (31/08/2022) de M. Marc Spautz (CSV)

D'Äerdgaspräisser un der hollännescher Bourse TTF sinn den 29. an 30. August zimlech däitlech erofgaangen. Leschte Freideg louch de Präis nach iwwer 350 Euro, an der Tëschenzäit läit en awer nees däitlech ënner der 300-Euro-Grenz.

An deem Kontext wëilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Energie a Landesplanung stellen:

– Wéi ass d'Relatioun tëscht der ugekënnegter Präis-hausse vum Gas um Lëtzebuurger Marché an de Präisbewegungen op der Bourse?

– Wéi erkläert den Här Minister d'Präis-Hausse vum Gas zu Lëtzebuerg par Rapport zur Präis-Baisse um internationale Marché?

– Wéi en Afloss hunn dës Präisschwankungen op eventuell weider Ënnerstützungsmoosname vun der Regierung?

Réponse (22/09/2022) de M. Claude Turmes, Ministère de l'Énergie

1. Fournisseurs hu verschidde Méiglechkeeten de Gas fir hir Clienten anzekafen. Si kënnen engersäits direkt verhandelt Kontrakter mat Gasimportateuren ofschléissen oder op der Bourse akafen, wou Produiten zu verschidde Echeancen ugebueden ginn (z. B. fir e Joer, fir e Quartal oder fir den nächsten Dag). Fir Präisrisiken ze limitéieren a stabill Präisser kënnen unzebidden, hunn d'Fournisseurs Akafstrategien, déi op enger Mëschung vu verschidde Produiten, déi zu verschidde Zäite kënnen akaaft ginn, baséiert.

Doduerch ass et och ze erklären, dass de residentielle Gaspräis säit dem Ufank vun der Kris biswell däitlech manner geklommen ass, wéi d'Präisser op de Grousshandelsmarchéen, déi sech zum Deel verzéngfacht hunn. Kuerzfristeg Bewegungen op der Bourse hunn an der Reegel keen immediaten Impakt op déi residentiell Endclientspräisser.

2. Déi Präishaussé fir déi residentiell Endclients, déi vun den Gasfournisseurs ugekënnegt goufen, sinn eng Konsequenz vun den allgemenge Präishaussen, déi op alle Gasmarchéen an de leschte Méint ze gesinn waren. Déi vum éirewäerten Deputéierte genannte Baisse, déi den Dag no enger nach méi staarker Hausse ze verzechn war, hat keen Impakt op d'Präisbildung vun de Fournisseurs.

3. D'Ënnerstützungsmoosname vun der Regierung bezéien sech op d'Endclientspräisser. Entsprechend hänken dës vu mëttel- a laangfristegen Entwécklungen of, a manner vun der kuerzfristeger Präisvolatilitéit op kuerzfristige Marchéen.

Impact de l'augmentation du prix des carburants sur le transport public | Question 6744 (31/08/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

An de Froen N° 2732 an N° 5929 hunn ech mech scho beim Minister fir Mobilitéit iwwert d'Zukunft vun de Gas-Busse beim TICE an de Konsequenze vun den héijen Energiepräisser informéiert. D'Situatioun huet sech säit dem Mee, wat dës Punkten ugeet, net verbessert. De Minister hat erkläert, dass et beim RGTR an dem TICE zu automatesche Budgetsupassunge wéinst den Dreifstoffkäschte ka kommen.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Mehrausgaben erginn sech beim TICE zurzäit duerch d'Erhéijung vun den Dreifstoffpräisser? Hunn sech d'Previsiounen aus der Äntwert N° 5929 geännert?

2. Wat fir konkret Schrëtt si virgesinn, fir d'Busser mat Gasuntrib beim TICE duerch emissionsfräi Busser ze ersetzen? War den Akaf vu Busser mat Gasuntrib eng Feelentscheidung?

3. An der Fro N° 5929 sot de Minister:

„Aleedend ass ze rappeléieren, datt de Staat sech un den Exploitatiounskäschte vum TICE bedeelegt andeems en sech un de Krittären orientéiert, déi am RGTR ugewannt ginn, dëst laut der aktueller Konvention tëscht dem Staat an dem TICE. Dat wat iwwer d'Krittäre vun RGTR erausgeet, geet zu Laaschte vun de Gemengen.“

Bedeit dëst, dass d'Mehrausgabe ganz vum Staat gedroe ginn, oder geet hei och ee Prozentsaz zu Laaschte vun de Gemengen?



4. Kann de Minister garantéieren, dass och bei weider steigende Präisser all d'Linne vum RGTR an dem TICE plangméisseg gefuer ginn?

**Réponse** (07/10/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Previsiounen hunn sech säit der Äntwert op d'parlamentaresch Nofro N° 5929 fir den Diesel net signifikant geännert. Zum Zäitpunkt vun der Nofro am Mäerz war de Präis op der Pompel mat 1,4675 €/l HTVA quotéiert. Aktuell ass de Stand vum Präis op den 20. September gekuckt bei 1,5231 €/l HTVA op der Pompel. Den Dieselpreis fluktuéiert deemno op engem änlechen Niveau säit der parlamentarescher Nofro N° 5929 an entsprécht der Previsioun vum Mäerz 2022.

No der leschter Reunion vum Comité de coordination tripartite konnt een Accord de principe festgehale ginn. Dësen deckelt fir de Konsument de CNG-Präis op maximal 15 % vis-à-vis vum aktuelle Präisniveau, esou dass fir d'Estimatioun fir déi zousätzlech Präiskäschten aus der parlamentarescher Nofro N° 5929 nach emol 15 % méi ufalen. Vergläicht een d'Facture vun Dezember 2021 mat der Facture vun August 2022 an et berécksiichtegt een déi kommande Präishausse vu 15 %, stellt een en Delta vun zirka 40.000 Euro (HTVA) pro Mount fest.

ad 2. Am Joer 1995 huet den TICE d'Haaptroll iwwerholl an als éischten éffentlechen Transportbetrib, an Zesummenaarbecht mat Sudgaz SA, mam Bau vun enger Äerdgastankstell um Site vum TICE ugefaangen. Mat der Uschafung am selwechte Joer vu 7 äerdgasbedriwwene Busser vum Hiersteller Mercedes gouf d'Äerdgasstrategie agefouert an huet och haut nach Bestand. Ëm d'Joerdausendwend a mat enger Unzuel vu ronn 26 Äerdgasbusser gouf d'Äerdgastankstell mat Sudgaz SA an d'Kapazitéitsupréch ugepasst a ganz erneiert. Duerch d'Vegréisserung vun der Flott duerch Äerdgasbusser gouf dann am Joer 2015 d'Äerdgastankstell nach eng Kéier ausgebaut.

Nach bis haut verfüügt den TICE iwwer déi eenzeg Äerdgastankstell a Lëtzebuerg a wäert och an de kommende Joren op d'Partnerschaft an Zesummenaarbecht mat SUDenergie bauen.

Beim TICE spillt de Gasbus eng wichteg Roll an ass momentan duerch 57 Solobusser a 5 Gelenkbusser an der Flott vertrauden.

Déi am Joer 2019 erneiert a sougenannte „Clean Vehicles Directive“ (CVD) forcéiert de Prozess vun der Emissionsreduktioun am Bussecteur. Dës Direktiv definéiert konkret Uschafungsquote fir konventionell, propper a virun allem emissionsfräi Gefierer iwwer 2 Phase bis an d'Joer 2030.

Propper Gefierer kënnen Gas esouwei och Plug-in-Hybridbusser duerstellen, déi zwar kee komplett emissionsfräien, mee dofir awer en emissionsaarme Betrib erlaben.

Wat et besonnesch hei ze präziséiere gëtt, ass, dass den TICE fir de Betrib vun emissionsaarme Gasbusser 100 % Bioäerdgas aus der Region bezitt, esou dass den Asaz vu Gasbusser als bilanziell klimaneutral gëllt an dëst zum Benefice vun eiser Natur a Bevëlkerung bäidréit.

Déi geopolitesch a geostrateegesch Eventer, déi ugangs dëst Joer ugefaangen hunn a bestëmmt och net déi global wirtschaftlech Konsequenzen, déi d'Supermuechten ausspillen, konnten am Uschafungsprozess vu Gasbusser net mat berécksiichtegt ginn. Trotzdeem préift den TICE den Ament seng Ziler fir seng eege Busflott. Bis 2030 kéint dëst vollstänneg op alternativ Undriff (emissionsaarm an emissionsfräi) ëmgestallt sinn, esou dass den Asaz vun Dieselpusser

iwwerflësseg gëtt. Den zukünftige Fuerpark kéint bis 2030 aus 35 % Batterie-, 15 % Brennstoffzellen-, a 50 % Gasbusser bestoen.

ad 3. D'Mehrausgaben, wat de Betrib vun den TICE-Linnen ugeet, ginn iwwer d'Konventioun vum Staat iwwerholl.

ad 4. Am Moment kënnen all d'Linne gefuer ginn an et besteet kee Risiko, fir Servicer anzustellen. Eng Garantie kann een net ginn – mir kënnen just soen, dass alles ennerholl gëtt, fir d'Servicer unzabidden.

.....  
**Hausse des taux d'intérêts** | Question 6746 (31/08/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La hausse des taux d'intérêts sur les prêts accordés par les instituts bancaires à leurs clients commence à rapporter nettement plus à ces mêmes banques et coûter plus chère aux emprunteurs. Logiquement, la hausse des taux d'intérêts devrait aussi profiter aux épargnants.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances si, et le cas échéant, dans quelle mesure les banques ont également augmenté les taux d'intérêts en faveur des épargneurs.

**Réponse** (04/10/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

On peut toutefois renvoyer dans ce contexte aux statistiques publiées par la Banque centrale du Luxembourg (BCL), retraçant l'évolution des taux d'intérêt appliqués par les banques luxembourgeoises.

Pour les sept premiers mois de 2022, on observe, au niveau des dépôts, les évolutions suivantes :

- dépôts à vue (c.-à-d. des dépôts rémunérés ou non dont les fonds peuvent être retirés partiellement ou totalement à tout instant) : les taux d'intérêt pour ce type de dépôts sont restés substantiellement inchangés ;
- dépôts remboursables à préavis (c.-à-d. des dépôts non-transférables, sans terme convenu, et qui ne peuvent être convertis en espèce sans période de préavis) : les taux d'intérêt pour ce type de dépôts sont également restés inchangés ;
- dépôts à terme (c.-à-d. des dépôts bancaires qui ne peuvent être retirés qu'à l'échéance d'un certain terme, in casu, une échéance initiale inférieure ou égale à deux ans, et en échange desquels l'épargnant reçoit des intérêts) : la BCL constate une augmentation des taux d'intérêts pour ce type de dépôts, repassant à 0,11 % en juillet 2022, après cinq mois de taux inférieurs ou égaux à 0,05 %.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

.....  
**Secours aux animaux domestiques en cas d'incendie** | Question 6751 (31/08/2022) de **M. Claude Lamberty** (DP)

En Hausbrand ass net just fir Mënschen, mee och fir Hausdéieren extrem geféierlech. Während vereenzelt Déiere wéi Hënn oder Kazen nach kënnen billen oder sech bemierkbar maachen, gëtt et aner Déieren a Klengdéieren, déi net op sech opmierksam maache kënnen.

An Artikelen bezüglech der Preventioun an der Hëllef, déi een engem Déier an esou engem Fall ka bidden, gëtt ënnert anerem op Noutfallsticker op Bréifkëschten opmierksam gemaach. D'Sticker mat de relevanten Informatiounen, bezüglech wéi vill a wat fir Déieren sech am Haus ophalen, géifen op d'Bréifkëscht vun enger Wunneng oder engem Haus

gepecht ginn. Esou wieren d'Pompjeeën informéiert, a kéinten, nieft dem Mënsch, och nom Hausdéier kucken.

An deem Kader wollt ech der Madamm Inneministesch folgend Froe stellen:

– Gëtt beim Brand vun engem Privathaus automatesch och no eventuellen Hausdéiere gekuckt?

– Existéiert e System zu Lëtzebuerg wéi beispillsweis en Noutfallsticker, deen d'Pompjeeë bei hiner Arrivée op Hausdéieren opmierksam mécht?

– Falls nee, gesäit d'Inneministesch esou ee System als opportun un, fir Hausdéieren ze schützen?

– Wat fir en Dispositif steet dem CGDIS zur Verfügung, fir verletz Déiere bei engem Brand ze soignéieren?

**Réponse** (08/09/2022) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Als Éischt wëll ech dem Deputéierten den Artikel 1 vum ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 iwwert d'Organisatioun vun der ziviller Sécherheet rappelléieren, dee seet: « La sécurité civile a pour mission la protection des personnes, des animaux, des biens et [...] »

Am Fall vun engem Brand an engem Privathaus gëtt et dräi Situatiounen, déi sech stelle kënnen:

1. D'BewunnerInne vum Haus waren doheem a konnte sech mat Zäit a Sécherheet bréngen. An deem Fall informéieren d'BewunnerInnen d'Pompjeeën, ob eventuell nach Hausdéieren am Gebai sinn, an d'Pompjeeë gi se sichen.
2. D'BewunnerInne sinn nach am Haus. An deem Fall duerchsichen d'Pompjeeë systematesch all Raum a rette souwuel Mënsch wéi Déier.
3. D'Pompjeeë wëssen net, ob sech nach Leit oder Hausdéieren am Haus befannen. Och dee Moment gëtt eng systematesch Sich vun all de Raim an d'Weeër geleet.

Et ass mir net bekannt, ob et eng Initiativ mat Stickeren, wéi den Deputéierten se beschreift, zu Lëtzebuerg gëtt.

Wa kee Sticker op der Bréifkëscht pecht, kënnen d'Pompjeeën net per se dovun ausgoen, datt keen Hausdéier am Gebai ass, genausou wéineg, wéi se dovun ausgoe kënnen, datt forment en Hausdéier am Gebai ass, wann e Sticker op der Bréifkëscht pecht. Aus deem Grond, an och well d'Pompjeeë souwisou bei engem Brand d'Raim vun engem Wunnhaus duerchsichen, gesinn ech keng Plus-value a sou engem System.

Bei Bedarf gräift de CGDIS op säi „Groupe de sauvetage animalier“ zréck, an deem och Veterinären aktiv sinn, fir blesséiert Déieren ze versueren.

.....  
**Tarifs des huissiers de justice** | Question 6753 (01/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mam Gesetz vum 4. Dezember 1990 iwwert d'Organisatioun vun den Dierwiechter an dem ofgeännerte Reglement vum 24. Januar 1991, ginn d'Präisser, déi Dierwiechter dierfe froen, festgehalten. Mir goufe verschidden Ofrechnunge vun Dierwiechter virgeluecht, déi Honnerten Euro héich waren. Aleng fir de „reçu à l'étude“ an d'„coûts de l'acte“ goufen an engem Fall 514 € verrechet – woubäi d'Schold selwer awer nëmmen 165 € héich war. Dës Rechnunge sinn natierlech schwéier ze bezuele fir déi Leit, déi scho kee Geld méi hunn, fir déi Rechnungen ze bezuelen, déi agedriwwen ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Mussen d'Dierwiechter hir Bilane publizéieren?
2. Wéi vill verdéngen Dierwiechter an der Moyenne an engem Joer?
3. Ass d'Ministesch der Meenung, dass d'Montanten, déi am ofgeännerte Reglement vun 1991 festgehale sinn, ubruucht sinn?
4. Ass virgesinn, dës Montanten no ënnen ze revidéieren?
5. Ass de Benefice vun de Bureaux d'études vun den Dierwiechter limitéiert?

Wann net, wat sinn d'Moyennen u Benefice pro Joer vun de Bureaux d'études vun den Dierwiechter?

**Réponse** (05/10/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. Nee, d'Dierwiechter mussen keng Bilane publizéieren.

ad 2. De Justizministère huet dës Informatioun net.

ad 3. Jo. Dës Montante remuneréieren d'Prestatiounen vun den Dierwiechter.

ad 4. Nee, et ass net virgesinn, d'Montanten no ënnen ze revidéieren. Wéi am Punkt 3 präziséiert, remuneréieren déi Montanten d'Arbecht vun den Dierwiechter.

ad 5. Ech verstinn d'Fro sou, datt mat „Bureaux d'études“, d'Etudé vun den Dierwiechter gemengt sinn. D'Dierwiechter si Fräiberuffler. D'Montanten, déi si fir verschidde Prestatiounen kënnen froen, sinn am ofgeännerte Reglement vum 24. Januar 1991 festgehale. Hire Verdéngscht ass awer net vum Gesetz oder Reglement limitéiert. Wat d'Moyennen u Benefice pro Joer ugeet, do gëtt op de Punkt 2 verwisen.

**Écroulement d'un tunnel ferroviaire entre Wilwerwiltz et Kautenbach** | Question 6754 (01/09/2022) de **M. André Bauler** (DP).

Duerch den Tunnel Kautebaach kann den Zuch de Moment aus bekannte Grënn net méi duerchfueren. Dat suergt fir Opreegung am Éislek, well vill schaffend Leit, déi den Zuch huelen, fir domat moies fréi séier a bequeem an de Landeszentrum oder soss éierens ze kommen, net méi op dësen zeréckgräife kënnen.

Et gesäit dann och ganz sou aus, wéi wann de Broch am Tunnel Kautebaach net vun haut op muer aus der Welt geschaf ka ginn.

Aus deem Grond wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

– Ass ee Krisestaf ageriicht ginn, fir sech dëser Problematik an all hiren Dimensiounen unzehuelen?

– Ass et virgesinn, fir verschidden Direktbusser nieft de klassesche Linnebusser anzesetzen, fir sou gudd wéi méiglech d'Leit a kierzester Zäit an d'Stad oder soss enzwousch ze bréngen?

– Ass geplangt, eng Informatiounscampagne ze lancéieren, fir déi betraffe Leit beschtméiglech ze informéieren, bezéiungsweis si Biergerversammlunge virgesinn, fir an dëser spezifescher Situatioun de Besoinen a puncto Mobilitéit vun de Leit aus dem ieweschten Éislek, déi betraff sinn, Rechnung ze droen?

**Réponse** (26/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Direkt nom Äerdrutsch am Tunnel Schieburg hunn d'CFL ëmfaassend Analysen organiséiert, déi et erméigleche wäerten, fir kënnen d'Ursaache vun

dësem Äerdrutsch souwéi och den Zoustand vum Fiels iwwert dem Tunnel ze ermëtelen.

Während der Spärung vum Streckendeel tëschent Clierf a Kautebaach wäerte folgend Busser niewent den RGTR-Buslinien zum Asatz kommen:

– Een Direktbus tëschent Ettelbréck a Clierf pro Stonn a pro Richtung.

– Ee Bus um Trajet tëschent Kautebaach–Wëlwerwolz–Draufelt–Clierf pro Stonn a pro Richtung.

Den 13. September 2022 ass eng Pressekonferenz organiséiert ginn, fir d'Reesend vun der Linn 10 iwwert d'Alternativléisungen, déi während der Spärung vum Streckendeel tëschent Clierf a Kautebaach proposéiert ginn, ze informéieren.

Detailer zu de jeeweiligen Alternativléisungen kënnen bei enger Fuerplangrecherche op den Internetsäite vu [www.cfl.lu](http://www.cfl.lu) a [www.mobiliteit.lu](http://www.mobiliteit.lu) souwéi op den Applikatiounen CFL mobile a mobiliteit.lu opgeruff ginn.

**Ligne ferroviaire 10 (Luxembourg–Ettelbruck–Gouvy)** | Question 6755 (01/09/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Emile Eicher** | **M. Aly Kaes** | **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

E Samschdeg, de 27. August 2022, koum et am Tunnel „Schieburg“ tëscht Kautebaach a Wëlwerwolz op der Eisebunnslinn 10 (Lëtzebuerg–Ettelbréck–Gouvy) zu engem Tëscheffall, wéi et vun offizieller Säit geheescht huet. Duerch en Äerdrutsch ass den Tunnel op enger Längt vu véier Meter mat Steng zougeschott an doduerch onpasséierbar. Fir den alldieglechen Eisebunnsverkéier bedeit dat, dass aktuell keng Zich op der sougenannter Nordstreck kënnen fueren.

An deem Kontext wéilte mir folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

– Wéi laang wäert d'Nordstreck gespaart bleiwen?

– Wëssend, dass déi provisoresch Ersatzbusse méi laang brauche wéi den Zuch, wéi eng Alternativléisung plangt den Här Minister – iwwer déi provisoresch Ersatzbussen eraus – en place ze setzen, fir de Passagéier vun der Eisebunnslinn 10 den Trajet um Deelstéck tëschent Ettelbréck a Gouvy sou komfortabel an esou effizient wéi méiglech ze maachen?

– Ass virgesinn, eng oder méi Express-Buslinie mat just e puer Arrëten anzesetzen, bis zur Reouverture vun der Zuchstreck?

• Wa jo, vu wéini un, mat wéi engem Trajet an a wéi engem Takt?

• Wann net, firwat net?

• Wéi eng aner Léisung proposéiert den Här Minister de Leit aus den nördleche Regiounen vum Land respektiv deene Frontalieren, déi aus den nördleche Grenzgebiddern mam Zuch op Lëtzebuerg schaffe kommen?

– Wéi steet den Här Minister enger méiglecher direkter Zuchverbindung tëschent Wolz an der Stater Gare géintwärt, fir den alldieglechen Trafik aus dem Norden an d'Stad ze entlaaschten?

**Réponse** (26/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'Nordstreck tëschent Clierf a Kautebaach wäert bis op d'mannst den 11. Dezember 2022 zou sinn. Nom Ofschluss vun den Analysen am Laf vum Oktober 2022 wäert en definitive Planning vun den Aarbechte bekannt ginn.

Während der Spärung vum Streckendeel tëschent Clierf a Kautebaach ginn de Reesende vun der Linn 10 folgend Alternativen op der Schinn ugebueden:

– Um Trajet Lëtzebuerg–Ettelbréck–Kautebaach fiert ee Regionalexpress (RE) pro Stonn a pro Richtung, dee folgend Arrête bedéngt: Lëtzebuerg, Pafendall-Kierchbierg, Dummeldeng, Walfer, Miersch, Ettelbréck, Méchela, Giewelsmillen, Kautebaach.

– Um Trajet Clierf–Élwen–Léck fiert een Intercity (IC) pro Stonn a pro Richtung.

– Um Trajet Lëtzebuerg–Ettelbréck–Dikrech fiert all hallef Stonn eng Regionalbunn (RB) pro Richtung, déi all Arrêt op dësem Trajet bedéngt.

– Vum 19. September 2022 u fiert een Intercity (IC) tëschent Lëtzebuerg an Ettelbréck pro Stonn a pro Richtung, dee folgend Arrête bedéngt: Lëtzebuerg, Pafendall-Kierchbierg, Miersch, Ettelbréck.

– Um Trajet Kautebaach–Wolz fiert eng Regionalbunn (RB) pro Stonn a pro Richtung. D'Arrête Mäerkels a Paradiso ginn op Demande vum Client hei bedéngt.

Fir den Apport op déi jeeweileg Zuchfaarten ze maachen, gi folgend Busser agesat:

– een Direktbus tëschent Ettelbréck a Clierf pro Stonn a pro Richtung,

– ee Bus um Trajet tëschent Kautebaach–Wëlwerwolz–Draufelt–Clierf pro Stonn a pro Richtung.

Do dernieft gëtt och op verschidden RGTR-Buslinien als Alternativléisung zeréckgegraff, déi zum Deel an enger verstärkter Kadenz fueren, a Park&Riden ageriicht:

– Ligne RGTR 174 Élwen–Housen (ab dem 19. September 2022): ee Service pro Stonn a pro Richtung, mat engem renforcéierte Service pro Stonn a Richtung Nord-Süd während de Spëttestonnen vum Moien, an a Richtung Süd-Nord während de Spëttestonne vum Owend. Dës Linn bedéngt d'Park&Ridë vun Élwen-Gare, Maarnech an Housen.

– Ligne RGTR 170 Wäiswampech (Schmëtt)–Ettelbréck: ee Service pro Stonn a pro Richtung ausserhalb vun de Spëttestonnen an zwee Services pro Stonn während de Spëttestonnen. Dës Linn bedéngt d'Park&Ridë vu Maarnech, Housen an Ettelbréck-Gare.

– Ligne RGTR 179 Clierf–Ettelbréck (temporär ab dem 19. September 2022): ee Service pro Stonn a pro Richtung ausserhalb vun de Spëttestonnen an zwee Services pro Stonn während de Spëttestonnen. Dës Linn bedéngt d'Park&Ridë vu Clierf-Gare, Maarnech, Housen an Ettelbréck-Gare.

– Ligne RGTR 140 Élwen–Wëntger P&R–Wolz-Gare: ee Service pro Stonn pro Richtung mat Arrëten op de Park&Ridë Wëntger a Wolz-Gare.

**Transparence de la gestion et des finances du Kierchefong** | Question 6756 (01/09/2022) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

Les principes généraux et le règlement d'ordre intérieur du Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique créé par la loi du 13 février 2018, ci-après « Kierchefong », stipulent qu'en tant que gestionnaire de biens ecclésiastiques, le fonds et son patrimoine sont soumis au contrôle de l'Archevêché de Luxembourg conformément aux règles de droit canonique universel et particulier. Par ailleurs, la loi du 13 février 2018 mentionne en son article 7 que le Kierchefong doit être immatriculé au Registre de commerce et des sociétés (RCS) et qu'au fins de cette immatriculation, il sera considéré comme établissement public. En conséquence, le Kierchefong est enregistré depuis le 7 mars 2018 au RCS sous le numéro J62.

D'après le droit comptable luxembourgeois, les comptes annuels de la plupart des sociétés commerciales et des succursales d'entreprises étrangères,

tout comme ceux des sociétés de personnes et des commerçants personnes physiques dont le chiffre d'affaires HTVA excède 100.000 euros doivent être déposés au RCS et sont donc accessibles au public. Afin de promouvoir la transparence, la consultation du RCS est d'ailleurs gratuite.

Or, il s'avère que malgré la mise en place d'un site Internet donnant accès aux documents de base relatifs au Kierchefong, ainsi qu'au règlement interne de 88 pages expliquant de manière détaillée son fonctionnement, les documents essentiels que constituent les rapports d'activité et les rapports financiers annuels n'y sont pas publiés. La consultation du Registre de commerce et des sociétés ne donne pas non plus satisfaction au public intéressé, car le Kierchefong n'y soumet que les modifications concernant le conseil d'administration.

Finalement il s'agit de noter que lors de diverses conférences de presse, les responsables du Kierchefong ont bel et bien présenté des chiffres sur le nombre d'immeubles ou encore le nombre d'hectares de terrain dont le fonds est propriétaire, mais qu'ils ont dès à présent omis de mentionner le chiffre global représentant l'entier patrimoine du Kierchefong.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Cultes :

1) Pour garantir la transparence au niveau du Kierchefong en tant qu'établissement public, ce dernier ne devrait-il pas rendre publiquement accessible ses comptes par l'intermédiaire du RCS, à l'instar des règles de transparence en vigueur pour les sociétés commerciales ?

2) Est-ce que les comptes du Kierchefong sont soumis au Ministre des Cultes, soit de façon séparée, soit de manière à les intégrer aux comptes globaux de l'archevêché qui doivent lui être soumis selon les dispositions de la Convention avec le culte catholique ?

**Réponse (28/09/2022) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice**

ad 1) Le Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ci-après « le Fonds », dispose de par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 13 février 2018 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes d'une personnalité juridique propre en tant que « personne morale de droit public ». Cette personnalité morale de droit public n'est pas de la même nature que celle d'un établissement public. Le Conseil d'État a d'ailleurs bien considéré dans son avis du 14 juillet 2017 que « le fonds constitue une personne morale de droit public sui generis, affranchi d'une tutelle étatique directe ».

Le fait de préciser, à l'article 7 de la loi prémentionnée, que le fonds sera considéré comme un établissement public aux seules fins de l'immatriculation de celui-ci au Registre de commerce et des sociétés (RCS) découle justement de la situation de « personne morale de droit public sui generis » du fonds que le législateur a voulu assimiler, pour les besoins de la cause, à un établissement public pour faciliter la seule démarche administrative d'immatriculation du fonds dans le RCS, car les dispositions relatives à l'immatriculation dans le RCS ne connaissent qu'une liste limitative de types de personnes juridiques.

D'autre part, une comparaison du fonds avec une société commerciale comme suggéré dans la question parlementaire en l'espèce n'est pas pertinente, premièrement, d'un point de vue purement juridique, puisque

le loi prémentionnée de 2018, votée endéans cette même législature, a expressément attribué une qualité de personne morale de droit public au fonds, et, deuxièmement, parce que l'objet du fonds n'est pas, comme pour les sociétés commerciales, de principalement faire des actes de commerce au sens de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. La mission du fonds est clairement et limitativement définie à l'article 2 de la loi prémentionnée de 2018.

Il en découle que les dispositions régissant la comptabilité, et en particulier celles concernant la publication des comptes, inscrites dans la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, ne sont pas d'application pour le fonds.

Finalement, et pour les raisons mentionnées précédemment, le fonds dispose de règles de comptabilité propres déterminées par la même loi prémentionnée de 2018.

ad 2) Il n'existe pas d'obligation légale dans le chef du fonds inscrite dans la loi prémentionnée de 2018 de fournir au Ministre des Cultes les comptes annuels consolidés du fonds.

D'autre part, les dispositions de la convention du 26 janvier 2015 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg et de la loi du 23 juillet 2016 correspondante ne concernent que l'archevêché, qui dispose également d'une personnalité juridique propre et séparée du fonds.

Les comptabilités sont dès lors également séparées.

.....

### **Échange d'informations fiscales dans l'Union européenne | Question 6757 (01/09/2022) de Mme Josée Lorsché | M. François Benoy (déli gréng)**

Le droit européen prévoit l'échange d'informations fiscales entre États membres de l'UE. Le but en est d'éviter la fraude et l'évasion fiscales et leurs conséquences néfastes sur les recettes fiscales des États concernés. Ceci est d'autant plus d'actualité que les États sont contraints de mobiliser des fonds considérables pour soutenir les ménages et l'économie face aux prix énergétiques croissants et pour financer des investissements publics indispensables.

Dans un rapport publié début 2021, la Cour des comptes européenne a analysé l'échange d'informations fiscales dans cinq États membres, à savoir l'Espagne, l'Italie, Chypre, la Pologne et les Pays-Bas.

La Cour des comptes européenne conclut qu'il y a un manque de contrôle de qualité par les États membres des données relevant de la directive DAC1 et DAC2 avant qu'elles soient communiquées aux autres États membres. Par conséquent, ces informations peuvent être incomplètes voire inexactes. La Cour recommande donc aux États membres d'améliorer notamment le contrôle de qualité et l'exhaustivité des données, ainsi que de « mettre en place et appliquer des procédures pour le contrôle des établissements déclarants relevant de la directive DAC2 ».

En outre, la Cour des comptes recommande aux États membres de faire un meilleur usage des informations reçues. Ainsi, les États membres devraient entre autres « instaurer des procédures garantissant une analyse des risques systématique concernant les informations reçues des autres États membres ».

Alors que ces conclusions et recommandations s'adressent principalement aux cinq États membres précités,

la Cour des comptes européenne remarque qu'elles peuvent aussi s'appliquer à d'autres États membres.

Notons encore que les administrations fiscales luxembourgeoises ont traité 3 millions de rapports d'échange d'informations reçus ou envoyés en 2021 et que selon le rapport d'activités 2021 du Ministère des Finances, la qualité des informations fiscales échangées avec d'autres États membres devrait être améliorée par le nouveau programme Fiscalis 2027.

Dans ce contexte, nous voulons poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

1) Madame la Ministre partage-t-elle les observations et conclusions formulées dans le rapport prémentionné de la Cour des comptes européenne ?

2) Par quelles mesures concrètes le Luxembourg met-il en œuvre les recommandations formulées par la Cour des comptes européenne à l'égard des États membres ?

3) Les administrations fiscales luxembourgeoises effectuent-elles un contrôle de qualité et d'exhaustivité des informations fiscales échangées avec d'autres États membres ? Dans l'affirmative, en quoi consiste ce contrôle et comment a-t-il évolué au cours du temps ?

4) Les administrations fiscales luxembourgeoises effectuent-elles des analyses de risques systématiques concernant les informations reçues par d'autres États membres tel que recommandé par la Cour des comptes européenne ?

**Réponse (07/10/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances**

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés demandent des renseignements quant à l'échange d'informations fiscales dans l'Union européenne dans le cadre du rapport publié début 2021 par la Cour des comptes européenne.

Vu que les recommandations formulées par la Cour des comptes européenne se basent exclusivement sur la situation dans cinq États membres, à savoir l'Espagne, l'Italie, Chypre, la Pologne et les Pays-Bas, il n'appartient pas au Ministère des Finances de commenter ces dernières.

Un groupe de travail dans le cadre du programme Fiscalis a toutefois été créé, au sein duquel le Luxembourg participe activement, pour donner suite aux recommandations du rapport. Ce groupe a comme finalité de préparer des visites sur place dans chaque État membre. L'objectif de ces visites est (i) d'analyser comment les États membres peuvent, si nécessaire, donner suite aux recommandations formulées, (ii) de permettre aux États membres d'identifier de bonnes pratiques, et (iii) de fournir des suggestions aux États membres pour mettre en œuvre des améliorations.

De manière générale, le Luxembourg s'engage activement dans des groupes de travail Fiscalis. Ainsi on peut citer un groupe qui portait sur la qualité de l'information échangée automatiquement, afin d'assurer une mise en œuvre adéquate et efficace de la directive sur la coopération administrative dans le domaine fiscal (2011/16/UE) (ci-après, « DAC ») et ses révisions subséquentes.

Les informations échangées relatives aux salaires et pensions des non-résidents sont collectées à partir des extraits de compte de salaire et de pension (ECSP) transmis à l'Administration des contributions directes (ACD) par les employeurs et caisses de pension. Les informations relatives aux tantièmes attribués aux non-résidents sont collectées à partir des déclarations de la retenue d'impôt sur les tantièmes déposés par les sociétés débitrices.

Avec l'introduction d'un échange automatique obligatoire de cinq catégories non financières de revenus et capitaux (DAC1), le Luxembourg a modernisé plusieurs procédures, dont notamment la transmission électronique des extraits de compte de salaire et de pension (ECSP) à l'ACD.

Depuis l'année d'imposition 2014, les employeurs et Caisses de pension sont tenus de remettre les ECSP de leurs salariés et pensionnés par voie électronique à l'ACD. Une démarche pour la transmission électronique des déclarations de la retenue d'impôt sur les tantièmes via MyGuichet a également été mise en place.

Les bureaux de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires de l'ACD sont en charge, entre autres, de la vérification de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires des employeurs ou caisses de pension et de la surveillance et gestion de la rentrée des fiches de retenue d'impôt. Ils assurent ainsi que les informations échangées en matière de salaires et pensions soient complètes et correctes. En matière de tantièmes, cette mission est effectuée par les bureaux d'imposition des sociétés.

Le module de validation DAC1 fourni par la Commission européenne est également utilisé avant l'envoi des informations aux États membres. Tous les codes d'erreur standard et les règles de validation décrits dans les spécifications DAC1 ont été mis en œuvre.

En ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire des renseignements relatifs aux comptes financiers (DAC2), l'ACD dispose d'un outil informatique permettant la réception et la validation automatique des informations. Cet outil est adapté au fur et à mesure afin de tenir compte de nouveaux besoins.

Des codes d'erreur et les règles de validation décrits par les spécifications DAC2 ont été mis en œuvre. Le module de validation DAC2 fourni par la Commission européenne est également utilisé.

De plus, une analyse métier des données transmises par les institutions financières est effectuée pour garantir l'exhaustivité des informations et pour détecter d'éventuelles incohérences importantes dans le volume ou les montants avant de les envoyer aux États membres.

L'ACD dispose d'une stratégie propre en ce qui concerne les activités de mise en conformité relatives à DAC2 pour s'assurer que les institutions financières déclarantes se conforment à leurs obligations. Cette stratégie, et les procédures y relatives, sont continuellement mises à jour afin de tenir compte des exigences évolutives, tant sur le plan national qu'international.

Tel qu'il résulte de l'annexe du rapport d'activité du Ministère des Finances de l'année 2021, le bureau de la retenue d'impôt sur les intérêts a effectué 181 contrôles afin de vérifier que les institutions financières respectent les obligations de déclaration et de diligence raisonnable qui leur incombent en vertu de FATCA1 (Foreign Account Tax Compliance Act) et de la DAC2 et a adressé 2.630 rappels (portant sur les années fiscales 2019 et 2020) aux institutions financières ayant omis de communiquer dans les délais leurs rapports sous FATCA et/ou la DAC2. Le bureau a fixé 177 amendes d'un montant total de 440.650 euros et 38 astreintes d'un montant total de 215.000 euros dans le cadre de ses missions de contrôle sous FATCA et la DAC2.

À cela s'ajoute que l'ACD publie et tient à jour des lignes directrices sur son site web qui détaillent et précisent les aspects techniques (schéma XSD, guide d'utilisation) et juridiques (FAQ) spécifiques aux différents types d'échange automatique.

Une application informatique facilitant l'exploitation des rapports DAC1 et DAC2 reçus par les bureaux d'imposition compétents a été mise en place. Lors d'une phase préparatoire, les rapports reçus depuis 2015 ont été classés dans les dossiers des contribuables. Puis une phase pilote a permis de valider les procédures de travail. Les accès sont ouverts à tous les bureaux d'imposition des personnes physiques et d'autres services de l'ACD. D'autres informations reçues automatiquement dans le cadre de la DAC sont utilisées, dans des cas isolés, pour des besoins de l'analyse de risque.

### Pénurie d'enseignants dans l'enseignement fondamental | Question 6760 (02/09/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

An der Grondschoul feelt et weiderhin u genuch Léierpersonal. Well net genuch „brevetiert“ Léierinnen a Schoulmeeschteren disponibel sinn, gëtt och fir d'Schouljoer 2022/2023 op „Quereinsteiger“ (Détenneuren d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental) zréckgegraff.

An deem Kontext wëllt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Wéi vill nei Poste sinn dëst Joer an der Grondschoul besat ginn?
  - Wéi vill dovun vu qualifizierten Enseignanten?
  - Wéi vill dovun vu Quereinsteiger?
  - Wéi eng Ausbildung haten dës Quereinsteiger?
  - No wéi enge Critère ginn d'Quereinsteiger erausgewielt, wa méi Kandidaten do sinn ewéi Posten a wie mécht déi Selektioun?
2. Zu wéi engem Zäitpunkt kréien d'Kandidate Bescheid gesot?
  - Kréien si bei enger Ofso och eng detailléiert Argumentatioun?
  - Wann net, firwat net?
3. Wéi vill Ausbildungsplaze gëtt et aktuell fir de „Bachelor en sciences de l'éducation“ op der Uni Lëtzebuerg?
4. Wéi wäit sinn d'Verhandlungen tëschent dem Ministère an der Uni, fir dës Unzuel an d'Luucht ze setzen?
5. Wéi vill Studente kënnen fir dat nächst Ausbildungsjoer ugeholl ginn?

**Réponse (07/10/2022) de M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Fir d'Schouljoer 2022/2023 goufen insgesamt 289 nei Enseignantë rekrutéiert. D'Opdeelung ass déi heiten:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)*).

Fir all weider Informatiounen verweisen ech am Kontext vun dëser Fro op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 6677 vun den honorabelen Deputéierte Josée Lorsché an Djuna Bernard.

ad 2. Während der Rekrutierungsphas versammelt sech d'Kommissioun, déi fir de Rekrutement vun de Kandidaten mat engem Bachelor, deen a Relation mat engem vun den Objektiv vum Enseignement fondamental steet, zoustänneg ass<sup>19</sup>, reegelméisseg, fir déi agerechten Dossieren ze analyséieren.

An dësem Zesammenhang ginn d'Kandidaten esou séier ewéi méiglech an no der jeeweileger Kommissiounssetzung iwwert d'Decisioun zu hirer Kandidatur

<sup>19</sup> Dës Kommissioun ass gesetzlech festgehalten am Artikel 19 bis vun der Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

informéiert. Dëst Joer goufen déi entspriechend Bréiwer tëscht Mët Juni an Ufank August verschéckt.

Och hei géing ech fir weider Detailler op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 6677 verweisen.

ad 3. bis 5. D'Uni Lëtzebuerg huet momentan eng Kapazitéit vun 120 Plaze fir Studenten, déi sech am Bachelor en sciences de l'éducation kënnen am éischte Joer aschreiven. Am akadeemesche Joer 2022/2023 sinn aktuell 119 Studenten am éischte Joer vun dëser Formatioun ageschriwwen. Et ass virgesinn, dës Zuel am Joer 2024/2025 op e Maximum vun 180 Plazen eropzesetzen.

### Effondrement de morceaux de falaise entre Ehnen et Hëttermillen | Question 6761 (02/09/2022) de M. Max Hengel (CSV)

Tëscht Éinen an der Hëttermille kënnen et, trotz den existéierende Sécherheitsmesuren, ëmmer nees vir, datt Steng aus der Fielswand briechen an eroffalen, an dat zanter dem Remembrement an deem Areal. Problemer mam Kanal op dëser Plaz verstärken de Problem nach.

An deem Kontext géif ech gär folgend Froen un den Här Landwirtschafts- a Wäibauminister, d'Madamm Inneministesch an un d'Madamm Finanzministesch stellen:

1. Kënnt Dir dës Informatiounen confirméieren?
2. Sidd Dir der Meenung, datt déi zoustänneg Gemeng bei den erfuorderleche Sécherheitsmoosname vum Stat finanziell ënnerstëtzt muss ginn, vu datt de Problem eng Suite vum Remembrement ass?
3. Sinn nach aner Gemengen op der Musel mat änleche Problemer konfrontéiert?
  - Wa jo, ëm wat fir Gemengen handelt et sech a wat fir Arealer genee si vum Steeschlag aus enger Fielswand betraff?

**Réponse (06/10/2022) de M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

ad 1. an 2. De Remembrementsprojet Éinen ass mam Règlement grand-ducal vum 9. August 1979 gestart a gouf mam Remembrementsakt vum 26. November 2004 ofgeschloss. De Syndicat vun de Propriétaire gouf den 23. Mee 1978 gegrënnt. Et gouf an deem Areal virun allem an den 1990er Jore bis 2002 geschafft. Op ausdréckleche Wonsch vun de Propriétaire goufen do kleng Terrasseparzelle mat geschiedegten Dréchmaueren opgemaach an d'Pente vum Hiwwel fir déi nei Parzellen erfogusat. Déi nei, méi grouss Parzelle goufen duerch en neit Weenetz laanscht déi aktuell Fielswand aus Muschelkalk erschloss. D'Fielswand selwer gouf nach 2003 mat engem Maillage aus Maschendraht vum Office national du remembrement (ONR) ofgeschéert.

Déi ganz Aarbechte sinn ënnert der Responsabilitéit vum Propriétairesyndikat ofgelaf. Den ONR hat eng Beroderroll an huet sech ëm d'Exekutioun vum Projet an d'Zesummenaarbecht mat engem Bureau d'études gekëmmert. Den ONR iwwerhëlt och mol nom Ofschloss vun engem Projet Fléckaarbechten, wa sech an engem raisonnabelen Delai erausstellt, dass punktuell nogebessert muss ginn. Sou gouf 2014 och nach eng Kéier de Kanal iwwert der Falaise gefléckt.

Ob et e Problem mam Kanal gëtt, kann den ONR à ce stade net confirméieren. No der Mise en possession provisoire vun den neien Terrainen an den 1980er Jore war et un der Gemeng, fir sech ëm den Entretien vum Kanal ze këmmern. Dëst gëtt och schonn an engem Avis géologique den 3. Dezember 2001 erwänt, wou drop higewise gëtt, dass verschidde Regarden 2001

scho verstoppt waren an dass d'Gemeng och reegel-méisseg den Drainage kontrolléieren an de Kanal botze misst.

No enger Visitt op der Plaz, den 9. September 2022, iwwer 30 Joer no de Gros-oeuvres an 20 Joer no der Installatioun vum Schutzdrot, kënnen déi Responsabel vum ONR net confirméieren, dass et do zu iwwer-méissegem Fielsofbroch am Muschelkalk kënnst an, wa jo, ob deen dann op d'Aarbechte vum Remembrement aus den 1980er Joren zrëckzeféieren ass oder ob et sech net einfach ëm en natierleche geologesche Virgang handelt. Dass sech uewen an der Fielswand Steng op eng natierlech Manéier léisen, huet och net domat ze dinn, dass d'Fielswand ënnen e bësse méi fräigeluecht ginn ass, fir deen neie Wee ze bauen

ad 3. Generell gesi leien d'Wéngerte laanscht d'Musel an engem geologesch onstabile Gebitt. Den ONR hëllef mat senge Projeten notament och, fir Rutschungen ze stabiliséieren. Iwwerall, wou sou Fielswänn am Sandsteen oder Kalleksteen erauskommen, huet een natierlech och Steeschlag. Et gëtt aktuell kee Steeschlagkadaster, soudass een net soe kann, wou iwwerall elo op der Musel punktuell Steeschlaggefor kéint bestoen.

#### Statistiques dans le cadre de la pension d'invalidité | Question 6762 (02/09/2022) de M. Jeff Engelen (ADR)

Och zu Lëtzebuerg kënnst et ëmmer rëm vir, datt Bierger an déi tragesch Situatioun geroden, op eng effentlech Invaliditerent ugewisen ze sinn.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Minister fir sozial Sécherheet gär dës Fro stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill Bierger aktuell eng Invaliditerent bezéien a preziséieren, wéi dës sech op physesch a psychesch Invaliditerenten opdeelen?

2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi eng Prozedure mussen agehale ginn, fir d'Invaliditéit feststellen?

3. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Dokteren a Kontrolldokteren aktuell zu Lëtzebuerg akkreditéiert sinn, fir déi eenzel Forme vun Invaliditéit ze certifiéieren?

4. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, op wéi eng Ursachen déi eenzel Kategorie vun Invaliditéit zrëckzeféiere sinn (Aarbechtsaccident, Autosaccident, medezinnesch Niewewierkung asw.)?

#### Réponse (03/10/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Fir de Mount Dezember 2021 goufe 17.352 „effentlech Invaliditerenten“, d. h. Pensions d'invaliditéit vum Régime général d'assurance pension, vun der Pensiounskeess CNAP<sup>20</sup> ausbezuelt, dëst un 9.946 Männer a 7.406 Fraen.

Am Artikel 192 vum Code de la sécurité sociale ass virgesinn, dass Invaliditerenten ab dem 65. Gebuertsdag vum Beneficiaire als Alterspensioun weidergeschriwwen ginn („reconduire“). Wann een dës Fäll mat a Betruecht hält, gi fir Dezember 2021 am Ganzen 42.314 Pensions d'invaliditéit an Pensions d'invaliditéit reconduites gezielt.

Op déi lescht Jore gekuckt, bleift d'Unzuel vun Invaliditerente relativ konstant, den Undeel un all de Pensiounen hält awer of (cf. Bilan technique du régime général d'assurance pension – 2022<sup>21</sup>).

<sup>20</sup> Caisse nationale d'assurance pension

<sup>21</sup> Bilan technique du régime général d'assurance pension – 2022 – Inspection générale de la sécurité sociale // Le Gouvernement luxembourgeois

Fir all Assuré, deen eng Invaliditerent ufreet, gëtt en individuelle medezinneschen Avis gemaach. Dozou gëtt et keng Klassifikatioun. Et ass also net méiglech ze soen, wéi vill Invaliditerenten op physesch a psychesch Ursachen zrëckzeféiere sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 2. Et ass um Assuré, eng Ufro op Invaliditerent bei der CNAP eranzerechen. Wann déi administrativ Konditiounen fir eng Invaliditerent erfëllt sinn oder erfëllt kéinte sinn (jee nodeems, wat fir een Datum als Ufank vun enger Invaliditéit festgehale géif ginn), kritt den Assuré e Formulaire R4 geschéckt, deen den Assuré u säin Dokter weidergëtt. Den Dokter fëllt dës Formulaire mat medezinneschen Donnéeën aus a schéckt en un d'CNAP eran. D'CNAP befaasst doropshin de Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet (CMSS) mat der Fro, ob beim Assuré eng Invaliditéit virläit an, wa jo, ab wéi engem Datum. De CMSS hält seng Decisioun opgrond vun de virleien Donnéeën an/oder enger medezinnescher Ënnersichung. D'CNAP ass un d'Konklusioun vum CMSS gebonnen.

ad 3. All Dokter, deen exzerziert, kann am Prinzip eng Invaliditéit feststellen. Déi normal Prozedur ass wéi uewe beschriwwen, datt den Assuré de Formulaire R4 u säi behandelnden Dokter weidergëtt.

ad 4. Evolitioun vun der Unzuel vu Persounen mat enger, vun der AAA zougedeelter, permanenter partieller Incapacitéit (IPP) duerch en Aarbechts- oder Trajetsaccident, oder duerch eng Berufskrankheet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Wann den Aarbechtsaccident, den Accident beim Trajet oder d'Berufskrankheet duerch d'AAA unerkannt ass, fixéieren d'Doktere vum Contrôle médical, mat deenen d'AAA eng verbonne Kompetenz huet, no Konsolidéierung vum Gesondheitszoustand vun der betraffener Persoun (Stabilisatioun vum Gesondheitszoustand vun Affer vu kierperleche Verletzungen), en eventuelle partielle permanente Incapacitéitstaux. Am Fall vun der Fixatioun vun esou engem Taux, kann d'Affer, nieft eventuelle Pensiounen, vun Entschiedegunge fir net patrimoniale Schued profitéieren, déi vun der AAA zougewise gi sinn.

#### Accessibilité des distributeurs d'argent | Question 6764 (05/09/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Banken zu Lëtzebuerg setzen ëmmer méi op Servicer via E-Banking oder Bancomat. Fir dass Persounen mat ageschränkter Mobilitéit a Séikraaft dës Bancomater kënnen benotzen, mussen se een einfachen Accès bidden an och eng Sproochausgabfunktoun hunn. Dee Moment liest den Automat engem Informatiounen um Bildschierm vir. Eisen Informatiounen no ginn et Bancomater hei am Land, déi dës Sproochausgaben net fir d'Clienten maachen, wou awer den techneschen Déngscht dës Funktioun kann notzen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Si Bancomater, déi eng Sproochausgabfunktoun hunn, an dës net fir d'Clienten, déi se brauchen, accessibel maachen, konform zum Antidiskriminierungsgesetz vun 2006?

2. Ass de Ministesch dës Problematik bekannt? Gouf et zu deem Thema schonn Entrevuë mat de Bankevertrieder? Wa jo, wat waren hei d'Resultater? Wann nee, wäerten d'Ministeschen esou Entrevuen organiséieren?

3. Kann eng Sproochausgabfunktoun op engem Automat och fir Clienten notzbar gemaach ginn? Ass de Ministesch bekannt, wat fir Ännerungen heivir néideg wieren, fir d'Funktoun dem Client zougänglech ze maachen?

#### Réponse (11/10/2022) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

D'Directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services, kuerz genannt „European Accessibility Act“ (EAA), déi duerch de Projet de loi n° 7975 relatif aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services<sup>22</sup> transposéiert soll ginn, soll zu engem bessere Fonctionnement vum Marché intérieur bäidroen, andeems se déi legislativ, administrativ a reglementaire Dispositiounen am Beräich vun der Accessibilitéit vu ganz spezifesch Produkter a Servicer harmoniséiert, dorënner och d'Bancomaten an d'Bankdéngschtleeschungen.

Duerch d'Ëmsetzung vun deemem Projet de loi wäerten d'Fournisseure Produkter a Servicer op den europäesche Marché bréngen, déi eenheetlechen Ufuerderungen an der EU nokommen, an déi duerch hir Accessibilitéit eng méi inklusiv Gesellschaft schafen a Clienten, notament déi mat engem Handicap, awer och eelere Clienten et erméiglechen, esou autonom wéi méiglech ze liewen, an esou voll Gläichheet garantéieren.

De Familljeministère huet d'Koordinatioun vun der Transpositioun vun dëser Direktiv iwwerholl, an enker Zesammenaarbecht mat alle concernéierte Ministere. D'Bankevertrieder hunn an deem Kontext dem Finanzministère uginn, de Sujet vun der Accessibilitéit vu Bankautomaten an notament d'Astelle vun der Sproochausgabfunktoun op engem Bancomat am Detail ze suivéieren an dat virun allem am Kader vun der Transpositioun vun dem European Accessibility Act.

#### Accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées | Question 6765 (05/09/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

De 7. Januar 2022 gouf an der Chamber d'Gesetz fir eenheetlech Krittäre fir een handicapgerechten Accès zu Gebaier gestëmmt. D'Gesetz trëtt fir nei Gebaier de 7. August 2023 a Kraaft, bestoend Gebaier hunn 10 Joer Zäit, fir konform ze ginn. An deemem Gesetz gi 5 Reglementer opgeléicht (an den Art. 2, 3, 4, 5 an 11), déi sollen Detailler fir effentlech a privat Gebaier festhalen an och sollen d'Voie publique méi benotzerfrëndlech fir Persounen mat Handicap maachen. Dës Reglementer si bis elo nach net deposéiert ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Famill an Integratioun a fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

1. Kann d'Ministesch Datumer soen, op deenen dës Reglementer wäerten an de Regierungsrat kommen?

2. U wéi enge Krittären orientéieren sech d'Bauhäre säit dem Januar 2022, vu dass d'Reglementer mat den detailléierte Virgaben nach net virleien?

3. Gesäit d'Ministesch hei net d'Gefor, dass wichteg Zäit verluer geet, an där Gebaier gebaut ginn, déi da spéitstens an 10 Joer mussen amenagéiert ginn, fir dem uewe genannte Gesetz ze entsprechen?

#### Réponse (03/10/2022) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

D'Accessibilitéitsgesetz (Loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public,

des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs) trëtt fir nei Gebaier den 1. Juli 2023 a Kraaft, laut den Dispositiounen vum Artikel 16. An dësem Gesetz sinn dräi Reglementer virgesinn:

1) Projet de règlement grand-ducal relatif à l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public et des voies publiques portant application des articles 2, 3 et 5 de la loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité à tous de lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs ;

2) Projet de règlement grand-ducal relatif à l'accessibilité à tous des bâtiments d'habitation collectifs portant exécution de l'article 4, paragraphe 3 de la loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité à tous de lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs ;

3) Projet de règlement grand-ducal relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil consultatif de l'accessibilité portant exécution de l'article 11, paragraphe 3 de la loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité à tous de lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs.

ad 1. D'Gesetz an déi dräi Reglementer goufen de 27. Juni 2018 vum Regierungsrat adoptéiert a goufen de 27. Juli 2018 an der Chamber deposéiert. Éischt Regierungssännerungen un den dräi Reglementer goufen de 7. Januar 2022 adoptéiert. De Regierungsrat gouf dann eng zweete Kéier saiséiert, an zwar den 22. Abrëll 2022. D'Ännerungen zu de Reglementer sinn de 6. Mee 2022 vum Regierungsrat adoptéiert ginn a si momentan fir en Avis complémentaire beim Staatsrat.

ad 2. Fir d'Bauhären ass d'Theema „Accessibilité“ eigentlech näischt Neits. De Secteur schafft mat der „loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public“ a mat den zwee Reglementer, déi momentan a Kraaft sinn. Et ass wichteg ze betounen, dass sech vill op europäesch Norme baséiert gëtt. Ausserdeem gouf vun Ufank u ganz enk mam Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils (OAI) zesummegeschafft, soudatt d'Architekten an d'Ingenieuren sech bei der Entwécklung vun neie Projete schonns ganz gutt konnte preparéieren.

Des Weidere gouf e „Vademecum à l'usage des architectes et ingénieurs-conseils pour la mise en accessibilité des lieux ouverts au public et des voies publiques“, souwéi e „Vademecum à l'usage des architectes et ingénieurs-conseils pour la mise en accessibilité des bâtiments d'habitation collectifs“, an Zesummenaarbecht mam OAI erallt. Zousätzlech wäert no enger éischer Séance d'information den 30. Mäerz 2022, eng weider Séance den 1. Dezember 2022 beim OAI stattfannen, an där d'Reglementer am Detail virgestallt ginn.

ad 3. D'Accessibilitätsufuerderunge betreffend Neibaute sinn applicabel fir all Projeten, fir déi d'Baugeneemegung no dem 1. Juli 2023 ugefrot gëtt. Dohier entwéckelen d'Architekten an d'Ingenieuren hir Projete schonns elo accessibel a bauen och deemspriechend. D'Ufuerderunge vum neie Gesetz an de Reglementer sinn notament wéinst der enker Zesummenaarbecht mam OAI bekannt.

Bestoend effentlech Gebaier, also all d'Gebaier, fir déi virum 1. Juli 2023 eng Baugeneemegung ugefrot ginn ass, hunn 10 Joer Zäit, amenagéiert ze ginn, falls dat och matériellement méiglech ass. Soss gesäit d'Gesetz vir, dass „déroptions et solutions d'effet équivalent“ méiglech sinn. Ausserdeem kënnen déi zoustänneg Persounen fir d'Aarbechten an effentleche Gebaier innerhalb vu 5 Joer eng finanziell Hëllef ufroen. Deementspreechend ginn déi Leit incitéiert ze handelen, fir dass déi Amenagementer esou séier ewéi méiglech gemaach kënnen ginn.

.....  
**Route du Nord** | Question **6766** (05/09/2022) de **M. Aly Kaes** | **Mme Martine Hansen** | **M. Emile Eicher** | **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Duerch den Äerdrutsch op der sougenannter Nordstreck am Tunnel „Schieburg“ tëscht Kautebaach a Wëlwerwol ass den Zuchverkéier am Norde vum Land viraussichtlech fir eng länger Zäit gestéiert. Dësen Tëschefall weist, wéi vulnerabel den Eisebunnsreseau am Norde vum Land duerch seng Eegleisegkeet ass.

An deem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

1. Op wéi engen Tronçon ass et technesch méiglech, d'Nordstreck op d'Zweegleisegkeet auszubauen, respektiv wou kënnen Auswäichgleiser ugeluecht ginn, fir insgesamt d'Capacitéit op der Nordstreck ze erhéijen?

2. Wéini ass d'Regierung gewëllt, déi néideg Infrastrukturarbechten unzegoen?

**Réponse** (28/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Déi aktuell verfügbar Kapazität vun der Streck Ettelbréck-Élwen deckt souwuel de Besoin vun haut, wéi och dee vum den zukünftege Mobilitéitskonzepter of.

Déi besteeënd Auswäichgleiser op der Nordstreck erlaben et, den 2014 agefouerten Hallefstonnentakt Lëtzebuerg-Ettelbréck-Élwen mat enger Zouverlässegkeet ze bedriewen, déi vergläichbar mat där vun den zweegleiseger Strecke vum Lëtzebuurger Schinnerreseau ass.

Den Horaire gesäit vir, dass déi betriblech Zuchkräizungen an de Gare Ettelbréck, Kautebaach, Clierf an Élwen, ofgestëmmt mat dem regionalen effentleche Persounentransport, stattfannen. Sou kënnen déi aner Auswäichgleiser an déi 7 km laang zweegleiseger Streck am Kiischpelt benotzt ginn, fir Ofwäichunge vum Fahrplang auszegläichen.

Ee partiellen zweegleisegen Ausbau vun der Nordstreck erhéicht d'Kapazität also net grondleeënd, onofhängeg vum Tronçon, a gëtt dofir momentan als net prioritär agestuut.

ad 2. cf. Fro 1.

.....  
**Avortements « hors délais »** | Question **6768** (05/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am Lëtzebuurger Ofdreiwungsgesetz vum 17. Dezember 2014 heescht et am Hibleck op d'Sanktioun vun Ofdreiwungen, déi net innerhalb vum der gesetzlech virgeschriwwener Frist bzw. net bei Liewensgefou vum der Mamm virgeholl goufen:

« (1) Celui qui, par quelque moyen que ce soit, aura avorté ou tenté d'avorter en dehors des conditions posées à l'article 12 une femme enceinte ou supposée enceinte qui y a consenti, sera condamné à un emprisonnement de deux à cinq ans et à une amende de 251 euros à 25.000 euros.

(2) La femme enceinte qui interrompt volontairement sa grossesse en dehors des conditions posées à l'article 12, sera punie d'une amende de 251 euros à 2.000 euros. »

Wéi een an der Äntwert vum der Regierung op d'parlamentaresch Fro N° 6427 vun den honorabelen Deputéierte Josée Lorsché a Marc Hansen gewuer gëtt, leien der Regierung Zuele vir, déi beleeeën, dass de Planning Familial 2021 vu 601 Fraen am Hibleck op eng Ofdreiwung kontaktéiert gouf. An dëser Äntwert heescht et konkret: « 516 IVG ont été planifiées dont

98,3 % au Luxembourg et 1,7 % à l'étranger (1,36 % hors délais). » E puer vun dësen Ofdreiwunge goufen also entweder illegal zu Lëtzebuerg oder legal bzw. illegal am Ausland duerchgefouert.

An deem Zesummenhank hunn ech folgend Froen un d'Madame Justizminister a Gesondheitsminister:

1. Goufen am Joer 2021 zu Lëtzebuerg Dokterinnen oder/a Frae sanktionéiert, well se eng Ofdreiwung „hors délais“ duerchgefouert hunn bzw. duerchféiere gelooss hunn? Wa jo, em wéi vill Fäll handelt et sech dobäi?

2. Huet eng Organisatioun wéi de Planning Familial eng Responsabilité pénale am Kontext vun Ofdreiwungen „hors délais“, déi vun hir planifiéiert oder vermëttelt ginn, och wann d'Ofdreiwung selwer am Ausland gemaach gëtt?

3. An hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6427 schreift d'Regierung: « L'éventuel prolongement du délai de droit à l'IVG de 12 semaines à 14 semaines au Luxembourg est actuellement à l'étude. (...) Dans ce sens, des réunions de concertation sont prévues dès la rentrée entre le Ministère de la Santé et la Société de gynécologie et d'obstétrique ainsi que le Planning Familial. » Heescht dat konkret, dass Liewensschutzorganisatiounen, wéi „Vie naissante“ net bei dëser Berodunge konsultéiert ginn? Wa jo, firwat net?

**Réponse** (07/10/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. Laut de Justizautoritéite gouf et keng nei Fäll an och keng Verurteilung am Joer 2021.

ad 2. D'Responsabilité pénale vu juristesche Persounen gouf zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 3. Mäerz 2010 agefouert.

All Entitéit, déi eng juristesche Perséinlechkeet huet, ausser de Staat a Gemengen, also all Betriber an Associatiounen, kënnen stroferechtlech verfolgegt a verurteilt ginn, wann se sech eppes zu Scholde komme gelooss hunn. D'Konditiounen sinn ënnert dem Art. 34 vum Code pénal ze fannen.

Wann déi Faiten am Ausland geschitt sinn, da muss ee sech op d'Artikelen 5-1 et suivants vum Code de procédure pénale bezéien. Déi Artikelen iwwert d'territorial Kompetenz bestëmmen a wéi enge Fäll déi national Gerichter kënnen zoustänneg sinn, falls d'Dot sollt am Ausland geschitt sinn.

ad 3. Wéi an der Äntwert op d'Fro N° 6427 erkläert, sinn d'Iwwerleeunge bezüglech engem eventuelle Prolongement vum legalen Délai fir eng Ofdreiwung vun 12 op 14 Schwangerschaftswochen eréischt am Ufanksstadium an d'Diskussiounen sinn an enger éischer Linn medizinescher Natur. An deem Kader ginn déi concernéiert Acteuren em hiren Avis gefrot. Falls esou eng Ännerung effektiv sollt a Kraaft trieden, wäert dat eng legislativ Ännerung mat sech bréngen, wou verschidden Acteuren och em ee formellen Avis gefrot wäerte ginn.

.....  
**Taxe CO<sub>2</sub>** | Question **6769** (06/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'lescht Joer gouf hei am Land eng CO<sub>2</sub>-Steier agefouert, dëst am Kader vum nationalen Energie- a Klimaplan Lëtzebuerg fir den Zäitraum vun 2021-2030. D'Recetten aus dëser Steier solle laut offizieller Richtlinn an engem gewëssen Ausmooss och fir konkret Klimaschutzmoossnamen an eng Energiewend mat massiven Entwécklungen am Beräich vun den erneierbaren Energië genotzt ginn. Mir befannen eis

aktuell an enger Energiekris mat héije Präisser fir Gas an Elektresch.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Fro stellen:

1. Wat genau ass mat de Recettë vun der CO<sub>2</sub>-Steier bis elo gemaach ginn?
2. Firwat ass de Mangel un erneierbaren Energien nach ëmmer esou grouss, wann dach Gelder aus dem Energie- a Klimaplang a genau dëse Beräich fléissen?
3. Sinn d'Ziler bei den erneierbaren Energien a punkto kWh vun deenen zwee Joer erfëllt ginn?
4. Opgelëscht op déi nächst fënnf Joer (pro Joer), wéi vill Kilowatt un erneierbaren Energië gedenkt d'Regierung ze errechen?

**Réponse** (11/10/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1. E substanzuellen Undeel vun de Recettë vun der CO<sub>2</sub>-Steier fléisst an de Klima- an Energiefong (2021: 64,6 Milliounen Euro; 2022: 109,3 Milliounen Euro). Mat dësem Fong, deen zousätzlech zu de Recettë vun der CO<sub>2</sub>-Steier nach duerch en Deel vun der Recette vun der Autosteier souwéi duerch d'Recette vun der Versteigerung vun Emissiounsquoten aus dem europäeschen Emissiounshandelssystem gespeist gëtt, gi Klimaschutzmoosnamen zu Lëtzebuerg an am Ausland finanzéiert. Eleng fir déi national Klimaschutzmoosnamen si fir 2021 an 2022 zesumme wäit iwwer 100 Milliounen Euro virgesinn. Dorënner falen ënner anerem verschidde Subventionsregimenter fir Privatleit a Gemengen an de Beräicher Energieeffizienz an erneierbar Energien, souwéi och de Klimapakt fir Gemengen.

ad 2. Laut Eurostat louch de Gesamtundeel vun erneierbaren Energien 2010 bei 2,85 % an 2020 bei 11,7 %, dat och bedéngt duerch d'Kooperatioun mat Estland a Litauen fir 2020. Ouni Kooperatioun läit de Prozentsaz fir 2020 bei 10,12 %, wat par rapport zu 2010 enger relativer Progressioun vun iwwer 350 % entsprécht.

Duerch déi geographesch an topographesch Ëmstänn, souwéi der Spezifitéit vum Lëtzebuurger Energiekaart, läit de Fokus fir den Ausbau virun allem bei der Photovoltaik an der Wandenergie, sou wéi d'Ausbauziler am nationalen Energie- a Klimaplang dat och duerstellen.

Alles an allem ass d'Potenzial ginn, fir d'Ziler vun nationalen Energie- a Klimaplang ze errechen. Bei der Wandenergie zum Beispill, wou fir 2030 eng Produktioun vu 674 GWh virgesinn ass, kann dëst Zil virausiichtlech opgrond vum gudden Tempo beim Ausbau schonns 2025 erreicht ginn.

De Klima- an Energiefong gesäit fir d'Finanzéierung zwou Rubricke vir: engersäits de „mécanisme de compensation“, wou de Staat all Joer eng Participatioun abezuele kann; an anersäits d'Kooperatiounsmechanismen, sief dat zum Beispill iwwert statistesch Transferten, den europäesche Mechanismus fir d'Finanzéierung vun den erneierbaren Energien oder nach iwwert gemeinsam Projete vun den EU-Memberstaaten.

Fir déi nächst Jore gesinn d'Propositionen am Budget pluriannuel fir déi uewe genannte Rubricke, Kontributiounen vir an Héicht vun 104 Milliounen Euro fir 2023 oder nach 112,5 Milliounen Euro fir 2024.

De Kader fir den Ausbau vun den erneierbaren Energien ass also gesat, sief et iwwert déi gereegelt Tariffer, de PV-Ausschreiwungen, de Finanzéierungsmechanismen oder nach der Kooperatioun mat den aneren EU-Memberstaaten.

ad 3. D'Ziler, déi am Kader vun der Direktiv 2009/28/CE vum 23. Abrëll 2009 iwwer d'Förderung an d'Produktioun vun Energie aus erneierbare Quelle festgeluecht gi waren, si fir d'Joren 2019 an 2020 erfëllt ginn, woubäi 2020 d'Haaptzil vun 11 % mat 11,7 % iwwertraff ginn ass.

D'Ziele vun Eurostat kommen an der Reegel 14 Méint nom Enn vum Referenzjoer. D'Ziele fir 2021 ginn also a priori am 1. Trimester 2023 verëffentlecht.

ad 4. Fir d'Period 2022 bis 2026 gesäit den nationalen Energie- a Klimaplang Follgendes vir fir den Undeel vun erneierbarer Energie (ausgedréckt a Gigawattstonne „GWh“, mat 1 GWh = 1.000.000 kWh):

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

Laut Eurostat louch dës Zuel fir 2020 bei 4.173 GWh.

**Smart meter** | Question 6771 (06/09/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Duerch d'Ëmsetze vun enger EU-Richtlinn missten all d'Stroum- a Gaszieler bis den 31. Dezember 2019 respektiv den 31. Dezember 2020 ausgetosch sinn. Duerch dës Zieler léisst sech quasi an Echtzäit novollzëien, wéi vill Stroum a Gas ee verbraucht. Am Kontext vun der massiver Erhéijung vun de Präisser, notament vu Stroum a Gas, ginn d'Bierger encouragéiert, méi effizient mat Energie ëmzuegoen. Hei kéint dës Informatioun dozou bäidroen, de Verbrauch ze senken.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Fro stellen:

1. Wéi vill Prozent vun de Stéit hu méttlerweil Smartmeters fir Stroum?
2. Wéi vill Prozent vun de Stéit, déi Gas hunn, hu méttlerweil Smartmeters fir Gas?
3. Falls nach net all Stéit esou een Zieler hunn, wéini wäerten all dës nei Zieler virausiichtlech installéiert sinn?
4. Wouduerch ass eng eventuell Verspéidung vun der Installatioun vun dësen Zieler ze erklären?
5. Huet dës Verspéidung iergendwellech legal Konsequenzen?
6. Wou kënne Leit sech mellen, déi nach kee Smartmeter installéiert krut hunn, fir d'Installatioun zäitno gemaach ze kréien?

**Réponse** (23/09/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1. Stand 30. Juni 2022 waren 98,1 % vun den Umschlëss an der Nidderspannung am Stroum mat engem Smartmeter equipéiert.

ad 2. Stand 30. Juni 2022 ware 96,8 % vun de Gasumschlëss, déi mat engem Smartmeter ze equipéiert si (Compteure vun den Type G4 bis G40), mat engem Smartmeter equipéiert.

ad 3. bis 5. Wéi d'Äntwerten op d'Froen 1 an 2 weisen, sinn déi allermeeschte Stéit mat engem Smartmeter equipéiert. De gesetzlechen Objektiv vun 90 % am Gas a 95 % am Stroum sinn erreicht ginn. Déi Compteuren, déi nach ze ersetze bleiwen, si gréisstendeels Fäll, wou et technesch méi komplizéiert ass, oder wou de Client d'Installatioun bis ewell refuséiert huet.

ad 6. Leit, déi nach kee Smartmeter hunn an ee wëhlen, kënne sech bei hirem Stroum- an/oder Gasnetzbedreier mellen.

**Lobbying dans le cadre de la vaccination contre la Covid-19** | Question 6772 (06/09/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wéi „Heise online“ den 3. September mell, sinn Dokumenter vun der leschter an aktueller Bundesregierung, déi drop hiweisen, dass d'Minister an d'Kanzlerin sech vun de Lobbyisten a Cheffe vun den Impfstoffhersteller beaflosse gelooss hunn. Esou ass ënnert dësen Dokumenter eng E-Mail vum CEO vu Pfizer, an där hien der Bundeskanzlerin d'Kommunikatioun an Argumenter géint eng Fräigab weiderleet. De Site „abgeordnetenwatch.de“ huet dës Dokumenter publizéiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Aussenuegeleehheeten an Europa, Gesondheet, Wirtschaft a Kooperatioun dës Fro stellen:

1. Wéi eng Kontakter haten d'Ministere mat Entrepreneuren, Organisatiounen oder Persounen zum Thema Covid-19-Impfstofflizenzen an Zwangslizenzen?
2. Ass dem Här Premierminister bekannt, ob aner Ministeren esou Kontakter haten?
3. Wat si bei dëse Kontakter fir Inhalter diskutéiert ginn?
4. Kann den Här Premier versécheren, dass d'Regierungspositioun géint e komplett Fräigi vun de Patenter net am Austausch fir eppes aneres gemaach gouf?

**Réponse** (23/09/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. an 3. Am Kader vu sengen Aufgaben hat de Kooperationsminister wuel publizéiert Entrevuë mat der Weltgesundheitsorganisatioun (an der Persoun vum Generaldirekter Dr. Tedros) a mat GAVI, der Organisatioun, déi Gestionnaire vum COVAX-Mechanismus ass (an der Persoun vum CEO Berkley), bei deene selbstverständlech och iwwert d'Fro vun der Disponibilitéit an der Accessibilitéit vun den Impfstoffen geschwat ginn ass, an ënnert anerem och iwwert d'Fro vun de Patenter, fir d'Vuë vun de Gesprächspartner zu deem Thema gewuer ze ginn.

ad 2. Nees.

ad 4. Jo.

**Exécution de cinq Palestiniens à Gaza** | Question 6773 (06/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Viru Kuerzem goufen an der Gasasträif fënnf Männer higericht, dorënner zwee, well se der „Kollaboratioun mat Israel“ beschëllegt goufen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Bausseminister gär dës Fro stellen:

– Sinn dem Här Bausseminister dës Virgäng bekannt? Falls jo, wéi reagiert hien dorop? Gëtt et dozou eng offiziell Kommunikatioun oder souguer eng Verurteilung vun der Lëtzebuurger Regierung?

**Réponse** (06/10/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Effektiv sinn ech duerch d'Press vun dëse Virgäng gewuer ginn, déi mech schockéiert hunn. D'Lëtzebuurger Regierung ass géint d'Doudesstrof, iwwerall op der Welt an ënnert allen Ëmstänn. Deementspreechend verurteelen ech och, am Numm vun der Regierung, déi rezent Hiriichtung vu fënnf Männer zu Gaza.

**Aide au développement en Inde** | Question 6774 (06/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Indien huet viru Kuerzem säin zweete Flugzeugträger „Vikrant“ an den Déngrsch vu senger Marin gestallt. Et handelt sech gläichzäiteg ëm den éischte vun dësen Apparater, deen den indesche Subkontinentalstaat selwer produzéiert huet. Parallell huet Indien an der rezenter Vergaangenheet nach zu deene Länner gehéiert, déi aus Lëtzebuerg Entwécklungshëllef bezéien.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Kooperationsminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, ob Indien aktuell nach, direkt oder indirekt iwwer privat Stellvertreterorganisatiounen, weiderhin ëffentlech Lëtzebuerg Entwécklungsgelder empfängt? Falls jo, kann den Här Minister preziséieren, mat wéi engem Zil, bis zu wéi engem Enddatum, eventuell iwwer wéi eng Organisatioun an ënnert wéi engem Budgetartikel déi Sue fléissen?

2. Kann den Här Minister matdeelen, ob hien et allgemeng fir opportun hält, Entwécklungshëllef un e Land ausbezuelen, dat bewisen huet, datt et am Beräich vun der Arméi, der Raumfaart asw. mëttlerweile zu deenen technologesch erfollegräichste Länner vun der Welt gehéiert, a preziséieren, a wéi engen Zäitofstänn d’Krittären, ob e Land nach eligibel fir Entwécklungshëllef ass, iwwerpréift an aktualiséiert ginn?

**Réponse** (15/09/2022) de **M. Franz Fayot**, Ministre de la Coopération et de l’Action humanitaire

ad 1. Falls mat „Stellvertreterorganisatiounen“, ONGen oder aner Organisatiounen gemengt sinn, déi an Indien Projeten ëmsetzen, dann ass et esou, dass de Ministère aktuell d’Projeten a Programmer vun néng Lëtzebuerg ONGe kofinanzéiert mat engem Gesamtbetrag (MAEE-Undeel) vu 4,58 Milliounen Euro. Dës Projeten a Programmer ginn tëschent 2019 an 2026 ëmgesat. D’Fongen dofir komme vum Fonds de la coopération au développement, wéi d’Fongé fir all d’Projeten an der Entwécklungszesummenaarbecht mat Lëtzebuerg ONGen.

Déi genannt ONGe sinn a verschiddene Beräicher aktiv, beispillsweis Mënscherechter, Bekämpfung vun der sexueller Ausbeutung vu Kanner a Jonker, Bekämpfung vun der Gewalt géint Meedercher a Fraen, schoulesch Infrastrukturen, Educatioun, Agrarentwécklung.

ad 2. D’Haaptziler vun dësen Projete sinn, d’Aarmut an d’Ongläichheeten am Land ze bekämpfen, ganz am Sënn vun eiser Strategie fir Entwécklungszesummenaarbecht. All d’Projeten, déi vun dësen ONGen ëmgesat ginn, cibléiere vulnerabel Persounen, déi entweeder an enger wirtschaftlecher oder sozial schwiereger Situatioun sinn, oder fir hir Rechter besser ze schützen.

Sou wéi et am Artikel 11 Paragraf 4 an deem vun der Chamber gestëmmt Gesetz vum 6. Januar 1996 iwwer d’Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Aktioun festgehale gouf, dat 2017 op dësem Punkt modifizéiert gouf, ass d’Lëscht vun de Länner, déi eligibel si fir Entwécklungshëllef, déi, déi vum Comité d’aide au développement vun der OCDE all Joer opgestallt gëtt.

**Impact de la crise actuelle sur l’activité des offices sociaux** | Question 6775 (06/09/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L’évolution actuelle de l’inflation, et partant des prix et plus particulièrement du prix de l’énergie, touche durement les ménages à revenus modestes.

– J’aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre quel est l’impact de la crise actuelle sur l’activité de nos offices sociaux et notamment de l’afflux auxdits offices.

– Y a-t-il une approche coordonnée de la part des offices et une concertation accrue avec les administrations de l’État et le Gouvernement en vue d’anticiper une sollicitation accrue desdits offices sociaux suite à l’évolution de la crise ?

– Sur quel appui supplémentaire peuvent compter le cas échéant ces structures ?

**Réponse** (12/10/2022) de **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l’Intégration

L’Office social, en tant que guichet social, est souvent le premier interlocuteur des personnes en détresse. L’augmentation des prix de l’énergie, mais également d’autres phénomènes actuels, tels que l’impact socio-économique de la pandémie ou encore la croissance des coûts du logement affectent particulièrement les ménages en difficulté, ce qui engendre inévitablement une augmentation du nombre de personnes ayant recours à l’aide sociale. Sur le plan qualitatif, ces défis affectent également la complexité des demandes à traiter.

Face à ces constats et afin de réagir à la situation socio-économique actuelle, le Ministère de la Famille, de l’Intégration et à la Grande Région s’est engagé pour un renforcement des ressources de travail à disposition des offices sociaux afin qu’ils puissent remplir leurs missions de soutien aux personnes confrontées à un risque accru de pauvreté ou d’exclusion sociale, tout en garantissant un service de qualité.

Ainsi, dans le cadre du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l’État pour l’exercice 2023, le Gouvernement proposera d’augmenter de 50 % les clés de personnel inscrites à l’article 23 de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l’aide sociale et de les augmenter à 1,5 poste d’encadrement social respectivement à 0,75 poste de personnel administratif par 6.000 habitants.

**Campagne de sensibilisation concernant la gestion des déchets** | Question 6776 (06/09/2022) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Am leschte Summer goufen an der Chamber d’Gesetzestexter zum Offall diskutéiert an uegoll. Bei der Diskussioun gouf am Plenum drop higewisen, dass et wichteg wier, d’Veräiner an d’Gemenge fréizäiteg iwwer d’Changementer ze informéieren. Onsen Informatiounen no ass bis ewell awer nach keng Sensibiliséierung geschitt. Et wär awer wichteg, dass d’Gemengen Informatiounen géife kréien, wat fir Produiten ab wéini verbuede sinn, fir datt si dann esou ee Kalenner mat Informatiounen och un d’Veräiner kënne weiderginn. Sou kéint ee méigleche Streidereien a Mëssverständnisse direkt aus dem Wee goen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d’Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Kann d’Ministesche ons Informatiounen bestätegen?
2. Plangt d’Ministesche eng Sensibiliséierungscampagne? Wa jo, wéini sollen d’Gemengen déi Informatiounen kréien, wat wéini verbuede ass oder bei Manifestatiounen verbuede gëtt?

**Réponse** (05/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l’Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Et ass immens wichteg, d’Acteur mat op de Wee ze huele bei der Ëmsetzung vun dem

Offallgesetzespak. Deementspriedend sinn och schonn Informatiounen un déi verschidde Secteure geschéckt ginn, respektiv Workshops organiséiert ginn. Als Beispiller kënne follgend Informatiounscampagnen a-veranstaltungen opgezielt ginn:

– d’GEDECO (Association luxembourgeoise des gestionnaires communaux des déchets) krut am Juni eng Presentatioun iwwer déi nei Offallgesetzgebung gehalen;

– et gouf en Echange mam House of Automobile betreffend den „Accord volontaire VHU“;

– et gouf eng Ëmfro beim Konstruktionssecteur gemaach an och Informatiounen am Kontext vum „Inventaire de construction“ diffuséiert;

– Mëtt August ass eng allgemeng Informatioun erausgaangen un d’Secteuren zu den Neierungen an den Offalltexter;

– am September si weider Informatiounen erausgeschéckt ginn un déi concernéiert Secteuren zu der „Démarche pour les campagnes promotionnelles“ (Art. 13(8)) an den „Éléments essentiels concernant le plan de prévention des déchets alimentaires“ (Art. 12(4));

– am Juli a September hu schonn zwee Workshoppe betreffend d’Iwwerschaffe vum Règlement grand-ducal „Parcs à conteneurs“ stattfonnt. Zweek Weiderer heizou si geplangt fir November an Dezember. Des Weideren si Workshoppe geplangt mat de Secteure betreffend den Artikel 12(8) zu de Récipients réemployables an d’Artikelen 13(6) an 13(7) betreffend d’Infrastrukturen an de Supermarchéen.

Zousätzlech heizou gëtt de Vademecum fir d’Gemengen aktuell an der Ëmweltverwaltung iwwerschafft mat den aktualiséierten Dispositiounen an et gëtt un engem Guide fir ëffentlech Fester a Veranstaltung geschafft. Am Kader vum Klimapakt ginn och Formatiounen fir d’Gemengeresponsabel a fir d’Klimapaktbe-roder uegebueden.

ad 2. Et ass eng Sensibiliséierungscampagne fir de Grand public vun Ëmweltministère an Zesummenaarbecht mat der Ëmweltverwaltung geplangt fir Ufank 2023. Mir schaffen ausserdeem engem FAQ.

**Installations photovoltaïques en milieu agricole** | Question 6777 (06/09/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Paul Galles** (CSV)

Den Ausbau vun de Photovoltaikanlagen (PV) ass essenziell, fir dass ons d’Energietransitioun geléngt, souwéi dass mir ons méi onofhängeg vun de fossilen Energie maachen. Momentan ginn et awer nach Erausforderungen beim Ausbau vun der Solarenergie an der Landwirtschaft. Op Opruff vun der Centrale paysanne kristalliséieren sech virun allem zwee Problemer eraus: déi allgemeng Infrastruktur an d’Käschten, déi duerch en zousätzlechen Uschloss an/oder en eegenen Transformator erstinn. Éischtens ass et a verschiddene Regione vum Land anscheinend net méiglech, en Uschloss vun enger Solaranlage un d’Niddregspannungsnetz ze autoriséieren. Zweetens kënne modern PV net ëmmer un d’Niddregspannungsnetz ugeschloss ginn, bzw. d’Leitunge sinn net performant genuch, fir déi geléiwert Spannung ouni Sécherheitsrisiko entgéintzehuelen. Hei muss de Landwirt dann en zousätzlechen Uschloss an/oder en eegenen Transformator op seng Käschten installéieren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Energieminister stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass net iwwerall am Land Solaranlagen un d’Niddregspannungsnetz kënnen ugeschloss ginn? Wa jo, wéi eng Regione



sinn dat? Wa jo, firwat ass dat esou? Wéi eng Mesuré plangt de Minister, fir dese Problem schnellstméiglech ze behiewen?

2. Plangt de Minister eng Subventioun (oder eng aner Mesur), fir de Leit bei der Installatioun vun engem zousätzlechen Umschloss an/oder engem eegenen Transformator ze hëllef?

**Réponse (07/10/2022) de M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Laut dem Artikel 5 (1) vum Stroumgesetz<sup>22</sup> muss dee jeeweilige fir déi Region designéierte Stroumnetzbedreiwer all Ufro fir ee Raccordement un den effentleche Reseau nokommen. Dat gëllt och fir all Solaranlagen iwwerall am Land. Allerdéngs ass dee Raccordement un eng Rei Konditiounen geknëppt. Esou mussen zum Beispill all noutwenneg Autorisatiounen fir déi Anlag ausgestallt sinn, déi raccordéiert soll ginn, an den Demandeur muss fir d'Käschte vum Raccordement opkommen (Artikel 5 (4) a (6)).

ad 2. D'Käschte vun engem Standard-Raccordement gi bei der Berechnung vum Aspeisetarif fir Photovoltaik consideréiert, a bei Anlagen ab 200 kW, déi am Kader vun engem Appel à projets proposéiert ginn, kënnen doriwwer eraus och weider Käschten, wéi beispillsweis een neien Transformator, bei deenen Offeren integréiert ginn.

**Funérailles de Mikhaïl Gorbatchev** | Question 6778 (07/09/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Viru e puer Deeg huet zu Moskau d'Trauerfeier fir de fréiere Generalsekretär vun der sowjetescher Kommunistescher Partei a Friddensnobelpräisträger Michail Gorbatschow stattfonnt. Am Ënnerscheed zu fréiere russesche Staatsmänner krut de Gorbatschow kee Staatsbegriefnes. Auslännesch Staats- a Regierungsscheffe goufe vu russescher Säit net offiziell agelueden. Vill westlech Staate ware just mat hirem Ambassadeur vetrueden. Den ungarische Premierminister wor awer perséinlech op Moskau.

An Däitschland, dat dem Michail Gorbatschow am Zesummenhank mat der däitscher Reunifikatioun vill ze verdanken huet, hongen d'Fändele virum Kanzleramt op Hallefmast. De Bundestag wäert de 7. September 2022, a Presenz vum Bundespräsident, dem Verstuerwene gedenken.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung preziséieren, ob Lëtzebuerg bei der Trauerfeier fir de Michail Gorbatschow vetruede war? Wa jo, wien huet Lëtzebuerg bei dieser Trauerfeier vetrueden? A wéi enger Form huet déi Lëtzebuerger Regierung der Russescher Federatioun hir Kondolenzen ausgedréckt?

2. Wéi wëll Lëtzebuerg un déi grouss Verdéngschter vun dem verstuerwene Staatsmann erënneren? Huet d'Regierung een offizielle Communiqué zum Doud vum Michail Gorbatschow publizéiert? Wann nee, firwat ass dat net gemaach ginn?

**Réponse (07/10/2022) de M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Lëtzebuerg war offiziell vetrueden, an zwar duerch säin Ambassadeur, wéi vill EU-Länner. De Grand-Duc huet der Duechter vum Michail Gorbatschow schrëftlech säi Bäileed ausgedréckt,

souwuel a sengem Numm, wéi och am Numm vum Lëtzebuerger Vollek. Den Ambassadeur huet bei der Trauerfeier virum offene Sarg Blumen hannerluet, an der Famill perséinlech säi Bäileed ausgedréckt.

ad 2. D'Regierung huet duerch Tweete vum Premierminister a vum Ausseminister och d'Verdéngschter vum verstuerwene Staatsmann gewierdegt.

**Factures de vétérinaire impayées** | Question 6784 (07/09/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4907 vun 2021 war matgedeelt ginn, datt zu Lëtzebuerg kee „vétérinaire pour tous“, wéi en a Frankräich existéiert, virgesi wier. Persounen, déi Problemer hätten, fir den Traitement vun hirem Déier opzekommen, kréichen och net mat Subventiounen gehollef. Virop gouf sech op Déiereschutzassociatiounen beruff, déi zum Deel vum Ministère subventionéiert wieren.

Bei munchen Déierendoktercabineten oder Klinicke schéngt et awer virzekommen, datt, wann de Besëtzer d'Rechnung vu sengem Déier net ka bezuelen, de Veterinär d'Déier zeréckbehale géif. D'est géif dann op eege Käschten traitéiert, an de Veterinär géif dono decidéieren, wat mam Déier geschitt. Notamment géifen dës Déieren an Asyler ënnerbruecht ginn.

Kierzlech Reaktiounen aus dem Secteur vum Déiereschutz hunn op déi schwierig Situatiounen an den Asyler a bei den Organisatiounen higewisen. D'Äntwerten op rezent parlamentaresch Froen erklären, datt Persounen iwwer d'Besoinen an d'Käschte vun engem Hausdéier solle weider sensibiliséiert ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Contrairement to de reegelméisseg Käschte kann eng Noutfaloperatioun un engem Déier eng eemoleg méi héich Rechnung mat sech bréngen. Dierf e Veterinär en Hausdéier zeréckhalen oder weidervermëttelen am Fall, wou dës net direkt ka bezuelt ginn?

2. Ass dës Praxis dem Minister bekannt? Wa jo, wéi vill där Fäll gouf et iwwer déi lescht 10 Joer zu Lëtzebuerg?

3. Wéi problematesch gesäit den Här Minister dës Praxis am Kontext vun der aktueller Situatioun vun den Asyler an änlechen Etablissementer?

4. Wou kënnen d'Besëtzer vun dësen Hausdéiere punktuell Hëllef ufroen?

**Réponse (22/09/2022) de M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Am Fall vun enger Operatioun op engem Déier, déi méi héich Käschten ervirriff, huet de Besëtzer vum Déier e Recht op en Devis vun de Käschten, bevir en seng Zoustëmmung zur Behandlung gëtt. Falls de Besëtzer der Behandlung zoustëmmt an no deser d'Rechnung net bezilt, däréf de Veterinär dat behandelt Déier zeréckhalen, bis d'Behandlungskäschte bezuelt si respektiv e Bezuelungsmodus arrangéiert ass. Hien däréf d'Deier awer ënner kengen Ëmstänn weidervermëttelen, et sief dann de Besëtzer huet säi schrëftlechen Accord iwwer de Wee vun enger Verzichtserklärung heizou ofginn. Anerefalls huet de Veterinär d'Flicht, sech ëm dat Déier ze këmmen, bis et erëm zeréck bei säi Besëtzer geet.

ad 2. Esou eng Praxis vu Vermëtteler vun Déieren duerch Veterinären, well d'Behandlungskäschten net bezuelt sinn, ass dem Minister net bekannt.

ad 3. Falls et esou eng Praxis géif ginn, wier déi problematesch, well d'Déierenasyler schonn iwwerfëllt

si mat Déieren, déi duerch hir Besëtzer ausgesat respektiv se ofginn hunn, well dës hir Responsabilitéit géigeniwwer den Déieren net wëlle wouerhuelen.

ad 4. A punktueller Situatiounen kënnen d'Besëtzer vun Hausdéieren sech un Déiereschutzorganisatiounen wenden, déi deelweis bereet sinn, verschidden Onkäschte fir d'Veterinärbehandlung ze iwwerhuelen. Et sief och nach bemierkt, dass et privat Assurance gëtt, déi géint d'Bezuele vun enger Primm en Deel vun de Veterinärskäschte rembourséieren.

**Indemnisation des volontaires du CGDIS pour les permanences et les gardes** | Question 6786 (07/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Fräiwëlleger beim CGDIS leeschten eng wäertvoll Aarbecht fir d'Allgemengheet. D'Benevolle sinn dobäi oft am Bereitschaftsdéngscht oder kasernéiert, fir am Noutfall direkt a schnell kënnen anzegräifen. D'Benevolle kréie fir dësen Déngscht och eng kleng Entschiedegung an Héicht vun 1 €/Stonn fir eng Bereitschaft a vun 10 €/Stonn, wann si an der Kasär stationéiert sinn. Et ginn awer och Fräiwëlleger beim CGDIS, déi aus Léift zum Déngscht während hirer normaler Bereitschaft an d'Kasär wëlle goen an op déi 10 € Kasäreprimm verzichten.

Wéi mir zougedroe gouf, gouf et elo bei der Organisatioun vum Volontariatscorps eng Reegelung, déi beseet, dass d'Benevollen an de CIS musse goen, bei deem si am nooste wunnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch bestätegen, dass eng entspreche Reegel fir déi Fräiwëlleg beim CGDIS agefouert gouf? Falls jo, gouf dës iergendwou schrëftlech festgehalten?

2. Falls dës Reegel existéiert, wat ass de Mehrwert vun deser Moosnam, wëssend, dass souwiso eng schnell Agrëffstrupp zu all Zäitpunkt an der Kasär prett ass?

**Réponse (05/10/2022) de Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur

Den Département des pompiers volontaires (DPV) vum CGDIS ass do, fir d'Asazenteren (CIS) an d'Spezialgruppe (GIS) beim Recrutement vun neie fräiwëllege Pompjeeën ze ënnerstëtzen a si bei der Baitrëtsprozedur ze begleeden. Doduerch ka séchergestallt ginn, datt souwuel um lokalen Niveau de Kontakt tëscht de Fräiwëllegen an dem CIS/GIS direkt etabléiert gëtt, awer och, datt eng national eenheetlech Koordinatioun stattfënt, bei där jidderee gläich behandelt gëtt<sup>23</sup>.

Ufank 2022 gouf e Guide pratique fir de Recrutement an d'Affectatioun (resp. d'Reaffectatioun) vu fräiwëllege Pompjeeën ausgeschafft, deen en eenheetleche Kader schaaft. Et gouf hei bewosst d'Form vun engem Guide gewielt an net déi vun engem Reglement, fir op dës Manéier e Kader ze schafen, ouni d'Villfältigkeit an d'Individualitéit innerhal vum Volontariat ze vernoléisseggen.

Dee vun de Deputéierten erwäante Mehrwert läit deemno dodran, datt de CGDIS de Volontariat mat Hëllef vun dësem Guide op nationalem Niveau méiglechst eenheetlech an effikass kann ënnerstëtzen a koordinéieren, fir d'Ziler vum Plan national d'organisation des secours (PNOS) ze errechen. Et geet

<sup>23</sup> Règlement grand-ducal du 15 juin 2018 relatif aux pompiers volontaires du Corps grand-ducal d'incendie et de secours, Art. 4. « Le CGDIS organise de façon centralisée l'adhésion, l'affectation et la gestion des pompiers volontaires, des jeunes pompiers et des vétérans. »

<sup>22</sup> Loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

virun allem drëm, eng méiglechst gläichwäerteg Verdeelung vun de fräiwëllege Ressourcen unzestriewen, fir iwwerall am Land a manner wéi 15 Minutten ze intervenéieren.

### Emprisonnement d'un enseignant en Irlande | Question 6787 (07/09/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

An Irland gouf e Schoulmeeschter, deen an enger offizieller Kiercheschoul Däitsch a Geschicht ënnerriicht, fir d'éischt mat engem Berufsverbuet konfrontéiert a sëtzt méttlerweil am Prisong, well hie refuséiert huet, e männleche Schüler mat engem weibliche Pronomen unzeschwätzen. De betreffende Member vum Léierpersonal berufft sech bei senger Verdeedegung op seng Reliounsfräiheet a säi perséinlech Gewëssen, dat him et onméiglech mécht, deem genannten Uerder ze follegen.

An der EU-Grondrechtscharta liest een ënnert dem Artikel 10 ënnert anerem dat hei: „Jede Person hat das Recht auf Gedanken-, Gewissens- und Religionsfreiheit.“ Weider liest een an deem Kader am Artikel 11: „Jede Person hat das Recht auf freie Meinungsäußerung.“ A schlisslech ënnert dem Artikel 15: „Jede Person hat das Recht, zu arbeiten und einen frei gewählten oder angenommenen Beruf auszuüben.“ Irland verstéisst hei also gläich géint eng ganz Rëtsch vun EU-Grondwäerter.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Bausseminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Bausseminister seng allgemeng Position zum Fall vun deem betreffende Schoulmeeschter matdeelen?

2. Kann den Här Bausseminister elaboréieren, ob an op wéi eng Manéier hien an deem Fall scho bei der irlischer Regierung intervenéiert huet?

3. Kann den Här Bausseminister elaboréieren, ob an op wéi eng Manéier hien sech schonn op EU-Niveau duerfir agesat huet, fir Irland zum Respekt vun den EU-Grondrechter ze beweegen a preziséieren, ob hien e Grondrechtsprozess, sou wéi en och géint Ungarn a Polen op den Instanzeweue bruecht gouf, fir uge-mooss hält?

### Réponse (07/10/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. An Irland gouf e Schoulmeeschter zu enger méideegeger Prisongsstrof verurteilt, well hie sech iwwer en Urteil vun der High Court ewechgesat huet, wat him wéinst enger lafender Prozedur temporär verbueden huet, de Schoulhaff ze betrieden. De Grond fir dës Prisongsstrof war also net de Refus, fir en genderneutrale Pronomen ze benotzen, esou wéi et verkierzt an enger Rei vu soziale Medien ze liese war. De Refus vum Schoulmeeschter, fir en genderneutrale Pronomen ze benotzen, ass den Ament Géigestand vun enger lafender Prozedur, déi vun de Schoulautoritéite lancéiert gouf.

ad 2. Mat Bezuch op d'Äntwert op d'Fro 1 gëtt et den Ament kee Grond, fir bei der irlischer Regierung ze intervenéieren.

ad 3. Op Basis vum Rapport iwwert d'Situatioun vun der Rechtsstaatlechkeet an Irland, deen d'Europäesch Kommissioun den 13. Juli 2022 adoptéiert huet, ass kee Grond ze erkennen, weeder fir eng Interventiuon bei der Europäescher Kommissioun, nach fir eng Prozedur op Basis vum Artikel 7. vum Vertrag iwwert d'Europäesch Uniuon.

### Réfugiés ukrainiens | Question 6788 (07/09/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Lëtzebuerg ënnerstëtz d'Ukrain am Konflikt mat der russescher Federatioun och militäresch. Aktuell gëllt an der Ukrain den allgemenge Militärdéngscht a Männer tëschent 18 a 60 Joer dierfen d'Land net verloossen.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Bausseminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill männlech ukrainesch Staatsbürger tëschent 18 a 60 Joer sech aktuell zu Lëtzebuerg ophalen an ënnert wéi engem Statut?

2. Kann den Här Minister matdeelen, ob a falls jo, wéi vill männlech, ukrainesch Staatsbürger aus där genannten Alterskategorie nom 24. Februar 2022 nach eng Ophaltungsgeneemegung zu Lëtzebuerg kruten? Kann den Här Minister preziséieren, ënnert wéi engem Statut dës Ophaltungsgeneemegungen ausgestallt gi wieren a wéi wäit d'Regierung zu potenziellen Deserteuren am Austausch mat den ukraineschen Autoritéite steet?

### Réponse (07/10/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Fir allgemeng Immigratiounstatistike sief op déi reegelméisseg Publikatioune vum Ausseministère, esouwéi op d'Erklärungen, déi an der zoustänneger Chamberskommissioun de 16. Mäerz, 4. Abrëll, 27. Juni an de 6. a 26. September 2022 an op de Pressekonferenz vum 9. Mäerz, 4. an 11. Abrëll, 11. Juli, 6. a 26. September 2022 virgedroe goufen, verwisen.

D'Lëtzebuurger Regierung ass net am Echange mat den ukraineschen Autoritéite mat Bezuch op divers Kategorië vu Leit, déi d'Ukrain rezent verlooss hunn.

### Réseau de « Postomat » | Question 6790 (07/09/2022) de M. André Bauler (DP)

An deene leschte Jore sinn iwwer Land an och an der Stad eng Rei Postbüroen zougemaach ginn. Am Kader vun dese Büroen gouf et och Bancomate vun der Post, déi vun etleche Cliente genotzt goufen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Wirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill d'Bancomate vun der Post et de Moment iwwer Land nach gëtt? Wéi vill sinn der zanter 2015 zougemaach ginn?

2. Wéi vill sinn der an de leschte Joren en panne gefall a wéi laang konnten se déi Zäit net genotzt ginn?

3. Aktuell funktionéiert de Bancomat vun der Post zu Ëlwen zanter Ufank August net méi. Gëtt dese Bancomat reparéiert oder ass et virgesinn, dësen Apparat guer net méi ze notzen?

### Réponse (03/10/2022) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

D'Cliente vu POST Finance kënnen zanter ugangs 2022 op alle Bancomate vun all Bank, sief et zu Lëtzebuerg oder an Europa, ouni Käschte Suen ophiewen. Domat stinn de Cliente vu POST Finance hei am Land 450 Bancomate gratis zur Verfügung.

POST Finance bedreift am Moment selwer 36 Bancomaten, bis Joresenn ginn der dovun 5 oder 6 ofgeschaaft. Déi aner ginn iwwert déi nächst zwee Joer duerch Maschinne vun der neister Generatioun ersat, op deenen een och Suen abezuele kann. Zanter 2015 sinn 23 Bancomate vu POST Finance ausser Betrib geholl ginn, dorënner sinn der 5 duerch nei Maschinne ersat ginn.

Wat de Bancomat vu POST Finance zu Ëlwen ugeet, ass dësen op Urode vun der Police, an no 14 Attacken an de leschte 4 Joer op Bancomaten zu Lëtzebuerg, zäitweilge ausser Betrib geholl ginn. POST Finance huet virgesinn, dese Bancomat zu Ëlwen mat engem verbesserte Sécherheetskzept nees a Betrib ze huelen.

POST Finance huet keng Statistiken iwwert d'Unzuel vun de Pannen, déi ganz ënnerschiddlech Ursache kënnen hunn. Am Fall vun enger Pann oder engem technesche Problem gëtt an der Reegel an Zäit vu véier Stonnen intervenéiert. Gréisser Reparature kënnen och alt ee bis zwee Deeg daueren. Triede reegelméisseg Pann vum selwechte Bancomat op, gëtt eng komplett Revisioun vum betreffende Bancomat beim Hiersteller ugefrot. Wéi all d'Banken zu Lëtzebuerg, schafft POST Finance zesumme mat enger Firma, déi op den technesche Support an den Ënnerhalt vu Bancomate spezialiséiert ass.

### Tarifs de rachat de l'électricité photovoltaïque | Question 6791 (07/09/2022) de M. Marc Lies (CSV)

Den Ausbau vun de Photovoltaikanlagen (PV) ass essenziell, fir dass ons d'Energietransitioun geléngt, souwéi dass mir ons méi onofhängeg vun de fossilen Energie maachen. Duerch déi ugekënnegt Präishausse (vu 35 %) duerch Encevo beim Stroum stellt sech awer d'Fro, ob déi Präishausse och wäert un de lokale Produzent a Form vun den Aspeisetariffer weidergeleet ginn. Aktuell läit den Tarif fir Anlage bis 10 kW bei 0,15 €/kWh a fir Anlagen iwwer 10 a bis 30 kW bei 0,14 €/kWh.

E Grond vun der Präishausse ass jo de sougenannte Merit-Order Prinzip, dat heescht, dass de leschte Stromproduzent an der Ketten (deem an deierste produzéiert), dee gebraucht gëtt, fir d'Demande u Stroum ze erfëllen, de Präis fir de gesamte Marché festsetzt. Dat bedeit, dass bei Nova Naturstrom, wou jo zu 100 % op Stroum zréckgegraff gëtt, deen aus erneierbaren Energie produzéiert ginn ass, de Präis och elo unzitt. Viru Joren ass awer ëmmer gesot ginn, datt dësen Tarif, deen eppes méi héich ass wéi den normalen Tarif, keng all ze vill grouss Präisschwankungen dierft erliewen.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Energieminister stellen:

1. Kritt de Propriétaire vun der PV-Anlag, also de Produzent vum Stroum och eng Vergütung zegutt geschriwwen oder geet dësen Iwwerschoss an d'Täsch vum Stroumoperateur?

2. Sollt de Stromproduzent keng zousätzlech Vergütung op senger Produktioun kréien, wéi wëll de Minister engem potenziellen Interessent vun enger PV-Anlag erklären, datt den zousätzleche Benefice just un déi grouss Energieoperateur geet an net un de kleng Mann, deen an eng eege PV-Anlag investéiert huet?

3. Firwat zitt de Präis vum Nova Naturstrom och un, obwuel gesot gouf, dass e keng sou grouss Präisschwankungen dierft erliewe wéi Stroum, deen aus fossille Quelle produzéiert gouf?

4. Wéi ass dem Minister seng Positioun zum Merit-Order Prinzip? Wëll hien an de Marché agräifen, fir de Strompräis ze reduzéieren, bzw. bëlleg Energieträger wéi Erneierbarer vum Stroum- a Gaspräis ze entkoppelen?

### Réponse (03/10/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

ad 1. an 2. Den éirewäerten Deputéierte fret no de Benefisser, déi private Bedreier vu Photovoltaikanlage bis 30 kW kéinte virenthale ginn, well si

während 15 Joer e fixen, garantierte Stroum-Aspeis-tarif kréien (ca. 150 €/MWh fir Anlage bis 10 kW, an 141 €/MWh fir Anlage vun 10 bis 30 kW, bei enger Mise en service an deem net vun den aktuell héije Marchéspräisser fir Stroum profitéiere kéinten.

Dése System vun de fixen Tariffer existéiert, well et ze vill komplizéiert an opwänneg wär, wann all dës kleng Produzente géifen de Stroum selwer um Marché verkafen. De Stroum gëtt vun den Netzbedreiwer (via d'Stroumfournisseuren) ofgehol an um Marché placéiert. Wann do Differenzen zu Ongonschte vun de Fournisseure bestinn – wéi et jorelaang de Fall wor – ginn dës iwwer de „mécanisme de compensation“ ausgeglaach. Dës Differenze si säit Ufank 2022 zu Gonschte vun de Fournisseuren. Duerch d'Funktiounsweis vum „mécanisme de compensation“ bezuele si déi elo zréck, d. h. de „mécanisme de compensation“ mécht Recetten. Dës Revenue finanzéieren en Deel vun der Stroum-präisbremms, déi zent am Kader vun der Tripartite decidéiert ginn ass, d. h. et fléissen iwwert dese Wee Suen zréck un d'Consummateuren.

Grouss erneierbar Energie-Anlagen dogéint mussen hire Stroum direkt um Marché verkafen, hunn also e Risiko, a ginn zu „normalen“ Zäiten duerch eng „prime de marché“ op e gewisse Minimum ausgeglaach. Och dës „prime de marché“ gëtt iwwer de „mécanisme de compensation“ bezuelt. Well de Marchéspräis sou héich ass, entfält dës Prime am Moment, d. h. de „mécanisme de compensation“ muss keng Differenz bezuelen.

Fir d'„Zoufallsgewënner“ bei dese groussen Anlagen ofzegräifen, gëtt et elo eng europäesch Reegelung, déi Lëtzebuerg dann och ëmsetze wäert. An Zukunft ass et denkbar, an éischt Analyse lafen dohingehend, datt duerch sougenannte „Contracts for Difference“ gesuergt gëtt, datt d'Ofgräife vun ze héije Recetté quasi automatesch funktionéiert an de „mécanisme de compensation“ net just Aspuerung mécht, mee och am Fall vun diesen Anlagen direkt Recetten.

ad 3. Den éirewäerten Deputéierte freet hei no engem Produit, dee vun enger privater Entreprise ugebuede gëtt. Dozou kann e Minister keng Ausso maachen.

ad 4. Wéi ech schonn e puermol betount hunn, ass en direkt Agräifen an de Marché eppes, wat immens gutt iwwerluecht wëll sinn, well dës e groussen Impact op de Stroumfloss iwwert d'Grenze kann hunn an domadder eis Versuergungssécherheet. Als Land, wat staark ofhängeg vun Energieimporter ass, muss mer hei besonnen oppassen. D'Europäesch Kommissioun huet do e Prozess ugestouss, deen et elo mol ofzewaarde gëllt an un deem sech Lëtzebuerg konstruktiv bedeelege wäert.

### Équipement de diagnostic à ultrasons des hôpitaux | Question 6792 (08/09/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Am medezinnesche Beräich sinn Dokteren op d'Hëllef vun technesche Geräter ugewisen. Dozou zielen och Ultraschallgeräter, mat deenen zueräich Diagnose kënnen gestallt ginn. Dofir ass et vu gréisster Wichtigkeet, dass dës och um medezinnesch neiste Stand sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch fir all Spidol opzielen, wéi vill Ultraschallgeräter déi verschidde Servicer/Dokteren hunn?

2. Kann d'Ministesch no Spidol an no Service opzielen, säit wéini genau dës Geräter a Gebrauch sinn, bezéiungswies wéini se kaaft gi sinn?

3. Ginn et fir dës Zort vun technesche Geräter fest Fristen, no deenen si mussen ausgetosch ginn, fir e beschtméiglechen Diagnostik ze garantéieren? Wa jo, wéi eng wieren dat?

4. Ginn et technesch Krittären, no deenen dës medezinnesch Geräter ersat ginn, och wann d'Frist nach net ofgelaf ass? Wéi eng Roll spillt dobäi den technologesche Fortschritt?

**Réponse (11/10/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**

D'Bedreiwung vun Ultraschallgeräter bedéngt keng ministeriell Autorisatioun, soudatt de Gesondheits-ministère keng Donnéeën dozou huet, wéi vill Ultraschallgeräter d'Dokteren, respektiv d'Servicer an de verschidde Spideeler hunn.

Ultraschallgeräter sollen am Prinzipp ëmmer konform zu den Instruktiounen vum Konstrukteur bedriwwen ginn an am Kader vun der technologescher Evolutioun ersat ginn. 8 Joer sinn do eng Referenz.

### Incidents récents impliquant des fonctionnaires stagiaires du cadre policier | Question 6793 (08/09/2022) de M. Léon Gloden (CSV)

Il me revient que récemment des fonctionnaires stagiaires du cadre policier ont été mêlés dans des incidents avec des policiers, notamment dans un ou plusieurs bars luxembourgeois. Ils se seraient comportés de façon inadéquate par rapport à leurs « futurs collègues de travail ».

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Est-ce que le Ministre peut confirmer ces faits ?

2) Est-ce que lors du recrutement, un « screening » des candidats est fait ?

3) Quelles sont les sanctions administratives qui sont appliquées en cas de constat de tel incidents impliquant des fonctionnaires stagiaires du cadre policier ?

4) Est-ce qu'il s'agit de cas isolés ou est-ce qu'il s'agit de cas récurrents ? Quelles mesures est-ce que le Ministre entend prendre pour réduire le risque que des personnes qui ne seraient pas dignes à exercer le métier de policier soient engagées comme fonctionnaires stagiaires ?

**Réponse (21/09/2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure**

ad 1) Oui.

ad 2) Oui, l'article 58 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale prévoit une enquête de moralité effectuée sur les candidats du cadre policier avant leur admission en stage. Celle-ci ne peut évidemment porter que sur des faits antérieurs à l'enquête.

ad 3) La loi du 18 juillet 2018 relative au statut disciplinaire du personnel du cadre policier s'applique également aux fonctionnaires stagiaires du cadre policier. Cette loi fixe la procédure disciplinaire ainsi que les éventuelles sanctions disciplinaires applicables.

De plus, la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale prévoit en son article 65 point 3° la possibilité pour le ministre de prononcer, sur avis du directeur général de la police, le retrait du statut de fonctionnaire stagiaire du cadre policier pour motif grave tant dans le service qu'en dehors du service.

ad 4) Les procédures de recrutement ont pour objet d'identifier les personnes qui ne disposent pas « des qualités morales nécessaires à l'exécution d'une des fonctions du cadre policier » et d'éviter que ces personnes ne soient engagées comme fonctionnaires stagiaires. Ces procédures ont par le passé permis d'écarter des candidats non adaptés.

Pour des cas isolés apparus pendant la période de stage, les procédures décrites sous 3) permettent de prendre des décisions au cas par cas.

### Plateforme informatique nationale de données énergétiques | Question 6795 (08/09/2022) de M. Max Hahn (DP)

De françaischen Netzbedreiwer RTE huet zesumme mat der „Agence de transition écologique“ (ADEME) d'Plattform „Ecowatt“ ausgeschafft, déi d'Consummatioun am françaische Stroumreseau permanent iwwerwaacht an uweist, wou a wéini d'Belaaschtung am gréissten ass. Op déi Manéier kréien d'Benotzer en Iwwerbléck, wéini déi bescht Momenter sinn, fir verschidde elektronesch Geräter ze benotzen a wéini et manner génschteg ass.

Zu Lëtzebuerg gesäit dat modifizéiert Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Stroum-marché d'Schafe vun enger „plateforme informatique nationale de données énergétiques“ vir.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Energie folgend Froe stellen:

1. Ass déi genannte Plattform zu Lëtzebuerg entre-temps geschaaft ginn? Wann net, wat wieren d'Grënn a bis wéini soll se operationell sinn?

2. Kann den Här Minister informéieren, wéi eng präzis Funktiounen déi Plattform ubidde soll?

3. Ass virgesinn, d'Donnéeën vun dieser Plattform op déi eng oder aner Manéier der Effentlechkeet zur Verfügung ze stellen?

4. Wa jo, ass ugeduecht, eng mobil Applikatioun ze entwéckelen?

**Réponse (07/10/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie**

ad 1. Déi national Energiedateplattform gëtt aktuell implementéiert an ass nach net operationell. Den Transportnetzbedreiwer Creos Luxembourg SA huet schonn 2021, zesumme mat deenen anere Stroum- a Gasgestionnaire souwéi de Fournisseuren, mat deenen Aarbechten ugefaangen. Et handelt sech awer ëm en informatesche Projet vu grousser Envergere an enger Planungs- an Entwécklungsphas vun insgesamt e puer Joer. Den Zäitplang gesäit vir, dass déi éischt Versioun vun der Plattform am Summer 2023 wäert online goen. Hir komplett Funktionalitéit wäert d'Plattform viraussichtlech 2026 hunn. Wéi an der zweeter Fro duergestallt, kritt d'Plattform eng Rei Funktionalitéiten, déi all d'Acteuren un Energiemaart concernéieren, esou dass diesen Zäitplang fir de Projet duerchaus ambitiéis ass, notamment am Verglach zu änleche Projeten, déi an Norwegen, Dänemark, Estland oder an der Belsch ëmgesat goufen.

ad 2. D'Plattform wäert an éischer Linn d'Roll vun engem zentralen Hub fir déi sougenannte Marchéskommunikatioun iwwerhuelen. Heibäi handelt et sech ëm d'Kommunikatioun tëschent Netzbedreiwer a Fournisseuren, a méiglechen anere Marchésacteuren, wéi Agregateuren, duerch déi Prozeduren, wéi d'Umeldung vun neie Clienten, Clientswiesselen oder Plännervirgäing vollzu ginn, mee och Verbrauchsdonnéeën iwwerdroe ginn. Dës iwwert eng zentral Plattform

ofzewéckelen, wäert d'Zouverlässegkeet an d'Effikasitéit vun deenen Echangé staark verbesseren, an och d'Datesécherheet verstärken.

De Client wäert iwwert dës Plattform eng besser Asiicht a seng Energiedonnéee kréien an eng prezis Kontroll doriwwer, wéi eng Donnéeën e mat wéi engen Drëtte wéll deelen. Dat wäert et innovativen Entrepreneuren am Energieberäich méi einfach maachen, hir Servicer, z. B. am Beräich vun der Flexibilität oder Energieeffizienz, unzëbieden, déi wäerten de Clienten zeguttkommen an d'Energietransitioun facilitéieren.

Dës Dateplattform wäert et och méiglech maachen, Statistiken, souwuel fir d'Besoinen vun Administratioune wéi dem ILR oder dem Stateg, wéi och fir Recherchezwecker (Open Data), ze erstellen.

Eng Funktionalitéit wéi d'Plattform Ecowatt wäert déi Lëtzebuurger Energiedateplattform net direkt ubidden, well se op Marchésdonnéee baséiert ass, an net op Real-Time-Donnéeeën, déi aus deem Beräich vun der Netzbetriebplanung kommen.

Et gëtt awer aktuell zesumme mat Creos ënnersicht, ob eng änlech Applikatioun wéi de franséischen Ecowatt kann zu Lëtzebuerg kuerzfristeg ëmgesat ginn.

ad 3. Jo, d'Donnéee wäerten a consolidéierter Form an esou, dass kee Réckschloss op individuell Donnéeë méiglech ass, iwwert den Open Data zur Verfügung gestallt ginn.

Clientë wäerten iwwert d'Plattform och Accès op hir eegen Donnéeë kréien, an och kënnen Drëtten Accès drop ginn (z. B. Energieberoder, Agregateur, aner Serviceprovideren).

ad 4. Am Moment ass ee Web-Accès virgesinn, dee selbstverständlech och fir mobill Geräter optimiséiert wäert sinn. Ob eng Applikatioun wäert virgesi ginn, steet nach net fest. Heibäi ass ze bemierken, dass déi primär Aufgab vun der Plattform ass, Donnéeën de verschiddenen Acteuren zur Verfügung ze stellen. Et ass net de Rôle vun der Plattform, dës auszewäerten. Dëst ass eng Aufgab vu Marchésacteuren, déi, soufern de Client dëst erlaabt huet, d'Donnéee kënnen an hirer eegener App verschaffen an uweisen.

### Augmentation de la subvention d'intérêt et de la bonification d'intérêt suite à l'augmentation du taux d'intérêt directeur par la BCE | Question 6798 (09/09/2022) de M. Marc Spautz | M. Marc Lies (CSV)

Déi Europäesch Zentralbank huet ugekënnegt, de Leetzëns ëm 0,75 Prozentpunkten an d'Luucht ze setzen. Dës Hausse wäert och zu méi héijen Zënsen op den Immobiliepréte féieren, wat en direkten Impact op d'finanziell Situatioun vun de Leit huet, déi an Zäite vun héijen Energiepräisser schonn extreem beaascht sinn.

Fir d'Zënslascht bei Immobiliepréten erofzesetzen, kënnen Leit ënnert verschiddene Konditioune vun enger Subvention d'intérêt, respektiv vun enger Bonification d'intérêt, profitéieren.

An deem Kontext géife mir gäre folgend Froen an d'Madamm Finanzministesch an un den Här Wunnengsbauminister stellen:

– Wëssend, dass d'Hausse ëm 0,75 Prozentpunkte vum Leetzëns am Euroraum d'Zënsen op den Immobiliepréte beaflosst, ass Regierung bereet, d'Subvention d'intérêt, respektiv d'bonification d'intérêt an der selwechter Gréisstenuerdung no uewen unzupassen, respektiv de maximale Plaffong eropzesetzen?

– Wéi eng aner Mesurë gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir deene betraffene Leit finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen?

**Réponse (07/10/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Henri Kox, Ministre du Logement**

Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro 6066 ervirgestrach gouf, ass et net un der Finanzministesch, sech zu der Zënspolitik vun der Europäescher Zentralbank ze äusseren, déi dës onofhängeg bestëmmt, esou wéi dat an den europäeschen Traitée virgesinn ass. Et ass och net un der Finanzministesch, fir d'Präispolitik vun de Banken ze kommentéieren oder sech doranner anzemëschen.

Den Taux vun engem Immobilieprêt gëtt net eleng duerch de Leetzëns, mee och duerch eng ganz Rei aner Facteure bestëmmt. D'Banke kucken hei notament déi allgemeng Evolutioun vun den Zënsen op de Finanzmäert, de Risikoprofill vum Client, d'Lafzäit vum Prêt an och den Apport personnell.

Wat den Impact vun der Evolutioun vun den Tauxen op d'Clienten ugeet, déi ee Prêt immobilier hunn, muss een den Ënnerschied maachen tëscht deene Leit, déi ee Prêt mat Taux fixe hunn, an deenen, déi ee mat Taux variable hunn. Fir Leit, déi sech fir een Taux fixe entscheet hunn, ännert sech näischt, wann d'Zënsen erop oder erofginn.

Banken, déi Immobiliekreditter verginn, maache fir all Dossier mat Taux variable Simulatioune mat steigenden Zënsen, fir sécherstellen, dass de Clienten hir Capacité de remboursement och am Fall vu méi héijen Zënse garantéiert ass. Ass dëst net de Fall, dann accordéiert d'Bank de Prêt am Reegelfall net. Zum engen, fir de Client virun enger Iwwerverscheldung, zum aneren, fir sech selwer virun engem Kredittausfall ze schützen. Dëst si Reegelen, déi d'Banke müssen am Kontext vun der „Mortgage Credit Directive“, esou wéi se an d'Lëtzebuurger Gesetzgebung ëmgesat gouf, anhalen.

Generell ass et net d'Roll vu Regierungen, fir eventuell Zënshausen oder Zënssbaissë vun der Zentralbank ze kompenséieren. Et ass an deem Kader dorop hinzewiesen, datt et vum Wunnengsbauministère eng Rei Aidë gëtt, déi u sozial Krittere gebonne sinn, fir de Leit den Zougang zur Wunnproprietéit ze erliichteren. Hei gëtt et notament och eng Zënssubventioun, déi ausbezuellet gëtt jee no Héicht vum Akommes a vun der Zesummesetzung vum Stot.

Am Kader vum Gesetzesprojet 7937, deen de Wunnengsbauminister de 24. Dezember d'lescht Joer an der Chamber deposéiert huet, sinn notament eng Rëtsch Verbesserunge virgesinn:

– d'Zënssonifikatioun an d'Zënssubventioun gi fusionéiert, fir méi Gerechtegkeet, Transparenz a Verständlechkeet fir de Bierger ze erreechen;

– den eligibele Montant fir d'Subventioun gëtt vun 175.000 Euro op maximal 240.000 Euro gehuewen, fir eng Famill mat véier a méi Kanner;

– d'Eligibilitéit vun der Zënssubventioun gëtt gehuewen, esou datt méi Stéit kënnen dovunner profitéieren;

– d'Konditioun, datt d'Hëllef muss zrëckbezuellet ginn, wann ee keng 10 Joer an der Wunneng selwer wunnt, gëtt reduzéiert op 2 Joer;

– d'Leit kréien en Urecht op 300 Versemente vun der Hëllef, esou datt d'Hëllef kann iwwert 25 Joer ausbezuellet ginn, an dat och iwwert méi verschidde Kreditter, am Fall wou eng Famill eventuell aus engem Studio an e gréissert Appartement plënnert.

Doriwwer eraus gëtt och d'Spuerprimm substanzuell an d'Luut gesat, fir d'Leit ze encouragéieren, am Virfeld vum Kaf vun enger Wunneng, dat néidegt Startkapital unzuspieren.

Fir weider Detailer verweise mer op déi parlamentaresch Dokumentatioun zum Gesetzesprojet.

### Instructions pour la police dans le cas d'un « blackout » | Question 6802 (09/09/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Pannen oder soss Problemer am Stroumreseau kommen zu Lëtzebuerg seel vir. Am Fall vun engem sougenannte „Blackout“ gëtt séier dru geschafft, fir d'Netz erëm un d'Lafen ze kréien. Gläichzäiteg muss awer och fir d'Sécherheet vun de Biergerinnen a Bierger während engem Blackout gesuergt ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Si Pläng opgestallt ginn, wéi d'Police soll reagéieren am Fall vun engem nationale Blackout?

2. Si Pläng opgestallt ginn, wéi d'Police soll reagéieren am Fall vun engem lokale Blackout?

3. Wat sinn an deem Fall d'Prioritéite fir d'Police?

4. Wéi eng Acteure ware beim Ausschaffe vun dësem Pläng mat involvéiert?

**Réponse (05/10/2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure**

ad 1., 2. a 4. Als Deel vun der Continuité du service huet d'Police sech zënter Laangem schonn d'Moyene ginn, fir am Fall vun engem Blackout hir essenziell Missioun weider kënnen ofzeddecken. Dës Continuité du service mécht spezifesche Pläng onnéideg. Déi kritesch Gebaier a Servicer vun der Police sinn technesch esou opgestallt, dass si am Fall vun engem Blackout – jee no Unitéit – vu mindestens enger Stonn bis zu e puer Deeg fir den Noutruff 113 an déi national Asazentral autonom kënnen funktionéieren. All neie Kommissariat gëtt deementspreechend ausgerüst an den interne Kommunikationsreseau ass och géint e Blackout geschützt.

ad 3. Am Fall vun engem Blackout sinn d'Haaptprioritéite vun den operationellen Unitéiten, d'Oprechterhaltung vun der öffentlecher Uerdnung an d'Sécherheet vun Bierger ze garantéieren.

Sämtlech disponibel Effektiver gi fir sou Interventioune zur Verfügung gestallt.

### Comptes de réseaux sociaux de membres du Gouvernement | Question 6803 (09/09/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den offiziellen Instagram-Account vun Energieministère ass duerch Likes vu Posts vu grénge Parteimembere opgefollt. Op de sozialen Netzwerker ass et esou, dass all Interaktioun, all „Engagement“ d'Räichwäit vun engem Post erhéicht. Duerch ee Like vun engem Account gëtt de Post da vu méi Leit gesinn.

An de Froen Nr. 0633 an Nr. 0948 hat ech scho Froen zu engem Code de déontologie, deen d'Benotze vu Social Media vun den eenzele Ministere reegelt, gestallt. De Premierminister konnt mir dee Moment keng Äntwerten op meng Froe ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Kommunikatioun a Medien an Energie dës Froe stellen:

1. Wéi stinn d'Ministere dozou, dass hei een offiziellen Account vun engem Ministère Contenu vum Parteipresident vum Minister liked?

2. Ginn d'Ministère sech Reegelen, wéi mam Contenu vu Politiker a politesche Parteien ëmzegoen ass? Wa jo, wéi eng? Wann nee, firwat net?

3. Gëtt hei een Ënnerschied gemaach tëscht dem Contenu vun der eegener Partei an dem Contenu vun anere Parteien?

**Réponse** (23/09/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

D'Regierung verweist op hir Äntwerten op d'parlamentaresch Froen Nr. 0633 an Nr. 0948 an op d'Responsabilitéit vun de Ministere fir d'Gestioun vun hire perséinleche Konten an deene vun hire Ministèren op de soziale Reseauen.

**Mesures dans le domaine de la biodiversité** | Question **6805** (09/09/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Zanter Jore ginn et verschidde Biodiversitéitsprogrammer an der Landwirtschaft, un deenen d'Bauere kënnen fräiwëlleg deelhuefen. Op dese Flächen dierfen da keng Planzeschutzmëttel méi ausbruecht ginn. An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch an un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Gëtt bei alle landwirtschaftleche Flächen, déi scho méi laang an engem Biodiversitéitsprogramm dra sinn an op deene keng Planzeschutzmëttel ausbruecht goufen, en detailléierte Monitoring bei den eenzele Parzelle gemaach?
2. Wa jo, wat sinn d'Resultater vun deem Monitoring a wat fir Konsequenzen zitt den zoustännige Ministère doraus?
3. Wéi gesäit op dese Flächen d'Entwécklung bei der Fauna aus, méi speziell beim Bestand vun de Bodenbrüter an den Amphibien?
4. No wat fir enger Method gëtt de Monitoring zu den Amphibien an de Bodenbrüter gemaach?
5. A wat fir zäitlechen Ofstänn gëtt d'Datenerfassung gemaach, wou ginn d'Resultater archivéiert a wou kann een se consultéieren?
6. Wann nee, firwat gëtt kee Monitoring gemaach?

**Réponse** (11/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Nee, et gëtt kee systematesche Monitoring vun alle landwirtschaftleche Flächen, déi ënnert engem Biodiversitéitsprogramm bewirtschaft ginn. Awer et ginn divers Monitoringen, déi et erlaben, wëssenschaftlech fundéiert Réckschlëss an deem Beräich ze zéien:

Säit 2016 organiséiert de MECDD ee Monitoring vun de Biotopen, déi am Kader vum sougenannten „Offenlandbiotopkataster“ tëschent 2007 an 2012 erhuewe goufen. Dëst erlaabt et, d'Entwécklung vum Erhaltungszoustand vun de Biotopen an Habitats konform zu den Artikelen 11 a 17 vun der Habitatdirektiv 92/43/CEE ze evaluéieren an an der Zäit ze suivéieren.

Aus budgetäre Grënn, mee och aus dem Grund, datt nëmmen eng geréng Zuel un akkreditéierten Experten zur Verfügung steet, ass dese Monitoring just mat Stéchprouwe-Verfare méiglech. D'Resultater vun deem Monitoring ginn engersäits dem Observatoire de l'environnement naturel<sup>24</sup> a reegelméisseg Ofstänn virgeluecht an anerersäits erméiglecht dese Suivi de Reporting un déi europäesch Kommissioun, deen all d'EU-Memberstaate müssen am Sechsjoresrhythmus ofliwweren. Dese Monitoring ass net spezifesch op Fläche mat engem Biodiversitéitskontrakt ausgeriicht,

mee d'Iwwerschneidungen, déi et ginn, erlaben et, Aussoen ze maachen. Sou schlussfolgert den Observatoire de l'environnement naturel notament „Legt man Biodiversitätsverträge und Biotopkataster übereinander, so zeigt sich, dass im Vergleich mit 2011 im Jahr 2018 eine größere Anzahl an Biotopen besser geschützt sind [...]“.

Et gëtt awer och eng generell Begleedung vun de biologesche Statiounen fir d'landwirtschaftlech Betriber assuréiert, mam Zweck, datt d'Biodiversitéitskontrakter an d'Ausféierung dovunner besser encadréiert ginn. Sou ka bei spezifesch Frostellungen eng Analys vun Terrainen mat engem Biodiversitéitskontrakt gemaach ginn, respektiv ka wann néideg d'Gestioun deemspriechend ugepasst ginn, datt d'Resultater souwuel fir de landwirtschaftleche Betriber, wéi och fir d'Ökologie vun der Fläch optiméiert ginn.

Vereenzelt biologesch Statiounen maachen ausserdeem een eegene fachleche Monitoring – iwwert déi generell Begleedung eraus – vun hire realiséierte Moosnamen, ouni datt des Resultater systematesch vum Ministère géifen evaluéiert ginn. Verschiedener vun dese Monitoringen ginn och vun den eenzele biologesche Statiounen publizéiert; sou ee Beispill gëtt an der zweeter Fro duergeluecht.

2019 huet de Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung eng Etüd an Optrag ginn, fir den Effekt vun enger minimaler Düngung (50 kg N) an enger null Düngung op déi floristesche Biodiversitéit un Wäsen ze analyséieren. Hei sinn och Biodiversitéitsparzelle mat betraff. D'Etüd huet eng Lafzäit vu fënnf Joer.

ad 2. Wéi an der éischter Äntwert explizéiert, gëtt et kee systematesche Monitoring vun alle landwirtschaftleche Flächen, déi mat engem Biodiversitéitsprogramm bewirtschaft ginn. Dëst ass awer och net onbedéngt néideg, well déi disponibel wëssenschaftlech Erkenntnisser et erlaben, eng generell positiv Evaluatioun vun esou Mesuren ze constatéieren.

Wéi an der vieregter Äntwert ugedeit, huet z. B. de fachleche Monitoring vun Offenlandbiotopen an eng Vergläichsetüd erginn, datt des Programmer mat hire finanziellen Entscheedungen eng ganz wichteg Kontributioun leeschte fir den Erhalt vun deem ze schützenden, aarteräiche Gréngland<sup>25</sup>.

Am Kader vun der genereller Begleedung vun de Biodiversitéitskontrakter, a falls déi erwünschten ökologesche Verbesserung net antrëtt oder net an deem Ausmooss antrëtt wéi gewünscht, gëtt mam Exploitant gekuckt, fir dee Projet au cas par cas unzepassen.

ad 3. Op den ënnersichte Fläche sinn d'Resultater positiv.

Zu Lëtzebuerg si besonnesch d'Fiichtflächen ënner extensiver Beweedung héich interessant fir Bodenbrüter, speziell fir déi, déi zu Lëtzebuerg iwwerwänteren (Bekassinn, Zwergschneppe, Waasserpiipert). Als Bodenbrüter, déi och zu Lëtzebuerg Brutvulle sinn, sinn d'Schwarzbrëschtchen an de Feldschwirl ervirzehiewen, déi méi Territoiren op Flächen haten ënner Biodiversitéitsprogramm (z. B. „Mensder Brill“, Fläch „Belgrad“ zu Fréiseng), wéi op Kontrollflächen, déi intensiv bewirtschaft ginn.

Wat d'Amphibien ubelaangt, sinn des och virun allem op Fiichtflächen spezialiséiert. Eng éischt Evaluatioun vun der Naturverwaltung (ANF) huet erginn,

dass duerch d'Absence vu Befuere mat grouse landwirtschaftleche Maschinnen op extensive Weeden, sech speziell jonk Amphibië gutt entwéckelen an sech nei Habitats ausbreede kënnen. Weider Monitoringen si geplangt an zwar notament zu de Waasserbüffelflächen am Syrdall an am Uelzechtdall.

ad 4. De Monitoring beinhalt eng reegelméisseg Begleedung duerch Fachleit no enger wëssenschaftlecher Methodik, déi un déi jeeweileg taxonomesch Grupp ugepasst ass. Déi gëtt dann am Respekt vum Déierschutz duerchgefouert.

ad 5. Déi zäitlech Ofstänn hänke vun der Methodik a vun der taxonomescher Grupp of. D'Donnéer gi vum jeeweilegen Expert an d'Rekorderdatebank vum MNHN (Musée national d'histoire naturelle) aginn. Des Datebank ass och fir de Public zugänglech.

ad 6. Wéi an der éischter Äntwert beschriwwen, gi Monitoringen gemaach, déi et erlaben, eng fachlech Ausso ze treffen.

**État des forêts** | Question **6806** (09/09/2022) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

Souwuel beim Ëmweltschutz wéi och am Kampf géint de Klimawandel spillt den Ökosystem Bësch eng essenziell Roll. Oft steet de wirtschaftlechen Aspekt vum Bësch, an domat d'Gewanne vun Holz am Vierdergrond. Aus dese Grënn sinn an der Vergaangenheet virun allem Fichten a Kieferen genotzt ginn, Beem, déi et eigentlech léiwere kal hunn. Déi héich Temperaturen, souwéi Dréchent hunn an Däitschland dozou gefouert, dass Hektare Bësch mat Monokulture vun dese Beem ofgestuerwe sinn. Zu Lëtzebuerg gi spéitstens säit den 2000er Joren Nolebëscher a Mëschbëscher ëmgewandelt.

Trotzdem mécht de Klimawandel de Bëscher nach ëmmer ze schafen. An hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3905 huet déi deemoleg Ministesch op e Workshop verwisen, bei deem et ëm d'Adaptatioun vun de Bëscher un de Klimawandel sollt goen.

An deem Zesummenhang wëll ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung des Froe stellen:

1. Manifestéiert sech d'Bëschstierwen, wéi et an Däitschland ze gesinn ass, och zu Lëtzebuerg?
2. Wéi ass den aktuelle phytosanitäre Zoustand vun eise Bëscher?
3. Wéi huet sech d'Verhältnis vu Mëschbëscher an Nolebëscher, respektiv Monokulture säit den 2000er Joren entwéckelt?
4. Wéi eng Bamaarte ginn aktuell geplangt?
5. Wéi eng Konklusiounen konnten am Kader vum beschwate Workshop gezu ginn?
6. Wéi vill Primme goufen am Kader vum „Klimabonusbësch“ ugefrot an accordéiert?

**Réponse** (27/09/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Jo, och zu Lëtzebuerg konnt een an deene leschte Joren eng Verschlechterung vum Gesondheitszoustand vun de Bëscher beobachten. Et kann een allerdings net vun engem globale Bëschstierwe schwätzen, et ass éischter esou, dass sech de Gesondheitszoustand vun de Beem an de Bëscher verschlechtert an d'Mortalitéit innerhalb vun de Bëschbestänn zougeholl huet. Duerch déi extreem klimatesch Bedéngungen an de Joren 2018–2020 an och erëm dëst Joer si vill Beem duerch de Waassermangel an déi héich Temperature

<sup>24</sup> [https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/natur/biodiversite/observatoire\\_env\\_nat/2022/Rapport-de-l-Observatoire-de-l-environnement-naturel-2017-2021.pdf](https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/natur/biodiversite/observatoire_env_nat/2022/Rapport-de-l-Observatoire-de-l-environnement-naturel-2017-2021.pdf)

<sup>25</sup> Wolff, C., Colling, G., Naumann, S., Glesener, L. & S. Schneider, 2020. Erfolgreicher Erhalt von artenreichem Extensivgrünland im Zentrum und Südwesten Luxemburgs – eine erste Bilanz. *Tuexenia* 40: 247–268. Göttingen.

physiologesch un hir Grenze komm. Besonnesch staark hunn déi Bëscher gelidden, déi op Grenzertragsstanduerter stoungen oder déi op Standuerter geplanzt goufen, wou se net hoheieren. Dat huet am Fall vun de Fichtebëscher, déi jo meeschtens als Monokulture geplanzt goufen, dozou gefouert, dass Honnerte vun Hektare vum Borkenkäfer befall gi sinn an ofgestuerwe sinn. Mee och d'Buchebëscher hunn an deene leschte Jore staark ënnert de Klimabedéngunge gelidden, op ville Standuerter weist sech dat duerch een insgesamt méi schlechte Gesondheitszoustand an eng erhéicht Mortalitéit bei de Beem.

Déi positiv Entwécklung vum Joer 2021 war 2022 net méi ze erkennen. De Gesondheitszoustand vun eise Bëscher huet sech 2022 erëm verschlechtert. Den Undeel vu Beem, déi sech an engem schlechten Zoustand befannen, huet mat 61,7 % een neie Maximum erreicht. Den Undeel vu Beem, déi däitlech Schuedsymptomer opweisen, ass am Verglach zu 2021 ëm ca. 10 % eropgaangen, während den Undeel vu Beem ouni siichtbar Schied ëm ca. 1 % erofgaangen ass an elo bei 15,4 % läit.

No den dräi relativ dréchenen a waarme Joren 2018–2020 si klimatesch Bedéngunge fir d'Bëscher 2021 gënscht gewiescht. Nodeems dass d'Beem sech 2021 kuierzfristeg erhuele konnten, huet déi extrem Drécht vum 2022 awer erëm dozou gefouert, dass de Gesondheitszoustand vun de Beem sech weider verschlechtert huet (Grafik 1).

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3. An den öffentleche Bëscher ginn haaptsächlech eenheemesch Lafbamaarte geplanzt, woubäi ëmmer dorops opgepasst gëtt, dass dës Bamaarten optimal un de Standuert ugepasst sinn, an dat souwuel haut wéi och mam Bléck an d'Zukunft bei verännerten Ëmweltbedéngunge bedéngt duerch de Klimawandel. Bei de Planzunge gëtt versicht, méi Bamaarten zesummen ze planzen, fir de Risiko duerch den Ausfall vun enger Bamaart ze verréngeren.

Wat d'privat Bëscher betrëfft, do gëtt et just Informatiounen iwwer déi Plantatiounen, déi vun enger staatlecher Bähëllef profitéiert hunn. D'Konditiounen, fir esou eng Bähëllef kënnen ze kréien, sinn esou definiert, dass ee standuertgerecht an haaptsächlech eenheemesch Bamaarte muss planzen. D'Plantatiounen müssen ausserdeem aus méi Bamaarten zesummesat sinn, kënnen awer zu engem klengen Undeel och aus standuertgerechten Nolebamaarte bestoen.

ad 4. D'Konklusiounen aus dësem Workshop sinn am Fréijoer 2022 an engem Rapport festgehalen ginn, den een op folgendem Site ka fannen:

<https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/for%20C3%AA/rapport-gtresilience-forets-luxembourg-20220530.pdf>

Als Konsens aus dësem Workshop si folgend Punkten als besonnesch wichteg fir d'Stärkung vun der Resilienz vun de Bëscher betruucht ginn:

1. D'Bamaartevillfalt an de Bëscher soll erhéicht ginn.
2. D'geneetesche Villfalt an de Bëscher soll bäibehalen, respektiv esouguer erhéicht ginn.
3. Et soll versicht ginn, méi eng grouss Villfalt vun de Strukturen an de Bëscher ze erzielen.
4. D'Agrëffer an de Bëscher sollen esou duerchgefouert ginn, dass d'Stëerungsresistenz vun de Beem erhalen oder esouguer erhéicht gëtt.
5. D'Infrastrukturen an de Bëscher sollen esou ugepasst ginn, dass d'Bëscher méiglechst geschount ginn.

ad 5. D'Verhältnis tëschent de Laf- an den Nolebëscher huet sech tëschent de Joren 2000 an 2010 net

substanzieel geännert. Iwwert d'ganz Land gekuckt louch den Undeel vu Lafbëscher 2010 bei ca. 67 % (cf. Tabell 2 hei ënnen drënner).

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Méi rezent Zuele gëtt et net. D'Opname vum nächsten Inventaire forestier national (IFL3) fänken eréischt Enn 2022 un. Et kann een allerdéngs dovun ausgoen, dass den Undeel vun de Lafbëscher sech duerch déi vill Fichtebëscher, déi duerch de Borkenkäfer zerstéiert gi sinn, erhéije wäert.

ad 6. Nodeems dass de Bähëllefprogramm vum Klimabonusbëscher 2021 agefouert ginn ass, gesäit de Stand folgendermoossen aus:

- 368 Ufroe goufen eragereecht;
- 343 Ufroe goufen accordéiert;
- 1 Ufroe gouf refuséiert;
- 24 Ufroe sinn nach an der Prozedur.

Dat sinn eng ronn 5.160 ha Bëscher an entsprécht 20 % vum private Lafbëscher.

### Risque d'une guerre nucléaire | Question 6808 (09/09/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

De 7. September war an der „Washington Post“ ze liesen, dass den Här General Zaluzhny, Chef vum ukraineschen État-major, de Risiko, dass déi féierend global Militärmuechten direkt an eng bewaffnet nuklear Ausernanersetzung an domat en drëtte Weltkrich an der Ukrain mat eragezu ginn, net méi weider ausschléisse wëllt.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung hir allgemeng Positioun zu der Ausso vum héijen ukraineschen Offizier elaboréieren?

2. Kann d'Regierung matdeelen, ob si an dësem ëmmer méi immanente Risiko vun engem Nuklearkrich eng Ursach gesäit, fir hir aktuell Politik ze iwwerdenken an och kuierzfristeg op eng diplomatesch Léisung tëschent Russland an der Ukrain hinzeschaffen?

**Réponse (29/09/2022) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | M. François Bausch, Ministre de la Défense**

ad 1. Et handelt sech an dësem Fall ëm d'Meenung vun engem ukraineschen Offizier, déi nëmme hien engagéiert an déi d'Regierung net kommentéiert.

ad 2. D'Positioun vun der Regierung ass grundsätzlech ëmmer, fir friddlech Léisungen ze fannen an ze ënnerstëtzen. Russland, dat dese Krich ausgeléist huet, ass leider nach ëmmer net bereet, ze verhandelen an all militäresch Aggressiounen anzustellen

### Transport scolaire | Question 6809 (09/09/2022) de M. André Bauler (DP)

Rezente Ännerungen un de Buspläng féieren dozou, dass d'Schoulkanner vu Buerschent an Émgéigend, déi mat der Linn 134 op Dikrech an de Kolléisch an an den Nordstad-Lycée fueren, mat spierbaren Zäitverloschter musse rechnen, dat duerch ze laang Waardezäiten zu Ettelbréck op der Gare an duerch dagdeeglech Stauen, déi et schwéier maachen, den Uschloss un den nächste Bus ze kréien.

Momentan ass den neie Bus-Horaire sou ugeluecht, dass etlech Elteren a Schüler, déi schonn de Führerschäin hunn, mam Auto op Dikrech wäerte fueren,

amplaz op den öffentlechen Transport zréckzegräifen. Mam Auto braucht een nämlech ronn 20 Minutte fir op Dikrech, mam öffentlechen Transport sinn d'Schüler dacks méi wéi eng Stonn ënnerwee; dat, well de Busplang net adequat un den Horaire vun der Schoul adaptéiert ass, respektiv well d'Schüler, déi vun Dikrech kommen, zu Ettelbréck musse ëmsteigen an do vill ze laang musse waarden, ier si eng Verbindung fir op Buerschent kréien.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten folgend Froe stellen:

1. Ass den Här Minister bereet, fir een direkte Bus vu Buerschent op Dikrech fueren ze loossen, soudass d'Schüler ënner gudder Konditiounen an d'Dikrecher Lycée gefouert kënnen ginn?

2. Firwat gouf de Bus, deen um 7.24 Auer zu Buerschent fortgefuehert ass, ofgeschafft, obwuel dese fir d'Schüler déi mannsten Zäitverloschter mat sech bruecht huet?

3. Firwat fiert de Bus K19 just op d'Buerschtermillen an an d'Schlänner, mee awer net op Buerschent selwer?

**Réponse (27/09/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

ad 1. D'Verwaltung fir öffentlechen Transport huet fir d'Réentrée 2022/2023 eng zousätzlech Schülerlinn „K45 Tadler–Bourscheid–Buerden–Ettelbruck“ agefouert. Dës ass moies verbonne mat der besteender Schülerlinn „K34 Ettelbruck–Diekirch“. Esou kënnen d'Schüler vu Buerschent an Émgéigend ënner besserer Konditiounen an d'Dikrecher Lycée gefouert ginn.

ad 2. De Bus ass an deem Sënn net ofgeschafft ginn, mee duerch déi nei Schülerlinn „K45“ ersat ginn.

ad 3. Vun der Topographie hir ergëtt et méi Sënn, dass déi nei Schülerlinn „K45“ op Buerschent fiert anstatt der Schülerlinn „K19“.

### Accord bilatéral de solidarité sur le partage de gaz | Question 6810 (12/09/2022) de M. Laurent Mosar (CSV)

Momentan befénnt sech d'Europäesch Unioun an enger Energiekris. Virun allem Däitschland ass besonnesch betraff, well sech hei iwwert déi lescht Joren eng héich Ofhängegkeet vu russeschem Gas opgebaut huet. Dofir huet laut engem „Welt“-Artikel d'Bundeswirtschaftsministerium ugefoert, ob Lëtzebuerg bereet wier, e Solidaritéitsofkomme mat Däitschland ofzeschléissen, dat am Noutfall géif Aerdgasliwwerungen an Däitschland verpflichtend maachen. Laut dem Artikel huet Lëtzebuerg dat awer, genau wéi Holland an d'Belsch, ofgeleent, opgrond vun der ongeklärter Fro vun Entschiedegungsfuerderung vun auslänneschen (dat heescht an onsem Fall vu Lëtzebuergeschen) Entrepreneuren, déi dann op de Gas misste verzichten, fir an Däitschland déi kritesch Infrastruktur ze versueren.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Energieminister stellen:

– Kann de Minister confirméieren, dass Däitschland e Solidaritéitsofkomme iwwert Gasliwwerung wollt ofschléissen an dat net vun onser Regierung guttgeheescht gouf?

– Wa jo, wat sinn déi genau Grënn fir dës Entschiedung?

**Réponse (12/10/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie**

Dat europäescht Reglement 2017/1938 iwwer d'Versuerungssécherheet am Gas gesäit vir, dass all

Memberstaat mat senger Gasnoperen solidaresch muss sinn.

Solidaritéit tëscht zwee Nopeschlänner, déi eng gemeinsam Gasverbindung hunn, soll da spillen, wann ee Land Problemer huet, seng geschützte Clienten, dat heescht Haushaltsclienté souwéi essenziell Servicer, nach ze beliwieren.

E Memberstaat kann an esou engem Moment Solidaritéit bei senger Gasnoperen ufroen, nodeems all Moosnamen op nationalem Niveau, wéi zum Beispill Ofschalte vun net geschützte Clienten, net déi néideg Gasvolummen erbruecht hunn.

Solidaritéitsofkommessen, déi am Reglement definéiert ginn, leeë Konditiounen an och Entscheedungsberechnunge fest fir de Fall, wou esou eng Hëllef vun engem Nopeschland ugebuede gëtt. Et sief hei awer och betount, dass dat uewe genannt europäescht Reglement och Dispositionen enthält, déi unzwendend sinn, och wann nach keen Accord tëscht de betraffene Länner sollt bestoen. An esou engem Fall mussen déi betraffene Länner sech iwwer néideg Ad-hoc-Moosnamen eens ginn an dat Land, dat Solidaritéit ugefrot huet, engagéiert sech, deem Land, dat Solidaritéit ugebueden huet, eng schnell a fair Entscheedung ze bezuelen.

Vun den insgesamt iwwer 40 bilateralen Accorden, déi an Europa ofgeschloss solle ginn, sinn der bis elo eng sechs effektiv ënnerschriwwen ginn. Verhandlungen iwwer e méiglechen Text goufe vun Däitschland zesumme mat all senger Gasnoperen am Joer 2018 ugestouss, mam Zil, eng Virlag auszeschaffen, déi fir déi bilateral Ofkommesse vun de jeeweilige Länner kéint benotzt ginn.

Lëtzebuerg ass intensiv a Gesprécher mat Däitschland a mat der Belsch, fir esou Solidaritéitsofkommessen ze ënnerschreien. An deem Sënn gouf och e Memorandum of Understanding (MoU) tëscht de Belschen a lëtzebuergeschen Energieministernen ënnerschriwwen, fir hir Absicht, fir d'Versuergungssécherheet an hirem gemeinsame Gasmarché weider ze verbesseren, ze ënnersträichen. Heizou gehéiert och en zäitnot ënnerschreiw vum engem bilaterale Solidaritéitsofkommesse. D'Verhandlung mat den däitschen Noperen sinn och scho wäit virgedriwwen, allerdéngs aktuell nach net ofgeschloss.

Opgrount vun der Envergure a Komplexitéit vun der Matière mussen fir verschidde Punkten nach Léisunge fonnt an negociéiert ginn, esou wéi zum Beispill fir d'Entscheidungungen am Fall, wou Solidaritéit ugebuede gëtt. Opgrount vum gemeinsame Gasmarché mat der Belsch ass fir de Moment virun allem wichteg, dass d'Belsch a Lëtzebuerg eng gemeinsam Linn mat hiren Noperen fueren, an dofir hunn d'Belsch a Lëtzebuerg elo absolutt Prioritéit op de belsch-lëtzebuergeschen Accord geluecht, ier si mat hiren anere jeeweiligen Noperen weider verhandelen. Zil ass, dass d'Belsch ee ganz änlechen Accord mat Däitschland ofschléisst wéi Lëtzebuerg, well déi zwee Länner sech eeben eng gemeinsam Maartzon deelen. D'Verhandlung mat Däitschland wäerten erëm opgehol ginn, soubal dës Punkte gekläert sinn.

.....  
**Livres scolaires** | Question 6812 (12/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Laut Ministère komme vum Schouljoer 2023/2024 gréisser Ännerungen op d'Librairien duer, déi mam Ministère konventionéiert si fir de Verkauf vun de gratis Schoulbicher fir d'Lycéeën. D'Fédération luxembourgeoise des libraires huet un déi betreffend

Librairien ee Formulaire geschéckt, fir chiffréiert Informatiounen iwwer de Verkauf vu Schoulbicher am Kader vum Programm „mybooks.lu“ ze kréien. Bei deemem Sondage huet op d'mannst eng vun de concernéierte Librairien op d'Fro « Quelle serait la conséquence pour votre librairie si le MEN/SCRIPT ne faisait plus un appel à partenariat dans le cadre du GMS/mybook.lu? » d'Case « Impact majeur: risque de fermeture de la librairie » cochéiert.

Am Kontext vun der Diffusioen vun de Schoulbicher fir d'Rentrée scolaire 2022/2023 gëtt et eng Ännerung, wat d'Schoulbuch „Envol“, Tomes 1, 2 an 3 ueget, dat bis elo ëmmer vum Lehrmittelverlag Zürich iwwer eng Lëtzebuerg Distributiounslibrairie ausgelievert gouf. De 6. Juli 2022 kruten déi mam MEN konventionéiert Librairien eng E-Mail vum SCRIPT, an där annoncéiert gouf, dass de SCRIPT vun der Rentrée scolaire 2022/2023 un d'Auslieferung un d'Librairien iwwerhuele géif. De Verkaufspräis wéi och d'Remise libraire géifen onverännert bleiwen, awer d'Retour vun de Schoulbicher géifen net méi akzeptéiert ginn. Déi betreffend Librairien hate vun Ufank u beim Lehrmittelverlag Zürich en Droit de retour vun 20 %. Souguer bei deene Schoulbicher, déi vum Ministère selwer editéiert ginn a vum Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) ausgelievert ginn, hate si en Droit de retour vu 15 %. Doriwwer eraus konnte si déi Bicher, déi net méi um Programm stinn, zrëckginn.

An deem Zesummenhank hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Bleift de System „MyBooks“ exklusiv fir déi Librairien, déi zu Lëtzebuerg etabléiert sinn an déi mam Ministère konventionéiert sinn, zu deene selwechte Konditiounen bestoen?
2. Wéi vill Prozent vun de Schoulbicher wäerten an Zukunft just nach als E-Book um Programm stoen?
3. Wäert d'Distributioun vun deenen E-Books zukünftig iwwer d'Librairien ofgewéckelt ginn?
4. Op wéi enger legaler Basis kann de SCRIPT an d'Privatwirtschaft agräifen, andeems dese Service decidéiert, d'Distributioun vun de Schoulbicher an domat d'Konditiounen fir d'Librairien, déi scho laang bestinn, zu deenen hirem Nodeel ze änneren? Missen net déi selwechte Konditiounen erhale bleiwen, wann de SCRIPT als Successeur d'Distributioun iwwerhëlt?
5. Missen net wéinstens déi selwechte Konditiounen fir den Droit de retour bestoe bleiwe wéi beim CTIE, also op d'mannst 15 %?

**Réponse** (06/10/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Kader vum Gratuitéitsprogramm fir den Enseignement secondaire schafft den Educationminister weiderhi mat all deene Lëtzebuerg Librairien zesummen, déi all Schouljoer op en Neits d'Konditiounen vun der entsprecher Soumissioun erfüllen. D'Applikatioun [www.mybooks.lu](http://www.mybooks.lu) wäert och déi nächst Joren als zentral Plattform vum Gratis-schoulbuchprogramm déngen.

ad 2. Wéi héich den Taux vun den digitale Schoulbicher am Secondaire an Zukunft wäert leien, ass net virauszegesinn. Den Udeel vun den E-Book-Versiounen un alle Schoulbicher hântk vun der editorialer Offer a vu pädagogesch-didaktischen Decisiounen of, déi an de Programmkommissiounen getraff ginn.

ad 3. D'Distributioun vun den obligatoresche Schoulbicher am E-Book-Format wäert och an Zukunft net iwwer d'Librairien ofgewéckelt ginn.

ad 4. Als Distributeur huet de SCRIPT keng legal Obligatioun, en Droit de retour vun 20 % ze accordéieren.

ad 5. Duerch den Ëmstand, dass de SCRIPT am Kader vun der Distributioun vum Schoulbuchtitel „Envol“ keen Droit de retour zouléist, entsteet der einzeler Librairie kee finanziellen Nodeel. Et steet all Librairie fräi, méi dacks méi kleng Quantitéiten ze bestellen. Doduerch gëtt en Droit de retour de facto onnéideg.

.....  
**Projet pilote d'alphabétisation en français** | Question 6813 (12/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

De 5. September war de Grondschouldirekter vun der Region Suessem Invité vun der Redaktioun op RTL. Hien huet am Kontext vum Pilotprojet, deen a véier Gemengen am Land duerchgefouert gëtt an de Kanner d'Méiglechkeet gëtt, op Franséisch lisen a schreien ze léieren, preziséiert, dass fir d'Schüler, déi dëst Joer d'Alphabétisatioun op Franséisch ufänken, eng Plaz an enger internationaler Schoul garantéiert wier, wa si dat wënschen. Och wieren a senger Gemeng gezilt Eltere vum Léierpersonal ugeschwat ginn, ob si hir Kanner net wéilten op Franséisch alphabétiséieren loosse.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Geet den Här Minister dervun aus, dass et zu den Aufgabe vun Léierpersonal gehéiert, fir d'Kanner iwwer de Wee vun hiren Eltere fir eng bestëmmt Form vun Alphabétisatioun (an deem Fall d'Alphabétisatioun op Franséisch) quasi ze „rekrutéieren“?
2. Ass den Här Minister der Meinung, dass d'Demarche, fir de Schüler, déi dëst Joer d'Alphabétisatioun op Franséisch ufänken, eng Plaz an enger internationaler Schoul ze garantéieren, wa si dat wënschen, net indirekt d'Segregatioun vun de Schüler hei am Land begünstiget?

**Réponse** (06/10/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et gehéiert zur Aufgab vum Léierpersonal, fir Elteren am Choix vun der Scolarisatioun vun hirem Kand ze beroden.

An deem Fall sinn Eltere vu Kanner, bei deenen den Enseignant dovunner ausgeet, dass eng Alphabétisatioun op Franséisch besser wier, op de Projet higewise ginn, dëst am Interessi vun de Bildungschancë vum Kand.

ad 2. De Projet vun der alternativer Alphabétisatioun viséiert eng Orientatioun an den traditionelle Schoulssystem nom Fondamental, och wann aner Modeller méiglech sinn.

Dëst ass genau de Géigendeel vu Segregatioun. Während der Pilotphas, wou dese Modell just a véier Schoulen ugebuede gëtt, sollen d'Schülerinnen a Schüler eng Plaz an enger effentlecher Europaschoul garantéiert kréien, fir de Fall, dass si plënnere oder aus anere Grënn d'Schoul wiessele mussen.

.....  
**Lutte contre le moustique tigre** | Question 6814 (12/09/2022) de **M. Claude Wiseler** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

Wéi verschidde Medie gemellt hunn, ass zu Stroossbuerg eng groussflächeg Aktioun géint d'Tigerméck duerchgefouert ginn, nodeems e Fall vun Dengue-Féiwer entdeckt gouf. An zwee Quartieren ass iwwer Nuecht den Insektizid Aqua-K-Othrin ausbruecht gi fir ze verhënneren, dass d'Tigerméck dës Krankheet op aner Leit iwwerdréit. An deem Kontext wollte mir

folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Kënn Dir dës Meldung confirméieren?

2. Wa jo, wat fir Mesurë sinn zu Lëtzebuerg an esou engem Fall virgesinn?

**Réponse** (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. No Recherche a lokale Medie kann dës Meldung confirméiert ginn<sup>26 27</sup>.

Am Süde vu Frankräich sinn e puer Populatiounen vun Tigermoustiquë schonn etabléiert. Am Summer, wann eng Dengue-Virus-infizéiert-Persoun zeréck aus tropesche Regiounen kënn, kann si vun enger Tigermoustique gepickt ginn. Déi kann ustiechend ginn an aner Persounen duerch Picken infizéieren.

ad 2. Bis elo sinn zu Lëtzebuerg nach keng etabléiert Populatiounen vun Tigermoustiquë fonnt ginn. Zu dësem Zäitpunkt befanne mir eis an enger Observatiounspas.

Am Fall vum Noweis vu Larven oder erwuessene Moustiquen, ginn entsprechend de Recommendationen vum ECDC<sup>28</sup> Insektiziden agesat, déi entsprechend dem individuelle Fall ausgewielt ginn. Et gi biologesch Insektizide gewielt, déi fir Planzen, Hausdéieren a Mënschen net toxesch sinn. Dës Insektizide gi lokal begrenzt agesat, fir d'Larven, respektiv d'Mustiken ze eliminéieren.

Déi wichtegst Moosnamen, déi d'Leit solle respektéieren, fir d'Implantatioun vun de Moustiquen ze behënneren, ginn erkläert op santé.lu<sup>29 30</sup>. Behälter mat Reewaasser am Gaart sollen ëmmer eidel gemaach ginn, well och just e bësse Waasser kann duergoen, fir dass Moustiquen Eeër dra leeën.

**Rupture de stock de certains médicaments | Question 6815** (12/09/2022) de **M. Jean-Marie Halsdorf | Mme Martine Hansen** (CSV)

Eisen Informatiounen no kënn et zanter enger Weil ëmmer News am Enkpass bei verschiddenen essenzielle Medikamenter. Eenzel Medikamenter sinn zäitweis an den Apdikten net op Stock.

An deem Kontext wollt mir folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen.

1. Kënn Dir confirméieren, datt et zäitweis zu Enkpass kënn an datt eenzel essenziell Medikamenter net ëmmer disponibel sinn?

2. Wat sinn d'Ursaache vun dësen Enkpass?

– Handelt et sech ëm Produktiounsproblemer bei den Hiersteller?

3. Handelt et sech ëm Liwwerenkpass, well Lëtzebuerg bei der Versuergung vu Medikamenter vum Ausland ofhängeg ass an dofir nëmmen eng gewësse Quantitéit am Mount geliwwert kritt?

4. Wa jo, stëmmt et, datt de Präis vun eenzele spezielle Medikamenter zu Lëtzebuerg méi niddreg

<sup>26</sup> <https://www.ouest-france.fr/grand-est/strasbourg-67000/une-operation-de-demostication-programmee-a-strasbourg-apres-la-detection-d-un-cas-de-dengue-60bf0948-301f-11ed-9d38-c08-fabec5482>

<sup>27</sup> <https://france3-regions.francetvinfo.fr/grand-est/bas-rhin/strasbourg-0/moustique-tigre-a-strasbourg-une-impressionnante-operation-de-demostication-organisee-apres-un-cas-de-dengue-2612608.html>

<sup>28</sup> <https://www.ecdc.europa.eu/en/publications-data/guidelines-surveillance-invasive-mosquitoes-europe>

<sup>29</sup> <https://sante.public.lu/fr/actualites/2022/09/mosquito-application.html>

<sup>30</sup> <https://sante.public.lu/fr/actualites/2022/09/comunique-zyka.html>

ass, an dofir am Fall vun Enkpass verschidden Nopeschlänner, wou de Präis méi héich ass, fir d'éischt beliwwert ginn?

5. Ass d'Versuergung vun de Patiente gesécher?

6. Wat wëllt d'Regierung maachen, fir d'Situatioun ze verbessern?

**Réponse** (11/10/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. De Gesondheetsministère verweist op d'Äntwert 1 vun der parlamentarescher Fro N° 6635 vun den honorabelen Deputéierte Martine Hansen a Claude Wiseler.

ad 2. De Gesondheetsministère verweist op d'Äntwert 1 vun der parlamentarescher Fro N° 6635 vun den honorabelen Deputéierte Martine Hansen a Claude Wiseler.

ad 3. D'Rupture vu gewësse Medikamenter zu Lëtzebuerg betrëfft generell och d'Land, vu wou aus d'Medikamenter importéiert ginn.

ad 4. D'Präisfixéierung vun de Medikamenter läit an der Kompetenz vum Ministère fir sozial Sécherheet. De Gesondheetsministère verweist an deem Kader op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 6611 vun den honorabelen Deputéierte Gusty Graas, Carole Hartmann a Gilles Baum. Generell ass et awer esou, datt d'Gesondheetsdirektioun keng Rupture de stock zu Lëtzebuerg festgestallt huet, déi op ënnerschiddleche Präisser an den Nopeschlänner zeréckzeféiere wier.

ad 5. De Gesondheetsministère verweist op d'Äntwert 4 vun der parlamentarescher Fro N° 6569, souwéi op d'Äntwert 3 vun der parlamentarescher Fro N° 6635 vun den honorabelen Deputéierte Martine Hansen a Claude Wiseler.

ad 6. De Gesondheetsministère verweist op d'Äntwert 4 an 8 vun der parlamentarescher Fro N° 6635 vun den honorabelen Deputéierte Martine Hansen a Claude Wiseler.

Am Kader vun der genannter Plattform, déi entweckelt soll ginn, soll och en Diagramm opgesat ginn, fir am Virus kritesch Situatiounen ze identifizéieren an eng passend Strategie unzewende bei Medikamenter, wou sech eng Rupture de stock undeit. Doriwwer eraus soll och eng Lëscht mat deene Medikamenter opgestallt ginn, déi als noutwendeg agestuuff ginn, fir soumat e besseren Suivi vun deene Produkter ze maachen.

Des Weideren hëlt Lëtzebuerg un enger gemeinsamer EU-Aktioun Deel, am Kader vun Indisponibilitéit vu Medikamenter, déi Enn Oktober lancéiert gëtt a woumat et Lëtzebuerg méiglech gëtt, sech mat 23 anere Memberstaaten auszetauschen a gemeinsam Léisungen am Fall vu Penurien ze fannen.

**Réduction de l'utilisation de pesticides dans l'agriculture luxembourgeoise | Question 6816** (12/09/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le Plan d'action national de réduction de produits phytopharmaceutiques (PAN) du Luxembourg prévoit des objectifs de réduction chiffrés. Le PAN vise ainsi la réduction de 30 % de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dits « big movers » d'ici 2025 et de 50 % des tonnages appliqués des produits phytopharmaceutiques jusqu'en 2030. De même le PAN prévoit également la mise en place d'indicateurs de suivi des quantités de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et de leur utilisation tant dans le domaine professionnel que non professionnel.

Or, les chiffres de vente de produits phytopharmaceutiques n'étant pas publics, il se pose la question de savoir comment des progrès quant aux objectifs de réduction peuvent être réalisés et évalués.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture :

1) Monsieur le Ministre peut-il me communiquer le taux de réduction déjà réalisé en matière de l'utilisation des produits dits « big movers » ? L'objectif de réduction prévu dans le PAN sera-t-il réalisé d'ici 2025 ?

2) Monsieur le Ministre peut-il ensuite me communiquer le taux de réduction déjà réalisé en matière des tonnages appliqués des produits phytopharmaceutiques ? L'objectif de réduction à hauteur de 50 % prévu dans le PAN pourra-t-il être réalisé d'ici 2030 ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me communiquer l'évolution des chiffres de vente de produits phytopharmaceutiques depuis la publication du PAN en 2017 ?

4) Des indicateurs de suivi en matière des quantités de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et de leur utilisation tant dans le domaine professionnel que non professionnel ont-ils déjà été mis en place ? Dans l'affirmative, de quels indicateurs s'agit-il et quelles sont les évolutions observées ?

5) Monsieur le Ministre est-il pas d'avis qu'une réduction mesurable des produits phytopharmaceutiques n'est réalisable qu'en présence d'une comptabilisation intégrale des ventes et de l'application desdits produits ?

**Réponse** (03/10/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) Le taux de réduction des « big movers » entre 2017-2018 et 2019-2020 (derniers chiffres disponibles) était de 10,2 %. Ces chiffres ne reflètent donc pas encore les résultats de l'interdiction du glyphosate.

ad 2) Le taux de réduction entre 2017-2018 et 2019-2020 (derniers chiffres disponibles) était de 9,4 %, sachant que ces données ne tiennent pas encore compte de l'interdiction du glyphosate.

ad 3) La mesure 6-1 du PAN vise une meilleure connaissance des quantités de produits phytopharmaceutiques mises sur le marché par la collecte d'informations sur la mise sur le marché auprès de distributeurs locaux de produits phytopharmaceutiques. Une disposition légale afférente a été adoptée. La collecte des informations est faite annuellement. Une publication n'est cependant pas possible pour des raisons de confidentialité des données. Seules les données publiées par Eurostat sont disponibles (chiffres en kg de substances actives) :

2017 : 189.759

2018 : 160.308

2019 : 143.492

2020 : 147.015

ad 4) Il n'existe pas d'indicateur relatif à la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques pour des raisons de confidentialité des données.

Il n'existe pas d'indicateur portant sur l'utilisation dans le domaine non professionnel.

Se basant sur les données issues du réseau d'information comptable agricole du service de comptabilité du SER, l'indicateur « Utilisation de produits phytopharmaceutiques dans l'agriculture et la viticulture et différenciation des « big movers » » a été mis en place, tel que prévu par la mesure 6-2 du PAN. Cet indicateur montre une réduction de la quantité (chiffres en kg) des substances actives épandue :



2016/2017 : 143.900  
2017/2018 : 147.580  
2018/2019 : 137.620  
2019/2020 : 133.780

Parallèlement, un indicateur de fréquence de traitement a été mis en place, comparant la fréquence de traitement de certaines cultures et son évolution dans le temps.

À noter que les conditions météorologiques peuvent impacter fortement la quantité de substances actives et la fréquence de traitement.

Des informations plus détaillées sur ces deux indicateurs sont disponibles sur le portail de l'agriculture : <https://agriculture.public.lu/de/agrarstatistik/landwirtschaft-umwelt/verbrauch-psm.html>

ad 5) Une comptabilisation intégrale des ventes de produits phytopharmaceutiques est d'ores et déjà en place. Les données recueillies auprès de commerçants luxembourgeois sont transmises à Eurostat et publiées sur leur site Internet. En raison des règles de confidentialité, le détail des ventes n'y est pas divulgué.

La mise en place de la comptabilisation intégrale de l'application des produits phytopharmaceutiques dans le domaine agricole fait actuellement l'objet de discussions au niveau communautaire et est soutenue par le Luxembourg.

À noter que ces deux genres de comptabilisation n'ont pas d'effet direct sur la réduction des produits phytopharmaceutiques mais permettent de suivre les tendances en matière d'usage et de vente des différents produits phytopharmaceutiques.

.....

**Subventions pour bornes électriques** | Question **6818** (12/09/2022) de **M. Marc Goergen** (Pirates)

Eng Persoun krut eng Subventioun fir eng privat Luedstatioun net accordéiert, well déi vun där Persoun ausgewielte Luedstatioun net de Krittere vum groussherzogleche Reglement vum 19. August 2020 iwwert d'staatlech Bähillefe fir d'Installatioun vu private Luedstatioune fir elektresch Autoen entsprécht. Den Investissement ass awer gemaach an d'Luedstatioun kann net méi zeréckgi ginn. Et kann duerch aus virkommen, dass d'Bierger net wëssen, ob hir Luedstatioun fir d'Subventioun eligibel ass.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Energie, Finanzen an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandé fir eng staatlech Bähillef am Sënn vum uewe genannte groussherzogleche Reglement goufen zënter der Aféierung ugefrot? Wéi vill dovunner goufe refuséiert an aus wéi enge Grënn?

2. Kann d'Regierung eng Lëscht mat den um Marché erhälteche Modeller u Luedstatioune verëffentlechen, déi aktuell fir d'Subventioun eligibel sinn?

**Réponse** (12/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1. Am Ganze goufe bis elo 2.618 Subventiounen fir elektresch Bornen ugefrot. (Stand um 1. Oktober 2022)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Am Ganze si bis elo 176 Refusen am Kader vun de Subventiounen fir elektresch Borne gemaach ginn. D'Refusen hunn haaptsächlech missen aus folgende Grënn gemaach ginn:

- D'Borne waren net OCPP-1.6-(Open Charge Point Protocol)-fäeg (keng intelligent Bornen) a se waren a Gebaier mat méi ewéi dräi Parkplazen installéiert (111 Demanden)

- D'Subventiounen ware vu Betriber ugefrot ginn (34 Demanden)

- D'Rechnungen ware vu virum 1. Juli 2020 (20 Demanden)

- D'Leeschtung vun der Born war méi grouss ewéi 11 kW (11 Demanden)

ad 2. D'Klima-Agence bitt op hirem Site ënner der Adress <https://bornes.klima-agence.lu/> een Outil un, mat deem een déi verschidde Modeller vu Borne ka vergläichen, déi zu Lëtzebuerg um Marché disponibel sinn. Dësen Outil erlaabt et dem Bierger, duerch een einfache Questionnaire d'Modeller ze fannen, déi am beschten u seng individuell Situatioun adaptéiert sinn. Déi Modeller, déi a Fro kommen, ginn an enger Tabell verglach, an där och d'Detailler zur Eligibilitéit fir d'Subsiden ugi sinn.

Et ass den Installateur, deen op d'Plaz geet, iert d'Aarbechten ufänken, dee säi Client am beschte berode kann, wéi eng Born hie sollt installéieren, fir datt dës éischtens konform mat den „Technische Anschlussbedingungen“ (TAB) vum Gestionnaire de réseau ass an zweetens ee Subsid kréie kann.

.....

**« Stress test » pour la sécurité de l'approvisionnement électrique** | Question **6820** (12/09/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Paul Galles** (CSV)

D'lescht Woch huet den däitsche Wirtschaftsminister d'Resultater vun engem Stromstresstest presentéiert. Beim Stresstest sinn d'Auswirkungen vun der ugespaanter Lag op den Energiemarchéen op d'Sécherheet vun der Stromversuergung an Däitschland ënnersicht ginn. Konkreet ass gepreift ginn, ob dat däitsch Stromnetz den Extreembedingung vum engem strenge Wanter mat erhéichtem Energieverbrauch standhält – mat oder ouni Atomstrom. Ausserdeem ass och gekuckt ginn, wéi eng Konsequenzen e méigleche Gasstop op d'Energieversuergung huet.

An der Kommissiounssëtzung vum 8. September huet den Energieminister de Membere vun der Kommissioun erkläert, datt am Kader vun dësem Stresstest Lëtzebuerg mat gekuckt gi wär.

An deem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir Energie stellen:

1. Wat seet de Stresstest iwwert d'Energiesécherheet zu Lëtzebuerg an den eenzelen Zenarien aus?

2. Kann den Här Minister eis d'Resultater vun dësem Stresstest fir Lëtzebuerg zur Verfügung stellen?

3. Gëtt fir Lëtzebuerg nach ee separate Stresstest gemaach? Wa jo, wéini? Wann nee, firwat net?

**Réponse** (11/10/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

ad 1. D'Lëtzebuerg Regierung huet sech fréi dofir agesat an duerchgesat, dass d'Analys fir déi gemeinsam Marchézone an net just fir Däitschland selwer erstallt ginn ass. D. h. konkret, dass Lëtzebuerg mat senger Produktioun a Laascht an der Analys integral consideréiert gouf, an d'Resultater deementsprechend och fir Lëtzebuerg ganz relevant sinn.

Ënnert anerem weist sech, dass an all deenen dräi Zenarien d'Veersuergungssituatioun am kommende Wanter äusserst ugespaant ass, an et an zwee vun deenen dräi Zenarien zu enger Ennerdeckung vun der Laascht komme kann. Op der Basis vun dëse Resultater gi verschidde Recommandatiounen gemaach, fir d'Veersuergungssécherheet ze verbesseren, déi an der

Tëschenzäit och entsprechend vun der däitscher Politik opgegraff goufen.

Et sief drop higewisen, dass ENTSO-E, d'Associatioun vun deenen europäesche Stromnetzbedreier, wou och déi véier däitsch TSOe vertruede sinn, aktuell un enger Analys „Winter Outlook“ schafft, déi d'Situatioun a Gesamteuropa mat nach méi a besseren Donnéeën a Modeller ënnersicht, déi weider Informatiounen wäert liwweren iwwer d'Situatioun vu Lëtzebuerg a verschidde Pisten opdeckt, fir eventuell Problemer méiglechst ze evitéieren.

ad 2. Wéi uewe beschriwwen, consideréiert d'Analys duerch eis gemeinsam Marchézone nieft Däitschland och Lëtzebuerg, an d'Resultater sinn deementsprechend och fir Lëtzebuerg relevant. D'Etüd ass um Internet disponibel.<sup>31</sup> Och den ENTSO-E Winter Outlook wäert integral op dem Site vun ENTSO-E<sup>32</sup> ëffentlech gemaach ginn.

ad 3. E separaten isoléierte Stresstest mécht fir Lëtzebuerg opgrond vun senger Struktur an Ofhängegkeet vu sengen Nopere kee Sënn, an ass och net geplangt.

.....

**Accès aux postes de direction dans l'enseignement secondaire** | Question **6821** (12/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Membere vum Léierpersonal an eise Lycéeën, déi op Basis vun engem Meeschterbréif agestellt goufen, kënnen sech net op de Poste vun engem Direkter an engem stellverriedenden Direkter bewerben, obwuel si an deem Sënn dacks wichteg Erfarungen als fréier Patrone matbréngen.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Schoulminister gär dës Fro stellen:

- Kann den Här Minister matdeelen, wéi dës Decisioun motivéiert ass, besonnesch wou iwwert déi lescht Jore jo och schonn d'Privatiséierung vun den Direkteschplazen an den ëffentleche Schoulen diskutéiert gouf? Géif den Här Minister hei net eng Méiglechkeet gesinn, fir de Pool vu potenzielle Kandidaten schoullintern ze erweideren?

**Réponse** (06/10/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den Artikel 5 vum Gesetz iwwer d'Personalkaderen am Enseignement secondaire (Loi modifiée du 29 juin 2005 portant fixation des cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire) gesäit folgend Konditiounen vir, déi d'Kandidate fir en Direkteschposte mussen erfëllen: « Le directeur et le directeur adjoint sont choisis parmi les fonctionnaires appartenant ou ayant appartenu pendant cinq ans au moins au personnel de la catégorie de traitement A, sous-groupe enseignement secondaire ou sous-groupe enseignement fondamental. L'expérience professionnelle prise en considération est celle acquise à partir de la nomination définitive en tant que fonctionnaire. »

Weeder op politescher nach op gewerkschaftlecher Säit gëtt et de Moment eng Volontéit, dës Konditiounen ze änneren.

.....

**Heures supplémentaires dans l'enseignement secondaire** | Question **6822** (12/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

D'Léierpersonal an Lycée hält normalerweis 21 Schoulstonnen an eng Stonn Act 72, déi weider Tâche setzt sech aus der Vir- an Nobereedung vum Cours

<sup>31</sup> [https://www.bmwk.de/Redaktion/DE/Downloads/S-T/20220905-sonderanalyse-winter.pdf?\\_\\_blob=publicationFile&v=8](https://www.bmwk.de/Redaktion/DE/Downloads/S-T/20220905-sonderanalyse-winter.pdf?__blob=publicationFile&v=8)

<sup>32</sup> <https://www.entsoe.eu/outlooks/>

zesummen. Am Fall vun Iwwerstonne kréien déi Be-  
traffenen d'Zäit an der Klass, awer keng zousätzlech Zäit  
fir déi ergänzend Aarbechten ugerechent.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Schoulmi-  
nister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister matdeelen, wéi déi Deci-  
sion motivéiert ass an ob en eng eventuell Geset-  
zesännerung geduecht ass?

**Réponse** (06/10/2022) de **M. Claude Meisch**, Minis-  
tre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeu-  
nesse

D'Fro vum honorabelen Deputéierte bezitt sech op  
d'Tâche vun den Enseignanten, déi am Artikel 2 vum  
Règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2007  
portant fixation de la tâche des enseignants des lycées  
et lycées techniques festgeluecht ass: « La tâche  
(...) correspond à vingt et une leçons d'enseignement  
hebdomadaires, ainsi qu'à l'équivalent d'une leçon de  
disponibilité, soit soixante-douze heures vérifiables à  
assurer au cours de l'année scolaire et selon les be-  
soins de l'organisation du lycée. »

Dës sougenannten Disponibilitéit ëmfaasst d'Parti-  
cipatioun u Reunionen a pedagogesche Concerta-  
tiounen esouwéi den Dialog mat de Schoulpartner  
ausserhalb vun de Schoulzäiten; si ass bei enger  
voller Tâche op eng Leçon fixéiert ginn. Am Fall vun  
Deelzäitarbecht ass se wuel proratiséiert; dës Pro-  
ratiséierung ass awer bei der Prestatioun vun Iwwer-  
stonnen am uwee genannte Reglement net virgesinn  
an och nëmme schwéier virstellbar, engersäits well  
de Volume vun de geleschten Iwwerstonnen sech  
am Laf vun engem Schouljoer kann änneren, aner-  
säits well Iwwerstonnen net zwangsleefeg duerch  
méi Unterrecherstonnen entstinn, mee eventuell  
duerch aner Prestatiounen.

**Non-respect de la durée de travail maximale au  
Centre national de formation professionnelle  
continue** | Question **6823** (12/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

D'Léierpersonal am Lycée hält normalerweis 21  
Schoulstonnen an eng Stonn Act 72, déi weider Tâche  
setzt sech aus der Vir- an Nobereedung vum Cours  
zesummen. Sou wéi et mir zougedroe gouf, kënnst et  
am CNFPC besonnesch dacks vir, datt dëst Reglement  
net agehale gëtt an d'Léierpersonal 26 a méi Stonne  
Schoul d'Woch muss halen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Schoulmi-  
nister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister dës Virgänger bestätegen?  
Falls jo, wéi wëll hien an Zukunft e beschtméigleche  
Respekt vun deem genannte Reglement garantéieren?  
Kann hie preziséieren, wéi eng Moosnamen aktu-  
ell am Sënn vun Schutz vun Léierpersonal gräifen,  
fir datt dës Reegelung just an Ausnahmesituatiounen  
an no Méiglechkeet mam Accord vun de Betroffene  
iwwerschritt gëtt?

**Réponse** (11/10/2022) de **M. Claude Meisch**, Minis-  
tre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeu-  
nesse

D'Tâche vum Léierpersonal am CNFPC ënnerleien  
allgemeng gréissere Fluktuatiounen iwwer d'Schoul-  
joer, well de CNFPC net ka mat engem Lycée verglach  
ginn, wat d'Organisatioun vun de Coursë betrëfft.  
Nieft enger Rei Schouklasse, ginn am CNFPC  
Owescoursen a beruflech Weiterbildungscoursen  
ugebueden, déi net forcement iwwer d'ganz Schoul-  
joer lafen, an déi maachen, datt een Enseignant  
eemol méi an eemol manner Stonne pro Woch hält.

Och mécht de Fait, datt d'Fit4Léier-Klassen eréischt  
am Dezember richteg ulafen, et schwierig, haut een  
Aperçu ze ginn iwwer d'Tâchen 2022/2023.

Am Joer 2021/2022 huet d'Léierpersonal am CNFPC  
Ettelbréck 22,11 Leçon gehalen. Wann déi Leit,  
déi eng partiell Tâche hunn, an déi, déi a Pensiou  
gaange sinn, erausgerechent ginn, mécht dat eng  
Moyenne vu 25,54 Leçon, soit an der Moyenne 3,54  
Iwwerstonnen.

Am selwechte Joer huet d'Léierpersonal am CNFPC  
Esch/Uelzecht 22,57 Leçon gehalen. Wann déi Leit,  
déi eng partiell Tâche hunn, an déi, déi a Pensiou  
gaange sinn, erausgerechent ginn, mécht dat eng  
Moyenne vu 24,40 Leçon, soit an der Moyenne 2,40  
Iwwerstonnen.

D'Verdeelung vun den Iwwerstonnen op d'Personal  
gëtt vum Service vun der Berufsausbildung genee  
observéiert fir, wann néideg, kënnen Mesuren ze  
ergräifen. Sou gouf an engem Departement vum  
CNFPC d'Aarbechtsorganisatioun komplett refor-  
méiert, soudatt do praktesch keng Iwwerstonne méi  
ufalen. An engem aneren Departement gouf eng wei-  
der Persoun agestellt, fir d'Aarbechtslaascht op méi  
Schëlleren ze verdeelen.

**Utilisation de l'hexafluorure de soufre (SF6) dans  
l'industrie électrique** | Question **6825** (12/09/2022)  
de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Artikel „Klimakiller in Windkraftanlagen“, deen  
den 18. August um Site vun der „Tagesschau“ publi-  
zéiert gouf, gëtt op eng Rei Problemer bei industrielle  
Wandanlagen higewisen. Deemno setzt de Fon-  
ctionnement vun dësen Apparater de massiven Asaz  
vu Schwefelhexafluorid SF6 viraus. Dem zitiereten  
Artikel no wierkt dës Substanz sech ronn 22.800-mol  
méi schiedlech op de Weltklima aus wéi Kuelendioxid  
a brauch circa 3.000 Joer, fir sech an der Atmosphär  
ze zersetzen. Schonn am Kyoto-Protokoll gouf eng  
Limitatioun vum Asaz vun SF6 festgeluecht, wat do-  
zou gefouert huet, datt en a villen anere Beräicher  
konnt substituéiert ginn, net awer am Beräich vun  
industrielle Wandanlagen. Den Artikel verweist  
schliisslech drop, datt den Asaz an de Recycling vun  
SF6 an Däitschland, dat aktuell eng vergläichbar  
Energiepolitik verfollegt wéi Lëtzebuerg, weeder  
beim Bau vun neien Anlagen nach beim Ofbau vun  
eeleren Anlagen am néidege Mooss ka kontrolléiert  
ginn.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär  
dës Fro stellen:

1. Ass der Regierung dës klimaschiedlechen Aspekt  
vun industrielle Wandanlage bekannt? Falls jo, wéi  
reagéiert si dorop?
2. Kann d'Regierung matdeelen, wéi sech den Undeel  
vun SF6 an industrielle Wandanlagen zu Lëtzebuerg  
presentéiert an duerch wéi eng zoustänneg Instanzen  
dës kontrolléiert an dokumentéiert gëtt?

**Réponse** (12/10/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Minis-  
tre de l'Environnement, du Climat et du Dévelop-  
pement durable | **M. Claude Turmes**, Ministre de  
l'Énergie

ad 1. Jo, dat ass bekannt. Dësen halogenéierten  
Zäregas gëtt weinst senger cheemescher Trägheet  
als Isolatiouns- a Killgas agesat, dëst besonnesch  
an der Elektrotechnik, wou et als Schutzgas verhë-  
nert, dass beim Émschalt vum Strom Liichtbél  
entstinn. Dofir benotzt aktuell bal all Schaltanlage  
am Méttelspannungs- an am Héichspannungsreseau  
de Gas. Esou Schaltanlage fénnen een zum Beispill  
an de meeschte Firmaen, Fabriken, Bürogebäier a

Shoppingzentren, déi un de Méttelspannungsreseau  
ugeschloss sinn. De Gas, deen an esou Schalteren  
dran ass, ass an engem zouene System a ka bei enger  
korrekter Handhabung net an d'Atmosphär gelaan-  
gen. Dëst ass och de Fall bei Wandanlagen.

ad 2. Am Duerchschnitt sinn ëm déi 2 kg SF6 an  
den Installatiounen bei de Wandanlagen zu Lëtze-  
buerg enthalen. Lëtzebuerg zielt am Moment 55 aktiv  
Wandanlagen (geoportail.lu), deementspreechend  
sinn am Ganzen ëm déi 110 kg SF6 an esou Systemer  
am Asaz. Zum Verglach: De gesamte Stroumreseau zu  
Lëtzebuerg benotzt 20.140 kg SF6 (Stand 2020, Na-  
tional Inventory Report Luxembourg; dës Donnéeë gi  
vun de Bedriewer geliewert).

SF6 ënnerläit dem Règlement (UE) n° 517/2014 du  
Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014  
relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant  
le règlement (CE) n° 842/2006. D'Responsabilitéit fir  
Equipementer mat SF6 ass duerch dat nämmelech  
Reglement gereegelt. Dëst definéiert de Bedriewer  
an déi Persoun, déi fir d'Maintenance, d'Installatioun  
oder d'Decommissioun responsabel ass. Deement-  
spreechend muss de Bedriewer dofir suergen, dass  
all Aktivitéit, déi mat der SF6-Installatioun zesum-  
menhängt, ewéi zum Beispill d'Maintenance, an  
de virgeschriwwenen Delaie gemaach gëtt an dass  
déi Aktivitéit vun engem zertifizéierten Techniker  
gemaach ginn. D'Techniker, déi mat SF6 schaffen,  
mussen eng entspreechend Formatioun gemaach  
hunn an deen deementspreechende Certificat hunn.  
D'Reglement schreift de Contenu, d'Dauer an d'Prü-  
fung vum der Formatioun vir. D'Ëmweltverwaltung  
ass zoustänneg fir d'Unerkennung vun de verschie-  
dene Formatiounen, déi ugebuede ginn, fir dës Cer-  
tificat kënnen ze kréien. Deementspreechend sinn dës  
Techniker forméiert an der fachgerechter Recupera-  
tioun, dem Nofüllen an dem Recycling vun de regle-  
mentéierte Gasen.

Am Kader vum Règlement Nr. 517/2014 ass d'Ëmwelt-  
verwaltung zoustänneg fir d'Kontrolle vun den  
Equipementer, déi mat de reglementéierte Gase be-  
driewe ginn, oder dovunner ofhängeg sinn, ënnert  
anerem also och fir SF6-Equipementer. Dës Kontrolle  
beinhalten ënnert anerem och d'Anhale vun den De-  
lalien, fir detektéiert Fuitten ze reparéieren, an déi  
richteg Dokumentatioun vun allen Aktivitéiten, déi de  
Gas betreffen, woufir och all Joer muss ee Regëster  
un d'Ëmweltverwaltung geschéckt ginn.

**Bénéficiaires des offices sociaux** | Question **6826**  
(12/09/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

An engem Interview, deen de 6. September am „Lëtze-  
buerger Wort“ publizéiert gouf, huet d'Madamm Pre-  
sident vun der Entente des offices sociaux ausgesot,  
datt sech d'lescht Joer 18.500 Leit, dovun een Drëttel  
Lëtzebuerger bei de Sozialämter gemellt hunn. Am Joer  
2020 louch déi Zuel nach bei 17.000, d'Zuel ass also  
substanzuell an d'Luucht gaangen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär  
dës Fro stellen:

1. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi  
regruppiert, wéi d'Zuel vun de Leit, déi sech bei de  
Sozialämter gemellt hunn, souwéi déi entspreechend  
Opdeelung tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuer-  
ger während de Joren 2010 bis 2021 evoluéiert huet?

2. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi  
weist, wéi déi Leit, déi sech während de Joren 2010  
bis 2021 bei de Sozialämter gemellt hunn, sech no  
Geschlecht, Nationalitéit, Alterskategorien opdeelen  
a wéi se sech regional iwwer déi 30 Sozialämter ver-  
deelt hunn?

**PRIORITAIRE  
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



**RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID**

**LUXEMBOURG**

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

**ENVOI-RÉPONSE 1001256**

**L - 3208 BETTEMBOURG**

3. Zweek Drëttel vun de Persounen, déi sech 2020 un e Sozialamt adresséiert hunn, waren Auslänner. Kann d'Regierung an deem Zesummenhang hir Aschätzung zum Impakt vun der massiver Immigratioun aus de leschten zéng Joer op d'Unzuel vun Ufroe, respektiv op d'Aarbecht vun eise Sozialämter elaboréieren?

4. Kann d'Regierung hir Aschätzung zum Impakt vum staarken Zoustrom vun Asylbewerber a Flüchtlingen op d'Aarbecht vun eise Sozialämter elaboréieren?

5. Kann d'Regierung hir Aschätzung dozou elaboréieren, a wéi wäit déi absolut Zuel vun Aarmen, respektiv vu Persounen, déi ënnert der Aarmutsgrenz liewen, zu Lëtzebuerg zougeholl huet duerch d'Opnam vun Asylbewerber a Flüchtlingen?

**Réponse (12/10/2022) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration**

ad 1. an 2. D'Donnéeë vun den Offices sociaux ginn all Joer am Aktivitéitsrapport vum Ministère fir Famill, Intégréatioun an d'Groussregioun publizéiert.

ad 3. bis 5. Nee.

**Visite de travail dans les Territoires palestiniens occupés | Question 6827 (12/09/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)**

An enger Matdeelung zum Här Kooperatiounsminister senger Rees an déi besat palästinensesch Gebitter, déi de 6. September um Site vu sengem Ministère publizéiert gouf, heescht et, datt den Här Minister ënner anerem Entrevuë mat dësen Offiziellen hätt: „Mohammad Shtayyeh, Premier Ministre de l'État de Palestine, Riyad al-Maliki, Ministre des Affaires étrangères de l'État de Palestine, et Shoukry Bishara, Ministre des Finances de l'État de Palestine“.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung elaboréieren, wéi déi Decisioun motivéiert war, an deem Zesummenhang vun engem palästinensesche „Staat“ ze schwätzen, deem net vu Lëtzebuerg unerkannt ass, a wéi eng Auswirkungen esou eng Terminologie op déi Lëtzebuurger Noostpolitik huet?

**Réponse (15/09/2022) de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire**

De Communiqué d'annonce vun der Aarbechtsvisitt, op deem den Här Deputéierten sech beriff, huet d'Titelen erwäant, déi d'Persounen, mat deene Reunione geplangt waren, bei hiren Entrevuë benotzen, ouni dass dëst eng Ausso iwwert d'Lëtzebuurger Noostpolitik ass, déi wuelbekannt ass.

Dëst geet doriwier eraus och aus dem Communiqué ervir, deem de Bilan vun der Aarbechtsvisitt mécht an an deem steet, dass: « Franz Fayot a eu une entrevue avec M. Mohammad Shtayyeh, Premier Ministre palestinien, durant laquelle la situation dans les TPO et le rôle de la coopération pour améliorer la résilience des Palestiniens ont été abordés. Des rencontres ont par ailleurs eu lieu avec M. Riyad al-Maliki, Ministre des Affaires étrangères, et Monsieur Shoukry Bishara, Ministre des Finances et de la Planification ».

**Changement d'horaires des trains de la ligne 10 | Question 6828 (12/09/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)**

Laut den Aussoe vun enger Rei vu Passagéier koum et op der Zuchlinn 10 vun Ettelbréck an d'Stad zu Upassungen, soudatt eenzel Zich net méi fueren, an dat, obwuel ugekënnegt gi war, datt den Takt géif eropgesat ginn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen.

– Kënnt Dir confirméieren, datt den Direktzuch vun Ettelbréck an d'Stad vu 7.16 Auer net méi fiert?

• Wa jo, wat sinn d'Ursaache fir dës Ännerung um Fuerplang?

– Gëtt et Alternativen?

– Ass geplangt, dat den Direktzuch vu 7.16 Auer zu engem spéideren Zäitpunkt nees an der Fuerplang opgeholl gëtt, a wa jo, wéini?

**Réponse (26/09/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

Sämtlech IC-Zich op der Linn 10, dorënner och den Zuch IC5305 (mat Depart um 7.16 Auer zu Ettelbréck a Richtung Stad), fueren zënter dem 5. September 2022 effektiv net méi. Dës Zich ginn duerch Material vun der SNCB assuréiert am Kader vun der ständlecher Verbindung tëschent Léck a Lëtzebuerg. Bedéngt duerch den Äerdrutsch am Tunnel Schieburg de 27. August 2022 ass de Streckendeel tëschent Clierf a Kautebaach bis op Weideres gespaart, soudatt dës Zich net méi kënnen vu Léck aus a Richtung Lëtzebuerg iwwerfouert ginn.

Well sämtlech Material schonn an den Traficker agesat ass, war et net méiglech, fir dës Zich an der Tëschenzäit duerch CFL-Material ze assuréieren.

D'CFL hunn awer zesumme mat der SNCB no Léisung gesicht, soudatt d'Faarte vun dësen Zich erëm kënnen, no enger Upassung vum Émlafplang vum Material vun der SNCB, ab dem 19. September 2022 garantéiert ginn.

Wéinst der Spärung vum Streckendeel tëschent Clierf a Kautebaach fueren dës Zich awer, bis zum Ofschloss vun de Reparatiounsaarbechten am Tunnel Schieburg, just tëschent Ettelbréck an der Stad an zeréck.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

## Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,  
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite [www.chd.lu](http://www.chd.lu)  
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

### Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun\*     fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

### Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun\*     vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

\*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: \_\_\_\_\_ Virnumm: \_\_\_\_\_

Sociétéit/Administratioun: \_\_\_\_\_

Adress: \_\_\_\_\_ Boîte postale: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Uertschaft: \_\_\_\_\_ Land: \_\_\_\_\_

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.  
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | [info@chd.lu](mailto:info@chd.lu) | [chd.lu](http://chd.lu) |   

**PERIODIQUE**



Envois non distribuables à retourner à:  
**L-3290 BETTEMBOURG**

**PORT PAYÉ**  
**PS/799**